# Budget pluriannuel

# 2026 – 2029

volume 2

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Chambre des Députés / Doc. parl. n°8601
Session ordinaire 2025-2026

# VOLUME 2

# Budget pluriannuel
# 2026-2029

# Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029

## Table des matières

**A. Fondements économiques et trajectoire des finances publiques ..... 7**

1. Introduction ..... 7
2. Cadre général de la programmation financière ..... 9
3. Trajectoire pluriannuelle des finances publiques ..... 12
4. Situation financière des Administrations publiques ..... 19
5. Situation financière de l'Administration centrale ..... 23
6. Situation financière des Administrations locales ..... 27
7. Situation financière des Administrations de sécurité sociale ..... 30
8. Dépenses par catégories selon le SEC ..... 35
9. Recettes par catégories selon le SEC ..... 49
10. Évolution de la dette publique ..... 54
11. Analyse de sensibilité et risques ..... 56
12. Soutenabilité à long terme des finances publiques ..... 62

**B. Commentaire des articles ..... 65**

**C. Texte du projet de loi ..... 67**

**Annexes**

1. Programme pluriannuel des recettes et des dépenses 2025-2029 ..... 69
2. Situation financière des fonds spéciaux de l'État ..... 407
3. Emprunts, prêts et lignes de crédit bénéficiant de la garantie financière de l'État ..... 499
4. La situation financière des services de l'État à gestion séparée (SEGS) ..... 511
5. Le passage du solde administratif au solde d'après le SEC2010 ..... 513
6. Le passage des soldes nominaux aux soldes structurels ..... 537
7. Comparaison entre les prévisions de la Commission européenne et celles du STATEC, servant pour établir le budget de l'État 2026 ..... 539
8. Indications sur les dépenses fiscales et leur impact sur les recettes ..... 541
9. Glossaire ..... 551

# A. Fondements économiques et trajectoire des finances publiques

## 1. Introduction

La programmation financière pluriannuelle, introduite en 2014, vise à renforcer la transparence et à améliorer la prévisibilité de l'évolution des finances publiques, au-delà du cadre annuel. Toutefois, les incertitudes persistantes liées au contexte géopolitique et à la conjoncture économique rendent les projections et extrapolations susceptibles d'évoluer, notamment en fonction des choix politiques et des indicateurs macroéconomiques. Ces éléments influent directement sur la portée du présent projet de budget.

### *1.a. Approche générale*

Le chapitre A, consacré à l'exposé des motifs du projet de loi, établit les fondements économiques de la programmation pluriannuelle. Il précise également la trajectoire des finances publiques, telle qu'elle figure dans le texte du projet de loi au chapitre C.

Le point 2 du chapitre A définit le cadre de la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029. Elle précise les périmètres et les données retenus, conformément au Système européen des comptes (SEC). À ce titre, l'annexe 5 détaille la transition entre le solde administratif de l'État, établi selon la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au budget, à la comptabilité et à la trésorerie de l'État et le solde de l'Administration centrale tel que défini par le SEC.

Les grandes orientations de la programmation financière pluriannuelle, établies à partir des données agrégées des Administrations publiques, sont ensuite déclinées par secteur : Administration centrale, Administrations locales et Administrations de Sécurité sociale. Ces développements figurent dans les points 3 à 9.

Le point 3 présente les trajectoires annuelles des soldes nominaux et structurels des comptes des Administrations publiques. Les points 4 à 7 comparent les principales données de la période 2025-2029 avec celles de la loi du 20 décembre 2024 relative à la programmation financière pluriannuelle pour 2024-2028.

Le point 10 présente l'évolution prévisionnelle de la dette publique jusqu'en 2029. Les points 11 et 12 abordent l'analyse de sensibilité et l'évaluation des risques liés aux projections. Enfin, l'exposé des motifs se clôt par une analyse de la soutenabilité à long terme des finances publiques.

### *1.b. Contexte macroéconomique*

Le tableau ci-après synthétise les principales prévisions macroéconomiques établies par le STATEC en septembre 2025, qui ont servi de référence pour définir la trajectoire de la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029. Le contexte macroéconomique est développé dans le chapitre A du volume 1 du projet de budget.

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| PIB en valeur (mia d'euros) | 89,6 | 94,3 | 99,6 | 105,1 | 111,0 |
| PIB en valeur (en %) | 4,0 | 5,2 | 5,6 | 5,6 | 5,6 |
| PIB en volume (en %) | 1,0 | 2,0 | 2,3 | 2,3 | 2,4 |
| Emploi total intérieur | 1,0 | 1,5 | 1,7 | 1,8 | 1,9 |
| Taux de chômage (définition ADEM en %) | 6,0 | 5,9 | 5,7 | 5,4 | 5,1 |
| Indice des prix à la consommation (IPCN) | 2,1 | 1,4 | 2,0 | 2,1 | 2,0 |
| Écart de production (en %) | -3,4 | -2,6 | -1,8 | -1,2 | -0,6 |

**Note** : les explications relatives à l'évolution macroéconomique figurent au chapitre A de l'exposé des motifs du projet de budget 2026 (volume 1).

### *1.c. Orientations pluriannuelles de la politique budgétaire*

La programmation pluriannuelle 2025-2029 s'inscrit dans un contexte macroéconomique moins favorable que celui anticipé dans le projet de loi de programmation financière pluriannuelle 2024-2028. La reprise économique s'avère moins dynamique que prévue. En 2024, le STATEC estimait une croissance annuelle moyenne du PIB à +2,7 % entre 2025 et 2028 ; en 2025, cette prévision est révisée à +2,0 % pour la période 2025-2029. L'emploi progresse à un rythme annuel inférieur à +2,0 %, tandis que le taux de chômage, bien que stable, ne se résorbe que lentement et demeure à un niveau élevé.

Le contexte international est marqué par des conflits militaires et commerciaux, qui fragmentent le monde en blocs, perturbent les chaînes d'approvisionnement, déstabilisent le continent européen et les partenaires stratégiques du Luxembourg, tout en accentuant l'incertitude et en réduisant la visibilité nécessaire à une planification efficace à moyen terme.

Par ailleurs, des tendances structurelles telles que le vieillissement démographique, la recrudescence des événements climatiques extrêmes et l'essor rapide de l'intelligence artificielle exercent une pression croissante sur les dépenses publiques. Elles engendrent des déséquilibres croissants au sein du système de sécurité sociale et appellent des investissements significatifs pour accompagner la double transition écologique et numérique.

Dans ce contexte, le Luxembourg doit répondre aux besoins concrets et quotidiens de sa population tout en définissant une trajectoire réaliste et ambitieuse pour l'avenir. Le renforcement du marché du travail, l'amélioration de l'accès au logement et la lutte contre la pauvreté constituent des priorités immédiates du Gouvernement.

Parallèlement, celui-ci s'attache à consolider le modèle social d'un État providence protecteur, financé par une croissance économique partagée, tout en respectant ses engagements internationaux à moyen terme dans le cadre de l'OTAN. Il affirme ainsi sa crédibilité en matière de sécurité collective européenne, tout en veillant à valoriser les retombées positives pour sa propre base industrielle et technologique.

La croissance de la population active, indispensable au dynamisme économique et à la pérennité du modèle social, est soutenue par des projets d'infrastructures structurants et un aménagement du territoire ambitieux. Enfin, les investissements publics dans les énergies renouvelables et la digitalisation visent à stimuler l'innovation, renforcer l'industrialisation et accroître la productivité.

Le projet de budget de l'État pour la période de programmation financière pluriannuelle 2026-2029 s'inscrit dans la continuité des engagements pris dans le cadre de l'accord de coalition 2023-2028, en poursuivant une politique de relance économique et d'investissements publics ambitieux :

- Par le renforcement de la compétitivité de l'économie, socle de l'État social ;
- Par la pérennisation des mesures en faveur du pouvoir d'achat et de l'accès au logement ;
- Par le maintien d'un niveau élevé d'investissements publics, dans les transports et l'énergie ;
- Par la modernisation de l'État, la simplification des démarches et la consolidation des droits.

Dans la mise en œuvre de cette politique, le Gouvernement réaffirme son engagement à préserver la notation de crédit souveraine maximale (AAA), à honorer ses engagements européens, et à consolider des finances publiques solides et durables.

La politique budgétaire pluriannuelle vise à contenir la hausse des dépenses constatées ces dernières années, tout en préservant l'effet multiplicateur de la dépense publique. Elle s'inscrit dans une logique de stabilité. Un déficit de 1,485 milliard d'euros est ainsi prévu pour l'Administration centrale en 2026, avec une amélioration progressive du solde budgétaire, passant de -1,6 % à -1,4 % du PIB d'ici 2029. Les Administrations locales et la Sécurité sociale devraient rester excédentaires sur l'ensemble de la période de programmation, contribuant à maintenir la dette publique à un niveau stable, autour de 27,0 % du PIB au cours des quatre prochaines années.

Dans le prolongement de la revue des finances publiques de l'OCDE publiée début 2025, le Luxembourg a engagé la modernisation de sa procédure d'élaboration budgétaire, afin d'améliorer la précision des prévisions de recettes et de renforcer le réalisme des propositions de dépenses. Conformément aux recommandations de la Cour des comptes, une meilleure intégration des recettes dans le processus budgétaire s'est notamment traduite par l'institutionnalisation de nouveaux moments de dialogue entre l'Inspection générale des finances et les administrations fiscales. Les propositions de dépenses ont également été examinées en profondeur et ajustées en cas de besoin : à la hausse, pour refléter l'avancement réel de certains projets ; et à la baisse, pour tenir compte de la capacité d'absorption effective des administrations concernées.

## 2. Cadre général de la programmation financière

En vertu de la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de l'encadrement législatif des finances publiques.

Les lois de programmation ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois sous-secteurs des Administrations publiques : Administration centrale, Administrations locales et Administrations de Sécurité sociale. Ces orientations pluriannuelles s'inscrivent dans une logique d'équilibre des comptes des Administrations publiques.

Le principal atout des lois de programmation financière réside dans la double perspective qu'elles offrent : une vision d'ensemble et une projection pluriannuelle des finances publiques. En encadrant la trajectoire budgétaire globale de l'État, des organismes de Sécurité sociale et des collectivités locales, la loi de programmation permet une appréciation cohérente et consolidée de la situation financière du secteur public.

Le programme pluriannuel, objet du présent projet de loi, vise à renforcer la maîtrise des dépenses publiques tout en nourrissant le débat sur les objectifs de la politique budgétaire. Il élargit le cadre de la procédure budgétaire, qui étend l'approche strictement annuelle pour s'inscrire dans une perspective glissante de cinq ans, sans pourtant remettre en cause le principe fondamental de l'annualité du vote du budget par le parlement.

*2.a. Système européen des comptes (SEC)*

Le cadre de référence applicable est donné par le Système européen des comptes (SEC). Ce système de comptabilité nationale vise à décrire le fonctionnement global d'une économie, en la divisant en secteurs regroupant les unités institutionnelles ayant un intérêt économique sur le territoire de chaque État membre.

Le SEC repose sur des concepts et des règles spécifiques, souvent distincts de ceux utilisés pour établir les budgets et les comptes des États centraux. Il suit une logique propre, différente de celle de la comptabilité publique en vigueur dans les États membres, bien que plusieurs d'entre eux l'adoptent désormais comme cadre de référence pour la comptabilisation des comptes de leur État central.

Au Luxembourg, la présentation administrative du budget de l'État est régie par la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au budget, à la comptabilité et à la trésorerie de l'État. Cette comptabilité publique repose principalement sur une logique de caisse, c'est-à-dire que les opérations sont enregistrées au moment où les paiements sont effectivement réalisés.

À l'inverse, le SEC utilise, en règle générale, le principe des droits constatés, qui repose sur deux dimensions : le moment de l'enregistrement et le montant à enregistrer. Les opérations sont ainsi enregistrées dès lors que la valeur économique est créée et que les droits afférents sont clairement établis. Par exemple, la vente d'un actif est comptabilisée au moment du transfert de propriété, indépendamment du moment de paiement.

De plus, le solde calculé selon le SEC couvre l'ensemble des entités relevant des Administrations publiques – notamment l'État, les Administrations locales, la Sécurité sociale, et les établissements publics. En revanche, le solde budgétaire traditionnel se limite aux opérations de l'État stricto sensu, c'est-à-dire celles des ministères, des administrations qui leur sont rattachées et les autres services étatiques.

Ainsi, la présentation économique des finances publiques selon le SEC diffère nécessairement de la présentation administrative du budget de l'État. Chacune repose sur des règles distinctes et répond à des objectifs d'analyse différents.

L'annexe 5 explique en détail comment passer de la présentation administrative du budget de l'État à celle des comptes de l'Administration centrale selon les normes du SEC.

*2.b. Périmètre des Administrations publiques*

Le secteur des Administrations publiques est subdivisé en quatre sous-secteurs :

1. Administration centrale ;
2. Administrations locales ;
3. Administrations de Sécurité sociale ;
4. Administrations d'États fédérés (sans objet au Luxembourg).

Les dépenses des Administrations publiques comprennent les opérations suivantes :

- consommation intermédiaire ;
- formation brute de capital ;
- rémunération des salariés ;
- autres impôts sur la production ;
- subventions à payer ;
- revenus de la propriété ;
- impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. ;
- prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature ;
- transferts sociaux en nature, correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands ;
- autres transferts courants ;
- ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension ;
- transferts en capital à payer ;
- acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

Les recettes des Administrations publiques comprennent les opérations suivantes :

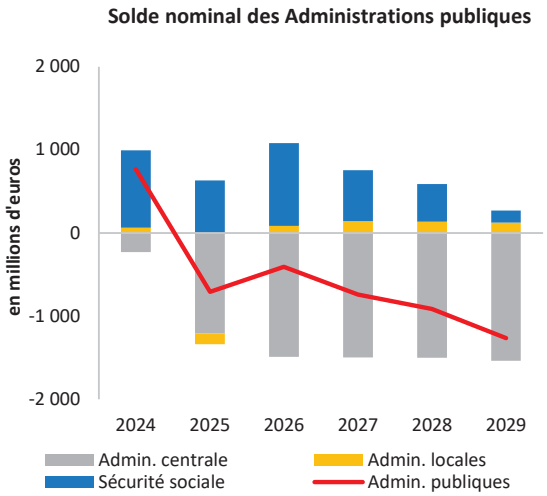
- production marchande ;
- production pour usage final propre ;
- paiements au titre de l'autre production non marchande ;
- impôts sur la production et les importations ;
- autres subventions sur la production à recevoir ;
- revenus de la propriété ;
- impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. ;
- cotisations sociales ;
- autres transferts courants ;
- transferts en capital.

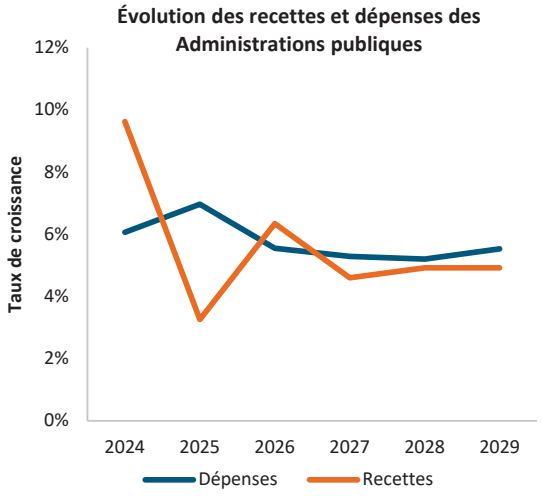
La différence entre les recettes et les dépenses des Administrations publiques représente le solde du secteur des Administrations publiques. Un solde positif correspond à une capacité de financement tandis qu'un solde négatif représente un besoin de financement.

## 3. Trajectoire pluriannuelle des finances publiques

### *3.a. Solde nominal*

Les graphiques ainsi que le tableau ci-après résument la trajectoire pluriannuelle des finances publiques :




Le tableau suivant résume l'évolution du solde consolidé des trois secteurs des Administrations publiques pour la période 2024-2029. Ces prévisions tiennent compte des données économiques et financières connues au moment de l'établissement de la programmation financière pluriannuelle.

| | 2024 | | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | | 2029 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | en mio | en % du PIB | en mio | en % du PIB | en mio | en % du PIB | en mio | en % du PIB | en mio | en % du PIB | en mio | en % du PIB |
| 1) Solde nominal : | | | | | | | | | | | | |
| Administration centrale | -228 | -0,3% | -1 206 | -1,3% | -1 489 | -1,6% | -1 498 | -1,5% | -1 501 | -1,4% | -1 535 | -1,4% |
| Administrations locales | +63 | +0,1% | -133 | -0,1% | +85 | +0,1% | +142 | +0,1% | +137 | +0,1% | +126 | +0,1% |
| Sécurité sociale | +930 | +1,1% | +633 | +0,7% | +996 | +1,1% | +615 | +0,6% | +451 | +0,4% | +145 | +0,1% |
| Administrations publiques | +766 | +0,9% | -706 | -0,8% | -408 | -0,4% | -741 | -0,7% | -913 | -0,9% | -1 264 | -1,1% |
| 2) Solde structurel : | | | | | | | | | | | | |
| Administrations publiques | | +2,4% | | +0,8% | | +0,8% | | +0,1% | | -0,3% | | -0,9% |
| 3) Dette publique | 22 649 | 26,3% | 23 990 | 26,8% | 25 480 | 27,0% | 26 980 | 27,1% | 28 480 | 27,1% | 29 980 | 27,0% |
| Administration centrale | 21 060 | 24,4% | 22 181 | 24,7% | 23 671 | 25,1% | 25 171 | 25,3% | 26 671 | 25,4% | 28 171 | 25,4% |
| Administrations locales | 1 485 | 1,7% | 1 702 | 1,9% | 1 702 | 1,8% | 1 702 | 1,7% | 1 702 | 1,6% | 1 702 | 1,5% |
| Sécurité sociale | 103 | 0,1% | 108 | 0,1% | 108 | 0,1% | 108 | 0,1% | 108 | 0,1% | 108 | 0,1% |

En 2024, le solde des Administrations publiques s'élevait à +766 millions d'euros et se dégrade en 2025 pour afficher un déficit de 706 millions d'euros. Cette détérioration est principalement due à la détérioration du solde de l'Administration centrale (presque 1 milliard d'euros), le taux de croissance des recettes (+3,3%) étant inférieur à celui des dépenses (+7,0%).

Le solde des Administrations publiques s'améliorerait légèrement en 2026 pour atteindre -408 millions d'euros (-0,4% du PIB). L'origine de cette hausse se trouve notamment dans l'amélioration du solde de la Sécurité sociale et des Administrations locales. Le déficit de l'Administration centrale se dégrade quant à lui de -283 millions d'euros.

À partir de 2027, le taux de croissance des dépenses serait à nouveau supérieur à celui des recettes entraînant une dégradation du solde des Administrations publiques qui passerait de -0,4% du PIB en 2026 à -1,1% en 2029. Cette dégradation est essentiellement due à la détérioration du solde de la Sécurité sociale sur la période.

### *3.b. Solde structurel*

La trajectoire établie par le présent projet de loi aboutit à un solde structurel de +0,8% en 2026. De ce fait, les Administrations publiques atteindront leur objectif budgétaire à moyen terme (OMT) en 2026.

### *3.c. Évolution par rapport à la loi de programmation pluriannuelle 2024-2028*

Entre la loi de programmation financière pluriannuelle (LPFP) 2024-2028 et le projet de loi de programmation financière pluriannuelle (PLPFP) 2025-2029, les déficits des exercices 2025 à 2028 ont été revus à la hausse, à l'exception de celui de 2026. Les recettes ont été revues à la baisse pour 2025, tandis qu'elles ont été rehaussées pour 2027 et 2028. Les prévisions des dépenses ont, quant à elles, été réévaluées de manière plus importante (voir détails au point 4). La revue à la hausse du solde de 2026 résulte donc d'une variation sensiblement plus importante des recettes que des dépenses.

Alors que la loi relative à la programmation financière pluriannuelle 2024-2028 prévoyait un solde de -0,6% respectivement de -0,5% du PIB pour les exercices 2025 et 2026, les dernières estimations du PLPFP actuel tablent sur un solde de -0,8% et -0,4% du PIB. Les soldes de 2027 et 2028 se dégradent d'environ de 0,5 point de pourcents du PIB par rapport aux prévisions de la loi relative à la programmation financière pluriannuelle 2024-2028.

| En millions d'euros | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 |
| **Administrations publiques** | **-563** | **-706** | **-460** | **-408** | **-289** | **-741** | **-448** | **-913** |
| Administration centrale | -1 288 | -1 206 | -1 083 | -1 489 | -684 | -1 498 | -668 | -1 501 |
| Administrations locales | +67 | -133 | +145 | +85 | +168 | +142 | +228 | +137 |
| Sécurité sociale | +657 | +633 | +478 | +996 | +228 | +615 | -15 | +451 |

| En % du PIB | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 |
| Solde Nominal | | | | | | | | |
| **Administrations publiques** | **-0,6%** | **-0,8%** | **-0,5%** | **-0,4%** | **-0,3%** | **-0,7%** | **-0,4%** | **-0,9%** |
| Administration centrale | -1,5% | -1,3% | -1,2% | -1,6% | -0,7% | -1,5% | -0,7% | -1,4% |
| Administrations locales | +0,1% | -0,1% | +0,2% | +0,1% | +0,2% | +0,1% | +0,2% | +0,1% |
| Sécurité sociale | +0,8% | +0,7% | +0,5% | +1,1% | +0,2% | +0,6% | -0,0% | +0,4% |
| **Solde structurel** | **+0,2%** | **+0,8%** | **+0,3%** | **+0,8%** | **+0,2%** | **+0,1%** | **-0,2%** | **-0,3%** |

En ce qui concerne le solde structurel, les prévisions actuelles prévoient une amélioration desdits soldes en 2025 et 2026, et une légère dégradation en 2027 et 2028. Le solde structurel pour 2026 devrait passer de +0,3% pour la LPFP 2024-2028 à +0,8% pour le PLPFP actuel.

### *3.d. Scénario de "politique inchangée"*

Le solde des Administrations publiques évolue comme suit par rapport à une situation théorique à politique inchangée :

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| En % du PIB | | | | |
| Solde à politique inchangée | -0,2% | -0,6% | -0,8% | -1,1% |
| Mesures nouvelles (impact net) | -0,2% | -0,1% | -0,1% | +0,0% |
| Solde PLPFP 2025-2029 | -0,4% | -0,7% | -0,9% | -1,1% |
| En millions d'euros | | | | |
| Solde à politique inchangée | -233 | -636 | -796 | -1 219 |
| Mesures nouvelles (impact net) | -175 | -105 | -118 | -45 |
| Solde PLPFP 2025-2029 | -408 | -741 | -914 | -1 264 |

Les variations des recettes pour les principales mesures peuvent être résumées comme suit :

*(en millions d'euros, différence par rapport à une situation à politique inchangée)*

| Libellé | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| Variation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette due à l'exonération des cotisations sociales | +0 | -21 | -43 | -43 |
| Variation de l'impôt retenu sur les traitements et salaires due à l'exonération des cotisations sociales | -38 | -38 | -38 | -38 |
| Variation de l'impôt sur le revenu des collectivités due à l'exonération des cotisations sociales | +0 | -6 | -12 | -12 |
| Hausse des accises sur le tabac et les cigarettes | +35 | +35 | +35 | +35 |
| Crédit d'impôt CO2 | -13 | -13 | -13 | -13 |
| Crédit d'impôt Startup | -9 | -9 | -9 | -9 |
| Introduction de l'impôt minimum Pilier 2 | +80 | +80 | +80 | +80 |
| Dotation étatique forfaitaire en faveur de l'assurance maladie-maternité* | +59 | +59 | +59 | +59 |
| Augmentation du taux de cotisation de 24,0% à 25,5% à partir de 2026 avec modérateur de réajustement en 2033 à 0,25 et maintien de l'allocation de fin d'année combinée à une augmentation de la durée de cotisations obligatoires de 8 mois sur 5 années à partir de 2026 ** | +568 | +617 | +669 | +725 |
| **Total (non consolidé)** | **+683** | **+705** | **+729** | **+785** |

**Note :** Aux différences d'arrondis près.

*Impact inter secteur à savoir les dépenses de l'Administration centrale et les recettes de la Sécurité sociale.

**Impact pour la Sécurité sociale donc pertinent seulement en partie pour les Administrations publiques.

Les augmentations des dépenses pour les principales mesures peuvent être résumées comme suit :

*(en millions d'euros, différence par rapport à une situation à politique inchangée)*

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| **Ministère d'État** | | | | |
| Commission nationale pour la protection des données - renforcement de personnel | 1,1 | 1,7 | 1,8 | 1,9 |
| Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics : acquisition et installation d'équipements ; frais accessoires | 0,0 | 0,0 | 45,9 | 6,1 |
| Autres | 5,0 | 5,5 | 4,0 | 12,1 |
| Total | 6,1 | 7,2 | 51,7 | 20,0 |
| **Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur** | | | | |
| Frais de mise en place et de fonctionnement de nouvelles missions luxembourgeoises à l'étranger | 4,1 | 5,3 | 5,9 | 1,3 |
| Frais de scolarité et frais médicaux | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 1,9 |
| Autres | 3,0 | 3,1 | 4,0 | 5,5 |
| Total | 8,9 | 10,3 | 11,9 | 8,8 |
| **Ministère des Affaires intérieures** | | | | |
| Structure de filtrage : frais de fonctionnement - acquisitions diverses | 7,2 | 5,3 | 5,4 | 5,5 |
| Frais d'exploitation et frais administratifs : vêtements de travail, frais de bureau, frais de publicité, frais de banque et dépenses diverses | 2,3 | 1,1 | 0,4 | 0,4 |
| Acquisition de matériels et d'équipements spécialisés pour les besoins opérationnels (y compris C.B.R.N.), sécuritaires et divers | 2,4 | 1,0 | 0,0 | 0,0 |
| Frais d'experts et d'études | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| Participation de l'État aux frais d'investissement des syndicats de communes | 2,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres | 3,3 | 1,9 | 1,8 | 1,5 |
| Total | 19,3 | 10,8 | 9,0 | 8,9 |
| **Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** | | | | |
| Divers frais de fonctionnement | 0,8 | 1,4 | 1,2 | 1,8 |
| Diverses subventions | 0,8 | 1,1 | 1,1 | 0,7 |
| Autres | 1,4 | 0,1 | 0,3 | 0,3 |
| Total | 2,9 | 2,5 | 2,5 | 2,8 |
| **Ministère de la Culture** | | | | |
| Aides de l'État au financement de la construction et du réaménagement d'infrastructures culturelles par des associations sans but lucratif | 1,8 | 1,6 | 1,4 | 1,2 |
| Subventions | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,3 |
| Autres | 2,8 | 2,3 | 2,2 | 1,6 |
| Total | 5,9 | 5,2 | 4,9 | 4,1 |
| **Ministère de la Digitalisation** | | | | |
| Dotation financière de l'État au profit du service CTIE | 40,0 | 44,4 | 44,9 | 46,8 |
| Rémunération du personnel | 3,6 | 10,6 | 17,8 | 25,2 |
| Total | 43,6 | 55,0 | 62,7 | 72,0 |
| **Ministère de l'Économie** | | | | |
| Nouveau régime d'aides pour des projets démonstrateurs de production d'hydrogène renouvelable | 0,1 | 5,0 | 10,0 | 10,0 |
| Application de la législation en matière d'aides aux entreprises industrielles et de prestation de services ayant une influence motrice sur le développement et la diversification économiques | 2,5 | 6,0 | 12,0 | 16,0 |
| Régime d'aide pour bornes de recharge | 0,0 | 0,0 | 4,5 | 5,0 |
| Alimentation du fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur privé | 55,2 | 15,2 | 13,2 | 13,2 |
| Système de préfinancement des installations photovoltaïques pour personnes privées | 43,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Nouveau régime d'aides pour des projets démonstrateurs de production d'hydrogène renouvelable | 2,0 | 5,0 | 2,0 | 0,0 |
| Application des lois-cadre PME ayant pour objet l'amélioration structurelle des petites et moyennes entreprises : subventions en capital | 6,5 | 6,5 | 6,5 | 6,5 |
| Frais en relation avec la prise en charge par l'État de frais engendrés par l'utilisation des réseaux d'électricité | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 0,0 |
| Autres | 2,1 | 2,1 | 2,1 | 2,2 |
| Total | 261,4 | 189,8 | 200,3 | 52,9 |
| **Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** | | | | |
| Fonds pour le financement des infrastructures des établissements d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du MENJE | 76,2 | 78,7 | 40,7 | 38,2 |
| Participation de l'État aux services d'éducation et d'accueil de type commercial dans le cadre du CSA | 41,0 | 42,2 | 43,5 | 44,8 |
| Participation de l'État aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits journaliers et horaires | 21,8 | 31,2 | 40,9 | 50,2 |

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| Indemnités complémentaires d'apprentissage dues aux personnes adultes sous contrat d'apprentissage | 8,7 | 8,7 | 8,9 | 9,7 |
| Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | 5,8 | 5,9 | 6,0 | 6,2 |
| Participation de l'État aux frais de fonctionnement des services pour jeunes par voie de conventions avec les administrations privées | 4,6 | 5,4 | 6,1 | 6,8 |
| Participation de l'État aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par voie de conventions | 3,9 | 3,9 | 4,0 | 6,7 |
| Participation de l'État dans le financement de l'enseignement musical | 5,9 | 6,0 | 6,2 | 6,3 |
| Autres | 24,6 | 24,3 | 26,9 | 30,4 |
| Total | 192,5 | 206,3 | 183,2 | 199,4 |
| **Ministère de l'Egalité des genres et de la Diversité** | | | | |
| Participation financière de l'État aux frais de fonctionnement des centres d'accueil et des services de consultation dans le domaine de l'Égalité des genres et de la Diversité | 1,7 | 3,3 | 3,4 | 3,6 |
| Autres | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 |
| Total | 2,1 | 3,7 | 3,9 | 4,1 |
| **Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** | | | | |
| Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie | 32,0 | 35,0 | 35,0 | 39,0 |
| Bornes électriques / infrastructures de charge dans les résidences | 6,8 | 6,8 | 6,8 | 6,8 |
| Autres | 0,7 | 0,3 | 0,5 | 0,5 |
| Total | 39,4 | 42,1 | 42,2 | 46,2 |
| **Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** | | | | |
| Projet pilote *out of hospital* | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 3,2 |
| Participation aux frais d'encadrement des bénéficiaires REVIS affectés à des mesures d'activation / de stabilisation | 1,5 | 2,0 | 2,2 | 2,5 |
| Autres | 2,0 | 1,6 | 1,4 | 1,4 |
| Total | 6,7 | 6,7 | 6,8 | 7,1 |
| **Ministère des Finances** | | | | |
| Frais d'experts et d'études | 4,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Acquisition d'équipements spéciaux | 3,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres | 2,1 | 1,8 | 1,8 | 1,4 |
| Total | 9,3 | 1,8 | 1,8 | 1,4 |
| **Ministère de la Justice** | | | | |
| Frais de fonctionnement | 3,4 | 3,2 | 2,3 | 3,3 |
| Autres | 0,5 | 0,4 | 0,6 | 1,0 |
| Total | 3,9 | 3,6 | 2,9 | 4,2 |
| **Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire** | | | | |
| Participations au financement de services et de recherches dans le domaine du logement prestés par l'Observatoire transfrontalier du logement | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Établissements placés sous la surveillance de l'État : compensation de service public en lien avec la réalisation d'un projet visant la création de logements abordables sur terrains privés | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Participation de l'État au financement de services et de recherches dans le domaine de l'aménagement du territoire prestés par l'Observatoire du développement territorial ou d'autres établissements publics scientifiques | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Participation de l'État au financement des démarches conventionnées prévues dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de développement régional durable | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Participation de l'État au financement des démarches conventionnées prévues dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de développement régional durable | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 |
| Total | 0,5 | 0,7 | 0,6 | 0,6 |
| **Ministère de la Mobilité et des Travaux publics** | | | | |
| Services publics d'autobus assurés par le Syndicat des T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'État | 6,1 | 19,5 | 36,7 | 24,1 |
| Construction d'un nouveau salon d'honneur à l'aéroport de Luxembourg. | 4,3 | 8,5 | 12,2 | 0,0 |
| Services publics d'autobus réguliers assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'État | 1,5 | 1,5 | 1,6 | 6,6 |
| Acquisition d'équipements spéciaux | 1,6 | 4,3 | 1,2 | 0,7 |
| Autres | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Total | 14,1 | 34,3 | 52,0 | 31,8 |
| **Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur** | | | | |
| Dépenses de divers établissements publics et GIE | 9,0 | 13,0 | 17,0 | 21,0 |
| Autres | 0,5 | 0,8 | 0,6 | 0,7 |
| Total | 9,5 | 13,8 | 17,6 | 21,7 |

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|
| **Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale** | | | | |
| Indemnités et participations aux frais des médecins en voie de spécialisation : frais encadrement, bourses, indemnités de stage, participations rémunérations | 11,1 | 11,3 | 11,5 | 11,7 |
| Secteur conventionné AST (divers articles) | 11,0 | 12,0 | 12,5 | 13,0 |
| Assurance maladie-maternité : dotation forfaitaire | 59,0 | 59,0 | 59,0 | 59,0 |
| Assurance pension : cotisations | 189,5 | 205,8 | 223,0 | 241,7 |
| Autres | 14,9 | 10,8 | 10,4 | 10,4 |
| Total | 285,5 | 298,9 | 316,4 | 335,8 |
| **Ministère des Sports** | | | | |
| Contribution financière au *Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS)* dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Subsides aux fédérations sportives agréées, aux sociétés affiliées et au Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois | 1,0 | 1,0 | 1,5 | 1,6 |
| Promotion de l'image du Luxembourg dans le sport | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 1,2 |
| Participation à l'indemnisation des cadres administratifs et des entraîneurs nationaux des fédérations sportives agréées | 3,0 | 4,5 | 6,0 | 6,5 |
| Mesures de promotion dans l'intérêt du sport de compétition et du sport d'élite : dépenses diverses | 1,5 | 1,5 | 1,5 | 1,5 |
| Autres | 0,6 | 0,4 | 0,3 | 0,2 |
| Total | 7,4 | 8,8 | 10,6 | 11,2 |
| **Ministère du Travail** | | | | |
| Fonds pour l'emploi | 1,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| Autres | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,1 |
| Total | 1,5 | 2,4 | 2,4 | 2,1 |

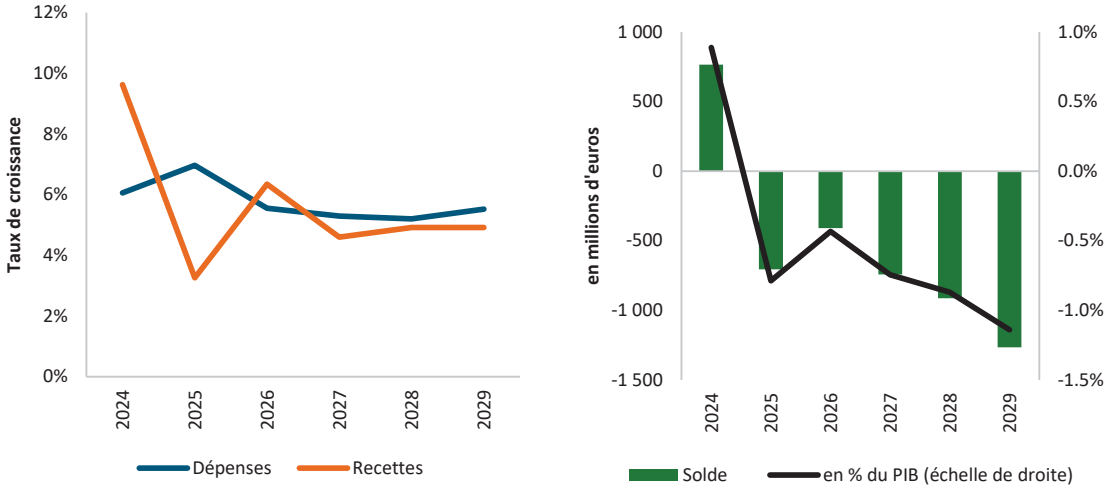
L'évolution des recettes et dépenses des Administrations publiques se présente comme suit :

| | 2026 | | | 2027 | | | 2028 | | | 2029 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Po. Inch. PB 2026 | Mesures | PB 2026 | Po. Inch. PB 2026 | Mesures | PB 2026 | Po. Inch. PB 2026 | Mesures | PB 2026 | Po. Inch. PB 2026 | Mesures | PB 2026 |
| Consommation intermédiaire | 4 194 | + 119 | 4 313 | 4 296 | + 123 | 4 418 | 4 436 | + 127 | 4 563 | 4 633 | + 142 | 4 775 |
| Formation de capital | 4 653 | + 22 | 4 675 | 4 594 | + 17 | 4 611 | 4 970 | + 62 | 5 032 | 5 450 | + 8 | 5 458 |
| Rémunération des salariés | 10 966 | + 10 | 10 976 | 11 620 | + 18 | 11 638 | 12 256 | + 25 | 12 281 | 12 876 | + 33 | 12 909 |
| Autres impôts sur la production | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 |
| Subventions à payer | 924 | + 208 | 1 132 | 1 008 | + 168 | 1 177 | 1 000 | + 166 | 1 166 | 1 062 | + 21 | 1 083 |
| Revenus de la propriété | 451 | + 0 | 451 | 561 | + 0 | 561 | 635 | + 0 | 635 | 733 | + 0 | 733 |
| Prestations sociales en espèce | 15 770 | - 60 | 15 710 | 16 861 | - 80 | 16 780 | 17 876 | - 104 | 17 772 | 18 883 | + 15 | 18 898 |
| Prestations sociales en nature | 3 139 | + 41 | 3 180 | 3 359 | + 42 | 3 401 | 3 550 | + 43 | 3 593 | 3 764 | + 45 | 3 809 |
| Autres transferts courants | 3 688 | + 98 | 3 785 | 3 917 | + 116 | 4 033 | 4 028 | + 135 | 4 163 | 4 201 | + 151 | 4 352 |
| Transferts en capital à payer | 1 184 | + 171 | 1 355 | 1 229 | + 140 | 1 369 | 1 171 | + 109 | 1 280 | 1 196 | + 113 | 1 309 |
| Acquisitions moins cessions d'actifs | 2 | + 0 | 2 | 1 | + 0 | 1 | 1 | + 0 | 1 | - 46 | + 0 | - 46 |
| **Dépenses** | **44 972** | **+ 608** | **45 580** | **47 447** | **+ 544** | **47 990** | **49 923** | **+ 564** | **50 487** | **52 754** | **+ 528** | **53 282** |
| Production marchande | 775 | + 0 | 775 | 832 | + 0 | 832 | 835 | + 0 | 835 | 865 | + 0 | 865 |
| Production pour usage final propre | 450 | + 0 | 450 | 470 | + 0 | 470 | 490 | + 0 | 490 | 510 | + 0 | 510 |
| Production non marchande | 1 411 | + 0 | 1 411 | 1 479 | + 0 | 1 479 | 1 552 | + 0 | 1 552 | 1 626 | + 0 | 1 626 |
| Impôts sur la production | 11 000 | + 22 | 11 022 | 11 525 | + 22 | 11 547 | 12 057 | + 22 | 12 079 | 12 591 | + 22 | 12 613 |
| Autres subventions sur la production à rec | 11 | | 11 | 11 | | 11 | 11 | | 11 | 11 | | 11 |
| Revenus de la propriété | 1 413 | + 0 | 1 413 | 1 450 | + 0 | 1 450 | 1 483 | + 0 | 1 483 | 1 515 | + 0 | 1 515 |
| Impôts courants sur le revenu, etc. | 17 437 | + 34 | 17 471 | 18 319 | + 6 | 18 325 | 19 358 | - 21 | 19 337 | 20 451 | - 21 | 20 430 |
| Cotisations sociales | 11 662 | + 378 | 12 040 | 12 255 | + 410 | 12 665 | 12 862 | + 445 | 13 307 | 13 480 | + 482 | 13 962 |
| Autres transferts courants | 239 | - 0 | 239 | 243 | + 0 | 243 | 256 | + 0 | 256 | 263 | - 0 | 263 |
| Transferts en capital à recevoir | 340 | + 0 | 340 | 228 | + 0 | 228 | 224 | + 0 | 224 | 223 | + 0 | 223 |
| **Recettes** | **44 739** | **+ 433** | **45 172** | **46 811** | **+ 438** | **47 250** | **49 127** | **+ 446** | **49 573** | **51 535** | **+ 483** | **52 018** |
| **Capacité/besoin de financement** | **- 233** | **- 175** | **- 408** | **- 636** | **- 105** | **- 741** | **- 796** | **- 118** | **- 913** | **-1 219** | **- 45** | **-1 264** |

**Note :** Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

## 4. Situation financière des Administrations publiques

### *4.a. Vue globale*




Le déficit des Administrations publiques s'élèverait à -706 millions en 2025 (-0,8% du PIB). Par rapport à l'exercice 2024, le solde se dégrade en raison d'un taux de croissance des dépenses supérieur à celui des recettes.

L'exercice 2025 est caractérisé par une progression des dépenses de +7,0% par rapport à 2024, un rythme supérieur à celui observé en 2024 (+6,1%) et légèrement au-dessus de la moyenne enregistrée sur la période 2014-2024 (+6,7%). Les prestations sociales et les rémunérations, particulièrement influencées par l'indexation du mois de mai, expliquent plus de trois quarts de la hausse des dépenses. L'augmentation du nombre de bénéficiaires contribue à la croissance des prestations sociales tandis que l'accord salarial et le dynamisme de l'emploi dans la fonction publique impactent à la hausse les dépenses de rémunérations. Enfin, la formation de capital contribue également à la dynamique des dépenses des Administrations publiques, au-delà de l'impact déjà significatif des investissements liés au lancement d'un satellite militaire.

Les recettes augmenteraient de +3,3% en 2025, soit une progression inférieure à la moyenne annuelle sur la période 2014-2024 (+6,6%). La croissance des recettes résulte en partie des cotisations sociales qui bénéficie de la tranche indiciaire, tout en subissant les effets d'un marché du travail ralenti. Les impôts sur la production (accises, TVA, taxe d'abonnement, etc.) représentent la deuxième source de hausse des recettes. En revanche, les recettes issues des impôts courants sur le revenu (impôts sur le revenu des collectivités, impôts sur traitements et salaires, etc.), progressent faiblement. Cette évolution s'explique, d'une part, par un effet de base induit par la performance exceptionnelle en 2023-24 de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt sur le revenu des capitaux, et d'autre part, par les mesures fiscales adoptées en faveur des ménages et des entreprises (*Entlaaschtungs-Pak*).

L'exercice 2026 se caractérise par une croissance des recettes de +6,3%, contre une croissance des dépenses de +5,6%. Cet effet ciseaux positif entraîne une amélioration du solde de +298 millions d'euros par rapport à l'estimation pour l'exercice 2025. Le déficit 2026 se chiffrerait à -408 millions d'euros.

L'évolution favorable des recettes en 2026 repose principalement sur la progression des cotisations sociales et des impôts sur le revenu, deux postes stimulés par l'amélioration de l'emploi anticipée par le STATEC. La hausse du taux de cotisation à l'assurance pension renforce également cette dynamique, avec un effet positif sur les cotisations sociales, tandis que son impact négatif sur les recettes fiscales liées au revenu demeure limité (voir tableau, point 3.d.). Par ailleurs, la croissance des impôts sur la production et les importations, portée par la reprise économique et l'augmentation des accises sur le tabac, représente la troisième source majeure de la progression des recettes en 2026.

Concernant les dépenses, leur augmentation s'explique principalement par la progression des prestations sociales, le renforcement des investissements (formation et transferts de capital), ainsi que par la hausse des rémunérations. En 2026, la prise en charge des frais de réseau par l'État contribue à la croissance des transferts courants. Cette mesure devrait également exercer un effet modérateur sur l'inflation au cours de la même année.

À partir de 2027, le taux de croissance des dépenses serait à nouveau supérieur à celui des recettes entraînant une dégradation du solde des Administrations publiques qui passerait de -0,4% du PIB en 2026 à -1,1% en 2029. Cette dégradation est essentiellement due à la détérioration du solde de la Sécurité sociale sur la période.

La nette croissance des investissements directs prévue dès 2028 en raison de plusieurs projets de grande envergure (ex. Tram, Projet routier Gasperich - Croix de Bettembourg - frontière française, CHL, *Südspidol*) est compensée partiellement par la récession des investissements indirects (transferts en capital). La forte évolution des investissements reflète les priorités du Gouvernement en matière de défense, de logement, d'énergie et du climat.

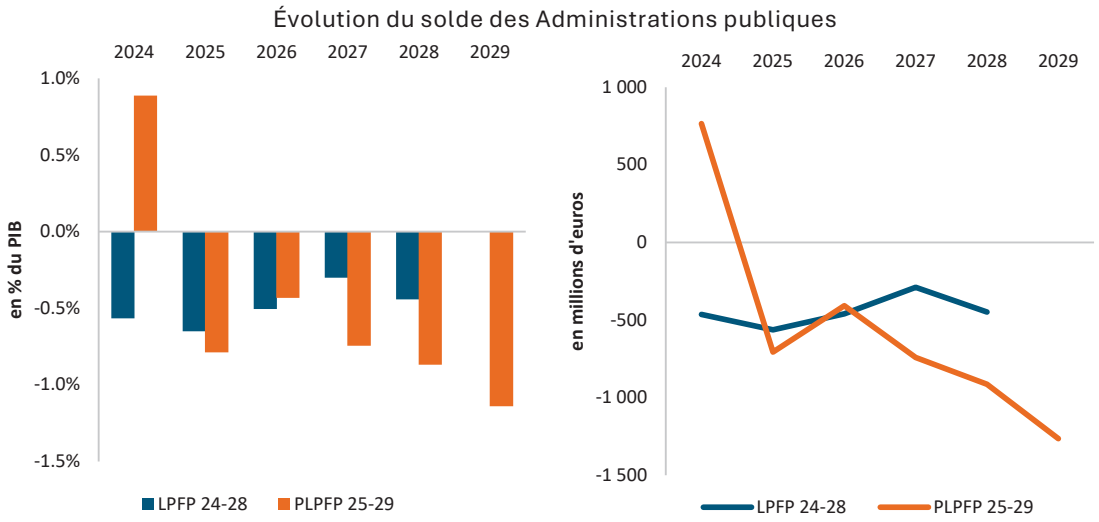
Le tableau ci-après retrace l'évolution des différentes catégories de recettes et de dépenses des Administrations publiques d'après la classification du système européen des comptes (SEC2010) :

| Administrations publiques | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses** | **40 369** | **43 181** | **45 579** | **47 990** | **50 487** | **53 277** |
| | ***+6,1%*** | ***+7,0%*** | ***+5,6%*** | ***+5,3%*** | ***+5,2%*** | ***+5,5%*** |
| Consommation intermédiaire | 3 932 | 4 157 | 4 313 | 4 418 | 4 563 | 4 775 |
| | *+7,4%* | *+5,7%* | *+3,8%* | *+2,4%* | *+3,3%* | *+4,7%* |
| Formation de capital | 4 028 | 4 370 | 4 675 | 4 611 | 5 032 | 5 458 |
| | *+5,3%* | *+8,5%* | *+7,0%* | *-1,4%* | *+9,1%* | *+8,5%* |
| Rémunération des salariés | 9 544 | 10 501 | 10 976 | 11 638 | 12 281 | 12 909 |
| | *+7,9%* | *+10,0%* | *+4,5%* | *+6,0%* | *+5,5%* | *+5,1%* |
| Autres impôts sur la production | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | *+6,2%* | *-2,1%* | *-20,4%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Subventions à payer | 1 156 | 1 036 | 1 132 | 1 177 | 1 166 | 1 083 |
| | *-8,1%* | *-10,4%* | *+9,3%* | *+4,0%* | *-0,9%* | *-7,1%* |
| Revenus de la propriété | 265 | 343 | 451 | 561 | 635 | 733 |
| | *+12,0%* | *+29,3%* | *+31,7%* | *+24,3%* | *+13,1%* | *+15,5%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 17 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - | *-7,7%* | *-100,0%* | - | - | - |
| Prestations sociales en espèce | 13 925 | 14 886 | 15 710 | 16 780 | 17 772 | 18 898 |
| | *+5,9%* | *+6,9%* | *+5,5%* | *+6,8%* | *+5,9%* | *+6,3%* |
| Prestations sociales en nature | 2 852 | 3 079 | 3 180 | 3 401 | 3 593 | 3 809 |
| | *+12,0%* | *+8,0%* | *+3,3%* | *+7,0%* | *+5,6%* | *+6,0%* |
| Autres transferts courants | 3 334 | 3 504 | 3 785 | 4 033 | 4 163 | 4 352 |
| | *-0,5%* | *+5,1%* | *+8,0%* | *+6,5%* | *+3,2%* | *+4,5%* |
| Transferts en capital à payer | 1 114 | 1 140 | 1 354 | 1 369 | 1 280 | 1 303 |
| | *+6,1%* | *+2,3%* | *+18,8%* | *+1,2%* | *-6,5%* | *+1,8%* |
| Variation sur actifs non financiers non produits | 202 | 149 | 2 | 1 | 1 | -46 |
| | *+44,9%* | *-26,0%* | *-98,5%* | *-74,5%* | *+44,0%* | *-5 707,0%* |

| Administrations publiques | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes** | **41 134** | **42 475** | **45 171** | **47 250** | **49 573** | **52 012** |
| | ***+9,6%*** | ***+3,3%*** | ***+6,3%*** | ***+4,6%*** | ***+4,9%*** | ***+4,9%*** |
| Production marchande | 702 | 757 | 775 | 832 | 835 | 865 |
| | *+4,2%* | *+7,7%* | *+2,4%* | *+7,3%* | *+0,3%* | *+3,7%* |
| Production pour usage final propre | 421 | 430 | 450 | 470 | 490 | 510 |
| | *+6,4%* | *+2,2%* | *+4,6%* | *+4,4%* | *+4,3%* | *+4,1%* |
| Production non marchande | 1 220 | 1 354 | 1 411 | 1 479 | 1 552 | 1 626 |
| | *+4,2%* | *+11,0%* | *+4,2%* | *+4,8%* | *+4,9%* | *+4,8%* |
| Impôts sur la production et les importations | 9 778 | 10 295 | 11 022 | 11 547 | 12 079 | 12 613 |
| | *+7,6%* | *+5,3%* | *+7,1%* | *+4,8%* | *+4,6%* | *+4,4%* |
| Autres subventions sur la production à recevoir | 19 | 13 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| | *+20,4%* | *-29,5%* | *-15,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Revenus de la propriété | 1 602 | 1 492 | 1 413 | 1 450 | 1 483 | 1 515 |
| | *+27,9%* | *-6,8%* | *-5,3%* | *+2,6%* | *+2,3%* | *+2,2%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 16 468 | 16 501 | 17 471 | 18 325 | 19 337 | 20 430 |
| | *+15,1%* | *+0,2%* | *+5,9%* | *+4,9%* | *+5,5%* | *+5,7%* |
| Cotisations sociales | 10 440 | 11 212 | 12 040 | 12 665 | 13 307 | 13 962 |
| | *+2,0%* | *+7,4%* | *+7,4%* | *+5,2%* | *+5,1%* | *+4,9%* |
| Autres transferts courants | 179 | 148 | 239 | 243 | 256 | 263 |
| | *+16,1%* | *-17,5%* | *+62,1%* | *+1,3%* | *+5,5%* | *+2,9%* |
| Transferts en capital à recevoir | 307 | 273 | 339 | 228 | 224 | 217 |
| | *+32,7%* | *-10,9%* | *+24,0%* | *-32,6%* | *-1,8%* | *-3,2%* |
| **Capacité/besoin de financement** | **766** | **-706** | **-408** | **-741** | **-913** | **-1 264** |
| en % du PIB | +0,9% | -0,8% | -0,4% | -0,7% | -0,9% | -1,1% |
| PIB en valeur | 86 180 | 89 640 | 94 313 | 99 573 | 105 113 | 110 996 |

**Note :** Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

### *4.b. Évolution par rapport à la loi de programmation pluriannuelle 2024-2028*




Le tableau suivant compare l'évolution des recettes et dépenses de la loi relative à la programmation financière pluriannuelle (LPFP) 2024-2028 et du projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle (PLPFP) 2025-2029.

| Administrations publiques | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | PLPFP 25-29 |
| En millions d'euros | | | | | | | | | |
| Recettes | 42 631 | 42 475 | 44 826 | 45 171 | 46 913 | 47 250 | 49 347 | 49 573 | 52 012 |
| *Variation* | | *-0,4%* | | *+0,8%* | | *+0,7%* | | *+0,5%* | |
| Dépenses | 43 194 | 43 181 | 45 286 | 45 579 | 47 202 | 47 990 | 49 795 | 50 487 | 53 277 |
| *Variation* | | *-0,0%* | | *+0,6%* | | *+1,7%* | | *+1,4%* | |
| Solde | -563 | -706 | -460 | -408 | -289 | -741 | -448 | -913 | -1 264 |
| En % du PIB | | | | | | | | | |
| Recettes | 49,2% | 47,4% | 49,1% | 47,9% | 48,9% | 47,5% | 48,7% | 47,2% | 46,9% |
| Dépenses | 49,8% | 48,2% | 49,7% | 48,3% | 49,2% | 48,2% | 49,2% | 48,0% | 48,0% |
| Solde | -0,6% | -0,8% | -0,5% | -0,4% | -0,3% | -0,7% | -0,4% | -0,9% | -1,1% |
| PIB | 86 675 | 89 640 | 91 207 | 94 313 | 95 884 | 99 573 | 101 261 | 105 113 | 110 996 |

Entre la LPFP 2024-2028 et le PLPFP 2025-2029, les déficits des exercices 2025 à 2028 ont été revus à la hausse, à l'exception de celui de 2026. La dégradation du solde atteint -143 millions d'euros pour l'exercice 2025, tandis que le solde de l'exercice 2026 s'améliore de 52 millions d'euros. Pour les exercices 2027 et 2028, la révision à la hausse des dépenses a dépassé celle des recettes, accentuant ainsi le creusement du déficit.

La révision à la baisse des recettes en 2025 (-156 millions d'euros soit -0,4%) est principalement imputable à une dégradation de l'environnement macroéconomique par rapport à l'année dernière, qui affecte notamment les recettes de TVA et de l'impôt sur les traitements et salaires. Cette diminution contrebalance la revue à la hausse de l'impôt sur le revenu des collectivités, portée par un effet de base favorable lié à l'exercice de 2024. Par ailleurs, la mesure d'exonération de 50% de la base des droits d'enregistrement, non encore prise en compte dans la LPFP, contribue également à la baisse des recettes.

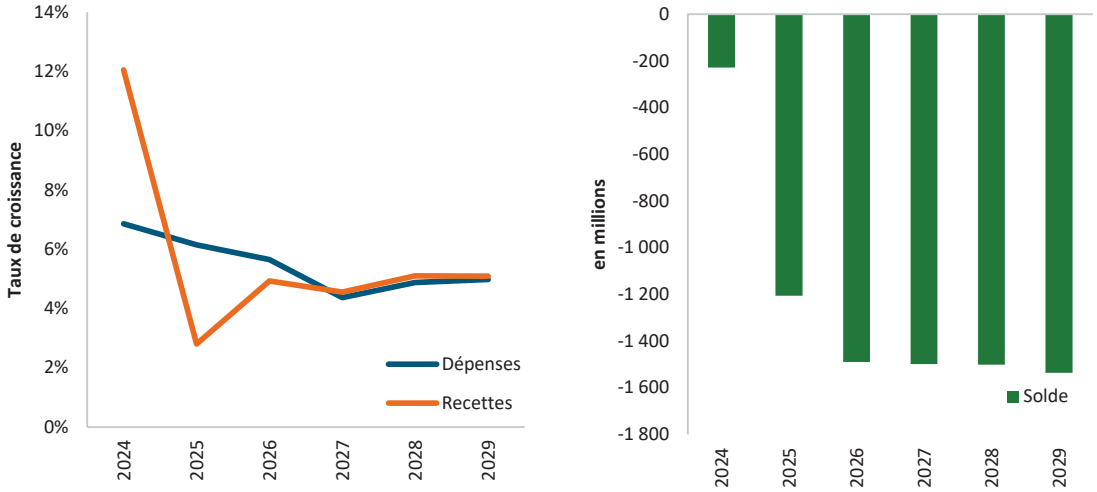
Les prévisions du total des dépenses du PLPFP 2025-2029 pour l'exercice 2025 sont similaires à celles de la LPFP 2024-2028. La révision à la hausse de certaines catégories, telles que les investissements, est compensée par une révision baissière de la consommation intermédiaire et des transferts à l'UE.

Pour les exercices 2026 à 2028, les révisions de recettes par rapport aux prévisions de la LPFP 2024-2028 résultent principalement de la révision à la hausse des cotisations sociales et des revenus de la propriété. Du côté des recettes fiscales, les explications sont similaires à celles relatives à l'exercice 2025.

La revue à la hausse des dépenses pour les exercices 2026 à 2028 provient d'une révision de l'ensemble des catégories. Tandis que les dépenses de la consommation intermédiaire ont été revues à la baisse, les autres catégories notamment les rémunérations, les prestations sociales et les investissements l'ont été à la hausse.

## 5. Situation financière de l'Administration centrale

### *5.a. Vue globale*




Après une amélioration du solde en 2024 portée par une performance exceptionnelle des recettes – notamment celles de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur le revenu des capitaux, et des accises sur le tabac – le solde nominal de l'Administration centrale se détériorerait pour atteindre -1,2 milliard d'euros en 2025 (-1,3% du PIB). Le déficit poursuivrait sa progression en 2026, atteignant -1,48 milliard d'euros (-1,6% du PIB), avant de se stabiliser à ce niveau jusqu'à la fin de la période de prévision. L'écart du déficit de 1,3 milliard d'euros entre 2024 et 2026 s'explique par un effet ciseaux négatif en 2025 et 2026. Par la suite, l'écart entre le taux de croissance des recettes et des dépenses resterait limité, entraînant un solde quasi constant.

En 2025, les dépenses de l'Administration centrale atteindraient 30,8 milliards d'euros, en hausse de +6,1% par rapport à 2024, soit un rythme inférieur à la moyenne historique de +6,7% observée sur la période 2014-2024. Cette évolution s'expliquerait principalement par la progression des rémunérations, portée notamment par l'accord salarial et la tranche indiciaire du mois de mai 2025. Les investissements directs enregistreraient également une hausse, en particulier en lien avec la mise en orbite du satellite militaire au mois d'août. Les transferts courants constitueraient la troisième composante majeure de croissance des dépenses, incluant la participation de l'Administration centrale au financement des assurances maladie et pension, la contribution au budget de l'UE, ainsi que les dépenses liées à l'accueil et à l'enfance. Les prestations sociales seraient influencées par l'évolution de l'inflation et du taux de chômage. En parallèle, la fin des mesures exceptionnelles liées à la crise énergétique contribuerait à une baisse des subventions.

En ce qui concerne les recettes, elles progresseraient de +2,8% pour atteindre 29,6 milliards d'euros en 2025. Si ce taux de croissance paraît faible, il reflète l'effet de base induit par les performances de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur le revenu des capitaux et des accises sur le tabac en 2024. La fin de la réduction d'un point de pourcentage de certains taux de TVA a également contribué au niveau élevé des recettes en 2024. À l'inverse, le déchet fiscal découlant des mesures fiscales prises en faveur des ménages et des entreprises (*Entlaaschtungs-Pak*) pèse sur les recettes de 2025 (-421 millions d'euros). La croissance des recettes en 2025 repose donc principalement sur les impôts sur la production et les importations (+6,2%), en particulier les accises sur le tabac et les cigarettes.

La croissance des dépenses estimée pour l'exercice 2026 ralentirait, s'établissant à +5,7%. Les dépenses atteindraient ainsi un niveau de 32,6 milliards d'euros, soit 34,5% du PIB. La progression serait principalement portée par les transferts courants, en lien avec la contribution accrue de l'Administration centrale au financement des assurances maladie et pension, elle-même impactée par la hausse du taux de cotisation. Les rémunérations et les transferts en capital participent également à cette dynamique. Par ailleurs, la progression marquée de la charge d'intérêt mérite d'être soulignée. Enfin, la progression de la formation de capital (investissement direct) resterait soutenue. Bien que fortement influencée par un effet de base lié au lancement du satellite militaire en 2025, les investissements dans le domaine de la défense et du logement continuent d'augmenter.

Du côté des recettes, la progression s'établirait à +4,9% soit près de + 1,5 milliard d'euros. Celle-ci est principalement portée par les impôts sur la production, en hausse de +6,1%, essentiellement en raison de la dynamique de la TVA. Les impôts courants sur le revenu enregistrent une croissance plus modérée (+4,3%), tirée principalement par l'impôt sur les traitements et salaires. Selon les prévisions du STATEC, le regain attendu de la croissance économique et du taux d'emploi en 2026, exercerait un effet positif sur ces catégories d'impôts.

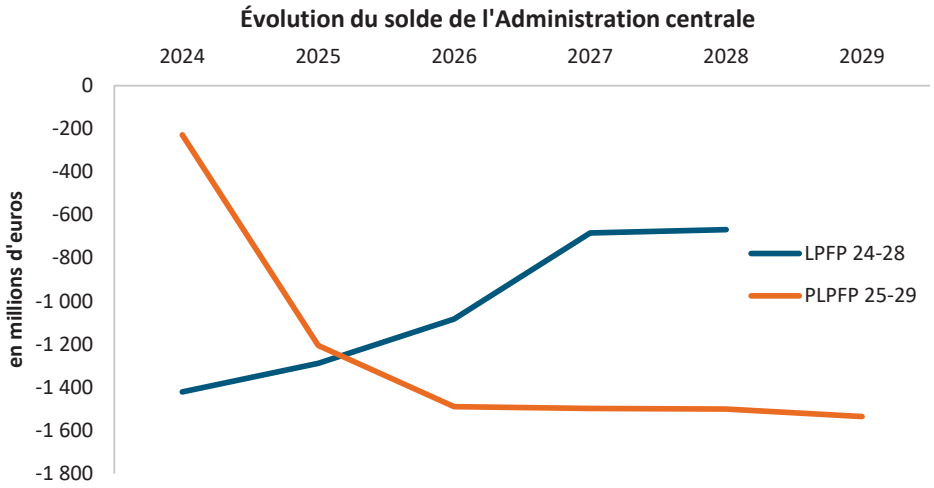
Entre 2026 et 2029, les dépenses seraient caractérisées par une croissance annuelle moyenne de +4,7% tandis que la croissance moyenne des recettes s'élèverait à +4,9%. La différence des deux progressions n'est pas assez importante pour réduire le déficit de 2026, ce qui engendre un effet ciseaux quasi nul pour le reste de la période. La croissance moyenne des dépenses d'investissements, directs et indirects, s'établirait à +2,8% sur la période 2026-2029. Cela correspond à un taux d'investissement moyen annuel de 4,5% du PIB, nettement supérieur à celui observé sur la période 2014-2024 (3,8% du PIB). Ce niveau élevé d'investissement reflète les priorités du Gouvernement en matière de transition énergétique, de mobilité, de logement et de modernisation de l'économie générale. Il intègre également un effort accru dans le domaine de la défense pour les années à venir (voir point 8 sous-point 8.b.iv. pour plus de détails sur les investissements).

Le tableau ci-après présente la trajectoire d'évolution de la situation financière de l'Administration centrale au cours de la période 2024 à 2029 :

| Administration centrale | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses** | **29 055** | **30 840** | **32 585** | **34 008** | **35 669** | **37 445** |
| | ***+6,9%*** | ***+6,1%*** | ***+5,7%*** | ***+4,4%*** | ***+4,9%*** | ***+5,0%*** |
| Consommation intermédiaire | 2 238 | 2 338 | 2 453 | 2 485 | 2 578 | 2 719 |
| | *+6,4%* | *+4,4%* | *+4,9%* | *+1,3%* | *+3,8%* | *+5,4%* |
| Formation de capital | 2 291 | 2 841 | 2 777 | 2 519 | 2 776 | 3 059 |
| | *+14,4%* | *+24,0%* | *-2,3%* | *-9,3%* | *+10,2%* | *+10,2%* |
| Rémunération des salariés | 6 874 | 7 472 | 7 819 | 8 283 | 8 801 | 9 257 |
| | *+8,5%* | *+8,7%* | *+4,6%* | *+5,9%* | *+6,2%* | *+5,2%* |
| Subventions à payer | 1 140 | 1 019 | 1 113 | 1 158 | 1 147 | 1 065 |
| | *-7,4%* | *-10,6%* | *+9,3%* | *+4,0%* | *-0,9%* | *-7,2%* |
| Revenus de la propriété | 241 | 307 | 436 | 546 | 620 | 718 |
| | *+17,0%* | *+27,1%* | *+42,2%* | *+25,2%* | *+13,5%* | *+15,9%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *+62,2%* | *-43,1%* | *-100,0%* | - | - | - |
| Prestations sociales en espèce | 2 603 | 2 802 | 2 877 | 3 022 | 3 180 | 3 328 |
| | *+0,7%* | *+7,6%* | *+2,7%* | *+5,1%* | *+5,2%* | *+4,6%* |
| Prestations sociales en nature | 348 | 373 | 409 | 423 | 434 | 453 |
| | *+5,6%* | *+7,3%* | *+9,6%* | *+3,4%* | *+2,7%* | *+4,3%* |
| Autres transferts courants | 11 902 | 12 279 | 12 962 | 13 689 | 14 326 | 15 048 |
| | *+7,8%* | *+3,2%* | *+5,6%* | *+5,6%* | *+4,7%* | *+5,0%* |
| Transferts en capital à payer | 1 338 | 1 423 | 1 736 | 1 882 | 1 806 | 1 844 |
| | *+4,5%* | *+6,3%* | *+22,0%* | *+8,4%* | *-4,1%* | *+2,1%* |
| Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits | 77 | -13 | 2 | 1 | 1 | -46 |
| | *+0,8%* | *-117,2%* | *-116,9%* | *-74,5%* | *+44,0%* | *-5 707,0%* |

| Administration centrale | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes** | **28 826** | **29 634** | **31 095** | **32 510** | **34 168** | **35 909** |
| | ***+12,1%*** | ***+2,8%*** | ***+4,9%*** | ***+4,6%*** | ***+5,1%*** | ***+5,1%*** |
| Production marchande | 129 | 114 | 134 | 156 | 127 | 123 |
| | *+20,5%* | *-11,4%* | *+17,1%* | *+17,0%* | *-18,5%* | *-3,2%* |
| Production pour usage final propre | 421 | 430 | 450 | 470 | 490 | 510 |
| | *+10,3%* | *+2,2%* | *+4,6%* | *+4,4%* | *+4,3%* | *+4,1%* |
| Production non marchande | 925 | 988 | 1 040 | 1 095 | 1 152 | 1 209 |
| | *+3,5%* | *+6,9%* | *+5,2%* | *+5,2%* | *+5,3%* | *+4,9%* |
| Impôts sur la production et les importations | 9 718 | 10 319 | 10 944 | 11 469 | 12 001 | 12 535 |
| | *+9,2%* | *+6,2%* | *+6,1%* | *+4,8%* | *+4,6%* | *+4,5%* |
| Revenus de la propriété | 721 | 623 | 656 | 679 | 697 | 715 |
| | *+26,8%* | *-13,6%* | *+5,3%* | *+3,5%* | *+2,6%* | *+2,7%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 14 827 | 15 105 | 15 757 | 16 548 | 17 497 | 18 527 |
| | *+14,0%* | *+1,9%* | *+4,3%* | *+5,0%* | *+5,7%* | *+5,9%* |
| Cotisations sociales | 1 348 | 1 396 | 1 429 | 1 492 | 1 587 | 1 658 |
| | *+7,0%* | *+3,5%* | *+2,3%* | *+4,4%* | *+6,4%* | *+4,5%* |
| Autres transferts courants | 354 | 312 | 305 | 313 | 323 | 333 |
| | *+18,1%* | *-12,0%* | *-2,3%* | *+2,9%* | *+3,2%* | *+2,9%* |
| Transferts en capital à recevoir | 384 | 347 | 381 | 289 | 294 | 299 |
| | *+23,7%* | *-9,6%* | *+9,8%* | *-24,1%* | *+1,8%* | *+1,5%* |
| **Capacité / besoin de financement** | **-228** | **-1 206** | **-1 489** | **-1 498** | **-1 501** | **-1 535** |
| en % du PIB | -0,3% | -1,3% | -1,6% | -1,5% | -1,4% | -1,4% |
| PIB en valeur | 86 180 | 89 640 | 94 313 | 99 573 | 105 113 | 110 996 |

*5.b. Évolution par rapport à la loi de programmation pluriannuelle 2024-2028*




Le tableau suivant compare l'évolution des recettes et des dépenses ajustées selon la loi relative à la programmation financière pluriannuelle (LPFP) 2024-2028 et selon le projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle (PLPFP) 2025-2029.

| Administration centrale | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | PLPFP 25-29 |
| En millions d'euros | | | | | | | | | |
| Recettes | 29 570 | 29 634 | 31 145 | 31 095 | 32 675 | 32 510 | 34 478 | 34 168 | 35 909 |
| *Variation* | | *+0,2%* | | *-0,2%* | | *-0,5%* | | *-0,9%* | |
| Dépenses | 30 858 | 30 840 | 32 228 | 32 585 | 33 359 | 34 008 | 35 146 | 35 669 | 37 445 |
| *Variation* | | *-0,1%* | | *+1,1%* | | *+1,9%* | | *+1,5%* | |
| Solde | -1 288 | -1 206 | -1 083 | -1 489 | -685 | -1 498 | -667 | -1 501 | -1 535 |
| En % du PIB | | | | | | | | | |
| Recettes | 34,1% | 33,1% | 34,1% | 33,0% | 34,1% | 32,6% | 34,0% | 32,5% | 32,4% |
| Dépenses | 35,6% | 34,4% | 35,3% | 34,5% | 34,8% | 34,2% | 34,7% | 33,9% | 33,7% |
| Solde | -1,5% | -1,3% | -1,2% | -1,6% | -0,7% | -1,5% | -0,7% | -1,4% | -1,4% |
| PIB | 86 675 | 89 640 | 91 207 | 94 313 | 95 884 | 99 573 | 101 261 | 105 113 | 110 996 |

Entre la LPFP 2024-2028 et le PLPFP 2025-2029, le déficit de 2025 a été revu à la baisse tandis que ceux des exercices 2026 à 2028 ont été revus à la hausse. Cette dégradation du solde s'élève à environ 400 millions d'euros en 2026 et augmente pour atteindre 800 millions d'euros dès 2027. Elle résulte d'un effet conjugué de revue à la hausse des dépenses et à la baisse des recettes sur toute la période 2026-2028.

Les dernières prévisions disponibles pour 2025 indiquent une variation des recettes de seulement +0,2% (+64 millions d'euros) par rapport à la LPFP 2024-2028. Ce faible taux résulte de différents facteurs. Premièrement, la LPFP 2024-2028 intégrait déjà une revue structurelle à la hausse des recettes, réduisant ainsi le risque de sous-estimation. Deuxièmement, la dégradation de l'environnement macroéconomique par rapport à l'année dernière pèse sur les recettes de TVA et de l'impôt sur les traitements et salaires. La revue à la baisse de ces impôts contrecarre la revue à la hausse de l'impôt sur le revenu des collectivités qui bénéficie d'un effet de base de 2024. Finalement, la mesure relative à l'exonération de 50% de la base des droits d'enregistrement en 2025 qui n'était pas comprise dans la LPFP a également un impact négatif sur les recettes.

Du côté des dépenses, la variation est de -0,1% par rapport à la LPFP 2024-2028 et résulte essentiellement d'une révision à la baisse de la consommation intermédiaire (fonds des routes) et des transferts courants. La révision à la baisse de la TVA a un impact sur le montant transféré aux communes via le Fonds de dotation globale des communes. La revue à la hausse de la formation de capital (investissements des CFL, du Fonds spécial pour le logement abordable en particulier) étant plus que compensée.

Le solde de l'Administration centrale pour 2025 s'est en conséquence amélioré de +82 millions d'euros par rapport au montant prévu dans la LPFP 2024-2028.

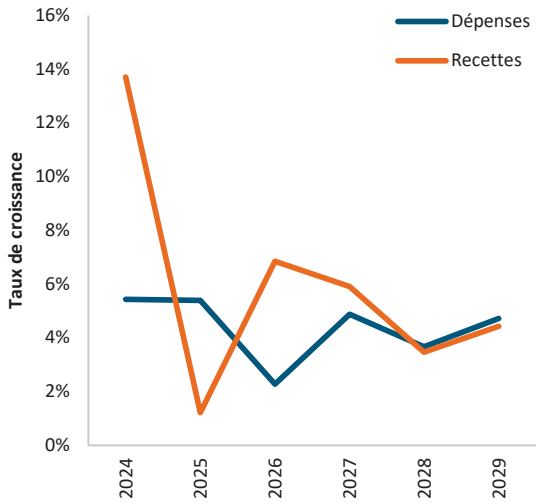
Pour l'exercice 2026, les prévisions de recettes de l'Administration centrale ont été révisées à la baisse de -0,2%. Ce développement négatif s'explique par une dégradation de l'environnement économique. Ainsi, la revue à la baisse de la croissance, de l'inflation et de l'emploi, impacte négativement les recettes de TVA et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en particulier. Il convient également de souligner la revue à la baisse de l'impôt sur la fortune et l'intégration de l'impôt minimum Pilier 2.

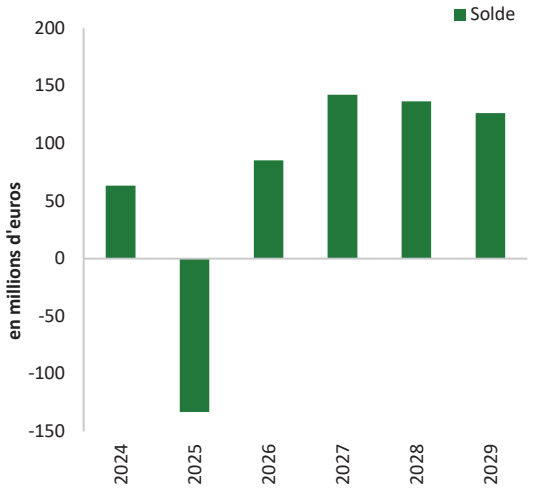
En ce qui concerne les dépenses, elles ont été révisées à la hausse de +1,1%, soit environ +360 millions d'euros. Les principales causes se trouvent dans la catégorie des transferts en capital (investissements indirects) : le financement du support à l'Ukraine via le Fonds militaire, les infrastructures hospitalières et le préfinancement des installations photovoltaïques. S'y ajoutent les subventions pour la participation aux frais de réseau électrique, le financement de l'assurance pension et l'accord salarial dans le secteur public.

La même tendance de révision se poursuit au niveau des exercices 2027-2028. La révision des dépenses est de +1,9% et +1,5%, alors que les recettes ont été révisées de -0,5% et -0,9%. Les facteurs explicatifs sont similaires à ceux de 2026.

## 6. Situation financière des Administrations locales

### *6.a. Vue globale*




À l'instar des projets de loi de programmation financière pluriannuelle précédents, les prévisions du secteur des Administrations locales ont été établies sur base d'une estimation globale, par catégories SEC des recettes et dépenses, des évolutions antérieures, adaptées en fonction de l'incidence des facteurs modificatifs escomptés de même qu'en tenant compte de prévisions obtenues des plans pluriannuels de financement des communes.

Sur base des prévisions, le solde des Administrations locales se détériorerait en 2025. L'évolution négative du solde en 2025 résulte d'une croissance des recettes (+1,2%) inférieure à celle des dépenses (+5,4%). Ce faible taux de croissance des recettes est induit par l'effet de base de la bonne performance de l'impôt commercial communal en 2024. Du côté des dépenses, la croissance des rémunérations due notamment à la tranche indiciaire du mois de mai, explique la majeure partie de la progression en 2025.

En 2026, les dépenses progresseraient moins rapidement (+2,3%) contrairement aux recettes dont la croissance se chiffrerait à 6,9% stimulées par le dynamisme attendu des impôts courants sur le revenu, des transferts courants et en capital. L'évolution des dépenses d'investissement explique le versant des dépenses. Cet effet ciseaux positif entraîne une amélioration du solde, qui resterait positif sur la période de prévision.

L'évolution des recettes du secteur communal est influencée par les transferts en provenance du budget de l'État. Rappelons à cet égard que la contribution de l'État dans le Fonds de dotation globale des communes est déterminée en grande partie par le produit de trois impôts, à savoir : 18% du produit de l'impôt prélevé sur les personnes physiques, 10% de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et 20% de la taxe sur les véhicules automoteurs. De ce fait, l'évolution de ces impôts explique en grande partie la progression des transferts courants reçus par les Administrations locales.

La deuxième recette du secteur communal, en termes d'importance relative, est l'impôt commercial communal. Les recettes de cet impôt, suivant le SEC, correspondent aux recettes en base caisse avec un décalage d'un mois, ce qui entraîne un montant différent entre les deux systèmes comptables.

Les recettes au titre de la production marchande et non marchande, qui représentent pour l'essentiel les produits des taxes communales et qui dépendent donc des décisions afférentes des conseils communaux, constituent la troisième catégorie en importance des recettes du secteur communal.

Les transferts en capital versés par l'État dans le cadre des différents régimes de subventionnement des investissements forment également une catégorie de revenus non négligeable.

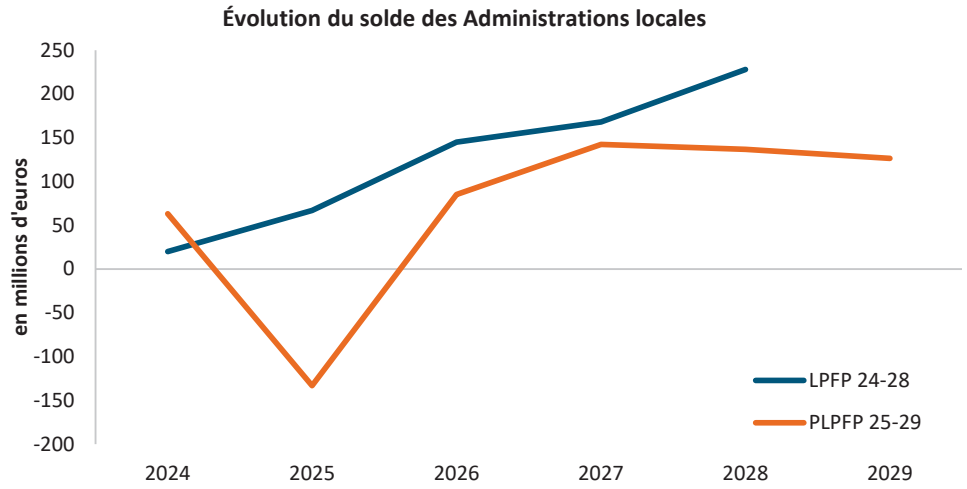
Les dépenses de fonctionnement (rémunérations des salariés et consommation intermédiaire) représentent la première catégorie de dépenses, suivie par les investissements directs.

| Administrations locales | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses** | **4 718** | **4 973** | **5 086** | **5 334** | **5 530** | **5 792** |
| | ***+5,4%*** | ***+5,4%*** | ***+2,3%*** | ***+4,9%*** | ***+3,7%*** | ***+4,7%*** |
| Consommation intermédiaire | 1 103 | 1 192 | 1 248 | 1 284 | 1 334 | 1 387 |
| | *+8,4%* | *+8,1%* | *+4,6%* | *+2,9%* | *+3,9%* | *+4,0%* |
| Formation de capital | 1 478 | 1 469 | 1 670 | 1 815 | 1 890 | 2 020 |
| | *-5,4%* | *-0,6%* | *+13,7%* | *+8,7%* | *+4,1%* | *+6,9%* |
| Rémunération des salariés | 1 607 | 1 779 | 1 837 | 1 900 | 1 966 | 2 034 |
| | *+8,5%* | *+10,7%* | *+3,2%* | *+3,5%* | *+3,5%* | *+3,5%* |
| Autres impôts sur la production | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | *+5,2%* | *+21,4%* | *-6,6%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Subventions à payer | 16 | 17 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| | *+1,1%* | *+7,2%* | *+9,1%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Revenus de la propriété | 21 | 36 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| | *-25,7%* | *+70,4%* | *-29,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Prestations sociales en espèce | 22 | 27 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| | *+7,1%* | *+24,3%* | *-21,7%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Prestations sociales en nature | 42 | 48 | 41 | 41 | 41 | 41 |
| | *+23,1%* | *+14,9%* | *-15,1%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Autres transferts courants | 218 | 211 | 189 | 189 | 189 | 189 |
| | *+14,0%* | *-3,5%* | *-10,4%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Transferts en capital à payer | 20 | 30 | 36 | 40 | 45 | 55 |
| | *-0,0%* | *+55,5%* | *+18,6%* | *+11,1%* | *+12,5%* | *+22,2%* |
| Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits | 191 | 162 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *+82,5%* | *-15,0%* | *-100,0%* | - | - | - |
| **Recettes** | **4 781** | **4 840** | **5 171** | **5 477** | **5 667** | **5 918** |
| | ***+13,7%*** | ***+1,2%*** | ***+6,9%*** | ***+5,9%*** | ***+3,5%*** | ***+4,4%*** |
| Production marchande | 316 | 362 | 334 | 334 | 334 | 334 |
| | *-2,9%* | *+14,4%* | *-7,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Production non marchande | 196 | 252 | 245 | 245 | 245 | 245 |
| | *+5,2%* | *+28,5%* | *-2,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Impôts sur la production et les importations | 60 | 65 | 78 | 78 | 78 | 78 |
| | *-16,3%* | *+8,7%* | *+19,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |

| Administrations locales | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres subventions sur la production à recevoir | 14 | 13 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| | *+15,4%* | *-3,3%* | *-15,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Revenus de la propriété | 143 | 117 | 42 | 42 | 42 | 42 |
| | *+62,8%* | *-18,6%* | *-64,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 1 640 | 1 507 | 1 714 | 1 777 | 1 840 | 1 904 |
| | *+25,9%* | *-8,1%* | *+13,8%* | *+3,7%* | *+3,5%* | *+3,4%* |
| Cotisations sociales | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | *+0,8%* | *+4,9%* | *+2,2%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* |
| Autres transferts courants | 2 194 | 2 343 | 2 431 | 2 573 | 2 748 | 2 938 |
| | *+9,9%* | *+6,8%* | *+3,8%* | *+5,8%* | *+6,8%* | *+6,9%* |
| Transferts en capital à recevoir | 214 | 177 | 312 | 413 | 365 | 363 |
| | *-2,3%* | *-17,1%* | *+75,9%* | *+32,4%* | *-11,6%* | *-0,5%* |
| **Capacité/besoin de financement** | **63** | **-133** | **85** | **142** | **137** | **126** |
| en % du PIB | +0,1% | -0,1% | +0,1% | +0,1% | +0,1% | +0,1% |
| PIB en valeur | 86 180 | 89 640 | 94 313 | 99 573 | 105 113 | 110 996 |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

### *6.b. Évolution par rapport à la loi de programmation pluriannuelle 2024-2028*




Le tableau suivant compare l'évolution des recettes et dépenses de la dernière loi relative à la programmation financière pluriannuelle (LPFP) 2024-2028 et du projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle (PLPFP) 2025-2029.

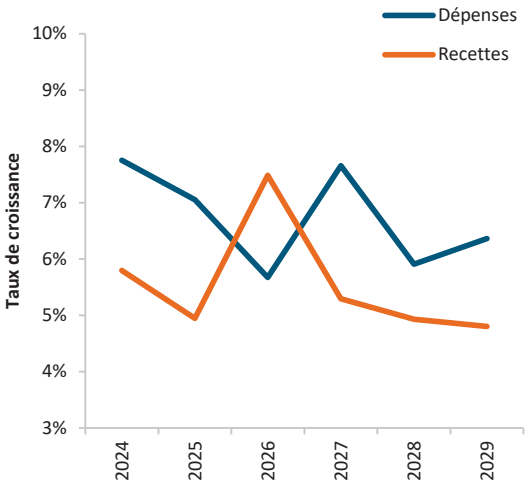
| Administrations locales | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | PLPFP 25-29 |
| En millions d'euros | | | | | | | | | |
| Recettes | 4 851 | 4 840 | 5 063 | 5 171 | 5 281 | 5 477 | 5 519 | 5 667 | 5 918 |
| *Variation* | | *-0,2%* | | *+2,1%* | | *+3,7%* | | *+2,7%* | |
| Dépenses | 4 784 | 4 973 | 4 918 | 5 086 | 5 113 | 5 334 | 5 285 | 5 530 | 5 792 |
| *Variation* | | *+3,9%* | | *+3,4%* | | *+4,3%* | | *+4,6%* | |
| Solde | +67 | -133 | +145 | +85 | +168 | +142 | +234 | +137 | +126 |
| En % du PIB | | | | | | | | | |
| Recettes | 5,6% | 5,4% | 5,6% | 5,5% | 5,5% | 5,5% | 5,4% | 5,4% | 5,3% |
| Dépenses | 5,5% | 5,5% | 5,4% | 5,4% | 5,3% | 5,4% | 5,2% | 5,3% | 5,2% |
| Solde | +0,1% | -0,1% | +0,2% | +0,1% | +0,2% | +0,1% | +0,2% | +0,1% | +0,1% |
| PIB | 86 675 | 89 640 | 91 207 | 94 313 | 95 884 | 99 573 | 101 261 | 105 113 | 110 996 |

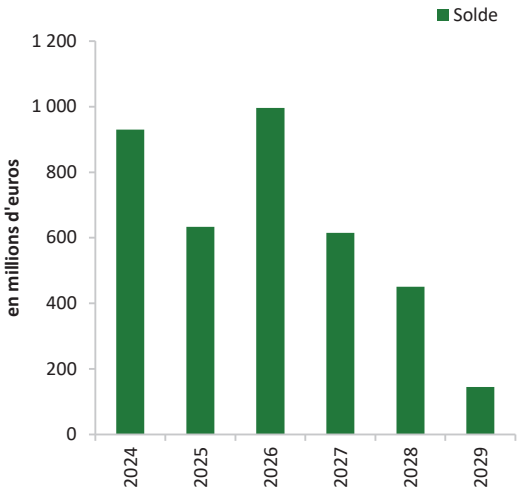
Tout comme pour l'Administration centrale, les dépenses et les recettes ont été revues à la hausse par rapport à la LPFP 2024-2028. La révision plus marquée des dépenses par rapport aux recettes explique la détérioration des soldes par rapport à la programmation pluriannuelle 2024-2028.

## 7. Situation financière des Administrations de sécurité sociale

### *7.a. Vue globale*

Les prévisions de la loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour 2025-2029 indiquent un solde allant de 930 millions d'euros en 2024 à 145 millions d'euros en 2029.




La crise sanitaire et la crise inflationniste ont successivement pesé sur le marché du travail. Le ralentissement de l'emploi, conjugué à une accélération des départs à la retraite, a entraîné une évolution notable du solde de la Sécurité sociale.

Le solde de la Sécurité sociale enregistrerait une baisse de -297 millions d'euros en 2025 par rapport à 2024, pour s'établir à 633 millions d'euros. Cette évolution s'explique par un rythme de croissance des dépenses (+7,1) supérieur à celui des recettes (+4,9%). En 2026, le solde s'améliorerait pour atteindre 996 millions d'euros, porté par une hausse des recettes (+7,5%) plus soutenue que celles des dépenses (+5,7%). Cette évolution positive des recettes découle principalement de l'augmentation du taux de cotisation à l'assurance pension, qui impacte à la fois les cotisations sociales et les transferts courants en provenance de l'Administration centrale.

Sur l'horizon 2026-2029, les dépenses du système de Sécurité sociale enregistreraient une progression annuelle moyenne de +6,6 %, supérieure à celle des recettes, estimée à +5,0% en moyenne. Ce différentiel de croissance reflète un effet ciseaux, susceptible d'entraîner une dégradation progressive du solde financier. À l'horizon 2029, le solde de la Sécurité sociale atteindrait 145 millions d'euros.

Au cours de la période, la structure des recettes reste principalement portée par les cotisations sociales, ainsi que par les transferts compensatoires de l'État en faveur des régimes d'assurance maladie-maternité et de pension. Ces flux, qui dérivent de l'évolution des assiettes contributives, demeurent étroitement liés à la dynamique de l'emploi et, plus largement, à la conjoncture macroéconomique.

Dans ce contexte, la révision à la baisse opérée par le STATEC en septembre – ramenant la croissance de l'emploi à +1,0% en 2025 et +1,5 % pour 2026 (contre +1,5% et +1,6% dans le projet de budget 2025) – pourrait affecter les perspectives de recettes à moyen terme.

L'exercice de prévision reste confronté à un niveau élevé d'incertitude, en raison de l'ouverture structurelle de l'économie luxembourgeoise et des ajustements fréquents des scénarios macroéconomiques. Dans ce contexte, il est pertinent de compléter la démarche prospective par des scénarios alternatifs, afin d'apprécier plus finement la résilience du système.

L'emploi constitue, à cet égard, la variable centrale du financement de la Sécurité sociale. Une analyse de sensibilité conduite sur la base du scénario central du STATEC – qui anticipe une croissance annuelle moyenne de +1,6 % de l'emploi entre 2024 et 2029 – montre qu'un écart de ±0,5 point de pourcentage modifie sensiblement le profil du solde (cf. graphique en page suivante). Cette dépendance structurelle illustre la sensibilité des équilibres financiers du système aux évolutions du marché du travail, aux aléas conjoncturels et aux chocs exogènes.

Le tableau ci-après présente la trajectoire d'évolution de la situation financière de la Sécurité sociale au cours de la période 2024 à 2029 :

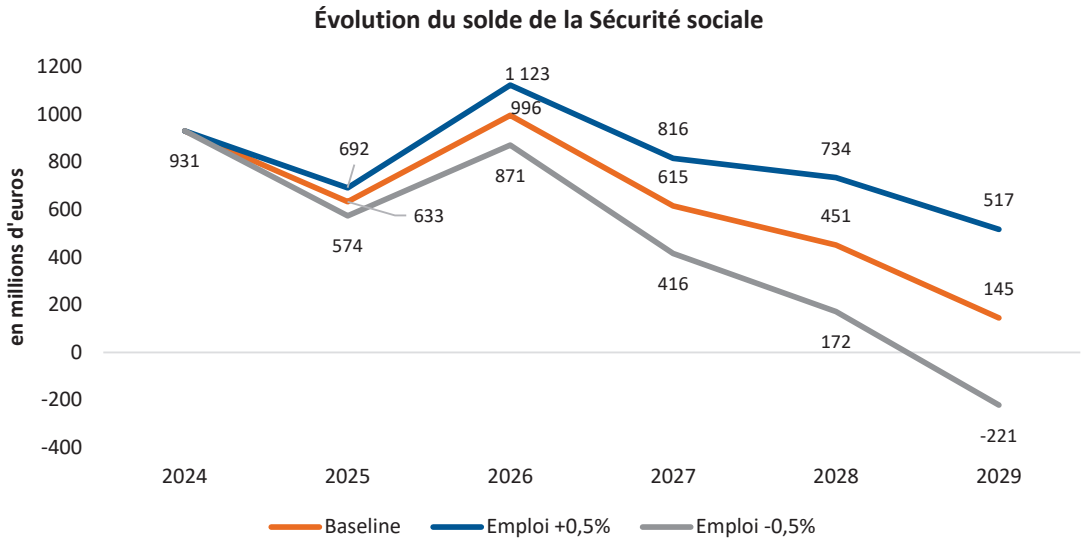
| Sécurité sociale | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses** | **16 271** | **17 419** | **18 407** | **19 816** | **20 987** | **22 323** |
| | ***+7,8%*** | ***+7,1%*** | ***+5,7%*** | ***+7,7%*** | ***+5,9%*** | ***+6,4%*** |
| Consommation intermédiaire | 589 | 627 | 612 | 650 | 651 | 670 |
| | *+6,3%* | *+6,4%* | *-2,3%* | *+6,1%* | *+0,2%* | *+2,8%* |
| Formation de capital | 193 | 159 | 228 | 277 | 366 | 379 |
| | *+3,4%* | *-17,2%* | *+43,0%* | *+21,3%* | *+32,2%* | *+3,7%* |
| Rémunération des salariés | 1 063 | 1 250 | 1 320 | 1 454 | 1 514 | 1 619 |
| | *+4,2%* | *+17,6%* | *+5,6%* | *+10,2%* | *+4,1%* | *+6,9%* |
| Autres impôts sur la production | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *+6,0%* | *-97,8%* | *-100,0%* | - | - | - |
| Subventions à payer | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Revenus de la propriété | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *+32,0%* | *-87,6%* | *-98,5%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-0,2%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *+4 043,3%* | *-3,7%* | *-100,0%* | - | - | - |
| Prestations sociales en espèce | 11 300 | 12 057 | 12 812 | 13 737 | 14 570 | 15 549 |
| | *+7,2%* | *+6,7%* | *+6,3%* | *+7,2%* | *+6,1%* | *+6,7%* |
| Prestations sociales en nature | 2 462 | 2 657 | 2 730 | 2 937 | 3 118 | 3 315 |
| | *+12,8%* | *+7,9%* | *+2,7%* | *+7,6%* | *+6,1%* | *+6,3%* |
| Autres transferts courants | 512 | 535 | 618 | 675 | 691 | 726 |
| | *+4,6%* | *+4,6%* | *+15,5%* | *+9,1%* | *+2,4%* | *+5,0%* |
| Ajust. pour var. des droits des ménages/ fonds de pension | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Transferts en capital à payer | 135 | 117 | 86 | 87 | 77 | 67 |
| | *+12,4%* | *-13,2%* | *-26,3%* | *+0,1%* | *-11,4%* | *-13,2%* |
| Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *-100,1%* | *-100,0%* | - | - | - | - |
| **Recettes** | **17 202** | **18 052** | **19 404** | **20 431** | **21 438** | **22 468** |
| | ***+5,8%*** | ***+4,9%*** | ***+7,5%*** | ***+5,3%*** | ***+4,9%*** | ***+4,8%*** |
| Production marchande | 258 | 281 | 308 | 342 | 373 | 408 |
| | *+7,8%* | *+8,7%* | *+9,6%* | *+11,1%* | *+9,2%* | *+9,3%* |
| Production pour usage final propre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - | - | - | - | - | - |

| Sécurité sociale | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Production non marchande | 99 | 113 | 126 | 139 | 155 | 172 |
| | *+6,9%* | *+14,5%* | *+10,9%* | *+10,9%* | *+10,9%* | *+10,9%* |
| Impôts sur la production et les importations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Autres subventions sur la production à recevoir | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | *+59,6%* | *-100,0%* | - | - | - | - |
| Revenus de la propriété | 738 | 753 | 725 | 739 | 754 | 768 |
| | *+23,8%* | *+2,1%* | *-3,8%* | *+2,0%* | *+2,1%* | *+1,8%* |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Cotisations sociales | 9 088 | 9 812 | 10 607 | 11 169 | 11 716 | 12 299 |
| | *+1,4%* | *+8,0%* | *+8,1%* | *+5,3%* | *+4,9%* | *+5,0%* |
| Autres transferts courants | 6 927 | 7 014 | 7 488 | 7 876 | 8 228 | 8 604 |
| | *+10,2%* | *+1,3%* | *+6,7%* | *+5,2%* | *+4,5%* | *+4,6%* |
| Transferts en capital à recevoir | 87 | 79 | 151 | 166 | 213 | 218 |
| | *+13,2%* | *-9,2%* | *+90,8%* | *+10,1%* | *+28,0%* | *+2,4%* |
| **Capacité/besoin de financement** | **930** | **633** | **996** | **615** | **451** | **145** |
| en % du PIB | +1,1% | +0,7% | +1,1% | +0,6% | +0,4% | +0,1% |
| PIB en valeur | 86 180 | 89 640 | 94 313 | 99 573 | 105 113 | 110 996 |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

L'analyse fait ressortir que, quel que soit le rythme de progression de l'emploi, le solde de la Sécurité sociale conserve une trajectoire de fond, marquée par une baisse structurelle, à politique inchangée.

Le graphique suivant présente le résultat de cette analyse de sensibilité :




Il convient également de souligner que, combinée au ralentissement du marché du travail, l'accélération des départs en retraite contribue à la dégradation du solde de la Sécurité sociale. Entre 2025 et 2029, le nombre de pensionnés devrait progresser en moyenne de +4,5%, tandis que l'emploi n'augmenterait que de +1,7% en moyenne.

Les transferts courants versés à la Sécurité sociale affichent une progression annuelle moyenne de +5,2%. Ils sont principalement constitués des contributions de l'État aux différents systèmes de protection sociale. Leur niveau est également influencé par la participation de l'État à la Caisse pour l'avenir des enfants, qui en représente près de 21% de l'ensemble.

Abstraction faite de cette dernière composante, les principaux transferts à destination de la Sécurité sociale – en particulier les contributions de l'État aux assurances maladie-maternité et pension – enregistrent une croissance moyenne annuelle de +5,7%, soit un rythme comparable à celui des cotisations sociales.

Les revenus de la propriété sont estimés passer de 753 millions d'euros en 2025 à 768 millions d'euros en 2029, soit une augmentation annuelle moyenne de +0,5%. Ces revenus proviennent pour l'essentiel du revenu net d'exploitation du Fonds de compensation SICAV-FIS – composé des intérêts et dividendes effectivement perçus – et dépendent à la fois des performances financières du fonds et des transferts de l'excédent de recettes du régime général d'assurance pension. Leur évolution reste étroitement liée à celle des marchés financiers, dont la trajectoire demeure difficile à anticiper.

Sur la période 2025-2029, les dépenses de la Sécurité sociale devraient croître en moyenne de +6,4% par an. Cette dynamique est principalement portée par les prestations sociales en espèces, qui représentent près de 70 % du total des dépenses. Leur poids prédominant explique à lui seul l'essentiel de cette évolution. L'évolution des prestations sociales est influencée par l'échelle mobile de salaires et par le nombre de bénéficiaires. Entre 2025 et 2029, la croissance moyenne annuelle des prestations sociales en espèces est estimée à +6,6% contre +5,7% pour les prestations en nature.

Concernant l'évolution des dépenses des principaux régimes de Sécurité sociale, il y a lieu de faire les remarques suivantes :

Les dépenses de l'assurance pension devraient croître à un rythme annuel moyen de 7,6% entre 2025 et 2029, soit un niveau supérieur à celui des recettes – principalement constituées des cotisations sociales et de la contribution de l'État – dont la progression est estimée à 6,7 % par an sur la même période.

À politique inchangée, les cotisations annuelles ne suffiraient plus à couvrir les dépenses dès 2026. La prime de répartition pure (rapport entre les dépenses annuelles et la masse cotisable) dépasserait alors le taux de cotisation fixé actuellement à 24,0%, activant le mécanisme prévu à l'article 225bis du Code de la Sécurité sociale. Celui-ci impose au Gouvernement de soumettre à la Chambre des députés un rapport accompagné d'un projet de loi visant à refixer le « modérateur de réajustement ».

Anticipant cette situation, le Gouvernement, en concertation avec les partenaires sociaux dans le cadre des discussions de la *Sozialronn*, a adopté plusieurs mesures de sauvegarde, dont :

- le maintien de l'âge légal de départ en pension à 65 ans ;
- afin de rapprocher l'âge effectif de départ en pension en direction de l'âge légal, dès 2026 les conditions de départ en pension anticipée à partir de l'âge de 60 ans seront agencées de façon à prolonger progressivement la durée des périodes de cotisations obligatoires de huit mois au total (soit 1 mois par année pour les années 2026 et 2027 et 2 mois par année de 2028 à 2030 inclus), tout en maintenant les conditions de départ en pension anticipée à partir de l'âge de 57 ans[1] ;
- l'augmentation du taux de cotisation de 24,0% à 25,5% dès 2026 ;
- le maintien du modérateur de réajustement destiné à faire face à des problèmes de couverture des dépenses selon les modalités mises en place par la réforme du régime général d'assurance pension de 2012 ;
- pour des raisons de protection sociale, par dérogation exceptionnelle à la réforme de 2012, le maintien de l'allocation de fin d'année.

[1] Concernant les agents de la fonction publique, cette disposition s'applique aux personnes qui ont commencé leur activité de service auprès de l'État à partir du 1er janvier 1999.

Ces mesures permettent de ralentir la trajectoire de dégradation du régime. Elles assureraient le maintien de la prime de répartition pure sous le taux de cotisation global jusqu'en 2029. Par ailleurs, la date à laquelle la réserve de compensation passerait sous le seuil de 1,5 fois les dépenses annuelles, ainsi que celle de son épuisement, seraient repoussées de quatre années – respectivement à 2042 et 2048 – par rapport au scénario de base, offrant ainsi des marges de manœuvre supplémentaires.

Le régime de l'assurance maladie-maternité demeure sur une trajectoire de déficit structurel, en raison du vieillissement de la population, du ralentissement du marché du travail et de l'élargissement du périmètre des prestations prises en charge. Des discussions sont en cours dans le cadre du modèle de concertation sociale quadripartite.

Indépendamment des décisions à venir, le régime dispose de réserves estimées à 810,6 millions d'euros à fin 2025, permettant de couvrir les déficits projetés ainsi que la dotation à la réserve minimale. Le déficit devrait passer de -125 millions d'euros en 2026 à -319 millions d'euros en 2029, avec une réserve légale qui tomberait sous le seuil réglementaire de 10% dès 2027 – une prévision identique à celle de l'année précédente.

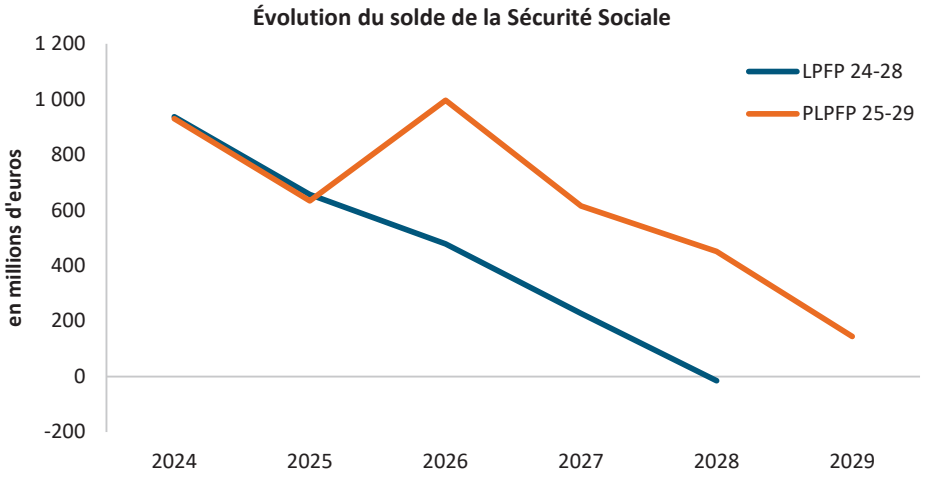
Une première mesure envisagée est celle du relèvement du crédit de la section 17.14 (Assurance maladie-maternité-dépendance – Caisse nationale de santé), afin de compenser de manière forfaitaire les charges supportées par la Caisse nationale de santé. Ce crédit passerait de 20 à 59 millions d'euros pour une période de cinq ans.

Le taux de croissance annuel moyen des dépenses de l'assurance dépendance s'établit à 6,4 % sur la période 2025-2029, à comparer aux prévisions de la LPFP 2024-2028, qui anticipait une hausse moyenne de 5,5% sur 5 ans.

S'agissant de l'assurance accident, les dépenses courantes affichent une progression annuelle moyenne de 2,7% sur la période quinquennale.

Quant à la Mutualité des employeurs, ses dépenses courantes devraient croître à un rythme moyen de 4,6 % par an entre 2025 et 2029.

### *7.b. Évolution par rapport à la loi de programmation pluriannuelle 2024-2028*




Ce graphique montre que, sur l'ensemble de la période pluriannuelle à venir, les soldes prévisionnels sont globalement supérieurs à ceux inscrits dans la loi de programmation financière pluriannuelle (LPFP) 2024-2028, à l'exception de l'exercice 2025.

La LPFP 2024-2028 traduisait une tendance de dégradation continue du solde, révélant une fragilisation rapide de la soutenabilité financière et appelant, de manière implicite, à des mesures correctives à court terme. Dans le cadre des discussions de la *Sozialronn*, plusieurs décisions ont été prises, en particulier la hausse du taux de cotisation à l'assurance pension.

La révision à la hausse des recettes pour les années 2026 à 2028, par rapport aux prévisions de la LPFP 2024-2028, découle principalement de cette mesure. Les recettes étant étroitement liées à la dynamique économique nationale et à l'évolution du marché de l'emploi, leur trajectoire a été réévaluée dans un contexte macroéconomique moins favorable que celui retenu dans la loi précédente.

Les dépenses, quant à elles, ont été revues à la baisse pour l'année 2026, puis à la hausse pour le reste de la période, mais dans une proportion moindre que les recettes. Cette évolution explique la révision positive des soldes par rapport aux prévisions de la LPFP 2024-2028.

À cet égard, il y a lieu de préciser que la révision des recettes et des dépenses tient compte de l'actualisation par le STATEC du scénario macroéconomique à court et moyen terme de septembre 2025, tel que renseigné au chapitre A du volume 1 du projet de loi budgétaire.

Le tableau suivant compare l'évolution des recettes et des dépenses de la LPFP 2024-2028 et du projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle de 2025-2029.

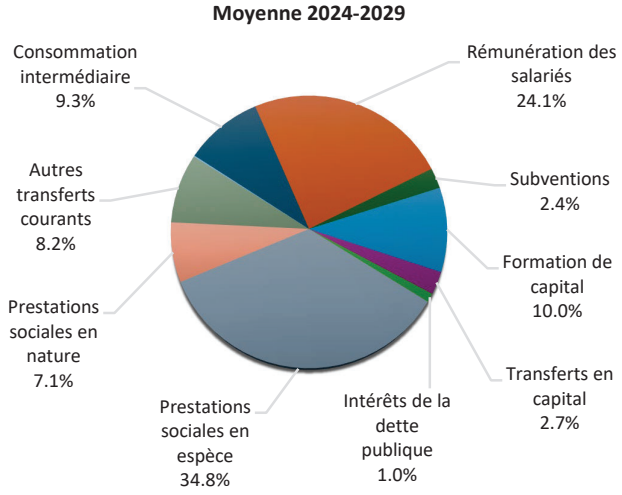
| Sécurité sociale | 2025 | | 2026 | | 2027 | | 2028 | | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | LPFP 24-28 | PLPFP 25-29 | PLPFP 25-29 |
| En millions d'euros | | | | | | | | | |
| Recettes | 18 051 | 18 052 | 18 914 | 19 404 | 19 743 | 20 431 | 20 729 | 21 438 | 22 468 |
| *Variation* | | *+0,0%* | | *+2,6%* | | *+3,5%* | | *+3,4%* | *+0,0%* |
| Dépenses | 17 394 | 17 419 | 18 436 | 18 407 | 19 515 | 19 816 | 20 744 | 20 987 | 22 323 |
| *Variation* | | *+0,1%* | | *-0,2%* | | *+1,5%* | | *+1,2%* | *+0,0%* |
| Solde | +657 | +633 | +478 | +996 | +228 | +615 | -15 | +451 | +145 |
| En % du PIB | | | | | | | | | |
| Recettes | 20,8% | 20,1% | 20,7% | 20,6% | 20,6% | 20,5% | 20,5% | 20,4% | 20,2% |
| Dépenses | 20,1% | 19,4% | 20,2% | 19,5% | 20,4% | 19,9% | 20,5% | 20,0% | 20,1% |
| Solde | +0,8% | +0,7% | +0,5% | +1,1% | +0,2% | +0,6% | -0,0% | +0,4% | +0,1% |
| PIB | 86 675 | 89 640 | 91 207 | 94 313 | 95 884 | 99 573 | 101 261 | 105 113 | 110 996 |

## 8. Dépenses par catégories selon le SEC

La répartition des dépenses des Administrations publiques suivant leur nature demeure relativement stable au cours du temps et ce, même en se basant sur une période d'observation plus longue.

Sur la période 2024-2029, les dépenses de consommation, c'est-à-dire essentiellement les frais de fonctionnement mais aussi d'entretien (surtout des réseaux routier et ferroviaire), représentent 9,3% des dépenses totales. Les dépenses de rémunérations des salariés, qui englobent aussi les frais de pensions, représentent 24,1% en moyenne. Sont aussi comprises dans ces dépenses de rémunérations, à côté des salaires payés par les communes, les départements ministériels et les organes de la Sécurité sociale, les salaires de l'ensemble des entités faisant partie des Administrations publiques comme les Chemins de fer luxembourgeois (CFL) et l'Université du Luxembourg. Les dépenses de rémunération du seul personnel des départements ministériels (et administrations étatiques) proprement dites représentent 11,7% des dépenses totales des Administrations publiques.

*Répartition des dépenses des Administrations publiques en % des dépenses totales*




Les dépenses de formation de capital et les transferts en capital, qui regroupent l'ensemble de l'effort d'investissement des Administrations publiques, que ce soit de manière directe ou bien indirecte, représentent une moyenne de 12,7% des dépenses totales des Administrations publiques.

Les intérêts à payer dans le cadre de la dette publique représentent en moyenne 1,0% de l'ensemble des dépenses des Administrations publiques.

Prises dans leur ensemble, les prestations sociales en espèces et en nature représentent le poids le plus important dans les dépenses des Administrations publiques avec une moyenne de 41,9%.

### *8.a. Consommation intermédiaire*

La consommation intermédiaire correspond aux biens et services utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. Les biens et services concernés sont soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production.

En fait, il s'agit des frais de fonctionnement des Administrations publiques (sans rémunérations).

Cette catégorie de dépenses comprend notamment :

- les indemnités pour services de tiers ;
- les frais de route et de séjour ;
- les frais d'exploitation de véhicules automoteurs ;
- les frais de bureau ;
- les achats de biens et services de télécommunication ;
- la location et l'entretien d'équipements informatiques ;
- l'exploitation et l'entretien de bâtiments – les loyers d'immeubles et les charges locatives ;
- les frais d'experts et études ;
- l'acquisition et l'entretien de petit outillage ;
- les frais de colloques, séminaires, stages ;
- la réparation et l'entretien d'ouvrages de génie civil ;
- la location de logiciels informatiques.

| Consommation intermédiaire | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 3 932 | 4 157 | 4 313 | 4 418 | 4 563 | 4 775 | |
| *Variation* | *+7,4%* | *+5,7%* | *+3,8%* | *+2,4%* | *+3,3%* | *+4,7%* | *+4,0%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 9,7% | 9,6% | 9,5% | 9,2% | 9,0% | 9,0% | |
| en % du PIB | 4,6% | 4,6% | 4,6% | 4,4% | 4,3% | 4,3% | |
| Administration centrale | 2 238 | 2 338 | 2 453 | 2 485 | 2 578 | 2 719 | |
| *Variation* | *+6,4%* | *+4,4%* | *+4,9%* | *+1,3%* | *+3,8%* | *+5,4%* | *+4,0%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 7,7% | 7,6% | 7,5% | 7,3% | 7,2% | 7,3% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 5,5% | 5,4% | 5,4% | 5,2% | 5,1% | 5,1% | |
| en % du PIB | 2,6% | 2,6% | 2,6% | 2,5% | 2,5% | 2,4% | |
| Administrations locales | 1 103 | 1 192 | 1 248 | 1 284 | 1 334 | 1 387 | |
| *Variation* | *+8,4%* | *+8,1%* | *+4,6%* | *+2,9%* | *+3,9%* | *+4,0%* | *+4,7%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 23,4% | 24,0% | 24,5% | 24,1% | 24,1% | 23,9% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 2,7% | 2,8% | 2,7% | 2,7% | 2,6% | 2,6% | |
| en % du PIB | 1,3% | 1,3% | 1,3% | 1,3% | 1,3% | 1,2% | |
| Sécurité sociale | 589 | 627 | 612 | 650 | 651 | 670 | |
| *Variation* | *+6,3%* | *+6,4%* | *-+2,3%* | *+6,1%* | *+0,2%* | *+2,8%* | *+2,6%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 3,6% | 3,6% | 3,3% | 3,3% | 3,1% | 3,0% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 1,5% | 1,5% | 1,3% | 1,4% | 1,3% | 1,3% | |
| en % du PIB | 0,7% | 0,7% | 0,6% | 0,7% | 0,6% | 0,6% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Au cours de la période 2024-2029, la progression moyenne du total des dépenses de consommation intermédiaire se chiffre à +4,0%, qui est surtout freinée par une évolution très faible en 2027. La croissance des dépenses de consommation est fortement influencée par les prix énergétiques ainsi que par l'évolution en général de l'inflation, ce qui explique sa forte progression en 2024.

La progression entre 2025 et 2026 des dépenses de l'Administration centrale s'explique surtout par les dépenses liées à l'entretien du réseau ferroviaire.

### *8.b. Rémunération des salariés*

La rémunération des salariés se définit comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes.

La rémunération des salariés est ventilée en salaires et traitements en espèces, salaires et traitements en nature et en cotisations sociales à la charge des employeurs.

L'évolution de cette catégorie de dépenses est déterminée pour l'essentiel par les facteurs suivants :

- l'échelle mobile des salaires ;
- la variation des effectifs ;
- les avancements (promotions, biennales, etc.) ;
- les accords salariaux éventuels.

La croissance moyenne des dépenses de rémunération des Administrations publiques entre 2024 et 2029 atteindrait +6,2%. Ce taux s'élève à 6,1% au niveau de l'Administration centrale et à 8,8% au niveau de la Sécurité sociale. La dynamique de l'emploi dans les Administrations publiques est un facteur important dans l'explication de la croissance des dépenses de rémunération. L'accord salarial et la tranche indiciaire expliquent également la forte progression en 2025.

| Rémunération des salariés | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 9 544 | 10 501 | 10 976 | 11 638 | 12 281 | 12 909 | |
| *Variation* | *+7,9%* | *+10,0%* | *+4,5%* | *+6,0%* | *+5,5%* | *+5,1%* | *+6,2%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 23,6% | 24,3% | 24,1% | 24,3% | 24,3% | 24,2% | |
| en % du PIB | 11,1% | 11,7% | 11,6% | 11,7% | 11,7% | 11,6% | |
| Administration centrale | 6 874 | 7 472 | 7 819 | 8 283 | 8 801 | 9 257 | |
| *Variation* | *+8,5%* | *+8,7%* | *+4,6%* | *+5,9%* | *+6,2%* | *+5,2%* | *+6,1%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 23,7% | 24,2% | 24,0% | 24,4% | 24,7% | 24,7% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 17,0% | 17,3% | 17,2% | 17,3% | 17,4% | 17,4% | |
| en % du PIB | 8,0% | 8,3% | 8,3% | 8,3% | 8,4% | 8,3% | |
| Administrations locales | 1 607 | 1 779 | 1 837 | 1 900 | 1 966 | 2 034 | |
| *Variation* | *+8,5%* | *+10,7%* | *+3,2%* | *+3,5%* | *+3,5%* | *+3,5%* | *+4,8%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 34,1% | 35,8% | 36,1% | 35,6% | 35,6% | 35,1% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 4,0% | 4,1% | 4,0% | 4,0% | 3,9% | 3,8% | |
| en % du PIB | 1,9% | 2,0% | 1,9% | 1,9% | 1,9% | 1,8% | |
| Sécurité sociale | 1 063 | 1 250 | 1 320 | 1 454 | 1 514 | 1 619 | |
| *Variation* | *+4,2%* | *+17,6%* | *+5,6%* | *+10,2%* | *+4,1%* | *+6,9%* | *+8,8%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 6,5% | 7,2% | 7,2% | 7,3% | 7,2% | 7,3% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 2,6% | 2,9% | 2,9% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | |
| en % du PIB | 1,2% | 1,4% | 1,4% | 1,5% | 1,4% | 1,5% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

### *8.c. Subventions à payer*

Les subventions sont des transferts courants sans contrepartie que les Administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production.

En détail, il s'agit des catégories suivantes :

- les aides, subventions et participations réduisant notamment les loyers et les intérêts ;
- les transferts de revenus, autres que des subventions d'exploitation ;
- les aides, subventions et participations à caractère légal, réglementaire ou conventionnel ;
- les subsides à caractère bénévole ;
- les aides au logement, les subventions d'intérêt et autres aides ;
- les subventions diverses aux ménages et aux entreprises relevant des classes moyennes ;
- les transferts de revenus aux organismes professionnels de droit public.

| Subventions à payer | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 1 156 | 1 036 | 1 132 | 1 177 | 1 166 | 1 083 | |
| *Variation* | *-8,1%* | *-10,4%* | *+9,3%* | *+4,0%* | *-0,9%* | *-7,1%* | *-1,3%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 2,9% | 2,4% | 2,5% | 2,5% | 2,3% | 2,0% | |
| en % du PIB | 1,3% | 1,2% | 1,2% | 1,2% | 1,1% | 1,0% | |
| Administration centrale | 1 140 | 1 019 | 1 113 | 1 158 | 1 147 | 1 065 | |
| *Variation* | *-7,4%* | *-10,6%* | *+9,3%* | *+4,0%* | *-0,9%* | *-7,2%* | *-1,4%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 3,9% | 3,3% | 3,4% | 3,4% | 3,2% | 2,8% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 2,8% | 2,4% | 2,4% | 2,4% | 2,3% | 2,0% | |
| en % du PIB | 1,3% | 1,1% | 1,2% | 1,2% | 1,1% | 1,0% | |

| Subventions à payer | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations locales | 16 | 17 | 19 | 19 | 19 | 19 | |
| *Variation* | *+1,1%* | *+7,2%* | *+9,1%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+3,2%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 0,3% | 0,3% | 0,4% | 0,4% | 0,3% | 0,3% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| *Variation* | - | - | - | - | - | - | *+0,0%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les dépenses de subventions sont concentrées dans le secteur de l'Administration centrale et affichent une progression de -1,3% en moyenne sur la période de 2024-2029. Leur évolution est étroitement liée aux mesures et projets décidés par le Gouvernement. Ainsi, les mesures prises dans le cadre du budget 2023 (mesures tripartites de stabilisation des prix énergétiques), ont entraîné une hausse significative des dépenses cette année-là. La réduction progressive de ces mesures a conduit à une diminution des subventions en 2024 et 2025.Toutefois, les dépenses rebondissent en 2026 avec une progression de +9,3% en raison de la participation de l'État aux frais de réseau électrique et au *High Performance Computer* à travers le Fonds de l'innovation.

En dehors des mesures précitées, cette catégorie de dépenses comprend pour l'essentiel des dépenses en faveur du transport public de personnes assuré par des entreprises (autres que les CFL), des subventions pour la formation professionnelle continue, des aides au logement, des participations aux salaires des travailleurs handicapés et de dépenses dans le cadre des initiatives de diversification économique à travers le Fonds de l'innovation.

### *8.d. Formation brute de capital et Transferts en capital à payer*

D'après le SEC2010, la formation brute de capital comprend les catégories suivantes :
- la formation brute de capital fixe ;
- la variation des stocks ;
- les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

La formation brute de capital fixe est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles.

Par actifs fixes, il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

La variation des stocks est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.

Par « objets de valeur », il faut entendre des biens non financiers qui ne sont normalement pas utilisés à des fins de production ou de consommation et qui, dans des conditions normales, ne se détériorent pas (physiquement) avec le temps et qui sont acquis et détenus pour servir de réserve de valeur.

Par convention, les dépenses d'investissement de l'État regroupent les catégories SEC « formation de capital » et « transferts en capital ». De ce fait, les ressources de l'État allouées aux investissements directs de même qu'aux investissements indirects sont prises en considération afin de dégager l'effort d'investissement global.

| Formation brute de capital | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 4 028 | 4 370 | 4 675 | 4 611 | 5 032 | 5 458 | |
| *Variation* | *+5,3%* | *+8,5%* | *+7,0%* | *-1,4%* | *+9,1%* | *+8,5%* | *+6,3%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 10,0% | 10,1% | 10,3% | 9,6% | 10,0% | 10,2% | |
| en % du PIB | 4,7% | 4,9% | 5,0% | 4,6% | 4,8% | 4,9% | |
| Administration centrale | 2 291 | 2 841 | 2 777 | 2 519 | 2 776 | 3 059 | |
| *Variation* | *+14,4%* | *+24,0%* | *-2,3%* | *-9,3%* | *+10,2%* | *+10,2%* | *+6,0%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 7,9% | 9,2% | 8,5% | 7,4% | 7,8% | 8,2% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 5,7% | 6,6% | 6,1% | 5,2% | 5,5% | 5,7% | |
| en % du PIB | 2,7% | 3,2% | 2,9% | 2,5% | 2,6% | 2,8% | |
| Administrations locales | 1 478 | 1 469 | 1 670 | 1 815 | 1 890 | 2 020 | |
| *Variation* | *-5,4%* | *-0,6%* | *+13,7%* | *+8,7%* | *+4,1%* | *+6,9%* | *+6,4%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 31,3% | 29,5% | 32,8% | 34,0% | 34,2% | 34,9% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 3,7% | 3,4% | 3,7% | 3,8% | 3,7% | 3,8% | |
| en % du PIB | 1,7% | 1,6% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | |
| Sécurité sociale | 193 | 159 | 228 | 277 | 366 | 379 | |
| *Variation* | *+3,4%* | *-17,2%* | *+43,0%* | *+21,3%* | *+32,2%* | *+3,7%* | *+14,5%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 1,2% | 0,9% | 1,2% | 1,4% | 1,7% | 1,7% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,5% | 0,4% | 0,5% | 0,6% | 0,7% | 0,7% | |
| en % du PIB | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,3% | 0,3% | 0,3% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les dépenses effectuées par l'Administration centrale atteignent un montant d'environ 2,8 milliards d'euros en 2025 et 2026. La forte progression en 2025 s'explique, entre autres, par la mise en orbite du satellite militaire au mois d'août. Par conséquent, les dépenses prévues pour 2026 paraissent faibles, avec une croissance même négative, alors que de nombreux nouveaux projets d'investissement ont été programmés. Par exemple, les CFL ont prévu plus de 100 millions d'euros pour la réalisation d'ouvrages de génie civil et le Fonds climat et énergie a prévu le financement de divers projets, notamment liés aux installations photovoltaïques, avec un montant supérieur à 100 millions d'euros. La progression entre les années 2024 et 2026 est supérieure à 20%.

Les transferts en capital exigent l'acquisition ou la cession d'un ou de plusieurs actifs par au moins une des parties à l'opération. Que le transfert en capital ait lieu en espèces ou en nature, il débouche sur une variation correspondante des actifs financiers ou non financiers présentés dans les comptes de patrimoine de l'une ou des deux parties à l'opération.

Par transfert en capital en nature, il faut entendre le transfert de la propriété d'un actif fixe corporel (autre que des stocks ou des espèces) ou l'annulation sans contrepartie d'une dette par un créancier.

Par transfert en capital en espèces, il faut entendre le transfert d'un montant en espèces soit qu'une des parties à l'opération a obtenu en cédant un ou des actifs (autres que des stocks), soit que l'autre partie est supposée ou tenue d'utiliser pour acquérir un ou des actifs (autres que des stocks). Cette seconde partie – ou bénéficiaire – est souvent obligée d'utiliser les espèces en question pour acquérir un ou des actifs comme condition de la réalisation du transfert.

Les transferts en capital se différencient des transferts courants par le fait qu'ils impliquent l'acquisition ou la cession d'un ou de plusieurs actifs par au moins une des parties à l'opération.

Les transferts en capital couvrent les impôts en capital, les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les transferts en capital de l'Administration centrale comportent globalement les aides à l'investissement de l'Administration centrale aux entreprises, aux associations sans but lucratif au service des ménages, aux ménages et aux Administrations locales.

| Transferts en capital | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 1 114 | 1 140 | 1 354 | 1 369 | 1 280 | 1 303 | |
| *Variation* | *+6,1%* | *+2,3%* | *+18,8%* | *+1,2%* | *-6,5%* | *+1,8%* | *+3,2%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 2,8% | 2,6% | 3,0% | 2,9% | 2,5% | 2,4% | |
| en % du PIB | 1,3% | 1,3% | 1,4% | 1,4% | 1,2% | 1,2% | |
| Administration centrale | 1 338 | 1 423 | 1 736 | 1 882 | 1 806 | 1 844 | |
| *Variation* | *+4,5%* | *+6,3%* | *+22,0%* | *+8,4%* | *-4,1%* | *+2,1%* | *+6,6%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 4,6% | 4,6% | 5,3% | 5,5% | 5,1% | 4,9% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 3,3% | 3,3% | 3,8% | 3,9% | 3,6% | 3,5% | |
| en % du PIB | 1,6% | 1,6% | 1,8% | 1,9% | 1,7% | 1,7% | |
| Administrations locales | 20 | 30 | 36 | 40 | 45 | 55 | |
| *Variation* | *-0,0%* | *+55,5%* | *+18,6%* | *+11,1%* | *+12,5%* | *+22,2%* | *+23,0%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 0,4% | 0,6% | 0,7% | 0,7% | 0,8% | 0,9% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 135 | 117 | 86 | 87 | 77 | 67 | |
| *Variation* | *+12,4%* | *-13,2%* | *-26,3%* | *+0,1%* | *-11,4%* | *-13,2%* | *-13,2%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 0,8% | 0,7% | 0,5% | 0,4% | 0,4% | 0,3% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,3% | 0,3% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,1% | |
| en % du PIB | 0,2% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les transferts en capital sont effectués majoritairement par l'Administration centrale, et montrent une croissance de 6,6% en moyenne entre les années 2024 et 2029. Étant donné qu'une partie de ces dépenses consiste en des transferts vers les autres sous-secteurs, les dépenses totales des Administrations publiques ne correspondent pas à la simple addition des trois sous-secteurs. En effet, les transferts internes entre administrations sont éliminés lors du processus de consolidation.

L'évolution des transferts courants s'explique par de nombreux nouveaux projets. Les plus importants concernent les infrastructures hospitalières (CHL), les établissements d'enseignement, les installations photovoltaïques, ainsi que plusieurs projets liés au Fonds pour le logement abordable, au Tram et à diverses infrastructures.

Le tableau ci-après résume l'évolution du total des investissements directs et des investissements indirects de la seule Administration centrale au titre de la période 2024 à 2029 :

| Administration centrale | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Investissements directs (formation de capital) | 2 291 | 2 841 | 2 777 | 2 519 | 2 776 | 3 059 |
| Investissements indirects (transferts en capital) | 1 338 | 1 423 | 1 736 | 1 882 | 1 806 | 1 844 |
| Investissements directs et indirects | | | | | | |
| en millions | 3 629 | 4 264 | 4 513 | 4 402 | 4 582 | 4 903 |
| *Variation* | *+10,5%* | *+17,5%* | *+5,8%* | *-2,5%* | *+4,1%* | *+7,0%* |
| en % du PIB | 4,2 | 4,8 | 4,8 | 4,4 | 4,4 | 4,4 |
| en % des dépenses totales | 12,5% | 13,8% | 13,9% | 12,9% | 12,8% | 13,1% |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

Les investissements au niveau de l'Administration centrale se composent d'investissements directs et d'investissements indirects sous forme de transferts aux Administrations locales, à la Sécurité sociale ainsi qu'au reste de l'économie nationale et internationale. L'ensemble de ces investissements est consolidé au niveau des Administrations publiques.

Sur la période 2024 à 2029, l'évolution moyenne des dépenses d'investissement (directs et indirects) s'élève à +6,2%. Une nette croissance des investissements (formation de capital et transferts en capital) est prévue en 2025, majoritairement en raison du satellite militaire. Le niveau reste élevé en 2026 pour atteindre les 4,5 milliards d'euros, soit une progression de +5,8%, en faveur des projets cités ci-dessus. La baisse observée en 2027 résulte de l'effet de base positif induit de 2025 et 2026, les investissements progresseraient ensuite pour atteindre un montant de 4,9 milliards d'euros en 2029.

Pour faciliter l'interprétation, et aussi la comparaison avec les pays voisins, il convient de mesurer l'investissement à travers le ratio avec le PIB. Ainsi, les dépenses d'investissement dépassent les 4% du PIB sur toute la période de prévision 2025 à 2029. Cette valeur de référence est largement atteinte en 2025 et 2026 (4,8%) ce qui souligne les priorités politiques.

Comme indiqué dans l'accord de coalition du Gouvernement :

« *Au vu d'une situation conjoncturelle difficile et du contexte de polycrise auquel notre pays est confronté, le Gouvernement doit mener une politique de relance économique :*
*(…)*
- *en maintenant les investissements publics à un niveau élevé afin de répondre aux défis actuels et futurs liés à l'évolution démographique et à la double transition durable et digitale* ;

(…) »

Le tableau ci-après présente une ventilation des investissements publics par domaine thématique réalisés au niveau de l'Administration centrale. Ce tableau donne un aperçu du rayon d'action envisagé et explique comment le Gouvernement entend piloter les transformations structurelles à moyen terme, ce qui pourra également guider les efforts futurs destinés à améliorer l'efficacité des investissements publics.

| Administration centrale | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Environnement et climat (y compris mobilité) | 1 107 | 1 169 | 1 075 | 1 089 | 1 286 |
| Infrastructures publiques (routes, ...) | 632 | 687 | 717 | 752 | 810 |
| Éducation (enseignement public, privé, universitaire) | 271 | 273 | 312 | 309 | 344 |
| Logement | 393 | 390 | 411 | 355 | 367 |
| Santé | 105 | 155 | 171 | 224 | 225 |
| Sécurité (Défense, Police, Justice, ...) | 505 | 423 | 295 | 331 | 347 |
| Propriétés immobilières de l'État | 50 | 45 | 57 | 63 | 65 |
| Coopération et action humanitaire | 321 | 361 | 374 | 385 | 400 |
| Autres | 563 | 648 | 631 | 653 | 631 |
| Autres variations techniques et SEC | 318 | 362 | 358 | 421 | 427 |
| **Investissements (directs et indirects)** | **4 264** | **4 513** | **4 402** | **4 582** | **4 903** |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

La majeure partie des dépenses d'investissement sera réalisée dans les catégories « Environnement et climat », « Infrastructures publiques » ainsi que « Sécurité ». Sans tenir compte d'éventuels délais ou décalages temporels dans l'exécution de projets, les dépenses d'investissement budgétisées en faveur de ces trois domaines se chiffrent à elles seules à 9 milliards d'euros sur la période de prévision 2026-2029 ce qui représente 49% de l'ensemble des dépenses projetées sur la période 2026-2029.

Les projets de grande envergure au niveau de l'environnement se chiffrent à 4,6 milliards d'euros sur l'ensemble de la période de prévision 2026-2029. Il s'agit pour l'essentiel de la modernisation et du développement du réseau ferroviaire national de l'ordre de 2 milliards d'euros.

L'enveloppe budgétaire dédiée au développement du réseau du tram se chiffre à 456 millions d'euros sur la période 2026-2029. D'autres projets d'investissements d'envergure sont prévus au niveau du Fonds pour la gestion de l'eau pour une enveloppe globale de 481 millions d'euros.

Pour la période 2026-2029, des projets d'investissements totaux de 1,5 milliard d'euros sont prévus au niveau du Fonds Climat et Énergie.

Trois milliards d'euros sont prévus dans le cadre des projets d'infrastructures publiques au cours des années 2026-2029. Cette enveloppe globale comprend des projets d'investissements routiers de quelque 2,6 milliards d'euros.

Les investissements en matière de « Logement » atteindront les 1,5 milliard d'euros pendant la période 2026-2029. Les projets les plus importants concernent l'acquisition par l'État d'immeubles destinés à l'habitat estimés à 444 millions d'euros (dont les acquisitions VEFA), les projets *Neischmelz* à Dudelange (115 millions d'euros) et *Wunnen mat der Wooltz* à Wiltz (100 millions d'euros).

La participation étatique au financement de projets réalisés par la SNHBM atteindra 318 millions d'euros. La participation au financement de projets de logements réalisés par les communes est estimée à quelques 491 millions d'euros dont quelque 174 millions d'euros sont prévus dans le cadre du pacte Logement 2.0. La participation au financement de projets de logements réalisés par des asbl, fondations et du Kierchefong atteindra prévisiblement les 253 millions d'euros.

### *8.e. Revenus de la propriété (intérêts de la dette publique)*

| Revenus de la propriété | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 265 | 343 | 451 | 561 | 635 | 733 | |
| *Variation* | *+12,0%* | *+29,3%* | *+31,7%* | *+24,3%* | *+13,1%* | *+15,5%* | *+22,6%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,7% | 0,8% | 1,0% | 1,2% | 1,3% | 1,4% | |
| en % du PIB | 0,3% | 0,4% | 0,5% | 0,6% | 0,6% | 0,7% | |
| Administration centrale | 241 | 307 | 436 | 546 | 620 | 718 | |
| *Variation* | *+17,0%* | *+27,1%* | *+42,2%* | *+25,2%* | *+13,5%* | *+15,9%* | *+24,4%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 0,8% | 1,0% | 1,3% | 1,6% | 1,7% | 1,9% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,6% | 0,7% | 1,0% | 1,1% | 1,2% | 1,3% | |
| en % du PIB | 0,3% | 0,3% | 0,5% | 0,5% | 0,6% | 0,6% | |
| Administrations locales | 21 | 36 | 25 | 25 | 25 | 25 | |
| *Variation* | *-25,7%* | *+70,4%* | *-29,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+3,6%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 0,4% | 0,7% | 0,5% | 0,5% | 0,5% | 0,4% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| *Variation* | *+32,0%* | *-87,6%* | *-98,5%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-0,2%* | *-71,7%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les revenus de la propriété sont les revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. En majeure partie, la catégorie « Revenus de la propriété » comprend les intérêts débiteurs de la dette publique.

Les intérêts de la dette sont influencés par les taux auxquels l'État peut emprunter mais également le volume de la dette. Celui-ci augmente lorsque les Administrations publiques affichent une situation déficitaire. Une gestion saine des finances publiques permet de bénéficier d'une bonne notation et de taux d'intérêt plus faibles. Dans ce contexte, l'accord de coalition 2023-2028 indique que :

« *Dans la mise en œuvre de cette politique, le Gouvernement veillera à maintenir la notation AAA du Luxembourg. Cette notation, signe de la solidité financière du Luxembourg et garant de son attractivité économique, permet au Luxembourg d'emprunter à des taux d'intérêt avantageux* ».

Les intérêts de la dette connaîtraient une nette progression au cours de la période 2024-2029. Ceci résulte d'une part de la hausse du volume de la dette induite par le déficit de l'Administration centrale, en particulier en 2025 et 2026, qui doit être financé et d'autre part, de la hausse des taux d'intérêt sur les emprunts nouveaux réalisés en 2023.

### *8.f. Prestations sociales en espèces et en nature*

Les prestations en espèces comprennent les catégories de dépenses suivantes :

- les prestations de sécurité sociale en espèces ;
- les autres prestations d'assurance sociale ;
- les prestations d'assistance sociale en espèces.

Les prestations de sécurité sociale en espèces sont définies comme étant des prestations d'assurance sociale à payer en espèces aux ménages par la Sécurité sociale. Les remboursements sont exclus et traités comme des transferts sociaux en nature.

Les autres prestations d'assurance sociale correspondent aux prestations à payer par les employeurs dans le cadre d'autres régimes d'assurance sociale liés à l'emploi. Les autres prestations d'assurance sociale liées à l'emploi sont des prestations sociales (en espèces ou en nature) à payer par les régimes d'assurance sociale autres que la Sécurité sociale aux personnes qui cotisent à ces régimes, aux personnes à leur charge ou à leurs survivants.

Les prestations d'assistance sociale en espèces sont des transferts courants payés aux ménages par des Administrations publiques ou des ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages) pour répondre aux mêmes besoins que les prestations d'assurance sociale, mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un régime d'assurance sociale exigeant une participation, généralement par l'intermédiaire de cotisations sociales.

| Prestations sociales en espèces | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 13 925 | 14 886 | 15 710 | 16 780 | 17 772 | 18 898 | |
| *Variation* | *+5,9%* | *+6,9%* | *+5,5%* | *+6,8%* | *+5,9%* | *+6,3%* | *+6,3%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 34,5% | 34,5% | 34,5% | 35,0% | 35,2% | 35,5% | |
| en % du PIB | 16,2% | 16,6% | 16,7% | 16,9% | 16,9% | 17,0% | |

| Prestations sociales en espèces | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administration centrale | 2 603 | 2 802 | 2 877 | 3 022 | 3 180 | 3 328 | |
| *Variation* | *+0,7%* | *+7,6%* | *+2,7%* | *+5,1%* | *+5,2%* | *+4,6%* | *+5,0%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 9,0% | 9,1% | 8,8% | 8,9% | 8,9% | 8,9% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 6,4% | 6,5% | 6,3% | 6,3% | 6,3% | 6,2% | |
| en % du PIB | 3,0% | 3,1% | 3,1% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | |
| Administrations locales | 22 | 27 | 21 | 21 | 21 | 21 | |
| *Variation* | *+7,1%* | *+24,3%* | *-21,7%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-0,5%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 0,5% | 0,5% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 11 300 | 12 057 | 12 812 | 13 737 | 14 570 | 15 549 | |
| *Variation* | *+7,2%* | *+6,7%* | *+6,3%* | *+7,2%* | *+6,1%* | *+6,7%* | *+6,6%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 69,4% | 69,2% | 69,6% | 69,3% | 69,4% | 69,7% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 28,0% | 27,9% | 28,1% | 28,6% | 28,9% | 29,2% | |
| en % du PIB | 13,1% | 13,5% | 13,6% | 13,8% | 13,9% | 14,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les prestations sociales en espèces sont réalisées à 82% par la Sécurité sociale et à 18% par l'Administration centrale (taux moyen au cours de la période 2024-2029). Le taux de progression moyen annuel pour les Administrations publiques s'élève à 6,3% pour toute la période et atteint un montant de 18,9 milliards d'euros en 2029.

Les prestations sociales en nature correspondent aux biens et services individuels fournis aux ménages gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs par les unités des Administrations publiques et les ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), que ces biens et services aient été achetés sur le marché par ces unités ou soient issus de leur production non marchande. Ils sont financés par l'impôt, les cotisations de sécurité sociale, d'autres recettes des Administrations publiques ou, dans le cas des ISBLSM, par des dons ou des revenus de la propriété.

Les prestations sociales en nature sont destinées à alléger la charge financière que représente pour les ménages la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins sociaux. Elles peuvent être subdivisées en deux catégories : d'une part, celles où les ménages bénéficiaires achètent eux-mêmes les biens ou les services et se font ensuite rembourser ; d'autre part, celles où les biens ou les services sont fournis directement aux bénéficiaires par une administration publique ou une ISBLSM qui les produit elle-même, soit les achète – en totalité ou en partie – à un producteur (ce dernier étant dans ce cas chargé de la fourniture).

Ces prestations sont versées aux ménages par des Administrations publiques pour couvrir les mêmes besoins que les prestations d'assurance sociale, mais ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un régime d'assurance sociale prévoyant des cotisations sociales et des prestations d'assurance sociale.

Cette catégorie se compose pour l'essentiel des éléments suivants : prestations familiales, revenu minimum garanti, forfait d'éducation, revenu pour personnes handicapées. L'évolution des dépenses de cette catégorie dépend tout d'abord de l'évolution démographique ainsi que de l'évolution de l'emploi.

| Prestations sociales en nature | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 2 852 | 3 079 | 3 180 | 3 401 | 3 593 | 3 809 | |
| *Variation* | *+12,0%* | *+8,0%* | *+3,3%* | *+7,0%* | *+5,6%* | *+6,0%* | *+6,0%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 7,1% | 7,1% | 7,0% | 7,1% | 7,1% | 7,1% | |
| en % du PIB | 3,3% | 3,4% | 3,4% | 3,4% | 3,4% | 3,4% | |

| Prestations sociales en nature | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administration centrale | 348 | 373 | 409 | 423 | 434 | 453 | |
| *Variation* | *+5,6%* | *+7,3%* | *+9,6%* | *+3,4%* | *+2,7%* | *+4,3%* | *+5,4%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 1,2% | 1,2% | 1,3% | 1,2% | 1,2% | 1,2% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,9% | 0,9% | 0,9% | 0,9% | 0,9% | 0,9% | |
| en % du PIB | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | |
| Administrations locales | 42 | 48 | 41 | 41 | 41 | 41 | |
| *Variation* | *+23,1%* | *+14,9%* | *-15,1%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-0,5%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 0,9% | 1,0% | 0,8% | 0,8% | 0,7% | 0,7% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 2 462 | 2 657 | 2 730 | 2 937 | 3 118 | 3 315 | |
| *Variation* | *+12,8%* | *+7,9%* | *+2,7%* | *+7,6%* | *+6,1%* | *+6,3%* | *+6,1%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 15,1% | 15,3% | 14,8% | 14,8% | 14,9% | 14,8% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 6,1% | 6,2% | 6,0% | 6,1% | 6,2% | 6,2% | |
| en % du PIB | 2,9% | 3,0% | 2,9% | 3,0% | 3,0% | 3,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les dépenses dans cette catégorie se concentrent également dans le secteur de la Sécurité sociale et progressent à un rythme régulier de +6,0% par an sur la période de 2024 à 2029.

En regroupant les prestations sociales en nature et en espèces, l'évolution des dépenses des Administrations publiques au niveau national se présente comme suit :

| Prestations sociales totales | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 16 777 | 17 965 | 18 890 | 20 182 | 21 365 | 22 707 | |
| *Variation* | *+6,9%* | *+7,1%* | *+5,1%* | *+6,8%* | *+5,9%* | *+6,3%* | *+6,2%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 41,6% | 41,6% | 41,4% | 42,1% | 42,3% | 42,6% | |
| en % du PIB | 19,5% | 20,0% | 20,0% | 20,3% | 20,3% | 20,5% | |
| Administration centrale | 2 951 | 3 175 | 3 286 | 3 445 | 3 615 | 3 781 | |
| *Variation* | *+1,3%* | *+7,6%* | *+3,5%* | *+4,8%* | *+4,9%* | *+4,6%* | *+5,1%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 10,2% | 10,3% | 10,1% | 10,1% | 10,1% | 10,1% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 7,3% | 7,4% | 7,2% | 7,2% | 7,2% | 7,1% | |
| en % du PIB | 3,4% | 3,5% | 3,5% | 3,5% | 3,4% | 3,4% | |
| Administrations locales | 64 | 75 | 62 | 62 | 62 | 62 | |
| *Variation* | *+17,2%* | *+18,1%* | *-17,5%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-0,5%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 1,3% | 1,5% | 1,2% | 1,2% | 1,1% | 1,1% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,2% | 0,2% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| en % du PIB | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| Sécurité sociale | 13 762 | 14 715 | 15 542 | 16 674 | 17 688 | 18 864 | |
| *Variation* | *+8,2%* | *+6,9%* | *+5,6%* | *+7,3%* | *+6,1%* | *+6,6%* | *+6,5%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 84,6% | 84,5% | 84,4% | 84,1% | 84,3% | 84,5% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 34,1% | 34,1% | 34,1% | 34,7% | 35,0% | 35,4% | |
| en % du PIB | 16,0% | 16,4% | 16,5% | 16,7% | 16,8% | 17,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

### *8.g. Autres transferts courants*

Les autres transferts courants entre Administrations publiques comprennent les opérations de transfert entre les différents sous-secteurs des Administrations publiques (Administration centrale, Administrations locales, Administrations de sécurité sociale), à l'exception des impôts, des subventions, des aides à l'investissement et des autres transferts en capital. Les autres transferts courants comprennent principalement les transferts :

- à la Sécurité sociale, aux Administrations locales et aux organismes sans but lucratif au service des ménages ;
- à l'étranger ;
- aux établissements publics (la dotation aux établissements publics qui font partie intégrante du sous-secteur de l'Administration centrale est retranchée des « autres transferts courants ». Pour ces établissements publics, les dépenses réelles sont prises en compte dans les différentes catégories de dépenses appropriées) ;
- à l'enseignement privé.

La coopération internationale courante couvre toutes les opérations de transfert en espèces ou en nature entre des Administrations publiques nationales et des Administrations publiques du reste du monde ou des organisations internationales, autres que les aides à l'investissement et les autres transferts en capital.

Les transferts courants divers comprennent les transferts aux ISBLSM, les transferts entre ménages ainsi que d'autres transferts courants :

- les transferts courants aux ISBLSM comprennent toutes les contributions volontaires (autres que les legs), cotisations de membres, aides et subventions que les ISBLSM reçoivent des ménages (y compris les non-résidents) et, à titre secondaire, d'autres unités ;
- les transferts courants entre ménages sont des transferts courants en espèces ou en nature que des ménages résidents reçoivent ou effectuent à d'autres ménages résidents ou non-résidents. Il s'agit en particulier d'envois de fonds par des émigrants ou des travailleurs établis de façon durable à l'étranger (ou travaillant à l'étranger pour une durée d'au moins un an) aux membres de leur famille demeurant dans leur pays d'origine, ou encore par des parents à leurs enfants vivant dans un autre lieu.

Les prévisions au sujet de l'évolution des ressources propres de l'Union européenne sont basées sur les prévisions en matière de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du revenu national brut (RNB).

| Autres transferts courants | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 3 334 | 3 504 | 3 785 | 4 033 | 4 163 | 4 352 | |
| *Variation* | *-0,5%* | *+5,1%* | *+8,0%* | *+6,5%* | *+3,2%* | *+4,5%* | *+5,5%* |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 8,3% | 8,1% | 8,3% | 8,4% | 8,2% | 8,2% | |
| en % du PIB | 3,9% | 3,9% | 4,0% | 4,1% | 4,0% | 3,9% | |
| Administration centrale | 11 902 | 12 279 | 12 962 | 13 689 | 14 326 | 15 048 | |
| *Variation* | *+7,8%* | *+3,2%* | *+5,6%* | *+5,6%* | *+4,7%* | *+5,0%* | *+4,8%* |
| en % des dépenses totales de l'Admin. centrale | 41,0% | 39,8% | 39,8% | 40,3% | 40,2% | 40,2% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 29,5% | 28,4% | 28,4% | 28,5% | 28,4% | 28,2% | |
| en % du PIB | 13,8% | 13,7% | 13,7% | 13,7% | 13,6% | 13,6% | |
| Administrations locales | 218 | 211 | 189 | 189 | 189 | 189 | |
| *Variation* | *+14,0%* | *-3,5%* | *-10,4%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-2,9%* |
| en % des dépenses totales des Admin. locales | 4,6% | 4,2% | 3,7% | 3,5% | 3,4% | 3,3% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 0,5% | 0,5% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | |
| en % du PIB | 0,3% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | |
| Sécurité sociale | 512 | 535 | 618 | 675 | 691 | 726 | |
| *Variation* | *+4,6%* | *+4,6%* | *+15,5%* | *+9,1%* | *+2,4%* | *+5,0%* | *+7,2%* |
| en % des dépenses totales de la Sécurité sociale | 3,1% | 3,1% | 3,4% | 3,4% | 3,3% | 3,3% | |
| en % des dépenses totales des Admin. publiques | 1,3% | 1,2% | 1,4% | 1,4% | 1,4% | 1,4% | |
| en % du PIB | 0,6% | 0,6% | 0,7% | 0,7% | 0,7% | 0,7% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Comme la plupart de ces transferts de l'Administration centrale sont effectués vers la Sécurité sociale et vers les Administrations locales, les dépenses consolidées des Administrations publiques ne tiennent plus compte de ces transferts. C'est la raison pour laquelle le montant des Administrations publiques n'est pas simplement la somme des dépenses des sous-secteurs (voir annexe 5).

Au niveau de l'Administration centrale, la partie principale des dépenses de cette catégorie est constituée par la participation de l'État au financement de l'assurance-pension, de l'assurance-maladie et de l'assurance-dépendance. Une autre partie importante est représentée par les versements de la participation des communes au produit des principaux impôts de l'État au Fonds communal de dotation financière.

Le taux de progression moyen est de 4,8% pour la période de prévision. La progression en 2026 est majoritairement liée au financement des assurances maladie et pension, à la contribution au budget de l'UE ainsi qu'à la participation dans les frais relatifs à l'accueil et l'enfance.

Les « autres transferts courants » de l'Administration centrale hors transferts à la Sécurité sociale et hors transferts aux Administrations locales constituent la majeure partie des transferts des Administrations publiques consolidées.
Ces transferts sont constitués par :

- la coopération internationale courante ;
- les transferts aux pays de l'Union européenne ;
- les transferts à l'Union européenne ;
- les transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises et institutions financières ;
- les transferts aux ménages ;
- les transferts à l'enseignement privé ;
- les transferts aux institutions sans but lucratif au service des ménages.

La coopération internationale regroupe essentiellement des crédits en matière de :

- contributions aux missions de prévention et de gestion de crise ;
- coopération au développement : contribution à des institutions internationales autres que l'Union européenne ;
- coopération au développement : contributions volontaires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne ;
- subsides au titre de l'action humanitaire : aide d'urgence (…) ;
- dépenses en relation avec l'effort de défense.

L'essentiel de l'aide au développement est comptabilisé sous la catégorie « transferts en capital ».

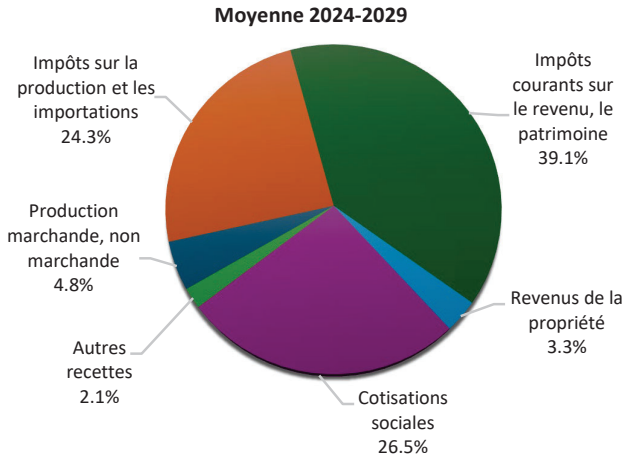
L'évolution des transferts aux pays de l'Union européenne est en partie imputable à l'estimation des accises à transférer à la Belgique dans le cadre des accises communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Il convient de rappeler dans ce cadre qu'une partie des recettes d'accises collectées au Luxembourg est transférée sans contrepartie à la Belgique.

Les transferts à l'Union européenne englobent les transferts en faveur du budget de l'UE reposant sur les ressources propres.

Les transferts aux ménages reprennent en majeure partie l'aide financière de l'État pour études supérieures sous forme de bourses d'études.

## 9. Recettes par catégories selon le SEC

*Répartition des recettes des Administrations publiques en % des recettes totales*




Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine (39,1%), les impôts sur la production et les importations (24,3%) ainsi que les cotisations sociales (26,5%) constituent les principales sources de financement des Administrations publiques. À l'instar des catégories de dépenses, la répartition des recettes par grandes catégories demeure relativement stable tout au long de la période de prévision.

### *9.a. Impôts sur la production et les importations*

Les impôts sur la production et les importations comprennent globalement les impôts indirects, c'est-à-dire, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les droits d'accises, les droits d'enregistrement, la taxe sur les assurances et la taxe d'abonnement.

Il s'agit de versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les Administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne. Ces prélèvements s'appliquent à la production et à l'importation de biens et de services, à l'emploi de main-d'œuvre, ainsi qu'à la propriété ou à l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs, destinés à la production. Ils sont exigibles indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation et du montant des bénéfices générés.

Les impôts sur la production et les importations contiennent les sous-catégories suivantes :

- les impôts sur les produits ;
- les taxes du type TVA ;
- les impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations ;
- les autres impôts sur la production.

Les impôts sur les produits sont des impôts dus pour chaque unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils peuvent prendre la forme d'un montant fixe par unité ou être calculés en pourcentage du prix unitaire ou de la valeur du produit. Sauf disposition spécifique contraire, tout impôt appliqué à un produit relève de cette catégorie, quel que soit le type d'unité institutionnelle qui en est redevable.

Par « taxes du type TVA », on entend des impôts sur les biens et services, collectés par étapes par les entreprises tout au long du processus de production et de distribution, mais entièrement supportés, en dernier ressort, par l'acheteur final. Cette rubrique inclut la taxe sur la valeur ajoutée perçue par le secteur des Administrations publiques sur les produits fabriqués localement ou importés, ainsi que les autres taxes déductibles appliquées selon des modalités analogues à celles de la TVA. Conformément au système européen des comptes (SEC), l'ensemble de la TVA collectée au Luxembourg doit être comptabilisé en recette, même si une partie est versée aux communes ou à l'Union européenne. Ces transferts apparaissent en tant que dépenses. Il convient également d'inclure les recettes de TVA perçues par le Fonds du rail.

Suivant les règles du SEC, les recettes liées à l'activité économique d'une année donnée doivent être comptabilisées au titre de cette même année. Il peut ainsi arriver qu'une partie des recettes de TVA collectées au cours d'une année *n* soit, *a posteriori,* rattachée à des années antérieures.

Les impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations, sont des impôts sur les biens et services produits par les entreprises résidentes qui sont dus sur la production, l'exportation, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et de services ou sur l'utilisation de ceux-ci à des fins de consommation finale pour compte propre ou de formation de capital pour compte propre.

Les autres impôts sur la production englobent tous les impôts que les entreprises supportent du fait de leurs activités de production, indépendamment de la quantité ou de la valeur des biens et des services produits ou vendus.

| Impôts sur la production et les importations | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 9 778 | 10 295 | 11 022 | 11 547 | 12 079 | 12 613 | |
| *Variation* | *+7,6%* | *+5,3%* | *+7,1%* | *+4,8%* | *+4,6%* | *+4,4%* | *+5,2%* |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 23,8% | 24,2% | 24,4% | 24,4% | 24,4% | 24,2% | |
| en % du PIB | 11,3% | 11,5% | 11,7% | 11,6% | 11,5% | 11,4% | |
| Administration centrale | 9 718 | 10 319 | 10 944 | 11 469 | 12 001 | 12 535 | |
| *Variation* | *+9,2%* | *+6,2%* | *+6,1%* | *+4,8%* | *+4,6%* | *+4,5%* | *+5,2%* |
| en % des recettes totales de l'Admin. centrale | 33,7% | 34,8% | 35,2% | 35,3% | 35,1% | 34,9% | |
| en % des recettes totales des Admin. Publiques | 23,6% | 24,3% | 24,2% | 24,3% | 24,2% | 24,1% | |
| en % du PIB | 11,3% | 11,5% | 11,6% | 11,5% | 11,4% | 11,3% | |
| Administrations locales | 60 | 65 | 78 | 78 | 78 | 78 | |
| *Variation* | *-16,3%* | *+8,7%* | *+19,8%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+5,4%* |
| en % des recettes totales des Admin. locales | 1,3% | 1,3% | 1,5% | 1,4% | 1,4% | 1,3% | |
| en % des recettes totales des Admin. Publiques | 0,1% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,1% | |
| en % du PIB | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| Sécurité sociale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| *Variation* | - | - | - | - | - | - | *+0,0%* |
| en % des recettes totales de la Sécurité sociale | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les recettes issues des impôts sur la production et les importations constituent principalement des ressources de l'Administration centrale. Leur évolution moyenne s'établirait à +5,2% entre 2024 et 2029.

L'année 2024 a enregistré une bonne performance dans cette catégorie d'impôts (+9,2%), suivie de deux années de forte progression, supérieure à 6%. L'évolution positive en 2025 s'explique par la hausse des recettes de TVA et des accises sur les cigarettes.

Le regain anticipé de la croissance économique et du marché immobilier bénéficierait aux recettes de TVA et de droits d'enregistrement et expliquerait la dynamique de cette catégorie de recettes en 2026.

*9.b. Impôts courants sur le revenu, le patrimoine*

Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., regroupent tous les versements obligatoires, sans contrepartie, effectués en espèces ou en nature, prélevés périodiquement par les Administrations publiques et par le reste du monde sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles, ainsi que certains impôts périodiques qui ne reposent ni sur le revenu ni sur le patrimoine.

Les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., se décomposent en :

- impôts sur le revenu ;
- autres impôts courants.

Les impôts sur le revenu sont des prélèvements appliqués aux revenus, bénéfices et gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou estimés des personnes physiques, des ménages, des sociétés et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Ils comprennent les impôts sur le patrimoine (terrains, immeubles, etc.) lorsque ceux-ci servent de base à l'estimation du revenu de leurs propriétaires.

Les autres impôts courants comprennent :

- les impôts courants sur le capital ;
- les impôts de capitation dont les montants sont fixés par adulte ou par ménage indépendamment du revenu ou du patrimoine ;
- les impôts sur la dépense, fondés sur la dépense totale de la personne physique ou du ménage ;
- les taxes acquittées par les ménages pour la détention ou l'utilisation de véhicules, bateaux ou avions à des fins non productives, l'obtention de permis de tir, de chasse ou de pêche à des fins récréatives, etc. ;
- les impôts sur les transactions internationales.

| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 16 468 | 16 501 | 17 471 | 18 325 | 19 337 | 20 430 | |
| *Variation* | *+15,1%* | *+0,2%* | *+5,9%* | *+4,9%* | *+5,5%* | *+5,7%* | *+4,4%* |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 40,0% | 38,8% | 38,7% | 38,8% | 39,0% | 39,3% | |
| en % du PIB | 19,1% | 18,4% | 18,5% | 18,4% | 18,4% | 18,4% | |
| Administration centrale | 14 827 | 15 105 | 15 757 | 16 548 | 17 497 | 18 527 | |
| *Variation* | *+14,0%* | *+1,9%* | *+4,3%* | *+5,0%* | *+5,7%* | *+5,9%* | *+4,6%* |
| en % des recettes totales de l'Admin. centrale | 51,4% | 51,0% | 50,7% | 50,9% | 51,2% | 51,6% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 36,0% | 35,6% | 34,9% | 35,0% | 35,3% | 35,6% | |
| en % du PIB | 17,2% | 16,9% | 16,7% | 16,6% | 16,6% | 16,7% | |
| Administrations locales | 1 640 | 1 507 | 1 714 | 1 777 | 1 840 | 1 904 | |
| *Variation* | *+25,9%* | *-8,1%* | *+13,8%* | *+3,7%* | *+3,5%* | *+3,4%* | *+3,0%* |
| en % des recettes totales des Admin. locales | 34,3% | 31,1% | 33,1% | 32,5% | 32,5% | 32,2% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 4,0% | 3,5% | 3,8% | 3,8% | 3,7% | 3,7% | |
| en % du PIB | 1,9% | 1,7% | 1,8% | 1,8% | 1,8% | 1,7% | |

| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Sécurité sociale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| *Variation* | - | - | - | - | - | - | *+0,0%* |
| en % des recettes totales de la Sécurité sociale | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Le taux de croissance moyen annuel de ces recettes s'établit à +4,6% sur la période de projection. En 2024, ces recettes connaissent une progression exceptionnelle de +14%, en raison des performances de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt sur le revenu des capitaux. L'évolution de 2025 est plus faible due à cet effet de base de 2024 et au déchet fiscal engendré par les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises (*Entlaaschtungs-Pak*). En 2026, la progression serait de +4,3%. Les prévisions du STATEC prévoient en effet une augmentation du taux d'emploi, qui aurait un effet positif sur l'impôt sur les traitements et salaires. L'introduction d'un impôt minimum Pilier 2 contribue également à l'évolution positive (+80 millions d'euros).

### *9.c. Cotisations sociales*

| Cotisations sociales | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 10 440 | 11 212 | 12 040 | 12 665 | 13 307 | 13 962 | |
| *Variation* | *+2,0%* | *+7,4%* | *+7,4%* | *+5,2%* | *+5,1%* | *+4,9%* | *+6,0%* |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 25,4% | 26,4% | 26,7% | 26,8% | 26,8% | 26,8% | |
| en % du PIB | 12,1% | 12,5% | 12,8% | 12,7% | 12,7% | 12,6% | |
| Administration centrale | 1 348 | 1 396 | 1 429 | 1 492 | 1 587 | 1 658 | |
| *Variation* | *+7,0%* | *+3,5%* | *+2,3%* | *+4,4%* | *+6,4%* | *+4,5%* | *+4,2%* |
| en % des recettes totales de l'Admin. centrale | 4,7% | 4,7% | 4,6% | 4,6% | 4,6% | 4,6% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 3,3% | 3,3% | 3,2% | 3,2% | 3,2% | 3,2% | |
| en % du PIB | 1,6% | 1,6% | 1,5% | 1,5% | 1,5% | 1,5% | |
| Administrations locales | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | |
| *Variation* | *+0,8%* | *+4,9%* | *+2,2%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+1,4%* |
| en % des recettes totales des Admin. locales | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| en % du PIB | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 9 088 | 9 812 | 10 607 | 11 169 | 11 716 | 12 299 | |
| *Variation* | *+1,4%* | *+8,0%* | *+8,1%* | *+5,3%* | *+4,9%* | *+5,0%* | *+6,2%* |
| en % des recettes totales de la Sécurité sociale | 52,8% | 54,4% | 54,7% | 54,7% | 54,6% | 54,7% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 22,1% | 23,1% | 23,5% | 23,6% | 23,6% | 23,6% | |
| en % du PIB | 10,5% | 10,9% | 11,2% | 11,2% | 11,1% | 11,1% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Les cotisations sociales sont influencées par l'évolution de l'emploi et des salaires. Leur indexation au mois de mai explique donc en partie la forte hausse de 2025. La progression de 2026 résulte également de la hausse du taux de cotisation à l'assurance pension.

Les cotisations sociales nettes correspondent aux cotisations, effectives ou imputées, versées par les ménages aux régimes d'assurance sociale en contrepartie du droit à des prestations sociales. Leur calcul repose sur une combinaison de plusieurs éléments : d'une part, les cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs ; d'autre part, celles à la charge des ménages, auxquelles s'ajoutent les éventuels suppléments. De ce total, on soustrait le service des régimes d'assurance sociale, afin d'obtenir le montant net des cotisations.

### *9.d. Revenus de la propriété*

| Revenus de la propriété | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Variation moyenne 24-29 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Administrations publiques | 1 602 | 1 492 | 1 413 | 1 450 | 1 483 | 1 515 | |
| *Variation* | *+27,9%* | *-6,8%* | *-5,3%* | *+2,6%* | *+2,3%* | *+2,2%* | *-1,1%* |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 3,9% | 3,5% | 3,1% | 3,1% | 3,0% | 2,9% | |
| en % du PIB | 1,9% | 1,7% | 1,5% | 1,5% | 1,4% | 1,4% | |
| Administration centrale | 721 | 623 | 656 | 679 | 697 | 715 | |
| *Variation* | *+26,8%* | *-13,6%* | *+5,3%* | *+3,5%* | *+2,6%* | *+2,7%* | *-0,2%* |
| en % des recettes totales de l'Admin. centrale | 2,5% | 2,1% | 2,1% | 2,1% | 2,0% | 2,0% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 1,8% | 1,5% | 1,5% | 1,4% | 1,4% | 1,4% | |
| en % du PIB | 0,8% | 0,7% | 0,7% | 0,7% | 0,7% | 0,6% | |
| Administrations locales | 143 | 117 | 42 | 42 | 42 | 42 | |
| *Variation* | *+62,8%* | *-18,6%* | *-64,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *+0,0%* | *-21,8%* |
| en % des recettes totales des Admin. locales | 3,0% | 2,4% | 0,8% | 0,8% | 0,7% | 0,7% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 0,3% | 0,3% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,1% | |
| en % du PIB | 0,2% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Sécurité sociale | 738 | 753 | 725 | 739 | 754 | 768 | |
| *Variation* | *+23,8%* | *+2,1%* | *-3,8%* | *+2,0%* | *+2,1%* | *+1,8%* | *+0,8%* |
| en % des recettes totales de la Sécurité sociale | 4,3% | 4,2% | 3,7% | 3,6% | 3,5% | 3,4% | |
| en % des recettes totales des Admin. publiques | 1,8% | 1,8% | 1,6% | 1,6% | 1,5% | 1,5% | |
| en % du PIB | 0,9% | 0,8% | 0,8% | 0,7% | 0,7% | 0,7% | |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

Après une année 2024 exceptionnelle, les revenus de la propriété devraient connaître une baisse en 2025 et se maintenir à un niveau inférieur tout au long de la période suivante.

Les revenus de la propriété sont les revenus que perçoivent les propriétaires d'actifs financiers et d'actifs naturels quand ils les mettent à la disposition d'autres unités institutionnelles. Les revenus à payer pour l'utilisation d'un actif financier sont appelés « revenus d'investissements », alors que ceux à payer pour un actif naturel sont appelés « loyers ». Les revenus de la propriété correspondent à la somme des revenus d'investissements et des loyers.

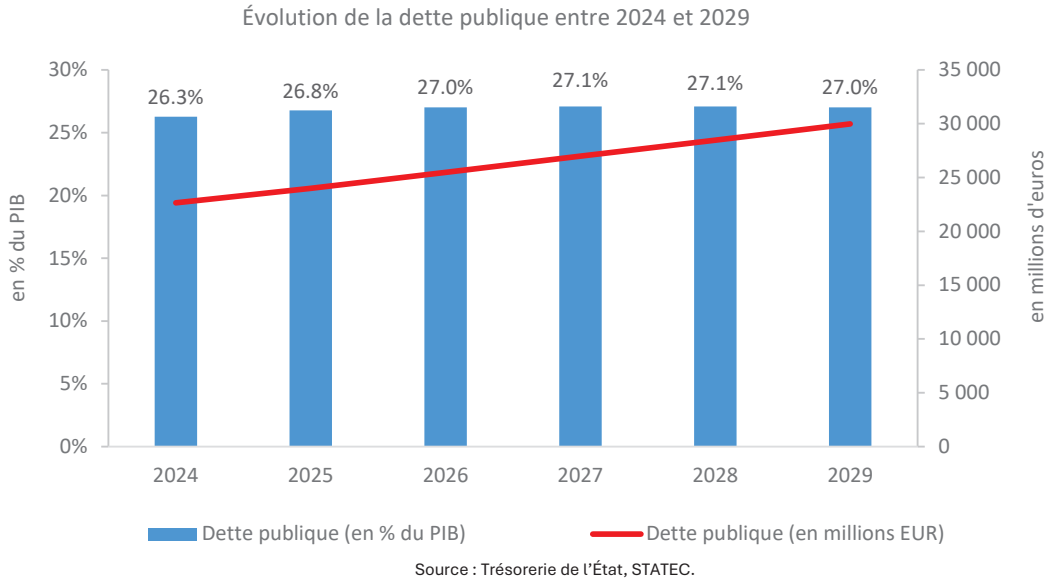
Ces revenus de la propriété regroupent :

- les intérêts ;
- les revenus distribués des sociétés :
  1. les dividendes ;
  2. les prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés :
     - les bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers ;
     - les autres revenus d'investissements ;
  3. les revenus d'investissements attribués aux assurés ;
  4. les revenus d'investissements à payer sur des droits à pension ;
  5. les revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement ;
- les loyers.

## 10. Évolution de la dette publique

L'année 2024 s'est clôturée avec un taux d'endettement de 26,3% du PIB, inférieur aux prévisions de 27,5% établies dans le cadre du projet de loi de programmation financière pluriannuelle 2024-2028. À la fin de l'exercice 2025 la dette publique du Luxembourg devrait s'élever à près de 24 milliards d'euros, soit 26,8% du PIB.

Suivant les prévisions établies dans la programmation financière pluriannuelle, la dette publique devrait augmenter légèrement en 2026 à 27,0% du PIB, se stabiliser à 27,1% du PIB en 2027 et 2028, avant de diminuer légèrement à 27,0% du PIB à la fin de la période sous revue.




Source : Trésorerie de l'État, STATEC.

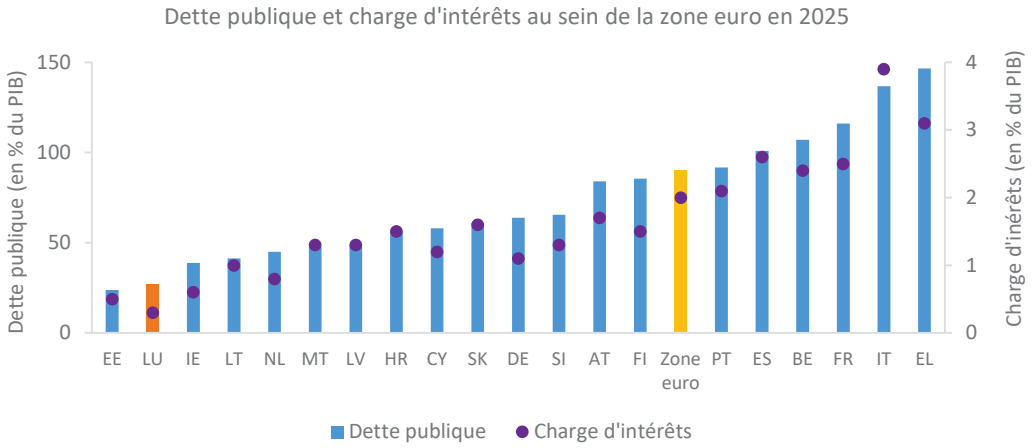
Au cours des dernières années, le niveau de la dette publique a été affecté par la mise en œuvre de plusieurs paquets de mesures (*Energiedësch*, *Solidaritéitspak 1.0, 2.0 et 3.0*) qui ont eu un impact sur le solde de l'administration centrale, augmentant ainsi le besoin de financement du pays.

Les mesures adoptées en février 2024 et prolongées jusqu'à juin 2025 pour relancer le secteur de la construction immobilière, ainsi que le paquet fiscal *Entlaaschtungs-Pak* annoncé en juillet 2024, visant à renforcer le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises, ont continué à peser sur les finances publiques en 2025.

Dès son entrée en fonction, le Gouvernement a manifesté sa volonté de garantir une évolution soutenable des finances publiques et a ainsi effectué des efforts conséquents afin de réduire de manière considérable l'évolution des dépenses, en particulier celles de l'Administration centrale, et d'assurer que le rythme de croissance de celles-ci reste inférieur à celui des recettes. Cette volonté s'est reflétée dans l'évolution des soldes budgétaires de l'Administration centrale en 2024.

Dans un contexte macroéconomique morose lié aux incertitudes géopolitiques et au ralentissement de la croissance, les dépenses progressent, notamment en vue de la hausse de l'effort de défense prévue dans le cadre des engagements internationaux pris. Alors que la lutte contre la pauvreté, l'accès au logement et le maintien du pouvoir d'achat restent des priorités constantes du Gouvernement, les mesures mises en place continueront d'affecter l'évolution des dépenses au cours des années à venir. Bien que la dette continue d'augmenter en termes absolus, cette progression resterait maîtrisée et son évolution relative au PIB tendrait à se stabiliser à 27,1% du PIB dès 2027 et à diminuer légèrement à 27,0% en 2029.

En 2025, le Luxembourg figure parmi les pays affichant les taux d'endettement les plus bas en zone euro, avec une dette publique nettement inférieure à la valeur de référence du Pacte de stabilité et de croissance de 60% du PIB.




Source : Trésorerie de l'État, STATEC.

La charge d'intérêts augmente en termes absolus principalement par le refinancement de la dette publique à des taux d'intérêt sur les obligations souveraines plus élevés que ceux observés au cours de la dernière décennie. En 2025, le Luxembourg était le pays de l'Union européenne dont la charge d'intérêts était la plus faible (0,3% du PIB). La notation « AAA » est essentielle, car elle permet au Luxembourg de se financer sur les marchés à des taux plus avantageux, comme cela a été confirmé lors du dernier placement de l'émission obligataire de 2,5 milliards d'euros en septembre 2025.

En vertu du système européen de comptabilité SEC 2010, il y a également lieu de rappeler que la dette publique, telle qu'affichée ci-avant, représente la dette consolidée de l'Administration centrale, des Administrations locales ainsi que de la Sécurité sociale. La dette de l'Administration centrale regroupe, quant à elle, l'endettement de l'État central et celui des établissements publics sous sa tutelle. Y sont également imputées les garanties accordées par l'État dans le cadre des partenariats publics-privés (PPP) (loi de garantie) et des dettes émises par le Fonds européen de stabilité financière (EFSF).

Le tableau ci-après retrace l'évolution prévisible de la dette publique ainsi que de ses différentes composantes entre 2024 et 2029 :

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Dette publique brute (en millions d'euros)** | 22 649 | 23 990 | 25 480 | 26 980 | 28 480 | 29 980 |
| **% du PIB**..... | 26,3 | 26,8 | 27,0 | 27,1 | 27,1 | 27,0 |
| **Dette publique totale par sous-secteur (en millions d'euros)** | | | | | | |
| **- Administration centrale**..... | 21 060 | 22 181 | 23 671 | 25 171 | 26 671 | 28 171 |
| *État central*..... | 19 309 | 20 266 | 21 756 | 23 256 | 24 756 | 26 256 |
| *Établissements publics*..... | 368 | 485 | 485 | 485 | 485 | 485 |
| *PPP*..... | 533 | 573 | 573 | 573 | 573 | 573 |
| *EFSF*..... | 497 | 495 | 495 | 495 | 495 | 495 |
| *Autres*..... | 354 | 362 | 362 | 362 | 362 | 362 |
| **- Administrations locales**..... | 1 485 | 1 702 | 1 702 | 1 702 | 1 702 | 1 702 |
| **- Sécurité sociale**..... | 103 | 108 | 108 | 108 | 108 | 108 |

*Hypothèses admises dans la prévision de la dette publique*

Les prévisions concernant l'évolution de la dette publique sur la période 2026-2029 reposent sur une imputation mécanique des déficits prévisionnels à partir de 2026 au niveau de l'Administration centrale. Il est important de préciser que ces prévisions tiennent compte à la fois des liquidités disponibles, des opérations de refinancement de la dette et des pratiques du marché.

Les composantes autres que l'État central, les PPP et les établissements publics sont maintenues à leur niveau de 2025 tout au long de la période 2026 à 2029 et la trajectoire de la dette suppose l'absence de recettes ou de dépenses liées à des cessions ou des prises de participations par l'État.

Afin de mieux appréhender la situation financière du secteur public dans sa globalité, il convient également de considérer les « actifs » financiers détenus par les Administrations publiques, et ce par analogie aux « passifs » décrits ci-avant.

Comme la Sécurité sociale demeure excédentaire au titre de la période considérée, ses excédents continuent à être affectés au Fonds de compensation. Au 31 décembre 2024, la réserve de compensation du régime général d'assurance pension, y inclus le fonds de roulement, a atteint environ 30,7 milliards d'euros, soit 34,2% du PIB. S'y ajoutent les participations détenues par l'État, dont celles dans des sociétés cotées en bourse d'une valeur d'environ 1,6 milliards d'euros soit 1,7% du PIB (au 31.08.2025) et les avoirs de 763,7 millions d'euros soit 0,9% du PIB (au 30.06.2025) du Fonds souverain intergénérationnel.

## 11. Analyse de sensibilité et risques

La présente analyse de sensibilité permet de visualiser des trajectoires alternatives pour les finances publiques selon différentes simulations techniques.

La première partie de cette analyse présente les résultats obtenus sur base de deux scénarios hypothétiques dont l'un repose sur une évolution plus favorable de la croissance du PIB (SC1 dans le tableau) tandis que l'autre repose sur une évolution plus défavorable (SC2). Le choc est appliqué à partir de l'année 2025.

La deuxième partie de l'analyse de sensibilité évalue l'impact d'une hausse ainsi que d'une baisse additionnelle des taux d'intérêt de l'ordre de 100 points de base (SC3 et SC4) par rapport à l'évolution des taux retenus dans le scénario de référence. Ce choc est appliqué à partir de l'année 2026, les taux d'intérêt étant supposés stables en 2025, contrairement au PIB dont des déviations de la trajectoire prévue sont jugées plus plausibles dès cette année.

L'effet de ces chocs sur les variables macroéconomiques en question a été calculé par le STATEC, ainsi que l'effet secondaire sur les finances publiques. Pour les simulations ci-dessous, l'écart relatif des recettes et des dépenses publiques par rapport au scénario de référence a été appliqué aux prévisions des recettes et des dépenses prévus dans ce projet de budget afin d'obtenir l'effet sur le solde public.

### *11.a. Simulation de scénarios du taux de croissance*

<u>Le scénario défavorable</u>

Le scénario défavorable repose sur l'application d'un choc permanent de -0,5 point de pourcentage à la croissance du Luxembourg pendant les années 2025-2029.

Selon cet exercice théorique, le marché du travail se détériorerait par rapport au scénario central et atteindrait un taux de chômage de 5,4% en 2029. La création d'emplois devrait continuer à progresser, mais demeurerait inférieure au scénario central.

Le choc négatif se répercuterait également sur les finances publiques. De ce fait, le solde des Administrations publiques se situerait à -0,9% du PIB en 2026 par rapport à -0,4% du PIB dans le scénario central. En 2028, le déficit se creuserait à -2,0% du PIB et atteindrait -2,6% du PIB en 2029.

La dette publique augmenterait plus rapidement dans le scénario défavorable, l'endettement public passant à 30,5% du PIB en 2029, contre 27,0% du PIB dans le scénario central.

Le scénario favorable

Un choc positif et permanent du même ordre de grandeur (+0,5 point de pourcentage) que celui du scénario défavorable est appliqué sur la croissance du Luxembourg.

Au cours des années 2026-2029, l'activité sur le marché du travail rebondirait, entraînant une croissance de la création d'emplois. De même, le taux de chômage diminuerait progressivement au fil des années pour atteindre un niveau de 4,8% en 2029.

Les Administrations publiques, quant à elles, afficheraient un solde légèrement positif en 2026 qui resterait quasi constant au cours des années pour s'améliorer légèrement pour atteindre un solde de +0,2% du PIB en 2029.

Grâce à l'évolution économique plus favorable, le ratio d'endettement resterait inférieur à celui du scénario central. Vu le solde positif des Administrations publiques dès 2026, la dette publique baisserait progressivement pour atteindre un niveau de 23,8% du PIB en 2029.

*Projections macroéconomiques*

| | 2025 | 2026 | | | 2027 | | | 2028 | | | 2029 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **base** | SC1 | **central** | SC2 | SC1 | **central** | SC2 | SC1 | **central** | SC2 | SC1 | **central** | SC2 |
| PIB réel zone Euro (variation en %) | **0,8** | 0,5 | **1,0** | 1,5 | 1,0 | **1,7** | 2,3 | 0,9 | **1,8** | 2,6 | 0,6 | **1,5** | 2,4 |
| PIB réel (variation en %) | **1,0** | 1,5 | **2,0** | 2,5 | 1,8 | **2,3** | 2,8 | 1,8 | **2,3** | 2,8 | 1,8 | **2,4** | 2,9 |
| PIB nominal (variation en %) | **4,0** | 4,5 | **5,2** | 5,9 | 4,8 | **5,6** | 6,4 | 4,7 | **5,6** | 6,4 | 4,7 | **5,6** | 6,4 |
| Emploi total intérieur (variation en %) | **1,0** | 1,2 | **1,5** | 1,8 | 1,4 | **1,7** | 2,0 | 1,5 | **1,8** | 2,2 | 1,5 | **1,9** | 2,3 |
| Taux de chômage (en %) (déf. ADEM) | **6,0** | 6,1 | **5,9** | 5,8 | 6,0 | **5,7** | 5,5 | 5,7 | **5,4** | 5,1 | 5,4 | **5,1** | 4,8 |
| Eurostoxx (variation en %) | **4,6** | -1,9 | **-0,1** | 1,5 | 1,5 | **3,3** | 5,0 | 0,4 | **2,4** | 4,2 | 0,5 | **2,3** | 4,0 |

*Finances publiques*

**Administrations publiques**

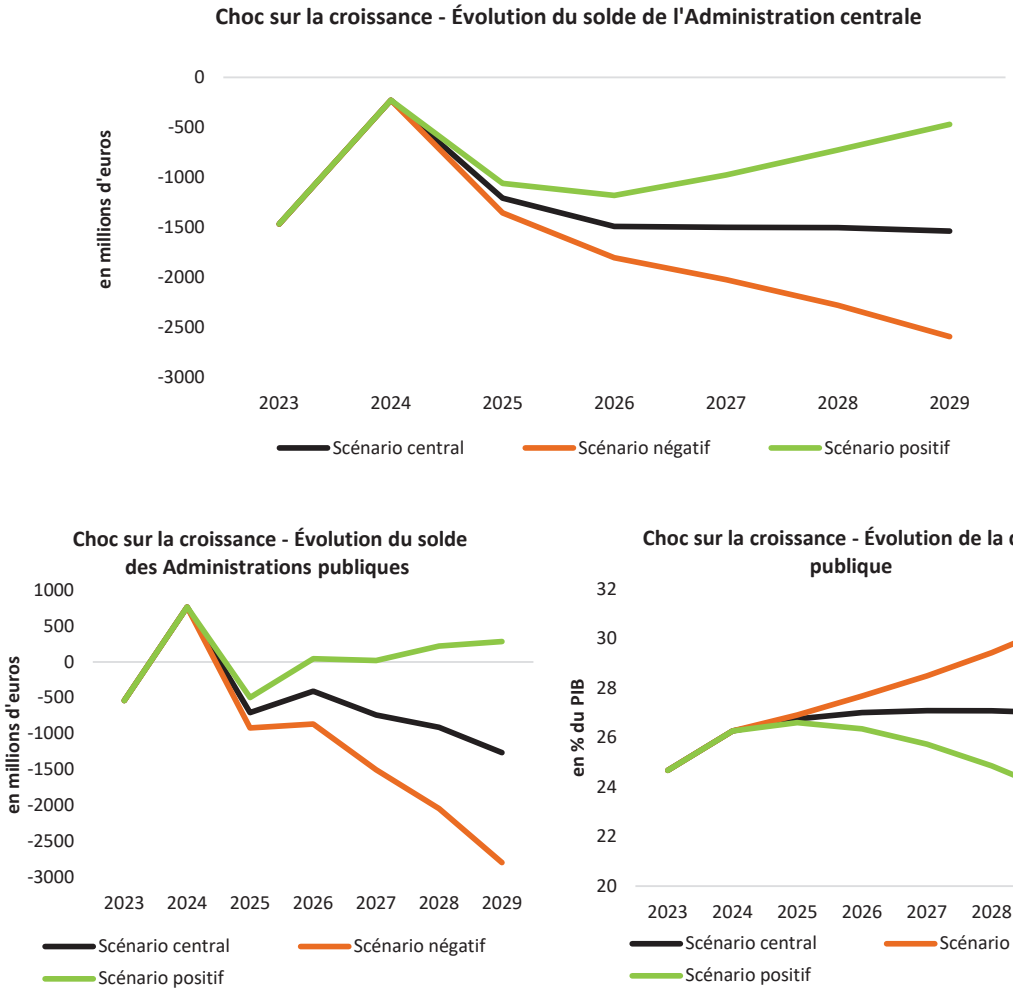
| | 2025 | 2026 | | | 2027 | | | 2028 | | | 2029 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **base** | SC1 | **central** | SC2 | SC1 | **central** | SC2 | SC1 | **central** | SC2 | SC1 | **central** | SC2 |
| Solde nominal (en mio euros) | **-706** | -864 | **-408** | 47 | -1 505 | **-741** | 22 | -2 043 | **-913** | 221 | -2 797 | **-1 264** | 285 |
| Solde nominal (en % du PIB) | **-0,8** | -0,9 | **-0,4** | 0,0 | -1,5 | **-0,7** | 0,0 | -2,0 | **-0,9** | 0,2 | -2,6 | **-1,1** | 0,2 |
| Solde structurel (en % du PIB) | **0,8** | 0,4 | **0,8** | 1,2 | -0,6 | **0,1** | 0,6 | -1,3 | **-0,3** | 0,6 | -2,3 | **-0,9** | 0,5 |

**Administration centrale**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Solde nominal (en mio d'euros) | **-1 206** | -1 803 | **-1 489** | -1 178 | -2 021 | **-1 498** | -976 | -2 276 | **-1 501** | -724 | -2 589 | **-1 535** | -471 |
| Solde nominal (en % du PIB) | **-1,3** | -1,9 | **-1,6** | -1,2 | -2,1 | **-1,5** | -1,0 | -2,2 | **-1,4** | -0,7 | -2,4 | **-1,4** | -0,4 |

**Dette publique**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette publique (en mio d'euros) | **23 990** | 25 793 | **25 480** | 25 168 | 27 814 | **26 980** | 26 144 | 30 090 | **28 480** | 26 867 | 32 679 | **29 980** | 27 338 |
| Dette publique (en % du PIB) | **26,8** | 27,7 | **27,0** | 26,4 | 28,5 | **27,1** | 25,7 | 29,4 | **27,1** | 24,9 | 30,5 | **27,0** | 23,8 |




Sources : STATEC, calculs IGF.

*11.b. Simulation de scénarios du taux d'intérêt à court terme*

<u>Simulation d'une hausse supplémentaire des taux d'intérêt</u>

Une hausse hypothétique supplémentaire des taux d'intérêt à court terme de 100 points de base par rapport à la trajectoire prévue dans le scénario central aurait un impact significatif sur la croissance, surtout en 2026 et 2027. Cette dernière s'établirait à 1,2% en 2026, contre 2,0% dans le scénario central. La croissance de l'activité économique nationale rebondirait à 2,4% en 2028 avant de s'établir à 2,5% en 2029.

Quant au marché du travail, le choc sur les taux aurait également un impact négatif sur la création d'emplois qui, au cours des années 2026-2027, se situerait légèrement en dessous des prévisions du scénario de base. Par analogie, le taux de chômage se situerait légèrement au-dessus de la trajectoire du scénario central durant ces mêmes années.

La hausse additionnelle des taux aurait également un impact négatif sur les soldes budgétaires par rapport au scénario central. Le déficit se creuserait légèrement et passerait de -0,7% en 2026 à -1,6% en 2029.

L'endettement public augmenterait à 27,6% du PIB en 2026, avant d'atteindre un niveau de 28,9% du PIB à la fin de la période sous revue.

Simulation d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt

Une baisse de 100 points de base est appliquée au taux d'intérêt à court terme. Cet exercice théorique aurait un impact positif sur la croissance économique du pays et le marché du travail.

Le PIB augmenterait de presque 1 p.p. en 2026 et de 0,5 p.p. en 2027. Après cette période, le PIB convergerait vers le scénario central. Au niveau du marché du travail, le taux de chômage resterait légèrement en dessous du scénario central et diminuerait progressivement jusqu'à atteindre 5,0% en 2029.

Cet effet positif se répercuterait également sur les finances publiques. Le solde des Administrations publiques atteindrait un solde presque équilibré en 2026, soit -0,1% du PIB, mais se dégraderait en 2028 pour atteindre -0,6% du PIB en 2029.

Par analogie, la croissance de la dette publique serait freinée et baisserait légèrement au cours des années pour atteindre 25,2% du PIB en 2029.

*Projections macroéconomiques*

| | 2025 | 2026 | | | 2027 | | | 2028 | | | 2029 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **base** | SC3 | **central** | SC4 | SC3 | **central** | SC4 | SC3 | **central** | SC4 | SC3 | **central** | SC4 |
| Taux d'intérêt court terme (%) | **2,2** | 3,1 | **2,1** | 1,1 | 3,1 | **2,1** | 1,1 | 3,1 | **2,1** | 1,1 | 3,1 | **2,1** | 1,1 |
| Taux d'intérêt long terme (%) | **3,3** | 3,8 | **3,4** | 3,0 | 4,0 | **3,5** | 3,0 | 4,2 | **3,5** | 2,8 | 4,3 | **3,5** | 2,6 |
| PIB reel (variation en %) | **1,0** | 1,2 | **2,0** | 2,9 | 1,9 | **2,3** | 2,8 | 2,4 | **2,3** | 2,2 | 2,5 | **2,4** | 2,2 |
| Emploi total intérieur (variation en %) | **1,0** | 1,2 | **1,5** | 1,8 | 1,4 | **1,7** | 2,0 | 1,7 | **1,8** | 2,0 | 1,9 | **1,9** | 2,0 |
| Taux de chômage (en %) (déf. ADEM) | **6,0** | 6,0 | **5,9** | 5,9 | 5,8 | **5,7** | 5,6 | 5,4 | **5,4** | 5,3 | 5,1 | **5,1** | 5,0 |
| Eurostoxx (variation en %) | **4,6** | -0,1 | **-0,1** | -0,1 | 0,1 | **3,3** | 6,6 | 2,1 | **2,4** | 2,7 | 2,2 | **2,3** | 2,5 |

*Finances publiques*

**Administrations publiques**

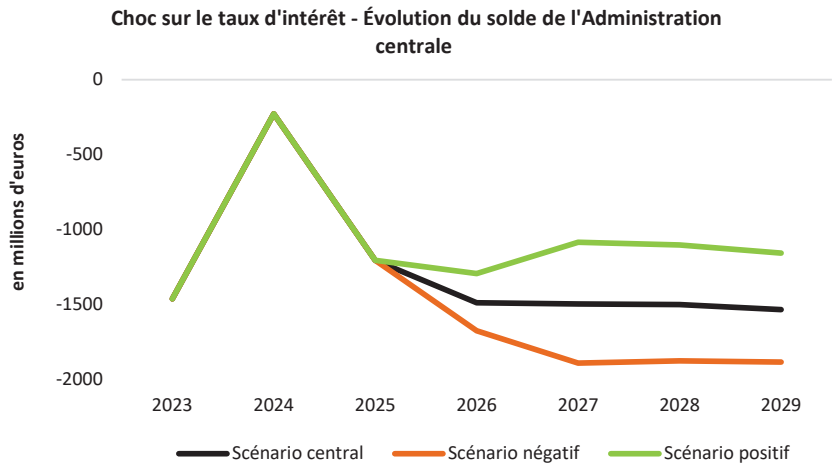
| | 2025 | 2026 | | | 2027 | | | 2028 | | | 2029 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **base** | SC3 | **central** | SC4 | SC3 | **central** | SC4 | SC3 | **central** | SC4 | SC3 | **central** | SC4 |
| Solde nominal (en mio euros) | **-706** | -680 | **-408** | -125 | -1 315 | **-741** | -138 | -1 463 | **-913** | -332 | -1 773 | **-1 264** | -716 |
| Solde nominal (en % du PIB) | **-0,8** | -0,7 | **-0,4** | -0,1 | -1,4 | **-0,7** | -0,1 | -1,4 | **-0,9** | -0,3 | -1,6 | **-1,1** | -0,6 |
| Solde structurel (en % du PIB) | **0,8** | 0,5 | **0,8** | 1,0 | -0,4 | **0,1** | 0,5 | -0,8 | **-0,3** | 0,1 | -1,3 | **-0,9** | -0,4 |

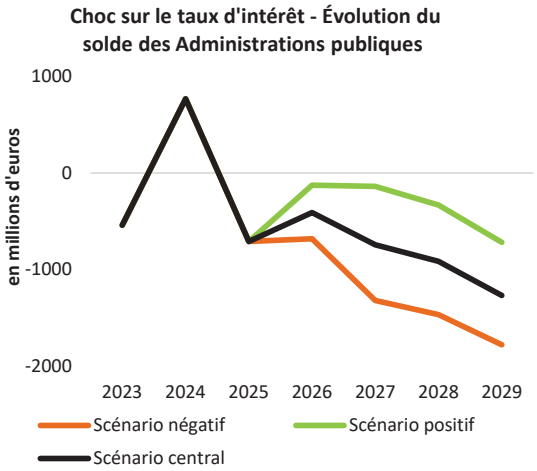
**Administration centrale**

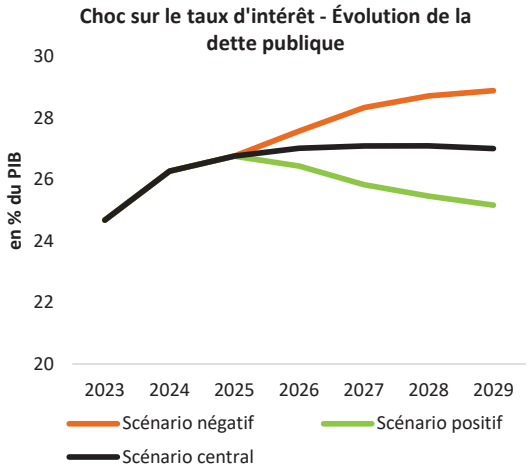
| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Solde nominal (en mio d'euros) | **-1 206** | -1 677 | **-1 489** | -1 295 | -1 892 | **-1 498** | -1 085 | -1 878 | **-1 501** | -1 103 | -1 885 | **-1 535** | -1 159 |
| Solde nominal (en % du PIB) | **-1,3** | -1,8 | **-1,6** | -1,4 | -1,9 | **-1,5** | -1,1 | -1,8 | **-1,4** | -1,0 | -1,7 | **-1,4** | -1,0 |

**Dette publique**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette publique (en moi d'euros) | **23 990** | 25 667 | **25 480** | 25 285 | 27 559 | **26 980** | 26 370 | 29 437 | **28 480** | 27 473 | 31 322 | **29 980** | 28 631 |
| Dette publique (en % du PIB) | **26,8** | 27,6 | **27,0** | 26,4 | 28,3 | **27,1** | 25,8 | 28,7 | **27,1** | 25,5 | 28,9 | **27,0** | 25,2 |




*Sources : STATEC, calculs IGF.*

*

Risques

Les prévisions budgétaires à moyen terme demeurent entourées d'un haut degré d'incertitude, en raison notamment d'un environnement macroéconomique encore instable et vulnérable, marqué par des tensions géopolitiques et commerciales persistantes.

Les institutions internationales telles que le FMI ou l'OCDE encouragent les gouvernements à cartographier les risques budgétaires et à les publier afin d'améliorer la transparence. Cette partie a pour objectif d'identifier une série de risques, non exhaustive, dont la concrétisation pourrait entraîner des conséquences significatives sur les finances publiques. Il convient dès lors d'aborder ces projections budgétaires avec la prudence et les nuances requises.

À noter que cette partie sera étoffée à l'avenir au regard des nouvelles exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres de la Directive UE 2024/1265.

Dans le tableau ci-dessous sont énumérés les risques principaux sur les dépenses et les recettes publiques et leur impact direct sur le budget :

*Dépenses publiques*

| Catégorie | Risques identifiés | Impacts budgétaires directs |
|---|---|---|
| Choc économique | Hausse du chômage | Augmentation des dépenses des prestations de chômages |
| | Baisse de l'emploi | Augmentation des dépenses relatives aux mesures pour l'emploi |
| | Hausse de l'inflation et échelle mobile | Augmentation des dépenses de rémunérations et autres dépenses évoluant avec l'inflation |
| Difficulté méthodologique avec le PIB et le RNB | Révisions à la hausse du PIB et RNB | Augmentation des dépenses liées à des objectifs cibles (défense et coopération au développement) et contribution au budget de l'UE |
| Augmentation de la population et des frontaliers | Pression sur les infrastructures et le logement | Risque de devoir augmenter les investissements nécessaires |
| Réglementation et engagements européens | Non atteinte des objectifs climatiques et environnementaux | Pénalités financières |
| | Révision du règlement (UE) 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale | Augmentation des dépenses des prestations de chômages en particulier |
| | Proposition de décision du Conseil européen relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision (UE, EURATOM) 2020/2053. | Augmentation des transferts/ contributions budget UE |
| Engagements conditionnels nationaux | Appel aux garanties accordées | Augmentation des transferts en capital |
| Perte de la notation « AAA » | Augmentation des taux d'intérêt d'emprunt de l'État sur les marchés financiers | Hausse de la charge d'intérêt de la dette |

*Recettes publiques*

| Catégorie | Risques identifiés | Impacts budgétaires directs |
|---|---|---|
| Choc économique | Baisse de la croissance | Pression sur les recettes fiscales et cotisations sociales |
| | Hausse du chômage | |
| | Baisse de l'emploi | |
| | Baisse des taux d'intérêt | |
| | Volatilité des marchés financiers | |
| Évolution du secteur financier et autres secteur cycliques | Concentration des recettes issue de quelques secteurs | Forte volatilité des recettes fiscales |
| Réformes fiscales européennes et internationales | Révisions de la Directive relative à l'extension du système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE2 / ETS2) | Perte potentielle de recettes Vulnérabilité aux chocs externes |
| | Révisions de la Directive sur les accises du tabac (2011/64/UE) | |
| | Proposition de décision du Conseil européen relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision (UE, EURATOM) 2020/2053. | |
| | Proposition de Directive du Conseil européen relative à un cadre pour l'imposition des revenus des entreprises en Europe (BEFIT) | Perte d'attractivité pour les multinationales |
| Réforme fiscale nationale | Suppression des différentes classes d'impôt (Individualisation) | Perte potentielle de recettes |

## 12. Soutenabilité à long terme des finances publiques

Les finances publiques sont considérées comme soutenables à long terme si, à politique inchangée, les administrations publiques sont en mesure de couvrir leurs dépenses et d'honorer leurs engagements tout en assurant une stabilisation de la dette publique en proportion du PIB.

Chaque année, dans le cadre du *Debt Sustainability Monitor* publié par la Commission européenne, cette soutenabilité est évaluée à l'aide de deux indicateurs : l'indicateur S1 et l'indicateur S2[2].

L'indicateur S1 mesure l'effort budgétaire permettant de ramener la dette à 60% du PIB à l'horizon 2070. Exprimé en proportion du PIB, il intègre trois composantes : l'écart entre le niveau initial de la dette et le seuil de 60% du PIB, l'écart entre le solde structurel primaire initial et le solde structurel primaire requis pour stabiliser la dette à long terme, ainsi que le coût actualisé du vieillissement.

L'indicateur S2 mesure l'effort budgétaire permettant de stabiliser la dette sur un horizon infini. Il est également exprimé en % du PIB et se compose de l'écart entre le solde structurel primaire initial et le solde structurel primaire stabilisant la dette à long terme, ainsi que du coût actualisé du vieillissement.

Une catégorie de risque sur la soutenabilité budgétaire à long terme est alors attribuée à S1 et à S2 : si la valeur de ces indicateurs est inférieure à 2% du PIB, le risque est considéré comme faible ; au-dessus de 6% du PIB, le risque est considéré comme élevé. Entre ces deux valeurs, le risque est considéré comme moyen. Enfin, une catégorie de risque globale est déterminée. Elle correspond à la catégorie de risque attribuée à S2 puis augmentée d'un niveau, le cas échéant, si S1 possède une catégorie de risque supérieure.

| **Indicateur S2**<br>**(effort budgétaire requis en 2026 pour stabiliser la dette sur un horizon infini)** | **DSM 2024**<br>**Base** |
|---|---|
| **Indice global** (en % du PIB) | **7,3** |
| *dont* | |
| Situation budgétaire de départ | -0,5 |
| Coût du vieillissement | 7,8 |
| *dont Pensions* | *5,8* |
| *Soins de santé* | *0,9* |
| *Soins de longue durée* | *1,4* |
| *Éducation* | *-0,2* |
| **Solde structurel primaire requis lié à S2** | **8,4** |
| **Indicateur S1**<br>**(effort budgétaire requis en 2026 pour ramener la dette à 60% du PIB d'ici 2070)** | **DSM 2024**<br>**Base** |
| **Indice global** (en % du PIB) | **2,2** |
| *dont* | |
| Situation budgétaire de départ | -1,1 |
| Besoin de financement par l'endettement | -0,7 |
| Coût du vieillissement | 4,0 |
| *dont Pensions* | *3,0* |
| *Soins de santé* | *0,5* |
| *Soins de longue durée* | *0,7* |
| *Éducation* | *-0,2* |
| **Solde structurel primaire requis lié à S1** | **3,2** |

*Source : Debt sustainability Monitor 2024 - Commission européenne Mars 2025*

Selon le *Debt sustainability Monitor 2024*, publié en mars 2025 par la Commission européenne, la valeur de l'indicateur S2 est de 8,4% tandis que celle de l'indicateur S1 est de 3,2%.

[2] https://economy-finance.ec.europa.eu/publications/debt-sustainability-monitor-2024_en

Ainsi, le Luxembourg affiche un risque moyen sur la soutenabilité budgétaire à long terme selon S1 mais un risque élevé selon S2. Par conséquent, le Luxembourg affiche un risque global élevé.

| Risque à long terme | | |
|---|---|---|
| **S2** | **S1** | **Global** (S1 + S2) |
| **Élevé** | **Moyen** | **Élevé** |

*Source : Debt sustainability Monitor 2024 - Commission européenne Mars 2025*

Pour assurer la viabilité financière, des mécanismes de suivi et de prévisibilité sont en place, renforcés par des réformes législatives récentes. Ceci vaut notamment pour l'assurance pension et aussi l'assurance dépendance (soins de longue durée) qui nécessitent, par la nature même de leurs prestations, une anticipation sur le moyen et long terme.

Conformément à l'accord de coalition 2023-2028, une large consultation avec la société civile sur la viabilité à long terme du régime général d'assurance pension a eu lieu entre octobre 2024 et avril 2025. Cette consultation, qui a mis en évidence l'ouverture des participants à l'idée d'une réforme, un souhait de justice sociale et de plus de flexibilité, a permis de dégager des pistes pour des futures réformes.

Ces travaux ont par ailleurs alimenté les échanges entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, qui ont eu lieu en juillet et septembre 2025 et qui ont également porté sur le système d'assurance pension. À l'issue de ces concertations, le Gouvernement prévoit de déposer un projet de loi visant à modifier le régime d'assurance pension dans le but de renforcer sa viabilité financière[3] pour les années à venir.

La large consultation et les échanges avec les partenaires sociaux ont été précédés par des travaux au sein du Conseil économique et social (CES)[4], engagés à la demande du Gouvernement précédent. Cette démarche faisait suite au bilan technique du régime d'assurance pension réalisé le 26 avril 2022, conformément aux dispositions du Code de la sécurité sociale[5]. L'objectif était d'analyser, discuter et proposer des pistes envisageables à l'avenir afin de garantir la pérennité financière du régime général d'assurance pension à très long terme. Le rapport issu de ces travaux a été publié en juillet 2024[6].

Outre les mesures annoncées le 3 septembre 2025, l'accord de coalition 2023-2028 prévoit d'aligner les règles de cumul applicables en cas de revenu issu d'une activité professionnelle (salariale ou indépendante) avec une retraite anticipée (avant l'âge de 65 ans). Cette future mesure cible les activités non salariées en complément des règles de cumul applicables aux activités salariées qui avaient déjà été revues par la réforme du régime général d'assurance pension entrée en vigueur au 1er janvier 2013. Cette mesure, dont le projet de loi a été déposé à la Chambre des députés en mars 2025[7], contribuera ainsi à faciliter davantage le maintien en emploi de personnes bénéficiant d'une pension de retraite anticipée.

[3] Conclusions du Gouvernement à l'issue des réunions avec les partenaires sociaux, communiqué de presse du 3 septembre 2025 : https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2025/09-septembre/03-sozialronn-conclusions.html
[4] Site web : https://ces.public.lu/fr/ces.html
[5] Bilan technique du régime général d'assurance pension, IGSS, 2022 : https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/bilans_pension/2022.html
[6] Avis du CES sur le régime général d'assurance pension, CES, 2024 : https://ces.public.lu/content/dam/ces/fr/avis/protection-sociale/regime-general-assurance-pension.pdf
[7] Projet de loi n° 8514 : https://www.chd.lu/fr/dossier/8514

# B. Commentaire des articles

**Art. 1er.**

L'article 1er fixe l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) à +0,0 % du PIB pour la période 2025-2029, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques.

Cette fixation de l'OMT s'inscrit dans la continuité des lois de programmation antérieures, indépendamment du cadre de gouvernance économique réformée de l'Union européenne. La trajectoire budgétaire définie par la législation nationale reste conforme aux objectifs de stabilité des finances publiques et ne contrevient pas aux principes de ce nouveau cadre européen.

Le maintien de la fixation du niveau pour l'OMT, bien que la référence explicite au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) soit désormais obsolète, reflète également la volonté de conserver une certaine discipline budgétaire, en attendant la révision du cadre budgétaire national.

**Art. 2.**

Cet article vise à fixer la situation financière des administrations publiques conformément aux exigences de l'article 3 de la loi précitée du 12 juillet 2014.

La trajectoire est présentée et commentée en détail au chapitre B du volume 1 du projet de budget pour l'exercice 2026 ainsi qu'à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

**Art. 3.**

Cet article présente l'évolution des soldes des trois sous-secteurs des administrations publiques. Le passage du solde nominal au solde structurel est expliqué dans l'annexe 6 du présent projet de loi.

**Art. 4.**

Aux termes de l'article 3, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation financière déterminent également l'évolution de la dette publique. Celle-ci est commentée plus amplement au point 10 de l'exposé des motifs du présent projet de loi.

**Art. 5.**

L'article 5 fixe l'évolution maximale des dépenses de l'Administration centrale pour la période 2025-2029 intégrant de nouveau la recommandation du Conseil d'État formulée dans son avis du 15 novembre 2022.

**Art. 6.**

Cet article a pour objet de présenter l'évolution du total des recettes et des dépenses du budget de l'État, tel qu'il est établi d'après les règles de la législation sur la comptabilité de l'État. Les prévisions résultent des hypothèses macroéconomiques générales et de l'évolution des dépenses proposées par les départements ministériels.

# C. Texte du projet de loi

**Art. 1er.** L'objectif budgétaire à moyen terme est défini par référence au solde structurel des administrations publiques.

Pour la période 2025 à 2029, l'objectif budgétaire à moyen terme est fixé à +0,0 pour cent du produit intérieur brut.

**Art. 2.** Le solde nominal des administrations publiques évolue comme suit au titre de la période 2025 à 2029 :

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| En % du PIB ..... | -0,8% | -0,4% | -0,7% | -0,9% | -1,1% |
| En millions d'euros..... | -706 | -408 | -741 | -913 | -1 264 |

**Art. 3.** Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2025 à 2029 :

| En % du PIB | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| - Administration centrale ..... | -1,3% | -1,6% | -1,5% | -1,4% | -1,4% |
| - Administrations locales..... | -0,1% | +0,1% | +0,1% | +0,1% | +0,1% |
| - Administrations de sécurité sociale..... | +0,7% | +1,1% | +0,6% | +0,4% | +0,1% |
| - Administrations publiques : | | | | | |
| - Solde nominal ..... | -0,8% | -0,4% | -0,7% | -0,9% | -1,1% |
| - Solde structurel..... | +0,8% | +0,8% | +0,1% | -0,3% | -0,9% |

**Art. 4.** L'évolution de la dette publique se présente comme suit au titre de la période 2025 à 2029 :

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dette publique brute..... | 23 990 | 25 480 | 26 980 | 28 480 | 29 980 |
| % du PIB..... | 26,8% | 27,0% | 27,1% | 27,1% | 27,0% |
| | | | | | |
| Dette publique totale par sous-secteur | | | | | |
| - Administration centrale ..... | 22 181 | 23 671 | 25 171 | 26 671 | 28 171 |
| - Administrations locales..... | 1 702 | 1 702 | 1 702 | 1 702 | 1 702 |
| - Sécurité sociale..... | 108 | 108 | 108 | 108 | 108 |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

**Art. 5.** L'évolution du montant maximal des dépenses de l'Administration centrale se présente comme suit au titre de la période 2025 à 2029 :

| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| En millions d'euros..... | 30 840 | 32 585 | 34 008 | 35 669 | 37 445 |

**Art. 6.** L'évolution pluriannuelle des recettes et des dépenses du budget de l'État est arrêtée comme suit :

| | 2025<br>Budget | 2026<br>Projet | 2027<br>Prévisions | 2028<br>Prévisions | 2029<br>Prévisions |
|---|---|---|---|---|---|
| **Budget courant** | | | | | |
| Recettes | 25,87 | 26,88 | 28,06 | 29,54 | 31,10 |
| Dépenses | 24,19 | 25,80 | 27,17 | 28,70 | 30,01 |
| Excédents | +1,68 | +1,08 | +0,89 | +0,84 | +1,09 |
| **Budget en capital** | | | | | |
| Recettes | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 | 0,15 |
| Dépenses | 3,42 | 4,28 | 4,46 | 4,80 | 5,17 |
| Excédents | -3,27 | -4,14 | -4,31 | -4,65 | -5,02 |
| **Budget courant et en capital** | | | | | |
| Recettes | 26,03 | 27,02 | 28,21 | 29,69 | 31,25 |
| Dépenses | 27,61 | 30,08 | 31,63 | 33,49 | 35,18 |
| Excédents | -1,58 | -3,06 | -3,42 | -3,81 | -3,93 |
| **Budget pour compte de tiers** | | | | | |
| Recettes | 6,45 | 11,42 | 11,48 | 11,54 | 11,59 |
| Dépenses | 6,45 | 11,42 | 11,48 | 11,54 | 11,59 |
| Excédents | - | - | - | - | - |
| **Opérations financières** | | | | | |
| Recettes | 2,75 | 3,20 | 3,50 | 2,26 | 2,75 |
| Dépenses | 1,65 | 1,85 | 2,11 | 0,86 | 1,39 |
| Excédents | +1,10 | +1,35 | +1,39 | +1,40 | +1,36 |

**Note** : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliards d'euros aux différences d'arrondi près.

# Annexe 1

# Programme pluriannuel des recettes et des dépenses 2025-2029

**Budget des recettes**

Chapitre Ier — Recettes courantes

64 — Ministère des Finances ..... 73
65 — Ministère des Finances: Trésor ..... 82

Chapitre II — Recettes en capital

94 — Ministère des Finances ..... 95
95 — Ministère des Finances: Trésor ..... 96

Chapitre III — Recettes pour compte de tiers

98 — Compte de tiers ..... 99

Chapitre IV — Recettes des opérations financières

99 — Opérations financières ..... 105

**Budget des dépenses**

Chapitre V — Dépenses courantes

00 — Ministère d'État ..... 109
01 — Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur ..... 121
02 — Ministère des Affaires intérieures ..... 137
03 — Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ..... 147
04 — Ministère de la Culture ..... 158
05 — Ministère de la Digitalisation ..... 168
06 — Ministère de l'Économie ..... 171
07 — Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... 183
08 — Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité ..... 209
09 — Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ..... 211
10 — Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ..... 220
11 — Ministère des Finances ..... 233
12 — Ministère de la Fonction publique ..... 244
13 — Ministère de la Justice ..... 250
14 — Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ..... 262

15 — Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ..... 268
16 — Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ..... 288
17 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ..... 293
18 — Ministère des Sports ..... 311
19 — Ministère du Travail ..... 316

Chapitre VI — Dépenses en capital

30 — Ministère d'État ..... 325
31 — Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur ..... 329
32 — Ministère des Affaires intérieures ..... 334
33 — Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ..... 338
34 — Ministère de la Culture ..... 341
35 — Ministère de la Digitalisation ..... 345
36 — Ministère de l'Économie ..... 346
37 — Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... 351
39 — Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ..... 355
40 — Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ..... 360
41 — Ministère des Finances ..... 363
42 — Ministère de la Fonction publique ..... 368
43 — Ministère de la Justice ..... 369
44 — Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire ..... 372
45 — Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ..... 375
46 — Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ..... 389
47 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ..... 390
48 — Ministère des Sports ..... 393
49 — Ministère du Travail ..... 394

Chapitre VII — Dépenses pour compte de tiers

58 — Compte de tiers ..... 397

Chapitre VIII — Dépenses des opérations financières

59 — Opérations financières ..... 405

# Chapitre Ier – RECETTES COURANTES

Programme pluriannuel des recettes courantes
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 64 – Ministère des Finances ..... | 25.254.084 | 26.186.218 | 27.444.393 | 28.901.934 | 30.440.761 |
| 65 – Ministère des Finances: Trésor..... | 619.607 | 689.604 | 615.545 | 638.453 | 659.671 |
| TOTAL DES RECETTES COURANTES..... | 25.873.691 | 26.875.822 | 28.059.939 | 29.540.386 | 31.100.432 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **64 — MINISTERE DES FINANCES** | | | | | |
| | | **Administration des contributions directes (sections 64.00 à 64.04)** | | | | | |
| | | **Section 64.00 — Impôts directs** | | | | | |
| 37.000 | 13.60 | Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des collectivités | 3.160.000 | 3.430.000 | 3.540.000 | 3.670.000 | 3.800.000 |
| 37.001 | Divers codes | Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités | 237.849 | 258.172 | 266.452 | 276.237 | 286.022 |
| 37.002 | 13.90 | Impôt minimum "Pilier 2" | — | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 |
| 37.010 | 13.60 | Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette | 1.450.000 | 1.360.000 | 1.410.000 | 1.490.000 | 1.570.000 |
| 37.011 | 13.60 | Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les traitements et salaires | 6.840.000 | 7.180.000 | 7.680.000 | 8.270.000 | 8.930.000 |
| 37.012 | 13.60 | Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur certains revenus échus à des contribuables non résidents | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 37.013 | Divers codes | Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques | 643.190 | 662.586 | 705.259 | 757.241 | 814.655 |
| 37.014 | 13.60 | Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les contributions versées à un régime complémentaire de pension agréé pour indépendants | 7.500 | 8.000 | 8.500 | 9.000 | 9.500 |
| 37.020 | 13.60 | Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les revenus de capitaux | 850.000 | 880.000 | 920.000 | 960.000 | 1.000.000 |
| 37.021 | 13.60 | Impôt sur la fortune | 1.230.000 | 1.040.000 | 1.080.000 | 1.125.000 | 1.175.000 |
| 37.023 | 13.60 | Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: frais, suppléments et intérêts de retard | 27.000 | 28.000 | 29.000 | 30.000 | 31.000 |
| 37.024 | 13.60 | Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues | 11.500 | 12.000 | 12.500 | 13.000 | 13.500 |

64.00 — Impôts directs

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 37.025 | 13.60 | Impôt sur le revenu retenu sur les tantièmes | 76.000 | 77.000 | 78.000 | 79.000 | 80.000 |
| 37.026 | 13.60 | Retenue libératoire nationale sur les intérêts | 160.000 | 130.000 | 110.000 | 90.000 | 70.000 |
| 37.028 | 13.90 | Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire | * | * | * | * | * |
| 37.029 | 13.60 | Prélèvement immobilier | 7.600 | 7.600 | 7.600 | 7.600 | 7.600 |
| | | Total de la section 64.00 | 14.702.139 | 15.154.858 | 15.928.810 | 16.858.578 | 17.868.777 |
| | | **Section 64.01 — Impôts indirects** | | | | | |
| 36.090 | 13.60 | Taxe et prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives: prélèvement sur les sommes brutes engagées | * | * | * | * | * |
| 36.092 | 13.60 | Prélèvement sur le produit des jeux de casino | 20.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 |
| | | Total de la section 64.01 | 20.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 | 24.000 |
| | | **Section 64.02 — Recettes d'exploitation, taxes et redevances** | | | | | |
| 16.010 | 09.20 | Recettes provenant de l'exploitation des centrales hydro-électriques | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 |
| 16.070 | 01.22 | Taxe pour frais administratifs et produits de la vente d'objets divers | 300 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 36.100 | 01.22 | ILNAS: recettes du service de Métrologie légale | 230 | 230 | 230 | 230 | 230 |
| 36.101 | 13.90 | ILNAS: recettes d'étalonnages du service de Métrologie industrielle et scientifique | 90 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 38.000 | 13.90 | ILNAS: imputation des recettes de redevances d'accréditation | 23 | 24 | 25 | 25 | 26 |
| 38.040 | 13.90 | Autres transferts de revenus des ménages | * | * | * | * | * |
| 38.050 | 13.90 | Autres transferts de revenus non ventilés entre secteurs | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 64.02 | 833 | 944 | 945 | 945 | 946 |

64.03 — Recettes de participations ou d'avances de l'Etat — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 64.03 — Recettes de participations ou d'avances de l'Etat** | | | | | |
| 28.001 | 09.20 | Ristournes concédées par la société électrique de l'Our en vertu du contrat du 18 novembre 2015 entre l'Etat et la SEO..... | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 28.003 | 05.30 | Redevances dues par les concessionnaires de pharmacies..... | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 28.005 | 13.90 | Redevances à payer par les sociétés des satellites..... | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| | | Total de la section 64.03 ..... | 3.550 | 3.550 | 3.550 | 3.550 | 3.550 |
| | | **Section 64.04 — Remboursements de dépenses** | | | | | |
| 10.010 | 13.90 | Remboursements divers de sommes indûment touchées ..... | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 11.350 | 01.22<br>02.10 | Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des ménages..... | 600 | 600 | 600 | 600 | 600 |
| 12.090 | 13.90 | Ecostart: remboursement de loyers d'immeubles et charges locatives accessoires avancés par l'Etat ..... | * | * | * | * | * |
| 14.380 | 12.12 | Installations d'éclairage routier: remplacement des installations d'éclairage routier endommagées par suite d'accidents de la circulation routière ou par suite de travaux effectués par des tiers: remboursements..... | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| | | Total de la section 64.04 ..... | 1.900 | 1.900 | 1.900 | 1.900 | 1.900 |
| | | **Administration des douanes et des accises** | | | | | |
| | | **Section 64.05 — Douanes et accises** | | | | | |
| 16.070 | 01.22 | Recettes d'exploitation (vente d'imprimés et divers)..... | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 28.000 | 09.20 | Produit de la taxe sur l'électricité..... | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 |
| 36.010 | 13.60 | Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise..... | 1.179.962 | 1.300.560 | 1.321.523 | 1.342.896 | 1.380.114 |

64.05 — Douanes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 36.011 | 13.60 | Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales | 149.103 | 136.163 | 132.274 | 128.385 | 124.496 |
| 36.012 | 13.60 | Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes | 515.503 | 610.004 | 624.077 | 638.328 | 654.767 |
| 36.013 | 13.60 | Produit de la taxe de consommation sur l'alcool | 59.400 | 59.400 | 59.400 | 59.400 | 59.400 |
| 36.014 | 13.60 | Redevance de contrôle sur le fuel domestique | 2.400 | 2.400 | 2.400 | 2.400 | 2.400 |
| 36.015 | 13.60 | Produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants | 116.411 | 113.113 | 112.935 | 112.756 | 112.578 |
| 36.016 | 13.60 | Produit de la contribution spéciale à l'assurance-dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 36.018 | 13.90 | Produit de la contribution taxe CO2 | 286.181 | 291.904 | 285.906 | 279.907 | 273.909 |
| 36.020 | 12.10 | Taxe sur les véhicules automoteurs | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 |
| 36.021 | 12.10 | Droit d'usage de certaines infrastructures routières par des véhicules utilitaires lourds | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 |
| 36.022 | 12.10 | Taxe sur les bateaux ou navires de plaisance | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 36.023 | 13.60 | Taxe de consommation sur le gaz naturel | 3.762 | 3.872 | 3.872 | 3.872 | 3.872 |
| 36.024 | 13.60 | Surtaxe sur les boissons confectionnées | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 36.060 | 13.60 | Taxe sur les cabarets | 600 | 600 | 600 | 600 | 600 |
| 36.071 | 13.60 | Intérêts de retard en matière de droits de douane et de taxes y assimilées à l'exclusion des droits d'accise communs | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 38.000 | 13.60 | Taxe de contrôle vétérinaire à l'importation | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 38.050 | 13.60 | Produits d'amendes, de confiscations et recettes similaires | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 39.001 | 01.22 | Remboursement par l'Union Européenne des frais de perception des droits de douane constituant des ressources propres à ces communautés | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| | | Total de la section 64.05 | 2.405.776 | 2.610.471 | 2.635.441 | 2.660.999 | 2.704.590 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (sections 64.06 à 64.09)** | | | | | |
| | | **Section 64.06 — Impôts, droits et taxes** | | | | | |
| 16.010 | 12.40 | Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne .. | 14.437 | 17.671 | 18.085 | 18.602 | 18.887 |
| 16.011 | 12.40 | Recettes en relation avec les missions de contrôle, de réglementation et de supervision des activités aéronautiques..... | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| 16.012 | 12.40 | Refacturation de frais divers par l'Administration de la navigation aérienne..... | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 16.060 | 12.40 | Quote-part EUROCONTROL des redevances pour services en route de la circulation aérienne ..... | 3.818 | 4.471 | 4.630 | 4.728 | 4.849 |
| 16.061 | 12.40 | Quote-part de l'Administration de la navigation aérienne des redevances pour services en route de la circulation aérienne ..... | 7.689 | 9.611 | 9.953 | 10.164 | 10.424 |
| 36.000 | 13.60 | Taxe sur la valeur ajoutée ..... | 6.117.000 | 6.324.000 | 6.647.000 | 7.059.000 | 7.451.000 |
| 36.030 | 13.60 | Droits d'hypothèques ..... | 49.000 | 48.500 | 58.700 | 61.800 | 64.900 |
| 36.031 | 13.60 | Hypothèques: salaires ..... | 1.175 | 1.175 | 1.175 | 1.175 | 1.175 |
| 36.032 | 13.60 | Taxe d'abonnement sur les titres de société..... | 1.349.000 | 1.374.000 | 1.417.000 | 1.472.000 | 1.531.000 |
| 36.050 | 13.60 | Droits d'enregistrement ..... | 255.400 | 289.900 | 363.000 | 385.900 | 408.800 |
| 36.100 | 11.70 | Taxe sur les assurances ..... | 92.300 | 87.900 | 91.600 | 95.400 | 99.400 |
| 36.101 | 12.34 | Commissariat aux affaires maritimes: taxes d'immatriculation .... | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| 38.040 | 10.40 | Part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (article 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures) ..... | 9 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 38.041 | 10.40 | Examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse: taxe ..... | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 38.050 | 13.60 | Droits de timbre ..... | 20.100 | 22.600 | 23.600 | 24.600 | 25.800 |
| 39.010 | 11.10 | Taxes et annuités provenant de la gestion des brevets d'invention ..... | 2.300 | 2.750 | 2.875 | 2.925 | 2.975 |

64.06 — Impôts, droits et taxes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 39.011 | 13.90 | Recettes en relation avec la gestion de la flotte fluviale et de l'équipage | 43 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| | | Total de la section 64.06 | 7.913.134 | 8.183.485 | 8.638.525 | 9.137.200 | 9.620.117 |
| | | **Section 64.07 — Recettes domaniales** | | | | | |
| 16.000 | 01.25 | Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations publiques | 1.691 | 1.745 | 1.745 | 1.745 | 1.745 |
| 16.010 | 01.25 | Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des entreprises | 81.916 | 79.678 | 79.678 | 79.678 | 79.678 |
| 16.020 | 01.25 | Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations privées | 516 | 537 | 537 | 537 | 537 |
| 16.050 | 10.30 | Domaine forestier de l'Etat: produit de ventes de bois | 2.481 | 1.696 | 1.678 | 1.684 | 1.690 |
| 16.051 | 10.10 | Recettes provenant de l'Institut viti-vinicole | 60 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 16.052 | 01.25 | Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des ménages | 5.156 | 5.113 | 5.113 | 5.113 | 5.113 |
| 16.060 | 01.25 | Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des communautés européennes | 1.351 | 1.351 | 1.351 | 1.351 | 1.351 |
| 16.061 | 01.25 | Recettes d'exploitation du bâtiment administratif I (bâtiment-tour) et de ses annexes au centre européen de Luxembourg-Kirchberg | 1.660 | 1.900 | 1.900 | 1.900 | 1.900 |
| 16.062 | 01.25 | Loyer du bâtiment administratif II (Robert Schuman) au centre européen de Luxembourg-Kirchberg | * | * | * | * | * |
| 16.070 | 10.40 | Etablissement piscicole de Lintgen: vente d'alevins et de truitelles; frais de repeuplement | 39 | 47 | 47 | 47 | 47 |
| 16.071 | 10.30 | Produit des pépinières de l'Etat | 15 | 10 | 15 | 15 | 15 |
| 28.000 | 01.25 | Parking du St Esprit: redevance d'exploitation | 1.200 | 720 | 720 | 720 | 720 |
| 28.020 | 10.30 | Domaine forestier de l'Etat: produits du droit de chasse et du droit de pêche | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 |
| 28.021 | 13.90 | Recettes en relation avec la gestion du domaine public fluvial | 100 | 105 | 105 | 105 | 105 |

64.07 — Recettes domaniales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 28.022 | 13.90 | Domaine de l'Etat: vente de gibier | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| | | Total de la section 64.07 | 96.340 | 93.107 | 93.094 | 93.100 | 93.106 |
| | | **Section 64.08 — Recettes d'exploitation et autres** | | | | | |
| 12.320 | 06.42 | Remboursements de frais relatifs à la surveillance des personnes exposées professionnellement aux radiations ionisantes | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.321 | 13.90 | Taxes, amendes, redevances liées au contrôle de la chaîne alimentaire | 125 | 50 | 60 | 70 | 80 |
| 12.322 | 13.90 | Pharmacie: perception de nouvelles taxes liées à l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.323 | 13.90 | Taxe sur la délivrance de l'autorisation d'exercer dans le domaine de la Santé | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 12.360 | 10.40 | Recouvrement des frais de repeuplement occasionnés par l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 12.361 | 10.10 | Recettes en relation avec des prestations par des services relevant du département de l'agriculture | 115 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.380 | 03.10 | Recouvrement des frais de justice et remboursement des frais d'exécution de commissions rogatoires transmises à l'étranger | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 |
| 16.000 | 13.90 | Redevance d'utilisation du réseau ferroviaire | 17.000 | 18.000 | 20.000 | 21.000 | 21.000 |
| 16.046 | 06.32<br>06.33 | Services conventionnés du Ministère de la Santé: remboursements par les services conventionnés du Ministère de la Santé | 3.100 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 16.070 | 13.90 | Recettes en relation avec la vente de publications par l'Institut national de recherche archéologique | 25 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 16.071 | 13.90 | Recettes en relation avec la vente de publications par le Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch | 110 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 16.072 | 13.90 | Réalisation de mesures par le service d'analyses radiologiques de la radioprotection | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 16.074 | 13.90 | Vente de biens non durables et de services (non ventilé entre secteurs) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |

64.08 — Recettes d'exploitation et autres

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16.075 | 13.90 | Régime de taxation des autorisations | 140 | 140 | 140 | 140 | 140 |
| 16.076 | 13.90 | Impôt spécial en charge des assureurs dans l'intérêt du service des secours | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 16.077 | 05.30 | Taxes dans le cadre des demandes d'autorisation en vue de la réalisation d'essais cliniques, d'études ou d'expérimentation cliniques | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 16.078 | 07.40 | Taxe de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées | 9.000 | 11.379 | 11.379 | 11.379 | 11.379 |
| 28.000 | 09.10 | Redevance concédée par le bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz | 2.023 | 3.138 | 2.798 | 2.522 | 2.520 |
| 33.001 | 13.90 | Remboursement par les ateliers d'insertion professionnelle des montants perçus en trop de la part du Ministère du Travail suite aux remboursements de la mutualité des caisses luxembourgeoises | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 36.100 | 13.60 | Droits en sus et amendes | 12.500 | 12.500 | 12.500 | 12.500 | 12.500 |
| 36.101 | 05.30 | Recettes provenant des droits perçus en matière d'autorisation de produits biocides | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 38.000 | 05.30 | Contrôle des spécialités pharmaceutiques: taxes d'immatriculation | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 38.001 | 07.33<br>07.34 | Autres transferts de revenus des entreprises | 325 | 325 | 325 | 325 | 325 |
| 38.003 | 13.90 | Amendes de l'Inspection du Travail et des Mines | 4.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 38.006 | 13.90 | Taxe rémunératoire en matière de régimes complémentaires de pension | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 38.007 | 13.90 | Taxe d'instruction et taxe annuelle en relation avec les licences d'exploitation et les cartes de conducteurs de taxis | 212 | 287 | 243 | 241 | 248 |
| 38.050 | 01.34 | Frais d'adjudications publiques pour compte de l'Etat | 150 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 38.051 | 03.00 | Amendes de condamnations diverses, dommages-intérêts, restitution de droits fraudés, confiscations en numéraire, peines disciplinaires et diverses amendes d'ordre | 42.800 | 41.900 | 44.500 | 47.300 | 49.400 |
| 38.052 | 03.10 | Récupération d'indemnités versées en vertu de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |

64.08 — Recettes d'exploitation et autres — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 38.053 | 03.00 | Produit des avertissements taxés dus dans le cadre d'infractions contre la loi sur les forêts | 8 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 38.054 | 13.90 | Autres transferts de revenus (non ventilés entre secteurs) | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 39.020 | 13.90 | Amendes de l'Inspection du Travail et des Mines payées par des entreprises étrangères | 4.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| | | Total de la section 64.08 | 108.702 | 112.193 | 116.418 | 119.951 | 122.065 |
| | | **Section 64.09 — Remboursements** | | | | | |
| 12.380 | 03.10 | Recouvrement des frais de poursuite et d'instance | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 12.381 | 03.10 | Assistance judiciaire et procédure en débet: recouvrements | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 14.380 | 12.12 | Remboursement des frais avancés dans l'intérêt de la réparation des dégâts causés par les usagers de la route à la voirie de l'Etat et à ses dépendances | 1.650 | 1.650 | 1.650 | 1.650 | 1.650 |
| 38.000 | 04.42 | Remboursement d'aides financières de l'Etat pour études supérieures (article 10 de la loi du 8.12.1977); remboursements d'aides de l'Etat pour autres études | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| | | Total de la section 64.09 | 1.710 | 1.710 | 1.710 | 1.710 | 1.710 |
| | | Total du département 64 | 25.254.084 | 26.186.218 | 27.444.393 | 28.901.934 | 30.440.761 |

65.00 — Recettes versées par les communes et syndicats — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **65 — MINISTERE DES FINANCES: TRESOR** | | | | | |
| | | **Trésorerie de l'Etat (sections 65.00 à 65.08)** | | | | | |
| | | **Section 65.00 — Recettes versées par les communes et syndicats de communes** | | | | | |
| 11.300 | Divers codes | Communes, syndicats de communes et autres organismes implantés dans les communes assimilées: remboursement des dépenses de personnel en relation avec l'administration des bois | 2.560 | 2.654 | 2.699 | 2.745 | 2.802 |
| 11.301 | 10.30 | Communes: remboursement de salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage | 8.500 | 8.500 | 9.000 | 9.000 | 9.000 |
| 11.302 | 10.30 | Communes: remboursement de dépenses de personnel mis à disposition par l'Etat | 2.000 | 2.908 | 2.980 | 3.055 | 3.131 |
| 12.300 | 12.12 | Communes: versement de la part contributive aux dépenses de fonctionnement des installations d'éclairage routier de la voirie de l'Etat | 110 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 12.301 | 13.90 | Communes: contribution aux coûts de la certification de groupe FSC | * | — | — | — | — |
| 26.000 | 13.10 | Intérêts payés par les syndicats de communes sur prêts liés au rachat de terrains et halls | * | — | — | — | — |
| | | Total de la section 65.00 | 13.170 | 14.461 | 15.079 | 15.200 | 15.334 |
| | | **Section 65.01 — Recettes versées par les établissements de sécurité sociale** | | | | | |
| 11.353 | 05.20 06.00 | Organismes de la sécurité sociale: remboursement de dépenses de personnel et de pensions | 2 | * | * | * | * |
| 42.000 | 06.12 | Assurance pension: restitution sur la contribution versée par l'Etat pour les cotisations d'assurance pension | * | * | * | * | * |
| 42.001 | 13.90 | Assurance maladie et Mutualité des employeurs: restitution sur la contribution versée par l'Etat pour les cotisations d'assurance maladie | * | * | * | * | * |

65.01 — Recettes versées par les établ. de sécurité soc. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 42.002 | 13.90 | Autres organismes de la sécurité sociale: restitution sur la contribution versée par l'Etat | 850 | * | * | * | * |
| 42.003 | 13.90 | Caisse pour l'avenir des enfants: restitution sur la contribution versée par l'Etat | * | * | * | * | * |
| 42.004 | 06.12 | Assurance dépendance: restitution sur la contribution versée par l'Etat | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 65.01 | 852 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | **Section 65.02 — Recettes et bénéfices versés par les établissements publics** | | | | | |
| 11.300 | Divers codes | Etablissements publics: remboursement des dépenses de personnel en relation avec l'administration des bois | 126 | 131 | 133 | 135 | 138 |
| 11.301 | 10.30 | Etablissements publics: remboursement des salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage | 85 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 11.321 | 05.22 | Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains: remboursement des traitements et indemnités de certaines catégories de personnel | * | — | — | — | — |
| 11.323 | 05.22 | Autres établissements publics: remboursement de dépenses de personnel avancées par l'Etat | 14.500 | 12.831 | 13.287 | 13.707 | 14.168 |
| 42.310 | 06.20 | Fonds national de solidarité: versement des recettes et recouvrements, remboursements | 200 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| | | Total de la section 65.02 | 14.911 | 13.166 | 13.625 | 14.047 | 14.511 |
| | | **Section 65.03 — Recettes et remboursements versés par le secteur des sociétés et quasi-sociétés financières et non-financières** | | | | | |
| 10.320 | 13.90 | Secteur des sociétés et quasi-sociétés non-financières: versement des frais de surveillance | 215 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 11.320 | 05.22 | Secteur des sociétés et quasi-sociétés non-financières: remboursement de dépenses de personnel et de pensions (commissaires du gouvernement) | 35 | 34 | 34 | 34 | 34 |
| 11.330 | 11.70 | Secteur des institutions de crédit: remboursement de dépenses de personnel et de pensions | 170 | 190 | 190 | 190 | 190 |

65.03 — Remboursements versés par les sociétés — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.340 | 11.70 | Caisse d'assurance des animaux de boucherie: remboursement de 50 % des traitements et indemnités avancés par l'Etat | 42 | 41 | 41 | 41 | 41 |
| 16.071 | 11.00 | Secteur des sociétés d'assurances: indemnisation pour sinistres subis et immobilisations | 35 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 38.000 | 13.90 | ILNAS: remboursement des frais d'audit | 532 | 670 | 700 | 750 | 770 |
| 38.001 | 13.90 | Remboursements dans le cadre de l'accord tripartite du 7 mars 2023 – mesure Mutualité des employeurs | * | * | * | * | * |
| 38.003 | 13.90 | Administration des Services Vétérinaires: inspection des viandes | 355 | 250 | 260 | 270 | 280 |
| 38.010 | 13.90 | Remboursement de dépôts de garantie (bancaire/locative) | * | * | * | * | * |
| 38.011 | 13.90 | Remboursement d'aides étatiques | * | * | * | * | * |
| 38.012 | 13.90 | SNCFL (Société nationale des chemins de fer luxembourgeois): remboursement suivant décompte prévu par convention: avances de l'Etat pour le service public | 1.000 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 38.013 | 13.90 | Remboursement d'aides étatiques versés par le Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises | * | — | — | — | — |
| 38.014 | 13.90 | Recettes provenant de la mise en œuvre du droit de la consommation | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 65.03 | 2.384 | 1.945 | 1.985 | 2.045 | 2.075 |
| | | **Section 65.04 — Recettes versées par les comptables extraordinaires** | | | | | |
| 10.011 | 13.90 | Comptables extraordinaires: remboursement de la part excédentaire des crédits mis à disposition | 2.000 | — | — | — | — |
| 16.000 | 13.90 | Recettes provenant de la vente d'ouvrages publiés par l'Etat | 1.250 | * | * | * | * |
| 16.010 | 03.00 | Recettes provenant de la tenue de cours à l'intention des travailleurs | * | — | — | — | — |
| 16.020 | 13.90 | Administration des transports publics: versement des recettes | 480 | 537 | 561 | 584 | 580 |
| 16.040 | 06.32 | Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse (aitia) (anc. Maisons d'enfants de l'État) : versement des frais d'entretien recouvrés des pensionnaires | 255 | 280 | 285 | 289 | 295 |

65.04 — Recettes versées par les comptables extraordin. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16.041 | 06.32 | Recettes provenant de la participation des bénéficiaires de la protection internationale aux frais d'hébergement; recettes diverses | 7.300 | 7.300 | 7.300 | 7.300 | 7.300 |
| 16.042 | 06.32 | Ministère de la Famille et de l'Intégration: recettes du service Solidarité, participation aux frais de placement à l'étranger | * | — | — | — | — |
| 16.043 | 06.32 | ONE (Office national de l'enfance) : versement des recettes payées par les bénéficiaires des mesures d'aide sociale à l'enfance | 1.320 | 1.637 | 1.709 | 1.785 | 1.871 |
| 16.050 | 10.10 | Ministère de l'agriculture: versement des recettes et remboursements | 155 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 16.051 | Divers codes | Département de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: versement des recettes provenant de la vente de biens non durables et de services, autres recettes diverses | 3 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 16.052 | 01.22 | Administration du cadastre et de la topographie: versement des recettes | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 |
| 16.053 | 08.30 | INS (Institut National des Sports à Luxembourg-Fetschenhof): versement des recettes | 110 | — | — | — | — |
| 16.056 | 13.90 | Ministère de la Culture : versement des recettes | * | 3 | 2 | 2 | 2 |
| 16.057 | 13.90 | CTIE (Centre des Technologies de l'Information de l'Etat): recettes provenant de la production de cartes d'identité | 850 | 970 | 989 | 1.009 | 1.029 |
| 16.058 | 13.90 | CTIE (Division "Imprimés et fournitures de bureau de l'Etat"): versement des recettes autres que des publications | * | — | — | — | — |
| 16.070 | 02.10 | Armée luxembourgeoise: versement des recettes provenant de la vente de tickets de repas, recettes diverses et remboursements | 330 | 291 | 291 | 291 | 291 |
| 16.071 | 02.10 | Police grand-ducale: versement des recettes et remboursements | 135 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 16.072 | 03.30 | Centres pénitentiaires: versement du produit du travail des détenus et autres recettes | 2.627 | 2.719 | 2.719 | 2.719 | 2.719 |
| 16.073 | 06.32 | Centres socio-éducatifs de l'Etat: versement des recettes | 175 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 16.074 | 06.32 | Administration des douanes et accises: versement des recettes pour effets d'habillement | 44 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| 16.075 | 13.90 | Recettes provenant de l'exploitation de la Centrale des bilans | * | — | — | — | — |

65.04 — Recettes versées par les comptables extraordin. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16.076 | 06.32 | Centre de rétention: versement des recettes | 65 | 58 | 59 | 61 | 62 |
| 16.079 | 06.32 | ILNAS Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services: versement des recettes et avances perçues pour la mise à la disposition de normes | 600 | 625 | 650 | 675 | 700 |
| 16.080 | 06.32 | ILNAS Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services: recettes provenant de la surveillance du marché relatives à des produits non conformes | 50 | 50 | 60 | 60 | 60 |
| 16.081 | 06.32 | ILNAS Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services: recettes provenant de la mise à disposition de la chambre anéchoïque du laboratoire d'essais de l'ILNAS | * | — | — | — | — |
| 36.100 | 07.33 | Administration de la gestion de l'eau: produit des analyses du laboratoire | * | — | — | — | — |
| 36.101 | 03.20 | Police grand-ducale: remboursement de frais en matière de police judiciaire et de police administrative | * | * | * | * | * |
| 36.102 | 07.30 | Environnement : recettes en relation avec le système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points concernant la protection de la nature et des ressources naturelles | 9.650 | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 |
| 38.042 | 02.10 | Armée luxembourgeoise: versement des recettes provenant de la cantine des volontaires de l'armée | 55 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 38.043 | 13.90 | Coopération au Développement: remboursement d'excédents de cofinancement à l'aide humanitaire | 155 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 38.044 | 01.40 | Bureau des passeports, visas et légalisations: recettes des titres délivrés | 3.000 | 3.800 | 3.800 | 3.800 | 3.800 |
| 38.045 | 01.40 | Immigration: recettes de la délivrance des titres de séjour pour ressortissants de pays tiers | 1.440 | 1.480 | 1.480 | 1.480 | 1.480 |
| 38.046 | 01.40 | Département des Affaires étrangères: autres recettes et remboursements | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 |
| 38.047 | 13.90 | Département des Sports: versement des recettes | * | — | — | — | — |
| 38.055 | 12.10 | Administration des Ponts et Chaussées: versement des recettes d'analyses et d'essais | 47 | 20 | 20 | 20 | 20 |

65.04 — Recettes versées par les comptables extraordin. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 39.000 | 01.32 | Département de l'Economie: versement des recettes et remboursements | 355 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 65.04 | 34.471 | 32.238 | 32.393 | 32.543 | 32.678 |
| | | **Section 65.05 — Participations de l'Etat dans des sociétés de droit privé et de droit public** | | | | | |
| 28.010 | 13.90 | Dividendes provenant des participations de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé et de droit public | 393.000 | 407.000 | 421.000 | 436.000 | 451.000 |
| | | Total de la section 65.05 | 393.000 | 407.000 | 421.000 | 436.000 | 451.000 |
| | | **Section 65.06 — Recettes versées par les institutions de l'Union Européenne et par d'autres organismes internationaux** | | | | | |
| 10.000 | 13.90 | Institutions de l'Union Européenne et autres organismes internationaux publics ou privés: contribution aux frais de la Présidence luxembourgeoise | * | * | * | * | * |
| 10.010 | 01.40 | Recettes et remboursements dans le cadre de la coopération internationale | 510 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 11.300 | 12.34 | Institutions de l'Union Européenne: remboursement de frais de voyage et de réunions | 150 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 11.301 | 12.34 | Institutions de l'Union Européenne: remboursement de dépenses de personnel | * | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 11.302 | 12.34 | Institutions internationales autres que l'U.E.: remboursement de frais de voyage et de réunions | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 11.360 | 12.34 | Institutions internationales autres que l'U.E.: remboursement de dépenses de personnel et de pensions | 295 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 11.361 | 13.90 | Remboursement de dépenses du personnel d'exploitation des barrages-écluses de la Moselle | 700 | 635 | 635 | 635 | 635 |
| 12.300 | 13.90 | Remboursements au titre des missions FRONTEX | 3.753 | 4.538 | 4.616 | 4.703 | 4.780 |
| 12.301 | 13.90 | Part de l'Union européenne dans le cadre des projets de l'Observatoire National de la Santé | * | 122 | 171 | * | 82 |
| 12.330 | 13.90 | Part de l'Union européenne dans le cadre du programme EU4Health | * | 1.100 | * | 1.100 | 300 |

65.06 — Recettes versées par l'UE et des organismes int. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.362 | 08.30 | Part de l'Union Européenne dans le cadre de l'initiative « Semaine européenne du Sport » | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 |
| 12.380 | 01.24 | Union Européenne: participation aux dépenses en relation avec des activités d'information du citoyen européen | * | * | * | * | * |
| 14.010 | 12.34 | Société Internationale de la Moselle canalisée sàrl/Internationale Mosel GmbH: remboursement forfaitaire des frais d'entretien du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée | * | * | — | — | — |
| 16.045 | 07.20 | Régions-partenaires: contribution à des actions menées dans le cadre de la Grande Région | * | * | * | * | * |
| 16.060 | 13.90 | Participation de pays partenaires à des capacités liées à l'effort de la défense | * | * | * | * | * |
| 39.000 | 13.90 | Fonds social européen plus (FSE+) : concours financiers de l'Union européenne | — | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 39.001 | 13.90 | Union Européenne : participation aux dépenses dans le cadre du Fonds européen pour le retour et du Fonds Asile Migration | 680 | * | * | * | * |
| 39.002 | 13.90 | Union Européenne: recettes provenant de la facilité pour la reprise et la résilience (RRF) | 52.724 | 98.193 | * | * | * |
| 39.003 | 07.20 | FEDER (Fonds européen de développement régional): concours financiers | * | * | * | * | * |
| 39.004 | 13.90 | Union Européenne: subsides financiers liés aux coûts opérationnels d'EuRIS | — | 11 | 11 | 11 | — |
| 39.005 | 13.90 | Remboursements de la part de l'Union européenne au titre des ressources propres de cette union | * | * | * | * | * |
| 39.006 | 13.90 | Union Européenne: recettes provenant d'instruments budgétaires européens divers | * | * | * | * | * |
| 39.008 | 07.30 | Institutions de l'Union Européenne: remboursement de frais relatifs à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH) | 14 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| 39.009 | 13.90 | Remboursement par l'Union européenne pour la digitalisation de l'Administration des chemins de fer | 800 | 1.658 | 1.108 | * | * |
| 39.010 | 13.90 | Participation française au poste de modélisateur franco-luxembourgeois MMUST | — | 67 | 68 | 35 | — |

65.06 — Recettes versées par l'UE et des organismes int. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 39.011 | 13.90 | Participation du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics à des programmes INTERREG | — | 158 | 85 | 87 | 92 |
| 39.030 | 13.90 | Remboursements reçus d'organisation internationales dans le cadre de la politique de défense | — | 2.476 | 2.528 | 2.580 | 2.634 |
| | | Total de la section 65.06 | 59.811 | 115.847 | 16.111 | 16.040 | 15.413 |
| | | **Section 65.07 — Recettes d'exploitation** | | | | | |
| 10.002 | 13.90 | Caisse de consignation: versement de recettes suivant la loi du 29 avril 1999 et du 30 mars 2022 | 10 | 10 | 10 | 6.321 | 12.683 |
| 10.003 | 13.90 | Bureau de gestion des avoirs: recette provenant des biens confisqués échus à l'Etat | * | * | * | * | * |
| 16.011 | 11.10 | Recettes provenant du régime temporaire d'aide au redressement économique en application de la loi du 29 mai 2009 et des aides de minimis accordées dans le cadre du soutien au redressement économique | 81 | * | * | * | * |
| 26.009 | 13.90 | Intérêts reçus sur prêts octroyés au secteur public | * | * | * | * | * |
| 26.010 | 13.10 | Intérêts créditeurs sur avoirs en compte et dépôts à terme | 75.000 | 65.000 | 75.000 | 75.000 | 75.000 |
| 26.011 | 13.90 | Intérêts négatifs reçus en amont sur emprunts et certificats de trésorerie nouveaux | * | * | * | * | * |
| 26.012 | 01.23 | Remboursements d'aides dans le cadre de la crise sanitaire: intérêts | * | * | * | * | * |
| 38.000 | 13.90 | Recettes diverses provenant de la gestion de trésorerie | * | * | * | * | * |
| 38.001 | 01.23 | Rémunérations reçues sur garanties de l'Etat octroyées | 75 | 1.250 | 1.250 | 1.250 | 1.250 |
| | | Total de la section 65.07 | 75.166 | 66.261 | 76.261 | 82.572 | 88.934 |
| | | **Section 65.08 — Autres recettes courantes effectuées par la Trésorerie de l'Etat** | | | | | |
| 10.000 | 13.90 | Débiteurs de l'Etat: remboursement de paiements excédentaires, non-dus ou faisant double emploi | 3.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 10.001 | 13.90 | Avocats: remboursements d'assistance judiciaire trop perçue | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |

65.08 — Autres rec. cour. effectuées par la Trésorerie

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10.002 | 13.90 | Ministère de la Justice: versement des recettes et remboursements | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| 10.003 | 13.90 | Recettes en relation avec des projets cofinancés par la Communauté Européenne | 140 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 10.005 | 13.90 | Remboursement des frais liés aux activités de l'autorité nationale de surveillance des prestataires de services de navigation aérienne | * | — | — | — | — |
| 10.006 | 13.90 | Remboursement des frais liés aux activités d'autorité de l'aviation militaire | * | * | * | * | * |
| 10.010 | 13.90 | Recettes diverses non ventilées | 2.300 | 2.500 | 2.500 | 3.000 | 2.300 |
| 12.300 | 13.90 | Contributions financières des partenaires participant à des foires, salons et autres manifestations de promotion touristique | 600 | — | — | — | — |
| 16.000 | 12.20 | Recettes en relation avec des prestations effectuées par l'Administration des chemins de fer | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 16.001 | 13.90 | Recettes en relation avec des prestations effectuées par la direction de l'aviation civile | — | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 16.040 | 06.32 | Services conventionnés par l'Etat: remboursement de la part excédentaire des frais de fonctionnement reçus par l'Etat | 5.200 | * | * | * | * |
| 16.041 | 13.90 | Etablissements oeuvrant dans le secteur d'éducation et d'accueil: restitution sur la contribution versée par l'Etat | 5.900 | 20.304 | 20.710 | 21.124 | 21.547 |
| 16.042 | 13.90 | Intervenants bénéficiaires de chèques-service accueil: restitution sur la contribution versée par l'Etat | 110 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 16.043 | 13.90 | Etablissements oeuvrant dans le secteur handicap: restitution sur la contribution versée par l'Etat | 3.000 | — | — | — | — |
| 16.044 | 06.36 | Offices Sociaux: remboursement du solde des frais résultant de l'occupation d'agents régionaux d'inclusion sociale avancés par l'ONIS | 220 | 220 | 220 | 220 | 220 |
| 16.045 | 13.90 | ONG (organisations non gouvernementales): remboursement du solde des frais d'encadrement des bénéficiaires REVIS avancés par l'ONIS | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 |
| 16.046 | 13.90 | Etablissements œuvrant dans le secteur de la solidarité: restitution sur la contribution versée par l'Etat | * | — | — | — | — |
| 16.047 | 13.90 | Offices sociaux: restitution sur la contribution versée par l'Etat | * | — | — | — | — |

65.08 — Autres rec. cour. effectuées par la Trésorerie

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16.050 | 13.90 | Enseignement: recettes de l'établissement de l'équivalence des diplômes | * | — | — | — | — |
| 16.051 | 13.90 | Etudiants: restitution d'aide financière CEDIES trop perçue | 75 | 105 | 105 | 105 | 105 |
| 36.040 | 07.30 | Produit provenant de la vente de droits d'émissions destiné au Fonds climat et énergie | 5.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| 38.001 | 13.90 | Agents de l'Etat: remboursement de loyer pour logement de service trop perçu après cessation de bail | * | * | * | * | * |
| 38.052 | 08.10 | Dons en faveur du fonds pour les monuments historiques | * | — | — | — | — |
| 38.053 | 13.90 | Dons en faveur du Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises | * | — | — | — | — |
| 39.010 | 13.60 | Transfert en provenance de la Belgique dans le cadre de l'union belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise | * | — | — | — | — |
| 98.000 | 13.90 | Recettes en provenance de la clôture d'entités relevant de l'Administration centrale | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 65.08 | 25.841 | 38.684 | 39.090 | 40.005 | 39.727 |
| | | Total du département 65 | 619.607 | 689.604 | 615.545 | 638.453 | 659.671 |

# Chapitre II – RECETTES EN CAPITAL

Programme pluriannuel des recettes en capital
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 94 – Ministère des Finances ..... | 144.570 | 145.074 | 145.074 | 145.074 | 145.074 |
| 95 – Ministère des Finances: Trésor ..... | 7.077 | 3.076 | 3.076 | 3.076 | 3.076 |
| TOTAL DES RECETTES EN CAPITAL ..... | 151.647 | 148.150 | 148.150 | 148.150 | 148.150 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

94.01 — Autres recettes en capital

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **94 — MINISTERE DES FINANCES** | | | | | |
| | | **Section 94.01 — Autres recettes en capital** | | | | | |
| 56.040 | 13.60 | Droits de succession | 140.000 | 140.000 | 140.000 | 140.000 | 140.000 |
| 57.010 | 13.90 | Consignations à porter définitivement en recettes au profit du Trésor (arrêté grand-ducal du 9.7.1945) | 70 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 58.010 | 07.10 | Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location | * | 504 | 504 | 504 | 504 |
| 58.031 | 01.20 | Ventes mobilières: produit des ventes d'objets saisis et confisqués | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 76.040 | 01.25 | Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 76.050 | 01.25 | Vente de bâtiments à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 77.030 | 01.20 | Ventes de biens meubles durables | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| | | Total de la section 94.01 | 144.570 | 145.074 | 145.074 | 145.074 | 145.074 |
| | | Total du département 94 | 144.570 | 145.074 | 145.074 | 145.074 | 145.074 |

95.01 — Autres rec. en capital effectuées par la Trésor. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **95 — MINISTERE DES FINANCES: TRESOR** | | | | | |
| | | **Trésorerie de l'Etat** | | | | | |
| | | **Section 95.01 — Autres recettes en capital effectuées par la Trésorerie de l'Etat** | | | | | |
| 12.371 | 04.60 | Commission Européenne: participation au projet RICA ..... | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 |
| 17.000 | 02.00 | Pays membres de l'OTAN: remboursements relatifs à des travaux internationaux à intérêt commun exécutés par le Grand-Duché ..... | * | * | * | * | * |
| 53.360 | 07.10 | Débiteurs de l'Etat: remboursement de primes ou de subventions accordées dans l'intérêt de l'accession à la propriété immobilière ..... | 7.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 59.000 | 11.00 | FEDER (Fonds européen de développement régional): participation aux dépenses résultant de l'aménagement de zones industrielles et de l'exécution de projets analogues ..... | * | * | * | * | * |
| 63.007 | 07.10 | Remboursement d'aides revenant aux communes pour financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants ..... | * | — | — | — | — |
| 66.030 | 13.90 | Remboursements par le CGDIS d'une part du coût des immeubles transférés..... | * | — | — | — | — |
| 76.000 | 07.10 | Recettes provenant de l'aliénation de terrains destinées au Fonds spécial de soutien au développement du logement..... | * | — | — | — | — |
| | | Total de la section 95.01 ..... | 7.077 | 3.076 | 3.076 | 3.076 | 3.076 |
| | | Total du département 95 ..... | 7.077 | 3.076 | 3.076 | 3.076 | 3.076 |

# Chapitre III – RECETTES POUR COMPTE DE TIERS

Programme pluriannuel des recettes pour compte de tiers
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 98 – Compte de tiers ..... | 6.454.723 | 11.421.751 | 11.477.221 | 11.541.005 | 11.590.032 |
| TOTAL DES RECETTES POUR COMPTE DE TIERS ..... | 6.454.723 | 11.421.751 | 11.477.221 | 11.541.005 | 11.590.032 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

98.00 — Administration des contributions directes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **98 — COMPTE DE TIERS** | | | | | |
| | | **Section 98.00 — Administration des contributions directes** | | | | | |
| 36.092 | 13.90 | Prélèvement sur le produit des jeux de casino (ex-PO14)..... | 25.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 37.020 | 13.90 | Impôt retenu sur les revenus de l'épargne (non résidents) (ex-PO59)..... | * | * | * | * | * |
| 38.040 | 13.90 | Produit de la contribution dépendance prélevée par l'ACD sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension (ex-PO38)..... | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 |
| 93.000 | 13.90 | Produit de l'impôt commercial communal (ex-PO10) ..... | 1.500.000 | 1.660.000 | 1.710.000 | 1.770.000 | 1.830.000 |
| | | Total de la section 98.00 ..... | 1.580.000 | 1.721.000 | 1.771.000 | 1.831.000 | 1.891.000 |
| | | **Section 98.01 — Administration des douanes et des accises** | | | | | |
| 39.001 | 13.90 | UE – Recettes pour le compte de l'UE en matière de droits de douane et de montants agricoles instituées dans le cadre de la politique agricole commune (ex-PO3)..... | 20.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| | | Total de la section 98.01 ..... | 20.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| | | **Section 98.02 — Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA** | | | | | |
| 36.000 | 13.90 | TVA – part de la recette OSS collectée pour les autres Etats membres (ex-PO4) ..... | 4.700.000 | 9.600.000 | 9.600.000 | 9.600.000 | 9.600.000 |
| 38.001 | 13.90 | Produit des surtaxes perçues par l'Entreprise des postes et télécommunications (ex-PO78)..... | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 38.050 | 13.90 | Part des amendes et des astreintes revenant aux organismes d'autorégulation, prononcées contre leurs membres, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ex-PO95)..... | 50 | 25 | 25 | 25 | 25 |

98.02 — Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 38.051 | 13.90 | Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la Règlementation sur le stationnement payant : dépenses brutes (ex-PO31) | 37.100 | 4.900 | 5.000 | 5.100 | 5.200 |
| 39.000 | 13.90 | Prise en location pour les besoins de l'Office des Publications de l'Union européenne (ex-PO96) | 8.494 | 9.643 | 10.125 | 10.631 | 11.163 |
| | | Total de la section 98.02 | 4.745.674 | 9.614.598 | 9.615.180 | 9.615.786 | 9.616.418 |
| | | **Section 98.03 — Trésorerie de l'État** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | SNST – indemnités & charges sociales ; intérêts de retard (ex-PO51) | * | 7.000 | 6.500 | 6.000 | 5.500 |
| 11.006 | 13.90 | CHNP – rémunérations & charges sociales ; intérêts de retard (ex-PO35) | * | 1.300 | 1.250 | 1.200 | 1.150 |
| 12.122 | 13.90 | UE INTERREG – participation Mobilité & Travaux publics (ex-PO46) | * | 186 | 85 | 87 | 92 |
| 12.302 | 13.90 | ILNAS – recettes provenant des redevances versées aux organismes de normalisation étrangers pour la mise à disposition de normes (ex-PO50) | 140 | 150 | 160 | 170 | 180 |
| 33.020 | 13.90 | SERVIOR – remboursement de dépenses de personnel avancés par l'État (ex-PO37) | 20.064 | * | * | * | * |
| 38.050 | 13.90 | Recettes pour le compte du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité (ex-PO49) | * | * | * | * | * |
| 38.051 | 13.90 | Contributions partenaires – Exposition universelle Osaka 2025 (ex-PO90) | * | * | * | * | * |
| 38.052 | 13.90 | Contributions partenaires – Exposition universelle Riyad 2030 | — | * | * | * | * |
| 38.053 | 13.90 | Contributions partenaires – événements de promotion touristique (ex-PO30) | — | 600 | 600 | 600 | 600 |
| 39.000 | 13.90 | ALVA – part des institutions internationales aux frais de mise en œuvre de projets communautaires dans le domaine de la chaîne alimentaire et aux frais de fonctionnement du point focal de l'EFSA au Luxembourg (ex-PO71) | 130 | 114 | 114 | 114 | 114 |
| 39.001 | 13.90 | UE FSE – recettes : interventions intermédiaires (ex-PO19) | 6.200 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |

98.03 — Trésorerie de l'État

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 39.002 | 13.90 | UE – recettes en matière de réalisation de projets, programmes d'activités ou de formations pour le compte de cofinancement de l'UE dans l'intérêt de la transformation numérique du Luxembourg (ex-PO94) | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 39.003 | 13.90 | UE FEDER – recettes : interventions autorités intermédiaires (ex-PO18) | 4.995 | 5.075 | 2.576 | 2.618 | 1.093 |
| 39.004 | 13.90 | UE INTERREG & ESPON – recettes (ex-PO44) | 65.000 | 36.800 | 46.000 | 50.500 | 41.500 |
| 39.005 | 13.90 | UE – part : projets d'inclusion sociale (programmes communautaires) (ex-PO82) | * | * | * | * | * |
| 39.007 | 13.90 | UE FSE+ – soutien aux personnes les plus démunies (ex-PO87) | 315 | 356 | 169 | * | * |
| 39.008 | 13.90 | UE – part : Fonds Asile, Migration et Intégration (ex-PO85) | 3.857 | 5.959 | 5.959 | 5.959 | 5.959 |
| 39.009 | 13.90 | Cofinancement UE – activités et formations en sécurité publique (ex-PO61, non exclusif) | 7.526 | 6.812 | 5.828 | 5.171 | 4.626 |
| 39.040 | 13.90 | Rémunération personnel civil – autorités militaires alliées (ex-PO6) | 520 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| | | Total de la section 98.03 | 109.048 | 71.153 | 76.041 | 79.219 | 67.614 |
| | | **Section 98.04 — Régularisation de soldes** | | | | | |
| 39.000 | 13.90 | Régularisation des soldes cumulés négatifs à fin 2025 – ancien budget pour ordre | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 98.04 | — | * | * | * | * |
| | | Total du département 98 | 6.454.723 | 11.421.751 | 11.477.221 | 11.541.005 | 11.590.032 |

# Chapitre IV – RECETTES DES OPERATIONS FINANCIERES

Programme pluriannuel des recettes des opérations financières
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 99 – Opérations financières ..... | 2.750.404 | 3.200.251 | 3.500.251 | 2.260.251 | 2.750.251 |
| TOTAL DES RECETTES DES OPERATIONS FINANCIERES..... | 2.750.404 | 3.200.251 | 3.500.251 | 2.260.251 | 2.750.251 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **99 — OPERATIONS FINANCIERES** | | | | | |
| | | **Section 99.00 — Opérations financières** | | | | | |
| 29.000 | 13.90 | Différence de change en relation avec des paiements de factures en devises | 310 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 58.030 | 01.24 | Recettes en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor | * | * | * | * | * |
| 84.090 | 01.53 | Institutions financières internationales: Restitutions en rapport avec des ajustements de valeur de la participation dans le capital et remboursement de prêts octroyés par l'Etat | * | * | * | * | * |
| 86.000 | 01.23 | Remboursements d'aides dans le cadre de la crise sanitaire: principal | * | — | — | — | — |
| 86.030 | 04.42 | Produit de vente de participations de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé | * | * | * | * | * |
| 96.000 | 14.10 | Produit d'emprunts nouveaux | 1.250.000 | 1.500.000 | 1.500.000 | 1.501.000 | 1.500.000 |
| 96.001 | 01.23 | Produit de certificats de trésorerie nouveaux | * | * | * | * | * |
| 96.002 | 01.23 | Remboursement de prêts octroyés par l'Etat | 93 | * | * | * | * |
| 96.003 | 13.90 | Produit d'emprunts nouveaux pour refinancement de la dette publique | 1.500.000 | 1.700.000 | 2.000.000 | 759.000 | 1.250.000 |
| 96.004 | 13.90 | Surcote sur emprunts et certificats de trésorerie nouveaux | * | * | * | * | * |
| 96.040 | 07.20 | Remboursement du capital des prêts, octroyés aux syndicats de communes, liés au rachat de terrains et halls | * | — | — | — | — |
| | | Total de la section 99.00 | 2.750.404 | 3.200.251 | 3.500.251 | 2.260.251 | 2.750.251 |
| | | Total du département 99 | 2.750.404 | 3.200.251 | 3.500.251 | 2.260.251 | 2.750.251 |

# Chapitre V – DEPENSES COURANTES

Programme pluriannuel des dépenses courantes
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 00 – Ministère d'Etat | 278.806 | 287.893 | 302.017 | 313.126 | 330.053 |
| 01 – Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur | 936.650 | 1.099.427 | 1.139.132 | 1.244.470 | 1.314.910 |
| 02 – Ministère des Affaires intérieures | 2.727.158 | 2.812.979 | 2.969.428 | 3.160.870 | 3.361.267 |
| 03 – Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | 91.359 | 99.818 | 101.545 | 104.490 | 106.762 |
| 04 – Ministère de la Culture | 256.708 | 263.840 | 274.012 | 283.022 | 291.880 |
| 05 – Ministère de la Digitalisation | 271.934 | 298.183 | 308.000 | 319.784 | 331.580 |
| 06 – Ministère de l'Economie | 184.097 | 341.698 | 354.557 | 363.156 | 221.576 |
| 07 – Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | 4.263.206 | 4.557.117 | 4.748.777 | 4.963.105 | 5.183.829 |
| 08 – Ministère de l'Egalité des genres et de la Diversité | 31.609 | 34.080 | 37.145 | 39.099 | 40.991 |
| 09 – Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | 141.953 | 148.708 | 153.354 | 159.396 | 165.303 |
| 10 – Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | 2.571.311 | 2.634.474 | 2.652.708 | 2.741.923 | 2.850.079 |
| 11 – Ministère des Finances | 1.324.829 | 1.430.086 | 1.603.509 | 1.733.720 | 1.849.307 |
| 12 – Ministère de la Fonction publique | 1.028.769 | 1.048.847 | 1.199.355 | 1.362.008 | 1.501.635 |
| 13 – Ministère de la Justice | 339.749 | 353.526 | 365.485 | 379.902 | 396.378 |
| 14 – Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire | 116.964 | 115.348 | 126.532 | 138.002 | 149.437 |
| 15 – Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | 1.872.395 | 1.959.584 | 2.068.412 | 2.206.884 | 2.279.124 |
| 16 – Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | 693.123 | 719.179 | 742.335 | 772.170 | 800.213 |
| 17 – Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | 5.731.088 | 6.215.246 | 6.561.804 | 6.873.122 | 7.211.276 |
| 18 – Ministère des Sports | 66.493 | 76.617 | 92.869 | 98.511 | 100.787 |
| 19 – Ministère du Travail | 1.262.291 | 1.303.224 | 1.367.061 | 1.441.340 | 1.523.272 |
| TOTAL DES DEPENSES COURANTES | 24.190.492 | 25.799.872 | 27.168.038 | 28.698.100 | 30.009.658 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **00 — MINISTERE D'ETAT** | | | | | |
| | | **Section 00.00 — Maison du Grand-Duc** | | | | | |
| 10.012 | 13.90 | Dotation à la famille grand-ducale. (Crédit non limitatif) | 838 | 866 | 882 | 899 | 915 |
| 11.005 | 01.10 | Rémunération du personnel (fonctionnaires, employés ou salariés de l'Etat) | 13.146 | 13.629 | 14.283 | 14.937 | 15.593 |
| 11.301 | 13.90 | Dépenses de personnel spécifiques de la Maison du Grand-Duc. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.267 | 1.145 | 1.255 | 1.281 | 1.309 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 286 | 290 | 295 | 301 | 307 |
| 12.013 | 13.90 | Frais de route et de séjour: Protection rapprochée. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 130 | 136 | 142 | 148 | 155 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 121 | 123 | 125 | 128 | 130 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 63 | 206 | 67 | 70 | 71 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 256 | 200 | 204 | 207 | 212 |
| 12.140 | 13.90 | Journaux et périodiques, documentation, frais de communication et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 199 | 203 | 206 | 208 | 210 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 565 | 600 | 516 | 592 | 619 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien et exploitation d'immeubles, dépenses diverses: Palais grand-ducal. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 540 | 474 | 477 | 514 | 529 |
| 12.271 | 13.90 | Entretien et exploitation d'immeubles, dépenses diverses: Château de Berg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 847 | 870 | 920 | 970 |

00.00 — Maison du Grand-Duc

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.272 | 13.90 | Entretien et exploitation d'immeubles, dépenses diverses: Château de Fischbach. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 224 | 219 | 227 | 247 | 258 |
| 12.273 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses: bâtiment sis 15 rue du Marché-aux-Herbes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 29 | 31 | 31 | 31 | 31 |
| 12.274 | 13.90 | Entretien et exploitation d'immeubles, dépenses diverses: Service Jardins et Fleurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 280 | 293 | 306 | 319 | 333 |
| 12.301 | 13.90 | Frais de location de véhicules automoteurs et autres moyens de transport. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 141 | 147 | 176 | 225 | 235 |
| 12.321 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 429 | 449 | 472 | 491 | 513 |
| 12.323 | 13.90 | Festivités 25 ans de Règne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.330 | 13.90 | Dépenses pour distinctions honorifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 24.010 | 13.90 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 63 | 54 | 46 | 47 | 48 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 1 | — | — | — |
| 12.513 | 13.90 | Frais de route et de séjour: Protection rapprochée | — | 15 | — | — | — |
| 12.640 | 13.90 | Journaux et périodiques, documentation, frais de communication et dépenses diverses | * | 1 | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses: Palais grand-ducal | * | — | — | — | — |
| 12.771 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses: Château de Berg | 2 | 41 | — | — | — |

00.00 — Maison du Grand-Duc

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.772 | 13.90 | Entretien et exploitation d'immeubles, dépenses diverses: Château de Fischbach | * | * | — | — | — |
| 12.773 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses: bâtiment sis 15 rue du Marché-aux-Herbes | — | 4 | — | — | — |
| 12.821 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social | — | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 00.00 | 19.680 | 20.026 | 20.630 | 21.614 | 22.487 |
| | | **Section 00.01 — 1. Chambre des Députés (articles 10.000 à 10.003) 2. Cour des Comptes (article 10.020)** | | | | | |
| 10.000 | 01.10 | Chambre des Députés.<br>(Crédit non limitatif) | 72.877 | 74.670 | 79.549 | 82.011 | 84.428 |
| 10.001 | 01.10 | Médiateur.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.462 | 2.410 | 3.029 | 3.174 | 3.314 |
| 10.002 | 13.90 | Remboursement partiel des frais des campagnes électorales aux partis politiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | — | — | 1.500 | 300 |
| 10.003 | 13.90 | Dotation au profit du Centre pour l'égalité de traitement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 909 | 1.035 | 1.043 | 1.293 | 1.266 |
| 10.004 | 06.36 | Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.443 | 2.468 | 3.419 | 3.562 | 3.711 |
| 10.020 | 01.10 | Dotation au profit de la Cour des Comptes.<br>(Crédit non limitatif) | 5.489 | 6.292 | 6.574 | 6.869 | 7.176 |
| | | Total de la section 00.01 | 84.179 | 86.874 | 93.614 | 98.409 | 100.195 |
| | | **Section 00.02 — Conseil d'Etat** | | | | | |
| 10.000 | 01.10 | Dotation au profit du Conseil d'Etat.<br>(Crédit non limitatif) | 2.439 | 2.514 | 2.524 | 2.569 | 2.611 |
| 11.005 | 01.10 | Rémunération du personnel | 3.888 | 4.733 | 4.960 | 5.187 | 5.415 |
| | | Total de la section 00.02 | 6.327 | 7.247 | 7.484 | 7.756 | 8.025 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 00.03 — Gouvernement** | | | | | |
| 11.005 | 01.10 | Rémunération du personnel..... | 11.969 | 12.240 | 12.828 | 13.415 | 14.004 |
| 11.006 | 13.90 | Rémunération des membres du Gouvernement..... | 4.364 | 4.322 | 4.529 | 4.737 | 4.945 |
| 11.130 | Divers codes | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 179 | 30 | 27 | 29 | 31 |
| 11.310 | 01.10 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.716 | 706 | — | — | — |
| 12.000 | 01.10 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 28 | 27 | 23 | 24 | 24 |
| 12.010 | 01.10 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.150 | 1.000 | 1.011 | 1.022 | 1.042 |
| 12.020 | 01.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.050 | 01.10 | Achat de biens et de services postaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 12.080 | 01.10 | Bâtiments: exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 111 | 85 | 86 | 88 | 90 |
| 12.110 | 01.10 | Frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.500 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 12.120 | 01.10 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 546 | 309 | 50 | 50 | 50 |
| 12.131 | 01.10 | Frais de publication du Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, de codes, de recueils de législation, de guides pratiques et de projets de loi, sur papier et sur support informatique, et frais relatifs aux travaux préparatoires à ces publications; frais d'exploitation et d'entretien du site Internet legilux.lu; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.250 | 2.500 | 2.650 | 2.850 | 2.850 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit non limitatif)..... | 5 | 18 | 15 | 15 | 15 |

00.03 — Gouvernement

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.260 | 01.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 20 | 22 | 22 | 22 | 22 |
| 12.300 | 01.10 | Indemnités de représentation des membres du gouvernement... | 650 | 827 | 866 | 906 | 946 |
| 12.321 | 01.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 530 | 530 | 530 | 530 | 530 |
| 12.330 | 01.10 | Dépenses pour distinctions honorifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 660 | 730 | 800 | 870 | 940 |
| 12.343 | 03.60 | Service de renseignement de l'Etat: frais de fonctionnement; frais d'installation et autres. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.100 | 6.525 | 6.636 | 6.762 | 6.897 |
| 12.345 | 01.10 | Comité pour la mémoire de la 2ème guerre mondiale. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| 12.350 | 01.10 | Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 12.360 | 01.10 | Frais en relation avec l'organisation d'élections et de référendums. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | 1.500 | 1.500 |
| 33.005 | 01.10 | Financement des partis politiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.155 | 4.168 | 4.247 | 4.329 | 4.410 |
| 33.012 | 01.10 | Participation financière de l'Etat dans l'intérêt de la fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| 34.040 | 01.10 | Dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 34.090 | 01.10 | Subsides jugés opportuns par le gouvernement..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 35.060 | 01.43 | Contribution à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)..... | * | * | * | * | * |
| 43.000 | 01.10 | Remboursement des dépenses relatives aux opérations électorales et référendaires avancées par les communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | 1.400 | 1.400 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.550 | 13.90 | Achat de biens et services postaux | — | * | — | — | — |
| 12.580 | 13.90 | Bâtiments: exploitation et entretien | — | 8 | — | — | — |
| 12.610 | 13.90 | Frais de contentieux | — | 5 | — | — | — |
| 12.640 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information | — | 7 | — | — | — |
| 12.821 | 01.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses | 2 | 6 | — | — | — |
| 43.500 | 13.90 | Remboursement des dépenses relatives aux opérations électorales et référendaires avancées par les communes | — | 4 | — | — | — |
| | | Total de la section 00.03 | 36.279 | 36.401 | 36.656 | 40.882 | 42.031 |
| | | **Section 00.04 — Service Information et Presse** | | | | | |
| 11.005 | 01.10 | Rémunérations du personnel | 4.286 | 4.173 | 4.374 | 4.574 | 4.775 |
| 12.010 | 01.10 | Frais de route et de séjour. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| 12.070 | 01.10 | Frais d'entretien d'équipements informatiques et audiovisuels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 26 | 27 | 29 | 31 | 33 |
| 12.125 | 01.10 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 192 | 220 | 189 | 230 | 209 |
| 12.130 | 01.10 | Frais de publication de communiqués officiels. (Crédit non limitatif) | 730 | 730 | 740 | 750 | 760 |
| 12.340 | 01.10 | Frais de publication, de diffusion, de promotion, de documentation, d'abonnements et d'études; frais de développement et de maintenance des applications et réseaux électroniques et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 578 | 581 | 591 | 595 | 600 |
| | | Total de la section 00.04 | 5.812 | 5.733 | 5.924 | 6.181 | 6.378 |

00.05 — Conseil économique et social — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 00.05 — Conseil économique et social** | | | | | |
| 11.005 | 01.10 | Rémunération du personnel | 742 | 755 | 791 | 827 | 864 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires - membres et experts fonctionnaires de l'Etat, employés de l'Etat et employés publics (CES, CESGR, CESE). (Crédit non limitatif) | 55 | 46 | 46 | 47 | 48 |
| 12.010 | 01.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.080 | 01.10 | Bâtiments: exploitation et entretien | 31 | 33 | 34 | 35 | 35 |
| 12.120 | 01.10 | Conseil économique et social: indemnités des membres, frais d'experts et d'études; frais de traduction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 251 | 234 | 239 | 243 | 248 |
| 12.121 | 01.10 | Délégations luxembourgeoises du Comité économique et social de la Grande Région, du Comité économique et social européen: indemnités des membres, frais d'experts et d'études, frais de traduction. (Crédit non limitatif) | 6 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.125 | 01.10 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.260 | 01.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 54 | 45 | 46 | 47 | 48 |
| 35.060 | 01.10 | Contributions à des organismes internationaux. (Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| | | Total de la section 00.05 | 1.147 | 1.130 | 1.173 | 1.216 | 1.260 |
| | | **Section 00.06 — Haut-Commissariat à la Protection nationale** | | | | | |
| 11.005 | 02.00 | Rémunération du personnel | 7.839 | 9.774 | 10.243 | 10.712 | 11.182 |
| 12.000 | 02.00 | Indemnités pour services de tiers | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.010 | 02.00 | Frais de route et de séjour | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.020 | 02.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 35 | 36 | 38 | 40 | 42 |

00.06 — Haut-Commissariat à la Protection nationale — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.120 | 02.00 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 700 | 600 | 584 | 628 | 644 |
| 12.125 | 02.00 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 305 | 270 | 275 | 280 | 285 |
| 12.130 | 13.90 | Frais de publication.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 53 | 171 | 146 | 151 | 146 |
| 12.190 | 02.00 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 410 | 448 | 528 | 517 |
| 12.270 | 02.00 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses : loyer pour hall de stockage de matériel à Mersch.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 444 | 700 | 700 | 700 | 700 |
| 12.345 | 02.00 | Frais de fonctionnement; frais de bureau; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 150 | 160 | 163 | 166 | 170 |
| 12.356 | 02.00 | Frais de fonctionnement pour la gestion de crises.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.630 | 2.710 | 2.480 | 2.000 | 3.600 |
| 12.385 | 02.00 | Computer Emergency Response team (GovCert).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.266 | 2.892 | 2.952 | 3.011 | 3.071 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.620 | 13.90 | Frais d'experts et d'études | 2 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 00.06 | 14.832 | 17.731 | 18.037 | 18.225 | 20.365 |
| | | **Section 00.07 — Cultes** | | | | | |
| 11.005 | 08.50 | Rémunération du personnel | 24.284 | 22.952 | 24.053 | 25.155 | 26.259 |
| 12.080 | 08.50 | Séminaire de Luxembourg: bâtiments: exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif) | 52 | 50 | 51 | 52 | 53 |
| 33.010 | 08.50 | Subside au culte musulman.<br>(Crédit non limitatif) | 564 | 569 | 580 | 590 | 601 |
| 33.011 | 08.50 | Culte catholique: Participation aux frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire | 6 | 10 | 10 | 10 | 10 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.012 | 08.50 | Subside au culte protestant. (Crédit non limitatif) | 240 | 235 | 235 | 235 | 235 |
| 33.013 | 08.50 | Subside au culte israélite. (Crédit non limitatif) | 82 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 33.015 | 08.50 | Subside au culte catholique. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 33.016 | 08.50 | Subside au culte orthodoxe. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 33.017 | 08.50 | Subside au culte anglican. (Crédit non limitatif) | 157 | 158 | 161 | 164 | 167 |
| 34.060 | 04.42 | Culte catholique: bourses d'études aux élèves du séminaire | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Total de la section 00.07 | 25.388 | 24.046 | 25.162 | 26.279 | 27.399 |
| | | **Section 00.08 — Médias et Communications** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 5.714 | 6.275 | 6.576 | 6.877 | 7.179 |
| 11.132 | 08.40 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | 135 | 129 | 131 | 132 | 133 |
| 12.010 | 12.60 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 |
| 12.020 | 12.60 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.080 | 12.60 | Bâtiments; exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 119 | 119 | 120 | 121 | 122 |
| 12.120 | 12.60 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 369 | 377 | 384 | 391 |
| 12.190 | 12.60 | Frais de formation professionnelle | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 80 | 244 | 70 | 145 | 100 |

00.08 — Médias et Communications

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.345 | 08.40 | Médias et communications : indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de promotion, frais de documentation, acquisition de machines de bureau et d'équipements spéciaux, dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 450 | 360 | 366 | 373 | 380 |
| 12.347 | 13.90 | Financement des mesures accompagnatrices dans le cadre du développement des autoroutes de l'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 400 | 335 | 310 | 435 | 190 |
| 12.348 | 13.90 | Dépenses en relation avec l'autorité compétente pour le service public réglementé de Galileo et l'autorité compétente GOVSATCOM.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 |
| 12.349 | 13.90 | Dépenses en relation avec le projet "Quantum Communication Infrastructure".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.082 | 774 | 1.770 | * | 91 |
| 12.370 | 08.40 | Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| 12.380 | 01.10 | Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques; redevances; entretien et réparation des équipements radio-électriques; consommation; frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 8.249 | 9.355 | 10.000 | 10.000 | 18.000 |
| 12.390 | 13.90 | Dépenses en relation avec l'élaboration et la mise en œuvre de l'initiative gouvernementale «Innovative Initiatives ».<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.063 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 31.010 | 13.90 | Subventions dans le cadre du développement des autoroutes de l'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 31.020 | 08.40 | Autres aides, subventions et participations aux entreprises publiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.000 | — | — | — | — |
| 31.051 | 13.90 | Contribution de l'Etat au financement du service public de télévision assuré par CLT-UFA.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 31.053 | 08.40 | Initiatives en vue de préserver la diversité du paysage médiatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 418 | 418 | 428 | 439 | 448 |

00.08 — Médias et Communications

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.054 | 13.90 | Promotion du pluralisme des médias professionnels de l'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13.217 | 12.306 | 12.589 | 12.891 | 12.891 |
| 31.055 | 13.90 | Co-financement public de la radiodiffusion DAB+ en multiplex numérique au Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 31.056 | 13.90 | Co-financement de l'installation de couverture DAB+ dans les tunnels autoroutiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 31.057 | 13.90 | Subvention dans le cadre de l'accès des ménages défavorisés aux services de communications électroniques à ultra haut débit.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.600 | 1.800 | 1.800 | 1.800 | 1.800 |
| 32.020 | 13.90 | Subsides dans le cadre de l'initiative gouvernementale «Innovative initiatives».<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 120 | 183 | 183 | 183 | 183 |
| 32.021 | 13.90 | Dépenses en relation avec la participation au Concours Eurovision de la chanson.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.600 | 1.600 | 1.600 | 1.600 | 1.600 |
| 33.012 | 08.40 | Médias et communications: subsides à des associations.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 467 | 472 | 472 | 472 | 472 |
| 35.030 | 12.60 | Contributions à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 26 | 26 | 27 | 27 |
| 41.011 | 12.60 | Dotation en faveur de l'établissement public "Commission nationale pour la protection des données".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12.446 | 13.984 | 15.049 | 15.616 | 16.272 |
| 41.013 | 12.60 | Dotation en faveur de l'établissement public "Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel".<br>(Crédit non limitatif) | 1.850 | 3.575 | 3.782 | 3.907 | 4.034 |
| 41.014 | 08.40 | Dotation dans l'intérêt du Média de service public 100,7.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12.192 | 12.664 | 13.292 | 13.912 | 14.190 |
| 41.015 | 13.90 | Prise en charge par l'Etat des frais de l'Institut luxembourgeois de Régulation résultant de la directive européenne sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.504 | 3.047 | 3.422 | 3.471 | 3.576 |
| 41.016 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du groupement d'intérêt économique « GIE - MyConnectivity ».<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.500 | 1.800 | 2.000 | 2.100 | 2.100 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.017 | 13.90 | Transferts vers le Fonds national de la recherche (FNR) dans le cadre des appels à projets 5G. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 1.300 | 1.349 | * | * |
| | | Total de la section 00.08 | 84.027 | 87.546 | 92.124 | 91.297 | 100.593 |
| | | **Section 00.09 — Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg** | | | | | |
| 11.005 | 01.10 | Rémunération du personnel | 1.078 | 1.097 | 1.149 | 1.202 | 1.255 |
| 11.130 | 01.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.000 | 01.10 | Indemnités pour services de tiers | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.010 | 01.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.080 | 01.10 | Bâtiments: exploitation et entretien | 25 | 20 | 20 | 21 | 21 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | — | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.190 | 01.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice) | 7 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.260 | 01.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 35.060 | 01.43 | Contribution à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif) | 10 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 1 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 00.09 | 1.133 | 1.160 | 1.213 | 1.267 | 1.321 |
| | | Total du département 00 | 278.806 | 287.893 | 302.017 | 313.126 | 330.053 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **01 — MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA DEFENSE, DE LA COOPERATION ET DU COMMERCE EXTERIEUR** | | | | | |
| | | **Section 01.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 01.10 | Rémunération du personnel..... | 32.386 | 32.110 | 33.651 | 35.192 | 36.737 |
| 11.130 | 01.43 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 22 | 22 | 23 | 23 | 23 |
| 11.310 | 01.10 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.253 | 2.967 | — | — | — |
| 12.012 | 01.43 | Frais de route et de séjour; Dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.943 | 2.801 | 2.679 | 2.726 | 2.776 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 35 | — | — | — | — |
| 12.061 | 01.40 | Frais d'activation et d'abonnement pour système de communication d'urgence.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 175 | 180 | 190 | 200 | 210 |
| 12.120 | 01.40 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 85 | 100 | 105 | 110 | 110 |
| 12.140 | 01.40 | Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise relatives à l'Union Européenne et à son élargissement; activités de promotion du Luxembourg, notamment dans le cadre des activités des missions diplomatiques et consulaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 197 | 227 | 182 | 50 | 50 |
| 12.190 | 01.42 | Frais de formation et de réalisation de conférences au Luxembourg; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 165 | 189 | 193 | 196 | 200 |
| 12.192 | 01.42 | Frais d'organisation et de réalisation de conférences au Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 12.230 | 01.40 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 521 | 279 | 285 | 289 | 295 |

01.00 — Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.252 | 01.40 | Frais généraux de fonctionnement ; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 715 | 802 | 816 | 831 | 848 |
| 12.253 | 01.40 | Activités en relation avec le siège de membre du Luxembourg au Conseil des Droits de l'Homme, département et missions diplomatiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 440 | — | — | — | — |
| 12.254 | 13.90 | Activités en relation avec la Présidence du Luxembourg du Conseil de l'Europe, département et missions diplomatiques, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 713 | — | — | — | — |
| 12.255 | 13.90 | Activités en relation avec la candidature du Luxembourg à un siège comme membre au Conseil exécutif de l'UNESCO, département et missions diplomatiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 230 | 58 | 58 | 58 | 58 |
| 12.256 | 13.90 | Présidence de la Commission Internationale des archives d'Arolsen; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | * | 220 | 30 | — |
| 12.300 | 01.42 | Passeports et visas, affaires consulaires et aides aux personnes en situation de détresse à l'étranger; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.951 | 2.162 | 1.464 | 1.301 | 1.316 |
| 12.310 | 01.42 | Achat de timbres de chancellerie.<br>(Crédit non limitatif)..... | 48 | — | — | — | — |
| 12.340 | 01.42 | Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens : frais de fonctionnement, frais de promotion; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 413 | 418 | 424 | 432 | 440 |
| 12.352 | 01.42 | Aide aux personnes en situation de détresse à l'étranger ; aide, information et sensibilisation ; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 25 | — | — | — | — |
| 12.361 | 01.42 | Dépenses diverses en rapport avec les obligations protocolaires et avec la représentation extérieure du Ministère des Affaires étrangères et européennes.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 26 | 26 | 27 | 27 | 27 |
| 33.010 | 01.42 | Subsides et contributions à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger ..... | 65 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 35.010 | 01.42 | Centres communs des visas de pays membres de l'UE: participation aux frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |

01.00 — Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.060 | 01.43 | Conférences et réunions internationales: participation aux frais communs; dépenses diverses des délégations luxembourgeoises; frais généraux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 14 | — | — | — | — |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour | 4 | 3 | — | — | — |
| 12.730 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses | 7 | 4 | — | — | — |
| 12.751 | 13.90 | Prise en charge transitoire des frais de fonctionnement de la Cour d'appel de la juridiction unifiée en matière de brevets | * | — | — | — | — |
| 12.752 | 13.90 | Frais généraux de fonctionnement; dépenses diverses | 2 | 2 | — | — | — |
| 12.800 | 01.42 | Passeports et visas: frais d'acquisition de matériel; entretien, maintenance et réparation des machines et logiciels; dépenses diverses | * | — | — | — | — |
| 12.840 | 13.90 | Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement | 123 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 01.00 | 45.559 | 42.409 | 40.376 | 41.524 | 43.149 |
| | | **Section 01.01 — Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger** | | | | | |
| 11.005 | 01.42 | Rémunération du personnel | 24.523 | 26.642 | 27.920 | 29.199 | 30.481 |
| 11.090 | 01.42 | Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13.084 | 15.760 | 17.242 | 18.331 | 18.670 |
| 11.140 | 01.42 | Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.292 | — | — | — | — |
| 11.141 | 01.42 | Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.042 | — | — | — | — |
| 11.142 | 13.90 | Frais de scolarité et frais médicaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 5.008 | 5.364 | 5.586 | 5.690 |

01.01 — Missions luxembourgeoises à l'étranger

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.300 | 01.42 | Ambassades, représentations permanentes et consulats: indemnités, salaires et charges sociales des employés de bureau et du personnel ouvrier recrutés sur place; indemnités stagiaires; dépenses diverses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 22.420 | 23.417 | 25.774 | 27.224 | 28.967 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de déménagement et de voyages statutaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 2.317 | 2.638 | 2.594 | 2.958 |
| 12.011 | 01.42 | Frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.854 | — | — | — | — |
| 12.012 | 01.42 | Remboursement des frais de voyages statutaires des agents à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 664 | — | — | — | — |
| 12.084 | 01.42 | Immeuble administratif à Bruxelles: frais de fonctionnement et d'entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 863 | 874 | 888 | 903 | 923 |
| 12.251 | 01.42 | Frais de mise en place et de fonctionnement de nouvelles missions luxembourgeoises à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.840 | 6.798 | 9.070 | 11.848 | 7.206 |
| 12.256 | 01.42 | Frais de contentieux et d'experts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 288 | 341 | 357 | 364 | 385 |
| 12.260 | 01.42 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 3.032 | 2.569 | 2.621 | 2.727 | 2.816 |
| 12.270 | 01.42 | Entretien, exploitation et location d'immeubles; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.900 | 12.388 | 13.899 | 13.932 | 15.894 |
| 12.280 | 13.90 | Réalisation de mesures de sécurité; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 163 | 85 | 100 | 110 | 110 |
| 12.300 | 01.42 | Frais de représentation, actions de promotion économique, commerciale et culturelle du Luxembourg à l'étranger organisées par les missions, Maisons du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger, dons, cadeaux, pourboires, étrennes, divers. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.350 | 1.376 | 1.470 | 1.510 | 1.618 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.590 | 13.90 | Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger | — | 59 | — | — | — |

01.01 — Missions luxembourgeoises à l'étranger

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.640 | 13.90 | Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger | — | * | — | — | — |
| 12.511 | 13.90 | Frais de déménagement | 4 | 8 | — | — | — |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 1 | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | — | 6 | — | — | — |
| | | Total de la section 01.01 | 85.318 | 97.648 | 107.344 | 114.327 | 115.717 |
| | | **Section 01.02 — Relations internationales.- Contributions à des organismes internationaux** | | | | | |
| 11.300 | 02.50 | Missions d'observation électorale organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales; dépenses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12 | 12 | 12 | 12 | 14 |
| 12.300 | 02.50 | Missions d'observation électorale organisées par le Luxembourg et/ou des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12 | 12 | 12 | 12 | 14 |
| 35.030 | Divers codes | Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales et frais s'y rattachant; autres dépenses à caractère international. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 9.762 | 10.963 | 11.306 | 11.633 | 11.901 |
| 35.031 | Divers codes | Subventions à des institutions et organisations internationales; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité | 1.250 | 1.250 | 1.250 | 1.300 | 1.350 |
| 35.032 | 02.50 | Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales ainsi qu'aux mécanismes de gestion de crise de l'UE. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.468 | 3.866 | 2.462 | 4.715 | 3.815 |
| 35.033 | 02.50 | Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 54 | 54 | 55 | 58 | 59 |
| 35.060 | 01.54 | Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 310 | 315 | 320 | 350 | 355 |

01.02 — Contributions à des organismes internationaux — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.061 | 01.54 | Contribution financière à l'Institut Européen d'Administration Publique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 470 | 460 | 460 | 460 | 450 |
| | | Total de la section 01.02 ..... | 16.338 | 16.932 | 15.877 | 18.540 | 17.958 |
| | | **Section 01.03 — Relations internationales.- Relations économiques européennes et internationales, Grande Région et relations transfrontalières; autres actions** | | | | | |
| 12.250 | 13.90 | Présidence de la Grande Région; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 60 | 260 | 259 | 50 |
| 12.260 | 07.20 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 1 | 5 | 4 | 4 | 2 |
| 12.270 | 07.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 118 | 131 | 135 | 137 | 139 |
| 12.320 | 07.20 | Frais de fonctionnement du secrétariat permanent et commun du Comité Economique et Social de la Grande Région ..... | 45 | 46 | 48 | 50 | 50 |
| 35.040 | Divers codes | Assistance économique et technique et actions de formation sur le plan international.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.300 | 1.400 | 1.400 | 1.425 | 1.450 |
| 35.065 | 07.20 | Participation à des actions menées dans le cadre de la coopération transfrontalière de proximité.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 175 | 179 | 183 | 182 | 182 |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses ..... | — | 2 | — | — | — |
| 12.820 | 13.90 | Frais de fonctionnement du secrétariat permanent et commun du Comité Economique et Social de la Grande Région ..... | 8 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 01.03 ..... | 1.647 | 1.823 | 2.029 | 2.058 | 1.873 |
| | | **Section 01.04 — Commerce extérieur** | | | | | |
| 11.300 | 11.70 | Luxembourg Trade and Investment Offices: indemnités, salaires et charges sociales des employés recrutés sur place; dépenses diverses de personnel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.073 | 3.056 | 3.211 | 3.374 | 3.545 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 580 | 414 | 414 | 414 | 413 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4 | — | — | — | — |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 90 | 70 | 50 | 50 | 50 |
| 12.140 | 11.10 | Promotion du commerce extérieur: frais de publicité, d'exposition et de commercialisation, y compris des frais relatifs à des missions préparatoires ainsi que frais de séjour et de réception de personnes tierces, dans l'intérêt des exportations luxembourgeoises; activités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but; élaboration de matériel promotionnel sous forme de brochures, films, bandes vidéo, etc..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.286 | 2.424 | 2.222 | 2.030 | 2.130 |
| 12.141 | 01.42<br>11.10 | Promotion de l'expansion économique et commerciale: organisation de participations, d'actions de promotion et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés; organisation de pareilles manifestations; acquisition et édition de matériel d'exposition; acquisition et édition de matériel de promotion; organisation de campagnes et d'actions de publicité; participation à des congrès.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 880 | — | — | — | — |
| 12.300 | 11.10 | Frais liés à la participation à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale et touristique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 600 | 1.475 | 1.523 | 1.520 | 1.568 |
| 12.310 | 11.10 | Mesures et interventions dans l'intérêt de la promotion des investissements dans l'économie: frais divers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 862 | 1.176 | 1.237 | 1.297 | 1.360 |
| 31.030 | 11.10 | Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme; autres dépenses dans le même but.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.050 | 3.116 | 3.200 | 3.275 | 3.352 |
| 31.051 | 11.10 | Interventions de l'Etat dans les frais engagés par les entreprises ou par des organismes luxembourgeois ayant des activités de promotion commerciale à l'occasion de participations à des foires et à des salons spécialisés à l'étranger..... | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 31.056 | 11.70 | Mesures et interventions dans l'intérêt de la promotion du commerce extérieur et de la prospection économique; frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 80 | 80 | 80 | 80 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.000 | 01.10 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'intérêt économique "NEXUS2050 G.I.E". (Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 63 | 63 | * | * |
| 33.002 | 11.10 | Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: subsides à des organismes luxembourgeois et étrangers. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 101 | 180 | 121 | 180 | 120 |
| 41.015 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du groupement d'intérêt économique "GIE - Luxembourg@Expo 2025 Osaka". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 41.016 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du groupement d'intérêt économique "GIE - Luxembourg@Expo 2030 Riyadh". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 41.017 | 11.10 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Luxinnovation". (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.027 | 2.121 | 2.231 | 2.339 | 2.452 |
| 44.000 | 11.10 | Participation aux frais de fonctionnement des cours organisés par les écoles japonaise, chinoise et coréenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 61 | 72 | 72 | 72 | 72 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.641 | 13.90 | Promotion de l'expansion économique et commerciale: organisation de participations, d'actions de promotion et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés; organisation de pareilles manifestations; acquisition et édition de matériel d'exposition; acquisition et édition de matériel de promotion; organisation de campagnes et d'actions de publicité; participation à des congrès ..... | 12 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 01.04 ..... | 11.750 | 14.322 | 14.497 | 14.706 | 15.217 |
| | | **Section 01.05 — Direction de la Défense** | | | | | |
| 11.005 | 02.10 | Rémunération du personnel..... | 7.190 | 8.856 | 9.281 | 9.706 | 10.132 |
| 11.090 | 13.90 | Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 70 | 70 | 70 | * |
| 11.130 | 02.10 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 2 | 6 | 6 | 6 | 6 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.300 | 02.00 | Participants aux missions de gestion de crise non membres de l'armée: indemnités spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.010 | 02.00 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 354 | 577 | 625 | 680 | 685 |
| 12.020 | 13.90 | Prestations de services dans le domaine aérien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 345 | — | — | — | — |
| 12.120 | 02.00 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.305 | 1.700 | 1.250 | 830 | 830 |
| 12.140 | 13.90 | Foires, salons, colloques et autres manifestations: frais d'organisation et de participation; sponsoring, promotion et frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 237 | 1.394 | 962 | 642 | 642 |
| 12.190 | 13.90 | Frais de participation à des cours, stages, séminaires et formations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 26 | 25 | 25 | 25 |
| 12.230 | 02.00 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social ; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 93 | 148 | 150 | 153 | 156 |
| 12.260 | 02.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 128 | 40 | 38 | 38 | 40 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 950 | 977 | 988 | 1.000 | 1.013 |
| 12.300 | 02.00 | Frais en relation avec les capacités dans le domaine de la défense; frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.833 | 29.963 | 35.130 | 38.003 | 38.333 |
| 12.301 | 13.90 | Développements, locations, et acquisitions de services dans le domaine des technologies spatiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 17.817 | — | — | — | — |
| 12.302 | 13.90 | Développements, locations, et acquisitions de services dans le domaine des systèmes de communication et d'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.958 | — | — | — | — |
| 12.303 | 13.90 | Prestation de service dans le cadre de la médecine militaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | — | — | — | — |

01.05 — Direction de la Défense

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.310 | 13.90 | Participation aux frais liés aux prestations de services réalisées au profit de la Défense par d'autres entités publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 508 | — | — | — | — |
| 33.010 | 02.00 | Subside aux organisations d'anciens combattants et assimilés, de mutilés de guerre et d'anciens officiers et sous-officiers de réserve | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 33.011 | 02.00 | Subside au profit du Musée national d'histoire militaire | 10 | 50 | 10 | 10 | 10 |
| 34.040 | 02.00 | Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954; dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance; honoraires des avocats; dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 95 | 95 | 95 | 95 | 95 |
| 35.030 | 02.00 | Contributions aux frais pour mise à disposition de personnel détaché au Luxembourg dans le cadre de conventions bilatérales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 35.031 | 02.00 | Part contributive aux frais des institutions internationales, aux quotes-parts de divers programmes de défense, centres d'excellence, agence, états-majors, quartiers généraux multinationaux ou d'unités multinationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6.191 | 45.398 | 49.046 | 53.830 | 59.509 |
| 35.032 | 02.00 | Contributions du Luxembourg aux frais de postes d'experts auprès d'organisations internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 110 | 110 | 130 | 130 | 150 |
| 35.033 | 02.00 | Contributions aux quotes-parts de divers programmes de défense, centres d'excellence, agence, états-majors et quartiers généraux multinationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.144 | — | — | — | — |
| 35.035 | 02.10 | Contribution du Luxembourg dans le cadre de la politique de défense. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 45.176 | 83.560 | 73.385 | 71.665 | 72.450 |
| 35.036 | 02.10 | Contributions du Luxembourg aux frais d'installations militaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 21.000 | — | — | — | — |
| 35.037 | 02.10 | Contributions du Luxembourg aux frais d'exploitation de l'unité binationale d'avions de transport militaire A400M. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 17.000 | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.038 | Divers codes | Soutien à des projets et programmes en matière de recherche, technologie et développement à objectifs ou retombées visées dans le domaine de la défense.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.933 | 59.068 | 43.200 | 43.700 | 47.000 |
| 35.041 | 02.00 | Location et mise à disposition d'organismes et de pays partenaires en matière de défense, de services et d'infrastructures dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 37.010 | 02.00 | Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.200 | 4.400 | 5.000 | 5.600 | 6.200 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.730 | 13.90 | Frais de représentation | 2 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 01.05 | 152.651 | 236.448 | 219.402 | 226.194 | 237.286 |
| | | **Section 01.06 — Défense nationale** | | | | | |
| 11.005 | 02.10 | Rémunération du personnel | 103.162 | 117.616 | 123.247 | 128.878 | 134.522 |
| 11.080 | 02.10 | Frais médicaux divers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 150 | 248 | 252 | 256 | 262 |
| 11.081 | 02.10 | Accidents de service de toute nature: dommages-intérêts; remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 11.090 | 02.10 | Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.228 | 1.300 | 1.322 | 1.347 | 1.374 |
| 11.110 | 02.10 | Indemnités pour pertes de caisse | * | * | * | * | * |
| 11.120 | 02.10 | Gratifications pour croix de service et chevrons | 54 | 53 | 54 | 55 | 56 |
| 11.130 | 02.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 22 | 31 | 32 | 32 | 33 |
| 11.141 | 02.10 | Frais d'alimentation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.311 | 1.571 | 1.598 | 1.628 | 1.660 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.150 | 02.10 | Indemnités pour heures supplémentaires prestées notamment dans le cadre de l'Ecole de l'armée et des entraînements et instructions militaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.984 | 6.489 | 4.436 | 4.490 | 4.648 |
| 11.300 | 02.10 | Indemnités spéciales allouées aux membres de l'armée ou membres originaires au service de l'armée engagés dans des missions de crise et autres missions.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 895 | 947 | 963 | 981 | 1.001 |
| 12.010 | 02.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.086 | 1.600 | 1.700 | 1.800 | 1.900 |
| 12.020 | 02.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.378 | 9.102 | 11.714 | 20.448 | 30.441 |
| 12.120 | 02.10 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3.725 | 5.575 | 2.601 | 3.532 | 3.551 |
| 12.190 | 02.10 | Frais pour stage et cours.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.786 | 2.019 | 2.053 | 2.092 | 2.134 |
| 12.192 | 02.00 | Frais en relation avec la mise en oeuvre d'accords sur la maîtrise d'armement en Europe; frais en relation avec le traité "Open Skies"; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 34 | 26 | 30 | 30 | 66 |
| 12.260 | 02.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 17.280 | 14.703 | 13.711 | 15.856 | 16.683 |
| 12.270 | 02.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.065 | 4.442 | 4.413 | 4.901 | 4.996 |
| 12.303 | 02.10 | Frais de participation aux missions de gestion de crise et autres missions.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.206 | 3.098 | 4.020 | 4.097 | 4.179 |
| 12.304 | 02.00 | Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel notamment du charroi.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 4.705 | 5.029 | 5.966 | 12.092 | 18.849 |
| 12.320 | 02.10 | Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses. | 301 | 347 | 352 | 359 | 366 |
| 12.330 | 13.90 | Matériel et entretien pour protection, de détection et de décontamination CBRN ..... | 783 | 742 | 710 | 730 | 750 |
| 12.350 | 02.10 | Frais d'armement et munitions.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 8.143 | 9.228 | 9.583 | 9.765 | 10.062 |

01.06 — Défense nationale

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.352 | 02.10 | Frais à l'occasion d'exercices et de transport pour exercices, cours, formations et réunions. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.933 | 2.458 | 2.544 | 2.646 | 2.699 |
| 12.360 | 02.10 | Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation | 636 | 1.037 | 1.054 | 1.074 | 1.096 |
| 12.370 | 02.10 | Musique militaire: acquisition d'accessoires de musique; réparation d'instruments et d'accessoires de musique; acquisition de matériel et de papier de musique | 55 | 92 | 94 | 99 | 101 |
| 12.381 | 02.10 | Frais de fonctionnement de la cantine des volontaires de l'armée: achat de marchandises; frais divers. (Crédit sans distinction d'exercice) | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 |
| 32.010 | 09.30 | Compensation de gaz à effet de serre. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 35.030 | 02.00 | Contributions à des institutions internationales. (Crédit sans distinction d'exercice) | 151 | 196 | 228 | 251 | 267 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.580 | 13.90 | Restant d'exercices antérieurs - Frais médicaux divers | — | 9 | — | — | — |
| 11.650 | 02.10 | Indemnités pour heures supplémentaires | — | 1 | — | — | — |
| 12.510 | 02.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 1 | — | — | — |
| 12.690 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 23 | 10 | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 7 | 32 | — | — | — |
| 12.803 | 13.90 | Frais de participation aux missions de gestion de crise et autres missions | 22 | 238 | — | — | — |
| 12.852 | 13.90 | Frais à l'occasion d'exercices | — | 1 | — | — | — |
| 35.530 | 13.90 | Contributions à des institutions internationales | 174 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 01.06 | 161.349 | 188.290 | 192.732 | 217.495 | 241.754 |

01.07 — Action humanitaire — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 01.07 — Coopération au développement et action humanitaire** | | | | | |
| 11.005 | 01.53 | Rémunération du personnel..... | 5.499 | 3.803 | 3.985 | 4.168 | 4.351 |
| 12.012 | 01.53 | Frais de route et de séjour à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 950 | 950 | 1.000 | 1.100 | 1.250 |
| 12.050 | 01.53 | Frais de port ..... | 10 | — | — | — | — |
| 12.120 | 01.53 | Efficacité de l'aide au développement: Expertise diverse, suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.250 | 1.200 | 1.250 | 1.300 | 1.500 |
| 12.140 | 01.53 | Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 250 | 200 | 210 | 220 | 250 |
| 12.190 | 01.53 | Actions de formation, d'études et de recherche; séminaires et conférences.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 200 | 200 | 210 | 220 | 250 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 300 | 150 | 160 | 175 | 200 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | — | * | * | * | * |
| 32.020 | 01.52 | Congé de la coopération au développement et congé spécial des volontaires des services de secours pour actions humanitaires: indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 90 | 70 | 80 | 90 | 100 |
| 33.000 | 01.54 | Participation aux frais d'organismes et d'associations relevant de la coopération au développement pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 4.500 | 5.000 | 5.300 | 5.600 | 6.000 |
| 33.010 | 01.54 | Subventions aux frais du Cercle de coopération des organisations non gouvernementales et autres mesures visant à promouvoir la coopération au développement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.600 | 1.600 | 1.680 | 1.750 | 1.850 |

01.07 — Action humanitaire

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.000 | 01.53 | Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union européenne; dépenses diverses dans le même but. (Crédit sans distinction d'exercice) | 2.900 | 2.750 | 2.500 | 2.200 | 1.500 |
| 35.030 | Divers codes | Coopération au développement: contributions aux budgets, aux programmes et à des priorités thématiques d'institutions internationales autres que l'Union européenne. (Crédit sans distinction d'exercice) | 60.000 | 63.500 | 65.000 | 67.000 | 72.000 |
| 35.032 | 01.53 | Coopération au développement: contributions obligatoires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne. (Crédit sans distinction d'exercice) | 510 | 535 | 550 | 570 | 620 |
| 93.000 | 01.52 | Alimentation du fonds de la coopération au développement. (Crédit non limitatif) | 381.880 | 415.773 | 437.435 | 459.201 | 477.851 |
| | | Total de la section 01.07 | 459.939 | 495.731 | 519.360 | 543.594 | 567.722 |
| | | **Section 01.08 — Greffe et cour d'appel de la Juridiction unifiée du brevet** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 1.506 | 2.726 | 2.857 | 2.988 | 3.119 |
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 60 | 15 | * | * | * |
| 12.252 | 13.90 | Frais généraux de fonctionnement; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 399 | 422 | * | * | * |
| 35.030 | 13.90 | Contributions au fonctionnement de la Cour d'appel et le Greffe de la Juridiction unifiée du brevet; Dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | 5.275 | 5.697 | 6.068 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.752 | 13.90 | Frais d'exploitation courants | — | 3 | — | — | — |
| | | Total de la section 01.08 | 1.965 | 3.166 | 8.132 | 8.685 | 9.187 |

01.09 — Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 01.09 — Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne** | | | | | |
| 11.300 | 13.90 | Frais de personnel, rémunération du personnel supplémentaire, indemnités pour services extraordinaires, indemnités de poste et de logement, dépenses diverses de personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 1.554 | 15.037 | 45.751 | 36.104 |
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | 624 | 2.393 | 4.978 |
| 12.253 | 03.20 | Dépenses courantes de la Police grand-ducale dans le cadre de la Présidence UE. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | 100 | 860 |
| 12.300 | 13.90 | Frais de déménagement, dépenses de matériel, frais de réunions et de réceptions officielles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 35 | 1.104 | 3.723 | 9.103 | 23.106 |
| | | Total de la section 01.09 | 135 | 2.658 | 19.384 | 57.347 | 65.047 |
| | | Total du département 01 | 936.650 | 1.099.427 | 1.139.132 | 1.244.470 | 1.314.910 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **02 — MINISTERE DES AFFAIRES INTERIEURES** | | | | | |
| | | **Section 02.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 01.33 | Rémunération du personnel..... | 18.363 | 19.592 | 20.533 | 21.473 | 22.416 |
| 11.130 | 01.10 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 7 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 11.310 | 01.33 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 8.173 | 7.575 | — | — | — |
| 12.000 | 07.20 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6 | 36 | 36 | 36 | 36 |
| 12.010 | 01.10 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 113 | 123 | 123 | 123 | 123 |
| 12.020 | 03.20 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et de services postaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 20 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 12.070 | 13.90 | Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 10 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.110 | 13.90 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 |
| 12.120 | 01.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 344 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 97 | 55 | 37 | 37 | 37 |
| 12.141 | 01.10 | Frais de communication, de publication, de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 300 | 305 | 310 | 315 | 320 |
| 12.230 | 01.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 |

02.00 — Dépenses générales Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.250 | 01.10 | Entretien, frais d'exploitation et administratifs, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 247 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 12.260 | 01.10 | Frais généraux de fonctionnement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 77 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 12.300 | 13.90 | Frais administratifs; exécution d'expertises et de missions spéciales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 33.010 | 13.90 | Subside à l'asbl SECURITE ROUTIERE Luxembourg | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 33.011 | 13.90 | Subventions dans l'intérêt des activités d'organismes et d'associations.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 35.060 | 03.20 | Contributions à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif) | 102 | 115 | 115 | 115 | 115 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | * | — | — | — |
| 12.620 | 13.90 | Frais d'experts et d'études | 11 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 02.00 | 28.767 | 30.832 | 24.184 | 25.129 | 26.077 |
| | | **Section 02.01 — Finances communales** | | | | | |
| 43.000 | 13.20 | Subvention à la Ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 43.002 | 01.10 | Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 43.004 | 08.20 | Subventions au secteur communal pour encourager les activités de jumelage des communes.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 43.010 | 01.10 | Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967).<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 43.011 | 13.20 | Subventions d'équilibre et de compensation aux communes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93.000 | 13.20 | Alimentation du fonds de dotation globale des communes: dotation complémentaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.271.852 | 1.301.852 | 1.394.556 | 1.506.403 | 1.631.551 |
| 93.002 | 13.20 | Alimentation du fonds de dotation globale des communes: participation dans le produit de la taxe sur la valeur ajoutée.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 564.810 | 585.105 | 611.915 | 652.800 | 689.390 |
| 93.003 | 13.20 | Alimentation du fonds de dotation globale des communes: participation dans le produit de la taxe sur les véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13.600 | 13.600 | 13.600 | 13.600 | 13.600 |
| 93.004 | 13.90 | Alimentation du fonds de dotation globale des communes: produit de la taxe de consommation sur l'alcool.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 59.400 | 59.400 | 59.400 | 59.400 | 59.400 |
| 93.005 | 13.90 | Alimentation du fonds de dotation globale des communes : compensation unique de l'impact du statut de centre de développement et d'attraction (CDA) | 2.000 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 02.01 | 1.913.052 | 1.961.347 | 2.080.861 | 2.233.593 | 2.395.331 |
| | | **Section 02.02 — Direction générale de l'Immigration** | | | | | |
| 11.005 | 01.40 | Rémunération du personnel | 29.206 | 32.505 | 34.065 | 35.625 | 37.189 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif) | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.000 | 01.40 | Frais de traduction et d'interprétation et autres indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 925 | 964 | 1.011 | 1.056 | 1.103 |
| 12.012 | 01.40 | Frais de route et de séjour à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 232 | 232 | 236 | 241 | 245 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 149 | 189 | 192 | 196 | 200 |
| 12.080 | 01.40 | Bâtiments: exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.049 | 1.018 | 1.038 | 1.058 | 1.079 |
| 12.120 | 01.40 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 118 | 293 | 298 | 304 | 310 |
| 12.150 | 01.40 | Frais d'examens médicaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 37 | 647 | 870 | 890 | 910 |

02.02 — Direction générale de l'Immigration — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.190 | 01.40 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.250 | 01.40 | Frais d'exploitation courants.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 25 | 25 | 25 | 26 | 26 |
| 12.251 | 01.42 | Centre de rétention: Frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.815 | 4.898 | 5.010 | 5.123 | 5.247 |
| 12.252 | 01.42 | Maison retour: Frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.938 | 6.300 | 6.426 | 6.548 | 6.679 |
| 12.253 | 13.90 | Structure de filtrage: Frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 3.895 | 5.296 | 5.397 | 5.505 |
| 12.300 | 01.42 | Dépenses directes et indirectes en relation avec le retour de personnes en situation irrégulière.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 962 | 1.172 | 1.192 | 1.215 | 1.239 |
| 12.301 | 01.40 | Titres de séjour: frais d'acquisition de matériel; entretien et réparation de machines; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 605 | * | * | 638 | * |
| 12.330 | 01.40 | Participation de l'Etat à la réalisation de projets européens en matière d'immigration et d'asile dans le cadre du Fonds "Asile, migration et intégration" et du Fonds pour la sécurité intérieure et de l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas (BMVI).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 115 | 443 | 452 | 460 | 469 |
| 33.300 | 01.40 | Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires; subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 35.000 | 13.90 | Transferts de fonds dans le cadre d'un mécanisme européen de solidarité et de gestion de flux migratoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 35.030 | 01.40 | Contributions obligatoires aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union Européenne ..... | 65 | 76 | 85 | 85 | 85 |
| 35.061 | 13.90 | Contributions aux frais de fonctionnement dans le cadre de l'agence FRONTEX.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.165 | 5.253 | 5.347 | 5.449 | 5.558 |

02.02 — Direction générale de l'Immigration — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.751 | 13.90 | Centre de rétention: Frais de fonctionnement..... | 54 | — | — | — | — |
| 12.752 | 13.90 | Structure d'hébergement d'urgence : Frais d'exploitation courants ..... | * | — | — | — | — |
| 12.800 | 13.90 | Dépenses directes et indirectes en relation avec le retour de personnes en situation irrégulière ..... | — | 4 | * | * | * |
| | | Total de la section 02.02 ..... | 50.549 | 58.052 | 61.683 | 64.449 | 65.983 |
| | | **Section 02.03 — Caisse de prévoyance** | | | | | |
| 42.000 | 06.12 | Part contributive des communes transitant par le budget de l'Etat dans les cotisations d'assurance pension et d'assurance maladie dues à la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 102.376 | 111.634 | 116.063 | 120.641 | 125.130 |
| 42.002 | 03.20 | Prise en charge par l'Etat des pensions allouées aux anciens membres de la police et à leurs survivants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.855 | 3.704 | 3.550 | 3.400 | 3.250 |
| | | Total de la section 02.03 ..... | 106.231 | 115.338 | 119.613 | 124.041 | 128.380 |
| | | **Section 02.05 — Direction générale de la Sécurité civile** | | | | | |
| 12.140 | 13.90 | Frais de sensibilisation et d'information de la population en matière de sécurité civile.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 120 | 200 | 150 | 150 | 150 |
| 12.152 | 03.50 | Frais résultant de missions ne tombant pas sous le champ d'application de la convention en vigueur entre l'asbl Luxembourg Air Rescue et l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 31.050 | 03.50 | Subside à l'asbl Luxembourg Air Rescue.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 |
| 33.000 | 03.40 | Subvention extraordinaire à la Fédération nationale des pompiers du Grand-Duché.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 75 | 10 | * | * | * |

02.05 — Direction générale de la Sécurité civile

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.010 | 03.40 | Subvention à la Commission des jeunes pompiers du Grand-Duché.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 33.012 | 03.40 | Subvention à la caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 33.013 | 03.40 | Subvention à la fédération nationale des pompiers du Grand-Duché.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 260 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 33.020 | 03.40 | Subvention à l'Amicale des vétérans du Grand-Duché.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 35.010 | 01.10 | Secours dans le cadre de catastrophes naturelles et en cas d'assistance internationale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 1.000 | 1.000 |
| 35.040 | 03.50 | Part contributive du Luxembourg aux frais de fonctionnement du CSEM (Centre Sismologique Euro-Méditerranéen).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 35.060 | 03.50 | Frais résultant d'assistance au et du Luxembourg en cas de catastrophe dans le cadre des accords bilatéraux et du mécanisme de protection civile de l'Union.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 41.001 | 03.50 | Dotation de l'Etat au profit de l'établissement public Corps grand-ducal d'incendie et de secours.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 78.054 | 82.680 | 87.535 | 93.605 | 98.868 |
| 41.002 | 03.50 | Dotation de l'Etat au profit de l'établissement public Corps grand-ducal d'incendie et de secours pour couvrir les dépenses exclusivement à charge de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.410 | 7.240 | 7.560 | 7.790 | 7.980 |
| 41.003 | 03.50 | Réaffectation à l'établissement public "Corps grand-ducal d'incendie et de secours" du produit de l'impôt spécial à charge des assureurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.400 | 7.300 | 7.300 | 7.300 | 7.300 |
| 41.004 | 01.10 | Réaffectation à l'établissement public Corps grand-ducal d'incendie et de secours du produit de la hausse de la TVA opérée en 2015.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 67.067 | 69.336 | 72.878 | 77.395 | 81.693 |

02.05 — Direction générale de la Sécurité civile — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 41.500 | 13.90 | Dotation de l'Etat au profit de l'établissement public Corps grand-ducal d'incendie et de secours pour couvrir les dépenses exclusivement à charge de l'Etat | 1.443 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 02.05 | 163.291 | 171.529 | 180.186 | 189.003 | 198.754 |
| | | **Section 02.06 — Police grand-ducale** | | | | | |
| 11.005 | 03.20 | Rémunération du personnel | 394.723 | 400.246 | 419.122 | 437.997 | 456.918 |
| 11.080 | 03.20 | Frais médicaux et funéraires divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 165 | 170 | 174 | 179 | 180 |
| 11.090 | 03.20 | Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif) | 344 | 250 | 260 | 270 | 280 |
| 11.100 | 03.20 | Indemnités d'habillement. (Crédit non limitatif) | * | — | — | — | — |
| 11.120 | 03.20 | Gratifications pour croix de service. (Crédit non limitatif) | 240 | 260 | 265 | 270 | 275 |
| 11.130 | 03.20 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 360 | 360 | 400 | 400 |
| 11.131 | 03.20 | Indemnités de permanence à domicile. (Crédit non limitatif) | * | * | * | — | — |
| 11.140 | 13.90 | Paiement frais scolaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 52 | 32 | 36 | 40 | 44 |
| 11.141 | 03.20 | Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 145 | 126 | 127 | 128 | 129 |
| 11.300 | 03.20 | Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 |
| 12.000 | 03.20 | Indemnités pour services de tiers | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.010 | 03.20 | Frais de route et de séjour; frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 490 | 530 | 550 | 570 | 590 |

02.06 — Police grand-ducale

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.020 | 03.20 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.108 | 4.373 | 4.580 | 4.600 | 4.620 |
| 12.023 | 03.20 | Frais d'exploitation d'un hélicoptère de police.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.209 | 6.075 | 6.247 | 6.403 | 6.563 |
| 12.070 | 03.20 | Location et entretien des équipements informatiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 11.211 | — | — | — | — |
| 12.071 | 03.20 | Coopération policière européenne: développement et exploitation de nouveaux systèmes d'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.195 | — | — | — | — |
| 12.072 | 03.20 | Location et entretien des équipements informatiques pour le volet digitalisation de la Police Grand-Ducale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 676 | — | — | — | — |
| 12.120 | 03.20 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 175 | 707 | 700 | 700 | 700 |
| 12.121 | 03.20 | Frais d'experts et d'études pour le volet de la digitalisation de la Police Grand-Ducale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 938 | — | — | — | — |
| 12.190 | 03.20 | Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.388 | 1.550 | 1.600 | 1.650 | 1.700 |
| 12.251 | 03.20 | Centre de Coopération Policière et Douanière: frais de fonctionnement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 55 | — | — | — | — |
| 12.260 | 03.20 | Frais d'exploitation et frais administratifs: vêtements de travail, frais de bureau, frais de publicité, frais de banque et dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.812 | 6.871 | 5.297 | 5.107 | 5.247 |
| 12.261 | 03.20 | Frais d'exploitation et frais administratifs: frais de communication.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 7.929 | — | — | — | — |
| 12.270 | 03.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 18.877 | 19.043 | 23.849 | 24.255 | 24.670 |
| 12.300 | 03.20 | Frais en matière d'ordre public, y compris armement et munitions et matériels de protection C.B.R.N..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 2.953 | 3.169 | 3.294 | 4.042 |
| 12.301 | 03.20 | Acquisition de petits matériels de protection C.B.R.N..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 403 | — | — | — | — |

02.06 — Police grand-ducale

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.302 | 03.20 | Missions civiles organisées par le Luxembourg : formations, interprètes, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 160 | * | — | — | — |
| 12.303 | 03.20 | Frais de participation aux opérations de maintien de la paix ainsi qu'aux opérations de coopérations internationales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 115 | 90 | 95 | 100 | 105 |
| 12.310 | 03.20 | Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport; frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions; allocation de prix à l'occasion de concours sportifs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 80 | 156 | 158 | 160 | 162 |
| 12.320 | 03.20 | Frais de représentation; cérémonies; réceptions officielles; couronnes et dépôts de fleurs; frais de culte; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 46 | 242 | 115 | 120 | 325 |
| 12.330 | 03.20 | Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe | 82 | 130 | 132 | 134 | 136 |
| 12.340 | 03.20 | Frais de communication, de location et d'exploitation des systèmes informatiques, y compris le Centre de Coopération Policière et Douanière.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 23.623 | 27.606 | 29.455 | 30.457 |
| 12.350 | 03.20 | Frais d'armement et munitions.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.849 | — | — | — | — |
| 12.360 | 03.20 | Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 377 | — | — | — | — |
| 33.000 | 13.90 | Aides, subventions et participations à caractère légal, réglementaire ou conventionnel aux administrations privées | 30 | 32 | 34 | 36 | 38 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 03.20 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | * | — | — | — |
| 12.520 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | 4 | — | — | — |
| 12.620 | 03.20 | Frais d'experts et d'études | — | * | — | — | — |
| 12.690 | 13.90 | Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses | 11 | — | — | — | — |

02.06 — Police grand-ducale

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | — | 3 | — | — | — |
| | | Total de la section 02.06 | 457.495 | 468.035 | 494.686 | 516.078 | 537.790 |
| | | **Section 02.07 — Inspection générale de la Police grand-ducale** | | | | | |
| 11.005 | 03.10 | Rémunération du personnel | 7.617 | 7.673 | 8.042 | 8.410 | 8.779 |
| 12.250 | 03.10 | Inspection générale de la Police grand-ducale: frais de fonctionnement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 155 | 174 | 175 | 168 | 173 |
| | | Total de la section 02.07 | 7.772 | 7.847 | 8.217 | 8.578 | 8.952 |
| | | Total du département 02 | 2.727.158 | 2.812.979 | 2.969.428 | 3.160.870 | 3.361.267 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **03 — MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE LA VITICULTURE** | | | | | |
| | | **Section 03.00 — Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 10.20 | Rémunération du personnel | 7.490 | 7.864 | 8.241 | 8.619 | 8.997 |
| 11.130 | 10.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 11.310 | 10.20 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.064 | 314 | — | — | — |
| 12.000 | 10.10 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.010 | 10.10 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 175 | 185 | 185 | 185 | 185 |
| 12.011 | 10.10 | Unité de contrôle: frais de route et de séjour | 5 | 4 | 5 | 5 | 5 |
| 12.020 | 10.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 2 | 2 | 3 | 3 | 3 |
| 12.021 | 10.10 | Unité de contrôle: frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 18 | 15 | 15 | 16 | 16 |
| 12.080 | 10.10 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit sans distinction d'exercice) | 30 | 30 | 31 | 32 | 32 |
| 12.081 | 10.10 | Unité de contrôle: bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.120 | 10.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 200 | 327 | 307 | 307 | 307 |
| 12.121 | 10.10 | Unité de contrôle: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif) | 130 | 125 | 127 | 129 | 132 |
| 12.123 | 13.90 | Frais en relation avec la digitalisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 700 | 700 | 700 | 700 |

03.00 — Agriculture. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.124 | 10.10 | Frais en relation avec la mise en œuvre du Programme de Développement Rural 2014-2022 et du Plan Stratégique National 2023-2027 ; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 280 | 120 | 40 | 100 |
| 12.125 | 10.10 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | 121 | 127 | 130 | 132 |
| 12.140 | 10.10 | Frais de publicité, de sensibilisation, de promotion et de représentation du département de l'agriculture; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.050 | 920 | 936 | 953 | 972 |
| 12.141 | 10.10 | Politique alimentaire et lutte contre le gaspillage alimentaire. (Crédit sans distinction d'exercice) | 596 | 1.046 | 1.051 | 1.051 | 1.051 |
| 12.190 | 10.10 | Unité de contrôle: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.191 | 10.10 | Formation du personnel; colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 31 | 45 | 47 | 49 | 52 |
| 12.230 | 10.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 83 | 103 | 253 | 73 | 73 |
| 12.260 | 10.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 36 | 36 | 37 | 37 | 38 |
| 12.261 | 10.10 | Unité de contrôle: Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 9 | 10 | 8 | 8 | 8 |
| 12.340 | 07.50<br>10.10 | Frais d'organisation d'un système de collecte de déchets problématiques auprès des exploitations agricoles, viticoles et horticoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 820 | 1.153 | 1.205 | 1.238 | 1.271 |
| 12.341 | 13.90 | Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2029 ». (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.338 | 798 | 798 | 798 | 798 |
| 31.050 | 10.10 | Intervention de l'Etat en faveur des services d'échange de machines et d'entraide | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 31.053 | 10.10 | Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de services de comptabilité et de conseils de gestion agricoles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.055 | 10.10 | Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 31.056 | 10.10 | Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 32.011 | 10.10 | Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production dans l'intérêt des races bovine et porcine. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 33.010 | 01.10<br>01.54 | Subventions et participations de l'Etat aux frais de fonctionnement d'organismes et d'associations relevant du département de l'agriculture. (Crédit sans distinction d'exercice) | 3.265 | 5.114 | 4.636 | 4.236 | 3.678 |
| 33.011 | 13.90 | Co-financement des nouvelles missions de modernisation de la Chambre d'Agriculture. (Crédit sans distinction d'exercice) | 275 | 275 | 275 | 275 | 275 |
| 33.016 | 07.20 | Participation de l'Etat dans les dépenses concernant les activités du réseau rural. (Crédit sans distinction d'exercice) | 425 | 200 | 255 | 230 | 255 |
| 33.017 | 13.90 | Projets et initiatives pédagogiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | — | 323 | 320 | 330 | 340 |
| 33.018 | 07.50 | Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG et d'autres programmes communautaires dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la viticulture et du développement rural. (Crédit sans distinction d'exercice) | 75 | 190 | 160 | 60 | 30 |
| 34.060 | 04.34 | Subsides à des parents d'élèves du lycée technique agricole en pension à l'Internat St-Joseph à Ettelbruck | 56 | 56 | 56 | 56 | 56 |
| 34.103 | 10.10 | Subventions en faveur de la recherche et de l'étude de méthodes de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits agricoles et notamment de produits de qualité. (Crédit sans distinction d'exercice) | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |

03.00 — Agriculture. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.104 | 10.10 | Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité, de promotion et de commercialisation de produits de qualité et la participation à des foires et expositions; participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur le produit du terroir par la Chambre d'Agriculture.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 400 | 725 | 828 | 860 | 453 |
| 35.001 | 10.10 | Remboursement à l'Union européenne de dépenses non reconnues dans le cadre du financement de la politique agricole commune.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 35.060 | 10.10 | Contributions à des organisations internationales.<br>(Crédit non limitatif)..... | 236 | 255 | 258 | 261 | 264 |
| 41.000 | 10.10 | Elections pour la constitution de la Chambre d'Agriculture: dépenses à charge de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | 60 |
| 41.010 | 10.10 | Participation de l'Etat aux frais administratifs de l'établissement public "Caisse d'assurance des animaux de boucherie".<br>(Crédit non limitatif)..... | 9 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 41.011 | 10.20 | Dotation dans l'intérêt de l'établissement public "Office national de remembrement".<br>(Crédit non limitatif)..... | 3.500 | 5.300 | 6.200 | 6.600 | 6.500 |
| 41.012 | 13.90 | Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 43.001 | 10.10 | Subvention à la Ville d'Ettelbrück pour l'organisation de la foire agricole..... | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 |
| 43.002 | 10.10 | Contribution financière de l'Etat au budget de l'exposition horticole organisée en 2023 par "LUGA A.s.b.l.".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.657 | 656 | — | — | — |
| 43.003 | 13.90 | Participation de l'État à des projets réalisés par les parcs naturels dans les volets agricole, alimentaire, développement rural et villageois.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 184 | 204 | 205 | 205 | 205 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.625 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique..... | 27 | — | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | — | 5 | — | — | — |

03.00 — Agriculture. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.761 | 13.90 | Unité de contrôle: Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | * | — | — | — | — |
| 12.841 | 13.90 | Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique « PAN-Bio 2025 » | 21 | — | — | — | — |
| 33.510 | 13.90 | Subventions et participations de l'Etat aux frais de fonctionnement d'organismes et d'associations relevant du département de l'agriculture | 7 | — | — | — | — |
| 35.560 | 13.90 | Contributions à des organismes internationaux | 5 | — | — | — | — |
| 41.510 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais administratifs de l'établissement public "Caisse d'assurance des animaux de boucherie" | — | 3 | — | — | — |
| | | Total de la section 03.00 | 26.418 | 28.116 | 28.119 | 28.215 | 27.719 |
| | | **Section 03.01 — Viticulture** | | | | | |
| 11.005 | 10.10 | Rémunération du personnel | 3.485 | 3.816 | 3.999 | 4.182 | 4.365 |
| 12.000 | 10.10 | Indemnités pour services de tiers | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.010 | 10.10 | Frais de route et de séjour | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 |
| 12.020 | 10.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.080 | 10.10 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif) | 182 | 181 | 184 | 187 | 191 |
| 12.120 | 10.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 15 | 24 | 24 | 25 | 25 |
| 12.190 | 10.10 10.11 | Cours d'enseignement viticole: indemnités; vulgarisation de connaissances viti-vinicoles; frais de formation du personnel, dépenses diverses | 30 | 38 | 39 | 39 | 40 |
| 12.260 | 10.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 290 | 289 | 318 | 311 | 317 |
| 33.011 | 10.10 | Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole (loi modifiée du 23.4.1965). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 751 | 751 | 751 | 751 | 751 |

03.01 — Viticulture — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.500 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | — | 4 | — | — | — |
| 33.511 | 13.90 | Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole | 92 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 03.01 | 4.878 | 5.136 | 5.348 | 5.529 | 5.724 |
| | | **Section 03.02 — Administration des services techniques de l'agriculture** | | | | | |
| 11.005 | 10.10 | Rémunération du personnel | 17.521 | 18.490 | 19.377 | 20.265 | 21.154 |
| 11.080 | 13.90 | Frais médicaux et autres frais immédiats résultant des demandes et recommandations du médecin du travail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 11.130 | 10.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 12 | 14 | 14 | 14 | 15 |
| 12.000 | 10.10 | Indemnités pour services de tiers | 18 | 18 | 18 | 18 | 19 |
| 12.010 | 10.10 | Frais de route et de séjour | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.020 | 10.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 115 | 115 | 115 | 115 | 120 |
| 12.120 | 10.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 250 | 243 | 248 | 254 | 260 |
| 12.125 | 10.10 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 436 | 444 | 453 | 464 |
| 12.150 | 13.90 | Mesures phytosanitaires d'urgence pour l'éradication des organismes de quarantaine de l'UE. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.190 | 10.10 | Formation du personnel | 25 | 31 | 32 | 32 | 33 |
| 12.260 | 10.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.200 | 1.000 | 1.017 | 1.036 | 1.057 |
| 12.270 | 10.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 545 | 660 | 690 | 715 | 730 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.330 | 10.10 | Frais inhérents aux contrôles techniques des semences de céréales et de plantes fourragères ainsi que des plants de pommes de terre. (Crédit non limitatif) | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | 10 | — | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 3 | 10 | — | — | — |
| | | Total de la section 03.02 | 20.275 | 21.097 | 22.034 | 22.982 | 23.932 |
| | | **Section 03.03 — Service d'économie rurale** | | | | | |
| 11.005 | 10.10 | Rémunération du personnel | 11.707 | 11.987 | 12.562 | 13.137 | 13.714 |
| 12.010 | 10.10 | Frais de route et de séjour | 12 | 15 | 15 | 16 | 16 |
| 12.020 | 10.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.120 | 10.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif) | 20 | 55 | 56 | 57 | 58 |
| 12.190 | 10.10 | Formation du personnel, colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 12 | 12 | 12 | 13 | 13 |
| 12.260 | 10.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 40 | 41 | 41 | 41 | 42 |
| 12.270 | 10.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 840 | 872 | 887 | 904 | 922 |
| 12.300 | 10.10 | Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs. (Crédit non limitatif) | 90 | 100 | 102 | 104 | 106 |
| 12.301 | 10.10 | Acquisition et entretien d'équipements spéciaux | 4 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 24.010 | 10.10 | Location de logiciels informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 142 | 300 | 314 | 328 | 334 |

03.03 — Service d'économie rurale — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.800 | 13.90 | Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs | — | 4 | — | — | — |
| | | Total de la section 03.03 | 12.869 | 13.395 | 13.997 | 14.608 | 15.214 |
| | | **Section 03.05 — Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 13.412 | 17.040 | 17.858 | 18.675 | 19.495 |
| 11.080 | 13.90 | Frais médicaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | 3 | 3 | 6 | 6 | 6 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour à l'intérieur du pays. (Crédit non limitatif) | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 55 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif) | 178 | 165 | 168 | 171 | 175 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'analyses à effectuer dans les laboratoires externes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.200 | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 |
| 12.121 | 13.90 | Frais d'échantillonnage officiel. (Crédit non limitatif) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.122 | 13.90 | Frais d'experts et d'études: frais d'accréditation. (Crédit non limitatif) | 120 | 130 | 133 | 135 | 138 |
| 12.123 | 13.90 | Frais d'experts et d'études: experts externes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 28 | 115 | 20 | 20 | 20 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 70 | 77 | 77 | 77 | 77 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 37 | 40 | 41 | 42 | 42 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.150 | 13.90 | Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt des missions de contrôle et de surveillance de l'ALVA. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.150 | 3.150 | 2.700 | 2.700 | 2.700 |
| 12.160 | 13.90 | Achat de matériel d'identification des animaux de rente, de matériel de lutte contre les épizooties, de matériel pour l'échantillonnage et les prélèvements ainsi que les prestations de service directes en relation avec la police sanitaire du bétail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.200 | 3.050 | 2.462 | 2.473 | 2.484 |
| 12.190 | 13.90 | Formation du personnel | 50 | 75 | 82 | 82 | 82 |
| 12.191 | 13.90 | Colloques: frais d'organisation et de participation | 15 | 30 | 20 | 20 | 20 |
| 12.250 | 13.90 | Frais en relation avec le plan national antibiotiques (quote-part du département de l'agriculture). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 480 | 489 | 498 | 508 |
| 12.261 | 13.90 | Indemnisation de frais d'hébergement et de soins d'animaux dans le cadre de la loi du 27 juin 2018 sur la protection animale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.262 | 13.90 | Chien de détection organismes nuisibles. (Crédit non limitatif) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.270 | 13.90 | Exploitation et location d'immeubles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 820 | 825 | 830 | 835 |
| 24.010 | 13.90 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 201 | 135 | 134 | 138 | 75 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | — | 3 | — | — | — |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | * | — | — | — |
| 12.520 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | * | — | — | — |
| 12.550 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications | — | 1 | — | — | — |
| 12.620 | 13.90 | Frais d'experts et d'études | 3 | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.622 | 13.90 | Frais d'experts et d'études: Frais d'accréditation | * | — | — | — | — |
| 12.625 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | — | 4 | — | — | — |
| 12.650 | 10.10 | Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail | 69 | 30 | — | — | — |
| 12.660 | 13.90 | Acquisition et entretien de matériel médical, pharmaceutique, vétérinaire et de laboratoire | 54 | — | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | — | 1 | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Exploitation et location d'immeubles | 145 | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 03.05 | 21.484 | 26.918 | 26.583 | 27.436 | 28.227 |
| | | **Section 03.06 — Protection des consommateurs** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 2.856 | 2.987 | 3.130 | 3.274 | 3.417 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités de médiation dans le cadre du recours collectif. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers: médiation dans le cadre du recours collectif. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.010 | 11.10 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 36 | 36 | 36 | 36 | 37 |
| 12.020 | 11.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.110 | 11.10 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.120 | 11.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 319 | 269 | 281 | 294 | 307 |
| 12.122 | 13.90 | Mise en place et coordination de la politique alimentaire | 445 | — | — | — | — |
| 12.140 | 11.70 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit sans distinction d'exercice) | 285 | 213 | 213 | 213 | 213 |
| 12.191 | 11.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |

03.06 — Protection des consommateurs

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.230 | 11.10 | Frais en relation avec les actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 5 | 92 | 92 | 92 | 92 |
| 12.250 | 11.70 | Frais de fonctionnement du service de la Protection des consommateurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 16 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.260 | 13.90 | Frais pour tests-achats en lien avec le Code de la consommation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 10 | 10 | 12 | 14 | 16 |
| 33.001 | 11.40 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre Européen des Consommateurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 507 | 508 | 507 | 555 | 572 |
| 33.010 | 13.90 | Participation de l'Etat à des projets en matière de protection des consommateurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 150 | 300 | 350 | 400 |
| 33.020 | 11.40 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 830 | 850 | 850 | 850 | 850 |
| | | Total de la section 03.06 ..... | 5.435 | 5.156 | 5.463 | 5.719 | 5.945 |
| | | Total du département 03 ..... | 91.359 | 99.818 | 101.545 | 104.490 | 106.762 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **04 — MINISTERE DE LA CULTURE** | | | | | |
| | | **Section 04.00 — Culture. - Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 08.00 | Rémunération du personnel..... | 8.653 | 8.427 | 8.832 | 9.236 | 9.642 |
| 11.131 | 08.50 | Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 11.310 | 08.00 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.119 | 450 | — | — | — |
| 12.002 | 08.00 | Commissions diverses: indemnités pour services de tiers ..... | 9 | 10 | 10 | 10 | 11 |
| 12.010 | 08.00 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 122 | 140 | 142 | 145 | 147 |
| 12.020 | 08.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.120 | 08.00 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.130 | 1.195 | 1.218 | 1.241 | 1.265 |
| 12.190 | 08.00 | Frais de colloques, séminaires et formations pour le secteur culturel : participation et organisation..... | 64 | 66 | 67 | 68 | 70 |
| 12.210 | 08.00 | Dépenses d'alimentation..... | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 12.230 | 08.00 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 44 | 44 | 45 | 45 | 46 |
| 12.250 | 08.00 | Mise en oeuvre du plan de développement culturel: dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 200 | 318 | 323 | 225 | 230 |
| 12.260 | 08.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 202 | 411 | 418 | 425 | 433 |
| 12.262 | 08.00 | Frais relatifs au département "Artothèque" du ministère ..... | 43 | 36 | 37 | 37 | 38 |
| 12.270 | 08.00 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 182 | 78 | 79 | 81 | 82 |
| 12.300 | 08.20 | Concours et prix culturels : dépenses diverses..... | 5 | 73 | 74 | 75 | 77 |

04.00 — Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.301 | 08.00 | Observatoire de la Culture.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 12.302 | 04.00 | Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: dépenses diverses ..... | 50 | 52 | 55 | 57 | 60 |
| 32.010 | 08.00 | Aide financière de l'Etat aux organismes professionnels du secteur culturel ..... | 136 | 142 | 148 | 155 | 162 |
| 33.003 | 08.50 | Contribution aux frais de fonctionnement et d'entretien courant d'édifices religieux à régime spécial.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 145 | 147 | 150 | 153 | 155 |
| 33.010 | 08.10<br>08.20 | Subsides aux associations pour la réalisation d'activités culturelles..... | 1.351 | 1.412 | 1.476 | 1.542 | 1.611 |
| 33.012 | 08.20 | Coordination de la politique culturelle internationale ..... | 140 | 176 | 184 | 193 | 201 |
| 33.014 | 08.40 | Aide à la presse culturelle: subsides aux éditeurs ..... | 80 | 72 | 80 | 80 | 80 |
| 34.020 | 13.90 | Mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et les intermittents du spectacle et bourses de relève aux artistes émergents.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.518 | 6.867 | 7.141 | 7.456 | 7.612 |
| 34.040 | 13.90 | Dommages et intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif)..... | * | * | * | * | * |
| 34.060 | 08.10 | Bourses dans l'intérêt de la création artistique..... | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 34.062 | 08.10 | Subsides aux particuliers pour activités culturelles..... | 334 | 350 | 366 | 382 | 399 |
| 34.070 | 08.10 | Concours, récompenses et prix culturels ..... | 77 | 89 | 67 | 69 | 77 |
| 34.072 | 08.00 | Participation de l'Etat aux indemnisations prévues dans la loi sur le congé culturel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 10 | 30 | 30 | 31 | 32 |
| 35.011 | 08.00 | Participation de l'État aux actions et aux projets du programme INTERREG.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 196 | 240 | 212 | 4 | — |
| 35.013 | 13.90 | Cotisations à des organismes nationales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 35.060 | 08.00 | Cotisations à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 360 | 703 | 716 | 729 | 742 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.050 | 01.34 | Services de l'Etat à gestion séparée: frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 41.051 | 08.20 | Education culturelle et artistique | 65 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 43.007 | 08.10 | Subsides aux communes pour la réalisation d'activités culturelles | 125 | 125 | 127 | 130 | 132 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | — | 1 | — | — | — |
| 12.800 | 13.90 | Concours et prix culturels : dépenses diverses | — | 2 | — | — | — |
| 34.572 | 13.90 | Participation de l'Etat aux indemnisations prévues dans le cadre de la loi sur le congé culturel. | — | 12 | — | — | — |
| | | Total de la section 04.00 | 21.936 | 22.312 | 22.644 | 23.215 | 23.951 |
| | | **Section 04.01 — Institut national pour le patrimoine architectural** | | | | | |
| 11.005 | 08.10 | Rémunération du personnel | 5.116 | 5.829 | 6.108 | 6.388 | 6.669 |
| 12.010 | 08.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 31 | 35 | 37 | 38 | 40 |
| 12.020 | 08.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 6 | 6 | 7 | 7 | 7 |
| 12.120 | 08.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 200 | 179 | 183 | 186 | 190 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 180 | 164 | 80 | 82 | 83 |
| 12.190 | 08.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 2 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.260 | 08.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 85 | 66 | 69 | 72 | 75 |
| 12.261 | 08.10 | Publication de l'inventaire scientifique: frais divers. (Crédit sans distinction d'exercice) | 420 | 268 | 580 | 606 | 633 |

04.01 — Institut national pour le patrimoine architectural — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 819 | 909 | 910 | 911 | 912 |
| 14.030 | 13.90 | Entretien de sites et de monuments.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 726 | 624 | 652 | 681 | 712 |
| 35.060 | 08.10 | Participation au financement de projets interrégionaux | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Total de la section 04.01 | 7.587 | 8.088 | 8.633 | 8.979 | 9.328 |
| | | **Section 04.02 — Musée national d'Archéologie, d'Histoire et d'Art** | | | | | |
| 11.005 | 08.10 | Rémunération du personnel | 10.574 | 11.157 | 11.693 | 12.228 | 12.765 |
| 41.050 | 08.10<br>08.20 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Musée national d'Archéologie, d'Histoire et d'Art.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 3.549 | 3.912 | 3.866 | 3.821 | 3.877 |
| | | Total de la section 04.02 | 14.123 | 15.069 | 15.558 | 16.050 | 16.642 |
| | | **Section 04.03 — Bibliothèque nationale** | | | | | |
| 11.005 | 08.20 | Rémunération du personnel | 14.833 | 15.373 | 16.111 | 16.848 | 17.588 |
| 41.050 | 08.20 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Bibliothèque nationale.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 9.047 | 8.572 | 8.770 | 8.900 | 8.770 |
| | | Total de la section 04.03 | 23.880 | 23.944 | 24.881 | 25.748 | 26.358 |
| | | **Section 04.04 — Archives nationales** | | | | | |
| 11.005 | 01.34 | Rémunération du personnel | 6.652 | 7.260 | 7.608 | 7.957 | 8.306 |
| 12.300 | 13.90 | Assainissement des Archives publiques (étatiques et communales).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 159 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| 41.050 | 01.34 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Archives nationales.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 2.800 | 3.524 | 3.086 | 3.088 | 2.591 |
| | | Total de la section 04.04 | 9.610 | 10.904 | 10.814 | 11.165 | 11.017 |

04.05 — Centre national de l'audiovisuel — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 04.05 — Centre national de l'audiovisuel** | | | | | |
| 11.005 | 08.20 | Rémunération du personnel | 6.592 | 7.207 | 7.553 | 7.899 | 8.245 |
| 33.003 | 08.10 | Développement de programmes spécifiques en matière de photographie: bourses d'aide à la création | 38 | 38 | 40 | 41 | 42 |
| 41.050 | 08.10<br>08.20 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Centre National de l'Audiovisuel.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 5.500 | 5.822 | 4.616 | 4.083 | 4.071 |
| | | Total de la section 04.05 | 12.130 | 13.067 | 12.209 | 12.023 | 12.358 |
| | | **Section 04.06 — Musée national d'histoire naturelle** | | | | | |
| 11.005 | 08.10 | Rémunération du personnel | 11.316 | 11.385 | 11.932 | 12.478 | 13.026 |
| 33.010 | 08.10 | Subsides aux associations partenaires du Musée national d'histoire naturelle | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 34.070 | 08.10 | Subsides à caractère bénévole aux collaborateurs scientifiques du Centre de Recherche Scientifique | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 |
| 34.071 | 08.10 | Prix national du patrimoine naturel "Präis Hëllef fir d'Natur" | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 41.050 | 08.10<br>08.20 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Musée national d'histoire naturelle.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 2.530 | 2.585 | 2.585 | 2.720 | 2.720 |
| | | Total de la section 04.06 | 13.892 | 14.016 | 14.563 | 15.244 | 15.792 |
| | | **Section 04.07 — Centre national de littérature** | | | | | |
| 11.005 | 01.34 | Rémunération du personnel | 2.943 | 3.399 | 3.562 | 3.725 | 3.889 |
| 41.050 | 01.34 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Centre national de littérature.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 610 | 652 | 659 | 660 | 666 |
| | | Total de la section 04.07 | 3.553 | 4.051 | 4.221 | 4.386 | 4.555 |

04.08 — Culture. - Secteur conventionné du Ministère de la Culture — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 04.08 — Culture. - Secteur conventionné du Ministère de la Culture** | | | | | |
| 33.000 | 08.20<br>06.34 | Conventions avec des structures culturelles de la scène libre ..... | 10.601 | 11.750 | 13.000 | 13.500 | 13.950 |
| 33.001 | 08.10<br>08.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'institut grand-ducal ..... | 145 | 145 | 147 | 150 | 153 |
| 33.002 | 13.90 | Conventions avec des structures culturelles para-administratives | 9.412 | 10.500 | 11.225 | 12.000 | 12.500 |
| 33.007 | 08.10 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des bibliothèques gérées par des associations.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 280 | 717 | 731 | 745 | 759 |
| 33.009 | 08.10 | Participation de l'Etat au financement des activités de l'asbl "Villa Louvigny" ..... | 51 | 52 | 53 | 54 | 150 |
| 33.011 | 13.90 | Participation de l'Etat au financement des activités de l'asbl "Capitale européenne de la Culture 2022".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 33.040 | 08.10 | Dotation à la structure en charge de la préfiguration du futur Centre des Monuments du Grand-Duché du Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 400 | 463 | 631 | 649 | 669 |
| 41.010 | 08.10 | Dotation à la structure en charge de Luxembourg Ticket.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 866 | 1.000 | 1.149 | 1.133 | 1.094 |
| 41.011 | 08.00<br>08.20 | Dotation à l'établissement public "Centre culturel de rencontre, abbaye de Neumünster".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.700 | 6.314 | 6.558 | 6.690 | 7.017 |
| 41.012 | 08.00 | Dotation à l'établissement public "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 26.305 | 26.339 | 27.524 | 28.763 | 30.057 |
| 41.013 | 08.30 | Dotation à l'établissement public "Centre de Musiques Amplifiées".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.250 | 3.297 | 4.450 | 4.550 | 4.650 |
| 41.014 | 08.10 | Dotation à l'établissement public "Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.920 | 3.300 | 3.449 | 3.604 | 3.766 |
| 41.015 | 08.10 | Dotation à l'établissement public "Rotondes".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.300 | 2.500 | 3.120 | 3.388 | 3.608 |

04.08 — Culture. - Secteur conventionné du Ministère de la Culture — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.016 | 08.10 | Dotation à l'établissement public "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 9.635 | 10.038 | 10.498 | 10.921 | 11.425 |
| 41.017 | 08.10 | Dotation à l'établissement public "Théâtre national du Luxembourg". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.639 | 3.386 | 3.636 | 3.550 | 3.630 |
| 41.018 | 08.10 | Dotation à l'établissement public "Trois-CL - Maison pour la Danse". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 900 | 1.008 | 1.125 | 1.244 | 1.365 |
| 41.019 | 08.00 | Dotation à l'établissement public "Kultur\|LX - Arts Council". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.270 | 5.920 | 6.002 | 6.238 | 7.950 |
| 41.020 | 13.90 | Dotation à l'établissement public "Fonds culturel national" | 170 | 270 | 430 | 440 | 450 |
| 41.021 | 13.90 | Dotation à l'établissement public "Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain" - Liquidation solde Casino asbl. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 41.022 | 12.60 | Dotation à l'établissement public "Fonds national de soutien à la production audiovisuelle" pour ses frais de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.577 | 6.103 | 6.378 | 6.665 | 6.965 |
| 41.023 | 13.90 | Dotation à l'établissement public "Fonds national de soutien à la production audiovisuelle" pour soutenir la production audiovisuelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 41.001 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 |
| 41.029 | 13.90 | Dotations supplémentaires aux établissements publics dans le cadre des conventions pluriannuelles à objectifs | — | — | 418 | 882 | — |
| 43.000 | Divers codes | Participation de l'État aux frais de fonctionnement des infrastructures culturelles gérées par des collectivités locales. (Crédit sans distinction d'exercice) | 2.229 | 2.330 | 2.434 | 2.549 | 2.658 |
| 43.008 | 08.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des bibliothèques gérées par des communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 397 | 636 | 647 | 659 | 672 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 33.510 | 13.90 | Participation de l'Etat au financement des activités de l'asbl "Culturl'all" | 19 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 04.08 | 131.068 | 126.068 | 133.605 | 138.373 | 143.487 |

04.09 — Institut national de recherche archéologique — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 04.09 — Institut national de recherche archéologique** | | | | | |
| 11.005 | 08.10 | Rémunération du personnel | 4.630 | 4.656 | 4.879 | 5.103 | 5.327 |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers | * | * | * | * | * |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 32 | 32 | 33 | 33 | 34 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 14 | 16 | 17 | 17 | 17 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 13 | 14 | 15 | 15 | 15 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.220 | 08.10 | Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles préventives et d'urgence): dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.360 | 14.424 | 14.492 | 14.944 | 14.994 |
| 12.221 | 08.10 | Recherches et travaux de caractère archéologique: fouilles, restauration et mise en valeur de sites archéologiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 2.600 | 3.510 | 3.700 | 3.850 | 4.000 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 191 | 199 | 203 | 207 | 210 |
| 12.270 | 08.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 251 | 256 | 201 | 205 | 205 |
| 32.010 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fouilles archéologiques préventives faites par des entreprises privées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 33.000 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fouilles archéologiques préventives faites par des associations sans but lucratif et fondations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 34.040 | 13.90 | Subventions pour cause de dommages matériels | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 34.090 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fouilles archéologiques préventives faites par des particuliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |

04.09 — Institut national de recherche archéologique — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.060 | 13.90 | Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 41.010 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fouilles archéologiques préventives faites par des établissements publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 43.000 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fouilles archéologiques préventives faites par des communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 43.020 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fouilles archéologiques préventives faites par des syndicats de communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| | | Total de la section 04.09 | 18.097 | 23.117 | 23.548 | 24.383 | 24.812 |
| | | **Section 04.10 — Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | — | 2.283 | 2.392 | 2.502 | 2.612 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 20 | 16 | 16 | 17 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études | 103 | 134 | 136 | 138 | 141 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 16 | 30 | 30 | 31 | 31 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 10 | 14 | 14 | 14 | 15 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 358 | 393 | 400 | 407 | 415 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 296 | 296 | 296 | 296 | 296 |
| 12.300 | 13.90 | Achats de biens et services spécifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 35.060 | 13.90 | Cotisations à des organismes internationaux | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |

04.10 — Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.010 | 13.90 | Convention avec l'Université de luxembourg..... | 48 | 33 | 50 | 50 | 50 |
| | | Total de la section 04.10 ..... | 832 | 3.204 | 3.337 | 3.457 | 3.578 |
| | | Total du département 04 ..... | 256.708 | 263.840 | 274.012 | 283.022 | 291.880 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **05 — MINISTERE DE LA DIGITALISATION** | | | | | |
| | | **Section 05.00 — Digitalisation.- Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 4.517 | 5.785 | 6.063 | 6.340 | 6.619 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 11.310 | 13.90 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.608 | 1.958 | — | — | — |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif) | 50 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.120 | 01.33 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.650 | 1.700 | 1.750 | 1.800 | 1.850 |
| 12.140 | 13.90 | Frais d'information, de sensibilisation et de promotion | 1.025 | 1.025 | 1.025 | 1.025 | 1.025 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 220 | 220 | 220 | 220 | 220 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestation de la vie publique à caractère protocolaire ou social ; Dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20 | 25 | 28 | 29 | 33 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| 12.300 | 01.10 | Dépenses en relation avec des plans et initiatives pour soutenir la transformation numérique du Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.350 | 2.350 | 2.350 | 2.350 | 2.350 |
| 12.301 | 13.90 | Frais de location de véhicules automoteurs et autres moyens de transport | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |

05.00 — Digitalisation.- Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.302 | 13.90 | Frais en relation avec le Gov Tech Lab.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 32.020 | 01.10 | Subsides dans le cadre de la transformation numérique du Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| | | Total de la section 05.00 | 13.847 | 13.545 | 11.918 | 12.247 | 12.579 |
| | | **Section 05.01 — Centre des technologies de l'information de l'Etat** | | | | | |
| 11.005 | 01.34 | Rémunération du personnel | 81.114 | 89.140 | 93.419 | 97.698 | 101.987 |
| 11.130 | 01.34 | Indemnités pour services extraordinaires | * | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.000 | 01.34 | Indemnités pour services de tiers. | * | * | * | * | * |
| 41.050 | 01.34 | Dotation financière de l'Etat au profit du service CTIE.<br>(Crédit non limitatif) | 175.000 | 192.000 | 199.000 | 206.000 | 213.000 |
| | | Total de la section 05.01 | 256.114 | 281.141 | 292.420 | 303.699 | 314.988 |
| | | **Section 05.02 — Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'Etat** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 1.481 | 2.971 | 3.113 | 3.256 | 3.399 |
| 12.011 | 12.60 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | 45 | 50 | 55 | 60 |
| 12.041 | 13.90 | Frais de bureau.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 12 | 15 | 19 | 23 | 25 |
| 12.121 | 12.60 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 375 | 385 | 395 | 415 | 430 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |

05.02 — Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'Etat — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.346 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de formation, frais de maintenance, frais de publicité, de sensibilisation et d'information, acquisition de machines de bureau, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 80 | 80 | 85 | 90 | 100 |
| | | Total de la section 05.02 | 1.973 | 3.496 | 3.662 | 3.838 | 4.014 |
| | | Total du département 05 | 271.934 | 298.183 | 308.000 | 319.784 | 331.580 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **06 — MINISTERE DE L'ECONOMIE** | | | | | |
| | | **Section 06.00 — Economie** | | | | | |
| 11.005 | 11.10 | Rémunération du personnel | 35.879 | 37.770 | 39.583 | 41.396 | 43.213 |
| 11.130 | 11.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 11 | 11 | 11 | 11 | 12 |
| 11.310 | 11.10 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.339 | 712 | — | — | — |
| 12.000 | 11.10 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 580 | 640 | 660 | 680 | 700 |
| 12.020 | 11.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 14 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 83 | 80 | 60 | 50 | 50 |
| 12.080 | 11.10 | Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 464 | 470 | 480 | 490 | 500 |
| 12.120 | 11.10 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.450 | 1.495 | 1.495 | 1.495 | 1.495 |
| 12.121 | 11.10 | Observatoire de la Compétitivité, et Conseil national de la Productivité: frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 398 | 405 | 412 | 420 | 429 |
| 12.190 | 09.00 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 308 | 180 | 184 | 188 | 193 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 102 | 120 | 123 | 126 | 130 |
| 12.260 | 11.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 215 | 214 | 216 | 220 | 225 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.300 | 11.10 | Office de la propriété intellectuelle: remboursement des frais en rapport avec les dépôts de brevets européens et divers autres frais.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.367 | 1.367 | 1.400 | 1.400 | 1.430 |
| 12.301 | 13.90 | Redevance à verser à l'asbl Luxorr pour l'autorisation accordée à l'Etat pour les droits de reproduction par reprographie et par numérisation | — | 387 | 387 | 387 | 387 |
| 12.302 | 13.90 | Participation aux frais des fonctionnement dans le cadre du DeepTechLab.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 12.303 | 01.10 | Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.300 | 7.300 | 8.300 | 8.300 | 8.300 |
| 12.305 | 11.10 | Observatoire de la Compétitivité et Conseil national de la Productivité: frais de fonctionnement | 95 | 97 | 98 | 100 | 102 |
| 12.326 | 11.10 | Mise en oeuvre du plan sectoriel "zones d'activités économiques": frais d'experts, d'études, de communication et de sensibilisation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 12.327 | 11.70 | Frais de supervision, de co-médiation et de remplacement du Médiateur de la consommation en cas de conflit d'intérêt.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 14.010 | 07.50<br>11.10 | Frais de gestion, d'entretien et de suivi d'infrastructures, de bâtiments et d'équipements, de zones de verdures et de mesures compensatoires / d'atténuation dans le cadre de la mise en oeuvre de zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et de zones spéciales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 815 | 1.600 | 895 | 865 | 868 |
| 31.050 | 11.10 | Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité économique, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de prestations de services, de faciliter leur établissement, leur extension ou leur redressement: dépenses et frais connexes, participation à des dépenses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 900 | 900 | 900 | 900 | 900 |
| 31.053 | 11.30 | Interventions en faveur de restructurations profondes ou de reconversions d'entreprises industrielles.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.054 | 11.10 | Participation de l'Etat dans les actions d'information, de publicité, de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes FEDER. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 192 | 196 | 290 | 264 |
| 31.055 | 11.10 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la société "Technoport S.A.". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 376 | 476 | 476 | 476 | 476 |
| 31.057 | 13.90 | Participation financière de l'Etat au projet de recherche JUMP. (Crédit sans distinction d'exercice) | 300 | 300 | 300 | * | * |
| 32.012 | 11.10 | Promotion des initiatives en matière de "responsabilité sociale des entreprises" (RSE) | 68 | 68 | 68 | 68 | 68 |
| 32.013 | 13.90 | Mesures et interventions dans le cadre de l'affiliation de l'Etat à EuroNCAP, dépenses et frais connexes: participations à ces dépenses | 495 | 495 | 495 | 495 | 495 |
| 32.015 | 11.10 | Assistance technique sur la directive REACH pour entreprises | 205 | 231 | 237 | 242 | 248 |
| 32.017 | 11.70 | Veille et diffusion des connaissances | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| 33.011 | 11.00 | Subside à la branche luxembourgeoise de "Transparency International" | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 33.031 | 13.90 | Subsides bénévoles au secteur privé, sponsoring d'évènements. (Crédit sans distinction d'exercice) | 200 | 268 | 268 | 268 | 268 |
| 35.060 | 09.20<br>11.10 | Cotisations et contributions à des organisations et institutions internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 339 | 546 | 461 | 461 | 461 |
| 41.001 | 13.90 | Participation aux frais de services d'hébergement pour le centre de contrôle IRIS2. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | 3.660 | 3.845 | 3.941 |
| 41.008 | 13.90 | Convention de partenariat projet HelloFuture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 41.009 | 13.90 | Dotation du Groupement d'Intérêt Economique "Terra Matters". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 800 | 800 | 800 | — | — |
| 41.011 | 11.10 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Luxembourg House of Cybersecurity" (LHC). (Crédit sans distinction d'exercice) | 4.592 | 4.814 | 5.105 | 5.436 | 5.459 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.013 | 11.10 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "InCert". (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.719 | 2.779 | 2.824 | 2.895 | 2.967 |
| 41.015 | 11.10 | Participation financière aux frais de fonctionnement de l'Institut de la Propriété Intellectuelle Luxembourg. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.722 | 1.770 | 1.823 | 1.877 | 1.877 |
| 41.016 | 11.10 | Remboursement des frais relatifs au courrier postal dans le cadre du service d'intérêt économique général. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 15.435 | 16.000 | 16.500 | 17.000 | 17.500 |
| 41.018 | 13.90 | Dotation de l'Etat à l'Université de Luxembourg: chaire universitaire et programme de recherche " Secteur logistique". (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 150 | 150 | — | — | — |
| 41.019 | 13.90 | Dotation de l'Etat au Groupement d'Intérêt Economique "LU-CIX". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.839 | 3.850 | 3.850 | 4.050 | 4.050 |
| 41.020 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "NEOBUILD". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 256 | 296 | 296 | 296 | 296 |
| 41.021 | 13.90 | Dotation Luxembourg Space Agency. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.960 | 5.960 | 5.960 | 5.960 | 6.230 |
| 41.022 | 13.90 | Participation financière à l'Autorité de la concurrence du Grand-Duché du Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.254 | 4.671 | 5.017 | 5.114 | 5.218 |
| 43.001 | 13.90 | Frais de gestion, d'entretien et de suivi d'infrastructures, de bâtiments et d'équipements, de zones de verdure et de mesures compensatoires / d'atténuation dans le cadre de la mise en œuvre de zones d'activités économiques régionales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 75 | 75 | 76 | 76 | 76 |
| 43.002 | 13.90 | Frais de personnel et de consultance pour la mise en oeuvre des principes de l'économie circulaire dans le cadre de la planification et de la gestion de zones d'activités économiques régionales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 160 | 280 | 280 | 280 | 280 |
| | | Total de la section 06.00 ..... | 93.794 | 98.012 | 104.139 | 106.403 | 109.353 |
| | | **Section 06.01 — Institut national de la statistique et des études économiques** | | | | | |
| 11.005 | 01.32 | Rémunération du personnel..... | 26.304 | 28.214 | 29.568 | 30.922 | 32.280 |

06.01 — STATEC

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.130 | 01.32 | Indemnités pour services extraordinaires | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.000 | 01.32 | Indemnités pour services de tiers | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.010 | 01.32 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.020 | 01.32 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 12 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.120 | 01.32 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.100 | 2.200 | 2.300 | 2.300 | 2.300 |
| 12.125 | 01.32 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 437 | 406 | 396 | 402 | 419 |
| 12.190 | 01.32 | Frais de formation | 65 | 70 | 70 | 75 | 75 |
| 12.192 | 01.32 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 40 | 99 | 25 | 25 | 25 |
| 12.260 | 01.32 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 530 | 623 | 624 | 624 | 625 |
| 12.270 | 01.32 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.806 | 1.343 | 1.352 | 1.283 | 1.294 |
| 12.300 | 01.32 | Enquêtes pour le compte de la Commission européenne et programmes de recherche concernant des sujets macro-économiques: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.471 | 2.626 | 2.799 | 2.667 | 2.618 |
| 12.302 | 01.32 | Système INTRASTAT: développements informatiques et maintenance. (Crédit sans distinction d'exercice) | 367 | 468 | 470 | 462 | 428 |
| 12.310 | 01.32 | Recensement de la population | 100 | 100 | 100 | 200 | 200 |
| 24.010 | 01.32 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 434 | 365 | 374 | 394 | 377 |
| 33.011 | 11.00 | Subventions dans l'intérêt des activités d'organismes et d'associations | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 34.090 | 13.90 | European Statistics Competition (frais d'organisation et récompenses) | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |

06.01 — STATEC

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.060 | 01.32 | Contributions à des institutions nationales et internationales ..... | 5 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 41.010 | 01.10 | Participation aux frais de fonctionnement de l'association sans but lucratif STATEC Research ..... | 1.271 | 1.310 | 1.480 | 1.600 | 1.620 |
| | | Total de la section 06.01 ..... | 36.994 | 37.893 | 39.628 | 41.024 | 42.330 |
| | | **Section 06.03 — Energie** | | | | | |
| 12.120 | 09.30<br>09.00 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 850 | 900 | 900 | 900 | 900 |
| 12.320 | 09.10 | Mesures éventuelles en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers et en d'autres produits de première nécessité: indemnités pour services de tiers, frais de route et de séjour, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif)..... | 72 | 73 | 74 | 75 | 77 |
| 31.040 | 13.90 | Frais en relation avec la prise en charge par l'Etat des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ainsi qu'en relation avec la prise en charge par l'Etat des frais engendrés par des contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel et en chaleur fournie à travers des réseaux de chauffage urbain pour certains clients finals.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 31.042 | 13.90 | Frais en relation avec la prise en charge par l'Etat de frais engendrés par l'utilisation des réseaux d'électricité.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 150.000 | 150.000 | 150.000 | * |
| 33.004 | 09.31 | Soutien aux producteurs de biogaz en tant que rémunération du biogaz injecté dans le cadre de l'exécution du règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.757 | 6.166 | 7.305 | 8.509 | 10.659 |
| 33.005 | 09.31 | Soutien financier pour la production d'hydrogène renouvelable et de ses dérivés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | 100 | 1.900 | 3.700 | 3.700 |
| 34.060 | 13.90 | Aide aux utilisateurs des bornes de recharge électriques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 35.010 | 13.90 | Frais en relation avec l'exécution de l'article 13 du règlement (UE) 2017/1938 du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.012 | 09.30 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Klima-Agence". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.950 | 2.290 | 2.500 | 2.700 | 2.900 |
| 41.014 | 11.10 | Dotation à l'établissement public "Agence nationale de stockage de produits pétroliers". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 06.03 | 9.629 | 159.529 | 162.679 | 165.885 | 18.235 |
| | | **Section 06.04 — Commissariat aux affaires maritimes** | | | | | |
| 11.005 | 12.34 | Rémunération du personnel | 2.803 | 3.228 | 3.383 | 3.538 | 3.694 |
| 11.131 | 12.34 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 41.050 | 12.34 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Commissariat aux Affaires Maritimes. (Crédit non limitatif) | * | * | 200 | 200 | 200 |
| | | Total de la section 06.04 | 2.807 | 3.233 | 3.587 | 3.742 | 3.898 |
| | | **Section 06.05 — Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS)** | | | | | |
| 11.005 | 09.00 | Rémunération du personnel | 8.459 | 8.901 | 9.329 | 9.756 | 10.184 |
| 11.130 | 11.10 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.000 | 11.10 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif) | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 12.010 | 11.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 7 | 9 | 195 | 7 | 7 |
| 12.020 | 11.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.120 | 11.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 158 | 207 | 177 | 207 | 197 |
| 12.191 | 11.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 435 | 179 | 58 | 60 | 68 |

06.05 — I.L.N.A.S. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.250 | 11.10 | Frais de fonctionnement et d'entretien du Bureau luxembourgeois de métrologie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 124 | 144 | 133 | 148 | 136 |
| 12.260 | 11.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 155 | 156 | 159 | 159 | 164 |
| 12.270 | 11.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.366 | 1.378 | 1.453 | 1.480 | 1.506 |
| 12.300 | 11.10 | Frais d'expertises et d'audits de reconnaissance mutuelle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 19 | 20 | 26 | 20 | 21 |
| 12.301 | 11.10 | Surveillance du marché des produits et équipements relevant de la compétence de l'ILNAS.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 320 | 320 | 320 | 320 |
| 12.304 | 11.10 | Frais d'audits à refacturer.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 600 | 780 | 800 | 820 | 840 |
| 12.320 | 11.10 | Acquisition et entretien d'instruments de contrôle pour les besoins du service de Métrologie: dépenses diverses | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 32.010 | 11.10 | Contribution financière à des entreprises dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique nationale de métrologie.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 35.060 | 11.10 | Cotisations et contributions à des organismes et institutions internationaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 277 | 286 | 288 | 291 | 296 |
| 41.011 | 11.10 | Participation aux frais de fonctionnement d'un groupement d'intérêt économique dénommé "Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance" | 945 | 965 | 1.015 | 1.256 | 1.404 |
| 41.013 | 04.60 | Dotation de l'Etat à l'Université de Luxembourg: Programme de recherche "Normalisation technique pour une utilisation fiable et durable des domaines de l'ICT, de la construction et de l'aérospatial" | 211 | 211 | 211 | 211 | 211 |
| | | Total de la section 06.05 | 13.137 | 13.638 | 14.244 | 14.818 | 15.434 |
| | | **Section 06.06 — Classes moyennes** | | | | | |
| 12.120 | 11.40 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 190 | 370 | 300 | 320 | 275 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 175 | — | — | — | — |

06.06 — Classes moyennes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.141 | 13.90 | Frais de publicité | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 24.010 | 11.40 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur administrations publiques | 44 | 42 | 42 | 44 | 44 |
| 31.031 | 11.40 | Application des lois-cadre PME ayant pour objet l'amélioration structurelle des petites et moyennes entreprises : bonifications d'intérêt.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 31.050 | 11.40 | Subsides destinés à favoriser a) la prospection des marchés et la vente des produits de l'artisanat luxembourgeois à l'intérieur du pays et dans les pays étrangers, b) l'organisation de congrès sur le plan national et international relevant des professions indépendantes ainsi que l'établissement des organismes professionnels institués par la loi qui les représentent, c) la participation à des réunions professionnelles à l'étranger, notamment dans le cadre des communautés européennes et d) la participation à des séminaires et cours de formation professionnelle à l'étranger | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| 31.051 | 11.40 | Contributions destinées à favoriser la participation à des foires et manifestations professionnelles | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 31.052 | 11.40 | Cotisation et contribution au Mouvement luxembourgeois pour la qualité | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 32.016 | 11.10 | Promotion de l'esprit d'entreprise et développement de l'intérêt pour les technologies nouvelles: actions d'éveil et de sensibilisation, organisation de conférences, de séminaires et de concours: participations à des dépenses directes et indirectes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 295 | 305 | 315 | 315 | 325 |
| 33.000 | 11.40 | Mise en place des mesures retenues dans le cadre du PAKT Pro Commerce, PAKT Pro Artisanat et Creative Industries Cluster Luxembourg, de même que les études, les réflexions et les actions en matière de complémentarité des sexes, en vue de soutenir et renforcer les entreprises luxembourgeoises.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.125 | 1.400 | 1.450 | 1.500 | 1.550 |
| 33.008 | 13.90 | Promotion de l'esprit d'entreprise à l'école fondamentale et secondaire dans le cadre des programmes des Jonk Entrepreneuren | 113 | 216 | 218 | 132 | 144 |
| 33.009 | 13.90 | Promotion du développement durable au sein des PME dans le cadre du Klimapakt fir Betriber | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 41.000 | 11.40 | Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des PME, de l'artisanat et du commerce : participation aux frais d'organismes professionnels | 2.200 | 2.250 | 2.250 | 2.250 | 2.250 |

06.06 — Classes moyennes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.002 | 11.40 | Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: participation aux frais | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| 41.003 | 13.90 | Participation de l'Etat à raison de 50% dans les frais effectifs des élections pour le renouvellement de la Chambre des métiers. (Crédit non limitatif) | — | — | 25 | — | — |
| 41.004 | 11.40 | Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 41.005 | 13.90 | Financement de projets d'optimisation au sein de la Chambre des Métiers | 900 | 900 | 900 | 900 | 900 |
| 41.006 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Luxembourg for shopping" . | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 41.007 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Observatoire National PME" | 500 | 550 | 550 | 600 | 600 |
| | | Total de la section 06.06 | 6.571 | 7.062 | 7.079 | 7.090 | 7.117 |
| | | **Section 06.07 — Tourisme** | | | | | |
| 12.124 | 11.60 | Frais d'experts et frais d'élaboration d'études et de concepts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 494 | 450 | 500 | 520 |
| 12.140 | 11.60 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 |
| 12.141 | 11.60 | Organisation d'événements à caractère touristique et participation à des foires, salons, expositions ou d'autres manifestations. (Crédit sans distinction d'exercice) | 670 | 600 | 570 | 600 | 585 |
| 12.300 | 11.60 | Aménagement, signalisation, équipement et entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables: dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.091 | 1.020 | 1.070 | 1.250 | 1.300 |
| 12.302 | 13.90 | Dépenses en relation avec la mise en œuvre de projets liés au développement du secteur touristique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 330 | 240 | 260 | 280 | 300 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.011 | 08.10 | Participation aux frais de gérance des musées de la région de la Moselle luxembourgeoise : Centre mosellan, musée A Possen et Schengen asbl. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.067 | 1.270 | 1.305 | 1.340 | 1.380 |
| 33.012 | 11.60 | Participation aux frais des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 808 | 740 | 760 | 760 | 760 |
| 33.014 | 11.60 | Participation aux frais de la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg et de la Basilique d'Echternach. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 145 | 150 | 155 | 160 | 180 |
| 33.015 | 13.90 | Participation aux frais en relation avec la gestion des labels touristiques et de la classification des hébergements touristiques. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 250 | 250 | 250 | 260 | 260 |
| 33.021 | 11.60 | Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement dans le cadre de projets ou initiatives touristiques d'envergure gérés par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3.875 | 4.265 | 4.457 | 4.657 | 4.867 |
| 33.028 | 11.50 | Participation de l'Etat dans le financement de l'Expogast - Culinary World Cup, organisé par le Vatel Club asbl. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 100 | 100 | — | — |
| 33.029 | 11.60 | Subsides aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et aux autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national ..... | 140 | 125 | 135 | 135 | 145 |
| 33.030 | 11.60 | Frais en relation avec l'organisation de congrès et autres manifestations internationales à Luxembourg. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 430 | 530 | 540 | 540 | 550 |
| 35.010 | 11.60 | Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 400 | 250 | 300 | 300 | 300 |
| 41.000 | 11.60 | Participation aux frais du Groupement d'intérêt économique - Luxembourg for Tourism. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 6.666 | 7.000 | 7.400 | 7.800 | 8.170 |
| 41.001 | 11.60 | Participation aux frais du Groupement d'intérêt économique - Luxembourg Convention Bureau. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.168 | 1.228 | 1.308 | 1.408 | 1.608 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43.001 | 11.60 | Subsides en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national | 130 | 110 | 115 | 115 | 125 |
| | | Total de la section 06.07 | 18.769 | 19.472 | 20.275 | 21.205 | 22.150 |
| | | **Section 06.08 — Promotion de l'image de marque du Luxembourg** | | | | | |
| 12.101 | 13.90 | Local de promotion et de vente de produits luxembourgeois: loyers d'immeubles, charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques et contrôle des comptes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 82 | 86 | 90 | 94 | 98 |
| 12.140 | 01.52 | Promotion de l'image du Luxembourg.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.913 | 2.064 | 2.101 | 2.139 | 2.190 |
| 12.300 | 13.90 | Frais de fonctionnement de dispositifs de promotion à des endroits stratégiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 260 | 280 | 280 | 280 |
| 33.010 | 13.90 | Promotion de l'image du Luxembourg; contributions volontaires, co-financements ou subsides à des porteurs de projets luxembourgeois afin de soutenir des événements, projets ou actions de caractère national ou international; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 375 | 425 | 429 | 450 | 465 |
| 35.060 | 13.90 | Promotion de l'image du Luxembourg; contributions volontaires, co-financements ou subsides à des actions de caractère international; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| | | Total de la section 06.08 | 2.395 | 2.860 | 2.925 | 2.988 | 3.058 |
| | | Total du département 06 | 184.097 | 341.698 | 354.557 | 363.156 | 221.576 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **07 — MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE** | | | | | |
| | | **Section 07.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 04.00 | Rémunération du personnel..... | 59.567 | 58.512 | 61.321 | 64.129 | 66.944 |
| 11.060 | 04.00 | Cotisations sociales des élèves majeurs fréquentant les établissements d'enseignement secondaire classique et secondaire général et le centre national de formation professionnelle continue.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 116 | 133 | 137 | 141 | 145 |
| 11.130 | 04.20 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 190 | 188 | 191 | 194 | 198 |
| 11.310 | 04.00 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 57.137 | 13.390 | — | — | — |
| 12.001 | Divers codes | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 129 | 146 | 148 | 151 | 154 |
| 12.010 | Divers codes | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 255 | 174 | 176 | 180 | 183 |
| 12.020 | 04.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 30 | 35 | 39 | 39 | 40 |
| 12.051 | 04.00 | Achat de biens et de services postaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 125 | 187 | 191 | 194 | 198 |
| 12.090 | 04.10 | Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.675 | 2.723 | 2.769 | 2.822 | 2.879 |
| 12.110 | 04.00 | Frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 12.120 | 04.20 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 170 | 255 | 259 | 264 | 270 |
| 12.190 | 04.00 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 9 | 12 | 12 | 10 | 10 |

07.00 — Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.261 | 04.00 | Frais de publication, d'information et de sensibilisation : dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.500 | 2.518 | 2.560 | 2.609 | 2.661 |
| 12.270 | 04.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 40.000 | 45.957 | 46.760 | 47.628 | 48.560 |
| 12.301 | 04.00 | Administration générale: dépenses de fonctionnement | 100 | 32 | 33 | 33 | 34 |
| 12.302 | Divers codes | Maison de l'Orientation: dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 870 | — | — | — | — |
| 12.303 | 04.01 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 130 | 136 | 143 | 151 | 159 |
| 12.304 | 04.00 | Observatoire national de la qualité scolaire: dépenses de fonctionnement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.350 | 1.826 | 1.734 | 1.320 | 1.067 |
| 12.308 | 04.00 | Service de médiation de l'Education nationale: dépenses de fonctionnement | 63 | 65 | 66 | 67 | 68 |
| 12.315 | 04.00<br>02.00 | Service de l'intégration et de l'accueil scolaires: dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif) | 960 | — | — | — | — |
| 24.000 | 04.33<br>04.34 | Location de terrains.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 29 | 29 | 29 | 29 | 29 |
| 32.020 | 04.00 | Congé de représentation des parents: indemnités compensatoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 33.000 | 04.34 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Lycée technique privé Emile Metz.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15.751 | 17.646 | 17.080 | 18.156 | 19.479 |
| 33.001 | 04.00 | Participation financière de l'État à l'organisme ayant pour objet l'éducation politique et l'éducation à la citoyenneté.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.500 | 2.613 | 2.730 | 2.850 | 3.000 |
| 33.002 | 04.33<br>04.34 | Participation aux frais de fonctionnement de la fondation Restena pour l'accès des établissements d'enseignement secondaire classique et secondaire général aux services téléinformatiques | 750 | 800 | 850 | 900 | 950 |
| 33.003 | 06.32 | Promotion des sciences et des technologies auprès des jeunes.<br>(Crédit non limitatif) | 3.000 | 60 | 60 | 60 | 60 |

07.00 — Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.004 | 13.90 | Participation de l'État aux frais de fonctionnement du centre d'éducation interculturelle-ikl | 131 | — | — | — | — |
| 33.015 | 04.13 | Participation aux frais de fonctionnement de la LASEL | 255 | 265 | 270 | 275 | 280 |
| 33.016 | 04.12 | Participation aux frais de fonctionnement de la LASEP | 535 | 1.045 | 1.063 | 1.083 | 1.105 |
| 33.017 | 04.00 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'asbl ANEFORE chargée de la gestion du programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie | 480 | 498 | 517 | 538 | 560 |
| 33.042 | 13.90 | Participation aux frais de loyer des organismes intervenant dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 666 | 669 | 680 | 693 | 707 |
| 35.011 | 04.20 | Participation financière de l'Etat à la création de classes supplémentaires aux Ecoles européennes de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.900 | — | — | — | — |
| 35.060 | 04.20 | Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 42 | 47 | 49 | 51 | 54 |
| 41.010 | 04.33 04.34 | Dotation au Centre de coordination des projets d'établissement des enseignements secondaire classique et secondaire général | 480 | 490 | 500 | 510 | 520 |
| 41.052 | 04.34 | Services de l'Etat à gestion séparée: frais de consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.000 | 18.850 | 19.170 | 19.535 | 20.003 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 04.20 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 17 | 9 | — | — | — |
| 12.520 | 04.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | * | 1 | — | — | — |
| 12.770 | 04.00 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | 22 | 60 | — | — | — |
| 12.806 | 13.90 | Commissaire à la langue luxembourgeoise: dépenses de fonctionnement | 1 | — | — | — | — |
| 12.815 | 13.90 | Service de l'intégration et de l'accueil scolaires : dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 07.00 | 212.950 | 169.376 | 159.546 | 164.619 | 170.324 |

07.01 — Centre de gestion informatique de l'éducation — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 07.01 — Centre de gestion informatique de l'éducation** | | | | | |
| 11.005 | 04.10 | Rémunération du personnel | 12.582 | 13.960 | 14.630 | 15.300 | 15.972 |
| 41.050 | 04.10 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Centre de gestion informatique de l'éducation. (Crédit non limitatif) | 5.881 | 7.529 | 7.867 | 8.221 | 8.591 |
| | | Total de la section 07.01 | 18.463 | 21.489 | 22.497 | 23.522 | 24.563 |
| | | **Section 07.02 — Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques** | | | | | |
| 11.005 | 04.01 | Rémunération du personnel | 12.041 | 13.097 | 13.725 | 14.354 | 14.984 |
| 11.130 | 04.01 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 985 | 1.000 | 1.016 | 1.035 | 1.065 |
| 12.001 | 13.90 | Gratuité Licences AI en éducation. (Crédit non limitatif) | — | 600 | 615 | 630 | 645 |
| 12.130 | 04.01 | Gratuité des livres scolaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11.171 | 11.334 | 11.545 | 11.747 | 11.965 |
| 33.001 | 13.90 | Promotion de l'initiation à la gestion d'entreprises. (Crédit sans distinction d'exercice) | — | 181 | 184 | 188 | 191 |
| 41.050 | 04.01 | Dotation financière de l'Etat au profit du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques | 5.790 | 5.883 | 5.990 | 6.104 | 6.226 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.630 | 13.90 | Gratuité des livres scolaires | 9 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 07.02 | 29.996 | 32.095 | 33.076 | 34.058 | 35.077 |
| | | **Section 07.03 — Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires** | | | | | |
| 11.005 | 04.10 | Rémunération du personnel | 5.942 | 7.051 | 7.389 | 7.728 | 8.067 |

07.03 — Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.130 | 04.10 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.000 | 04.10 | Indemnités pour services de tiers | 122 | 94 | 96 | 97 | 99 |
| 12.010 | 04.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 12.140 | 04.10 | Frais de sensibilisation et d'information | 31 | 63 | 64 | 65 | 67 |
| 12.191 | 04.10 | Formation continue du personnel des Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires, des Services socio-educatifs, des Internats et du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires | 83 | 94 | 95 | 97 | 99 |
| 12.260 | 04.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 24 | 38 | 39 | 40 | 40 |
| 12.300 | 04.10 | Frais divers en relation avec l'encadrement psycho-pédagogique des élèves | 41 | 41 | 42 | 43 | 44 |
| 32.010 | 04.10 | Renforcement des compétences socio-émotionnelles en milieu scolaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 34.061 | 04.32 | Subventions aux ménages à faible revenu et subvention du maintien scolaire. (Crédit non limitatif) | 10.300 | 10.406 | 10.605 | 10.808 | 11.012 |
| 41.010 | 04.10 | Projets de recherche : élaboration et évaluation du test "SKIL" et évaluation de l'accessibilité de mesures sociales coordonnées par le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires et évaluation de la qualité. (Crédit sans distinction d'exercice) | 115 | 292 | 238 | 150 | 150 |
| 74.065 | 13.90 | Dépenses informatiques et de digitalisation | — | 25 | 6 | 3 | 3 |
| | | Total de la section 07.03 | 16.666 | 18.113 | 18.583 | 19.040 | 19.589 |
| | | **Section 07.04 — Enseignement musical** | | | | | |
| 11.005 | 08.00 | Rémunération du personnel | 228 | — | — | — | — |
| 12.000 | 08.00 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 10 | 11 | 11 | 11 |
| 12.010 | 08.00 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

07.04 — Enseignement musical

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.190 | 08.00 | Formation continue des enseignants, colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation, dépenses diverses | 5 | 5 | 5 | 6 | 6 |
| 12.260 | 08.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 33.000 | 08.00 | Conventions avec des associations oeuvrant dans l'intérêt de l'enseignement musical | 91 | 92 | 94 | 96 | 98 |
| 33.005 | 08.00 | Subside à destination d'associations sans but lucratif pour des projets pédagogiques de l'enseignement musical | 171 | 173 | 176 | 179 | 183 |
| 33.006 | 13.90 | Participation aux frais liés à la prestation d'activités culturelles et créatives dans le cadre périscolaire des établissements d'enseignement secondaire | — | 300 | 250 | 260 | 270 |
| 34.060 | 08.00 | Bourses d'études et de voyages et autres aides ayant le même objet | 14 | 14 | 15 | 15 | 15 |
| 34.090 | 08.00 | Subventions diverses aux ménages, subsides au minerval de l'enseignement musical.<br>(Crédit non limitatif) | 80 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 35.060 | 08.00 | Cotisations à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 41.010 | 08.00 | Convention avec l'établissement public "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte" | 275 | 300 | 300 | 325 | 332 |
| 41.011 | 13.90 | Participation aux frais liés à la prestation d'activités culturelles et créatives dans le cadre périscolaire des établissements d'enseignement secondaire | — | 300 | 250 | 260 | 270 |
| 43.000 | 08.00 | Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical.<br>(Crédit non limitatif) | 63.589 | 77.132 | 79.061 | 81.037 | 83.063 |
| 43.001 | 08.00 | Participation aux frais liés à la prestation de projets pédagogiques par des enseignants de l'enseignement musical.<br>(Crédit non limitatif) | 100 | 141 | 141 | 141 | 141 |
| 43.002 | 13.90 | Participation aux frais liés à la prestation d'activités culturelles et créatives dans le cadre périscolaire des établissements d'enseignement secondaire | — | 214 | 130 | 125 | 122 |
| | | Total de la section 07.04 | 64.572 | 78.733 | 80.482 | 82.506 | 84.561 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 07.05 — Etablissements privés d'enseignement** | | | | | |
| 44.000 | 04.50 | Participation de l'Etat aux frais des établissements privés d'enseignement fondamental, secondaire classique et secondaire général.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 149.414 | 164.395 | 167.457 | 170.577 | 173.764 |
| | | Total de la section 07.05 | 149.414 | 164.395 | 167.457 | 170.577 | 173.764 |
| | | **Section 07.06 — Service des restaurants scolaires** | | | | | |
| 11.005 | 04.10 | Rémunération du personnel | 10.497 | 10.551 | 11.057 | 11.564 | 12.071 |
| 11.060 | 04.10 | Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 11.130 | 04.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 41.050 | 04.10<br>02.00 | Dotation financière de l'Etat au profit du Service des restaurants scolaires "Restopolis".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 33.421 | 36.500 | 37.000 | 37.500 | 38.000 |
| | | Total de la section 07.06 | 43.925 | 47.058 | 48.064 | 49.071 | 50.079 |
| | | **Section 07.07 — Scolarisation des élèves à besoins spécifiques** | | | | | |
| 11.005 | 04.52 | Rémunération du personnel | 125.929 | 135.850 | 142.370 | 148.891 | 155.427 |
| 11.130 | 04.52 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 11.150 | 04.52 | Indemnités pour leçons supplémentaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 55 | 549 | 558 | 568 | 580 |
| 12.000 | 04.52 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif) | 160 | 165 | 168 | 171 | 174 |
| 12.010 | 04.52 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif) | 65 | 91 | 92 | 94 | 96 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 75 | 76 | 76 | 76 | 76 |

07.07 — Scolarisation des élèves à besoins spécifiques — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.140 | 04.52 | Développement et mise en oeuvre d'une stratégie de sensibilisation et d'information sur la situation et l'inclusion des élèves à besoins spécifiques et des enfants, jeunes et adultes handicapés | 80 | 84 | 87 | 89 | 91 |
| 12.190 | 04.52 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice) | 105 | 110 | 115 | 120 | 125 |
| 12.253 | 04.52 | Centre pour le développement moteur et corporel: frais d'exploitation courants | 300 | 305 | 310 | 316 | 322 |
| 12.262 | 04.52 | Centre pour le développement socio-émotionnel: frais d'exploitation courants | 280 | 227 | 231 | 235 | 240 |
| 12.273 | 04.52 | Centre pour le développement des enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme: frais d'exploitation courants | 250 | 295 | 300 | 306 | 312 |
| 12.275 | 04.52 | Centre pour le développement intellectuel: frais d'exploitation courants | 875 | 866 | 881 | 898 | 916 |
| 12.276 | 04.52 | Centre du suivi des enfants et jeunes intellectuellement précoces: frais d'exploitation courants | 65 | 66 | 67 | 68 | 70 |
| 12.277 | 04.52 | Service national de l'éducation inclusive: frais d'exploitation courants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30 | 33 | 34 | 34 | 35 |
| 12.278 | 04.52 | Agence de transition à la vie active: frais d'exploitation courants | 25 | 26 | 27 | 27 | 28 |
| 12.300 | 04.52 | Mesures supplémentaires à mettre en place auprès d'un certain nombre d'élèves à besoins spécifiques durant le transport scolaire – dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.000 | 4.635 | 4.722 | 4.804 | 4.893 |
| 12.301 | 04.52 | Cellule d'accompagnement pour élèves hospitalisés ou en rémission – dépenses diverses | 50 | 52 | 55 | 57 | 60 |
| 12.302 | 04.52 | Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques - dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 130 | 150 | 153 | 156 | 159 |
| 33.001 | 06.34 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services conventionnés œuvrant au bénéfice d'élèves à besoins spécifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.140 | 5.478 | 5.692 | 5.799 | 5.908 |
| 33.010 | 06.34 | Subsides aux associations s'occupant des enfants et jeunes à besoins spécifiques | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

07.07 — Scolarisation des élèves à besoins spécifiques — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux. (Crédit sans distinction d'exercice) | 204 | — | — | — | — |
| 34.010 | 06.34 | Contribution aux parents assurant le transport non rémunéré d'élèves à besoins spécifiques | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 35.010 | 04.52 | Contribution à l'Agence européenne pour l'éducation adaptée et inclusive | 19 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| 35.011 | 06.34 | Prise en charge des frais liés à l'inscription des élèves à besoins spécifiques dans des institutions scolaires à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.550 | 2.040 | 2.125 | 2.262 | 2.427 |
| 41.010 | 04.52 | Conventions avec des établissements universitaires et entités similaires. (Crédit sans distinction d'exercice) | 250 | 261 | 261 | 261 | 261 |
| 41.050 | 04.52 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives | 680 | 861 | 876 | 892 | 910 |
| 41.051 | 04.52 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Centre des compétences relatives à la vue | 550 | 640 | 700 | 713 | 728 |
| 41.052 | 13.90 | Dotation financière de l'État au profit du Centre pour le développement des apprentissages | 165 | 169 | 172 | 176 | 179 |
| 44.009 | 04.52 | "Schrëtt fir Schrëtt" asbl: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement | 490 | 490 | 490 | 490 | 490 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.773 | 13.90 | Centre pour le développement des enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme : frais d'exploitation courants | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 07.07 | 141.528 | 153.546 | 160.587 | 167.529 | 174.531 |
| | | **Section 07.08 — Service de la formation des adultes** | | | | | |
| 11.005 | 04.30 | Rémunération du personnel | 16.448 | 19.153 | 20.072 | 20.991 | 21.913 |
| 11.060 | 04.53 | Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |

07.08 — Service de la formation des adultes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.130 | 04.53 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 545 | 450 | 458 | 466 | 475 |
| 11.132 | 13.90 | Leçons supplémentaires et leçons de remplacement : Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 104 | — | — | — | — |
| 12.000 | 04.53 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.298 | 2.639 | 2.689 | 2.741 | 2.793 |
| 12.250 | 04.53 | Mesures diverses dans l'intérêt de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et de l'intégration.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 410 | 418 | 425 | 433 | 442 |
| 12.251 | 04.53 | Mise en place d'une université populaire: dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 607 | 619 | 629 | 641 | 654 |
| 12.307 | 04.34 | Prise en charge des frais générés par le projet de formation Digital Learning Hub.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.800 | 2.053 | 2.088 | 2.128 | 2.172 |
| 33.000 | 04.53 | Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours pour adultes: conventions avec les associations organisatrices.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.950 | 2.534 | 2.582 | 2.632 | 2.681 |
| 33.003 | 04.53 | Participation financière aux institutions socio-éducatives pour l'accompagnement sur le lieu de travail des apprenants-éducateurs en alternance.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 154 | 160 | 163 | 166 | 169 |
| 35.010 | 04.53 | Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours pour adultes : conventions avec les associations organisatrices étrangères.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 35.020 | 04.53 | Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours pour adultes : conventions avec prestataires institutionnels à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 41.050 | 04.53 | Dotation financière de l'Etat au profit du Service de la formation des adultes ..... | 2.250 | 3.140 | 3.193 | 3.254 | 3.319 |
| 43.000 | 04.53 | Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours pour adultes: conventions avec les communes organisatrices.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.170 | 1.310 | 1.332 | 1.355 | 1.383 |

07.08 — Service de la formation des adultes — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 04.53 | Indemnités pour services extraordinaires | 6 | 7 | — | — | — |
| 12.500 | 04.53 | Indemnités pour services de tiers | 12 | 5 | — | — | — |
| 12.750 | 13.90 | Mesures diverses dans l'intérêt de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et de l'intégration | * | — | — | — | — |
| 33.503 | 04.53 | Participation financière aux institutions socio-éducatives pour l'accompagnement sur le lieu de travail des apprenants-éducateur | 10 | 4 | — | — | — |
| | | Total de la section 07.08 | 27.764 | 32.492 | 33.631 | 34.805 | 36.001 |
| | | **Section 07.09 — Directions de région de l'enseignement fondamental** | | | | | |
| 11.005 | 04.20 | Rémunération du personnel | 91.325 | 110.593 | 115.895 | 121.212 | 126.539 |
| 11.131 | 04.20 | Frais de stage aux écoles du pays: indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 77 | 77 | 78 | 79 | 81 |
| 12.010 | 04.20 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif) | 160 | 180 | 183 | 187 | 190 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | 30 | 31 | 31 | 32 |
| 12.190 | 04.20 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 16 | 20 | 20 | 21 | 21 |
| 12.260 | 04.20 | Frais d'exploitation courants. (Crédit sans distinction d'exercice) | 324 | 360 | 366 | 373 | 381 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 3 | — | — | — |
| | | Total de la section 07.09 | 91.901 | 111.263 | 116.573 | 121.902 | 127.244 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 07.10 — Enseignement fondamental** | | | | | |
| 11.005 | 04.20 | Rémunération de personnel | 910.925 | 926.740 | 971.165 | 1.015.723 | 1.060.376 |
| 11.130 | 04.20 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 545 | 2.630 | 1.381 | 1.406 | 1.434 |
| 12.000 | 04.20 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 38 | 39 | 40 | 40 | 41 |
| 12.010 | 04.20 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.120 | 04.20 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 31 | 40 | * | 31 | * |
| 12.304 | 04.20 | Elections des délégués du personnel enseignant à la Commission scolaire nationale : dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif) | — | * | * | * | 12 |
| 12.305 | 04.20<br>02.00 | Classes spécialisées de l'Etat: frais divers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 850 | 900 | 915 | 933 | 951 |
| 32.020 | 04.20 | Commission scolaire nationale: indemnités compensatoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 33.004 | 04.20 | Education musicale et artistique: participation aux frais d'associations | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 41.050 | 04.20 | Dotation financière de l'Etat au profit du service Ecole préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive.<br>(Crédit non limitatif) | 100 | 200 | 203 | 207 | 211 |
| 41.053 | 04.20 | Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement primaire international et européen aux établissements d'enseignement public | 1.907 | 1.931 | 1.964 | 2.001 | 2.041 |
| 43.000 | 04.20<br>02.00 | Frais du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental: remboursement de la part de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 781 | 790 | 799 | 810 |
| 43.002 | 04.20 | Participation aux frais liés à la prestation des cours de natation par des instructeurs de natation dans le cadre de l'enseignement fondamental.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 550 | 600 | 627 | 655 | 685 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43.008 | 04.20 | Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.300 | 1.450 | 1.515 | 1.583 | 1.655 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 07.10 | 917.266 | 935.331 | 978.621 | 1.023.400 | 1.068.237 |
| | | **Section 07.11 — Enseignement secondaire** | | | | | |
| 11.005 | 04.33 | Rémunération du personnel | 1.100.469 | 1.182.519 | 1.238.878 | 1.296.606 | 1.354.265 |
| 11.130 | 04.33<br>04.34 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.102 | 3.187 | 3.248 | 3.310 | 3.372 |
| 12.000 | 04.33<br>04.34 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.300 | 1.350 | 1.373 | 1.396 | 1.426 |
| 12.010 | 04.33<br>04.34 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 63 | 73 | 74 | 75 | 77 |
| 12.190 | 04.34 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 3 | 8 | 8 | 9 | 9 |
| 12.250 | 13.90 | Frais d'accréditation des écoles internationales et autres frais internationales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 960 | 960 | 960 | 960 |
| 12.300 | 04.33<br>04.34 | Fournitures et dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 2 | 53 | 54 | 55 | 56 |
| 12.301 | 13.90 | Achats de biens et services spécifiques | — | 58 | 59 | 60 | 61 |
| 32.010 | 04.34 | Aide particulière aux entreprises, aux établissements hospitaliers et de soins et aux établissements éducatifs pour l'accueil d'élèves de l'enseignement secondaire général en stage de formation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.350 | 1.300 | 1.322 | 1.345 | 1.373 |
| 35.010 | 04.34 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du "Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl".<br>(Crédit non limitatif) | 573 | 838 | 876 | 915 | 956 |

07.11 — Enseignement secondaire — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.011 | 13.90 | Participation financière de l'Etat à la création de classes supplémentaires aux Écoles européennes de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 1.729 | 1.900 | 1.900 | 1.900 |
| 41.010 | 04.34 | Dotation dans l'intérêt du fonctionnement d'un hôtel-restaurant d'application. (Crédit non limitatif) | * | 318 | 323 | 330 | 336 |
| 41.085 | 04.33 04.34 | Dotation financière de l'Etat au profit des établissements d'enseignement secondaire classique et secondaire général: frais de fonctionnement | 27.200 | 29.019 | 29.512 | 30.073 | 30.674 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 04.33 04.34 | Indemnités pour services extraordinaires | 3 | 2 | — | — | — |
| 12.500 | 04..33 04..34 | Indemnités pour services de tiers | 34 | 2 | — | — | — |
| 12.510 | 04..33 04..34 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 2 | 2 | — | — | — |
| | | Total de la section 07.11 | 1.134.102 | 1.221.417 | 1.278.587 | 1.337.032 | 1.395.465 |
| | | **Section 07.12 — Institut national des langues Luxembourg** | | | | | |
| 11.005 | 04.34 | Rémunération du personnel | 26.187 | 29.031 | 30.425 | 31.818 | 33.215 |
| 11.130 | 04.53 | Indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 112 | 176 | 179 | 182 | 186 |
| | | Total de la section 07.12 | 26.300 | 29.207 | 30.604 | 32.001 | 33.401 |
| | | **Section 07.13 — Service de la formation professionnelle** | | | | | |
| 11.005 | 04.34 | Rémunération du personnel | 31.018 | 35.502 | 37.196 | 38.923 | 40.649 |
| 11.060 | 04.34 | Indemnités pour élèves apprentis dans le cadre de la formation professionnelle de base et indemnités pour apprentis dans le cadre de la formation professionnelle initiale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 450 | 662 | 765 | 941 | 1.158 |
| 11.130 | 04.34 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 800 | 774 | 787 | 802 | 818 |

07.13 — Service de la formation professionnelle — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.000 | 04.34 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 703 | 756 | 769 | 784 | 799 |
| 12.001 | 04.34 | Prise en charge des frais pour formations prestées par des tiers dans le cadre du programme officiel de la formation professionnelle et indemnités pour formateurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 640 | 3.953 | 4.378 | 4.885 | 4.938 |
| 12.301 | 13.90 | Maison de l'Orientation: dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 910 | 950 | 990 | 1.050 |
| 12.305 | 04.34 | Mise en oeuvre de la politique de la formation professionnelle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 150 | 153 | 156 | 159 |
| 12.306 | 04.34 | Prise en charge des frais générés par le projet formation Diplom+ et des projets similaires.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 500 | 523 | 546 | 556 | 568 |
| 31.020 | 04.32 | Participation aux frais de formation des apprenants dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 850 | 862 | 875 | 891 | 907 |
| 32.010 | 04.32 | Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 42.531 | 44.306 | 46.373 | 48.388 | 50.494 |
| 32.011 | 04.32 | Aide particulière aux entreprises pour l'accueil d'élèves de la formation professionnelle en stage de formation et d'apprentis de la formation professionnelle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 1.227 | 1.247 | 1.271 | 1.297 |
| 32.020 | 04.34 | Indemnités complémentaires aux indemnités d'apprentissage dues aux personnes en formation sous contrat d'apprentissage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 19.835 | 28.995 | 29.488 | 29.989 | 30.619 |
| 32.021 | 04.34 | Congé individuel de formation: indemnités compensatoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.420 | 2.938 | 2.994 | 3.057 | 3.112 |
| 33.002 | 04.00 | Promotion de l'esprit d'entreprendre et de l'initiation à la gestion d'entreprises: subsides | 178 | — | — | — | — |
| 33.005 | 04.00 | Promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans l'éducation et la formation | 125 | 128 | 130 | 133 | 135 |
| 34.051 | 04.32 | Aides à la formation, primes et indemnités de formation (loi du 16 mars 2007).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.300 | 1.625 | 1.652 | 1.684 | 1.717 |

07.13 — Service de la formation professionnelle — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.052 | 04.34 | Primes d'apprentissage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.200 | 5.297 | 5.399 | 5.513 | 5.611 |
| 41.001 | 04.34 | Participation aux frais d'organisation de la formation professionnelle et des cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel par la Chambre des métiers | 3.000 | 3.135 | 3.188 | 3.249 | 3.314 |
| 41.002 | 04.53 | Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.386 | 2.414 | 2.455 | 2.502 | 2.552 |
| 41.005 | 04.34 | Participation aux frais encourus par la Chambre des métiers pour la révision du brevet de maîtrise.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.475 | 1.155 | 1.051 | 956 | 775 |
| 41.010 | 04.34 | Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue.<br>(Crédit non limitatif) | 2.980 | 3.115 | 3.168 | 3.228 | 3.293 |
| 41.050 | 04.34 | Dotation financière de l'Etat au profit du Service de la formation professionnelle.<br>(Crédit non limitatif) | 7.000 | 7.789 | 8.139 | 10.505 | 12.978 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 04.34 | Indemnités pour services extraordinaires | 10 | 4 | — | — | — |
| 12.500 | 04.34 | Indemnités pour services de tiers | 21 | 98 | — | — | — |
| 12.501 | 13.90 | Prise en charge des frais pour formations prestées par des tiers dans le cadre officiel de la formation professionnelle et indemnités pour formateurs (restant d'exercices antérieurs) | 25 | — | — | — | — |
| 32.511 | 13.90 | Aide particulière aux entreprises pour l'accueil d'élèves de la formation professionnelle en stage de formation et d'apprentis de la formation professionnelle | 1 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 07.13 | 124.600 | 146.316 | 151.704 | 159.403 | 166.941 |
| | | **Section 07.14 — Institut de formation de l'Education nationale** | | | | | |
| 11.005 | 04.01 | Rémunération du personnel | 14.610 | 19.232 | 20.155 | 21.078 | 22.003 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.130 | 04.01 | Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre de la politique éducative et de la formation continue du personnel enseignant et socio-éducatif.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.601 | 2.649 | 2.700 | 2.752 | 2.803 |
| 41.050 | 13.90 | Dotation financière de l'État au profit de l'Institut de formation de l'Éducation nationale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.201 | 6.800 | 6.916 | 7.047 | 7.188 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre de la politique éducative et de la formation continue du personnel enseignant et socio-éducatif | 14 | 14 | — | — | — |
| 12.690 | 04.01 | Dépenses dans l'intérêt de la formation continue du personnel enseignant et socio-éducatif | 6 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 07.14 | 22.431 | 28.695 | 29.770 | 30.877 | 31.995 |
| | | **Section 07.15 — Secteur de l'Enfance** | | | | | |
| 12.120 | 06.36 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 339 | 344 | 167 | 135 | 135 |
| 12.124 | 06.36 | Frais de formation et d'information dans le cadre du chèque-service accueil.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 356 | 364 | 370 | 376 | 384 |
| 12.310 | 06.36 | Pilotage du secteur de l'enfance et promotion de l'éducation non formelle.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 301 | 350 | 366 | 382 | 399 |
| 31.040 | 06.36 | Participation de l'Etat aux services d'éducation et d'accueil de type commercial dans le cadre du chèque-service accueil.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 264.224 | 294.815 | 303.660 | 312.770 | 322.153 |
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 25.504 | — | — | — | — |
| 33.037 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services offrant un soutien au secteur de l'éducation non-formelle des enfants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 14.467 | 15.889 | 16.758 | 17.672 | 18.406 |

07.15 — Secteur de l'Enfance — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.038 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de services conventionnés concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 311.580 | 352.160 | 378.328 | 406.365 | 436.440 |
| 34.090 | 06.32 | Participation de l'Etat aux assistants parentaux dans le cadre du chèque-service accueil.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 16.996 | 16.905 | 17.243 | 17.760 | 18.293 |
| 43.005 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais des communes concernant le fonctionnement de services d'éducation et d'accueil pour enfants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 185.309 | 207.098 | 221.298 | 236.491 | 252.733 |
| 43.020 | 06.13 | Frais de l'opérateur dans le cadre du chèque-service accueil.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.208 | 1.262 | 1.318 | 1.376 | 1.443 |
| | | Total de la section 07.15 ..... | 820.285 | 889.188 | 939.508 | 993.328 | 1.050.386 |
| | | **Section 07.16 — Aide à l'Enfance et à la Famille** | | | | | |
| 12.311 | 04.00 | Dépenses diverses dans l'intérêt des forums parentaux, du service qualité et du service droits de l'enfant.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.400 | 1.400 | 1.424 | 1.451 | 1.480 |
| 33.001 | 06.36 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'adoption conventionnés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.913 | — | — | — | — |
| 33.003 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats socio-familiaux conventionnés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 18.643 | — | — | — | — |
| 33.004 | 06.36 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services conventionnés oeuvrant dans l'intérêt de la promotion des droits de l'enfant.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 215 | — | — | — | — |
| 33.008 | 06.36 | Participation de l'Etat à des frais liés aux enfants et jeunes accueillis dans des structures de l'aide à l'enfance et à la famille.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 8.350 | — | — | — | — |
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3.083 | — | — | — | — |

07.16 — Aide à l'Enfance et à la Famille — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.034 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais d'un accompagnement renforcé des enfants à besoins spécifiques placés dans les internats socio-familiaux conventionnés pour jeunes. (Crédit non limitatif) | 120 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 33.040 | 06.32 | Subventions extraordinaires aux organismes gestionnaires de mesures d'aide à l'enfance et à la famille (Article 17 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 33.041 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par voie de conventions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 38.310 | 89.787 | 94.004 | 98.299 | 102.533 |
| 33.043 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par voie de convention: foyers d'accueil de type "mère SOS". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.967 | — | — | — | — |
| 33.044 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de la mise en place des centres de prise en charge socio-éducative intense. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12.558 | — | — | — | — |
| 33.045 | 06.32 | Mesures d'urgence dans l'intérêt de l'enfance et de la famille. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 33.046 | 06.32 | Participation de l'État aux frais des mesures préventives par voie de convention. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.381 | — | — | — | — |
| 41.000 | 13.90 | Transferts de revenus aux organismes professionnels de droit public – Participation au projet « stratégie de collecte et de gestion des données en matière de droits de l'enfant ». (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 280 | 293 | 306 | 320 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.811 | 13.90 | Dépenses diverses dans l'intérêt des forums parentaux, du service qualité et du service droits de l'enfant | — | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 07.16 | 90.940 | 91.548 | 95.801 | 100.136 | 104.414 |
| | | **Section 07.17 — Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse** | | | | | |
| 11.005 | 06.32 | Rémunération du personnel | 15.779 | 17.506 | 18.346 | 19.186 | 20.029 |
| 11.130 | 06.32 | Indemnités pour services extraordinaires | 85 | 60 | 61 | 62 | 64 |

07.17 — Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.000 | 06.32 | Indemnités pour services de tiers | 170 | 165 | 168 | 171 | 174 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif) | 45 | 47 | 48 | 49 | 50 |
| 12.150 | 06.32 | Prestations médicales, paramédicales et vétérinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 108 | 113 | 115 | 117 | 119 |
| 12.250 | 06.32 | Frais d'exploitation; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 759 | 785 | 799 | 814 | 830 |
| 12.254 | 06.32 | Frais relatifs à des interventions auprès d'enfants et de leurs familles, à des consultations, à des interventions d'experts, à la formation continue à des projets innovateurs, à la collaboration avec les professionnels et services de santé mentale, à des colloques, séminaires, dépenses diverses | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 12.270 | 06.32 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 380 | 385 | 392 | 398 | 407 |
| 34.010 | 06.32 | Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service social des maisons d'enfants de l'Etat | 20 | 18 | 18 | 18 | 18 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.750 | 06.32 | Frais d'exploitation courants | 2 | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 07.17 | 17.387 | 19.120 | 19.986 | 20.855 | 21.730 |
| | | **Section 07.18 — Centre socio-éducatif de l'Etat** | | | | | |
| 11.005 | 06.32 | Rémunération du personnel | 22.369 | 24.094 | 25.251 | 26.407 | 27.566 |
| 11.130 | 06.32 | Indemnités pour services extraordinaires | 17 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 12.000 | 06.32 | Indemnités pour services de tiers | 109 | 76 | 77 | 79 | 80 |
| 12.010 | 06.32 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30 | 26 | 27 | 27 | 28 |
| 12.120 | 06.32 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 90 | 90 | 95 | 97 | 99 |

07.18 — Centre socio-éducatif de l'Etat — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.151 | 06.32 | Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et thérapeutiques et frais pharmaceutiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 148 | 162 | 165 | 168 | 171 |
| 12.210 | 06.32 | Frais d'alimentation.<br>(Crédit non limitatif) | 233 | 237 | 241 | 246 | 251 |
| 12.254 | 06.32 | Centre socio-éducatif de l'Etat: frais d'exploitation et frais divers | 370 | 376 | 382 | 389 | 397 |
| 12.270 | 06.32 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.980 | 2.121 | 2.156 | 2.193 | 2.238 |
| 12.300 | 06.32 | Dépenses relatives à l'encadrement et au travail des pensionnaires; acquisition d'outillage et de matières premières, frais divers.<br>(Crédit non limitatif) | 420 | 470 | 478 | 487 | 497 |
| 12.301 | 06.32 | Unité de sécurité pour mineurs : Dépenses diverses | 1.793 | 2.693 | 2.743 | 2.793 | 2.845 |
| 34.090 | 06.32 | Transport des pensionnaires des centres socio-éducatifs de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 557 | 450 | 458 | 466 | 476 |
| | | Total de la section 07.18 | 28.117 | 30.807 | 32.084 | 33.364 | 34.659 |
| | | **Section 07.19 — Office national de l'enfance** | | | | | |
| 11.005 | 06.32 | Rémunération du personnel | 12.135 | 13.502 | 14.150 | 14.798 | 15.448 |
| 12.010 | 06.32 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 130 | 132 | 135 | 137 |
| 12.110 | 06.32 | ONE: frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.120 | 06.32 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 12.150 | 06.32 | ONE: frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de l'Office National de l'Enfance.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.190 | 06.32 | Frais de formation | 66 | 52 | 53 | 54 | 55 |
| 12.250 | 06.32 | Frais d'exploitation courants | 245 | 155 | 158 | 161 | 164 |

07.19 — Office national de l'enfance — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 06.32 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 108 | 85 | 86 | 88 | 89 |
| 33.000 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits journaliers et horaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 198.784 | 208.147 | 217.872 | 227.213 |
| 33.001 | 02.00 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits journaliers et horaires définis par l'article 15 de la loi du 16 décembre 2008 aux points 1, 6, 8 et 9 pour des mineurs non accompagnés demandeurs de protection internationale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 28.089 | — | — | — | — |
| 33.005 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits journaliers définis par l'article 15 de la loi du 16 décembre 2008 aux points 1,2,3 et 6.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 86.469 | — | — | — | — |
| 33.008 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits horaires définis par l'article 15 de la loi du 16 décembre 2008 aux points 7,10,11,12,13 et 14.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.673 | — | — | — | — |
| 33.009 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits horaires définis par l'article 15 de la loi du 16 décembre 2008 aux points 8 et 9.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 48.365 | — | — | — | — |
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 5.966 | — | — | — | — |
| 34.011 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais d'indemnisation des familles d'accueil par des forfaits journaliers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.404 | 9.960 | 10.429 | 10.915 | 11.383 |
| 34.012 | 06.32 | Contribution aux mesures d'accueil à l'étranger de mineurs ou de jeunes adultes en détresse psycho-sociale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 9.900 | 10.268 | 10.747 | 10.217 | 11.702 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.690 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | * | — | — | — | — |
| 12.750 | 13.90 | Frais d'exploitation courants | — | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 07.19 | 208.529 | 232.945 | 243.911 | 254.248 | 266.200 |

07.20 — Secteur de la Jeunesse — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 07.20 — Secteur de la Jeunesse** | | | | | |
| 32.010 | 06.36 | Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la jeunesse dans le domaine de la transition des jeunes vers le marché de l'emploi dans le cadre de projets européens.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 33.000 | 06.36<br>02.00 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services pour jeunes par voie de conventions avec les administrations privées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 22.530 | 32.278 | 32.827 | 33.385 | 34.086 |
| 33.009 | 06.36 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services logements pour jeunes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.073 | — | — | — | — |
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.148 | — | — | — | — |
| 33.023 | 06.32 | Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la jeunesse dans le domaine de la transition des jeunes vers le marché de l'emploi.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 33.026 | 06.32 | Subsides pour activités dans l'intérêt des jeunes..... | 126 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 34.012 | 13.90 | Soutien aux bénévoles : remboursement de frais de formation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 34.060 | 13.90 | Congé-jeunesse : remboursement aux employeurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 501 | 400 | 407 | 414 | 422 |
| 41.010 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'établissements publics ou d'instituts de recherche actifs dans le domaine de la jeunesse.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 522 | 1.105 | 1.125 | 1.150 | 1.175 |
| 41.011 | 06.32 | Renforcement des capacités du secteur de la jeunesse dans le domaine de la transition des jeunes vers le marché de l'emploi: collaboration avec les instituts de recherche dans le cadre de projets européens.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 41.012 | 06.32 | Accords de coopération avec des instituts de recherche dans le domaine de la jeunesse.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 604 | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43.002 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres communaux de rencontre pour jeunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.050 | 1.537 | 1.563 | 1.590 | 1.623 |
| | | Total de la section 07.20 | 28.553 | 35.480 | 36.082 | 36.699 | 37.466 |
| | | **Section 07.21 — Service national de la jeunesse** | | | | | |
| 11.005 | 06.32 | Rémunération du personnel | 19.793 | 22.159 | 23.222 | 24.286 | 25.352 |
| 11.130 | 06.32 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | 26 | 27 | 28 | 28 | 29 |
| 33.010 | 06.32 | Participation aux frais des projets "Go". (Crédit sans distinction d'exercice) | 100 | — | — | — | — |
| 34.012 | 06.32 | Soutien aux bénévoles: remboursement de frais de formation. (Crédit sans distinction d'exercice) | 16 | — | — | — | — |
| 41.050 | 06.32 | Dotation financière de l'Etat au profit du Service national de la jeunesse | 4.058 | 4.605 | 4.683 | 4.763 | 4.863 |
| 41.051 | 06.32 | Dotation dans l'intérêt des programmes soutenant les jeunes dans la transition vers la vie active. (Crédit non limitatif) | 4.300 | 4.886 | 4.969 | 5.063 | 5.165 |
| 41.053 | 13.90 | Dotation financière de l'Etat dans l'intérêt de l'exploitation des bâtiments gérés par le Service national de la jeunesse. (Crédit non limitatif) | 7.466 | 9.997 | 10.167 | 10.360 | 10.567 |
| | | Total de la section 07.21 | 35.759 | 41.674 | 43.069 | 44.500 | 45.976 |
| | | **Section 07.22 — Service développement qualité des secteurs de l'éducation non-formelle et de l'aide à l'enfance et à la famille** | | | | | |
| 12.030 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de projets pédagogiques innovateurs et soutien du développement de la qualité dans les secteurs de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à l'enfance et à la famille. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.050 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du dispositif de la formation continue dans le cadre du dispositif d'assurance qualité introduit par la loi modifiée du 8 juin 2008 sur la jeunesse | 22 | 26 | 27 | 27 | 28 |

07.22 — Service développement qualité des secteurs de l'éducation non-formelle et de l'aide à l'enfance et à la famille Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études. Frais d'organisation et de participation : dépenses diverses ..... | 254 | 300 | 305 | 311 | 317 |
| 12.300 | 13.90 | Promotion des mesures d'assurance qualité des secteurs de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à l'enfance et à la famille : frais de publications, d'information et de sensibilisation : dépenses diverses ..... | 206 | 210 | 214 | 218 | 222 |
| 12.301 | 13.90 | Frais de fonctionnement du Service développement qualité des secteurs de l'éducation non-formelle et de l'aide à l'enfance et à la famille : dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | — | 70 | 71 | 73 | 74 |
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) ..... | 199 | — | — | — | — |
| 33.030 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de projets innovateurs dans le secteur de l'éducation non-formelle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | * | 411 | 637 | 663 | 692 |
| 33.050 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du dispositif de la formation continue dans le cadre du dispositif d'assurance qualité introduit par la loi modifiée du 8 juin 2008 sur la jeunesse.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 11.077 | 13.552 | 14.500 | 15.000 | 16.000 |
| 35.020 | 13.90 | Transferts de revenus au secteur privé de pays membres des CE.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | * | * | * | * | * |
| 41.010 | 13.90 | Accords de coopération avec des instituts de recherche dans les secteurs de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à l'enfance et à la famille.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | * | 155 | 158 | 161 | 164 |
| 43.030 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de projets pédagogiques innovateurs et soutien du développement de la qualité dans les secteurs de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à l'enfance et à la famille.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | * | 204 | 210 | 217 | 224 |
| | | Total de la section 07.22 ..... | 11.758 | 14.928 | 16.121 | 16.668 | 17.720 |

07.23 — Direction générale accréditation et reconnaissance — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 07.23 — Direction générale accréditation et reconnaissance** | | | | | |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | — | 47 | 47 | 48 | 49 |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers.. (Crédit non limitatif) | — | 30 | 31 | 31 | 32 |
| | | Total de la section 07.23 | — | 77 | 78 | 80 | 81 |
| | | **Section 07.24 — Service de l'intégration et de l'accueil scolaires** | | | | | |
| 11.005 | 04.00 | Rémunération du personnel | — | 10.639 | 11.150 | 11.661 | 12.173 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif) | — | 77 | 78 | 79 | 81 |
| 12.300 | 13.90 | Service de l'intégration et de l'accueil scolaires: dépenses diverses. (Crédit non limitatif) | — | 978 | 995 | 1.014 | 1.034 |
| 33.000 | 13.90 | Participation de l'État aux frais de fonctionnement du centre d'éducation interculturelle - ikl | — | 130 | 133 | 135 | 138 |
| | | Total de la section 07.24 | — | 11.824 | 12.355 | 12.889 | 13.425 |
| | | Total du département 07 | 4.263.206 | 4.557.117 | 4.748.777 | 4.963.105 | 5.183.829 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **08 — MINISTERE DE L'EGALITE DES GENRES ET DE LA DIVERSITE** | | | | | |
| | | **Section 08.00 — Egalité des genres et de la Diversité** | | | | | |
| 11.005 | 06.36 | Rémunération du personnel..... | 2.636 | 2.621 | 2.747 | 2.873 | 2.999 |
| 11.130 | 06.36 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 11.310 | 06.36 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 104 | 74 | — | — | — |
| 12.000 | 06.36 | Indemnités pour services de tiers ..... | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.010 | 06.36 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement ..... | 61 | 68 | 69 | 71 | 72 |
| 12.020 | 06.36 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.120 | 06.36 | Frais d'experts et d'études en matière d'Égalité et de Diversité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 644 | 990 | 990 | 990 | 990 |
| 12.190 | 06.36 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation ..... | 126 | 114 | 116 | 118 | 120 |
| 12.230 | 06.36 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 80 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| 12.260 | 06.36 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 67 | 45 | 45 | 47 | 49 |
| 12.270 | 06.36 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 |
| 12.300 | 06.36 | Frais de l'Observatoire de l'Egalité des genres. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 209 | 209 | 212 | 215 | 218 |
| 12.302 | 06.36 | Campagne médiatique promouvant l'Égalité des genres et la Diversité. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 387 | 330 | 335 | 340 | 345 |

08.00 — Egalité des genres et de la Diversité

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.000 | 06.36 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres d'accueil et des services de consultation dans le domaine de l'Égalité des genres et de la Diversité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 24.875 | 28.722 | 31.702 | 33.453 | 35.171 |
| 33.001 | 13.90 | Participation de l'État aux frais de fonctionnement d'une structure de prise en charge de victimes de violence - "National Ulafstell" | 520 | — | — | — | — |
| 33.002 | 06.36 | Participation financière de l'Etat aux frais des activités du Conseil national des femmes du Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 365 | 376 | 393 | 456 | 485 |
| 33.004 | 06.36 | Participation financière de l'Etat à des actions des organisations non étatiques oeuvrant en faveur de l'Égalité des genres et de la Diversité | 248 | 245 | 248 | 248 | 250 |
| 33.010 | 06.36 | Subsides à des organismes oeuvrant en faveur de l'Égalité des genres et de la Diversité | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 33.011 | 06.36 | Participation de l'Etat à la réalisation d'actions positives dans le domaine de l'emploi. (Crédit sans distinction d'exercice) | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 33.020 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux | 1.062 | — | — | — | — |
| 43.000 | 06.36 | Participation financière de l'Etat à des projets en faveur de l'Égalité des genres et de la Diversité dans le secteur communal. (Crédit sans distinction d'exercice) | 70 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 43.001 | 06.36 | Organisation d'un concours récompensant les meilleures pratiques en matière d'Égalité des genres et de la Diversité dans le secteur communal | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| | | Total de la section 08.00 | 31.609 | 34.080 | 37.145 | 39.099 | 40.991 |
| | | Total du département 08 | 31.609 | 34.080 | 37.145 | 39.099 | 40.991 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **09 — MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITE** | | | | | |
| | | **Section 09.00 — Environnement. - Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 07.30 | Rémunération du personnel | 11.851 | 13.376 | 14.018 | 14.660 | 15.304 |
| 11.090 | 13.90 | Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 11.130 | 07.30 | Indemnités pour services extraordinaires | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 11.310 | 07.30 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.069 | 858 | — | — | — |
| 12.000 | 07.30 | Indemnités pour services de tiers | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.010 | 07.30 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 363 | 424 | 429 | 433 | 438 |
| 12.020 | 07.30 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 6 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.110 | 07.30 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.120 | 07.30 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 395 | 450 | 410 | 410 | 410 |
| 12.122 | 07.30 | Monitoring de la diversité biologique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 87 | 88 | 89 | 91 | 93 |
| 12.125 | 07.30 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 50 | 53 | 53 | 53 | 53 |
| 12.190 | 07.30 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, formations continues, conférences : frais d'organisation et de participation . | 115 | 93 | 94 | 96 | 98 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 70 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.260 | 07.30 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 304 | 305 | 310 | 316 | 322 |

09.00 — Environnement: Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 07.30 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 11 |
| 12.301 | 07.50 | Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des sols.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.305 | 07.30 | Conseil supérieur pour le développement durable: indemnités, frais de route et de séjour, frais d'études et d'experts; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.306 | 07.30 | Observatoire de l'environnement naturel: indemnités, frais de route et de séjour, frais d'études et d'experts; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.307 | 09.30 | Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique : indemnités, frais de route et de séjour, frais d'études et d'experts; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 12.308 | 09.30 | Observatoire de la politique climatique: jetons de présence, indemnités, frais de route et de séjour, frais d'études et d'experts; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| 33.000 | 07.50 | Subsides à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'environnement ..... | 298 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 33.001 | 07.50 | Participation aux frais d'établissements d'utilité publique chargés de la gestion de réserves naturelles..... | 408 | 408 | 418 | 418 | 425 |
| 33.003 | 07.33 | Participation de l'Etat aux partenariats de cours d'eau cofinancés par des organismes sans but lucratif.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 111 | 112 | 114 | 116 | 118 |
| 33.004 | 07.50 | Subsides à des organismes et associations dans l'intérêt d'activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques en faveur des jeunes dans l'intérêt de la protection de l'environnement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 54 | 59 | 59 | 59 | 59 |
| 33.005 | 07.30 | Participation financière à des projets à finalité environnementale mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 |

09.00 — Environnement: Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.006 | 13.90 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 2.094 | 2.094 | 2.099 | 2.099 |
| 33.012 | 07.30 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.089 | — | — | — | — |
| 35.021 | 07.30 | Participation de l'Etat aux actions et projets cofinancés par des instruments financiers européens. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 384 | 830 | 405 | 61 | — |
| 35.060 | 07.30<br>07.50 | Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 850 | 857 | 857 | 857 | 857 |
| 41.010 | 04.60 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement et aux frais relatifs aux missions confiées aux institutions de recherche. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.092 | 1.178 | 1.208 | 1.238 | 1.269 |
| 41.011 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Klima-Agence". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.950 | 2.290 | 2.500 | 2.700 | 2.900 |
| 43.001 | 07.33<br>07.40 | Participation de l'Etat aux frais d'investissements, d'entretien des installations sanitaires, d'entretien et de nettoyage des berges du lac effectués par les communes ou syndicats de communes riverains du Lac de la Haute-Sûre. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 240 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 43.002 | 13.90 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique des communes. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 60 | 66 | 66 | 66 | 66 |
| 43.020 | 07.33 | Participation de l'Etat aux partenariats de cours d'eau. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 213 | 215 | 219 | 223 | 227 |
| 43.040 | 07.50 | Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.600 | 1.758 | 1.788 | 1.820 | 1.858 |
| 43.042 | 07.50 | Participation de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes réalisés dans le cadre d'une convention. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3.250 | 3.396 | 3.549 | 3.709 | 3.876 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.730 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocollaire ou social; dépenses diverses.. | — | 1 | — | — | — |
| 43.502 | 13.90 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique des communes..... | 5 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 09.00 ..... | 29.448 | 30.032 | 29.800 | 30.547 | 31.592 |
| | | **Section 09.01 — Administration de l'environnement** | | | | | |
| 11.005 | 07.30 | Rémunération du personnel..... | 24.132 | 25.678 | 26.910 | 28.143 | 29.378 |
| 11.080 | 13.90 | Frais médicaux..... | * | * | * | * | * |
| 12.010 | 07.30 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 56 | 56 | 58 | 60 | 62 |
| 12.020 | 07.30 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 22 | 23 | 24 | 24 | 25 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.400 | 1.300 | 1.554 | 1.653 | 1.430 |
| 12.125 | 07.30 | Frais d'experts et d'études en matière informatique..... | 90 | 128 | 110 | 155 | 93 |
| 12.190 | 07.30 | Formation initiale et continue, colloques, conférences, frais d'organisation et de participation, dépenses diverses..... | 75 | 85 | 105 | 88 | 89 |
| 12.260 | 07.30 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 580 | 513 | 518 | 516 | 530 |
| 12.270 | 01.34 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 175 | 292 | 238 | 242 | 247 |
| 12.301 | 01.34 | Achats de biens et services spécifiques. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 765 | 819 | 785 | 807 | 841 |
| 12.304 | 01.34 | Frais de participation au fonctionnement et à l'exploitation de réseaux informatiques internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 68 | 47 | 34 | 35 | 35 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.307 | 01.34 | Frais d'établissement des dossiers d'évaluation, de restriction ou de classification et d'étiquetage de substances chimiques et divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.309 | 13.90 | Gestion Secrétariat REFUREC. (Crédit sans distinction d'exercice) | — | — | 8 | 30 | 23 |
| 12.310 | 07.34 | Frais de rapatriement ou d'élimination des déchets en exécution de la réglementation communautaire relative au transfert de déchets. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 09.01 | 27.367 | 28.945 | 30.349 | 31.758 | 32.758 |
| | | **Section 09.02 — Administration de la nature et des forêts** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 47.810 | 50.389 | 52.808 | 55.226 | 57.651 |
| 11.080 | Divers codes | Frais médicaux | * | * | * | * | * |
| 11.120 | Divers codes | Gratifications pour croix de service | 19 | 10 | * | 14 | 5 |
| 11.130 | Divers codes | Indemnités pour services extraordinaires | 471 | 407 | 425 | 435 | 435 |
| 12.000 | Divers codes | Indemnités pour services de tiers | 70 | 68 | 69 | 70 | 72 |
| 12.010 | Divers codes | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 |
| 12.020 | Divers codes | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 590 | 604 | 615 | 626 | 638 |
| 12.120 | 10.30 09.30 | Frais d'experts et d'études, frais d'analyses, indemnités pour services de tiers, frais de fonctionnement et dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.275 | 2.315 | 2.360 | 2.405 | 2.450 |
| 12.121 | 13.90 | Cadastre des biotopes. (Crédit sans distinction d'exercice) | 150 | 249 | 254 | 259 | 263 |
| 12.125 | 10.30 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 355 | 355 | 355 | 355 | 355 |
| 12.190 | Divers codes | Formation initiale et continue,colloques,conférences: frais d'organisation et de participation, achat de matériaux, dépenses diverses | 250 | 225 | 235 | 245 | 255 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.260 | 01.34 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 805 | 711 | 725 | 738 | 751 |
| 12.270 | 01.34 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 809 | 807 | 820 | 834 | 847 |
| 12.300 | 07.50<br>10.30 | Préparation de nouveaux plans d'aménagement, d'inventaire et d'études stationnelles dans les forêts soumises au régime forestier; acquisition et réparation de matériel géodésique, dendrométrique, photogrammétrique et cartographique: acquisition de bornes; délimitation de forêts et de parcelles dans les bois domaniaux ..... | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 12.301 | 08.30<br>10.30 | Infrastructures et activités servant à l'éducation, la sensibilisation et la récréation du public en milieu naturel..... | 161 | 140 | 143 | 145 | 148 |
| 12.302 | Divers codes | Protection et aménagement de l'environnement naturel.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.981 | 2.070 | 2.164 | 2.261 | 2.363 |
| 12.303 | 07.50<br>10.30 | Entité mobile de la Direction de l'administration de la nature et des forêts: frais de fonctionnement ..... | 11 | 11 | 11 | 11 | 12 |
| 12.304 | 09.30 | Exécution des dispositions de la directive 1999/105/CE, concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction ..... | 34 | 36 | 37 | 37 | 38 |
| 12.306 | 10.30<br>09.30 | Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers; achat de plants forestiers; vêtements et équipements de travail; établissement et entretien des pépinières forestières; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.783 | 1.863 | 1.947 | 2.035 | 2.126 |
| 12.307 | 07.30<br>10.30 | Exécution de la loi sur la protection des bois et de la loi concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles: reboisement de terrains et exploitation de forêts appartenant à des propriétaires n'ayant pas satisfait aux conditions légales; dépenses résultant de l'affiliation de l'Etat à l'association d'assurance mutuelle contre les risques d'incendie et d'une assurance responsabilité civile des propriétaires forestiers privés et publics.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| 12.308 | 10.30<br>07.50 | Participation de l'Etat aux projets INTERREG: achats de biens et services spécifiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 10 | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.310 | 07.50<br>09.30 | Mesures de protection de la forêt contre les agents biotiques (insectes, champignons,...) et abiotiques (pollutions, tempêtes,...), mesures de réparation de dégâts y relatifs et mesures de prévention de risques aux infrastructures publiques ou privées émanant du domaine de l'Etat, particulièrement des forêts et autres milieux naturels affectés à l'Administration de la nature et des forêts.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| 12.330 | 01.34 | Achat de croix de service | 2 | 1 | * | 1 | * |
| 12.340 | 10.40 | Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier et les animaux protégés; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 12.380 | 09.30 | Suivi de l'évolution des écosystèmes forestiers face au changement climatique, aux problèmes phytosanitaires et aux catastrophes naturelles: frais d'analyses, indemnités pour services de tiers; frais pour l'acquisition de matériel, frais dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 15 | 10 | 10 | 10 | 11 |
| 24.001 | 07.50 | Location des baux de chasse exploités par l'Etat; indemnisation des propriétaires particuliers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 17 | 13 | 13 | 16 | 16 |
| 31.050 | 07.50 | Participation de l'Etat au financement de mesures d'amélioration de l'environnement naturel conformément au règlement grand-ducal du 30 septembre 2019.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 73 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 31.051 | 07.50 | Participation de l'Etat au financement de mesures de sauvegarde de la diversité biologique conformément au règlement grand-ducal du 22 mars 2002.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 31.052 | 10.30<br>09.30 | Participation aux frais de fonctionnement de systèmes de certification de la gestion durable des forêts et de la gestion écologique du milieu ouvert. | 80 | 94 | 70 | 71 | 85 |
| 34.050 | Divers codes | Participation d'une mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services | 180 | 187 | 191 | 195 | 198 |
| 93.004 | 10.40 | Versement du produit du droit supplémentaire perçu sur le permis de chasse au fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.520 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | 1 | — | — | — |
| 12.806 | 13.90 | Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers; achat de plants forestiers; vêtements et équipements de travail; établissement et entretien des pépinières forestières; dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| 12.810 | 13.90 | Mesures de protection de la forêt contre les agents biotiques (insectes, champignons,...) et abiotiques (pollutions, tempêtes,...), mesures de réparation de dégâts y relatifs et mesures de prévention de risques aux infrastructures publiques ou privées émanant du domaine de l'Etat, particulièrement des forêts et autres milieux naturels affectés à l'Administration de la nature et des forêts | — | 13 | — | — | — |
| | | Total de la section 09.02 | 59.085 | 61.867 | 64.538 | 67.278 | 70.008 |
| | | **Section 09.03 — Administration de la gestion de l'eau** | | | | | |
| 11.005 | 07.33 | Rémunération du personnel | 21.034 | 22.706 | 23.796 | 24.886 | 25.979 |
| 11.080 | 13.90 | Frais médicaux | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.010 | Divers codes | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 69 | 70 | 71 | 72 | 74 |
| 12.020 | Divers codes | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 207 | 209 | 213 | 217 | 221 |
| 12.120 | 07.33 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.572 | 1.570 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 12.121 | 07.33 | Adaptation des cartes et des instruments liés à la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 125 | 102 | 120 | 122 |
| 12.122 | 07.33 07.40 | Frais d'accréditation de laboratoire. (Crédit sans distinction d'exercice) | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 226 | 196 | 200 | 200 | 200 |

09.03 — Gestion de l'eau

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.190 | Divers codes | Formation initiale et continue, colloques, conférences, frais d'organisation et de participation, dépenses diverses | 90 | 95 | 90 | 90 | 90 |
| 12.260 | 07.33 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.332 | 1.409 | 1.300 | 1.320 | 1.340 |
| 12.270 | 07.33 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 626 | 587 | 598 | 609 | 620 |
| 12.302 | 07.33 07.40 | Mesures d'urgences à prendre en cas d'accident ou de situation risquant d'altérer la qualité de l'eau superficielle et/ou souterraine et remise en état des débitmètres des stations d'épuration avec une capacité supérieure à 2000 équivalents-habitants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.304 | 07.33 07.40 | Frais en relation avec des projets de recherche. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 14.016 | 07.33 07.40 | Cours d'eau: travaux d'entretien et de réparation à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau et aux cours d'eau frontaliers ainsi que des travaux extraordinaires aux embouchures de cours d'eau aux abords de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 700 | 850 | 750 | 750 | 750 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 1 | — | — | — | — |
| 12.520 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | * | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 09.03 | 26.053 | 27.864 | 28.668 | 29.812 | 30.945 |
| | | Total du département 09 | 141.953 | 148.708 | 153.354 | 159.396 | 165.303 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **10 — MINISTERE DE LA FAMILLE, DES SOLIDARITES, DU VIVRE ENSEMBLE ET DE L'ACCUEIL** | | | | | |
| | | **Section 10.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 06.36 | Rémunération du personnel..... | 17.505 | 19.678 | 20.623 | 21.568 | 22.514 |
| 11.131 | 06.36 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 11 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 11.310 | 06.36 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.816 | 518 | — | — | — |
| 12.001 | 06.36 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 43 | 42 | 45 | 45 | 46 |
| 12.010 | 06.36 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 82 | 105 | 110 | 115 | 115 |
| 12.020 | 06.36 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 8 | 12 | 11 | 11 | 11 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 33 | 35 | 36 | 37 | 37 |
| 12.123 | 06.36 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 408 | 789 | 672 | 166 | 270 |
| 12.141 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'accessibilité à l'information.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 406 | 950 | 900 | 900 | 900 |
| 12.190 | 06.32 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation..... | 5 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| 12.230 | 06.36 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique ou sociale ; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 96 | 78 | 78 | 78 | 78 |
| 12.260 | 06.36 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 66 | 35 | 35 | 36 | 36 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 06.36 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 373 | 352 | 342 | 347 | 355 |
| 24.010 | 13.90 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques | — | 20 | 20 | 20 | 21 |
| 41.010 | 04.60 | Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.623 | 13.90 | Frais d'experts et d'études | — | 3 | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | * | — | — | — | — |
| 24.510 | 13.90 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques | — | 4 | — | — | — |
| | | Total de la section 10.00 | 21.853 | 22.665 | 22.914 | 23.365 | 24.426 |
| | | **Section 10.01 — Famille** | | | | | |
| 12.121 | 06.20 | Frais d'experts et d'études; assistance technique dans le cadre de la gestion du fonds d'assainissement en matière de surendettement.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.122 | 06.36 | Frais d'experts et d'études: suivi des projets financés par le Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.140 | 06.32<br>06.36 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées | 160 | — | — | — | — |
| 12.251 | 13.90 | Centres d'hébergement d'urgence: frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.306 | 06.36 | Promotion du bénévolat: formation, documentation, sensibilisation, coordination, projets divers | 83 | 95 | 59 | 59 | 59 |

10.01 — Famille

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.311 | 06.36 | Prise en charge par l'Etat des frais de production des signes distinctifs identifiant les chiens d'assistance instaurés par la législation relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.312 | 06.32 | Frais relatifs à la mise en place d'un système d'évaluation des besoins individuels des personnes en situation de handicap | 20 | 211 | — | — | — |
| 12.313 | 06.32 | Prise en charge par l'État des frais liés aux aides sensorielles pour les personnes en situation de handicap. (Crédit non limitatif) | 22 | 89 | 81 | 92 | 85 |
| 12.314 | 13.90 | Mise en œuvre du Plan d'action national de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 134 | 300 | 133 | 288 | 120 |
| 12.321 | 06.20 | Mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'inclusion sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.323 | 13.90 | Mise en oeuvre du Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 12.332 | 06.33 | Plan d'action "maladies démentielles". (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.334 | 06.33 | Actions de suivi 'Gesond iessen, méi beweegen' | 28 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.335 | 06.33 | Mise en œuvre des politiques du "bien vieillir". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 51 | 15 | 140 | 140 | 140 |
| 12.336 | 06.33 | Commission permanente pour le secteur des personnes âgées, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.337 | 06.33 | Service national d'information et de médiation dans le domaine des services pour personnes âgées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 12.350 | 06.20 | Accompagnement psycho-thérapeutique et socio-pédagogique des victimes d'incidents collectifs à portée traumatisante; frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 32.021 | 13.90 | Congé pour soutien familial: remboursement aux employeurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |

10.01 — Famille

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.000 | 06.36 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.108 | 12.091 | 13.186 | 14.207 | 15.456 |
| 33.001 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés assurant des services aux initiatives bénévoles dans les domaines du social, des secours, de la culture, du sport, de l'environnement, de la jeunesse, des femmes, du troisième âge et/ou accomplissant des missions d'information et de sensibilisation du public.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 636 | 949 | 986 | 1.024 | 1.064 |
| 33.002 | 06.33 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil: solde de la participation de l'Etat résultant de décomptes se rapportant à des exercices antérieurs et qui n'ont pas pu être clôturés dans les limites de la période complémentaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.500 | — | — | — | — |
| 33.003 | 06.32 | Remboursement aux associations conventionnées par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil des frais relatifs aux indemnités d'apprentissage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 745 | 200 | * | * | * |
| 33.005 | 06.30 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux et de tranches indiciaires non prévues au moment du vote du budget.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 33.006 | 13.90 | Participation financière de l'Etat à des projets mis en oeuvre dans le cadre du Fonds "Asile, Migration et Intégration" et d'autres programmes communautaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.100 | 1.748 | 1.748 | 1.748 | 1.748 |
| 33.010 | 06.33<br>06.36 | Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des organismes ou des personnes oeuvrant dans les domaines social, familial ou thérapeutique | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 33.031 | 06.34 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conventionnés pour personnes handicapées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 145.992 | 152.514 | 162.971 | 173.439 | 187.004 |
| 33.032 | 06.34 | Participation à la prise en charge de situations médico-sociales atypiques dans le cadre de l'accueil de personnes en situation de handicap en détresse psycho-sociale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 240 | 560 | 560 | 560 | 560 |
| 33.033 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre d'Orientation Socio-Professionnelle pour le projet COSP-HR.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 754 | 755 | 781 | 793 | 796 |

10.01 — Famille

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.040 | 06.36 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes et de centres médico-sociaux aux frais de la mise en oeuvre de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement et aux frais d'études, de mise en place et de fonctionnement de projets-pilotes destinés à soutenir la création de nouveaux emplois de proximité dans le domaine socio-familial.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 47.135 | 60.398 | 64.679 | 69.171 | 73.898 |
| 33.041 | 06.20 | Participation financière de l'Etat à des projets mis en oeuvre dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'inclusion sociale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 59 | 125 | 79 | 60 | 60 |
| 33.042 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de la structure d'urgence multifonctionnelle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.704 | 3.642 | 3.781 | 3.925 | 4.076 |
| 33.050 | 06.33 | Participation de l'Etat aux frais de la prestation "Nuetswaach".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 355 | 357 | 357 | 357 | 357 |
| 33.051 | 06.33 | Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés pour promouvoir la création et le fonctionnement de services proposés aux personnes âgées, aux personnes en fin de vie et à leur entourage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 16.233 | 19.337 | 20.891 | 22.458 | 24.137 |
| 33.052 | 06.33 | Participation de l'Etat au prix d'équilibre à payer par les usagers âgés et/ou dépendants dont les ressources s'avèrent insuffisantes dans les services de maintien à domicile.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.267 | 1.230 | 1.230 | 1.230 | 1.230 |
| 33.053 | 06.33 | Projet pilote "out of hospital".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 3.200 | 3.200 | 3.200 | 3.200 |
| 33.054 | 06.33 | Participation financière de l'Etat dans l'intérêt de la promotion d'initiatives d'information et de soutien aux personnes atteintes d'une maladie cognitive, ainsi qu'à leur entourage familial et/ou professionnel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 70 | — | — | — | — |
| 33.055 | 06.33 | Participation de l'Etat à la mise en oeuvre du plan d'action "maladies démentielles".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 33.056 | 06.33 | Participation de l'Etat aux frais de soutien et de suivi de l'entourage des personnes en fin de vie dans le cadre du maintien à domicile.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 245 | 330 | 330 | 330 | 330 |

10.01 — Famille

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.057 | 06.33 | Participation de l'Etat aux frais liés à l'organisation de formations professionnelles continues en soins palliatifs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 58 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 33.058 | 06.33 | Participation de l'Etat à la mise en oeuvre du Plan cadre national "Gesond iessen, méi beweegen" | 23 | * | * | * | * |
| 33.059 | 13.90 | Participation au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les structures d'hébergement pour personnes âgées, les logements encadrés et les centres de jour pour personnes âgées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6.608 | 7.379 | — | — | — |
| 34.010 | 06.20 | Secours divers; subventions diverses; rapatriements; cotisations de la sécurité sociale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 34.012 | 06.20 | Secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 34.013 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 110 | — | — | — | — |
| 34.050 | 13.90 | Stages de formation rémunérés conformément à l'article L.152 du Code de Travail.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 |
| 34.090 | 06.32 | Prise en charge par l'Etat des frais liés à l'aide humaine nécessaire à la compensation du handicap de personnes atteintes d'un handicap sensoriel dans le cadre de formations professionnelles continues et de situations d'examens de promotion légaux ou réglementaires.<br>(Crédit non limitatif) | 20 | — | — | — | — |
| 35.013 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 110 | 160 | 160 | 160 |
| 41.011 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du groupement d'intérêt économique "Centre de la Communication Accessible à Tous".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 918 | 1.054 | 1.230 | 1.431 | 1.642 |
| 41.012 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du groupement d'intérêt économique dans le cadre de la promotion des droits sociaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.035 | 2.170 | 2.380 | 2.601 | 2.835 |

10.01 — Famille — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43.002 | 06.32 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services communaux conventionnés pour adultes et aux frais de la mise en oeuvre de la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.630 | 3.899 | 4.180 | 4.475 | 4.785 |
| 43.003 | 06.33 | Subsides pour l'élaboration et la mise en oeuvre de projets "Plan communal Senior" | 20 | * | 20 | * | 20 |
| 43.020 | 06.20 | Frais de l'opérateur pour le logiciel informatique des offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 582 | 707 | 724 | 724 | 724 |
| 43.040 | 06.20 | Participation aux frais de fonctionnement des offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 24.867 | 26.841 | 35.376 | 36.881 | 38.432 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 34.590 | 13.90 | Prise en charge par l'Etat des frais liés à l'aide humaine nécessaire à la compensation du handicap de personnes atteintes d'un handicap sensoriel dans le cadre de formations professionnelles continues et de situations d'examens de promotion légaux ou réglementaires | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 10.01 | 274.905 | 300.708 | 319.665 | 339.758 | 363.321 |
| | | **Section 10.02 — Vivre ensemble** | | | | | |
| 12.000 | 06.36 | Indemnités pour services de tiers | 11 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 200 | — | — | — | — |
| 12.141 | 13.90 | Campagne dans le cadre des élections communales et européennes | * | — | — | — | — |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 40 | — | — | — | — |
| 12.300 | 06.36 | Mesures en faveur du vivre-ensemble interculturel: plans d'actions nationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.280 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 12.322 | 13.90 | Actions dans le cadre de la lutte contre les discriminations, des crimes et des discours de haine | 24 | 23 | 24 | 24 | 24 |
| 12.351 | 13.90 | Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30 | 53 | 75 | 75 | 75 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.000 | 06.36 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'associations oeuvrant dans le domaine du Vivre ensemble. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.726 | 5.665 | 6.089 | 6.533 | 7.002 |
| 33.001 | 13.90 | Participation financière de l'Etat à des projets mis en oeuvre dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'inclusion sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 33.010 | 13.90 | Subsides à des projets dans le domaine du vivre-ensemble interculturel et de la lutte contre les discriminations | 90 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 43.000 | 06.36 | Participation aux frais des entités publiques du secteur communal, intercommunal et régional liés au pacte communal du vivre-ensemble interculturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.050 | 3.100 | 3.200 | 3.300 | 3.300 |
| 43.001 | 13.90 | Subsides aux entités publiques du secteur communal, intercommunal et régional, initiant et soutenant des projets en vue du vivre ensemble interculturel | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| | | Total de la section 10.02 | 11.481 | 10.984 | 11.529 | 12.074 | 12.542 |
| | | **Section 10.03 — Office national de l'accueil** | | | | | |
| 11.005 | 06.36 | Rémunération du personnel | 28.220 | 30.400 | 31.859 | 33.318 | 34.781 |
| 12.010 | 06.36 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 43 | 89 | 89 | 89 | 89 |
| 12.020 | 06.36 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 96 | 96 | 100 | 102 | 104 |
| 12.120 | 06.36 | Frais d'experts, d'études, de contentieux et de traduction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.700 | 1.900 | 1.776 | 1.707 | 1.707 |
| 12.260 | 06.36 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 140 | 165 | 165 | 165 | 165 |
| 12.270 | 06.36 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 46.163 | 45.580 | 37.310 | 34.896 | 35.525 |
| 12.300 | 06.36 | Frais de formation | 75 | 77 | 79 | 81 | 83 |
| 12.302 | 06.36 | Services de gardiennage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 71.701 | 64.000 | * | * | * |

10.03 — Office national de l'accueil — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 24.010 | 13.90 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques | — | 23 | 23 | 23 | 23 |
| 33.010 | 06.36 | Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité sociale initiant et mettant en oeuvre des projets en faveur de l'accueil des demandeurs de protection internationale, de protection temporaire et autres ressortissants de pays tiers | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 33.012 | 06.36 | Prestations d'accueil et d'encadrement à des demandeurs de protection internationale, de protection temporaire et autres ressortissants de pays tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 85.983 | 93.559 | 81.497 | 87.408 | 90.030 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 1 | — | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | 4 | — | — | — | — |
| 33.512 | 13.90 | Prestations d'accueil et d'encadrement à des demandeurs de protection internationale, de protection temporaire et autres ressortissants de pays tiers | 25 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 10.03 | 234.182 | 235.918 | 152.927 | 157.819 | 162.536 |
| | | **Section 10.04 — Fonds national de solidarité** | | | | | |
| 11.005 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: rémunération du personnel | 9.853 | 11.178 | 11.435 | 11.695 | 12.009 |
| 12.110 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 261 | 245 | 245 | 245 | 245 |
| 12.125 | 13.90 | Participation de l'État aux frais de fonctionnement: Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.250 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.036 | 996 | 1.015 | 1.034 | 1.053 |
| 12.270 | 06.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.277 | 1.307 | 1.332 | 1.356 | 1.382 |

10.04 — Fonds national de solidarité

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.300 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 87 | 103 | 103 | 103 | 103 |
| 12.310 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.844 | 1.965 | 2.025 | 2.051 | 2.077 |
| 34.010 | 06.20 | Dotation du Fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 28.7.2018 relative au revenu d'inclusion sociale, compte tenu des recettes du fonds.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 250.094 | 270.779 | 294.730 | 312.799 | 336.430 |
| 34.011 | 06.20 | Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 13.6.1975 : allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 57 | 49 | 42 | 35 | 30 |
| 34.013 | 06.20 | Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les dépenses résultant de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 246 | 222 | 258 | 292 | 316 |
| 34.014 | 06.20 | Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation de vie chère en faveur des ménages à revenu modeste.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 98.269 | 101.638 | 102.438 | 103.247 | 104.066 |
| 34.015 | 06.20 | Dotation du fonds national de solidarité au titre de la participation au prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique 1) aux personnes admises à durée indéterminée dans les centres intégrés, maisons de soins, centres socio-gérontologiques et foyers de jour psycho-gériatriques dûment agréés conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique; 2) aux personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 11.423 | 12.194 | 12.405 | 12.620 | 12.796 |
| 34.016 | 06.20 | Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 12.09.2003 portant introduction d'un revenu pour personnes gravement handicapées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 72.644 | 79.078 | 84.948 | 89.323 | 95.155 |

10.04 — Fonds national de solidarité — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 42.010 | 06.20 | Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 28 juin 2002 portant introduction d'un forfait d'éducation à allouer à certains parents âgés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 44.321 | 42.799 | 42.094 | 41.410 | 40.436 |
| | | Total de la section 10.04 | 491.419 | 522.560 | 553.074 | 576.215 | 606.104 |
| | | **Section 10.05 — Caisse pour l'avenir des enfants** | | | | | |
| 42.000 | 13.90 | Dotation de l'Etat à la Caisse pour l'avenir des enfants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.509.097 | 1.509.802 | 1.559.234 | 1.598.231 | 1.644.889 |
| 42.006 | 06.13 | Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de l'article 12 de la loi du 17.6.1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 42.011 | 06.13 | Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 10.05 | 1.509.097 | 1.509.802 | 1.559.234 | 1.598.231 | 1.644.889 |
| | | **Section 10.06 — Office de surveillance de l'accessibilité des produits et services** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | — | 768 | 805 | 842 | 879 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.110 | 13.90 | Frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.123 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6 | 53 | 68 | 70 | 71 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7 | — | — | — | — |
| 12.141 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'accessibilité à l'information | 126 | 52 | 57 | 59 | 61 |

10.06 — Office de surveillance de l'accessibilité des produits et services — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 3 | 19 | 19 | 6 | 6 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif) | 5 | 9 | 10 | 10 | 11 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.301 | 13.90 | Surveillance du marché des produits et services, et des équipements relevant de la compétence de l'OSAPS. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| 12.302 | 13.90 | Promotion de l'accessibilité des produits et services : Formation, sensibilisation, documentation, projets divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 114 | 78 | 43 | 44 |
| 24.010 | 13.90 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques | — | 2 | 2 | 2 | 3 |
| | | Total de la section 10.06 | 259 | 1.035 | 1.057 | 1.052 | 1.095 |
| | | **Section 10.07 — Office national d'inclusion sociale** | | | | | |
| 11.005 | 06.20 | Rémunération du personnel | 2.946 | 3.028 | 3.173 | 3.319 | 3.464 |
| 12.010 | 06.20 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.110 | 06.20 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.120 | 06.20 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.150 | 06.20 | Frais d'expertises médicales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.200 | 06.30 | Frais d'assurance couvrant les dommages corporels et/ou matériels éventuels causés par les bénéficiaires REVIS affectés à des mesures d'activation/de stabilisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.260 | 06.20 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 88 | 111 | 114 | 116 | 118 |

10.07 — Office national d'inclusion sociale — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.321 | 13.90 | Mise en œuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'inclusion sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 355 | 700 | 554 | 74 | 74 |
| 33.001 | 06.20 | Participation aux frais d'encadrement des bénéficiaires REVIS affectés à des mesures d'activation/de stabilisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11.679 | 12.622 | 13.589 | 14.256 | 15.053 |
| 34.090 | 06.20 | Fourniture de vêtements de travail et de matériel de protection pour les bénéficiaires REVIS affectés à des mesures d'activation/de stabilisation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 65 | 38 | 38 | 38 | 38 |
| 43.040 | 06.20 | Participation aux frais résultant de l'occupation d'agents régionaux d'inclusion sociale auprès des Offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12.951 | 14.279 | 14.813 | 15.582 | 16.393 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Restant d'ex. antérieur - Frais de route et de séjour | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 10.07 | 28.116 | 30.803 | 32.305 | 33.409 | 35.166 |
| | | Total du département 10 | 2.571.311 | 2.634.474 | 2.652.708 | 2.741.923 | 2.850.079 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **11 — MINISTERE DES FINANCES** | | | | | |
| | | **Section 11.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 10.000 | 01.23 | Dotation au profit du Conseil national des finances publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 11.005 | 01.23 | Rémunération du personnel | 16.585 | 20.890 | 21.893 | 22.896 | 23.901 |
| 11.090 | 01.23 | Indemnités de poste et de logement d'agents détachés à l'étranger. (Crédit non limitatif) | 50 | 133 | 137 | 140 | 143 |
| 11.130 | 11.70 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 41 | 107 | 111 | 111 | 111 |
| 11.140 | 13.90 | Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 41 | 41 | 41 | 41 |
| 11.310 | 01.23 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13.991 | 3.391 | — | — | — |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.012 | 01.20 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 790 | 900 | 915 | 932 | 951 |
| 12.020 | 11.70 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.040 | 01.20 | Frais de bureau | 77 | 85 | 86 | 88 | 90 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 12.080 | 01.20<br>01.25 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 295 | 305 | 306 | 306 | 306 |
| 12.120 | 01.20 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 1.112 | 500 | 500 | 500 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.123 | 01.20 | Développement de la place financière: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 28.509 | 8.024 | 8.024 | 8.024 | 8.024 |
| 12.124 | 13.90 | Soutien au développement de la finance soutenable. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.050 | 4.500 | 4.700 | 4.914 | 5.135 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit sans distinction d'exercice) | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 12.190 | 01.20 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 12.230 | 01.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.327 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.270 | 01.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 | 68.000 |
| 12.300 | 01.10 | Crédit commun: dépenses imprévues et dépenses sur exercices clos. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 23.000 | 13.90 | Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 32.010 | 13.90 | Indemnités de départ et de préavis de fin de contrat dans le cadre de l'arrêt de l'exploitation d'une station-service. (Crédit non limitatif) | * | — | — | — | — |
| 33.011 | 01.22 | Subventions dans l'intérêt des activités d'organismes et d'associations relevant du département des finances | 84 | 84 | 84 | 84 | 84 |
| 33.031 | 13.90 | Subsides bénévoles au secteur privé, sponsoring d'événements. (Crédit sans distinction d'exercice) | — | 63 | 63 | 63 | 63 |
| 34.040 | 06.35 | Subventions pour cause de dommages matériels subis par suite de guerres, d'événements politiques et de calamités naturelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 35.000 | 01.43 | Contribution à verser à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 91.500 | 81.900 | 85.950 | 91.350 | 96.750 |

11.00 — Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.001 | 01.43 | Contribution assise sur le revenu national brut à verser à l'Union européenne.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 372.400 | 381.150 | 432.450 | 430.200 | 450.900 |
| 35.002 | 13.90 | Contribution assise sur le volume des déchets en plastique non-recyclés à verser à l'Union européenne.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.000 | 9.900 | 9.450 | 9.450 | 9.450 |
| 35.010 | 13.90 | Transfert vers la Belgique dans le cadre de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50.000 | 52.500 | 55.000 | 57.500 | 60.000 |
| 35.030 | 01.43 | Contributions à des organisations internationales.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 76 | 80 | 80 | 81 | 83 |
| 35.060 | 01.43 | Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.594 | 2.594 | 2.594 | 1 | 1 |
| 41.010 | 01.20 | Banque centrale du Luxembourg: remboursement des frais en relation avec l'établissement de la balance des paiements du Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif) | 4.482 | 4.546 | 4.783 | 5.032 | 5.150 |
| 41.011 | 01.20 | Dotation de l'établissement public "Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 63.353 | 63.819 | 64.878 | 66.123 | 67.419 |
| 41.012 | 13.90 | Dotation en faveur de l'établissement public "Commission de Surveillance du Secteur Financier" | — | 20.000 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| 41.013 | 13.90 | Dotation en faveur de l'établissement public "Commissariat aux Assurances" | — | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 93.000 | 01.20 | Alimentation du fonds de rééquilibrage budgétaire institué par la loi modifiée du 27.7.1938.<br>(Crédit non limitatif) | * | — | — | — | — |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | — | 4 | — | — | — |
| 12.730 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 11.00 | 723.929 | 726.443 | 782.360 | 788.151 | 819.416 |

11.01 — Inspection générale des finances — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 11.01 — Inspection générale des finances** | | | | | |
| 11.005 | 01.23 | Rémunération du personnel | 6.518 | 7.702 | 8.072 | 8.441 | 8.812 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 21 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 12.010 | 01.23 | Frais de route et de séjour | * | * | * | * | * |
| 12.020 | 01.23 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.080 | 01.23 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50 | 70 | 75 | 75 | 75 |
| 12.120 | 01.23 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.500 | 1.500 | 1.567 | 1.638 | 1.711 |
| 12.125 | 01.23 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 325 | 325 | 340 | 355 | 371 |
| 12.190 | 01.23 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 30 | 60 | 40 | 40 | 40 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.260 | 01.23 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | — | 15 | — | — | — |
| | | Total de la section 11.01 | 8.480 | 9.738 | 10.159 | 10.615 | 11.075 |
| | | **Section 11.02 — Trésorerie de l'Etat** | | | | | |
| 11.005 | 01.23 | Rémunération du personnel | 4.144 | 4.567 | 4.786 | 5.005 | 5.225 |
| 11.300 | 13.90 | Régularisation de créances non recouvrables. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.080 | 01.23 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit sans distinction d'exercice) | 55 | 103 | 55 | 56 | 57 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif) | 10 | 50 | 60 | 70 | 80 |
| 12.125 | 01.23 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 112 | 167 | 112 | 115 | 120 |
| 12.190 | 01.23 | Frais de perfectionnement du personnel | 10 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère social; dépenses diverses | 5 | 5 | 5 | 6 | 7 |
| 12.260 | 01.23 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 24 | 24 | 25 | 25 | 26 |
| 12.300 | 01.23 | Frais de banque. (Crédit non limitatif) | 414 | 340 | 340 | 340 | 340 |
| 12.310 | 13.10 | Intérêts négatifs sur avoirs en compte et dépôts à terme. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 11.02 | 4.773 | 5.306 | 5.433 | 5.667 | 5.905 |
| | | **Section 11.03 — Direction du contrôle financier** | | | | | |
| 11.005 | 01.30 | Rémunération du personnel | 5.874 | 5.824 | 6.104 | 6.383 | 6.664 |
| 11.130 | 01.30 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.250 | 13.90 | Frais d'exploitation courants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| | | Total de la section 11.03 | 5.890 | 5.840 | 6.120 | 6.399 | 6.680 |
| | | **Section 11.04 — Contributions directes** | | | | | |
| 11.005 | 01.22 | Rémunération du personnel | 131.636 | 143.912 | 150.820 | 157.728 | 164.652 |
| 11.130 | 01.22 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif) | 143 | 372 | 382 | 396 | 405 |

11.04 — Contributions directes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 27 | 27 | 28 | 28 |
| 12.010 | 01.22 | Frais de route et de séjour ..... | 15 | 20 | 20 | 21 | 21 |
| 12.020 | 01.22 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 43 | 43 | 44 | 45 | 46 |
| 12.050 | 01.22 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.679 | 4.396 | 4.470 | 4.555 | 4.646 |
| 12.110 | 01.22 | Frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 210 | 240 | 244 | 249 | 254 |
| 12.120 | 01.22 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.130 | 4.700 | 1.200 | 1.320 | 1.451 |
| 12.125 | 01.22 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.203 | 1.300 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information..... | — | 400 | 407 | 415 | 423 |
| 12.190 | 01.22 | Cours de formation pour les agents des contributions ..... | 75 | 326 | 331 | 338 | 344 |
| 12.191 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation ..... | — | 127 | 129 | 132 | 134 |
| 12.260 | 01.22 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.080 | 662 | 673 | 686 | 699 |
| 12.270 | 01.22 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 22.227 | 27.875 | 28.349 | 28.888 | 29.465 |
| 12.300 | 01.22 | Fiches; imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux; comptes et pièces comptables; préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur; enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables; codes et études fiscaux; frais de banque.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 232 | 200 | 203 | 207 | 211 |
| 12.310 | 01.22 | Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions; frais hypothécaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 169 | 195 | 198 | 202 | 206 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | 50 | 138 | — | — | — |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 5 | — | — | — |
| 12.800 | 13.90 | Achats de biens et services spécifiques | 15 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 11.04 | 161.907 | 184.937 | 188.498 | 196.206 | 203.986 |
| | | **Section 11.05 — Enregistrement, domaines et TVA** | | | | | |
| 11.005 | 01.22 | Rémunération du personnel | 57.841 | 58.556 | 61.367 | 64.178 | 66.995 |
| 11.110 | 01.22<br>01.25 | Indemnités pour pertes de caisse | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 11.130 | 01.22<br>01.25 | Indemnités pour services extraordinaires | 65 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 11.132 | 01.22 | Indemnités de responsabilité des conservateurs des hypothèques.<br>(Crédit non limitatif) | 217 | 225 | 227 | 229 | 231 |
| 12.000 | 01.22<br>01.25 | Indemnités pour services de tiers | 42 | 42 | 42 | 42 | 42 |
| 12.010 | 01.22<br>01.25 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 16 | 19 | 20 | 20 | 21 |
| 12.020 | 01.22<br>01.25 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 17 | 19 | 19 | 20 | 20 |
| 12.050 | 01.22<br>01.25 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.070 | 1.600 | 1.610 | 1.620 | 1.630 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 12.125 | 01.22<br>01.25 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.681 | 5.696 | 5.590 | 5.160 | 5.160 |
| 12.190 | 01.22<br>01.25 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 46 | 47 | 47 | 48 | 49 |
| 12.260 | 01.22 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 145 | 130 | 132 | 135 | 137 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 01.22 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.059 | 2.834 | 2.836 | 2.838 | 2.840 |
| 12.300 | 01.22<br>01.25 | Frais d'acquisition de timbres et d'imprimés administratifs fiscaux et spéciaux, codes et études fiscaux; frais d'adjudication; impôt foncier, dépenses en relation avec le domaine de l'Etat; dépenses de l'office des séquestres; frais de banque et frais d'abonnement à des banques de données internationales; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.206 | 1.079 | 1.102 | 1.125 | 1.148 |
| 12.310 | 01.22 | Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.750 | 1.800 | 1.850 | 1.900 | 1.950 |
| 12.320 | 01.22 | Dépenses à faire dans le cadre de la procédure en débet en matière de faillite, règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des curateurs à successions vacantes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.550 | 3.000 | 3.050 | 3.100 | 3.150 |
| 24.010 | 01.22<br>01.25 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques.<br>(Crédit non limitatif) | 7 | 7 | 7 | 7 | 8 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | 1 | — | — | — | — |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | * | — | — | — |
| 12.800 | 13.90 | Frais d'acquisition de timbres et d'imprimés administratifs fiscaux et spéciaux, codes et études fiscaux; frais d'adjudication; impôt foncier, dépenses en relation avec le domaine de l'Etat; dépenses de l'office des séquestres; frais de banque et frais d'abonnement à des banques de données internationales; dépenses diverses | — | 6 | — | — | — |
| 12.810 | 13.90 | Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires | — | * | — | — | — |
| | | Total de la section 11.05 | 74.718 | 75.220 | 78.059 | 80.581 | 83.540 |
| | | **Section 11.06 — Douanes et accises** | | | | | |
| 11.005 | 01.22 | Rémunération du personnel | 57.611 | 62.788 | 65.802 | 68.815 | 71.836 |
| 11.120 | 01.22 | Gratifications pour croix de service | 45 | 34 | 33 | 49 | 46 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.130 | 01.22 | Indemnités pour services extraordinaires | 400 | 449 | 450 | 450 | 450 |
| 12.010 | 01.22 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 |
| 12.020 | 01.22 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 440 | 430 | 435 | 440 | 445 |
| 12.050 | 01.22 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.143 | 1.250 | 1.300 | 1.350 | 1.400 |
| 12.125 | 01.22 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.050 | 6.230 | 6.050 | 6.000 | 5.950 |
| 12.190 | 01.22 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 85 | 85 | 85 | 85 | 90 |
| 12.260 | 01.22 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 600 | 620 | 600 | 600 | 610 |
| 12.270 | 01.22 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.930 | 1.755 | 1.850 | 1.854 | 1.858 |
| 12.300 | 01.22 | Armement et équipement du personnel; exercices de tir; frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle; dépenses dans le cadre de la lutte anti-drogue. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 373 | 663 | 450 | 455 | 460 |
| 12.320 | 01.22 | Fiches et imprimés, documents et documentation administratifs; honoraires et frais d'experts; frais de banque; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 533 | 540 | 545 | 550 | 555 |
| 24.010 | 01.22 | Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques | 151 | 165 | 165 | 165 | 165 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.550 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications | — | * | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | — | 216 | — | — | — |
| 12.800 | 13.90 | Armement et équipement du personnel; exercices de tir; frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle; dépenses dans le cadre de la lutte anti-drogue | — | 2 | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.820 | 01.22 | Achats de biens et services spécifiques | 5 | 2 | — | — | — |
| | | Total de la section 11.06 | 70.394 | 75.256 | 77.793 | 80.842 | 83.894 |
| | | **Section 11.07 — Cadastre et topographie** | | | | | |
| 11.005 | 01.22 | Rémunération du personnel | 16.102 | 16.764 | 17.569 | 18.374 | 19.180 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | 18 | 36 | 36 | 30 | 11 |
| 12.000 | 01.22 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 35 | 36 | 36 | 36 | 36 |
| 12.010 | 01.22 | Frais de route et de séjour | 20 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 12.020 | 01.22 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 40 | 40 | 40 | 40 | 42 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts pour l'adaptation et la mise à jour de la documentation cadastrale dans le cadre de l'IFON et de l'IMOB. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 900 | 900 | 900 | 450 |
| 12.125 | 01.22 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.311 | 1.731 | 1.649 | 1.530 | 1.519 |
| 12.190 | 01.22 | Cours de formation et de perfectionnement du personnel | 30 | 30 | 30 | 35 | 35 |
| 12.260 | 01.22 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 390 | 410 | 429 | 500 | 670 |
| 12.270 | 01.22 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 765 | 835 | 840 | 900 | 900 |
| 12.330 | 01.22 | Création et mise à jour des données cartographiques de référence. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 240 | 383 | 458 | 700 | 360 |
| 12.370 | 01.22 | Exploitation et entretien du réseau permanent GPS. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 65 | 65 | 66 | 66 | 67 |
| 12.390 | 01.22 | Frais de banque | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 24.010 | 01.22 | Location de terminaux électroniques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | Total de la section 11.07 | 19.019 | 21.259 | 22.081 | 23.139 | 23.298 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 11.08 — Dette publique** | | | | | |
| 12.300 | 01.23 | Commissions bancaires, frais de notation, frais d'avocats, frais de cotation en bourse, abonnements aux systèmes d'informations financières et autres frais connexes à l'émission et la gestion de la dette publique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 7.830 | 5.680 | 5.720 | 3.560 | 4.480 |
| 12.301 | 01.23 | Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.000 | 6.000 | 6.500 | 7.000 | 7.500 |
| 21.005 | 13.10 | Intérêts échus sur dette publique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 238.250 | 312.524 | 416.524 | 522.924 | 585.038 |
| 21.006 | 13.90 | Intérêts à payer sur dépôts de fonds opérés par des entités appartenant au périmètre de consolidation des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 93.000 | 07.20 | Intérêts échus sur prêts et lignes de crédit contractés sous la garantie de l'Etat par le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 93.002 | 07.20 | Intérêts échus sur prêts et lignes de crédit contractés sous la garantie de l'Etat par le Fonds Belval. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.640 | 1.882 | 4.262 | 8.635 | 14.496 |
| | | Total de la section 11.08 ..... | 255.720 | 326.086 | 433.006 | 542.119 | 611.514 |
| | | Total du département 11 ..... | 1.324.829 | 1.430.086 | 1.603.509 | 1.733.720 | 1.849.307 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **12 — MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE** | | | | | |
| | | **Section 12.00 — Fonction publique.- Dépenses diverses** | | | | | |
| 11.005 | 01.33 | Rémunération du personnel..... | 8.884 | 9.905 | 10.381 | 10.856 | 11.333 |
| 11.006 | 01.33 | Rémunération du personnel détaché hors de l'Etat luxembourgeois..... | 600 | 561 | 588 | 615 | 642 |
| 11.020 | 01.33 | Indemnités des élèves et étudiants..... | 3.055 | 4.285 | 4.285 | 4.285 | 4.285 |
| 11.100 | 01.33 | Indemnités d'habillement spéciale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 11.130 | 01.33 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 600 | 600 | 600 | 600 | 600 |
| 11.150 | 01.33 | Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 11.170 | 01.10 | Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 11.310 | 01.33 | Nouveaux recrutements et autres mesures et dépenses de personnel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 21.550 | 22.551 | 125.212 | 198.121 | 273.176 |
| 11.311 | 01.33 | Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des salariés ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 11.312 | 01.33 | Cotisations, intérêts et frais à payer à des organismes de sécurité sociale étrangers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 11.313 | 01.33 | Régularisation de montants indûment versés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 12.001 | 01.33 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |

12.00 — Dépenses diverses

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.010 | 01.33 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 61 | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.050 | 01.33 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif)..... | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 |
| 12.110 | 01.33 | Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études ; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 384 | 409 | 384 | 333 | 343 |
| 12.190 | 01.33<br>01.34 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation; formation du personnel.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 250 | 305 | 315 | 330 | 330 |
| 12.200 | 13.90 | Dépenses relatives aux assurances-responsabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 109 | 115 | 115 | 115 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique ou sociale; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 35 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.260 | 01.33 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 27 | 45 | 51 | 52 | 52 |
| 12.270 | 01.33 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 400 | 454 | 460 | 470 | 480 |
| 12.271 | 13.90 | Espaces coworking : entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 385 | 700 | 845 | 920 | 1.100 |
| 33.000 | 01.33 | Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.812 | 3.812 | 3.812 | 3.812 | 3.812 |
| 34.010 | 01.33 | Indemnités des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.676 | 2.972 | 2.900 | 2.900 | 2.900 |

12.00 — Dépenses diverses — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.080 | 01.33 | Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.000 | 10.700 | 10.700 | 10.700 | 10.700 |
| 41.000 | 01.33 | Indemnisation des observateurs aux examens administratifs et le recouvrement des frais de bureau auprès de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.<br>(Crédit non limitatif)..... | 37 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| 41.001 | 13.90 | Participation de l'Etat à raison de 50% dans les frais effectifs des élections pour le renouvellement de la chambre des fonctionnaires et employés publics.<br>(Crédit non limitatif)..... | 150 | * | * | * | * |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.670 | 13.90 | Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions..... | — | 2 | — | — | — |
| | | Total de la section 12.00 ..... | 46.195 | 57.888 | 161.126 | 234.587 | 310.346 |
| | | **Section 12.01 — Pensions** | | | | | |
| 11.130 | 01.33 | Commission des pensions: jetons de présence des membres de la commission; indemnité du délégué du gouvernement; indemnités du secrétaire et du personnel auxiliaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 12.150 | 01.33 | Commission des pensions: honoraires et frais de déplacement des médecins, frais de clinique et de laboratoire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 93.000 | 01.33<br>12.20 | Alimentation du Fonds de pension introduit par la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 949.071 | 957.214 | 1.003.133 | 1.090.998 | 1.153.481 |
| | | Total de la section 12.01 ..... | 949.126 | 957.279 | 1.003.198 | 1.091.063 | 1.153.546 |
| | | **Section 12.02 — Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État** | | | | | |
| 11.005 | 01.33 | Rémunération du personnel..... | 17.728 | 19.339 | 20.268 | 21.196 | 22.127 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.010 | 01.33 | Frais de route et de séjour | 7 | — | — | — | — |
| 12.030 | 01.33 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.120 | 01.33 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.700 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 |
| 12.140 | 01.33 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Crédit sans distinction d'exercice) | 450 | 463 | 477 | 491 | 506 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages, journées d'études, frais d'organisation et de participation; formation du personnel. (Crédit sans distinction d'exercice) | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 12.250 | 01.33 | Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi. (Crédit non limitatif) | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| 12.260 | 01.33 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 15 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.261 | 13.90 | Acquisitions et entretien de petit outillage et équipements informatiques; dépenses diverses | 18 | 34 | 34 | 34 | 34 |
| 12.300 | 01.33 | Frais liés aux procédures de recrutement et à la sélection. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 450 | 600 | 620 | 640 | 660 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | * | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 12.02 | 20.488 | 23.067 | 24.029 | 24.991 | 25.957 |
| | | **Section 12.03 — Institut National d'Administration Publique** | | | | | |
| 11.005 | 01.33 | Rémunération du personnel | 6.105 | 5.045 | 5.287 | 5.530 | 5.772 |
| 11.130 | 01.33 | Services extraordinaires: frais de formation et d'études, frais de perfectionnement et de stage à l'étranger, frais d'organisation et de formations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 310 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| 12.000 | 01.33 | Service de tiers: frais de formation et d'études, frais de perfectionnement et de stage à l'étranger, frais d'organisation et de formations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 956 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.122 | 01.33 | Frais d'experts et d'études; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 655 | 443 | 413 | 358 | 358 |
| 12.260 | 01.33 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 |
| 12.261 | 13.90 | Acquisitions et entretien de petit outillage et équipements informatiques; dépenses diverses | 54 | 47 | 47 | 47 | 47 |
| | | Total de la section 12.03 | 8.126 | 6.931 | 7.143 | 7.331 | 7.573 |
| | | **Section 12.04 — Sécurité dans la fonction publique** | | | | | |
| 11.005 | 01.34 | Rémunération du personnel | 1.583 | — | — | — | — |
| 11.130 | 01.34 | Indemnités pour services extraordinaires | 7 | — | — | — | — |
| 12.000 | 01.34 | Indemnités pour services de tiers | 2 | — | — | — | — |
| 12.010 | 01.34 | Frais de route et de séjour | 2 | — | — | — | — |
| 12.020 | 01.34 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 4 | — | — | — | — |
| 12.120 | 01.34 | Frais d'experts et d'études, frais d'échantillonnage et d'analyse par un laboratoire dans le cadre de la surveillance des exigences règlementaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | — | — | — | — |
| 12.190 | 01.34 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice) | 25 | — | — | — | — |
| 12.200 | 04.10 | Dépenses relatives aux assurances-responsabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 109 | — | — | — | — |
| 12.260 | 01.34 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 10 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 12.04 | 1.767 | — | — | — | — |
| | | **Section 12.05 — Service médical. - Dépenses diverses** | | | | | |
| 11.005 | 01.33 | Rémunération du personnel | 2.999 | 3.605 | 3.779 | 3.952 | 4.125 |

12.05 — Service médical - Dépenses diverses

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.000 | 01.33 | Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration.<br>(Crédit non limitatif) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.010 | 01.33 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 1 | — | — | — | — |
| 12.190 | 01.33 | Frais de formation du personnel.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 16 | 18 | 20 | 22 | 24 |
| 12.260 | 01.33 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 45 | 53 | 55 | 58 | 60 |
| | | Total de la section 12.05 | 3.066 | 3.681 | 3.859 | 4.037 | 4.214 |
| | | Total du département 12 | 1.028.769 | 1.048.847 | 1.199.355 | 1.362.008 | 1.501.635 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **13 — MINISTERE DE LA JUSTICE** | | | | | |
| | | **Section 13.00 — Justice** | | | | | |
| 11.005 | 03.10 | Rémunération du personnel..... | 16.403 | 18.445 | 19.330 | 20.215 | 21.103 |
| 11.130 | 03.10 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 5 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| 11.310 | 03.10 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.507 | 2.863 | — | — | — |
| 12.000 | 03.10 | Indemnités pour services de tiers ..... | 31 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 12.001 | 03.10 | Indemnités pour services de tiers: frais de traduction et d'interprétation..... | 22 | 10 | 10 | 10 | 11 |
| 12.012 | 03.10 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 200 | 240 | 240 | 240 | 240 |
| 12.020 | 03.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 75 | 142 | 144 | 146 | 148 |
| 12.080 | 03.10 | Bâtiments: exploitation et entretien, gardiennage, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 126 | 209 | 213 | 217 | 222 |
| 12.120 | 03.10 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.100 | 1.007 | 1.200 | 500 | 1.213 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 175 | 100 | 80 | 70 | 70 |
| 12.190 | 03.10 | Remboursement des frais d'inscription aux cours et aux épreuves d'évaluation de langue luxembourgeoise pour les candidats à la naturalisation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 550 | 700 | 700 | 700 | 700 |
| 12.191 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation; formation du personnel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 81 | 103 | 101 | 84 | 81 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.230 | 03.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 65 | 75 | 65 | 65 | 65 |
| 12.260 | 03.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 118 | 100 | 102 | 104 | 106 |
| 12.300 | 13.90 | Assistance judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 9.540 | 7.400 | 7.500 | 7.700 | 7.900 |
| 12.303 | 03.10 | Frais de fonctionnement du groupement d'intérêt économique "Commission des normes comptables"; dépenses diverses | 290 | 290 | 290 | 290 | 290 |
| 12.305 | 03.30 | Impôts dus par l'Etat du fait de sa participation dans le groupement d'intérêt économique "Buanderie centrale". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.310 | 04.42 | Frais d'organisation des cours complémentaires en droit luxembourgeois et du stage judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 500 | 600 | 600 | 600 |
| 33.000 | 13.90 | Frais de fonctionnement des barreaux de Luxembourg et de Diekirch. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.913 | 2.255 | 2.308 | 2.361 | 2.412 |
| 33.001 | 13.90 | Frais de fonctionnement de la justice restaurative. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 182 | 173 | 293 | 301 | 307 |
| 33.002 | 13.90 | Frais de fonctionnement de la médiation civile et commerciale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 33.010 | 03.10 | Subsides aux barreaux, autres associations juridiques nationales et organismes s'occupant du reclassement des détenus et anciens détenus | 8 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 33.011 | 03.30 | Subsides à des organismes s'occupant du reclassement des détenus et anciens détenus | 3 | — | — | — | — |
| 33.012 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais des Organisations oeuvrant dans le domaine des droits humains au Luxembourg. (Crédit sans distinction d'exercice) | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 33.013 | 13.90 | Subsides pour appel à projets - Accès à la culture | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 33.090 | 13.90 | Programme de transition entre la vie en prison et la vie en société. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 317 | 328 | 338 | 349 | 361 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.050 | 03.10 | Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 |
| 34.070 | 03.10 | Subsides dans l'intérêt de la publication de la pasicrisie, de chroniques et d'ouvrages de droit | 5 | — | — | — | — |
| 34.090 | 03.10 | Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles; indemnisation en cas de détention préventive inopérante; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 800 | 800 | 800 | 800 | 800 |
| 35.060 | 03.10 | Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif) | 50 | 60 | 52 | 52 | 52 |
| 41.010 | 13.90 | Remboursement des frais de fonctionnement du registre national des identifiants numériques d'entreprise « ReGINE » au GIE LBR. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 150 | 250 | 250 | 250 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.501 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers: frais de traduction et d'interprétation | — | * | — | — | — |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | * | — | — | — | — |
| 12.690 | 13.90 | Remboursement des frais d'inscription aux cours et aux épreuves d'évaluation de langue luxembourgeoise pour les candidats à la naturalisation | — | 1 | — | — | — |
| 12.730 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | * | — | — | — | — |
| 12.810 | 13.90 | Frais d'organisation des cours complémentaires en droit luxembourgeois et du stage judiciaire | — | 2 | — | — | — |
| 34.550 | 13.90 | Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire | 8 | 8 | — | — | — |
| | | Total de la section 13.00 | 40.915 | 37.469 | 36.124 | 36.562 | 38.437 |
| | | **Section 13.01 — Services judiciaires** | | | | | |
| 11.005 | 03.10 | Rémunération du personnel | 122.314 | 135.392 | 142.083 | 148.773 | 155.480 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.080 | 03.10 | Frais médicaux.<br>(Crédit non limitatif) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 11.130 | 03.10 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 602 | 867 | 882 | 897 | 915 |
| 12.000 | 03.10 | Indemnités pour services de tiers | 48 | 38 | 38 | 39 | 40 |
| 12.002 | 03.10 | Indemnités pour services de tiers: frais de gardiennage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.306 | 5.598 | 6.249 | 6.355 | 6.488 |
| 12.010 | 03.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 45 | — | — | — | — |
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 289 | 405 | 405 | 405 | 405 |
| 12.020 | 03.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 55 | 61 | 62 | 63 | 65 |
| 12.050 | 03.10 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.482 | 2.623 | 2.676 | 2.727 | 2.781 |
| 12.125 | 03.10 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 450 | 200 | 100 | 100 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 36 | 15 | 16 | 16 | 16 |
| 12.190 | 03.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation; formation du personnel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 170 | 188 | 192 | 195 | 199 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 723 | 197 | 30 | 30 | 31 |
| 12.260 | 03.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 785 | 806 | 823 | 839 | 855 |
| 12.270 | 03.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.457 | 6.040 | 6.106 | 6.225 | 6.353 |
| 12.300 | 03.10 | Frais de justice; exécution de commissions rogatoires; expertises et missions spéciales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 14.991 | 15.000 | 16.335 | 17.969 | 19.765 |

13.01 — Services judiciaires — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.301 | 03.10 | Encadrement et assistance des victimes d'infractions ..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 11 |
| 12.302 | 03.10 | Cellule anti-blanchiment: dépenses de mise en place et de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 229 | 225 | 229 | 233 | 238 |
| 12.311 | 03.10 | Frais d'organisation du recrutement et de la formation initiale des attachés de justice. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 136 | 183 | 183 | 183 | 183 |
| 12.320 | 13.90 | Confection des tables décennales des actes de l'état civil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 19 | 19 | 20 | 20 | 20 |
| 12.330 | 03.10 | Exécution du régime des peines de substitution: frais d'organisation des travaux d'intérêt général ..... | 17 | 17 | 17 | 18 | 18 |
| 12.335 | 03.10 | Service central d'assistance sociale: frais de consultance dans l'intérêt des agents du service. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 21 | 21 | 21 | 22 | 22 |
| 34.090 | 03.10 | Patronage des condamnés libérés et aide aux condamnés sous le régime de la mise à l'épreuve ..... | 125 | 125 | 127 | 130 | 132 |
| 34.091 | 03.10 | Programme d'aide aux mineurs tombant sous la loi modifiée du 10.08.1992 sur la protection de la jeunesse ..... | 90 | 90 | 92 | 93 | 95 |
| 34.092 | 13.90 | Programme d'aide aux mineurs tombant sous le régime de la justice pénale. (Crédit non limitatif) ..... | 60 | 125 | 127 | 130 | 132 |
| 35.060 | 13.90 | Contribution à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif) ..... | 43 | 51 | 52 | 53 | 54 |
| 43.030 | 13.90 | Participation de l'Etat aux travaux d'aménagement d'une unité légiste au crématoire de Hamm. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 186 | 228 | 104 | — | — |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 03.10 | Indemnités pour services extraordinaires ..... | 183 | — | — | — | — |
| 12.500 | 03.10 | Indemnités pour services de tiers ..... | 2 | — | — | — | — |
| 12.510 | 03.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement ..... | * | * | — | — | — |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour à l'étranger ..... | * | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.800 | 03.10 | Frais de justice; exécution de commissions rogatoires; expertises et missions spéciales | 68 | 296 | — | — | — |
| | | Total de la section 13.01 | 153.994 | 169.070 | 177.077 | 185.524 | 194.400 |
| | | **Section 13.02 — Administration pénitentiaire** | | | | | |
| 11.005 | 03.30 | Rémunération du personnel | 85.515 | 89.412 | 93.704 | 97.996 | 102.298 |
| 11.080 | 13.90 | Direction: Frais médicaux. (Crédit non limitatif) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 11.110 | 03.30 | Indemnités pour pertes de caisse | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 11.120 | 03.30 | Gratifications pour croix de service | 70 | 51 | 47 | 52 | 83 |
| 11.130 | 03.30 | Institut de formation pénitentiaire: Indemnités pour services extraordinaires | 30 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 12.000 | 03.30 | Direction: Indemnités pour services de tiers | 10 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.010 | 03.30 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 73 | 86 | 86 | 86 | 86 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 77 | 81 | 82 | 83 | 85 |
| 12.040 | 03.30 | Frais de bureau | 79 | 72 | 73 | 74 | 76 |
| 12.050 | 03.30 | Direction: Achat de biens et de services postaux et de télécommunications | 8 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 12.051 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Achat, location et entretien de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 486 | 478 | 488 | 497 | 507 |
| 12.052 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit sans distinction d'exercice) | 45 | 47 | 48 | 49 | 50 |
| 12.053 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Achat de biens et services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 336 | 303 | 309 | 315 | 321 |
| 12.070 | 03.30 | Direction: Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 264 | 304 | 304 | 304 | 304 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.080 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Exploitation, réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.742 | 4.020 | 4.102 | 4.179 | 4.263 |
| 12.081 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Exploitation, réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 652 | 600 | 574 | 584 | 596 |
| 12.082 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Exploitation, réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.327 | 2.244 | 2.290 | 2.333 | 2.380 |
| 12.083 | 13.90 | Direction: Exploitation et entretien; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 51 | 51 | 52 | 53 |
| 12.125 | 03.30 | Direction: Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 140 | 110 | 90 | 90 | 90 |
| 12.141 | 13.90 | Direction : Frais de communication, de publication, de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 60 | 61 | 62 | 63 |
| 12.150 | 13.90 | Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus y compris les frais de garde ; vaccinations préventives dans l'intérêt du service ; frais d'expertise et de psychothérapie au profit des détenus.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.221 | 5.723 | 5.839 | 5.950 | 6.069 |
| 12.190 | 03.30 | Institut de formation pénitentiaire: Formation du personnel.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 275 | 459 | 326 | 333 | 339 |
| 12.191 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Formation des détenus et frais d'encadrement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 200 | 172 | 176 | 179 | 183 |
| 12.192 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Formation des détenus et frais d'encadrement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 17 | 17 | 17 | 18 | 18 |
| 12.193 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Formation des détenus et frais d'encadrement.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 184 | 198 | 202 | 206 | 210 |
| 12.210 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Frais d'alimentation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.529 | 1.466 | 1.496 | 1.524 | 1.555 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.211 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 245 | 229 | 234 | 238 | 243 |
| 12.212 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Frais d'alimentation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.971 | 1.993 | 2.033 | 2.072 | 2.113 |
| 12.213 | 13.90 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Economat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 861 | 857 | 875 | 891 | 909 |
| 12.214 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Economat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 534 | 498 | 509 | 518 | 529 |
| 12.250 | 13.90 | Frais de mise en place du centre pénitentiaire pour mineurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 469 | 468 | 476 | 485 | 495 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs, diverses dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 672 | 606 | 502 | 514 | 527 |
| 12.310 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Entretien des détenus : Habillement, chaussures, couchage ; dépenses diverses | 386 | 380 | 387 | 395 | 403 |
| 12.312 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Entretien des détenus: Habillement, chaussures, couchage ; dépenses diverses | 105 | 108 | 110 | 112 | 114 |
| 12.314 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Entretien des détenus: Habillement, chaussures, couchage ; dépenses diverses | 455 | 481 | 491 | 501 | 511 |
| 12.320 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif) | 317 | 323 | 330 | 336 | 342 |
| 12.321 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif) | 222 | 225 | 229 | 234 | 238 |
| 12.322 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Dépenses relatives au travail des détenus; acquisition d'outillage et de matières premières. (Crédit non limitatif) | 23 | 59 | 60 | 61 | 62 |
| 12.330 | 03.30 | Frais de location de chambres-cellules pour détenus au Centre Hospitalier de Luxembourg et aux Hôpitaux Robert Schuman et au Centre Hospitalier Emile Mayrisch. (Crédit sans distinction d'exercice) | 179 | 180 | 184 | 187 | 191 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.331 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg et au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique des frais découlant de l'organisation de services de soins.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.963 | 9.389 | 9.588 | 9.751 | 9.956 |
| 12.333 | 13.90 | Centre pénitentiaire de Givenich: Remboursement au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbrück et à Doheem versuergt a.s.b.l.des frais découlant de l'organisation de services de soins.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 420 | 434 | 443 | 450 | 460 |
| 12.334 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Remboursement au Centre Hospitalier Emile Mayrisch des frais découlant de l'organisation de services de soins et au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbrück des frais découlant de l'organisation de services de soins.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 9.749 | 10.341 | 10.560 | 10.740 | 10.965 |
| 12.336 | 13.90 | Direction : Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe | 39 | 32 | 33 | 33 | 34 |
| 12.337 | 13.90 | Direction : Frais de consultance, de santé et bien-être au travail dans l'intérêt des agents du service.<br>(Crédit non limitatif) | 33 | 35 | 36 | 36 | 37 |
| 12.340 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Droit d'accise et taxe de consommation | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.350 | 03.30 | Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de matériel de protection individuelle; acquisition de munitions, matériel anti-feu et matériel de sécurité | 219 | 311 | 317 | 323 | 329 |
| 12.354 | 13.90 | Direction: Acquisition de croix de service | 10 | 10 | 10 | — | 10 |
| 12.370 | 03.30 | Programme de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.081 | 2.187 | 2.224 | 2.262 | 2.309 |
| 33.000 | 03.30 | Participation de l'Etat au financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 713 | 741 | 781 | 827 | 871 |
| 34.090 | 03.30 | Salaires des détenus.<br>(Crédit non limitatif) | 2.684 | 2.461 | 2.471 | 2.483 | 2.495 |
| 35.060 | 13.90 | Contribution à des organismes internationaux | — | 6 | 6 | 6 | 6 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.580 | 13.90 | Gratuité médicale | — | * | — | — | — |
| 12.500 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers | — | * | — | — | — |
| 12.510 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Direction de l'Administration pénitentiaire: Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 4 | 1 | — | — | — |
| 12.581 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Centre pénitentiaire de Givenich: Réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours | 1 | — | — | — | — |
| 12.585 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Centre pénitentiaires de Givenich: Exploitation et entretien; dépenses diverses | 3 | — | — | — | — |
| 12.586 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Exploitation et entretien, dépenses diverses | 79 | — | — | — | — |
| 12.650 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Direction: Frais d'expertise et de psychothérapies au profit des détenus | 2 | — | — | — | — |
| 12.690 | 13.90 | Institut de formation pénitentiaire: Formation du personnel | 5 | — | — | — | — |
| 12.692 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Centre pénitentiaire de Givenich: Formation des détenus et frais d'encadrement | 1 | — | — | — | — |
| 12.821 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Centre pénitentiaire de Givenich: Dépenses relatives au travail des détenus ; acquisition d'outillage et de matières premières | * | — | — | — | — |
| 12.836 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs - Direction : Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe | — | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 13.02 | 132.877 | 138.362 | 143.304 | 148.474 | 153.831 |
| | | **Section 13.03 — Juridictions administratives** | | | | | |
| 11.005 | 03.10 | Rémunération du personnel | 8.299 | 4.144 | 4.343 | 4.542 | 4.741 |
| 11.130 | 03.10 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.002 | 03.10 | Indemnités pour services de tiers: frais de gardiennage. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |

13.03 — Juridictions administratives — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.010 | 03.10 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement ..... | * | * | * | * | * |
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 26 | 26 | 27 | 27 | 28 |
| 12.080 | 03.10 | Bâtiments: exploitation et entretien; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 105 | 107 | 111 | 116 | 121 |
| 12.190 | 03.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation ..... | 10 | 43 | 10 | 10 | 11 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 10 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.260 | 03.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 126 | 137 | 139 | 142 | 144 |
| 12.300 | 03.10 | Frais de justice; expertises et missions spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 35.060 | 13.90 | Contribution à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)..... | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.760 | 13.90 | Restants d'exercices antérieurs: Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses ..... | 1 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 13.03 ..... | 8.584 | 4.475 | 4.649 | 4.856 | 5.064 |
| | | **Section 13.04 — Conseil national de la justice** | | | | | |
| 10.000 | 13.90 | Dotation au profit du Conseil national de la justice. (Crédit non limitatif)..... | 728 | 834 | 874 | 890 | 908 |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel..... | 601 | 706 | 740 | 774 | 808 |
| | | Total de la section 13.04 ..... | 1.329 | 1.540 | 1.614 | 1.664 | 1.716 |
| | | **Section 13.05 — Bureau de gestion des avoirs** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel..... | 1.178 | 1.553 | 1.628 | 1.702 | 1.777 |

13.05 — Bureau de gestion des avoirs — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.050 | 13.90 | Dotation financière de l'Etat au profit du service (Bureau de gestion des avoirs).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 372 | 373 | 374 | 377 |
| | | Total de la section 13.05 | 1.578 | 1.925 | 2.001 | 2.077 | 2.154 |
| | | **Section 13.06 — Office des signalements** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 384 | 603 | 632 | 661 | 690 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.110 | 13.90 | Frais de contentieux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 6 | 6 | 6 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 26 | 26 | 27 | 27 | 28 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 10 | 5 | 8 | 5 | 5 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 26 | 26 | 26 | 26 | 27 |
| 35.060 | 13.90 | Transferts de revenus à l'étranger (non ventilé).<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | — | 1 | 1 |
| | | Total de la section 13.06 | 471 | 686 | 718 | 746 | 776 |
| | | Total du département 13 | 339.749 | 353.526 | 365.485 | 379.902 | 396.378 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **14 — MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE** | | | | | |
| | | **Section 14.00 — Logement** | | | | | |
| 11.005 | 07.10 | Rémunération du personnel..... | 11.547 | 13.726 | 14.385 | 15.043 | 15.704 |
| 11.060 | 07.10 | Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat. - Participation aux frais de fonctionnement : frais de personnel. (Crédit non limitatif)..... | 457 | 392 | 400 | 405 | 410 |
| 11.130 | 07.10 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 3 | 5 | 5 | 5 | 6 |
| 11.310 | 07.10 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.020 | 331 | — | — | — |
| 12.000 | 07.10 | Indemnités pour services de tiers ..... | 41 | 81 | 82 | 83 | 84 |
| 12.010 | 07.10 | Frais de route et de séjour. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.020 | 07.10 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 4 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| 12.120 | 07.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 335 | 425 | 475 | 510 | 510 |
| 12.140 | 07.10 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information relatifs à la thématique du logement. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 560 | 620 | 640 | 640 | 640 |
| 12.190 | 07.10 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 5 | 25 | 30 | 30 | 30 |
| 12.230 | 07.10 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou sociale; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 40 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 12.260 | 07.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 253 | 267 | 274 | 282 | 290 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 07.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 693 | 710 | 720 | 730 | 750 |
| 12.300 | 07.10 | Guichet individuel des aides au logement ; frais de fonctionnement; acquisition de matériel didactique; dépenses diverses | 3 | — | — | — | — |
| 32.000 | 07.10 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'une gestion locative sociale : aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 32.002 | 07.10 | Participation aux frais de fonctionnement de nouvelles missions en relation avec des projets de logements d'intérêt général: aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| 33.000 | 07.10 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'une gestion locative sociale: aide aux associations sans but lucratif, fondations et sociétés d'impact sociétal oeuvrant dans le domaine du logement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.800 | 1.800 | 2.000 | 2.200 | 2.400 |
| 33.003 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement d'un dialogue structuré "Logement abordable" avec le secteur associatif.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 55 | 79 | 83 | 86 | 90 |
| 33.010 | 07.10 | Participation financière pour la réalisation de projets innovateurs dans le domaine du logement ou pour le soutien à des initiatives en faveur du logement | 100 | 385 | 400 | 415 | 430 |
| 34.080 | 07.10 | Aide individuelle au logement: participation à la charge d'intérêt.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 45.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 | 45.000 |
| 34.081 | 09.40<br>09.63 | Subvention d'intérêt pour prêt climatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 315 | 330 | 345 | 360 |
| 34.090 | 07.10 | Subvention de loyer.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 35.000 | 45.000 | 50.000 | 55.000 | 60.000 |
| 35.010 | 07.10 | Participation aux frais d'études réalisées dans le cadre du Groupement Européen de Coopération Territoriale Alzette Belval.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30 | 50 | 30 | 30 | 30 |
| 41.010 | 09.70<br>07.10 | Participation financière aux frais de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique "Klima-Agence".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.405 | 1.525 | 1.605 | 1.705 | 1.805 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.011 | 07.10 | Participation au financement de services et de recherches dans le domaine du logement prestés par l'Observatoire de l'habitat ou d'autres établissements publics scientifiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 865 | 875 | 915 | 930 | 950 |
| 41.012 | 13.90 | Participations au financement de services et de recherches dans le domaine du logement prestés par l'Observatoire transfrontalier du logement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 168 | 168 | 168 | 168 |
| 43.002 | 07.10 | Participation aux frais de fonctionnement d'une gestion locative sociale : aide aux communes et aux syndicats de communes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 900 | 900 | 925 | 950 | 1.100 |
| 43.020 | 07.10 | Participation aux frais de fonctionnement de l'outil informatique du Pacte Logement 2.0.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| | | Total de la section 14.00 | 100.449 | 97.780 | 108.569 | 119.661 | 130.861 |
| | | **Section 14.01 — Administration des aides individuelles au logement** | | | | | |
| 11.060 | 13.90 | Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'État - Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel.<br>(Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 12.300 | 13.90 | Guichet unique des aides individuelles au logement ; frais de fonctionnement ; acquisition de matériel didactique; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 34.080 | 13.90 | Aide individuelle au logement: Participation à la charge d'intérêt.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 34.081 | 13.90 | Subvention d'intérêt pour prêt climatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.090 | 13.90 | Subvention de loyer.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 14.01 | — | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | **Section 14.02 — Aménagement du territoire** | | | | | |
| 11.005 | 07.20 | Rémunération du personnel | 7.458 | 7.705 | 8.075 | 8.445 | 8.816 |
| 11.130 | 07.20 | Indemnités pour services extraordinaires | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 |
| 12.000 | 07.20 | Indemnités pour services de tiers | 4 | 6 | 7 | 7 | 7 |
| 12.010 | 07.20 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 44 | 40 | 42 | 44 | 44 |
| 12.020 | 07.20 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 6 | 7 | 7 | 5 | 5 |
| 12.120 | 07.20 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.550 | 1.200 | 1.200 | 1.200 | 1.200 |
| 12.140 | 13.90 | Frais de communication, de publication, de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 165 | 137 | 140 | 143 | 146 |
| 12.190 | 07.20 | Frais de formation; colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 32 | 50 | 52 | 54 | 56 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 31 | — | — | — | — |
| 12.251 | 07.20 | Frais de fonctionnement du Centre écologique et touristique du Parc Housen incombant à l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 330 | 330 | 345 | 360 | 370 |
| 12.260 | 07.20 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 31 | 22 | 25 | 28 | 30 |
| 12.270 | 07.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 6 | 7 | 7 | 8 | 9 |

14.02 — Aménagement du territoire — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.000 | 07.20 | Participation de l'État au financement des démarches conventionnées avec des asbl, fondations et autres organisations en vue de la mise en œuvre d'une politique de développement territorial durable. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 70 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 35.010 | 07.20 | Participation de l'Etat dans les actions et projets INTERREG. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 397 | 430 | 360 | 495 | 500 |
| 35.020 | 07.20 | Participation de l'Etat aux frais de la structure «Système d'information géographique de la Grande Région (SIG-GR)». (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 35.030 | 07.20 | Remboursement de la TVA sur les projets ESPON. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.010 | 1.150 | 1.150 | 950 | 725 |
| 35.040 | 07.20 | Indemnité à payer en cas d'instauration de servitudes et participation financière de l'Etat en cas d'évaluations environnementales supplémentaires à charge des communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 35.060 | 07.20 | Contributions à des organismes internationaux..... | 27 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| 41.000 | 13.90 | Participation de l'État aux frais de fonctionnement et de personnel de l'« Entwécklungsgesellschaft Nordstad ». (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 300 | 450 | 300 | 300 | 300 |
| 41.001 | 13.90 | Participation financière aux frais de fonctionnement du GIE "Centre écologique et touristique du Parc Housen". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 41.002 | 13.90 | Participation financière de l'État aux frais de fonctionnement du GIE LERAS et du GECT ESPON. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 618 | 634 | 655 | 678 | 690 |
| 41.010 | 07.20 | Participation de l'État au financement de services et de recherches dans le domaine de l'aménagement du territoire prestés par l'Observatoire du développement territorial ou d'autres établissements publics scientifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 210 | 345 | 345 | 305 | 298 |
| 43.001 | 07.20 | Participation de l'Etat au financement des démarches conventionnées prévues dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de développement régional durable. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 825 | 1.019 | 1.056 | 961 | 851 |
| 43.030 | 07.50 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3.022 | 3.558 | 3.712 | 3.874 | 4.045 |

14.02 — Aménagement du territoire

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43.031 | 07.50 | Participation de l'Etat à des projets particuliers réalisés par les parcs naturels.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 43.300 | 07.20 | Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement régional..... | 25 | 25 | 30 | 30 | 30 |
| | | Total de la section 14.02 ..... | 16.515 | 17.567 | 17.962 | 18.340 | 18.575 |
| | | Total du département 14 ..... | 116.964 | 115.348 | 126.532 | 138.002 | 149.437 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **15 — MINISTERE DE LA MOBILITE ET DES TRAVAUX PUBLICS** | | | | | |
| | | **Section 15.00 — Mobilité/Travaux publics.- Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération de personnel..... | 23.797 | 25.808 | 27.046 | 28.283 | 29.521 |
| 11.130 | 12.00 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 13 | 13 | 14 | 15 | 15 |
| 11.310 | 12.00 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.516 | 1.520 | — | — | — |
| 12.000 | 12.00 | Indemnités pour services de tiers ..... | 8 | 8 | 8 | 9 | 9 |
| 12.010 | 12.00 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 508 | 354 | 360 | 367 | 373 |
| 12.020 | 12.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 16 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| 12.110 | 12.00 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 232 | 254 | 255 | 260 | 265 |
| 12.120 | 12.00 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.330 | 1.465 | 1.337 | 1.363 | 1.390 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 410 | 570 | 520 | 540 | 560 |
| 12.190 | 12.00 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 174 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 12.260 | 12.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.094 | 1.158 | 1.177 | 1.200 | 1.224 |
| 12.270 | 12.00 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 433 | 436 | 429 | 437 | 446 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.320 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 96 | 70 | 99 | 100 | 120 |
| 33.000 | 12.14 | Participation de l'Etat aux frais de mise en place et d'exploitation d'un système d'information routière. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 257 | 260 | 265 | 270 | 275 |
| 33.010 | 09.30 | Promotion du transport de fret conventionnel par chemin de fer | 7.450 | 7.850 | 8.250 | 8.650 | 9.050 |
| 33.011 | 09.30 | Promotion du transport combiné fret ferroviaire et fluvial | 12.000 | 10.500 | 11.000 | 11.500 | 12.000 |
| 33.012 | 13.90 | Subsides à des organismes privés œuvrant dans le domaine de la logistique durable | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 33.013 | 13.90 | Promotion du transport de fret conventionnel par barge | 550 | 600 | 650 | 700 | 750 |
| 34.040 | 12.10 | Dommages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée; subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 35.060 | 12.00 | Cotisations à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 162 | 170 | 178 | 186 | 194 |
| 43.001 | 13.90 | Taxes et redevances communales diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 3 | — | — | — | — |
| 12.620 | 13.90 | Frais d'experts et d'études | 3 | 16 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.00 | 52.275 | 51.594 | 52.131 | 54.421 | 56.735 |
| | | **Section 15.01 — Circulation et sécurité routières** | | | | | |
| 11.130 | 12.10 | Indemnités pour services extraordinaires | 20 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| 12.000 | 12.10 | Indemnités pour services de tiers | 5 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.260 | 12.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 330 | 329 | 330 | 329 | 329 |

15.01 — Circulation et sécurité routières — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32.000 | 12.10 | Participation aux frais des cours de formation dispensés par le Centre de Formation pour Conducteurs | 450 | 498 | 519 | 539 | 558 |
| 32.001 | 12.10 | Participation aux frais d'éducation et de prévention routières dans les établissements scolaires du Centre de Formation pour Conducteurs | 130 | 129 | 130 | 130 | 130 |
| 33.010 | 12.10 | Subsides à des organismes privés oeuvrant en matière de sécurité et d'éducation routières | 170 | 243 | 245 | 243 | 245 |
| 41.001 | 12.10 | Cours de formation pour conducteurs professionnels de poids lourds, d'autobus et d'autocars. (Crédit non limitatif) | 3.404 | 3.463 | 3.594 | 3.868 | 3.992 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.500 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | — | 2 | — | — | — |
| 32.500 | 13.90 | Participation aux frais des cours de formation dispensés par le Centre de Formation pour Conducteurs | 25 | 113 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.01 | 4.534 | 4.803 | 4.842 | 5.135 | 5.278 |
| | | **Section 15.02 — Transports publics ferroviaires** | | | | | |
| 31.020 | 09.30 | Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 366.738 | 396.789 | 422.922 | 453.342 | 468.286 |
| 31.021 | 09.30 | Services publics de tramways assurés par Luxtram. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 18.157 | 18.408 | 22.566 | 25.544 | 27.019 |
| 31.022 | 13.90 | Aides aux opérateurs ferroviaires en faveur de l'équipement de matériel roulant avec un couplage automatique | 5 | 6.759 | 2.704 | 3.379 | — |
| 32.001 | 12.20 | Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. relatives aux pensions du personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 208.120 | 205.541 | 215.367 | 223.865 | 233.269 |
| 41.011 | 12.13 | Participation aux frais de fonctionnement de Luxtram. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.373 | 6.350 | 5.200 | 5.667 | 5.400 |
| 93.000 | 12.20 | Dotation au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge de la gestion de l'infrastructure ferroviaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 254.782 | 268.712 | 288.362 | 312.767 | 329.735 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93.001 | 13.90 | Dotation au profit du fonds du rail en provenance de la redevance d'utilisation du réseau ferré national. (Crédit non limitatif) | 17.000 | 18.000 | 20.000 | 21.000 | 21.000 |
| | | Total de la section 15.02 | 873.174 | 920.559 | 977.120 | 1.045.565 | 1.084.709 |
| | | **Section 15.03 — Administration des enquêtes techniques** | | | | | |
| 11.005 | 12.00 | Rémunération du personnel | 789 | 943 | 988 | 1.033 | 1.079 |
| 12.010 | 12.00 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 |
| 12.020 | 12.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.080 | 12.00 | Bâtiments: exploitation et entretien | 5 | 5 | 5 | 6 | 5 |
| 12.120 | 12.00 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.190 | 12.00 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.191 | 12.00 | Cours de formation et de recyclage | 13 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 12.260 | 12.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 35.060 | 12.00 | Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif) | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Total de la section 15.03 | 845 | 1.001 | 1.046 | 1.091 | 1.136 |
| | | **Section 15.04 — Navigation et transports fluviaux** | | | | | |
| 11.005 | 12.34 | Rémunération du personnel | 2.780 | 2.958 | 3.101 | 3.243 | 3.385 |
| 11.130 | 12.34 | Indemnités pour services extraordinaires | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 11.150 | 12.34 | Indemnités pour heures supplémentaires | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers | 9 | 5 | 5 | 5 | 5 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.010 | 12.34 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.020 | 12.34 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 21 | 19 | 19 | 20 | 20 |
| 12.080 | 12.34 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 70 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 12.120 | 12.34 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 80 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 12.190 | 12.34 | Cours de formation et de perfectionnement; frais d'organisation et de participation | 20 | 17 | 15 | 15 | 15 |
| 12.200 | 12.34 | Primes d'assurance-responsabilité civile. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 12.260 | 12.34 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 48 | 44 | 44 | 44 | 44 |
| 12.300 | 12.34 | Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| 14.010 | 09.30 | Barrages-écluses de la Moselle et infrastructures relevant du domaine public fluvial: entretien et renouvellement des installations et équipements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 383 | 390 | 390 | 390 | 390 |
| 14.011 | 09.30 | Participation aux frais d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des ouvrages hydrauliques communs de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 55 | 88 | 89 | 90 | 76 |
| 35.010 | 13.90 | Participation aux frais de formation et d'examen en matière de qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure | 9 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 35.011 | 13.90 | Participation aux frais d'abrogation des péages et de dissolution de la Société Internationale de la Moselle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.500 | * | — | — | — |
| 35.030 | 12.34 | Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 239 | 249 | 259 | 265 | 273 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement ..... | * | 1 | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | * | 8 | — | — | — |
| 12.800 | 13.90 | Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée ..... | — | * | — | — | — |
| 14.510 | 13.90 | Barrages-écluses de la Moselle et d'infrastructures relevant du domaine public fluvial: entretien et renouvellement des installations et équipements ..... | * | — | — | — | — |
| | | Total de la section 15.04 ..... | 6.396 | 4.106 | 4.248 | 4.397 | 4.534 |
| | | **Section 15.05 — Direction de l'aviation civile** | | | | | |
| 11.005 | 12.40 | Rémunération du personnel..... | 5.849 | 5.865 | 6.146 | 6.428 | 6.710 |
| 11.130 | 12.40 | Indemnités pour services extraordinaires ..... | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.000 | 12.40 | Indemnités pour services de tiers ..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.010 | 12.40 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 130 | 120 | 120 | 130 | 120 |
| 12.020 | 12.40 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 11 | 11 | 11 | 11 | 12 |
| 12.120 | 12.40 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4 | 54 | 4 | 4 | 4 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 400 | 86 | 82 | 83 | 84 |
| 12.190 | 12.40 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études ; frais d'organisation et de participation ..... | 63 | 63 | 65 | 66 | 67 |
| 12.260 | 12.40 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 43 | 98 | 100 | 102 | 104 |
| 12.270 | 12.40 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 643 | 647 | 1.600 | 1.600 | 1.600 |

15.05 — Direction de l'aviation civile — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.030 | 12.40 | Contribution au budget d'EUROCONTROL. (Crédit non limitatif) | 3.200 | 3.200 | 3.300 | 3.300 | 3.300 |
| 35.060 | 12.40 | Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 415 | 401 | 430 | 430 | 430 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour à l'étranger | * | — | — | — | — |
| | | Total de la section 15.05 | 10.761 | 10.547 | 11.860 | 12.155 | 12.432 |
| | | **Section 15.06 — Administration de la navigation aérienne** | | | | | |
| 11.005 | 12.44 | Rémunération du personnel | 27.078 | 28.826 | 30.209 | 31.593 | 32.980 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 650 | 679 | 710 | 742 | 775 |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 130 | 131 | 133 | 136 | 138 |
| 12.110 | 13.90 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.160 | 1.186 | 1.188 | 1.191 | 1.188 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 200 | 152 | 152 | 152 | 152 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.300 | 1.205 | 1.205 | 1.205 | 1.205 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.260 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.175 | 1.660 | 1.750 | 1.750 | 1.750 |
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.233 | 4.374 | 4.374 | 4.374 | 4.374 |

15.06 — Administration de la navigation aérienne — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.300 | 13.90 | Frais d'exploitation spécifiques de l'administration. (Crédit sans distinction d'exercice) | 245 | 230 | 240 | 251 | 262 |
| 14.030 | 13.90 | Frais de réparation et d'entretien des équipements spécifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.591 | 4.153 | 4.340 | 4.535 | 4.739 |
| 35.060 | 13.90 | Cotisations et contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.700 | 1.556 | 1.556 | 1.556 | 1.556 |
| 41.000 | 13.90 | Transferts de revenus à des entités étatiques | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 41.010 | 13.90 | Cotisations et contributions à des organismes nationaux | 3 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.520 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | 1 | — | — | — |
| 12.625 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 31 | — | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | * | 41 | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| 35.560 | 13.90 | Transferts de revenus à l'étranger (non ventilé) | 3 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 15.06 | 40.520 | 44.219 | 45.883 | 47.509 | 49.145 |
| | | **Section 15.07 — Transports publics routiers** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération de personnel | 9.437 | 10.934 | 11.459 | 11.983 | 12.510 |
| 12.010 | 12.00 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| 12.020 | 12.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 12.120 | 09.30 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 450 | 350 | 366 | 380 | 382 |
| 12.125 | 12.00 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.626 | 6.022 | 6.406 | 9.326 | 9.134 |

15.07 — Transports publics

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.190 | 12.00 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 15 | 20 | 25 | 30 | 30 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation..... | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.260 | 12.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 346 | 433 | 441 | 461 | 481 |
| 12.270 | 12.00 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.954 | 1.983 | 2.072 | 2.166 | 2.263 |
| 12.300 | 12.13 | Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisé par l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 169 | 193 | 202 | 212 | 221 |
| 31.020 | 13.90 | Services publics d'autobus assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 59.125 | 61.704 | 66.507 | 72.852 | 77.700 |
| 31.040 | 09.30 | Services publics d'autobus réguliers assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 275.587 | 275.412 | 283.232 | 293.497 | 307.938 |
| 31.041 | 09.30 | Frais liés à l'organisation des transports en faveur des demandeurs de protection internationale et de personnes sans abri.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 900 | 1.661 | 1.852 | 1.994 | 2.110 |
| 31.042 | 09.30 | Transports scolaires assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 52.868 | 62.856 | 66.577 | 69.947 | 73.114 |
| 31.043 | 13.90 | Participation aux frais d'exploitation de services de transports publics par route transfrontaliers réguliers ou à la demande en exécution des contrats de services publics conclus avec l'Etat et des autorités transfrontalières .<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 1.151 | 1.181 | 1.206 | 1.177 |
| 33.010 | 09.30 | Subsides aux associations promouvant les transports publics..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 33.012 | 04.30 | Subsides à l'Association des Transports Scolaires des Elèves de l'Ecole Européenne (ATSEE)..... | 200 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 34.091 | 04.50 | Services de transports spécifiques réguliers spécialisés assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 64.086 | 69.942 | 75.404 | 80.917 | 86.109 |

15.07 — Transports publics

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.092 | 12.13 | Services de transports spécifiques occasionnels et à la demande assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'Etat..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 18.754 | 17.124 | 18.040 | 18.880 | 19.574 |
| 35.060 | 12.00 | Cotisations à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif) | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| 41.000 | 12.13 | Cours de formation pour conducteurs professionnels d'autobus assurant des transports de personnes handicapées et à mobilité réduite | 60 | 65 | 70 | 75 | 80 |
| 43.000 | 09.30 | Services publics d'autobus assurés par la Ville de Luxembourg en exécution de la convention conclue avec l'Etat.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 |
| 43.002 | 12.13 | Subsides aux communes organisant un "Late Night Bus" | 1.180 | 1.500 | 1.520 | 1.542 | 1.556 |
| 43.003 | 12.13 | Subsides aux communes réalisant une installation sanitaire au terminus d'une ligne RGTR | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 43.020 | 09.30 | Services publics d'autobus assurés par le Syndicat des T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 54.000 | 59.500 | 72.660 | 95.949 | 83.312 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.625 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 2 | 6 | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 3 | — | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | * | — | — | — | — |
| 31.540 | 09.30 | Services publics d'autobus assurés par des entreprises privées en exécution des conventions conclues avec l'Etat | 16 | 10 | — | — | — |
| 31.541 | 13.90 | Frais liés à l'organisation des transports en faveur des demandeurs de protection internationale et de personnes sans abri | — | 13 | — | — | — |
| 31.542 | 13.90 | Transports scolaires assurés par des entreprises privées en exécution des contrats de services publics conclus avec l'Etat | 22 | — | — | — | — |
| 43.502 | 13.90 | Subsides aux communes organisant un "Late Night Bus" | — | 10 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.07 | 574.883 | 601.272 | 638.398 | 691.799 | 708.074 |

15.08 — Aéroports et transports aériens — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 15.08 — Aéroports et transports aériens** | | | | | |
| 32.000 | 01.34 | Participation aux frais de gestion des activités assumées par l'agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne. (Crédit non limitatif) | 1.666 | 1.704 | 1.765 | 1.809 | 1.854 |
| 32.001 | 12.40 | Remboursement à la société de l'aéroport de certains frais d'exploitation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 47.670 | 49.940 | 52.250 | 54.260 | 55.875 |
| 41.000 | 13.90 | Remboursement à l'établissement public Corps grand-ducal d'incendie et de secours des frais locatifs du Service d'incendie et de sauvetage de l'Aéroport de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.198 | 1.165 | 1.185 | 1.210 | 1.212 |
| | | Total de la section 15.08 | 50.535 | 52.809 | 55.200 | 57.279 | 58.941 |
| | | **Section 15.09 — Administration des chemins de fer** | | | | | |
| 11.005 | 12.20 | Rémunération du personnel | 2.773 | 3.546 | 3.716 | 3.887 | 4.057 |
| 12.010 | 12.20 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 12.020 | 12.20 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 6 | 4 | 4 | 5 | 5 |
| 12.120 | 12.20 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1.800 | 1.735 | 859 | 269 | 279 |
| 12.190 | 12.20 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice) | 75 | 75 | 70 | 70 | 70 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.260 | 01.34 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 22 | 22 | 23 | 24 | 24 |
| 12.270 | 12.20 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 80 | 67 | 68 | 69 | 70 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32.000 | 12.20 | Remboursement des traitements, indemnités et salaires des agents de la S.N. des C.F.L. détachés à l'Administration des Chemins de Fer. (Crédit non limitatif) | 1.910 | 2.022 | 2.114 | 2.211 | 2.313 |
| 35.060 | 12.20 | Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux. (Crédit non limitatif) | 121 | 121 | 121 | 121 | 121 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | — | 18 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.09 | 6.936 | 7.758 | 7.125 | 6.805 | 7.089 |
| | | **Section 15.10 — Service de protection du gouvernement** | | | | | |
| 11.100 | 01.34 | Masse d'habillement | 21 | 26 | 28 | 28 | 28 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 220 | 225 | 230 | 235 |
| 12.020 | 01.34 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 437 | 316 | 322 | 328 | 334 |
| 12.190 | 01.34 | Cours de formation des officiers de sécurité | 150 | 199 | 203 | 206 | 210 |
| 12.260 | 01.34 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 36 | 51 | 52 | 53 | 54 |
| 12.270 | 01.34 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 69 | 70 | 71 | 72 |
| 12.300 | 01.34 | Mise à disposition de voitures et autres équipements logistiques requis pour des renforts sporadiques lors de manifestations officielles. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 12.301 | 01.34 | Armement et équipements; frais d'acquisition, d'entretien et de maintenance du matériel; exercices de tir. (Crédit sans distinction d'exercice) | 455 | 1.052 | 714 | 857 | 650 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.690 | 13.90 | Cours de formation des officiers de sécurité..... | — | 7 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.10 ..... | 1.109 | 1.941 | 1.615 | 1.773 | 1.584 |
| | | **Section 15.11 — Transports routiers et technique automobile** | | | | | |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires..... | — | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. ..... | — | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.310 | 12.10 | Remboursement à la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) des frais pour l'exécution des tâches prévues par le contrat de gestion entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la SNCA. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 14.631 | 14.663 | 15.818 | 16.179 | 16.713 |
| 12.320 | 12.10 | Frais de fonctionnement relatifs au contrôle technique routier des véhicules utilitaires ..... | 66 | 65 | 67 | 70 | 73 |
| 41.000 | 12.00 | Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce ..... | 7 | 7 | 10 | 7 | 7 |
| 41.001 | 13.90 | Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la Chambre de Commerce..... | 156 | 162 | 170 | 178 | 185 |
| 41.010 | 12.10 | Dotation dans l'intérêt de la couverture des frais de l'établissement public SNCA. (Crédit non limitatif)..... | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 15.11 ..... | 14.860 | 14.900 | 16.068 | 16.437 | 16.981 |
| | | **Section 15.12 — Ponts et chaussées. - Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel..... | 116.418 | 121.233 | 127.052 | 132.871 | 138.704 |
| 11.080 | 13.90 | Frais médicaux..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 11.130 | Divers codes | Indemnités pour services extraordinaires..... | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |

15.12 — Ponts et chaussées. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.150 | Divers codes | Heures supplémentaires des fonctionnaires: service d'hiver, accidents de la circulation, enduisage, inondations, tempêtes et autres imprévus. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.010 | Divers codes | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 12.020 | Divers codes | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.400 | 3.489 | 3.554 | 3.616 | 3.683 |
| 12.030 | Divers codes | Fourniture de vêtements de travail et de protection. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | — | — | — | — |
| 12.120 | 12.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 140 | 240 | 240 | 240 | 240 |
| 12.121 | 12.10 | Frais d'accréditation du Laboratoire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 76 | 83 | 83 | 83 | 83 |
| 12.125 | 12.10 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 215 | 215 | 215 | 215 | 215 |
| 12.126 | 13.90 | Études et exploitation d'un système de contrôle sanction automatisé (CSA) à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.100 | — | — | — | — |
| 12.170 | 12.10 | Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice) | 770 | 790 | 800 | 810 | 820 |
| 12.190 | 12.10 | Formation du personnel des Ponts et Chaussées | 220 | 249 | 254 | 259 | 263 |
| 12.250 | 12.10 | Frais résultant des obligations et recommandations en matière de sécurité et de santé au travail. (Crédit sans distinction d'exercice) | 25 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.260 | 12.10 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 589 | 900 | 941 | 983 | 1.027 |
| 12.270 | 12.10 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.396 | 2.411 | 2.462 | 2.515 | 2.569 |
| 12.300 | 12.10 | Etablissement d'un inventaire de la voirie et recensement de la circulation: indemnités, honoraires et fournitures diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 160 | 180 | 180 | 180 | 180 |

15.12 — Ponts et chaussées. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.301 | 12.10 | Frais de fonctionnement spécifiques et de sous-traitance du Laboratoire, du Service géologique de l'Etat et de la Division des géomètres et de la photogrammétrie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 346 | 663 | 664 | 666 | 668 |
| 12.302 | 13.90 | Signaux colores lumineux et feux d'affectation des voies sur la voirie normale de l'Etat: frais d'adaptation des programmes et frais de gestion de qualité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 73 | — | — | — | — |
| 12.303 | 12.10 | Frais d'analyse et de sous-traitance d'essais ayant donné lieu à des avances correspondantes. (Crédit non limitatif) | 25 | — | — | — | — |
| 12.304 | 13.90 | Frais d'exploitation de la gestion centralisée des signaux colores lumineux sur le réseau étatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 88 | — | — | — | — |
| 12.305 | 13.90 | Participation financière à des manifestations culturelles ou sportives à portée nationale ou internationale sur la voirie de l'Etat: dépenses diverses | * | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.306 | 12.10 | Campagnes photogrammétriques de l'Administration des Ponts et Chaussées. (Crédit sans distinction d'exercice) | 270 | — | — | — | — |
| 24.010 | 12.10 | Location de logiciels informatiques | 270 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | * | — | — | — |
| 12.520 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | — | 7 | — | — | — |
| 12.770 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses | — | * | — | — | — |
| 24.510 | 13.90 | Location de logiciels informatiques | — | 4 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.12 | 128.088 | 130.991 | 136.971 | 142.964 | 148.979 |
| | | **Section 15.13 — Ponts et chaussées. - Travaux propres** | | | | | |
| 12.126 | 13.90 | Études et exploitation d'un système de contrôle sanction automatisé (CSA) à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 2.200 | 2.300 | 2.400 | 2.500 |

15.13 — Ponts et chaussées. - Travaux propres — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.300 | 12.12 | Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.900 | 6.166 | 6.300 | 6.400 | 6.500 |
| 12.301 | 13.90 | Signaux colores lumineux : frais d'exploitation et d'entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 172 | 252 | 232 | 211 |
| 14.000 | 12.12 | Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation; travaux connexes.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 6.860 | 7.500 | 7.500 | 7.500 | 7.500 |
| 14.001 | 12.12 | Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 5.558 | 5.568 | 5.568 | 5.568 | 5.568 |
| 14.002 | 12.12 | Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage; dépôts de matériel de saupoudrage le long de la voirie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6.988 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 |
| 14.003 | 12.12 | Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.100 | 1.150 | 1.202 | 1.256 | 1.312 |
| 14.004 | 12.12 | Voirie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.100 | 2.100 | 2.100 | 2.100 | 2.100 |
| 14.005 | 08.30 | Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 700 | 690 | 721 | 753 | 787 |
| 14.006 | 12.12 | Assainissement et entretien d'arbres d'alignement, d'arbres remarquables et d'arbres classés monuments historiques le long de la voirie de l'Etat.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 330 | 330 | 330 | 330 | 330 |
| 14.007 | 12.12 | Frais d'entretien des installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.000 | 1.045 | 1.092 | 1.141 | 1.193 |
| 14.008 | 12.12 | Entretien des tunnels sur le réseau de grande voirie.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 3.650 | 3.814 | 3.986 | 4.165 | 4.353 |
| 14.009 | 13.90 | Signaux colores lumineux sur le réseau étatique: travaux de gestion, de maintenance, d'entretien et de réparation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 1.024 | 1.070 | 1.118 | 1.168 |
| 14.010 | 13.90 | Frais de maintenance, d'entretien et de réparation de bornes de chargement électrique pour bus | 100 | 150 | 100 | 100 | 100 |
| 14.012 | 12.32 | Moselle canalisée et domaine du port de Mertert: entretien du chenal, des ouvrages d'art et des berges.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 160 | 167 | 175 | 183 | 191 |

15.13 — Ponts et chaussées. - Travaux propres — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 14.013 | 12.32 | Moselle canalisée.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 450 | 408 | 408 | 408 | 408 |
| 14.014 | 09.20 | Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux d'entretien et de réparation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 240 | 240 | 250 | 250 | 250 |
| 14.015 | 12.32 | Moselle canalisée: réalisation des travaux d'entretien sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République française et le Grand-Duché de Luxembourg.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 6 | — | — | — | — |
| 14.030 | 08.10 | Ouvrages d'art et alentours de la forteresse de Luxembourg: travaux d'entretien et de réparation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 560 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 14.040 | 13.90 | Frais d'entretien des parkings "Park and Ride", des pôles d'échange et des plateformes multimodales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 75 | 645 | 1.280 | 1.280 | 1.865 |
| 43.000 | 12.12 | Compensations versées aux communes dans le cadre de chantiers de voirie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 43.001 | 12.12 | Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.200 | 3.300 | 3.449 | 3.604 | 3.766 |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 14.503 | 13.90 | Ouvrages d'art routiers : travaux d'entretien et de réparation..... | — | 9 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.13 ..... | 39.978 | 44.078 | 45.482 | 46.189 | 47.502 |
| | | **Section 15.14 — Bâtiments publics.- Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 01.34 | Rémunération du personnel..... | 26.370 | 27.853 | 29.190 | 30.527 | 31.867 |
| 11.130 | 01.34 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.010 | 01.34 | Frais de route et de séjour ..... | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 12.020 | 01.34 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 127 | 127 | 127 | 127 | 127 |
| 12.260 | 01.34 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 281 | 360 | 281 | 281 | 281 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 01.34 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 413 | 409 | 409 | 409 | 409 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.510 | 01.34 | Frais de route et de séjour | 1 | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.14 | 27.236 | 28.795 | 30.051 | 31.388 | 32.728 |
| | | **Section 15.15 — Bâtiments publics.- Compétences propres** | | | | | |
| 12.082 | 01.25 | Bâtiments loués aux institutions internationales: exploitation, entretien et réparation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.502 | 8.156 | 8.156 | 8.156 | 8.156 |
| 12.083 | 01.34 | Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité; taxes et dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.880 | — | 4.025 | 4.025 | 4.025 |
| 12.084 | 01.34 | Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.145 | — | 3.600 | 3.600 | 3.600 |
| 12.085 | 13.90 | Bâtiments: exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 14.825 | — | — | — |
| 12.089 | 01.34 | Immeubles loués par l'Etat: travaux d'entretien et de réparation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 700 | 700 | 700 | 700 | 700 |
| 12.090 | 01.34 | Travaux d'adaptation dans des immeubles faisant l'objet d'un contrat de location-vente.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 12.091 | 01.34 | Bâtiments de l'Etat: contrats de fourniture d'énergie en relation avec les frais d'exploitation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.700 | — | 7.500 | 8.000 | 8.300 |
| 12.110 | 01.34 | Location de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.024 | 1.323 | 1.323 | 1.323 | 1.323 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 330 | 275 | 275 | 275 |
| 12.125 | 01.34 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | * | * | * |

15.15 — Bâtiments publics.- Compétences propres — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.300 | 01.34 | Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.200 | 2.800 | 1.250 | 1.250 | 1.250 |
| 12.301 | 01.34 | Fêtes publiques et culturelles; cérémonies et réceptions officielles; conférences; illuminations; installations de tribunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 185 | 90 | 95 | 95 | 95 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.589 | 13.90 | Immeubles loués par l'Etat: travaux d'entretien et de réparation | — | 2 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.15 | 27.736 | 28.226 | 26.924 | 27.424 | 27.724 |
| | | **Section 15.16 — Travaux publics - Dépenses spécifiques** | | | | | |
| 41.002 | 01.34 | Subside au GIE CRTI-B | 330 | 335 | 960 | 1.200 | 1.260 |
| 41.010 | 07.20 | Participation aux frais de fonctionnement du Fonds Belval. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.600 | 8.228 | 9.036 | 9.870 | 10.774 |
| | | Total de la section 15.16 | 8.930 | 8.563 | 9.996 | 11.070 | 12.034 |
| | | **Section 15.17 — Planification de la mobilité** | | | | | |
| 12.120 | 09.30 | Frais d'experts et d'études liés à la planification de la mobilité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 12.122 | 09.30 | Observatoire digital de la mobilité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.200 | 1.070 | 1.070 | 1.070 | 1.070 |
| 12.320 | 12.14 | Frais de gestion du modèle géré par la Cellule Modèle de Transport (CMT) Etat - Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 676 | 717 | 747 | 777 | 812 |
| 33.014 | 09.30 | Subsides à des organismes privés oeuvrant pour la promotion de la mobilité douce. (Crédit sans distinction d'exercice) | 136 | 136 | 136 | 136 | 136 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.620 | 13.90 | Frais d'experts et d'études liés à la planification de la mobilité | 35 | — | — | — | — |

15.17 — Planification de la mobilité

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.622 | 13.90 | Observatoire digital de la mobilité | 51 | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 15.17 | 3.598 | 3.424 | 3.453 | 3.483 | 3.518 |
| | | Total du département 15 | 1.872.395 | 1.959.584 | 2.068.412 | 2.206.884 | 2.279.124 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **16 — MINISTERE DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** | | | | | |
| | | **Section 16.00 — Recherche et enseignement supérieur.- Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 04.60 | Rémunération du personnel..... | 8.820 | 9.266 | 9.711 | 10.155 | 10.601 |
| 11.130 | 04.40<br>04.60 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 486 | 496 | 505 | 514 | 519 |
| 11.310 | 04.60 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 180 | 46 | — | — | — |
| 12.000 | 04.40<br>04.60 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.507 | 1.483 | 1.512 | 1.545 | 1.572 |
| 12.010 | 04.40<br>04.60 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement ..... | 120 | 121 | 123 | 125 | 128 |
| 12.020 | 04.40 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 12.050 | 04.40 | Achat de biens et de services postaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 110 | 140 | 140 | 140 | 140 |
| 12.120 | 04.60 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 90 | 90 | 92 | 93 | 95 |
| 12.125 | 04.40 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 160 | 142 | 145 | 147 | 150 |
| 12.142 | 04.40 | Frais d'organisation de manifestations destinées à l'information en matière d'études et de formations.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 250 | 254 | 258 | 263 | 267 |
| 12.192 | 04.40 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation ..... | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.260 | 04.60 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 12.270 | 04.40 | Entretien et exploitation d'immeubles: dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |

16.00 — Recherche et enseignement supérieur.- Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.300 | 04.40 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 39 | 41 | 42 | 43 | 43 |
| 12.302 | 04.40 | Accréditation des formations de l'enseignement supérieur. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 360 | 447 | 460 | 475 | 490 |
| 12.303 | 04.43 | Evaluation externe de l'Université, des centres de recherche publics et du Fonds National de la Recherche. (Crédit sans distinction d'exercice) | 440 | 447 | 454 | 462 | 470 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.500 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | — | 3 | — | — | — |
| | | Total de la section 16.00 | 12.684 | 13.098 | 13.562 | 14.085 | 14.598 |
| | | **Section 16.01 — Recherche et enseignement supérieur** | | | | | |
| 32.010 | 04.43<br>04.44 | Aide particulière aux établissements hospitaliers et de soins pour l'accueil d'étudiants BTS en stage de formation et aide de promotion des BTS en alternance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.479 | 1.480 | 1.494 | 1.497 | 1.497 |
| 33.000 | 04.40 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du gestionnaire des projets européens | 80 | 83 | 86 | 89 | 93 |
| 33.001 | 04.40 | Participation aux frais de fonctionnement de la fondation RESTENA gérant la gestion du réseau téléinformatique de l'enseignement supérieur et de la recherche | 750 | 800 | 850 | 850 | 900 |
| 33.002 | 04.40 | Participation de l'Etat au financement des frais de fonctionnement, des activités et des projets de l'association sans but lucratif "LUXEMBOURG INCOME STUDY". (Crédit sans distinction d'exercice) | 220 | 220 | 220 | 220 | 220 |
| 33.004 | 04.60<br>08.30 | Contributions financières en matière de sciences et technologies dans le domaine de la médecine du sport. (Crédit sans distinction d'exercice) | 330 | 340 | 340 | 345 | 350 |
| 33.006 | 04.60 | Contributions financières en matière de sciences et technologies dans le domaine de l'agriculture. (Crédit sans distinction d'exercice) | 165 | 170 | 175 | 180 | 185 |
| 33.010 | 04.40 | Subsides aux associations estudiantines | 12 | 15 | 16 | 16 | 17 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.011 | 04.60 | Contributions financières au Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 749 | 749 | 768 | 787 | 787 |
| 33.015 | 04.60 | Mesures dans l'intérêt de la promotion du programme de recherche européen: participation aux frais de fonctionnement du GIE Luxinnovation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 845 | 867 | 870 | 890 | 914 |
| 34.060 | 04.42 | Bourses pour études à l'Institut universitaire européen de Florence et aux Collège d'Europe de Bruges, Natolin et Tirana.<br>(Crédit non limitatif)..... | 151 | 127 | 132 | 138 | 144 |
| 34.062 | 04.42 | Aide financière de l'Etat pour études supérieures: subventions d'intérêt.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 12.000 | 6.500 | 6.700 | 7.000 | 8.200 |
| 34.063 | 04.42 | Aide financière de l'Etat pour études supérieures: bourses d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 175.902 | 181.280 | 184.911 | 190.000 | 194.587 |
| 35.010 | 04.40 | Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union européenne ..... | 1.979 | 2.050 | 2.142 | 2.238 | 2.300 |
| 35.020 | 04.60 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'infrastructure européenne Genome EDIC.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 100 | 300 | 600 | 600 | 600 |
| 35.040 | 04.40 | Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union européenne.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 166 | 66 | 66 | 66 | 66 |
| 35.060 | 04.40 | Frais de location de chambres d'étudiants universitaires et frais accessoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 41.012 | 04.43 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'un GIE "Media and Digital Design Centre".<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.500 | 1.800 | 2.070 | 2.200 | 2.400 |
| 41.013 | 04.43 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'un GIE «Plateforme Nationale d'Echange de Données».<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 7.000 | 7.200 | 8.100 | 9.140 | 10.100 |
| 41.014 | 04.60 | Dotation au Fonds national de la recherche.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 80.000 | 84.000 | 88.200 | 92.600 | 97.200 |

16.01 — Recherche et enseignement supérieur — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.015 | 04.60 | Contribution financière au "Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER)" dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 17.190 | 17.620 | 17.970 | 18.600 | 19.100 |
| 41.021 | 04.60 | Contribution financière au "Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)" dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 57.700 | 59.500 | 61.400 | 63.400 | 65.100 |
| 41.022 | 04.60 | Contribution financière à divers établissements publics et Groupements d'Intérêt Economique (GIE) ayant fait l'objet d'un contrat ou d'une convention avec l'Etat. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 9.000 | 9.405 | 9.825 | 10.270 | 10.730 |
| 41.023 | 13.90 | Contribution financière à divers établissements publics et Groupements d'Intérêt Economique (GIE) ayant fait l'objet d'un contrat ou d'une convention avec l'Etat dans le cadre des trois stratégies AI, Data et Quantum. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 9.000 | 13.000 | 17.000 | 21.000 |
| 41.024 | 04.60 | Contribution financière au "Luxembourg Institute of Health (LIH)" dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 48.100 | 49.600 | 51.300 | 53.000 | 54.400 |
| 41.050 | 04.44 | Dotation dans l'intérêt des établissements d'enseignement secondaire classique et secondaire général organisant le brevet de technicien supérieur..... | 160 | 165 | 170 | 175 | 180 |
| 44.000 | 04.43 | Participation de l'Etat aux frais de loyer de la Miami University. - John E. Dolibois European Center. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 207 | 207 | 207 | 207 | 207 |
| 44.003 | 04.40 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôtre à Paris. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 78 | 82 | 83 | 84 | 85 |
| | | Total de la section 16.01 ..... | 415.863 | 433.625 | 451.694 | 471.592 | 491.362 |
| | | **Section 16.02 — Université du Luxembourg** | | | | | |
| 11.005 | 04.40 | Rémunération du personnel..... | 4.705 | 5.133 | 5.380 | 5.626 | 5.873 |
| 33.000 | 04.43 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des associations oeuvrant dans l'intérêt de l'Université du Luxembourg..... | 83 | 84 | 85 | 90 | 95 |

16.02 — Université du Luxembourg

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.010 | 04.43 | Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de l'établissement public "Université du Luxembourg". (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 249.632 | 256.789 | 261.159 | 269.977 | 277.320 |
| 41.011 | 04.43 | Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de la formation médicale et de formations de certaines professions de santé au sein de l'Université du Luxembourg. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 9.711 | 10.000 | 10.000 | 10.340 | 10.500 |
| 41.012 | 04.42 | Bourses pour études supérieures à l'Université du Luxembourg en faveur d'étudiants ne remplissant pas les conditions d'études concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et de cas sociaux..... | 445 | 450 | 455 | 460 | 465 |
| | | Total de la section 16.02 ..... | 264.576 | 272.456 | 277.079 | 286.493 | 294.253 |
| | | Total du département 16 ..... | 693.123 | 719.179 | 742.335 | 772.170 | 800.213 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **17 — MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SOCIALE** | | | | | |
| | | **Section 17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 05.00 | Rémunération du personnel | 12.022 | 14.133 | 14.811 | 15.490 | 16.170 |
| 11.130 | 05.00 | Indemnités pour services extraordinaires | 52 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 11.310 | 05.00 | Nouveaux recrutements. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.354 | 557 | — | — | — |
| 12.000 | 05.00 | Indemnités pour services de tiers | 288 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 12.010 | 05.00 | Frais de route et de séjour | 7 | 140 | 140 | 140 | 140 |
| 12.012 | 05.00 | Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 140 | — | — | — | — |
| 12.015 | 05.00 | Autopsies faites dans un intérêt scientifique: dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1 | — | — | — | — |
| 12.020 | 05.00 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 13 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| 12.043 | 05.00 | Conseil supérieur de certaines professions de santé: frais de fonctionnement. (Crédit sans distinction d'exercice) | 33 | 94 | 35 | 35 | 35 |
| 12.045 | 05.00 | Commission nationale de contrôle et d'évaluation prévue à la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide: frais de fonctionnement et frais en rapport avec l'enregistrement des testaments de vie. (Crédit non limitatif) | 10 | 30 | 10 | 10 | 10 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 70 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.100 | 13.90 | Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 144 | 155 | 160 | 200 | 215 |

17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 363 | 380 | 295 | 247 | 208 |
| 12.122 | 05.22 | Système de soins de santé, planification hospitalière et extrahospitalière: frais d'experts, d'études et de publication.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.123 | 05.00 | Frais d'experts chargés par l'Etat du contrôle général de la mise au point et de l'exécution des projets d'investissements hospitaliers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.875 | 3.190 | 3.350 | 2.850 | 2.000 |
| 12.126 | 05.00 | Frais d'experts et d'études: projets et programmes dans le secteur conventionné.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 180 | 180 | 180 | 60 | 60 |
| 12.128 | 13.90 | Communication et nouveaux médias | 208 | 175 | 175 | 175 | 175 |
| 12.129 | 13.90 | Professions de santé et professions médicales, revalorisation et mise-à-jour du cadre légal: frais d'experts et dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 805 | 850 | 850 | 850 | 850 |
| 12.132 | 13.90 | Financement des activités visant à accompagner la digitalisation du système de santé.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.200 | 1.476 | 1.228 | 783 | 356 |
| 12.150 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de la prise en charge à domicile dans le contexte de soins extrahospitaliers fournis au profit de personnes à besoins médicaux spécifiques exceptionnels.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.000 | 3.326 | 3.430 | 3.520 | 3.610 |
| 12.151 | 05.10 | Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses | 1 | — | — | — | — |
| 12.190 | 05.00 | Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel des administrations et services relevant du ministère de la santé et de la sécurité sociale | 35 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 12.191 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 140 | 130 | 130 | 130 | 130 |
| 12.230 | 13.90 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif) | 92 | 221 | 140 | 140 | 140 |
| 12.251 | 13.90 | Service de continuité des soins de médecine générale dans les structures d'hébergement et de soins : indemnités et frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.377 | 3.835 | 4.000 | 4.206 | 4.263 |

17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.260 | 05.00 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses..... | 101 | 51 | 51 | 51 | 51 |
| 12.270 | 04.50 | Bâtiments: exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 316 | 116 | 122 | 127 | 127 |
| 12.311 | 06.10 | Programme d'action pour la réduction des risques liés à l'inactivité physique, aux blessures sportives et à une alimentation non-équilibrée.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 15 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 12.320 | 05.00 | Distinction honorifique pour les donneurs de sang bénévoles: dépenses diverses ..... | 40 | — | — | — | — |
| 12.342 | 13.90 | Assurance responsabilité civile pour les médecins en voie de spécialisation inscrits aux diplômes d'études spécialisées en médecine à l'Uni.lu.<br>(Crédit non limitatif)..... | 55 | 66 | 68 | 70 | 72 |
| 12.345 | 05.00 | Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| 12.356 | 13.90 | Frais de fonctionnement pour la gestion de crises sanitaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 150 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 31.002 | 13.90 | Participation aux frais des activités de l'Institut national du cancer..... | 2.382 | — | — | — | — |
| 31.013 | 13.90 | Sites supplémentaires ambulatoires: Remboursement à la CNS de la part de l'Etat des frais de location d'infrastructures et d'équipements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.488 | 1.894 | 1.902 | 1.902 | 1.902 |
| 31.031 | 05.20 | Participation aux frais exposés pour l'organisation de formations agréées pour la propagation des soins palliatifs ..... | 20 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 31.050 | 05.20 | Service des urgences néonatales, service de permanence et de garde des hôpitaux: participation aux frais.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.746 | 1.824 | 1.657 | 1.510 | 1.550 |
| 31.051 | 13.90 | Actions et projets dans le cadre de la stratégie nationale eSanté en collaboration avec le GIE Agence eSanté.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 7.926 | 8.651 | 9.340 | 9.365 | 9.854 |
| 31.052 | 04.50 | Interventions de l'Etat au profit des médecins lors de l'installation de cabinets de groupe.<br>(Crédit non limitatif)..... | * | * | * | * | * |

17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.053 | 13.90 | Service de continuité des gardes des pharmacies: participation aux frais.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 782 | 1.267 | 1.267 | 1.267 | 1.267 |
| 31.054 | 13.90 | Service de garde vétérinaire: participation aux frais.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 812 | 810 | 810 | 811 | 809 |
| 31.055 | 13.90 | Gardes et astreintes des médecins dans les centres hospitaliers et établissements spécialisés: participation aux frais.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 60.557 | 61.702 | 62.928 | 64.461 | 65.525 |
| 33.001 | 05.10 | Participation aux frais de fonctionnement du Centre de Transfusion Sanguine.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.540 | 1.598 | 1.668 | 1.735 | 1.811 |
| 33.002 | 13.90 | Remboursement aux associations conventionnées des frais liés à l'affiliation à l'assurance-maladie de personnes non affiliées par un autre moyen.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.748 | 2.073 | 2.171 | 2.267 | 2.377 |
| 33.003 | 05.10 | Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le domaine de la santé de l'environnement | 105 | — | — | — | — |
| 33.004 | 05.00 | Subsides aux associations oeuvrant dans le domaine de la formation médicale et pharmaceutique continue | 40 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 33.006 | 05.10 | Participation aux frais de fonctionnement de l'organisme chargé de l'organisation de la formation médicale continue | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 33.007 | 13.90 | Participation aux frais du centre d'orientation socio-professionnelle.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 754 | 755 | 788 | 823 | 859 |
| 33.008 | 13.90 | Prise en charge d'un Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle (cesas) | 826 | 967 | 1.014 | 1.059 | 1.110 |
| 33.009 | 05.00 | Participation aux frais de fonctionnement de l'Ecole Nationale du Dos | 304 | — | — | — | — |
| 33.010 | 06.10 | Subsides alloués aux mutuelles agréées, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste, à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise, ainsi que subventions pour frais d'organisation | 60 | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 33.011 | 05.00 | Subsides à la société des sciences médicales | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 33.014 | 05.23 | Participation aux frais d'associations oeuvrant dans divers domaines de l'action socio-thérapeutique | 20.281 | 21.068 | 22.935 | 24.799 | 26.844 |

17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.015 | 05.23 | Maladies de la dépendance: participation aux frais de fonctionnement de services oeuvrant dans le domaine des toxicomanies | 37.916 | 40.720 | 43.536 | 46.310 | 49.393 |
| 33.017 | 05.23 | Santé mentale: participation aux frais de fonctionnement de services extra-hospitaliers de santé mentale | 34.648 | 39.878 | 42.655 | 45.390 | 48.428 |
| 33.018 | 05.10 | Participation aux cotisations versées à des organismes internationaux par la Croix-Rouge | 25 | — | — | — | — |
| 33.019 | 05.10 | Subsides aux organismes actifs dans le domaine de la santé et non-conventionnés pour soutenir des actions contribuant à la santé et à sa prévention | 120 | 130 | 130 | 130 | 130 |
| 33.020 | 13.90 | Subsides à caractère bénévole pour la prévention sécurité routière | — | 70 | 70 | 70 | 70 |
| 33.021 | 05.20 | Participation aux frais de fonctionnement de la Ligue médico-sociale.<br>(Crédit non limitatif) | 7.443 | 7.406 | 7.764 | 8.107 | 8.498 |
| 33.022 | 05.10 | Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le cadre du suivi et du traitement des nouvelles maladies pouvant être en relation avec la profession | 115 | 117 | 122 | 128 | 134 |
| 33.023 | 05.10 | Participation aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information prévus par la loi du 15.11.1978 | 4.378 | 4.516 | 4.735 | 4.944 | 5.182 |
| 33.026 | 06.36 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires de frais de personnel ; solde de la participation de l'Etat résultant de décomptes se rapportant à des exercices antérieurs et qui n'ont pas pu être clôturés dans les limites de la période complémentaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.065 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 33.027 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale : solde de la participation de l'Etat résultant de décomptes se rapportant à des exercices antérieurs et qui n'ont pas pu être clôturés dans les limites de la période complémentaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 34.011 | 05.10 | Traitement des maladies sociales et d'autres affections; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes: subsides.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.500 | 3.700 | 3.400 | 3.000 | 2.700 |

17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.030 | 13.90 | Remboursement au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique des frais de prise en charge de patients étant des placés judiciaires au sens de l'article 71 du Code pénal et ne bénéficiant pas d'une couverture assurance maladie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 180 | 1.100 | 1.200 | 1.300 | 1.400 |
| 34.050 | 13.90 | Indemnités et participations aux frais des médecins en voie de spécialisation : frais encadrement, bourses, indemnités de stage, participations rémunérations.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.024 | 17.226 | 23.800 | 24.800 | 26.000 |
| 34.051 | 13.90 | Stages de formation à indemniser sur base de l'article L. 152-4 du Code du travail – participation aux frais.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.488 | 1.494 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 34.060 | 04.42 | Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides ..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 34.061 | 04.42 | Médecins luxembourgeois en voie de formation à l'étranger: bourses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.440 | — | — | — | — |
| 34.062 | 05.20 | Indemnités allouées aux médecins effectuant un stage dans le cadre de la formation de spécialisation en médecine.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 10.634 | — | — | — | — |
| 34.063 | 13.90 | Participation aux rémunérations des médecins en voie de spécialisation des autres spécialités hors Université du Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.712 | — | — | — | — |
| 35.010 | 05.00 | Collaboration de l'Etat luxembourgeois avec des centres antipoison à l'étranger: participation aux frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 362 | 368 | 375 | 382 | 390 |
| 35.060 | 05.00 | Contributions à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 455 | 1.339 | 1.038 | 993 | 775 |
| 41.012 | 13.90 | Projet Interreg - participation aux frais.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 8 | 8 | 8 | 8 | — |
| 42.000 | 05.00 | Remboursement au Collège Médical d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 157 | 157 | 158 | 160 | 161 |
| 42.003 | 05.10 | Remboursement au Collège Vétérinaire d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 42 | 35 | 35 | 35 | 35 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 11.630 | 05.00 | Indemnités pour services extraordinaires | 1 | 9 | — | — | — |
| 12.500 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | 7 | 11 | — | — | — |
| 12.510 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | 3 | 1 | — | — | — |
| 12.512 | 13.90 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement | — | 1 | — | — | — |
| 12.543 | 13.90 | Conseil Supérieur pour Professions de Santé: frais de fonctionnement | 1 | * | — | — | — |
| 12.629 | 13.90 | Professions de santé et professionnels médicales, revalorisation et mise à jour du cadre légal : frais d'experts et dépenses diverses | 24 | — | — | — | — |
| 12.691 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | — | 1 | — | — | — |
| 12.730 | 13.90 | Frais de représentation | — | 8 | — | — | — |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | * | — | — | — | — |
| 12.845 | 13.90 | Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé | — | * | — | — | — |
| 31.513 | 13.90 | Virage ambulatoire: Remboursement à la Caisse Nationale de Santé de la part de l'Etat des frais de location d'infrastructures et d'équipements | 182 | — | — | — | — |
| 33.502 | 13.90 | Aides, subventions et participations à caractère légal, réglementaire ou conventionnel aux administrations privées | 116 | — | — | — | — |
| 33.510 | 13.90 | Subsides alloués aux mutuelles agréées, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste, à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise, ainsi que subventions pour frais d'organisation | 60 | — | — | — | — |
| 33.515 | 13.90 | Maladies de la dépendance: participation aux frais de fonctionnement de services oeuvrant dans le domaine des toxicomanies - Restants d'exercices antérieurs | 31 | — | — | — | — |
| 33.518 | 13.90 | Participation aux cotisations versées à des organismes internationaux par la Croix-Rouge | — | 25 | — | — | — |

17.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34.550 | 13.90 | Participation aux frais directs et indirects liés à l'encadrement des médecins en voie de spécialisation de l'Université du Luxembourg | 1 | 5 | — | — | — |
| 35.560 | 13.90 | Contributions à des organismes internationaux | — | 75 | — | — | — |
| 42.500 | 13.90 | Remboursement au Collège Médical d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif | — | 79 | — | — | — |
| | | Total de la section 17.00 | 239.780 | 251.049 | 267.040 | 277.198 | 288.176 |
| | | **Section 17.01 — Direction de la Santé** | | | | | |
| 11.005 | 05.00 | Rémunération du personnel | 43.420 | 44.994 | 47.153 | 49.313 | 51.478 |
| 12.010 | 05.00 | Frais de route et de séjour | 95 | — | — | — | — |
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 143 | 238 | 240 | 245 | 250 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications.<br>(Crédit non limitatif) | 425 | — | — | — | — |
| 12.122 | 05.00 | Pôle protection sanitaire : Frais d'experts, projets et plans nationaux du pôle, frais d'impression et de conférences, frais d'analyses et de mesures dans le cadre des activités du pôle protection sanitaire.<br>(Crédit non limitatif) | 565 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| 12.123 | 13.90 | Pôle soins de santé: Frais d'experts, projets et plans nationaux du pôle, frais d'impression et de conférences dans le cadre des activités du pôle soins de santé.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.280 | 1.000 | 1.050 | 1.100 | 1.150 |
| 12.126 | 05.10 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 150 | 56 | 60 | 65 | 70 |
| 12.127 | 13.90 | Création de l'agence nationale du médicament et des produits cosmétiques : frais de fonctionnement, frais d'experts et d'études et dépenses spécifiques au service.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50 | 519 | 1 | 1 | 1 |
| 12.130 | 13.90 | Pôle support à l'innovation - Service épidémiologie et statistiques et Point focal OEDT : frais d'experts et dépenses spécifiques au service | 225 | 450 | 340 | 350 | 360 |

17.01 — Direction de la Santé

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.134 | 13.90 | Pôle support à l'innovation : Frais d'experts, projets et plans nationaux du pôle, frais de communication, d'impression et de conférences dans le cadre des activités du service coordination des plans nationaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.100 | 1.084 | 1.094 | 1.104 | 1.114 |
| 12.140 | 05.10 | Pôle médecine préventive et santé des populations : Frais d'experts, projets et plans nationaux du pôle, frais d'impression et de conférences dans le cadre des activités du pôle.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 860 | 823 | 830 | 840 | 850 |
| 12.190 | 13.90 | Frais d'inscription à des formation et de spécialisation du personnel des services relevant de la Direction de la santé..... | 90 | 130 | 130 | 130 | 130 |
| 12.230 | 13.90 | Frais de repas et dépenses diverses dans le cadre de conférences et de manifestations liés à la prévention et à la promotion de la santé ..... | 40 | — | — | — | — |
| 12.250 | 05.00 | Service de la direction de la santé : frais administratifs, frais d'exploitation des véhicules, frais postaux et de télécommunication et dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 180 | 650 | 660 | 670 | 680 |
| 12.252 | 05.20 | Pôle Soins de santé: frais de fonctionnement et dépenses spécifiques au pôle ..... | 7 | — | — | — | — |
| 12.256 | 05.00 | Frais de fonctionnement et dépenses spécifiques des pôles.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 340 | 484 | 490 | 500 | 510 |
| 12.257 | 05.10 | Service Communication: campagnes de santé publique et dépenses spécifiques au service.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 600 | 850 | 850 | 850 | 850 |
| 12.258 | 05.00 | Pôle support à l'innovation : acquisition et entretien d'équipement informatique et consommables, frais d'experts, dépenses spécifiques au service informatique et gestion de projets de digitalisation en santé.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 969 | 700 | 710 | 720 | 730 |
| 12.259 | 05.10 | Pôle médecine préventive et santé des populations: frais de fonctionnement et dépenses spécifiques au pôle..... | 140 | — | — | — | — |
| 12.270 | 13.90 | Bâtiments: loyers, charges, exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.400 | 5.665 | 5.700 | 5.800 | 5.900 |
| 12.302 | 05.10 | Division de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents: honoraires pour prestations médicales et de soins et formation médecine scolaire.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 930 | 830 | 840 | 850 | 860 |

17.01 — Direction de la Santé — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.303 | 05.10 | Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies et relatif au Règlement sanitaire international; frais concernant la médecine de catastrophe. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.765 | 175 | 175 | 175 | 175 |
| 12.304 | 05.10 | Acquisition de vaccins, médicaments d'urgence, trousses d'urgences et frais connexes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11.000 | 21.007 | 21.050 | 18.000 | 18.050 |
| 12.306 | 05.10 | Programmes de dépistage des cancers: frais de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 1.250 | 1.350 | 1.375 | 1.400 |
| 12.307 | 13.90 | Dépistage néonatal par séquençage ADN. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 12.309 | 13.90 | Accueil des demandeurs de protection international: frais concernant le contrôle sanitaire, frais de détection et de prise en charge des personnes vulnérables pour raison médicale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.500 | 2.700 | 2.700 | 2.700 | 2.700 |
| 12.311 | 05.10 | Programme de lutte contre les drogues et le SIDA: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 12.313 | 07.32 | Evacuation de déchets radioactifs et d'autres produits dangereux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 12.320 | 13.90 | Acquisition et distribution du cannabis médical: frais de mise en oeuvre, frais d'experts, formation et frais connexes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.000 | 3.000 | 3.100 | 3.200 | 3.300 |
| 12.322 | 13.90 | Maisons médicales : frais de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.730 | 3.513 | 3.900 | 3.900 | 3.900 |
| 12.330 | 13.90 | Programme EU4Health: frais de déploiement du programme européen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 912 | 912 | 835 | 298 | — |
| 12.335 | 13.90 | Service Emergency, Preparedness and Response: Frais d'experts, frais de fonctionnement et gestion de la Réserve sanitaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 125 | 125 | 130 | 135 | 140 |
| 12.340 | 13.90 | Création de la Centrale Nationale d'Achat et de Logistique: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 435 | * | 1 | 1 | 1 |

17.01 — Direction de la Santé — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.342 | 13.90 | Frais de mise en place, de coordination et d'évaluation des réseaux de compétences.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.350 | 3.000 | 3.200 | 3.400 | 3.600 |
| 12.345 | 13.90 | Frais d'enquêtes, de registres et de collectes de données en santé publique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 2.358 | 2.623 | 2.700 | 2.750 | 2.800 |
| 12.350 | 13.90 | Remboursement de projets et d'études financés par les institutions européennes.<br>(Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 31.000 | 13.90 | Participation aux frais découlants de services prestés par les établissements hospitaliers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.798 | 2.635 | 2.700 | 2.750 | 2.800 |
| 31.010 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement d'un service de coordination et de promotion des dons d'organes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 620 | 620 | 630 | 640 | 650 |
| 33.000 | 13.90 | Subventions en faveur du développement et le soutien de la recherche médicale à l'hôpital et des projets de recherches cliniques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.034 | 1.063 | 806 | 962 | 1.272 |
| 33.001 | 13.90 | Participation aux frais d'instituts, d'associations et de centres de prévention.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 3.192 | 3.464 | 3.500 | 3.550 |
| 33.010 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement de l'association oeuvrant dans la gestion et l'exploitation du stock national de pandémie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 387 | 897 | — | — | — |
| 42.001 | 13.90 | Participation aux programmes de médecine préventive dans le cadre de l'article 17 du Code de la sécurité sociale et prise en charge des indemnités des médecins-généralistes du service de remplacement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.600 | 14.950 | 15.684 | 16.684 | 17.684 |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 12.627 | 13.90 | Création de l'agence nationale du médicament et des produits cosmétiques : frais de fonctionnement, frais d'experts et d'études et dépenses spécifiques au service | 55 | 12 | — | — | — |
| 12.634 | 13.90 | Pôle support à l'innovation : Frais d'experts, projets et plans nationaux du pôle, frais de communication, d'impression et de conférences dans le cadre des activités du service coordination des plans nationaux | 1 | — | — | — | — |

17.01 — Direction de la Santé — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.640 | 13.90 | Pôle médecine préventive et santé des populations: Frais d'experts, projets et plans nationaux du pôle, frais de communication, d'impression et de conférences dans le cadre des activités du pôle | 4 | — | — | — | — |
| 12.750 | 13.90 | Service de la direction de la santé : frais administratifs, frais d'exploitation des véhicules, dépenses diverses | 3 | * | — | — | — |
| 12.756 | 13.90 | Pôle protection sanitaire: frais de fonctionnement et dépenses spécifiques du pôle | * | 11 | — | — | — |
| 12.757 | 13.90 | Service Communication: campagnes de santé publique et dépenses spécifiques au service | — | 8 | — | — | — |
| 12.803 | 13.90 | Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies et relatif au Règlement sanitaire international; frais concernant la médecine de catastrophe. | — | 52 | — | — | — |
| 12.822 | 13.90 | Maisons médicales : frais de fonctionnement | 34 | — | — | — | — |
| 12.824 | 13.90 | Plan national "Prévention de la démence" : travaux de mise en œuvre, dépenses diverses | — | 56 | — | — | — |
| 31.500 | 13.90 | Participation aux frais découlants de services prestés par les établissements hospitaliers | — | 31 | — | — | — |
| | | Total de la section 17.01 | 104.219 | 123.555 | 125.823 | 126.259 | 130.205 |
| | | **Section 17.02 — Laboratoire national de santé** | | | | | |
| 11.005 | 05.20 | Rémunération du personnel | 12.831 | 10.961 | 11.487 | 12.013 | 12.540 |
| 41.000 | 05.20 | Dotation dans l'intérêt de la couverture des frais de l'établissement public "Laboratoire national de Santé". (Crédit non limitatif) | 16.608 | 20.728 | 19.947 | 20.469 | 21.012 |
| | | Total de la section 17.02 | 29.439 | 31.689 | 31.434 | 32.482 | 33.553 |

17.03 — Centre thermal et de santé de Mondorf — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 17.03 — Centre thermal et de santé de Mondorf** | | | | | |
| 31.020 | 05.23 | Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.505 | 2.553 | 2.620 | 2.679 | 2.752 |
| | | Total de la section 17.03 | 2.505 | 2.553 | 2.620 | 2.679 | 2.752 |
| | | **Section 17.05 — Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé** | | | | | |
| 41.000 | 13.90 | Dotation dans l'intérêt de la couverture des frais de l'établissement public "Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de santé".<br>(Crédit non limitatif) | 1.250 | 1.231 | 3.000 | 4.000 | 4.920 |
| | | Total de la section 17.05 | 1.250 | 1.231 | 3.000 | 4.000 | 4.920 |
| | | **Section 17.06 — Observatoire national de la santé** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | 1.870 | 1.792 | 1.878 | 1.964 | 2.050 |
| 11.130 | 13.90 | Indemnités pour services extraordinaires | * | * | * | * | * |
| 12.000 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | 48 | 54 | 54 | 54 | 54 |
| 12.010 | 13.90 | Frais de route et de séjour | 2 | 41 | 45 | 44 | 47 |
| 12.012 | 13.90 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 40 | — | — | — | — |
| 12.020 | 13.90 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.080 | 13.90 | Bâtiments: exploitation et entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 95 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 12.120 | 13.90 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 185 | 188 | 188 | 188 | 188 |
| 12.121 | 13.90 | Frais d'études et de participation à des études nationales et internationales | 3 | — | — | — | — |

17.06 — Observatoire national de la santé — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.128 | 13.90 | Communication et nouveaux médias | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| 12.190 | 13.90 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation. (Crédit sans distinction d'exercice) | 47 | 31 | 31 | 45 | 31 |
| 12.191 | 13.90 | Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel de l'Observatoire national de santé | 14 | 16 | 17 | 18 | 18 |
| 12.250 | 13.90 | Frais d'exploitation et dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 33 | 25 | 30 | 30 | 30 |
| 12.258 | 13.90 | Frais d'acquisition et d'entretien d'équipement informatique, gestion des imprimantes et consommables et dépenses spécifiques au service | 1 | — | — | — | — |
| 12.300 | 13.90 | Projet UE HORIZON-MSCA HealthIntelAct : frais de déploiement du projet européen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 67 | 36 | 36 | 36 | — |
| | | Total de la section 17.06 | 2.475 | 2.302 | 2.399 | 2.498 | 2.538 |
| | | **Section 17.07 — Centrale nationale d'achat et de logistique** | | | | | |
| 11.000 | 13.90 | Rémunération du personnel | * | 2.767 | 4.558 | 4.584 | 4.884 |
| 41.000 | 13.90 | Dotation dans l'intérêt de l'établissement public " Centrale nationale d'achat et de logistique". (Crédit non limitatif) | 817 | 2.186 | 5.660 | 5.768 | 5.808 |
| | | Total de la section 17.07 | 817 | 4.953 | 10.218 | 10.352 | 10.692 |
| | | **Section 17.09 — Inspection générale de la sécurité sociale** | | | | | |
| 11.005 | 06.10 | Rémunération du personnel | 12.143 | 12.487 | 13.086 | 13.686 | 14.286 |
| 12.070 | 06.10 | Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale, section informatique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 889 | 946 | 975 | 987 | 1.007 |
| 12.120 | 06.10 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 580 | 657 | 538 | 542 | 550 |
| 12.130 | 06.10 | Frais de publication. (Crédit sans distinction d'exercice) | 28 | 34 | 25 | 38 | 28 |

17.09 — Inspection générale de la sécurité sociale — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.250 | 06.10 | Frais généraux de fonctionnement. (Crédit sans distinction d'exercice) | 133 | 133 | 137 | 135 | 136 |
| 35.060 | 06.10 | Cotisations à des organismes internationaux | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| | | Total de la section 17.09 | 13.783 | 14.266 | 14.771 | 15.398 | 16.017 |
| | | **Section 17.10 — Contrôle médical de la sécurité sociale** | | | | | |
| 11.005 | 06.10 | Rémunération du personnel | 11.265 | 10.832 | 11.352 | 11.872 | 12.393 |
| 12.050 | 13.90 | Achat de biens et services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif) | * | 58 | 58 | 58 | 58 |
| 12.110 | 13.90 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.150 | 06.10 | Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 125 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| 12.250 | 06.10 | Frais généraux de fonctionnement | 132 | 130 | 131 | 131 | 132 |
| 12.270 | 06.10 | Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.955 | 3.116 | 3.318 | 3.330 | 3.559 |
| | | Total de la section 17.10 | 14.488 | 14.270 | 14.993 | 15.525 | 16.277 |
| | | **Section 17.11 — Conseil arbitral de la sécurité sociale** | | | | | |
| 11.005 | 06.10 | Rémunération du personnel | 4.412 | 4.670 | 4.894 | 5.118 | 5.343 |
| 11.130 | 06.10 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.000 | 06.10 | Indemnités pour services de tiers | 63 | 65 | 66 | 66 | 68 |
| 12.150 | 06.10 | Rapports médicaux, frais d'expertises et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 580 | 580 | 590 | 600 | 612 |
| 12.250 | 06.10 | Frais généraux de fonctionnement. (Crédit sans distinction d'exercice) | 278 | 250 | 254 | 259 | 264 |
| | | Total de la section 17.11 | 5.334 | 5.566 | 5.805 | 6.044 | 6.289 |

17.12 — Conseil supérieur de la sécurité sociale — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 17.12 — Conseil supérieur de la sécurité sociale** | | | | | |
| 11.005 | 06.10 | Rémunération du personnel | 642 | 685 | 717 | 750 | 783 |
| 11.130 | 06.10 | Indemnités pour services extraordinaires | * | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 12.000 | 06.10 | Indemnités pour services de tiers | 14 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.150 | 06.10 | Frais d'expertises médicales et autres frais d'instruction; frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 43 | 40 | 41 | 41 | 42 |
| 12.250 | 06.10 | Frais généraux de fonctionnement | 34 | 39 | 40 | 41 | 41 |
| | | Total de la section 17.12 | 733 | 779 | 813 | 848 | 882 |
| | | **Section 17.13 — Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance** | | | | | |
| 11.005 | 06.12 | Rémunération du personnel | 9.547 | 10.614 | 11.123 | 11.633 | 12.143 |
| 12.120 | 06.12 | Indemnités des évaluateurs vacataires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 186 | 140 | 142 | 145 | 148 |
| 12.121 | 06.12 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 7 | 101 | 9 | 9 | 9 |
| 12.150 | 06.12 | Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 552 | 565 | 574 | 584 | 596 |
| 12.250 | 06.12 | Frais généraux de fonctionnement | 175 | 254 | 182 | 186 | 189 |
| 12.270 | 06.12 | Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.694 | 1.890 | 2.013 | 2.020 | 2.159 |
| | | Total de la section 17.13 | 12.160 | 13.563 | 14.043 | 14.576 | 15.245 |

17.14 — Caisse nationale de santé — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 17.14 — Assurance maladie - maternité - dépendance - Caisse nationale de santé** | | | | | |
| 34.010 | 06.30 | Prise en charge par l'Etat (art 32 CSS) des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13, 15 et 22 du C.S.S..<br>(Crédit non limitatif) | 1.616 | 1.619 | 1.042 | 1.059 | 1.102 |
| 42.003 | 05.20 | Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en nature.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.781.547 | 1.848.685 | 1.948.784 | 2.047.668 | 2.152.487 |
| 42.004 | 05.20 | Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 94.740 | 97.600 | 102.530 | 107.329 | 112.474 |
| 42.005 | 06.13 | Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie-maternité: dotation forfaitaire | 20.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 | 59.000 |
| 42.006 | 06.13 | Participation de l'Etat au financement de l'assurance-maladie: dotation pour dépenses liées aux mesures COVID-19.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 42.007 | 06.12 | Participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 437.477 | 458.002 | 505.203 | 528.568 | 554.956 |
| 42.008 | 05.20 | Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 42.010 | 06.12 | Versement à l'assurance dépendance du produit de la contribution spéciale résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique | 1.877 | 1.774 | 1.793 | 1.800 | 1.804 |
| | | Total de la section 17.14 | 2.337.261 | 2.466.686 | 2.618.356 | 2.745.430 | 2.881.827 |
| | | **Section 17.15 — Mutualité des employeurs** | | | | | |
| 42.000 | 06.10 | Contribution de l'Etat au financement de la Mutualité des employeurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 250.800 | 288.100 | 297.000 | 310.600 | 325.500 |
| | | Total de la section 17.15 | 250.800 | 288.100 | 297.000 | 310.600 | 325.500 |

17.16 — Assurance pension contributive

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 17.16 — Assurance pension contributive** | | | | | |
| 42.000 | 06.12 | Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.708.068 | 2.984.560 | 3.142.268 | 3.296.782 | 3.462.483 |
| | | Total de la section 17.16 | 2.708.068 | 2.984.560 | 3.142.268 | 3.296.782 | 3.462.483 |
| | | **Section 17.17 — Assurance accidents** | | | | | |
| 42.001 | Divers codes | Association d'assurance contre les accidents: prise en charge des prestations délivrées au titre des accidents survenus dans le cadre des activités assurées sur base de l'article 91 du Code de la Sécurité sociale ainsi que dans le cadre des travaux en régie (loi du 17.12.1925) assurés en vertu de l'ancien article 90 du C.S.S..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.377 | 9.598 | 10.719 | 12.001 | 13.470 |
| | | Total de la section 17.17 | 7.377 | 9.598 | 10.719 | 12.001 | 13.470 |
| | | **Section 17.18 — Dommages de guerre corporels** | | | | | |
| 34.000 | 06.35 | Crédits mis à la disposition de l'office des dommages de guerre pour l'indemnisation des dommages de guerre corporels.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 600 | 525 | 500 | 450 | 450 |
| | | Total de la section 17.18 | 600 | 525 | 500 | 450 | 450 |
| | | Total du département 17 | 5.731.088 | 6.215.246 | 6.561.804 | 6.873.122 | 7.211.276 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **18 — MINISTERE DES SPORTS** | | | | | |
| | | **Section 18.00 — Sports.- Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 08.30 | Rémunération du personnel..... | 4.920 | 6.097 | 6.390 | 6.683 | 6.976 |
| 11.130 | 08.30 | Indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 75 | 77 | 78 | 79 | 80 |
| 11.133 | Divers codes | Sportlycée - Centres de formation: indemnités pour services extraordinaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 120 | 120 | 120 | 125 | 130 |
| 11.310 | 08.30 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 959 | 442 | — | — | — |
| 12.000 | 08.30 | Indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.871 | 1.876 | 1.908 | 1.940 | 1.980 |
| 12.004 | 08.30 | Sportlycée - Centres de formation: indemnités pour services de tiers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 900 | 925 | 950 | 1.000 | 1.050 |
| 12.010 | 08.30 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement ..... | 12 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 12.012 | 08.30 | Frais de route et de séjour à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 65 | 35 | 40 | 50 | 40 |
| 12.020 | 08.30 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos électriques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| 12.120 | 08.30 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 149 | 600 | 444 | 250 | 100 |
| 12.140 | 08.30 | Communication, médias sociaux et campagnes de sensibilisation, frais divers..... | 150 | 209 | 250 | 300 | 350 |
| 12.160 | 05.30 | Service médico-sportif: analyses et matériel médical; dépenses diverses ..... | 116 | 123 | 125 | 127 | 130 |
| 12.191 | 08.30 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation ..... | 8 | 10 | 10 | 10 | 10 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.200 | 08.30 | Contribution à l'assurance-accidents et à l'assurance responsabilité civile collectives des sportifs ainsi qu'à la caisse de secours mutuel des sportifs. (Crédit non limitatif) | 156 | 168 | 153 | 153 | 153 |
| 12.230 | 13.90 | Frais de représentation, frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 72 | 47 | 47 | 47 | 47 |
| 12.260 | 08.30 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 51 | 51 | 52 | 53 | 54 |
| 12.270 | 08.30 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 15 | 19 | 19 | 19 | 19 |
| 12.300 | 08.30 | Trophée national et autres distinctions | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.310 | 08.30 | Appui et soutien d'actions en faveur du sport loisir et du bénévolat : dépenses diverses | 170 | 285 | 285 | 285 | 285 |
| 12.340 | 08.30 | Sauvegarde du patrimoine sportif: conservation des collections et du matériel de sport; organisation d'expositions; dépenses diverses | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 12.341 | 13.90 | Soutien à une "Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 250 | * | * | * |
| 12.361 | 08.30 | Appui et soutien d'actions en faveur du bénévolat dans le domaine du sport: dépenses diverses | 80 | — | — | — | — |
| 12.362 | 08.30 | Participation de l'Etat dans le cadre de l'initiative "Semaine européenne du sport". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 |
| 12.363 | 08.30 | Plan cadre national "Gesond iessen, méi beweegen": dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 50 | — | — | — | — |
| 12.365 | 08.30 | Mesures d'appui particulières pour le sportif d'élite: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 12.366 | 08.30 | Participation du Ministère des Sports à des événements internationaux: dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 50 | 100 | 100 | * |
| 32.020 | 08.30 | Congé sportif: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.200 | 1.500 | 1.600 | 1.700 | 1.800 |

18.00 — Sports.- Dépenses générales

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.000 | 08.30 | Convention avec le Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois dans l'intérêt de la participation de l'Etat aux frais de personnel de l'organe suprême du sport luxembourgeois.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.100 | 1.400 | 1.424 | 1.457 | 1.488 |
| 33.001 | 08.30 | Contribution financière au "Luxembourg Institute for High Performance in Sports (LIHPS)" dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention.<br>(Crédit non limitatif) | 1.750 | 2.245 | 2.325 | 2.415 | 2.520 |
| 33.002 | 08.30 | Financement des programmes et projets de recherche entrepris par l'association sans but lucratif "Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science" (LIROMS) | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 |
| 33.010 | 08.30 | Subsides aux fédérations sportives agréées, aux sociétés affiliées et au Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois | 2.500 | 3.750 | 4.100 | 4.850 | 5.250 |
| 33.011 | 08.30 | Animation et appui du sport-loisirs: subsides | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| 33.012 | 08.30 | Promotion de l'image du Luxembourg dans le sport.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 950 | 1.000 | 2.050 | 2.090 | 2.130 |
| 33.013 | 08.30 | Participation à l'indemnisation des cadres administratifs et des entraîneurs nationaux des fédérations sportives agréées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11.500 | 15.000 | 16.298 | 16.705 | 17.123 |
| 33.017 | 08.30 | Relations sportives avec des pays, fédérations ou institutions sportives, partenaires ou non d'un accord bilatéral ou multilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 33.018 | 08.30 | Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 480 | 450 | 300 | 300 | 300 |
| 33.020 | 08.30 | Mesures de promotion dans l'intérêt du sport de compétition et du sport d'élite: dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.000 | 3.300 | 5.000 | 6.000 | 6.425 |
| 33.021 | 08.30 | Participation aux frais de fonctionnement des fédérations sportives agréées | 1.000 | — | — | — | — |
| 33.023 | 05.30 | Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD): participation aux frais de fonctionnement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 745 | 1.175 | 1.600 | 2.000 | 2.460 |

18.00 — Sports.- Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.028 | 08.30 | Subsides de base et Qualité Plus accordés aux clubs sportifs agréés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.500 | 5.030 | 7.700 | 7.893 | 8.090 |
| 33.030 | 08.30 | Mesures en faveur d'une éducation motrice de base adaptée aux enfants.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 286 | 285 | 290 | 295 | 300 |
| 35.031 | 05.30<br>08.30 | Contribution pour le fonctionnement de l'agence mondiale antidopage (AMA).<br>(Crédit non limitatif) | 37 | 40 | 43 | 46 | 49 |
| 35.060 | 08.30 | Contributions à des organisations et institutions internationales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 18 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 41.011 | 08.30 | Remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) d'une tâche partielle de médecin, d'infirmière et de physiothérapeute pour le contrôle médico-sportif.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 121 | 124 | 126 | 128 | 131 |
| 41.051 | Divers codes | Dotation financière de l'Etat au profit du service Sportlycée: participation du Ministère des Sports | 106 | 114 | 116 | 118 | 120 |
| 43.000 | 08.30 | Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes et des syndicats intercommunaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.619 | 2.666 | 2.712 | 2.764 | 2.820 |
| 43.001 | 13.90 | Soutien aux communes et des syndicats de commune en vue du développement de l'activité physique et des sports.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.045 | 2.715 | 5.549 | 6.045 | 5.752 |
| | | Total de la section 18.00 | 45.219 | 52.940 | 62.964 | 66.788 | 68.923 |
| | | **Section 18.01 — Institut national des sports** | | | | | |
| 11.005 | 08.30 | Rémunération du personnel | 2.591 | 2.695 | 2.824 | 2.954 | 3.083 |
| 41.050 | 13.90 | Dotation financière de l'Etat au profit du service de l'Etat à gestion séparée "Institut national des sports".<br>(Crédit non limitatif) | 1.140 | 1.760 | 2.877 | 4.304 | 4.353 |
| | | Total de la section 18.01 | 3.731 | 4.455 | 5.701 | 7.258 | 7.436 |
| | | **Section 18.02 — Centre national sportif et culturel** | | | | | |
| 11.005 | 08.30 | Rémunération du personnel | 214 | 163 | 171 | 179 | 186 |

18.02 — Centre national sportif et culturel — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41.010 | 08.30 | Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de l'établissement public "Centre national sportif et culturel". (Crédit non limitatif) | 10.375 | 10.790 | 11.840 | 11.645 | 11.300 |
| | | Total de la section 18.02 | 10.589 | 10.953 | 12.011 | 11.824 | 11.486 |
| | | **Section 18.03 — Institut national de l'activité physique et des sports** | | | | | |
| 11.005 | 08.30 | Rémunération du personnel | 4.293 | 5.396 | 5.655 | 5.914 | 6.173 |
| 11.130 | 08.30 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 218 | 227 | 315 | 324 | 327 |
| 12.000 | 08.30 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 984 | 1.030 | 1.432 | 1.472 | 1.486 |
| 41.050 | 08.30 | Dotation dans l'intérêt du fonctionnement de l'Institut national de l'activité physique et des sports. (Crédit non limitatif) | 1.460 | 1.615 | 2.867 | 2.948 | 2.974 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.500 | 13.90 | Indemnités pour services de tiers. | — | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 18.03 | 6.954 | 8.269 | 10.269 | 10.658 | 10.960 |
| | | **Section 18.04 — Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | Rémunération du personnel | — | * | — | — | — |
| 41.010 | 13.90 | Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de l'établissement public " Initiative pour la promotion de l'emploi dans le secteur du sport". (Crédit non limitatif) | — | * | 1.924 | 1.983 | 1.981 |
| | | Total de la section 18.04 | — | * | 1.924 | 1.983 | 1.981 |
| | | Total du département 18 | 66.493 | 76.617 | 92.869 | 98.511 | 100.787 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **19 — MINISTERE DU TRAVAIL** | | | | | |
| | | **Section 19.00 — Travail. - Dépenses générales** | | | | | |
| 11.005 | 06.40 | Rémunération du personnel..... | 7.194 | 7.901 | 8.280 | 8.659 | 9.039 |
| 11.130 | 06.40 | Indemnités pour services extraordinaires..... | 12 | 14 | 14 | 14 | 14 |
| 11.310 | 06.40 | Nouveaux recrutements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.167 | 935 | — | — | — |
| 12.000 | 06.40 | Indemnités pour services de tiers ..... | 5 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 12.010 | 06.40 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 120 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.020 | 06.40 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.120 | 06.42 | Frais d'experts et d'études, de consultance et de traduction; participation à des études d'organisations internationales.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 12.122 | 06.40 | Frais de contrôle des entreprises de travail intérimaire, des projets financés par le Fonds pour l'emploi et d'institutions conventionnées par le Ministère du Travail.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 40 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 12.125 | 13.90 | Frais d'experts et d'études en matière informatique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 12.190 | 06.43 | Colloques, séminaires, stages, cours et journées d'études: frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 30 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 12.210 | 13.90 | Dépenses d'alimentation..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.230 | 06.40 | Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 110 | 50 | 50 | 50 |
| 12.260 | 06.40 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 170 | 140 | 140 | 140 | 140 |

19.00 — Travail. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.270 | 13.90 | Entretien, exploitation et location d'immeubles; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 373 | 385 | 385 | 385 | 385 |
| 12.301 | 06.43 | Frais résultant des actions entamées par le Ministère du Travail dans le cadre 1. de l'ancienne loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi telle qu'elle a été intégrée dans le code du travail 2. du comité permanent de l'emploi 3. du comité de coordination tripartite 4. de la responsabilité sociale des entreprises: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports, publications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 12.302 | 06.34 | Observatoire du marché de l'emploi.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 325 | 315 | 315 | 315 | 315 |
| 32.011 | 06.43 | Prestations de réemploi: participation à la création et à la promotion de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois, aides en faveur d'actions pour une meilleure employabilité des demandeurs d'emploi, de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelles susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible.<br>(Crédit non limitatif)..... | * | * | * | * | * |
| 32.012 | 06.43 | Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation : délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, salariés désignés, coordinateurs de la sécurité.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 120 | 135 | 135 | 135 | 135 |
| 32.013 | 06.43 | Remboursement aux employeurs des rémunérations des salariés participant à des cours de langue luxembourgeoise.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 260 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 32.014 | 06.40 | Remboursement aux employeurs des frais résultant des jours de congés extraordinaires prévus à l'article L. 233-16 du Code du travail.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 11.500 | 13.650 | 13.950 | 14.300 | 14.550 |
| 33.001 | 06.42 | Participation financière de l'État à des organismes mettant en œuvre des actions nationales et transfrontalières ayant trait au travail et à l'emploi.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 921 | 1.050 | 1.050 | 1.050 | 1.050 |
| 33.002 | 06.40 | Action de prévention et de lutte contre les traumatismes psycho-sociaux provoqués notamment par toute forme de harcèlement moral ou de stress sur le lieu de travail.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 230 | 300 | 310 | 320 | 330 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 33.003 | 06.36 | Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées: dépenses supplémentaires résultant d'accords salariaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.370 | * | * | * | * |
| 33.004 | 13.90 | Participation aux frais de fonctionnement du "Musée vun der Aarbecht" (MUAR).<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 25 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 33.011 | 13.90 | Participation aux projets de formation des délégués du personnel par la Chambre des Salariés Luxembourg.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 163 | 175 | 175 | 175 | 175 |
| 33.013 | 06.40 | Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des salariés.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 360 | 360 | 360 | 360 | 360 |
| 33.014 | 06.40 | Participation à l'organisation de cours de langue luxembourgeoise dans l'intérêt du renforcement de la politique d'intégration de la main-d'oeuvre étrangère | 100 | — | — | — | — |
| 34.090 | 06.40 | Subsides aux apprentis et salariés méritants ainsi qu'aux organisations oeuvrant en faveur de la promotion de l'apprentissage | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 35.030 | 06.40 | Cotisations et contributions à des organismes internationaux.<br>(Crédit non limitatif) | 115 | 115 | 115 | 115 | 115 |
| 41.002 | 13.90 | Participation de l'Etat à raison de cinquante pour cent dans les frais effectifs des élections quinquennales pour le renouvellement de la Chambre des Salariés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | — | — | 30 | 900 |
| | | Total de la section 19.00 | 28.735 | 26.110 | 25.804 | 26.573 | 28.083 |
| | | **Section 19.01 — Agence pour le développement de l'emploi** | | | | | |
| 11.005 | 06.43 | Rémunération du personnel | 64.481 | 67.928 | 71.188 | 74.449 | 77.717 |
| 11.130 | 06.43 | Indemnités pour services extraordinaires | 8 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| 41.050 | 06.43 | Dotation financière de l'Etat au profit du service (Agence pour le Développement de l'Emploi).<br>(Crédit non limitatif) | 11.000 | 11.000 | 11.250 | 11.250 | 11.129 |
| | | Total de la section 19.01 | 75.490 | 78.935 | 82.446 | 85.706 | 88.854 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 19.02 — Inspection du travail et des mines** | | | | | |
| 11.005 | 06.42 | Rémunération du personnel | 26.854 | 30.760 | 32.236 | 33.713 | 35.193 |
| 12.010 | 06.42 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 85 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| 12.020 | 06.42 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs et des vélos de service. (Crédit sans distinction d'exercice) | 93 | 83 | 86 | 90 | 94 |
| 12.121 | 06.42 | Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice) | 946 | 1.084 | 1.158 | 1.112 | 1.190 |
| 12.125 | 06.42 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 170 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| 12.190 | 06.42 | Amélioration des conditions de travail: frais d'éducation, formation interne des inspecteurs du travail et du nouveau personnel, stages et séminaires de formation et de perfectionnement; dépenses diverses | 320 | 520 | 520 | 520 | 420 |
| 12.210 | 06.42 | Dépenses d'alimentation | 12 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 12.260 | 06.42 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 695 | 600 | 627 | 630 | 630 |
| 12.270 | 06.42 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 230 | 335 | 351 | 358 | 358 |
| 34.110 | 06.42 | Participation au programme pluriannuel d'actions communautaires et nationales en matière de conditions de travail. (Crédit sans distinction d'exercice) | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 35.030 | 06.42 | Contributions à des organismes internationaux | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 12.760 | 13.90 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | — | 2 | — | — | — |
| | | Total de la section 19.02 | 29.656 | 33.849 | 35.445 | 36.890 | 38.352 |

19.03 — Ecole supérieure du travail

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 19.03 — Ecole supérieure du travail** | | | | | |
| 11.005 | 04.54 | Rémunération du personnel | 745 | 736 | 771 | 807 | 842 |
| 11.130 | 04.50 | Indemnités pour services extraordinaires | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.000 | 04.50 | Indemnités pour services de tiers | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 12.010 | 04.54 | Frais de route et de séjour | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 |
| 12.190 | 04.54 | Cours de formation: frais de fonctionnement. (Crédit sans distinction d'exercice) | 152 | 105 | 105 | 105 | 105 |
| 12.260 | 04.54 | Frais d'exploitation et frais administratifs; dépenses diverses | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 12.270 | 04.54 | Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13 | 21 | 22 | 22 | 22 |
| | | Total de la section 19.03 | 924 | 875 | 910 | 946 | 981 |
| | | **Section 19.04 — Fonds pour l'emploi** | | | | | |
| 93.000 | 06.14 | Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 881.039 | 920.758 | 971.710 | 1.033.478 | 1.100.677 |
| 93.001 | 06.14 | Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 93.002 | 06.14 | Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 93.003 | 06.14 | Versement au fonds pour l'emploi d'un produit de 2,2% de l'impôt sur la fortune. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 27.060 | 22.880 | 23.760 | 24.750 | 25.850 |
| 93.004 | 13.90 | Versement au fonds pour l'emploi du produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 116.411 | 113.113 | 112.935 | 112.756 | 112.578 |
| | | Total de la section 19.04 | 1.025.510 | 1.057.751 | 1.109.405 | 1.171.984 | 1.240.105 |

19.05 — Emploi des accidentés et des handicapés — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 19.05 — Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées** | | | | | |
| 31.050 | 06.34 | Participations au salaire des salariés handicapés allouées en application de l'article 15 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ainsi que du règlement grand-ducal d'application; enquêtes et expertises à effectuer en exécution de la même loi.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 15.321 | 14.890 | 15.734 | 16.671 | 17.580 |
| 31.051 | 06.34 | Participations au salaire des salariés handicapés allouées aux ateliers protégés conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 49.605 | 51.571 | 55.816 | 58.840 | 63.400 |
| 32.020 | 06.34 | Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux salariés handicapés au titre de l'article 36 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.180 | 1.143 | 1.262 | 1.320 | 1.385 |
| 33.001 | 06.34 | Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 34.670 | 36.950 | 39.090 | 41.260 | 43.382 |
| 34.090 | 06.34 | Mesures d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles des salariés handicapés dans des institutions publiques ou privées: frais de transport; primes et indemnités d'encouragement et de rééducation (article 8 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| | | Total de la section 19.05 ..... | 100.826 | 104.604 | 111.952 | 118.141 | 125.797 |
| | | **Section 19.06 — Economie sociale et solidaire** | | | | | |
| 12.120 | 06.30 | Frais d'experts et d'études.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 150 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 12.140 | 06.30 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 12.190 | 06.30 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 31.020 | 13.90 | Aides, subventions et participations financières de l'Etat à des opérateurs économiques du secteur de l'économie sociale et solidaire et d'autres opérateurs économiques mettant en oeuvre des activités ayant trait à l'économie sociale et solidaire. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 30 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 33.000 | 06.30 | Participations financières de l'Etat à des organisations représentatives de l'économie sociale et solidaire et d'autres organismes mettant en oeuvre des activités nationales ayant trait à l'économie sociale et solidaire. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 470 | 470 | 470 | 470 | 470 |
| 35.030 | 13.90 | Participations financières de l'Etat à des institutions internationales mettant en oeuvre des activités ayant trait à l'économie sociale et solidaire. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| | | Total de la section 19.06 ..... | 1.150 | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 |
| | | Total du département 19 ..... | 1.262.291 | 1.303.224 | 1.367.061 | 1.441.340 | 1.523.272 |

# Chapitre VI – DEPENSES EN CAPITAL

Programme pluriannuel des dépenses en capital
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 30 – Ministère d'Etat | 16.902 | 14.784 | 13.445 | 59.691 | 18.890 |
| 31 – Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur | 443.067 | 679.050 | 759.569 | 866.910 | 992.082 |
| 32 – Ministère des Affaires intérieures | 111.483 | 128.733 | 123.146 | 127.016 | 134.869 |
| 33 – Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | 126.878 | 125.240 | 126.242 | 122.202 | 110.658 |
| 34 – Ministère de la Culture | 31.002 | 26.355 | 31.396 | 27.602 | 27.149 |
| 35 – Ministère de la Digitalisation | 100 | 88 | 88 | 78 | 73 |
| 36 – Ministère de l'Economie | 381.025 | 520.578 | 442.171 | 429.307 | 433.274 |
| 37 – Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | 64.898 | 167.082 | 167.832 | 128.626 | 129.610 |
| 39 – Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | 318.323 | 372.034 | 412.932 | 459.591 | 512.937 |
| 40 – Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | 44.880 | 73.160 | 75.799 | 75.635 | 75.822 |
| 41 – Ministère des Finances | 119.459 | 123.573 | 123.693 | 127.279 | 132.787 |
| 42 – Ministère de la Fonction publique | 61 | 46 | 46 | 46 | 46 |
| 43 – Ministère de la Justice | 6.527 | 4.075 | 4.733 | 4.654 | 4.702 |
| 44 – Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire | 388.320 | 451.387 | 463.241 | 404.811 | 411.123 |
| 45 – Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | 1.287.953 | 1.503.747 | 1.562.653 | 1.707.323 | 1.912.571 |
| 46 – Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | 4.555 | 5.555 | 5.555 | 4.565 | 4.575 |
| 47 – Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | 66.850 | 76.654 | 129.164 | 229.991 | 245.259 |
| 48 – Ministère des Sports | 5.178 | 10.796 | 20.838 | 20.978 | 26.078 |
| 49 – Ministère du Travail | 450 | 441 | 374 | 374 | 374 |
| TOTAL DES DEPENSES EN CAPITAL | 3.417.909 | 4.283.377 | 4.462.916 | 4.796.677 | 5.172.879 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **30 — MINISTERE D'ETAT** | | | | | |
| | | **Section 30.00 — Maison du Grand-Duc** | | | | | |
| 72.000 | 13.90 | Travaux de rénovation et gros entretien du Palais grand-ducal. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 280 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| 72.001 | 13.90 | Travaux de rénovation et gros entretien du Château de Berg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 600 | 970 | 735 | 1.500 | 3.500 |
| 72.002 | 13.90 | Travaux de rénovation et gros entretien du Château de Fischbach. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 461 | 983 | 1.400 | 2.100 | 2.100 |
| 72.003 | 13.90 | Sécurisation du Palais et des châteaux de Berg et Fischbach: frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.617 | 3.506 | 5.650 | 6.480 | 3.817 |
| 72.004 | 13.90 | Travaux de sécurisation, de rénovation et de gros entretien du bâtiment sis 15 rue du Marché-aux-Herbes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 95 | 106 | 120 | * | 90 |
| 74.020 | 13.90 | Acquisition d'installations de télécommunications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12 | 13 | 12 | 12 | 12 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 165 | 173 | 190 | 141 | 147 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 33 | 33 | 34 | 35 | 36 |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition et développement de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 167 | 173 | 178 | 183 | 183 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 156 | 30 | 1 | 1 | 1 |
| | | Total de la section 30.00 | 5.586 | 6.187 | 8.520 | 10.652 | 10.086 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 30.03 — Gouvernement** | | | | | |
| 74.010 | 01.10 | Acquisition de machines de bureau | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 74.040 | 01.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 74.070 | 13.90 | Création et installation d'un monument en l'honneur du Grand-Duc Jean. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 340 | — | — | — |
| | | Total de la section 30.03 | 8 | 348 | 8 | 8 | 8 |
| | | **Section 30.04 — Service Information et Presse** | | | | | |
| 74.040 | 01.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 7 | 12 | 13 | 8 | 13 |
| 74.050 | 01.10 | Acquisition d'équipements informatiques | 3 | — | — | — | — |
| 74.060 | 01.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 16 | 14 | 16 | 16 | 16 |
| | | Total de la section 30.04 | 26 | 26 | 29 | 24 | 29 |
| | | **Section 30.05 — Conseil économique et social** | | | | | |
| 74.010 | 01.10 | Acquisition de machines de bureau | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.020 | 01.10 | Acquisition d'installations de télécommunications | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 74.040 | 01.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | Total de la section 30.05 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| | | **Section 30.06 — Haut-Commissariat à la Protection nationale** | | | | | |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.301 | 02.00 | Frais d'acquisition pour la gestion de crises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.305 | 02.00 | Frais d'acquisition d'équipements spéciaux, de bureau et de télécommunication.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 45 | 147 | 30 | 50 | 60 |
| 74.310 | 02.00 | Computer Emergency Response Team (GovCert).<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.452 | 1.067 | 836 | 852 | 969 |
| | | Total de la section 30.06 ..... | 2.500 | 1.218 | 870 | 906 | 1.033 |
| | | **Section 30.07 — Cultes** | | | | | |
| 52.004 | 08.50 | Participation aux frais de réfection et de remise en état d'édifices publics à caractère national.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 30.07 ..... | * | * | * | * | * |
| | | **Section 30.08 — Médias et Communications** | | | | | |
| 51.050 | 08.40 | Participation de l'Etat aux frais de développement du secteur des technologies de l'information et des communications.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.000 | 4.000 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 74.010 | 08.40 | Acquisition de machines de bureau ..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.020 | 01.10 | Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: acquisition et installation d'équipements; frais accessoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.440 | 2.102 | 949 | 46.427 | 6.061 |
| 74.040 | 08.40 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 74.051 | 13.90 | Acquisition de matériel informatique, matériel radioélectrique et matériel technique en relation avec l'autorité compétente pour le service public réglementé de Galileo et l'autorité compétente GOVSATCOM.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 53 | 53 | 53 | 53 | 53 |
| 74.052 | 13.90 | Acquisition de matériel informatique, matériel technique en relation avec le projet "Quantum Communication Infrastructure".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.170 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier ..... | * | 30 | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.315 | 13.90 | Dépenses d'investissements en relation avec l'élaboration et la mise en œuvre de l'initiative gouvernementale «Innovative Initiatives». (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 93.000 | 13.90 | Alimentation du Fonds pour l'Innovation dans le cadre des appels à projets 5G. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 700 | 1.396 | * | * |
| | | Total de la section 30.08 | 8.774 | 6.997 | 4.009 | 48.092 | 7.726 |
| | | **Section 30.09 — Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg** | | | | | |
| 74.010 | 01.10 | Acquisition de machines de bureau | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Total de la section 30.09 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Total du département 30 | 16.902 | 14.784 | 13.445 | 59.691 | 18.890 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **31 — MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, DE LA DEFENSE, DE LA COOPERATION ET DU COMMERCE EXTERIEUR** | | | | | |
| | | **Section 31.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 74.000 | 01.40 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 110 | 110 | — | — | — |
| 74.040 | 01.40 | Acquisition d'équipements spéciaux, machines de bureau, mobilier; dépenses diverses..... | 36 | 65 | 50 | 50 | 50 |
| 74.050 | 01.40 | Acquisition d'équipements informatiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 29 | 30 | 30 | 31 | 32 |
| 74.060 | 01.40 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 25 | 31 | 29 | 30 | 30 |
| 74.311 | 01.40 | Cellule de crise.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 31.00 ..... | 200 | 236 | 110 | 111 | 112 |
| | | **Section 31.01 — Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger** | | | | | |
| 72.010 | 01.42 | Travaux de construction, de transformation, d'aménagement, de sécurité et de modernisation des immeubles, y compris gros entretien.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 400 | 850 | 920 | 950 | 1.000 |
| 72.011 | 13.90 | Réalisation de mesures de sécurité.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 350 | — | — | — | — |
| 74.000 | 01.42 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 369 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 74.070 | 01.42 | Acquisition d'oeuvres d'art..... | 32 | 32 | 32 | 32 | 32 |
| 74.250 | 01.42 | Frais d'équipement et acquisitions diverses.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 880 | 927 | 949 | 947 | 996 |

31.01 — Missions luxembourgeoises à l'étranger

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.251 | 01.42 | Frais d'installation et d'équipement de nouvelles missions luxembourgeoises à l'étranger.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 804 | 1.103 | 1.598 | 974 | 710 |
| 74.312 | 01.40 | Acquisition pour missions de gestion de crise.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 31.01 ..... | 2.835 | 3.312 | 3.899 | 3.303 | 3.138 |
| | | **Section 31.04 — Commerce extérieur** | | | | | |
| 61.010 | 13.90 | Participation financière aux frais d'investissement et aux frais de démantèlement du groupement d'intérêt économique "GIE - Luxembourg@Expo 2030 Riyadh".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 61.011 | 13.90 | Participation financière aux frais d'investissement et aux frais de démantèlement du groupement d'intérêt économique "GIE - Luxembourg@Expo 2025 Osaka".<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| 74.250 | 11.10 | Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 43 | 138 | 145 | 152 | 160 |
| | | Total de la section 31.04 ..... | 98 | 193 | 200 | 207 | 215 |
| | | **Section 31.05 — Direction de la Défense** | | | | | |
| 54.060 | 02.00 | Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'OTAN.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.300 | 7.449 | 18.402 | 18.281 | 6.000 |
| 54.061 | 02.00 | Participation au financement de travaux internationaux à intérêt commun exécutés par les pays membres de l'OTAN; contribution au programme N.S.M.A.T.C.C.; contribution au programme A.W.A.C.S..<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.680 | 4.320 | 5.340 | 6.640 | 8.300 |
| 54.062 | 02.00 | Participation au financement d'infrastructures immobilières des organismes internationaux concourant à la défense du pays.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 16.350 | 4.126 | 16.889 | 30.416 | 31.632 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 54.063 | 13.90 | Participation au financement du "NATO Innovation Venture Capital Fund". (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.850 | 2.850 | 2.850 | 2.850 | 2.850 |
| 72.020 | 13.90 | Participation au financement des infrastructures à caractère militaire à l'Aéroport. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.763 | 3.762 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements en relation avec les capacités dans le domaine de la défense; frais divers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.700 | 1.345 | 1.250 | 1.250 | 1.250 |
| 74.041 | 13.90 | Acquisition d'équipements dans le domaine de la cyber-défense et des systèmes de communication et d'information. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.600 | — | — | — | — |
| 74.051 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques ..... | 200 | 6 | 3 | 3 | 3 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier ..... | — | * | 100 | * | * |
| 93.000 | 02.10 | Alimentation du fonds d'équipement militaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 390.000 | 635.000 | 687.120 | 781.500 | 921.000 |
| 93.001 | 13.90 | Alimentation du Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur privé. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.500 | 6.350 | 6.350 | 3.500 | 3.500 |
| | | Total de la section 31.05 ..... | 429.943 | 665.207 | 743.304 | 849.440 | 979.535 |
| | | **Section 31.06 — Défense nationale** | | | | | |
| 74.000 | 02.10 | Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.022 | 1.541 | 673 | 540 | 225 |
| 74.010 | 02.10 | Acquisition de machines de bureau ..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.020 | 02.10 | Acquisition équipements de communication, d'observation, audio-visuels, multimédia et de surveillance. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3.389 | 816 | 593 | 515 | 365 |
| 74.030 | 02.10 | Acquisition d'appareils médicaux. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 106 | 96 | 323 | 744 | 759 |
| 74.040 | 02.10 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 411 | 1.262 | 192 | 108 | 120 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.050 | 02.10 | Acquisition d'équipements informatiques, logiciels, brevets et autres biens incorporels.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.179 | 2.504 | 3.227 | 3.267 | 3.381 |
| 74.310 | 02.10 | Acquisition d'armement et d'équipements connexes.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 409 | 428 | 436 | 444 | 453 |
| 74.320 | 02.10 | Equipement de casernement et équipement divers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.014 | 2.677 | 976 | 790 | 342 |
| 74.330 | 02.10 | Matériel de protection, de détection et de décontamination C.B.R.N..<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 182 | 344 | 320 | 340 | 360 |
| 74.340 | 02.10 | Acquisition d'instruments de musique..... | 72 | 137 | 80 | 82 | 83 |
| 74.391 | 02.10 | Acquisition de matériel de sport ..... | 40 | 77 | 17 | 17 | 18 |
| 74.392 | 02.10 | Acquisitions majeures pour missions de gestion de crise et autres missions.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | * | 51 | 52 | 53 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.830 | 13.90 | Matériel de protection NBC ..... | — | 43 | — | — | — |
| | | Total de la section 31.06 ..... | 9.876 | 9.926 | 6.889 | 6.900 | 6.160 |
| | | **Section 31.07 — Coopération au développement et action humanitaire** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | — | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | Total de la section 31.07 ..... | — | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | **Section 31.08 — Greffe et cour d'appel de la Juridiction unifiée du brevet** | | | | | |
| 54.030 | 13.90 | Contributions au frais d'investissement de la Cour d'appel et le Greffe de la Juridiction unifiée du brevet; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | 125 | 125 | 124 |

31.08 — Greffe et cour d'appel de la Juridiction unifiée du brevet — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autres équipements; dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 115 | 125 | * | * | * |
| | | Total de la section 31.08 | 115 | 125 | 125 | 125 | 125 |
| | | **Section 31.09 — Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne** | | | | | |
| 10.000 | 13.90 | Location de salles, travaux d'aménagement, acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux, dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | 1.500 | 2.000 |
| 74.250 | 03.20 | Acquisition d'équipements spécifiques pour la Police grand-ducale dans le cadre de la Présidence UE.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | 4.892 | 5.123 | 697 |
| 74.300 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 50 | 150 | 200 | 100 |
| | | Total de la section 31.09 | — | 50 | 5.043 | 6.823 | 2.797 |
| | | Total du département 31 | 443.067 | 679.050 | 759.569 | 866.910 | 992.082 |

32.00 — Dépenses générales Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **32 — MINISTERE DES AFFAIRES INTERIEURES** | | | | | |
| | | **Section 32.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 74.063 | 01.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 60 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 74.250 | 01.10 | Frais d'équipement. (Crédit sans distinction d'exercice) | 43 | 43 | 43 | 43 | 43 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.750 | 13.90 | Frais d'équipement | — | 1 | — | — | — |
| | | Total de la section 32.00 | 103 | 124 | 123 | 123 | 123 |
| | | **Section 32.01 — Finances communales** | | | | | |
| 63.000 | 04.20 | Participation en capital de l'Etat aux frais de réalisation d'équipements collectifs de base. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50.000 | 60.000 | 65.000 | 70.000 | 75.000 |
| 63.001 | 13.20 | Subsides dans l'intérêt de la réalisation de travaux d'urbanisation et d'équipement de la Ville de Luxembourg | 350 | — | — | — | — |
| 63.020 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais d'investissements des syndicats de communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 2.600 | * | * | * |
| 93.000 | 13.20 | Alimentation du fonds pour la réforme communale. (Crédit non limitatif) | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| | | Total de la section 32.01 | 54.351 | 66.600 | 69.000 | 74.000 | 79.000 |
| | | **Section 32.02 — Direction générale de l'Immigration** | | | | | |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau | 2 | 12 | 12 | 2 | 2 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.250 | 01.40 | Centre de rétention: Acquisitions diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 135 | — | — | — | — |
| 74.251 | 13.90 | Centre de rétention: Acquisitions diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 372 | 102 | 104 | 106 |
| 74.252 | 01.40 | Maison retour : Acquisitions diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 24 | 816 | 39 | 39 | 40 |
| 74.253 | 13.90 | Structure de filtrage: Acquisitions diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 3.330 | 100 | 100 | 100 |
| 74.302 | 13.90 | Frais d'acquisition dans le cadre de l'agence FRONTEX. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 32.02 | 163 | 4.532 | 254 | 247 | 250 |
| | | **Section 32.05 — Direction générale de la Sécurité civile** | | | | | |
| 61.000 | 13.90 | Aide à l'investissement pour l'acquisition d'hélicoptères par l'association "Luxembourg Air Rescue a.s.b.l.". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.000 | * | — | — | — |
| 72.000 | 03.50 | Part de l'Etat dans les frais de construction d'un immeuble abritant l'Administration des Services de Secours et du Service d'Incendie et de Sauvetage de la Ville de Luxembourg: remboursement à la Ville de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | — | — | — |
| 74.001 | 03.50 | Subventions engagées pour équipements courants au profit de l'établissement public Corps grand-ducal d'incendie et de secours pour couvrir les dépenses exclusivement à charge de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.300 | 70 | * | * | * |
| | | Total de la section 32.05 | 6.300 | 70 | * | * | * |
| | | **Section 32.06 — Police grand-ducale** | | | | | |
| 72.010 | 13.90 | Construction de bâtiments dans le pays: Travaux effectués par des secteurs autres que le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.427 | 9.075 | 2.997 | * | * |
| 74.000 | 03.20 | Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.800 | 8.200 | 8.300 | 8.400 | 8.500 |

32.06 — Police grand-ducale

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.001 | 13.90 | Acquisition de vélos de service.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 40 | 80 | 15 | 15 | 15 |
| 74.010 | 03.20 | Acquisition de machines de bureau ..... | 100 | — | — | — | — |
| 74.020 | 03.20 | Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 11.086 | — | — | — | — |
| 74.040 | 03.20 | Acquisition d'équipements spéciaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 5.365 | — | — | — | — |
| 74.041 | 03.20 | Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6 | — | — | — | — |
| 74.050 | 03.20 | Acquisition de systèmes et d'équipements informatiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 5.477 | — | — | — | — |
| 74.051 | 03.20 | Coopération policière européenne: développement de nouveaux systèmes d'information.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.863 | — | — | — | — |
| 74.052 | 03.20 | Acquisition d'équipements informatiques pour le volet digitalisation de la Police Grand-Ducale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 7.580 | — | — | — | — |
| 74.080 | 03.20 | Acquisition de mobilier de bureau ..... | 6 | — | — | — | — |
| 74.250 | 03.20 | Acquisition de matériels, de systèmes technologiques de communication et d'équipements informatiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 29.108 | 35.194 | 35.821 | 36.650 |
| 74.251 | 03.20 | Centre de Coopération Policière et Douanière: frais d'acquisition | 80 | — | — | — | — |
| 74.300 | 03.20 | Acquisition de matériels et d'équipements spécialisés pour les besoins opérationnels (y compris C.B.R.N.), sécuritaires et divers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 82 | 10.903 | 7.258 | 8.406 | 10.326 |
| 74.310 | 03.20 | Acquisition d'armement et d'équipements connexes.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 5.450 | — | — | — | — |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 74.540 | 03.20 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | — | 35 | — | — | — |

32.06 — Police grand-ducale

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.810 | 13.90 | Acquisition d'armement et d'équipements connexes | 198 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 32.06 | 50.560 | 57.401 | 53.764 | 52.642 | 55.490 |
| | | **Section 32.07 — Inspection générale de la Police grand-ducale** | | | | | |
| 74.250 | 03.10 | Frais d'équipement et acquisitions diverses. (Crédit sans distinction d'exercice) | 7 | 5 | 4 | 4 | 5 |
| | | Total de la section 32.07 | 7 | 5 | 4 | 4 | 5 |
| | | Total du département 32 | 111.483 | 128.733 | 123.146 | 127.016 | 134.869 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **33 — MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE LA VITICULTURE** | | | | | |
| | | **Section 33.00 — Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales** | | | | | |
| 74.001 | 10.10 | Unité de contrôle: acquisition de véhicules automoteurs..... | 33 | — | 33 | 33 | 33 |
| 74.010 | 10.10 | Unité de contrôle: acquisition de machines de bureau..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 74.040 | 10.10 | Unité de contrôle: acquisition d'équipements spéciaux ..... | 12 | 9 | 10 | 10 | 10 |
| 74.041 | 10.10 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.050 | 10.10 | Acquisition d'équipements informatiques ..... | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 74.051 | 10.10 | Unité de contrôle: acquisition d'équipements informatiques..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.060 | 10.10 | Unité de contrôle: acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 8 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 250 | 500 | 570 | 640 | 670 |
| 93.000 | 10.10 | Alimentation du fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. (Crédit non limitatif)..... | 125.000 | 122.000 | 124.500 | 120.500 | 108.500 |
| | | Total de la section 33.00 ..... | 125.313 | 122.521 | 125.125 | 121.195 | 109.225 |
| | | **Section 33.01 — Viticulture** | | | | | |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs ..... | — | — | — | — | 150 |
| 74.010 | 10.10 | Acquisition de machines de bureau ..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.040 | 10.10 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | 129 | 151 | 160 | 135 | 140 |
| | | Total de la section 33.01 ..... | 130 | 152 | 161 | 136 | 291 |

33.02 — A.S.T.A. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 33.02 — Administration des services techniques de l'agriculture** | | | | | |
| 74.000 | 10.10 | Acquisition de véhicules automoteurs | 80 | 290 | 105 | — | 90 |
| 74.010 | 10.10 | Acquisition de machines de bureau | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.030 | 10.10 | Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire. (Crédit sans distinction d'exercice) | 235 | 1.200 | 250 | 200 | 500 |
| 74.040 | 10.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 555 | 80 | 80 | 203 | 120 |
| 74.050 | 10.10 | Acquisition d'équipements informatiques | 30 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.060 | 10.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | Total de la section 33.02 | 905 | 1.576 | 441 | 409 | 716 |
| | | **Section 33.03 — Service d'économie rurale** | | | | | |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau | — | — | 25 | — | — |
| 74.060 | 10.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | Total de la section 33.03 | 4 | 4 | 29 | 4 | 4 |
| | | **Section 33.05 — Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire** | | | | | |
| 53.030 | 13.90 | Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail : indemnisation pour bêtes abattues d'office; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 78 | 166 | 124 | 116 | 80 |
| 74.030 | 13.90 | Acquisition d'appareils spécifiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 400 | 734 | 275 | 255 | 255 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 45 | 84 | 84 | 84 | 84 |
| | | Total de la section 33.05 | 524 | 985 | 484 | 456 | 420 |
| | | **Section 33.06 — Protection des consommateurs** | | | | | |
| 74.010 | 11.10 | Acquisition de machines de bureau | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| | | Total de la section 33.06 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| | | Total du département 33 | 126.878 | 125.240 | 126.242 | 122.202 | 110.658 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **34 — MINISTERE DE LA CULTURE** | | | | | |
| | | **Section 34.00 — Culture. - Dépenses générales** | | | | | |
| 52.000 | 08.00 | Aides de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement d'infrastructures culturelles par des associations sans but lucratif. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 100 | 1.900 | 1.693 | 1.503 | 1.327 |
| 52.001 | 08.10 | Aides de l'Etat aux frais de restauration ou de mise en valeur de biens culturels mobiliers classés à charge du "Kierchefong"..... | 15 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 52.010 | 08.00 | Aides de l'Etat au financement de l'équipement informatique du réseau de salles de cinéma régional géré par le Centre de diffusion et d'animation cinématographique (CDAC). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 40 | — | — | — | — |
| 52.011 | 08.10 | Participation de l'Etat au capital de la "Fondation Musée national de la Résistance". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 52.012 | 08.10 | Aides de l'Etat aux frais de restauration ou de mise en valeur de biens culturels mobiliers classés à charge d'une asbl ou d'une fondation..... | 10 | 5 | 10 | 10 | 10 |
| 53.000 | 08.10 | Aides de l'Etat aux frais de restauration ou de mise en valeur de biens culturels mobiliers classés à charge d'un particulier..... | 15 | 8 | 10 | 10 | 10 |
| 53.040 | 08.10 | Aides de l'Etat aux frais de restauration ou de mise en valeur de biens culturels mobiliers classés à charge d'une entreprise..... | 15 | 8 | 15 | 15 | 15 |
| 61.011 | 08.10 | Contribution aux dépenses effectuées dans l'intérêt de la conservation d'édifices religieux à régime spécial. (Crédit non limitatif)..... | * | * | * | * | * |
| 63.000 | 08.20 | Aides de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes d'infrastructures culturelles. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.000 | 3.300 | 3.700 | 4.100 | 4.500 |
| 63.001 | 08.10 | Aides de l'Etat aux frais de restauration ou de mise en valeur de biens culturels mobiliers classés à charge d'une commune..... | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 63.020 | 08.10 | Aides de l'Etat aux frais de restauration ou de mise en valeur de biens culturels mobiliers classés à charge d'un syndicat de commune ..... | * | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.040 | 08.00 | Acquisition d'équipements spéciaux | * | 20 | * | * | * |
| 74.050 | 08.00 | Acquisition d'équipements informatiques | 12 | * | * | * | * |
| 74.070 | 08.10 | Acquisition d'objets historiques et archéologiques, d'oeuvres d'art ainsi que commandes de compositions musicales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 225 | 235 | 246 | 257 | 269 |
| 93.000 | 08.10 | Alimentation du fonds pour le patrimoine architectural. (Crédit non limitatif) | 20.450 | 15.000 | 15.500 | 16.000 | 16.500 |
| | | Total de la section 34.00 | 23.897 | 20.526 | 21.224 | 21.945 | 22.681 |
| | | **Section 34.01 — Institut national pour le patrimoine architectural** | | | | | |
| 74.010 | 08.10 | Acquisition de machines de bureau | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | — | 20 | 5 | 5 | 5 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques | — | 3 | 4 | 4 | 4 |
| 74.060 | 08.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels et numérisation | — | 16 | 16 | 17 | 18 |
| 74.300 | 08.10 | Acquisition de documents historiques | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| | | Total de la section 34.01 | 8 | 47 | 33 | 34 | 35 |
| | | **Section 34.02 — Musée national d'Archéologie, d'Histoire et d'Art** | | | | | |
| 61.010 | 08.10 08.20 | Dotation dans l'intérêt de l'aménagement du dépôt du Musée national d'Archéologie, d'Histoire et d'Art à Schouweiler. (Crédit sans distinction d'exercice) | 200 | — | — | — | — |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de l'exposition d'archéologie permanente. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 964 | 964 | 5.101 | 1.201 | 50 |
| 74.041 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux pour la modernisation et digitalisation | — | 250 | 150 | 100 | 50 |

34.02 — Musée national d'Archéologie, d'Histoire et d'Art — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.070 | 13.90 | Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 450 | 466 | 484 | 502 | 521 |
| | | Total de la section 34.02 ..... | 1.614 | 1.680 | 5.735 | 1.803 | 621 |
| | | **Section 34.03 — Bibliothèque nationale** | | | | | |
| 74.070 | 13.90 | Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.266 | 80 | 85 | 85 | 90 |
| | | Total de la section 34.03 ..... | 2.266 | 80 | 85 | 85 | 90 |
| | | **Section 34.08 — Culture. - Secteur conventionné du Ministère de la Culture** | | | | | |
| 61.010 | 08.30 | Aides de l'Etat aux frais d'investissement du "Centre de Musiques amplifiées".<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| 61.011 | 08.20 | Aides de l'Etat aux frais d'investissement du "Centre culturel de rencontre, abbaye de Neumünster".<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 770 | 770 | 770 | 770 | 770 |
| 61.012 | 08.10 | Participation de l'Etat aux frais d'acquisition d'oeuvres et d'objets d'art par l'établissement public "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean".<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 656 | 686 | 717 | 749 | 783 |
| 61.013 | 13.90 | Aides de l'Etat aux frais d'investissement du "Salle de concerts Grande- Duchesse Joséphine Charlotte"..<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 645 | 1.433 | 1.100 | 1.100 | 1.100 |
| 61.014 | 13.90 | Aides de l'Etat aux frais d'investissement du "Théâtre national du Luxembourg"..<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 28 | 150 | 90 | 70 | 65 |
| 61.015 | 13.90 | Aides de l'Etat aux frais d'investissement de la structure chargée de l'animation culturelle de l'espace "Rotondes".<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 209 | 125 | 35 | 80 | 80 |
| 61.016 | 13.90 | Aides de l'Etat aux frais d'investissement du "Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean".<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 115 | 125 | 125 | 188 | 188 |
| | | Total de la section 34.08 ..... | 2.873 | 3.739 | 3.287 | 3.407 | 3.436 |

34.09 — Institut national de recherche archéologique

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 34.09 — Institut national de recherche archéologique** | | | | | |
| 74.000 | 08.10 | Acquisition de véhicules automoteurs | 44 | — | — | 44 | — |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 152 | 150 | 898 | 148 | 148 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques | 14 | 12 | 10 | 10 | 10 |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 74.070 | 13.90 | Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 34.09 | 212 | 163 | 910 | 204 | 160 |
| | | **Section 34.10 — Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch** | | | | | |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 26 | 19 | 20 | 20 | 21 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 105 | 100 | 102 | 103 | 105 |
| | | Total de la section 34.10 | 131 | 119 | 121 | 123 | 126 |
| | | Total du département 34 | 31.002 | 26.355 | 31.396 | 27.602 | 27.149 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **35 — MINISTERE DE LA DIGITALISATION** | | | | | |
| | | **Section 35.00 — Digitalisation.- Dépenses générales** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 74.300 | 01.10 | Dépenses d'investissements en relation avec la transformation numérique du Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| | | Total de la section 35.00 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| | | **Section 35.02 — Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'Etat** | | | | | |
| 74.011 | 08.40 | Acquisition de machines de bureau et d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques | 4 | — | — | — | — |
| 74.060 | 13.90 | Développement site Internet/Intranet | 6 | — | — | — | — |
| 74.081 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier. (Crédit sans distinction d'exercice) | 35 | 35 | 35 | 25 | 20 |
| | | Total de la section 35.02 | 50 | 38 | 38 | 28 | 23 |
| | | Total du département 35 | 100 | 88 | 88 | 78 | 73 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **36 — MINISTERE DE L'ECONOMIE** | | | | | |
| | | **Section 36.00 — Economie** | | | | | |
| 31.050 | 11.10 | Garantie locative à l'exploitation d'une structure d'accueil dédiée aux technologies de la santé et de l'environnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 761 | 759 | 759 | 458 | 458 |
| 51.040 | Divers codes | Application de la législation en matière d'aides aux entreprises industrielles et de prestation de services ayant une influence motrice sur le développement et la diversification économiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 73.386 | 85.507 | 77.990 | 75.816 | 72.927 |
| 51.041 | 11.30 | Création, mise en valeur, aménagement, construction et entretien constructif d'infrastructures, de bâtiments et d'équipements extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| 51.042 | 09.30 | Régime d'aide pour bornes de recharge pour véhicules électriques et station de ravitaillement en hydrogène. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12.100 | 14.500 | 10.000 | 7.000 | 5.000 |
| 51.043 | 13.90 | Régime d'aide pour des projets de décarbonation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 2.400 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| 51.044 | 13.90 | Soutien aux projets notifiés individuellement à la Commission européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 51.054 | 11.10 | Mise en oeuvre des nouvelles lignes directrices communautaires concernant certaines aides d'Etat dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50.000 | 40.000 | 45.000 | 50.000 | 55.000 |
| 63.000 | 11.30 | Mise en oeuvre de zones d'activités économiques régionales et communales (viabilisation, aménagement, construction, amélioration ou acquisition de terrains et d'infrastructures, de bâtiments et d'équipements, de zones de verdure et de mesures compensatoires/d'atténuation). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 |
| 72.010 | Divers codes | Acquisition, aménagement, construction, amélioration, démolition de bâtiments et d'équipements au sein des zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et de zones spéciales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 72.011 | 13.90 | Participation aux frais d'infrastructure pour le centre de contrôle IRIS2.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 21.000 | * | 3.660 | 3.751 | 3.845 |
| 72.012 | 13.90 | Coûts infrastructure, moyens de tests et exploitation pour un centre de tests sur le Space Campus.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 72.013 | 13.90 | Participation aux frais d'infrastructure du DeepTechLab.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 73.071 | 11.30 | Mise en œuvre de zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et de zones spéciales (viabilisation, aménagement, construction, amélioration, acquisition, démolition de terrains et d'infrastructures, d'équipements et de zones de verdure).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 73.072 | 13.90 | Mise en œuvre de mesures compensatoires/d'atténuation dans le cadre de la viabilisation de zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales ou de zones spéciales ou de l'aménagement de terrains au sein de ces zones.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.000 | 2.000 | 1.350 | 1.050 | 1.050 |
| 74.040 | 09.20 | Acquisition d'équipements spéciaux | 20 | 13 | 11 | 11 | 11 |
| 74.050 | 09.20 | Acquisition d'équipements informatiques | 20 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 74.060 | 11.10 | Acquisition de logiciels | 86 | 93 | 94 | 95 | 96 |
| 74.061 | 11.10 | Redevance à verser à l'asbl Etat-Luxorr pour l'utilisation des droits de reproduction par reprographie et par numérisation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 387 | — | — | — | — |
| 93.000 | 11.30 | Alimentation du fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) dans le secteur privé.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 140.000 | 240.000 | 197.000 | 198.000 | 198.000 |
| | | Total de la section 36.00 | 349.758 | 430.275 | 390.866 | 391.184 | 391.390 |
| | | **Section 36.01 — Institut national de la statistique et des études économiques** | | | | | |
| 74.010 | 01.32 | Acquisition de machines de bureau | 47 | 29 | 36 | 30 | 15 |
| 74.050 | 01.32 | Acquisition d'équipements informatiques | 25 | 15 | 15 | 15 | 15 |

36.01 — STATEC

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.051 | 01.32 | Acquisition d'équipements informatiques dans l'intérêt de la Centrale des bilans | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| 74.060 | 01.32 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 74.061 | 01.32 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels dans l'intérêt de la Centrale des bilans | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| 74.065 | 13.90 | Projets informatiques et de digitalisation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 139 | 157 | 159 | 167 |
| | | Total de la section 36.01 | 120 | 231 | 256 | 252 | 245 |
| | | **Section 36.03 — Energie** | | | | | |
| 51.000 | 09.31 | Système de préfinancement des installations photovoltaïques pour personnes privées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 43.000 | * | * | * |
| 51.001 | 13.90 | Frais en relation avec la prise en charge par l'Etat de frais engendrés par l'utilisation des réseaux d'électricité.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 51.040 | 09.31 | Soutien financier pour la production d'hydrogène renouvelable et de ses dérivés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 5.000 | 4.000 | 1.000 | * |
| 74.064 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 10 | — | — | — | — |
| 93.001 | 11.30 | Alimentation du fonds climat et énergie.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 36.03 | 10 | 48.000 | 4.000 | 1.000 | * |
| | | **Section 36.05 — Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS)** | | | | | |
| 74.000 | 11.10 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.143 | 156 | * | * | * |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau.<br>(Crédit non limitatif) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.030 | 11.10 | Acquisition d'équipements de laboratoire | 34 | 14 | 76 | 20 | 20 |

36.05 — I.L.N.A.S. Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.031 | 13.90 | Acquisition d'étalons et d'équipements spécifiques pour un laboratoire de métrologie industrielle et scientifique. (Crédit sans distinction d'exercice) | 349 | 172 | 786 | 597 | 286 |
| 74.042 | 11.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 54 | 43 | * | 50 | * |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 1 | 1 | 1 | 1 | 14 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels | 10 | 135 | 10 | 12 | 12 |
| | | Total de la section 36.05 | 1.592 | 522 | 874 | 681 | 333 |
| | | **Section 36.06 — Classes moyennes** | | | | | |
| 52.000 | 13.90 | Participation de l'Etat à la dotation en capital des mutualités de cautionnement du Commerce et de l'Artisanat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 53.040 | 11.40 | Application des lois-cadre PME ayant pour objet l'amélioration structurelle des petites et moyennes entreprises: subventions en capital. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 19.000 | 25.500 | 25.500 | 25.500 | 25.500 |
| | | Total de la section 36.06 | 19.250 | 25.750 | 25.750 | 25.750 | 25.750 |
| | | **Section 36.07 — Tourisme** | | | | | |
| 51.053 | 13.90 | Participation à la reconstruction du Parc des Expositions au Kirchberg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 51.055 | 13.90 | Participation aux dépenses liées à la non-prorogation du Parc des Foires et Expositions au Kirchberg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 52.000 | 11.60 | Participation de l'Etat aux frais des syndicats d'initiative et ententes de syndicats d'initiative occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des pistes cyclables, circuits VTT et sentiers pédestres | 45 | 48 | 50 | 53 | 55 |
| 52.010 | 11.60 | Participation de l'Etat au financement du réaménagement du musée A Possen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | 100 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63.002 | 08.30<br>11.60 | Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables..... | 50 | 52 | 55 | 58 | 60 |
| 74.040 | 11.60 | Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 200 | 260 | 270 | 280 | 290 |
| 93.000 | 11.60 | Alimentation du fonds pour la promotion touristique.<br>(Crédit non limitatif)..... | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 10.000 | 15.000 |
| | | Total de la section 36.07 ..... | 10.295 | 15.360 | 20.375 | 10.390 | 15.505 |
| | | **Section 36.08 — Promotion de l'image de marque du Luxembourg** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux pour dispositifs de promotion à des endroits stratégiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 440 | 50 | 50 | 50 |
| | | Total de la section 36.08 ..... | — | 440 | 50 | 50 | 50 |
| | | Total du département 36 ..... | 381.025 | 520.578 | 442.171 | 429.307 | 433.274 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **37 — MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE** | | | | | |
| | | **Section 37.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 41.050 | 04.33<br>04.34 | Dotation au profit des services de l'Etat à gestion séparée dans l'intérêt de l'acquisition de véhicules automoteurs, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements | 6.300 | 7.200 | 7.322 | 7.462 | 7.611 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 93.000 | 06.30 | Alimentation du fonds pour le financement des infrastructures des établissements d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.<br>(Crédit non limitatif) | 40.000 | 140.000 | 140.000 | 100.000 | 100.000 |
| | | Total de la section 37.00 | 46.325 | 147.225 | 147.347 | 107.487 | 107.636 |
| | | **Section 37.01 — Centre de gestion informatique de l'éducation** | | | | | |
| 41.050 | 04.10 | Dotation dans l'intérêt de l'acquisition de matériel informatique par le Centre de gestion informatique de l'éducation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11.119 | 10.972 | 11.465 | 11.981 | 12.520 |
| | | Total de la section 37.01 | 11.119 | 10.972 | 11.465 | 11.981 | 12.520 |
| | | **Section 37.06 — Service des restaurants scolaires** | | | | | |
| 41.050 | 04.10 | Dotation dans l'intérêt de l'acquisition d'équipements par le service des restaurants scolaires | 4.550 | 5.000 | 5.225 | 5.305 | 5.465 |
| | | Total de la section 37.06 | 4.550 | 5.000 | 5.225 | 5.305 | 5.465 |
| | | **Section 37.07 — Scolarisation des élèves à besoins spécifiques** | | | | | |
| 74.000 | 04.52 | Acquisition de véhicules automoteurs | 160 | 199 | 183 | 158 | 86 |
| 74.040 | 04.52 | Acquisition d'équipements spéciaux | 550 | 650 | 750 | 850 | 900 |
| | | Total de la section 37.07 | 710 | 849 | 933 | 1.008 | 986 |

37.08 — Service de la formation des adultes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 37.08 — Service de la formation des adultes** | | | | | |
| 41.050 | 13.90 | Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des Services de l'Etat à gestion séparée | 775 | 307 | 312 | 318 | 324 |
| | | Total de la section 37.08 | 775 | 307 | 312 | 318 | 324 |
| | | **Section 37.09 — Directions de région de l'enseignement fondamental** | | | | | |
| 74.040 | 04.20 | Acquisition d'équipements spéciaux | 15 | 16 | 16 | 16 | 17 |
| | | Total de la section 37.09 | 15 | 16 | 16 | 16 | 17 |
| | | **Section 37.10 — Enseignement fondamental** | | | | | |
| 74.040 | 04.20 | Acquisition d'équipements spéciaux | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| | | Total de la section 37.10 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| | | **Section 37.11 — Enseignement secondaire** | | | | | |
| 54.080 | 04.34 | Participation financière de l'Etat aux frais d'infrastructure et d'équipement du "Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl".<br>(Crédit non limitatif) | 166 | 435 | 443 | 451 | 460 |
| 61.010 | 04.34 | Dotation dans l'intérêt de la mise en place d'un hôtel-restaurant d'application.<br>(Crédit non limitatif) | 1 | 476 | 200 | 200 | 200 |
| | | Total de la section 37.11 | 167 | 911 | 643 | 651 | 660 |
| | | **Section 37.13 — Service de la formation professionnelle** | | | | | |
| 41.050 | 04.34 | Dotation financière de l'État au profit du Service de la formation professionnelle | 710 | 1.211 | 1.266 | 1.323 | 1.382 |
| | | Total de la section 37.13 | 710 | 1.211 | 1.266 | 1.323 | 1.382 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 37.14 — Institut de formation de l'Education nationale** | | | | | |
| 41.050 | 13.90 | Dotation dans l'intérêt de l'acquisition d'équipements spéciaux de l'Institut de formation de l'Éducation nationale | — | 118 | 120 | 123 | 125 |
| 74.040 | 04.01 | Acquisition d'équipements spéciaux | 67 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 37.14 | 67 | 118 | 120 | 123 | 125 |
| | | **Section 37.16 — Aide à l'Enfance et à la Famille** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 160 | 180 | 180 | 30 | 30 |
| | | Total de la section 37.16 | 160 | 180 | 180 | 30 | 30 |
| | | **Section 37.17 — Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse** | | | | | |
| 74.000 | 06.32 | Acquisition de véhicules automoteurs | 45 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 74.041 | 06.32 | Acquisition d'équipements spéciaux | 40 | 40 | 40 | 92 | 40 |
| 74.080 | 06.32 | Acquisition de mobilier | 22 | 22 | 22 | 23 | 23 |
| | | Total de la section 37.17 | 107 | 102 | 102 | 155 | 103 |
| | | **Section 37.18 — Centre socio-éducatif de l'Etat** | | | | | |
| 74.000 | 06.32 | Acquisition de véhicules automoteurs | 90 | 66 | 80 | 105 | 235 |
| 74.010 | 06.32 | Acquisition de machines de bureau | 2 | — | — | — | — |
| 74.040 | 06.32 | Acquisition d'équipements spéciaux | 83 | 92 | 109 | 92 | 93 |
| 74.041 | 06.32 | Unité de sécurité pour mineurs : Dépenses diverses | 5 | 6 | 5 | 5 | 6 |
| | | Total de la section 37.18 | 179 | 164 | 194 | 202 | 334 |

37.19 — Office national de l'enfance

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 37.19 — Office national de l'enfance** | | | | | |
| 74.010 | 06.32 | Acquisition de machines de bureau | 2 | — | — | — | — |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | — | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | Total de la section 37.19 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | **Section 37.24 — Service de l'intégration et de l'accueil scolaires** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | — | 13 | 13 | 13 | 13 |
| | | Total de la section 37.24 | — | 13 | 13 | 13 | 13 |
| | | Total du département 37 | 64.898 | 167.082 | 167.832 | 128.626 | 129.610 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **39 — MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITE** | | | | | |
| | | **Section 39.00 — Environnement. - Dépenses générales** | | | | | |
| 52.000 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de construction par des asbl d'infrastructures à finalité écologique.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.750 | 1.752 | 1.000 | 500 | — |
| 63.023 | 07.40 | Participation extraordinaire de l'Etat au financement des dépenses d'investissement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 74.050 | 07.30 | Acquisition d'équipements informatiques ..... | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 74.060 | 07.30 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 93.000 | 07.30 | Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement.<br>(Crédit non limitatif)..... | 44.933 | 26.000 | 27.000 | 28.000 | 29.000 |
| 93.001 | 07.33<br>07.40 | Alimentation du fonds pour la gestion de l'eau.<br>(Crédit non limitatif)..... | 12.260 | 17.621 | 25.621 | 33.621 | 43.121 |
| 93.002 | 07.30 | Versement au fonds pour la gestion de l'eau du produit de la taxe de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées.<br>(Crédit non limitatif)..... | 9.000 | 11.379 | 11.379 | 11.379 | 11.379 |
| 93.004 | 13.90 | Versement au fonds pour la gestion de l'eau du produit de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des lots de pêche (articles 7 et 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures).<br>(Crédit non limitatif)..... | 45 | 44 | 55 | 55 | 55 |
| 93.005 | 13.90 | Versement au fonds pour la gestion de l'eau de la part de l'Etat pour les frais d'entretien et de gestion de la pisciculture de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif)..... | 83 | 69 | 58 | 58 | 58 |
| 93.006 | 13.90 | Versement au fonds pour la gestion de l'eau du produit de la vente des permis de pêche dans les eaux frontalières.<br>(Crédit non limitatif)..... | 66 | 67 | 60 | 60 | 60 |

39.00 — Environnement. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93.007 | 13.90 | Versement au fonds pour la gestion de l'eau des montants disponibles au 31 décembre 2024 à l'actuel fonds spécial portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures. (Crédit non limitatif) | 100 | — | — | — | — |
| 93.008 | 13.90 | Versement au fonds pour la gestion de l'eau des montants disponibles au 31 décembre 2024 à l'actuel fonds spécial portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune . (Crédit non limitatif) | 460 | — | — | — | — |
| 93.010 | 07.30 | Alimentation du fonds climat et énergie. (Crédit non limitatif) | 56.000 | 120.000 | 145.000 | 175.000 | 210.000 |
| 93.012 | 07.30 | Versement au fonds climat et énergie de 40% du produit de la taxe sur les véhicules automoteurs. (Crédit non limitatif) | 27.200 | 27.200 | 27.200 | 27.200 | 27.200 |
| 93.013 | 07.30 | Versement au fonds climat et énergie du produit de la vente de droits d'émissions. (Crédit non limitatif) | 5.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| 93.014 | 13.90 | Versement au fonds pour la protection de l'environnement des recettes en relation avec le système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. (Crédit non limitatif) | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 |
| 93.015 | 13.90 | Versement au fonds climat et énergie au titre de la taxe CO2. (Crédit non limitatif) | 127.757 | 122.757 | 131.257 | 139.757 | 148.257 |
| 93.016 | 13.90 | Alimentation du fonds climat et énergie pour la prise en charge de la compensation des émissions de CO2 des voyages de service des agents de l'Etat à l'étranger par avion. (Crédit non limitatif) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| | | Total de la section 39.00 | 309.359 | 361.594 | 403.336 | 450.336 | 503.836 |
| | | **Section 39.01 — Administration de l'environnement** | | | | | |
| 52.010 | 07.35 | Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des particuliers dans l'intérêt de la réduction du bruit dans l'environnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 250 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 52.020 | 09.70 | Participation à des projets pilotes et contrats de recherches dans le domaine des compétences de l'Administration de l'environnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |

39.01 — Administration de l'environnement — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.070 | 07.35 | Travaux de génie civil et d'infrastructures. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 35 | 49 | 19 | 20 | 21 |
| 74.000 | 07.30 | Acquisition de véhicules automoteurs | — | — | — | 26 | — |
| 74.010 | 07.30 | Acquisition de machines de bureau | 1 | 1 | — | 1 | — |
| 74.020 | 07.30 | Acquisition d'installations de télécommunications | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.030 | 07.30 | Acquisition d'appareils de laboratoire et d'analyses | 177 | 377 | 235 | 227 | 226 |
| 74.040 | 07.30 | Acquisition d'équipements spéciaux | 1 | 9 | 1 | 1 | 1 |
| 74.050 | 07.30 | Acquisition d'équipements informatiques | 12 | 18 | — | 11 | — |
| 74.060 | 07.30 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 270 | 270 | 165 | 165 | 165 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| | | Total de la section 39.01 | 752 | 829 | 526 | 557 | 519 |
| | | **Section 39.02 — Administration de la nature et des forêts** | | | | | |
| 53.020 | 09.30 | Participation de l'Etat au financement d'actions d'amélioration des structures forestières effectuées par des propriétaires et exploitants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.279 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 3.500 |
| 73.010 | 10.30 | Aménagement et réfection d'un réseau routier dans le domaine forestier de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 350 | 366 | 382 | 399 | 417 |
| 74.000 | Divers codes | Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs | 286 | 1.025 | 720 | 840 | 815 |
| 74.002 | 10.30 | Acquisition de véhicules automoteurs spécialisés et de véhicules agricoles et forestiers | 536 | 300 | 460 | 580 | 280 |
| 74.020 | Divers codes | Acquisition d'installations de télécommunications | 1 | — | — | — | — |
| 74.040 | Divers codes | Acquisition d'équipements spéciaux | 497 | 507 | 609 | 502 | 570 |
| 74.050 | Divers codes | Acquisition d'équipements informatiques | 47 | 41 | 41 | 41 | 21 |
| 74.060 | Divers codes | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.065 | 10.00 | Projets de développement de logiciels.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 475 | 498 | 519 | 540 | 539 |
| 74.300 | 09.30 | Frais d'investissement initiaux pour la reconstitution de peuplements forestiers (achat de plants et de semences, frais de préparation du terrain pour la plantation, frais de plantation, frais de regarnissage et premier dégagement des plants).<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 645 | 650 | 650 | 650 | 650 |
| | | Total de la section 39.02 ..... | 5.155 | 6.927 | 6.922 | 7.093 | 6.833 |
| | | **Section 39.03 — Administration de la gestion de l'eau** | | | | | |
| 53.010 | 07.33 | Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 360 | — | — | — | — |
| 72.010 | 07.33 | Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 10 | 13 | 10 | 10 | 10 |
| 73.032 | 07.33 | Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau à charge de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | — | — | — | — |
| 73.070 | 07.33<br>07.40 | Travaux de génie civil et d'infrastructures.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 155 | 165 | 170 | 175 | 180 |
| 74.000 | 07.33<br>07.40 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 304 | 504 | 179 | 219 | 233 |
| 74.010 | Divers codes | Acquisition de machines de bureau ..... | 17 | 2 | 8 | 6 | 2 |
| 74.020 | 07.33<br>07.40 | Acquisition d'installations de télécommunications..... | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.030 | 07.33<br>07.40 | Acquisition d'appareils de laboratoire..... | 1.520 | 1.384 | 1.216 | 629 | 758 |
| 74.040 | Divers codes | Acquisition d'équipements spéciaux ..... | 224 | 273 | 224 | 224 | 224 |
| 74.051 | 07.33<br>07.40 | Acquisition d'équipements informatiques pour les besoins de l'Administration de la Gestion de l'Eau. ..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 74.061 | 07.33<br>07.40 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins de l'Administration de la Gestion de l'Eau..<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 393 | 320 | 320 | 320 | 320 |

39.03 — Gestion de l'eau

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.080 | 07.33<br>07.40 | Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier ..... | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| | | Total de la section 39.03 ..... | 3.056 | 2.683 | 2.149 | 1.605 | 1.749 |
| | | Total du département 39 ..... | 318.323 | 372.034 | 412.932 | 459.591 | 512.937 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **40 — MINISTERE DE LA FAMILLE, DES SOLIDARITES, DU VIVRE ENSEMBLE ET DE L'ACCUEIL** | | | | | |
| | | **Section 40.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 51.001 | 06.36 | Construction de maisons de soins: annuités de location/vente, frais de gestion administrative et d'entretien contractuels connexes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 53.040 | 13.90 | Subventions en capital allouées en faveur de projets améliorant l'accessibilité à tous les lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.940 | 2.940 | 2.940 | 2.940 | 2.940 |
| 63.000 | 13.90 | Aides à l'investissement des communes; subventions en capital allouées en faveur de projets améliorant l'accessibilité à tous les lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.940 | 2.940 | 2.940 | 2.940 | 2.940 |
| 74.010 | 06.36 | Acquisition de machines de bureau.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 74.040 | 06.36 | Acquisition d'équipements spéciaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 56 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 93.000 | 06.30 | Alimentation du fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales.<br>(Crédit non limitatif)..... | 35.000 | 60.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| 93.001 | 06.20 | Alimentation du fonds d'assainissement en matière de surendettement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 40.00 ..... | 40.946 | 65.894 | 70.894 | 70.894 | 70.894 |

40.01 — Famille

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 40.01 — Famille** | | | | | |
| 63.040 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais d'aménagement et d'équipement des locaux des Offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | 108 | 50 | 50 | 50 |
| | | Total de la section 40.01 | 25 | 108 | 50 | 50 | 50 |
| | | **Section 40.03 — Office national de l'accueil** | | | | | |
| 74.000 | 06.36 | Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 130 | 70 | — | — | 160 |
| 74.010 | 06.36 | Acquisition de machines de bureau | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 74.040 | 06.36 | Construction, rénovation et mise en conformité de structures d'hébergement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.250 | 3.728 | 3.349 | 3.160 | 3.160 |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 50 | — | — | — | — |
| 74.080 | 06.36 | Acquisition de mobilier et d'autres équipements pour structures d'hébergement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.408 | 3.130 | 1.311 | 1.336 | 1.363 |
| | | Total de la section 40.03 | 3.840 | 6.930 | 4.662 | 4.498 | 4.685 |
| | | **Section 40.04 — Fonds national de solidarité** | | | | | |
| 72.010 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais d'extension et de rénovation du bâtiment administratif FNS. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 165 | 165 | 165 | 165 |
| 74.000 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs | 38 | — | — | — | — |
| 74.065 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: projets de développement de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 74.080 | 06.20 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier. (Crédit sans distinction d'exercice) | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |

40.04 — Fonds national de solidarité — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.500 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs | — | 30 | — | — | — |
| 74.510 | 13.90 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: Acquisitions de machines de bureau | — | 5 | — | — | — |
| 74.540 | 13.90 | Restants d'exercice antérieurs: Acquisition d'équipements spéciaux | 2 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 40.04 | 68 | 228 | 193 | 193 | 193 |
| | | **Section 40.07 — Office national d'inclusion sociale** | | | | | |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 40.07 | * | * | * | * | * |
| | | Total du département 40 | 44.880 | 73.160 | 75.799 | 75.635 | 75.822 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **41 — MINISTERE DES FINANCES** | | | | | |
| | | **Section 41.00 — Dépenses générales** | | | | | |
| 51.010 | 13.90 | Autres transferts de capitaux aux sociétés et quasi-sociétés publiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 52.000 | 13.90 | Participation aux frais de construction et d'aménagement du Centre de transfusion sanguine de la Maison de la Croix Rouge.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 53.010 | 06.35 | Indemnisation des dommages de guerre mobiliers et immobiliers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 54.030 | 01.53 | Participation aux programmes et projets des institutions financières internationales et aide au développement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.264 | 26.305 | 30.245 | 33.976 | 45.616 |
| 54.032 | 01.52<br>01.53 | Participation de l'Etat au financement des frais de l'activité de l'agence de transfert de technologie financière.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.333 | 1.333 | 1.333 | 1.333 | 1.333 |
| 71.010 | 13.90 | Frais en relation avec la délocalisation d'entreprises dans le contexte de la construction du contournement de Bascharage.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 71.040 | 01.25 | Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 71.050 | 01.25 | Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 | 35.000 |
| 73.060 | 01.25 | Travaux d'aménagement dans l'intérêt de la valorisation de terrains faisant partie du domaine de l'Etat; participation à des frais de viabilisation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux.<br>(Crédit non limitatif) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.080 | 13.90 | Frais en relation avec le premier équipement de surfaces louées. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| 81.030 | 07.10 | Société Nationale des Habitations à Bon Marché: augmentation du capital social. (Crédit non limitatif) | * | — | — | — | — |
| 81.040 | 01.52 | Société nationale de crédit et d'investissement: majoration de la dotation; dotation spéciale pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 81.050 | 11.70 | Office du ducroire: majoration de la dotation; alimentation du fonds spécial d'assurance ducroire; rachat de créances au titre de la réduction de la dette des pays pauvres hautement endettés ou au titre de l'aide au développement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 41.00 | 81.600 | 82.641 | 86.581 | 90.312 | 101.953 |
| | | **Section 41.01 — Inspection générale des finances** | | | | | |
| 74.050 | 01.23 | Acquisition d'équipements informatiques | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.060 | 01.23 | Acquisition de logiciels informatiques | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.250 | 01.23 | Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'équipements spéciaux | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| | | Total de la section 41.01 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| | | **Section 41.02 — Trésorerie de l'Etat** | | | | | |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 41.02 | * | * | * | * | * |
| | | **Section 41.03 — Direction du contrôle financier** | | | | | |
| 74.250 | 13.90 | Frais d'équipement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | Total de la section 41.03 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

41.04 — Contributions directes — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 41.04 — Contributions directes** | | | | | |
| 74.040 | 01.22 | Acquisition d'équipements spéciaux.<br>(Crédit non limitatif) | 51 | 87 | 52 | 53 | 54 |
| 74.050 | 01.22 | Acquisition d'équipements informatiques.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 194 | 204 | 274 | 280 | 479 |
| 74.060 | 01.22 | Acquisition de logiciels.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 300 | 300 | 200 | 200 | 200 |
| 74.080 | 01.22 | Acquisition de mobilier de bureau | 1 | 50 | 51 | 52 | 53 |
| | | Total de la section 41.04 | 546 | 641 | 576 | 585 | 786 |
| | | **Section 41.05 — Enregistrement, domaines et TVA** | | | | | |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs | 50 | — | — | — | — |
| 74.010 | 01.22<br>01.25 | Acquisition de machines de bureau | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.040 | 01.22<br>01.25 | Acquisition d'équipements spéciaux | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 74.050 | 01.22<br>01.25 | Acquisition d'équipements informatiques.<br>(Crédit non limitatif) | 35 | 44 | 35 | 35 | 35 |
| 74.060 | 01.22<br>01.25 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 68 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| 74.080 | 01.22<br>01.25 | Acquisition de mobilier de bureau | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| | | Total de la section 41.05 | 198 | 155 | 146 | 146 | 146 |
| | | **Section 41.06 — Douanes et accises** | | | | | |
| 72.010 | 01.22 | Constructions; frais de transformation et d'aménagement d'immeubles et parties d'immeubles affectés au service de l'administration.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 75 | 75 | 75 | 75 | 80 |
| 74.000 | 01.22 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 342 | 352 | 350 | 356 | 402 |

41.06 — Douanes et accises

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.010 | 01.22 | Acquisition de machines de bureau | 5 | — | — | — | — |
| 74.020 | 01.22 | Acquisition d'installations de télécommunications | 150 | 120 | 120 | 110 | 120 |
| 74.040 | 01.22 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 285 | 3.412 | 250 | 572 | 250 |
| 74.050 | 01.22 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 60 | 110 | 90 | 90 | 90 |
| 74.060 | 01.22 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 700 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| 74.080 | 01.22 | Acquisition de mobilier de bureau | 55 | 55 | 60 | 60 | 65 |
| 74.300 | 01.22 | Acquisition de matériel nécessaire à la lutte anti-drogues | 70 | 80 | 80 | 85 | 85 |
| | | Total de la section 41.06 | 1.742 | 4.954 | 1.775 | 2.098 | 1.842 |
| | | **Section 41.07 — Cadastre et topographie** | | | | | |
| 74.000 | 01.22 | Acquisition de véhicules automoteurs | 55 | — | 60 | 60 | 40 |
| 74.010 | 01.22 | Acquisition de machines de bureau | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 |
| 74.040 | 01.22 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice) | 29 | 44 | 98 | — | 157 |
| 74.050 | 01.22 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 500 | 595 | 480 | 586 | 975 |
| 74.060 | 01.22 | Acquisition de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 61 | 90 | 15 | 31 | 2 |
| | | Total de la section 41.07 | 650 | 734 | 658 | 682 | 1.180 |
| | | **Section 41.08 — Dette publique** | | | | | |
| 84.037 | 01.53 | Décaissement de "Billets à ordre" émis au profit d'institutions financières internationales dans le cadre de reconstitutions des ressources. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 34.714 | 33.439 | 32.848 | 32.247 | 25.572 |

41.08 — Dette publique

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 91.006 | 07.20 | Appel à la garantie de l'Etat et ajustements de valeur d'opérations de trésorerie liées aux risques de crédit et aux risques de marché.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 1.000 | 1.100 | 1.200 | 1.300 |
| | | Total de la section 41.08 | 34.714 | 34.439 | 33.948 | 33.447 | 26.872 |
| | | Total du département 41 | 119.459 | 123.573 | 123.693 | 127.279 | 132.787 |

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **42 — MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE** | | | | | |
| | | **Section 42.00 — Fonction publique.- Dépenses diverses** | | | | | |
| 74.040 | 74.22 | Acquisition d'équipements spéciaux | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | Total de la section 42.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | **Section 42.03 — Institut National d'Administration Publique** | | | | | |
| 74.010 | 01.33 | Acquisition de machines de bureau | 7 | — | — | — | — |
| 74.040 | 01.33 | Acquisition d'équipements spéciaux | 25 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| | | Total de la section 42.03 | 32 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| | | **Section 42.04 — Sécurité dans la fonction publique** | | | | | |
| 74.040 | 01.33 | Acquisition d'équipements spéciaux | 14 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 42.04 | 14 | — | — | — | — |
| | | **Section 42.05 — Service médical. - Dépenses diverses** | | | | | |
| 74.040 | 01.33 | Acquisition d'équipements spéciaux | 14 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| | | Total de la section 42.05 | 14 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| | | Total du département 42 | 61 | 46 | 46 | 46 | 46 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **43 — MINISTERE DE LA JUSTICE** | | | | | |
| | | **Section 43.00 — Justice** | | | | | |
| 74.040 | 03.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 8 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.540 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | — | 2 | — | — | — |
| | | Total de la section 43.00 | 8 | 7 | 5 | 5 | 5 |
| | | **Section 43.01 — Services judiciaires** | | | | | |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs | 140 | — | — | — | — |
| 74.020 | 03.10 | Acquisition d'installations de télécommunications | 50 | 100 | 51 | 52 | 53 |
| 74.040 | 03.10 | Acquisition d'équipements spéciaux | 20 | 14 | 14 | 15 | 15 |
| 74.050 | 03.10 | Acquisition d'équipements informatiques | 5 | 100 | 70 | 50 | 30 |
| 74.060 | 03.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 28 | 33 | 33 | 34 | 33 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.500 | 1.500 | 2.000 | 2.500 | 2.500 |
| | | Total de la section 43.01 | 3.743 | 1.747 | 2.168 | 2.650 | 2.631 |
| | | **Section 43.02 — Administration pénitentiaire** | | | | | |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice) | 187 | 184 | 134 | * | 38 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 42 | 1.475 | 1.421 | 1.394 | 1.419 |
| 74.041 | 13.90 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Acquisition d'équipements spéciaux | 980 | — | — | — | — |

43.02 — Administration pénitentiaire — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.042 | 03.30 | Centre pénitentiaire de Givenich: Acquisition d'équipements spéciaux | 104 | — | — | — | — |
| 74.043 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Acquisition d'équipements spéciaux | 928 | — | — | — | — |
| 74.050 | 03.30 | Direction: Acquisition d'équipements informatiques | 33 | 88 | 50 | 50 | 50 |
| 74.060 | 03.30 | Direction: Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 202 | 165 | 165 | 85 | 85 |
| 74.065 | 13.90 | Direction: Projets de développement de logiciels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 170 | 135 | 535 | 235 | 235 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | — | 245 | 232 | 212 | 216 |
| 74.081 | 13.90 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | 20 | — | — | — | — |
| 74.082 | 13.90 | Centre pénitentiaire de Givenich: Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | 15 | — | — | — | — |
| 74.083 | 13.90 | Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff: Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | 72 | — | — | — | — |
| 74.250 | 13.90 | Frais de mise en place du centre pénitentiaire pour mineurs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| | | Total de la section 43.02 | 2.760 | 2.298 | 2.544 | 1.982 | 2.049 |
| | | **Section 43.03 — Juridictions administratives** | | | | | |
| 74.010 | 03.10 | Acquisition de machines de bureau | * | — | — | — | — |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | — | 15 | 15 | 16 | 16 |
| | | Total de la section 43.03 | * | 15 | 15 | 16 | 16 |
| | | **Section 43.06 — Office des signalements** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 3 | 8 | * | * | * |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |

43.06 — Office des signalements

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 10 | * | * | * | * |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier. (Crédit non limitatif)..... | 3 | * | * | * | * |
| | | Total de la section 43.06 ..... | 16 | 8 | 1 | 1 | 1 |
| | | Total du département 43 ..... | 6.527 | 4.075 | 4.733 | 4.654 | 4.702 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **44 — MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE** | | | | | |
| | | **Section 44.00 — Logement** | | | | | |
| 53.000 | 07.10 | Aide individuelle au logement: primes en relation avec un logement et un habitat durables.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.500 | 7.000 | 7.500 | 8.000 | 8.500 |
| 53.001 | 07.10 | Aide individuelle au logement: garantie de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 53.002 | 09.40<br>09.63 | Garantie de l'Etat pour prêt climatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 53.003 | 09.40<br>09.63 | Prêt climatique à taux zéro : prime en capital et conseiller en énergie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 53.004 | 07.10 | Aide individuelle au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| 53.006 | 07.10 | Aide individuelle au logement : prime de création d'un logement intégré.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 53.007 | 07.10 | Aide au financement de garanties locatives.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 74.010 | 07.10 | Acquisition de machines de bureau | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.020 | 07.10 | Acquisition d'installations de télécommunications | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.040 | 07.10 | Acquisition d'équipements spéciaux.<br>(Crédit non limitatif) | * | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.050 | 07.10 | Acquisition d'équipements informatiques.<br>(Crédit non limitatif) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 74.060 | 07.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |

44.00 — Logement

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 81.030 | 07.10 | Fonds du Logement: compensation de service public.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 60.000 | 60.000 |
| 81.031 | 07.10 | Etablissements placés sous la surveillance de l'Etat : compensation de service public en lien avec la réalisation d'un projet-pilote visant la création de logements abordables sur terrains privés.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.536 | * | 350 | 420 | 430 |
| 81.032 | 07.10 | Compensation de service public - bailleur social.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 7.700 | 33.800 | 24.800 | 25.800 | 26.600 |
| 82.000 | 13.90 | Société Nationale d'Habitations à Bon Marché - Compensation de frais en lien avec la gestion de projets de logements abordables.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 93.000 | 07.10 | Alimentation du fonds spécial pour le logement abordable.<br>(Crédit non limitatif)..... | 313.000 | 355.000 | 375.000 | 310.000 | 315.000 |
| | | Total de la section 44.00 ..... | 388.309 | 451.375 | 463.225 | 404.795 | 411.105 |
| | | **Section 44.01 — Administration des aides individuelles au logement** | | | | | |
| 53.000 | 13.90 | Aide individuelle au logement : primes en relation avec un logement et un habitat durable.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 53.001 | 13.90 | Aide individuelle au logement : garantie de l'État.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 53.002 | 13.90 | Garantie de l'État pour prêt climatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 53.003 | 13.90 | Prêt climatique à taux zéro : Prime en capital et conseiller en énergie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 53.004 | 13.90 | Aide individuelle au logement : participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 53.006 | 13.90 | Aide individuelle au logement : primes de création d'un logement intégré.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |

44.01 — Administration des aides individuelles au logement

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 53.007 | 13.90 | Aide au financement de garanties locatives. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau. (Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 74.020 | 13.90 | Acquisition d'installations de télécommunications. (Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit non limitatif) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 44.01 | — | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | **Section 44.02 — Aménagement du territoire** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 1 | 1 | 2 | 2 | 2 |
| 74.050 | 07.20 | Acquisition d'équipements informatiques | 6 | 6 | 7 | 7 | 8 |
| 74.060 | 07.20 | Acquisition de logiciels | 4 | 4 | 6 | 6 | 7 |
| | | Total de la section 44.02 | 11 | 11 | 15 | 15 | 17 |
| | | Total du département 44 | 388.320 | 451.387 | 463.241 | 404.811 | 411.123 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **45 — MINISTERE DE LA MOBILITE ET DES TRAVAUX PUBLICS** | | | | | |
| | | **Section 45.00 — Mobilité/Travaux publics.- Dépenses générales** | | | | | |
| 72.010 | 13.90 | Mesures d'optimisation du bâtiment Alcide de Gasperi ..... | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 74.000 | 12.00 | Acquisition de véhicules automoteurs dans le cadre de la soumission centralisée.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.297 | 3.235 | 2.825 | 2.725 | 1.921 |
| 74.001 | 12.00 | Acquisition de vélos de service dans le cadre de la soumission centralisée.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 42 | 51 | 75 | 57 | 36 |
| 74.010 | 12.00 | Acquisition de machines de bureau ..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.040 | 12.00 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.050 | 12.00 | Acquisition d'équipements informatiques ..... | 35 | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 74.060 | 12.00 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 23 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 360 | 870 | 790 | 440 | 480 |
| | | Total de la section 45.00 ..... | 2.767 | 4.214 | 3.748 | 3.280 | 2.495 |
| | | **Section 45.02 — Transports publics ferroviaires** | | | | | |
| 54.010 | 13.90 | Participation de l'Etat luxembourgeois au financement de travaux d'infrastructures ferroviaires internationaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 26.048 | 11.569 | 4.983 | 2.672 |
| 61.010 | 12.13 | Participation aux frais d'investissement liés à la ligne du tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | — | — | — |
| 61.011 | 12.13 | Participation aux frais d'investissement liés à l'extension du tramway de la Gare Centrale vers la Cloche d'Or.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 9.000 | 6.000 | * | — | — |

45.02 — Transports ferroviaires — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 61.012 | 12.13 | Participation aux frais d'investissement liés à l'extension du tramway du Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg vers l'aéroport du Findel.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.000 | * | — | — | — |
| 61.013 | 13.90 | Participation aux frais d'investissements liés aux extensions futures du tramway.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.000 | 6.333 | 22.333 | 70.000 | 237.333 |
| 61.014 | 13.90 | Participation aux frais d'investissements liés aux extensions du tramway entre Rout Bréck – Pafendall et Laangfur, et entre Gare Centrale et Hollerich.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15.333 | 24.667 | 24.000 | 18.000 | 6.666 |
| 61.015 | 13.90 | Participation aux frais d'investissements liés à la construction du centre de remisage et de maintenance Sud à la Cloche d'Or.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 862 | 5.171 | 6.894 | 13.789 | 17.667 |
| 93.000 | 12.20 | Alimentation du fonds du rail.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 280.000 | 340.000 | 375.000 | 405.000 | 440.000 |
| 93.001 | 12.20 | Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.500 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 45.02 | 334.695 | 408.219 | 439.796 | 511.772 | 704.338 |
| | | **Section 45.03 — Administration des enquêtes techniques** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | — | — | 4 | — | — |
| | | Total de la section 45.03 | — | — | 4 | — | — |
| | | **Section 45.04 — Navigation et transports fluviaux** | | | | | |
| 51.000 | 09.30 | Régime d'aide aux sociétés en rapport avec la promotion du transport fluvial et le développement des infrastructures de navigation | 100 | 100 | 200 | 200 | 200 |
| 63.000 | 09.30 | Régime d'aide aux communes en rapport avec la promotion du transport fluvial et le développement des infrastructures de navigation | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 63.001 | 13.90 | Subsides pour l'optimisation et l'automatisation du bac entre Wasserbillig et Oberbillig.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 145 | 145 | 3 | 1 | — |

45.04 — Navigation et transports fluviaux — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 80 | 224 | — | — | — |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau ..... | 7 | * | * | * | * |
| 74.040 | 12.00 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 213 | 270 | 243 | 200 | 215 |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | * | * | * | * | * |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.540 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux ..... | 9 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 45.04 ..... | 575 | 759 | 466 | 421 | 435 |
| | | **Section 45.05 — Direction de l'aviation civile** | | | | | |
| 74.040 | 12.40 | Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de la sûreté et de la sécurité aéronautiques. (Crédit non limitatif) ..... | * | * | * | * | * |
| 74.050 | 12.40 | Acquisition d'équipements informatiques et audiovisuels ..... | * | * | * | * | * |
| 74.060 | 12.40 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels..... | 168 | 171 | 95 | 95 | 95 |
| | | Total de la section 45.05 ..... | 168 | 171 | 95 | 95 | 95 |
| | | **Section 45.06 — Administration de la navigation aérienne** | | | | | |
| 72.010 | 13.90 | Aménagement et transformation des locaux affectés à l'administration. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 500 | 143 | 93 | 93 | 93 |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau ..... | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 74.020 | 13.90 | Acquisition d'installations de télécommunications ..... | 20 | 426 | 76 | 76 | 76 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 5.000 | 8.086 | 15.451 | 6.046 | 5.692 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.000 | 500 | 500 | 500 | 500 |

45.06 — Administration de la navigation aérienne — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.000 | 259 | 259 | 259 | 259 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 35 | 117 | 117 | 117 | 117 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier ..... | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.540 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | — | 44 | — | — | — |
| | | Total de la section 45.06 ..... | 7.577 | 9.596 | 16.518 | 7.114 | 6.761 |
| | | **Section 45.07 — Transports publics routiers** | | | | | |
| 74.040 | 12.13 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 5.877 | 4.904 | 1.089 | 12.405 | 17.346 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 74.060 | 12.00 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.182 | 2.302 | 1.263 | 4.287 | 2.328 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 74.540 | 12.13 | Acquisition d'équipements spéciaux..... | — | 336 | — | — | — |
| | | Total de la section 45.07 ..... | 7.104 | 7.587 | 2.397 | 16.737 | 19.719 |
| | | **Section 45.08 — Aéroports et transports aériens** | | | | | |
| 73.011 | 12.40 | Remboursement à la société de l'aéroport de certaines dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 12.321 | 9.745 | 7.957 | 7.100 | 6.803 |
| 73.070 | 13.90 | Construction d'un dépôt de carburant pour l'aviation à l'aéroport de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 28.336 | 46.033 | 40.339 | — | — |

45.08 — Aéroports et transports aériens — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.071 | 13.90 | Construction d'une nouvelle infrastructure pour le contrôle aérien à l'aéroport de Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.000 | 44.000 | 4.000 | 19.000 | 23.000 |
| 73.072 | 13.90 | Construction d'un nouveau salon d'honneur à l'aéroport de Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 4.345 | 8.455 | 12.000 | — |
| | | Total de la section 45.08 | 42.658 | 104.123 | 60.752 | 38.100 | 29.803 |
| | | **Section 45.09 — Administration des chemins de fer** | | | | | |
| 74.010 | 13.90 | Acquisition de machines de bureau | * | * | * | * | * |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 3 | — | — | — | — |
| 74.050 | 12.20 | Acquisition d'équipements informatiques | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 74.060 | 12.20 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.325 | 1.097 | 1.935 | 1 | 1 |
| | | Total de la section 45.09 | 1.329 | 1.098 | 1.936 | 2 | 2 |
| | | **Section 45.10 — Service de protection du gouvernement** | | | | | |
| 74.000 | 01.34 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 590 | 1.721 | 351 | 234 | 491 |
| 74.040 | 01.34 | Acquisition d'équipements spéciaux | 587 | 97 | 100 | 90 | 90 |
| 74.310 | 01.34 | Acquisition d'armement et d'équipements connexes.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 1.145 | 644 | 254 | 260 | 264 |
| | | Total de la section 45.10 | 2.322 | 2.462 | 705 | 584 | 845 |
| | | **Section 45.12 — Ponts et chaussées. - Dépenses générales** | | | | | |
| 63.000 | 12.12 | Emprises; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables: remboursement aux communes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63.001 | 12.12 | Raccords et liaisons communaux de pistes cyclables au réseau national: subsides aux communes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.000 | — | — | — | — |
| 71.000 | 12.12 | Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 71.010 | 12.12 | Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis; démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 50 | — | — | — | — |
| 72.010 | 12.12 | Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des bâtiments et hangars de l'administration.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.030 | 3.230 | 3.820 | 2.100 | 1.100 |
| 73.002 | 13.90 | Voirie non-étatique: travaux divers.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 73.012 | 12.14 | Audits de sécurité, études, aménagements et équipements visant l'amélioration de la sécurité routière.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.300 | — | — | — | — |
| 73.014 | 12.12 | Voirie de l'Etat: construction de trottoirs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 95 | — | — | — | — |
| 73.015 | 12.12 | Glissements de terrains: réparation des dégâts causés à la voirie; consolidation des talus; installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir la chute de pierres.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.586 | — | — | — | — |
| 73.016 | 13.90 | Prestations de service et travaux lors du déclenchement de plans d'intervention d'urgence dans le cadre de la prévention et de la gestion de crise d'envergure régionale et nationale.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |
| 73.017 | 12.12 | Installation de nouveaux équipements d'éclairage public: travaux d'infrastructure et de génie civil.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.000 | — | — | — | — |
| 73.019 | 12.12 | Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 2.500 | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.020 | 12.32 | Port de Mertert et Moselle canalisée: travaux de construction et de réfection.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 6.000 | — | — | — | — |
| 73.031 | 09.20 | Aménagements hydro-électriques de la Sûre: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 3.300 | — | — | — | — |
| 73.032 | 12.32 | Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d' investissements exécutés dans la partie commune de la Moselle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.000 | — | — | — | — |
| 73.033 | 12.32 | Moselle canalisée: réalisation de travaux d'investissement sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République Française et le Grand-Duché de Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 20 | — | — | — | — |
| 73.060 | 12.32 | Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 800 | — | — | — | — |
| 73.062 | 07.50 | Plantations et aménagements paysagers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 370 | — | — | — | — |
| 73.063 | 12.12 | Entretien, restauration et reconstruction d'édifices et de monuments historiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 35 | — | — | — | — |
| 73.064 | 03.00 | Mise en place d'un système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) à Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 2.000 | — | — | — | — |
| 73.065 | 12.40 | Loi du 14 juillet 2005 relative à la revalorisation du site de Höhenhof: travaux d'aménagement et de remblaiement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 405 | — | — | — | — |
| 73.066 | 12.40 | Loi du 22 décembre 2004 sur la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport: travaux d'assainissement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 9.000 | — | — | — | — |
| 73.067 | 12.40 | Aéroport de Luxembourg: travaux d'entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 9.000 | — | — | — | — |
| 73.069 | 03.30 | Mesures de sécurité à l'extérieur des ambassades et remboursement des frais avancés par les autorités communales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.072 | 07.50 | Redressement et renforcement des routes étatiques: mesures compensatoires | 110 | — | — | — | — |
| 73.073 | 12.12 | Préfinancement d'infrastructures connexes au réseau routier de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | — | — | — | — |
| 73.074 | 13.90 | Participation étatique à la deuxième extension de la station d'épuration d'Uebersyren dans le cadre de l'assainissement de l'aéroport.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 21.000 | — | — | — | — |
| 73.075 | 13.90 | Mise en place d'une gestion centralisée des signaux colorés lumineux sur le réseau étatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 700 | — | — | — | — |
| 73.078 | 13.90 | Mise en place d'un système de pesage dynamique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50 | — | — | — | — |
| 74.000 | 13.90 | Acquisition de véhicules automoteurs.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 6.389 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 74.001 | 12.10 | Acquisition de véhicules automoteurs utilitaires.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 5.700 | — | — | — | — |
| 74.002 | 12.10 | Acquisition de voitures automobiles | 263 | — | — | — | — |
| 74.010 | 12.10 | Acquisition de machines de bureau | 40 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 74.030 | 12.10 | Acquisition d'appareils de laboratoire.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 134 | 200 | 150 | 150 | 150 |
| 74.040 | 12.10 | Acquisition d'équipements spéciaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.500 | 3.742 | 3.911 | 4.087 | 4.271 |
| 74.041 | 12.10 | Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisitions d'équipements.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | 3.250 | — | — | — | — |
| 74.042 | 12.10 | Equipements d'éclairage public endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 130 | — | — | — | — |
| 74.043 | 12.10 | Remplacement d'équipements spéciaux endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.044 | 12.32 | Acquisition d'équipements spéciaux pour le bateau ponton de la division des ouvrages d'art | 81 | — | — | — | — |
| 74.045 | 12.10 | Acquisition d'équipements spéciaux dans le cadre de la lutte contre des pandémies. (Crédit non limitatif) | * | — | — | — | — |
| 74.050 | 12.10 | Acquisition d'équipements informatiques | 240 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 74.060 | 12.10 | Acquisition de logiciels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 90 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 74.076 | 12.12 | Participation de l'Etat luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisées sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | — | — | — | — |
| 74.080 | 12.10 | Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier | 125 | 129 | 125 | 125 | 125 |
| | | Total de la section 45.12 | 79.004 | 14.066 | 14.381 | 12.837 | 12.021 |
| | | **Section 45.13 — Ponts et chaussées. - Fonds des routes et travaux propres** | | | | | |
| 54.060 | 13.90 | Participation de l'Etat luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 63.000 | 13.90 | Remboursement aux communes pour l'acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis et d'emprises dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 30 | * | * | * |
| 63.001 | 13.90 | Aides financières aux communes pour raccords et liaisons communaux de pistes cyclables au réseau national. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 71.000 | 13.90 | Emprises : acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitude et droits acquis, démolition d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 71.010 | 13.90 | Emprises : acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine d'immeubles bâtis; travaux d'adaptation et dépenses accessoireset de la voirie de l'Etat; indemnisation pour perte de volume bâti, servitude et droits acquis, démolition. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 60 | 60 | 60 | 60 |
| 73.002 | 13.90 | Voirie non-étatique : travaux divers. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 73.012 | 13.90 | Audits de sécurité, études, aménagements et équipements visant l'amélioration de la sécurité routière. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 73.014 | 13.90 | Voirie de l'Etat : construction de trottoirs. | | | | | |
| | | (Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 110 | 110 | 110 | 110 |
| 73.015 | 13.90 | Glissement de terrains : réparation des dégâts causés à la voirie; consolidation des talus; installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir les chutes de pierres. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 2.745 | 3.245 | 3.745 | 4.245 |
| 73.016 | 13.90 | Prestations de service et travaux lors du déclenchement derégionale et nationale plans d'intervention d'urgence dans le cadre de la prévention et de la gestion de crise d'envergure. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| 73.017 | 13.90 | Installation de nouveaux équipements d'éclairage public : travaux d'infrastructure et de génie civile. | | | | | |
| | | (Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 700 | 700 | 700 | 700 |
| 73.019 | 13.90 | Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes : travaux d'installation. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 |
| 73.020 | 13.90 | Port de Mertert et Moselle canalisée : Travaux de construction et de réfection. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 5.600 | 8.750 | 9.550 | 9.750 |
| 73.031 | 13.90 | Aménagements hydro-électriques de la Sûre : travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 2.700 | 1.200 | 800 | 800 |
| 73.032 | 13.90 | Moselle canalisée. | | | | | |
| | | (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |

45.13 — Ponts et chaussées. - Fonds des routes et travaux propres — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.060 | 13.90 | Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 400 | 200 | 200 | 1.800 |
| 73.062 | 13.90 | Plantations et aménagements paysagers.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 73.063 | 13.90 | Entretien, restauration et reconstruction d'édifices et de monuments historiques.<br>(Crédit sans distinction d'exercice) | — | 35 | 35 | 35 | 35 |
| 73.064 | 13.90 | Mise en place d'un système de contrôle et de sanction automatisé (CSA) à Luxembourg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 73.065 | 13.90 | Loi du 14 juillet 2005 relative à la valorisation du site de Höhenhof : travaux d'aménagement et de remblaiement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 405 | 405 | 350 | 350 |
| 73.066 | 13.90 | Loi du 22 décembre 2004 sur la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport : travaux d'assainissement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 7.400 | 1.900 | 3.800 | 2.300 |
| 73.067 | 13.90 | Aéroport de Luxembourg : travaux d'entretien.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 |
| 73.068 | 13.90 | Aérodrome de Noertrange : dépenses dans l'intérêt de l'aménagement du site.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 100 | — | — | — |
| 73.069 | 13.90 | Mesures de sécurité à l'extérieur des ambassades et remboursement des frais avancés par les autorités communales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 73.072 | 13.90 | Redressement et renforcement des routes étatiques : mesures compensatoires | — | 260 | 110 | 110 | 110 |
| 73.073 | 13.90 | Préfinancement d'infrastructures connexes au réseau routier de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 200 | * | * | * |
| 73.074 | 13.90 | Participation étatique à la deuxième extension de la station d'épuration d'Uebersyren dans le cadre de l'assainissement de l'aéroport.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 27.100 | 10.000 | 26.000 | 26.000 |
| 73.075 | 13.90 | Mise en place d'une gestion centralisée des signaux colorés lumineux sur le réseau étatique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 150 | 563 | 62 | 66 |

45.13 — Ponts et chaussées. - Fonds des routes et travaux propres — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73.078 | 13.90 | Mise en place d'un système de pesage dynamique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 74.041 | 13.90 | Acquisition d'équipements d'éclairage public. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 3.532 | 3.691 | 3.857 | 4.031 |
| 93.000 | 12.12 | Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 395.000 | 403.280 | 398.677 | 416.617 | 435.364 |
| | | Total de la section 45.13 | 395.000 | 471.808 | 446.646 | 482.997 | 502.722 |
| | | **Section 45.14 — Bâtiments publics** | | | | | |
| 72.013 | 01.25 | Bâtiments loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 11.370 | 12.070 | 12.500 | 10.000 | 7.000 |
| 72.020 | 01.34 | Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 365 | 700 | 370 | 370 | 370 |
| 72.023 | 01.25 04.00 | Acquisition, déplacement, évacuation, remise en état et installation de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.000 | 5.500 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 72.026 | 01.34 | Immeubles loués par l'Etat: travaux de remise en état et de transformation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 2.150 | 2.150 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 74.000 | 01.34 | Acquisition de véhicules automoteurs | — | 110 | — | 70 | 165 |
| 74.010 | 01.34 | Acquisition de machines de bureau | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 74.040 | 01.34 | Acquisition d'équipements spéciaux | 51 | 8 | 71 | 10 | 13 |
| 74.041 | 01.34 | Acquisition d'équipements spéciaux pour fêtes publiques et autres manifestations. (Crédit sans distinction d'exercice) | 8 | — | 9 | 9 | 9 |
| 74.050 | 01.34 | Acquisition d'équipements informatiques, logiciels, brevets et autres bien incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 20 | 35 | 20 | 20 | 20 |
| 74.060 | 01.34 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 15 | — | 15 | 15 | 15 |

45.14 — Bâtiments publics — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.080 | 01.34 | Acquisition de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 9 | — | 9 | 9 | 9 |
| 74.250 | 13.90 | Acquisition d'équipements et de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | — | 18 | — | — | — |
| | | Total de la section 45.14 ..... | 14.993 | 20.596 | 15.999 | 13.508 | 10.606 |
| | | **Section 45.15 — Bâtiments publics.- Compétences communes** | | | | | |
| 10.000 | 13.90 | Structures pour demandeurs de protection internationale: frais d'études, travaux de construction, de transformation ; acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 10.500 | 8.200 | 8.700 | 3.300 | 1.400 |
| 74.102 | 01.34 | Administrations et services publics: acquisition de mobilier de bureau et d'équipements spéciaux.<br>(Crédit sans distinction d'exercice)..... | 6.850 | 7.400 | 6.850 | 6.850 | 6.850 |
| 74.103 | 01.43<br>04.00 | Immeubles loués ou à louer par l'Etat aux institutions internationales: acquisition et remplacement de mobilier et d'équipements spéciaux..... | 90 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| 74.106 | 06.34 | Personnes handicapées: acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 145 | 155 | 160 | 160 | 160 |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 10.500 | 13.90 | Structures pour demandeurs de protection internationale: frais d'études, travaux de construction, de transformation ; acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux..... | — | 73 | — | — | — |
| | | Total de la section 45.15 ..... | 17.585 | 15.918 | 15.800 | 10.400 | 8.500 |
| | | **Section 45.16 — Fonds d'investissements publics et établissements publics** | | | | | |
| 72.010 | 01.25 | Fonds d'investissements publics, fonds pour la loi de garantie et fonds d'entretien et de rénovation: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |

45.16 — Fonds d'investissements publics et établissements publics — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93.001 | 01.25 | Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 90.000 | 120.000 | 170.000 | 190.000 | 190.000 |
| 93.002 | 04.00 | Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 70.000 | 90.000 | 140.000 | 170.000 | 170.000 |
| 93.003 | 05.00<br>06.00 | Alimentation du fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50.000 | 60.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 |
| 93.004 | 01.25 | Alimentation du fonds pour la loi de garantie.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| 93.005 | 01.25 | Alimentation du fonds d'entretien et de rénovation.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 90.000 | 90.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 |
| 93.006 | 07.20 | Entretien constructif, maintenance et exploitation des infrastructures et équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest: remboursement au Fonds Belval.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 14.600 | 15.500 | 16.000 | 17.000 | 18.500 |
| 93.007 | 13.90 | Mise en œuvre du plan directeur "Midfield": remboursement au Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.977 | 1.900 | 1.680 | 16.745 | 20.000 |
| | | Total de la section 45.16 | 381.877 | 442.700 | 542.980 | 609.045 | 613.800 |
| | | **Section 45.17 — Planification de la mobilité** | | | | | |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 300 | 430 | 430 | 430 | 430 |
| | | Total de la section 45.17 | 300 | 430 | 430 | 430 | 430 |
| | | Total du département 45 | 1.287.953 | 1.503.747 | 1.562.653 | 1.707.323 | 1.912.571 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **46 — MINISTERE DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** | | | | | |
| | | **Section 46.01 — Recherche et enseignement supérieur** | | | | | |
| 41.050 | 04.44 | Dotation au profit des établissements d'enseignement secondaire classique et secondaire général organisant les brevets de technicien supérieur dans l'intérêt de l'acquisition d'équipements spéciaux..... | 300 | 300 | 300 | 310 | 320 |
| 53.010 | 04.42 | Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 |
| 54.011 | 04.43 | Participation à la construction de pavillons et de chambres d'étudiants; acquisition de concessions et de droits de réservation de chambres pour étudiants luxembourgeois.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | * | * | * | * | * |
| 74.050 | 04.60 | Acquisition d'équipements et de logiciels informatiques..... | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 74.300 | 04.43 | Participation aux frais de transformation d'immeubles et acquisition de 1er équipement.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.000 | 5.000 | 5.000 | 4.000 | 4.000 |
| | | Total de la section 46.01 ..... | 4.555 | 5.555 | 5.555 | 4.565 | 4.575 |
| | | Total du département 46 ..... | 4.555 | 5.555 | 5.555 | 4.565 | 4.575 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **47 — MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SOCIALE** | | | | | |
| | | **Section 47.00 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dépenses générales** | | | | | |
| 74.010 | 05.00 | Acquisition de machines de bureau | 3 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 74.035 | 13.90 | Echange partiel de l'installation dentaire du service médico-dentaire d'urgence au Centre Hospitalier de Luxembourg: acquisition d'appareils médicaux | 17 | 17 | 17 | 58 | 17 |
| 74.040 | 05.00 | Acquisition d'équipements spéciaux | 5 | 10 | 6 | 6 | 6 |
| 74.080 | 05.00 | Acquisition de mobilier de bureau | 3 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| | | Total de la section 47.00 | 28 | 36 | 32 | 73 | 32 |
| | | **Section 47.01 — Direction de la Santé** | | | | | |
| 74.030 | 05.00 | Acquisition d'appareils et matériel médical. (Crédit sans distinction d'exercice) | 167 | 298 | 200 | 200 | 200 |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice) | 40 | — | 40 | — | — |
| 74.050 | 05.00 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 60 | 115 | 100 | 100 | 100 |
| 74.080 | 05.10 | Acquisition de mobilier de bureau | 7 | — | — | — | — |
| | | Total de la section 47.01 | 274 | 413 | 340 | 300 | 300 |
| | | **Section 47.03 — Centre thermal et de santé de Mondorf** | | | | | |
| 52.000 | 05.23 | Participation aux travaux de réfection des espaces extérieurs du parc du centre thermal et de santé à Mondorf-les-Bains. (Crédit sans distinction d'exercice) | 185 | 190 | 195 | 200 | 205 |
| | | Total de la section 47.03 | 185 | 190 | 195 | 200 | 205 |

47.04 — Santé.- Travaux sanitaires et cliniques — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 47.04 — Santé. - Travaux sanitaires et cliniques** | | | | | |
| 51.002 | 05.22 | Application de la loi régissant l'aide à l'investissement hospitalier : participation aux frais d'investissements visés par les articles 15, point 1. et 18 (2) de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière : aides non imputables au fonds pour le financement des infrastructures hospitalières. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..... | 8.300 | 7.150 | 5.800 | 6.600 | 2.000 |
| 52.000 | 05.22<br>05.23 | Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation, de premier équipement et de grosses réparations des organismes conventionnées oeuvrant dans le domaine de l'action socio-thérapeutique. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 1.475 | 1.700 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 52.003 | 13.90 | Participation de l'Etat au financement du nouveau programme informatique au sein du Centre de Transfusion Sanguine de la Croix-Rouge luxembourgeoise ..... | 67 | — | — | — | — |
| 52.008 | 13.90 | Acquisitions d'équipements médicaux, logistiques et informatiques et divers pour le Centre de Transfusion Sanguine . | 408 | 727 | 255 | 259 | 184 |
| 52.009 | 13.90 | Programme Mammographie: participation aux frais. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 221 | 221 | 221 | 221 | 221 |
| 74.060 | 06.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice)..... | 401 | 410 | 416 | 424 | 433 |
| 93.000 | 05.22 | Alimentation du fonds spécial des investissements hospitaliers. (Crédit non limitatif) ..... | 55.000 | 65.000 | 120.000 | 220.000 | 240.000 |
| | | <u>Restants d'exercices antérieurs</u> | | | | | |
| 52.500 | 13.90 | Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation, de premier équipement et de grosses réparations des organismes conventionnées oeuvrant dans le domaine de l'action socio-thérapeutique ..... | — | 8 | — | — | — |
| 52.508 | 13.90 | Acquisitions d'équipements médicaux, logistiques et informatiques et divers pour le Centre de Transfusion Sanguine . | — | 392 | — | — | — |
| | | Total de la section 47.04 ..... | 65.873 | 75.608 | 128.193 | 229.005 | 244.338 |

47.06 — Observatoire national de la santé

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 47.06 — Observatoire national de la santé** | | | | | |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques et logiciels informatiques | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | | Total de la section 47.06 | 34 | 34 | 34 | 34 | 34 |
| | | **Section 47.09 — Inspection générale de la sécurité sociale** | | | | | |
| 74.050 | 06.10 | Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice) | 3 | 3 | 1 | 1 | 1 |
| 74.060 | 06.10 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 188 | 124 | 124 | 107 | 109 |
| 74.080 | 06.10 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autres mobiliers | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| | | Total de la section 47.09 | 194 | 130 | 128 | 111 | 113 |
| | | **Section 47.10 — Contrôle médical de la sécurité sociale** | | | | | |
| 74.250 | 06.10 | Frais d'équipement | 249 | 229 | 229 | 255 | 223 |
| | | Total de la section 47.10 | 249 | 229 | 229 | 255 | 223 |
| | | **Section 47.11 — Conseil arbitral de la sécurité sociale** | | | | | |
| 74.250 | 06.10 | Frais d'équipement | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| | | Total de la section 47.11 | 13 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| | | Total du département 47 | 66.850 | 76.654 | 129.164 | 229.991 | 245.259 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **48 — MINISTERE DES SPORTS** | | | | | |
| | | **Section 48.00 — Sports.- Dépenses générales** | | | | | |
| 52.000 | 08.30 | Subsides aux fédérations et sociétés sportives dans l'intérêt de la réalisation, de l'aménagement et de l'amélioration d'installations sportives | 100 | 200 | 700 | 900 | 1.000 |
| 74.000 | 08.30 | Acquisition de véhicules automoteurs | — | — | 60 | — | — |
| 74.010 | 08.30 | Acquisition de machines de bureau | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.040 | 08.30 | Acquisition d'équipements spéciaux | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| 74.070 | 08.30 | Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collections sur le sport et de matériel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| 93.000 | 08.30 | Alimentation du fonds d'équipement sportif national. (Crédit non limitatif) | 5.000 | 9.516 | 20.000 | 20.000 | 25.000 |
| | | Restants d'exercices antérieurs | | | | | |
| 72.510 | 13.90 | Travaux de remise en état de la Sportsfabrik | — | 1.003 | — | — | — |
| | | Total de la section 48.00 | 5.178 | 10.796 | 20.838 | 20.978 | 26.078 |
| | | Total du département 48 | 5.178 | 10.796 | 20.838 | 20.978 | 26.078 |

49.00 — Travail. - Dépenses générales — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **49 — MINISTERE DU TRAVAIL** | | | | | |
| | | **Section 49.00 — Travail. - Dépenses générales** | | | | | |
| 74.040 | 13.90 | Acquisition d'équipements spéciaux | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 74.080 | 13.90 | Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier. (Crédit sans distinction d'exercice) | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 |
| | | Total de la section 49.00 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| | | **Section 49.02 — Inspection du travail et des mines** | | | | | |
| 74.000 | 06.42 | Acquisition de véhicules automoteurs | 132 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| 74.040 | 06.42 | Acquisition d'équipements spéciaux | 10 | 58 | 20 | 20 | 20 |
| 74.050 | 13.90 | Acquisition d'équipements informatiques | 31 | 18 | 12 | 12 | 12 |
| 74.060 | 13.90 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 95 | 70 | 47 | 47 | 47 |
| 74.065 | 13.90 | Projets de développement de logiciels. (Crédit sans distinction d'exercice) | 120 | 120 | 120 | 120 | 120 |
| | | Total de la section 49.02 | 388 | 386 | 319 | 319 | 319 |
| | | **Section 49.05 — Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées** | | | | | |
| 74.040 | 06.34 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 47 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| | | Total de la section 49.05 | 47 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| | | Total du département 49 | 450 | 441 | 374 | 374 | 374 |

# Chapitre VII – DEPENSES POUR COMPTE DE TIERS

Programme pluriannuel des dépenses pour compte de tiers
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 58 – Compte de tiers ..... | 6.454.723 | 11.421.752 | 11.477.222 | 11.541.006 | 11.590.033 |
| TOTAL DES DEPENSES POUR COMPTE DE TIERS..... | 6.454.723 | 11.421.752 | 11.477.222 | 11.541.006 | 11.590.033 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **58 — COMPTE DE TIERS** | | | | | |
| | | **Section 58.01 — Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur** | | | | | |
| 35.040 | 13.90 | Rémunération personnel civil – autorités militaires alliées (ex-PO6).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 520 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 41.015 | 13.90 | Contributions partenaires – Exposition universelle Osaka 2025 (ex-PO90).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 41.016 | 13.90 | Contributions partenaires – Exposition universelle Riyad 2030.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 41.017 | 13.90 | Contributions partenaires – événements de promotion touristique (ex-PO30).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | 600 | 600 | 600 | 600 |
| | | Total de la section 58.01 | 520 | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 |
| | | **Section 58.02 — Ministère des Affaires intérieures** | | | | | |
| 12.300 | 13.90 | Cofinancement UE – activités et formations en sécurité publique (ex-PO61, non exclusif).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.387 | 4.166 | 4.218 | 3.641 | 3.691 |
| 12.301 | 13.90 | Cofinancement UE – activités et formations en sécurité publique (ex-PO61) (remboursements).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 74.250 | 13.90 | Cofinancement UE – projets en sécurité publique (ex-PO61, non exclusif).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.139 | 2.646 | 1.610 | 1.530 | 935 |
| 74.251 | 13.90 | Cofinancement UE – projets en sécurité publique (ex-PO61) (remboursements).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93.000 | 13.90 | Impôt commercial communal – versement aux communes du produit de l'impôt (ex-PO10).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 1.500.000 | 1.660.000 | 1.710.000 | 1.770.000 | 1.830.000 |
| | | Total de la section 58.02 ..... | 1.507.526 | 1.666.813 | 1.715.828 | 1.775.171 | 1.834.626 |
| | | **Section 58.03 — Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** | | | | | |
| 12.300 | 13.90 | ALVA – Part des institutions internationales aux frais de mise en œuvre de projets communautaires dans le domaine de la chaîne alimentaire et aux frais de fonctionnement du point focal de l'EFSA au Luxembourg (ex-PO71).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 130 | 114 | 114 | 114 | 114 |
| | | Total de la section 58.03 ..... | 130 | 114 | 114 | 114 | 114 |
| | | **Section 58.05 — Ministère de la Digitalisation** | | | | | |
| 35.000 | 13.90 | UE – Dépenses en matière de réalisation de projets, programmes d'activités ou de formations pour le compte de cofinancement de l'UE dans l'intérêt de la transformation numérique du Luxembourg (ex-PO94).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 35.001 | 13.90 | UE – Dépenses en matière de réalisation de projets, programmes d'activités ou de formations pour le compte de cofinancement de l'UE dans l'intérêt de la transformation numérique du Luxembourg (ex-PO94) (remboursements).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.05 ..... | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| | | **Section 58.06 — Ministère de l'Économie** | | | | | |
| 12.302 | 13.90 | ILNAS – dépenses effectuées au titre des redevances dues aux organismes de normalisation étrangers pour la mise à disposition de normes (ex-PO50).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 140 | 150 | 160 | 170 | 180 |
| 35.000 | 13.90 | UE FEDER – dépenses : interventions autorités intermédiaires (ex-PO18).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 4.995 | 5.075 | 2.576 | 2.618 | 1.093 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.001 | 13.90 | UE FEDER – dépenses : interventions autorités intermédiaires (ex-PO18) (remboursements). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.06 | 5.135 | 5.225 | 2.736 | 2.788 | 1.273 |
| | | **Section 58.10 — Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** | | | | | |
| 33.020 | 13.90 | SERVIOR – remboursement de dépenses de personnel avancés par l'État (ex-PO37). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.064 | * | * | * | * |
| 35.000 | 13.90 | UE – part : projets d'inclusion sociale (programmes communautaires) (ex-PO82). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 35.001 | 13.90 | UE – part : projets d'inclusion sociale (programmes communautaires) (ex-PO82) (remboursements). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 35.002 | 13.90 | UE FSE+ – soutien aux personnes les plus démunies (ex-PO87). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 315 | 356 | 169 | * | * |
| 35.003 | 13.90 | UE FSE+ – soutien aux personnes les plus démunies (ex-PO87) (remboursements). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 35.004 | 13.90 | UE – part : Fonds Asile, Migration et Intégration (ex-PO85). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.857 | 5.959 | 5.959 | 5.959 | 5.959 |
| 35.005 | 13.90 | UE – part : Fonds Asile, Migration et Intégration (ex-PO85) (remboursements) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.10 | 24.237 | 6.315 | 6.128 | 5.959 | 5.959 |
| | | **Section 58.11 — Ministère des Finances** | | | | | |
| 12.270 | 13.90 | Prise en location pour les besoins de l'Office des Publications de l'Union européenne (ex-PO96). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.494 | 9.643 | 10.125 | 10.631 | 11.163 |
| 32.000 | 13.90 | Produit des surtaxes perçues par l'Entreprise des postes et télécommunications (ex-PO78). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 |

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32.020 | 13.90 | Part des amendes et des astreintes revenant aux organismes d'autorégulation, prononcées contre leurs membres, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ex-PO95).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| 35.000 | 13.90 | TVA – part de la recette OSS collectée pour les autres Etats membres (ex-PO4).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 4.700.000 | 9.600.000 | 9.600.000 | 9.600.000 | 9.600.000 |
| 35.001 | 13.90 | UE – dépenses pour le compte de l'UE en matière de droits de douane et de montants agricoles instituées dans le cadre de la politique agricole commune (ex-PO3).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 35.002 | 13.90 | UE – dépenses pour le compte de l'UE en matière de droits de douane et de montants agricoles instituées dans le cadre de la politique agricole commune (ex-PO3) (remboursements).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| 35.010 | 13.90 | Impôt retenu sur les revenus de l'épargne (non résidents) (ex-PO59).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| 42.000 | 13.90 | Produit de la contribution dépendance prélevée par l'ACD sur les revenus du patrimoine et certains revenus de pension (ex-PO38).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 | 55.000 |
| 43.000 | 13.90 | Prélèvement sur le produit des jeux de casino (ex-PO14).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 25.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 43.001 | 13.90 | Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la Règlementation sur le stationnement payant : dépenses brutes (ex-PO31).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 37.100 | 4.900 | 5.000 | 5.100 | 5.200 |
| 93.000 | 13.90 | Dépenses pour le compte du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité (ex-PO49).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.11 | 4.845.674 | 9.690.598 | 9.691.180 | 9.691.786 | 9.692.419 |
| | | **Section 58.14 — Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire** | | | | | |
| 35.000 | 13.90 | UE INTERREG & ESPON – dépenses (ex-PO44).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 65.000 | 36.800 | 46.000 | 50.500 | 41.500 |

58.14 — Logement et Aménagement du territoire — Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35.001 | 13.90 | UE INTERREG & ESPON – dépenses (ex-PO44) (remboursements).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.14 | 65.000 | 36.800 | 46.000 | 50.500 | 41.500 |
| | | **Section 58.15 — Ministère de la Mobilité et des Travaux publics** | | | | | |
| 35.000 | 13.90 | UE INTERREG – participation Mobilité & Travaux publics (ex-PO46).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 186 | 85 | 87 | 92 |
| | | Total de la section 58.15 | * | 186 | 85 | 87 | 92 |
| | | **Section 58.17 — Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale** | | | | | |
| 11.005 | 13.90 | SNST – indemnités & charges sociales ; intérêts de retard (ex-PO51).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 7.000 | 6.500 | 6.000 | 5.500 |
| 11.006 | 13.90 | CHNP – rémunérations & charges sociales ; intérêts de retard (ex-PO35).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 1.300 | 1.250 | 1.200 | 1.150 |
| | | Total de la section 58.17 | * | 8.300 | 7.750 | 7.200 | 6.650 |
| | | **Section 58.19 — Ministère du Travail** | | | | | |
| 35.001 | 13.90 | UE FSE – dépenses : interventions intermédiaires (ex-PO19).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 6.200 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 35.002 | 13.90 | UE FSE – dépenses : interventions intermédiaires (ex-PO19) (remboursements).<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.19 | 6.200 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |

58.40 — Régularisation des soldes

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Section 58.40 — Régularisation des soldes** | | | | | |
| 35.000 | 13.90 | Régularisation des soldes cumulés positifs à fin 2025 – ancien budget pour ordre.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | — | * | * | * | * |
| | | Total de la section 58.40 | — | * | * | * | * |
| | | Total du département 58 | 6.454.723 | 11.421.752 | 11.477.222 | 11.541.006 | 11.590.033 |

# Chapitre VIII – DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES

Programme pluriannuel des dépenses des opérations financières
(2025 — 2029)

| Département | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévisions 2027 | Prévisions 2028 | Prévisions 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| 59 – Opérations financières ..... | 1.649.275 | 1.852.606 | 2.112.144 | 862.048 | 1.385.457 |
| TOTAL DES DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES..... | 1.649.275 | 1.852.606 | 2.112.144 | 862.048 | 1.385.457 |

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **59 — OPERATIONS FINANCIERES** | | | | | |
| | | **Section 59.00 — Opérations financières** | | | | | |
| 12.250 | 04.00 | Location à long terme d'immeubles scolaires et administratifs pour les besoins de l'Etat: loyers et charges accessoires, expertises et études, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 14.350 | 14.350 | 14.850 | 15.100 | 15.300 |
| 23.010 | 01.23 | Différence de change en relation avec des paiements de factures en devises.<br>(Crédit non limitatif) | 750 | 800 | 850 | 900 | 950 |
| 81.000 | 14.10 | Amortissement de prêts et lignes de crédit contractés sous la garantie de l'Etat par le Fonds Belval.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 88.000 | 58.000 | 63.800 | 72.677 | 47.800 |
| 81.035 | 11.40 | Participation dans le capital social de sociétés, de fonds d'investissements, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes et frais connexes.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | 50.000 | 4.000 | * | 50.000 |
| 82.000 | 11.40 | Application des lois-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des petites et moyennes entreprises du secteur des classes moyennes: avances remboursables.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 84.030 | 07.35 | Participation financière à des initiatives relatives à la finance soutenable.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13.500 | 10.500 | 10.500 | 10.500 | 8.000 |
| 84.036 | 01.23 | Financement d'opérations découlant des engagements du Luxembourg envers les institutions financières internationales.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.075 | 5.248 | 3.160 | 3.160 | 1.612 |
| 85.010 | 13.90 | Octroi de prêts au secteur public.<br>(Crédit non limitatif) | * | * | * | * | * |
| 85.011 | 13.90 | Prêt envers les syndicats de communes gérant des zones d'activités économiques afin de racheter des terrains et des halls.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | — | — | — | — |
| 91.005 | 14.10 | Amortissement de la dette publique.<br>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.500.000 | 1.700.000 | 2.000.000 | 750.000 | 1.250.000 |

59.00 — Opérations financières

Unité: Milliers d'euros

| Article | Code fonct. | Libellé | Budget 2025 | Projet 2026 | Prévis. 2027 | Prévis. 2028 | Prévis. 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 91.006 | 13.90 | Décote sur emprunts et certificats de trésorerie nouveaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 27.500 | 13.608 | 14.884 | 9.611 | 11.694 |
| 91.007 | 13.90 | Décaissement de "Billets à Ordre" émis au profit d'institutions financières internationales dans le cadre d'augmentations de capital. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | * | * | * | * | * |
| | | Total de la section 59.00 | 1.649.275 | 1.852.606 | 2.112.144 | 862.048 | 1.385.457 |
| | | Total du département 59 | 1.649.275 | 1.852.606 | 2.112.144 | 862.048 | 1.385.457 |

# Annexe 2

## La situation financière des fonds spéciaux de l'État


1. Fonds de la coopération au développement ..... 409
2. Fonds d'équipement militaire ..... 411
3. Fonds pour le patrimoine architectural ..... 414
4. Fonds de rééquilibrage budgétaire ..... 416
5. Fonds de pension ..... 417
6. Fonds pour la réforme communale ..... 420
7. Fonds de dotation globale des communes ..... 421
8. Fonds spécial de la pêche ..... 423
9. Fonds pour la gestion de l'eau ..... 425
10. Fonds spécial des eaux frontalières ..... 430
11. Fonds d'équipement sportif national ..... 432
12. Fonds pour les investissements socio-familiaux ..... 435
13. Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières ..... 438
14. Fonds d'assainissement en matière de surendettement ..... 443
15. Fonds pour la protection de l'environnement ..... 444
16. Fonds climat et énergie ..... 446
17. Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier ..... 450
18. Fonds pour l'emploi ..... 452
19. Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture ..... 456
20. Fonds des routes ..... 460
21. Fonds d'investissements publics administratifs ..... 465
22. Fonds d'investissements publics scolaires ..... 469
23. Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux ..... 472
24. Fonds pour la loi de garantie ..... 475
25. Fonds pour l'entretien et la rénovation des propriétés immobilières de l'État ..... 477
26. Fonds pour la promotion touristique ..... 480
27. Fonds du rail ..... 482
28. Fonds des raccordements ferroviaires internationaux ..... 486
29. Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé (Fonds de l'innovation) ..... 487
30. Fonds pour le financement des infrastructures des établissements d'enseignement, des infrastructures socio-familiales et des infrastructures des administrations dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... 490
31. Fonds social culturel ..... 492
32. Fonds spécial pour le logement abordable ..... 493
33. Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises ..... 496

# 1. FONDS DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

## 1. Base légale

Loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire.

## 2. Objet

Art. 2. - Le Fonds a pour mission de contribuer au financement de la coopération au développement en faveur des populations des pays en développement au moyen :

1. de la coopération bilatérale;
2. de la coopération régionale;
3. de la coopération avec les organisations internationales;
4. de la coopération avec les organisations non gouvernementales de développement agréées au sens de l'article 7.

Ce financement peut inclure des programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique, y compris des frais en relation avec le recrutement d'agents de la coopération et de coopérants ainsi que la formation de boursiers et de stagiaires.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 4. - (…) Le Fonds peut servir au financement de programmes pluriannuels à négocier avec les pays partenaires ou des acteurs de coopération au développement spécialisés, par des aides directes, par le financement ou le cofinancement de programmes ou de projets d'organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux.

Le financement des interventions peut se faire par des contributions ou subventions financières, en capital ou en nature, à accorder à des programmes ou projets.

Art. 5. - Le Fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 11.354 | 20.315 | 20.315 | 15.315 | 15.315 | 15.315 |
| Recettes | 369.910 | 383.880 | 417.773 | 439.435 | 461.201 | 479.851 |
| Dépenses | 360.948 | 383.880 | 422.773 | 439.435 | 461.201 | 479.851 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 360.948 | 383.880 | 422.773 | 439.435 | 461.201 | 479.851 |
| Avoir au 31.12 | 20.315 | 20.315 | 15.315 | 15.315 | 15.315 | 15.315 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires: | 369.910 | 383.880 | 417.773 | 439.435 | 461.201 | 479.851 |
| 1) Alimentation normale | 369.440 | 381.880 | 415.773 | 437.435 | 459.201 | 477.851 |
| 2) Remboursements | 469 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| **Total des recettes** | **369.910** | **383.880** | **417.773** | **439.435** | **461.201** | **479.851** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Programmes de coopération bilatérale mis en œuvre par l'agence Lux-Development: - trois pays partenaires: Cabo Verde, Laos, Sénégal. - douze pays à projets: Bénin, Burkina Faso, Costa Rica, El Salvador, Kosovo, Mali, Mongolie, Niger, Rwanda, Togo, Ukraine et Vietnam. - programmes régionaux en Afrique et en Amérique centrale. - Programmes thématiques dans les domaines de la finance inclusive et innovante, de la mobilisation du secteur privé et de l'écosystème de la recherche, de la santé, et de la digitalisation/cybersécurité..... | 122.381 | 145.000 | 152.000 | 163.000 | 173.000 | 185.000 |
| B) Frais de fonctionnement de Lux-Development ..... | 20.688 | 22.552 | 22.717 | 23.308 | 24.069 | 24.370 |
| C) Programmes et projets de coopération bilatérale mis en œuvre par le Ministère des Affaires étrangères sans recourir aux services de Lux-Development: - Finance inclusive et secteur privé. - Collaboration avec des agences et instituts luxembourgeois. - Soutien à la bonne gouvernance et à la société civile au Sénégal, au Myanmar, en Palestine, au Salvador, au Kosovo, et en Afghanistan - Programmes régionaux en Afrique de l'Ouest, en Asie et en Amérique centrale. - Microprojets des ambassades dans les pays en développement. - Contribution au Global Green Growth Institute trust fund. - Soutien à l'International Center for Transitional Justice..... | 36.030 | 36.164 | 36.000 | 38.000 | 40.000 | 42.000 |
| D) Programmes et projets de coopération multilatérale et de coopération bilatérale (multi-bi) mis en œuvre conjointement avec des organisations internationales: - Pays partenaires :, Cabo Verde, Laos, Sénégal.- Projets régionaux: Sahel, Asie, Amérique centrale.- Autres pays: Afghanistan, Bénin, Brésil, Cambodge, Ethiopie, Kosovo, Malawi, Mongolie, Niger, Palestine, Rwanda, Sénégal, Syrie, Togo, Ukraine et Zambie. - Thématiques (microbiologie, finance durable, Cyberseécurité, sécurité alimentaire). ..... | 37.302 | 36.164 | 38.000 | 40.000 | 42.500 | 45.000 |
| E) Coopération avec les ONG luxembourgeoises: - Accord-cadre - Cofinancement - Frais administratifs . | 43.913 | 53.000 | 53.000 | 55.000 | 58.000 | 61.000 |
| F) Appui aux programmes: - Junior professional officers (ONU) - Jeunes professionnels en délégation (UE) - Agents de la coopération - Coopérants - Volontaires des Nations Unies (VNU) ... | 4.371 | 5.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| G) Aide humanitaire..... | 96.262 | 86.000 | 92.500 | 97.050 | 102.050 | 106.050 |
| 1) Action humanitaire ..... | 90.620 | 81.000 | 86.000 | 90.000 | 95.000 | 99.000 |
| 2) Emergency.lu..... | 5.642 | 5.000 | 6.500 | 7.050 | 7.050 | 7.050 |
| H) Ajustement..... | — | * | 22.556 | 17.077 | 15.582 | 10.431 |
| **Total des dépenses** | **360.948** | **383.880** | **422.773** | **439.435** | **461.201** | **479.851** |

# 2. FONDS D'EQUIPEMENT MILITAIRE

**1. Base légale**

Loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire.

**2. Objet**

Selon l'article 1er de la loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire, le fonds d'équipement militaire créé par l'article 2 de la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire peut servir au paiement des dépenses occasionnées par les investissements dans les capacités et moyens militaires à définir par une ou plusieurs lois spéciales.

**3. Recettes et dépenses**

- Aux termes de l'article 2 de la loi du 19 décembre 2003 portant réactivation du fonds d'équipement militaire, le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles et par des emprunts.
- L'acquisition de l'avion militaire 400M a été autorisée par la loi du 21 mars 2005 et les dépenses relatives au 2e programme pluriannuel d'équipement militaire font l'objet de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires ; lois autorisant le financement de financement de projets particuliers.
- Loi modifiée du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires.
- Loi du 19 décembre 2014 autorisant le gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires permettant au gouvernement de satisfaire ses besoins et ses obligations en matière de défense.
- Loi du 18 décembre 2015 autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme "Alliance Ground Surveillance" (AGS) de l'OTAN.
- Loi modifiée du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational "Multi-Role Tanker Transport" (MRTT).
- Loi modifiée du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre.
- Loi du 13 décembre 2024 autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition et le soutien logistique du matériel roulant pour les besoins de l'Armée luxembourgeoise.
- Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite GovSat-2 destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires.

**4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds**

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 45.938 | 12.822 | 17.515 | 8.732 | 7.337 | 8.558 |
| Recettes | 281.600 | 390.000 | 695.000 | 697.320 | 781.500 | 921.000 |
| Dépenses | 314.716 | 385.307 | 703.782 | 698.715 | 780.280 | 921.815 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 314.716 | 385.307 | 703.782 | 698.715 | 780.280 | 921.815 |
| Avoir au 31.12 | 12.822 | 17.515 | 8.732 | 7.337 | 8.558 | 7.742 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentation normale | 260.000 | 390.000 | 635.000 | 687.120 | 781.500 | 921.000 |
| B) Alimentation supplémentaire | — | — | — | — | — | — |
| C) Remboursements de dépenses de pays alliés | 21.600 | — | — | — | — | — |
| D) Remboursements de TVA | — | — | — | 10.200 | — | — |
| E) Transferts de revenus de pays alliés | — | — | 60.000 | — | — | — |
| **Total des recettes** | **281.600** | **390.000** | **695.000** | **697.320** | **781.500** | **921.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) AIR | 35.192 | 82.292 | 45.506 | 51.770 | 67.599 | 70.137 |
| 1) Avion A400M | 54 | 234 | 3.656 | 7.020 | 11.349 | 7.137 |
| 2) Hélicoptères de Police (2) | 616 | — | — | — | — | — |
| 3) UAV - STRUAS | — | 2.000 | 1.000 | — | — | — |
| 4) UAV | — | — | 1.300 | 1.250 | 1.250 | 5.000 |
| 5) MRTT | 34.519 | 79.558 | 31.000 | 18.000 | 23.000 | 28.000 |
| 6) AFSC | 2 | 500 | 50 | 17.000 | 17.000 | — |
| 7) MEDEVAC | — | — | 7.500 | 7.500 | — | — |
| a) Multirole MEDEVAC | — | — | 7.500 | 7.500 | — | — |
| 8) Air Defence | — | — | — | — | 10.000 | 20.000 |
| a) Investment | — | — | — | — | 10.000 | 20.000 |
| 9) Aéroport Findel | — | — | 1.000 | 1.000 | 5.000 | 10.000 |
| a) Utilisation militaire de l'aéroport Findel | — | — | 1.000 | 1.000 | 5.000 | 10.000 |
| B) SPACE | 61.721 | 39.343 | 241.543 | 124.680 | 50.800 | 53.450 |
| 1) GOVSAT | 11.700 | 11.700 | 11.700 | 11.700 | 11.700 | — |
| 2) GOVSAT 2 | — | — | 204.800 | 89.250 | 9.200 | 17.550 |
| a) CAPEX | — | — | 41.000 | 60.000 | — | — |
| b) Capacity Agreement - Prise ferme de capacités SHF + UHF | — | — | 93.600 | 29.250 | 9.200 | 17.550 |
| c) Capacités de pays alliés | — | — | 70.200 | — | — | — |
| 3) MGS | 18.500 | 7.500 | 10.450 | 10.500 | 14.500 | 20.500 |
| 4) AGS | 11.551 | 11.400 | 11.400 | 11.400 | 11.400 | 11.400 |
| 5) WGS | — | — | — | — | 150 | 150 |
| 6) NAOS | 11.603 | 2.072 | — | — | — | — |
| a) Investissement (Acquisition satellite) - TVAC | 11.590 | 2.072 | — | — | — | — |
| b) Support NAOS LGS | 13 | — | — | — | — | — |
| 7) Ancrage | 4.172 | 6.670 | 1.443 | — | — | — |
| 8) SSA | — | — | — | — | — | — |
| 9) Divers | 4.195 | — | 1.750 | 1.830 | 3.850 | 3.850 |
| C) SERVICES | 1.565 | 535 | 400 | 400 | 420 | 420 |
| 1) EBRC Data Centre for NSPA | 34 | — | — | — | — | — |
| a) Frais de Fonctionnement (O&M) | 34 | — | — | — | — | — |
| b) Frais de Fonctionnement (Loc salle + Elec) | — | — | — | — | — | — |
| 2) NATO CSD | — | — | — | — | — | — |
| 3) NSWAN | 505 | 535 | 400 | 400 | 420 | 420 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4) Divers | 1.025 | — | — | — | — | — |
| D) CYBER | 9.502 | 14.121 | 27.280 | 35.775 | 29.110 | 31.128 |
| 1) CYBER programmes | 9.502 | 14.121 | 27.280 | 35.775 | 29.110 | 31.128 |
| a) Cyber Range | 510 | 2.782 | 1.153 | 1.185 | 1.219 | 1.255 |
| b) Cyber Shield | 800 | — | — | — | — | — |
| c) Cyber Defence Cloud | 8.193 | 11.339 | 19.850 | 29.414 | 22.708 | 21.927 |
| d) DSOC - non cloud part | — | — | — | — | — | — |
| e) Serveurs déployables additionnels AL | — | — | 500 | 500 | — | 2.000 |
| f) Luxembourg Defence SOC | — | — | 1.527 | 1.926 | 2.732 | 3.496 |
| g) Luxembourg Defence Network | — | — | — | 2.500 | 2.200 | 2.200 |
| h) TEMPEST LAB (CTIE-DSI-SIC) | — | — | 2.000 | — | — | — |
| i) Info security consultancy outline agreement | — | — | 250 | 250 | 250 | 250 |
| j) NS Datacenter Space | — | — | 2.000 | — | — | — |
| E) LAND | 115.810 | 169.017 | 289.053 | 318.972 | 391.856 | 445.684 |
| 1) Armes, systèmes d'armes, munitions | 22.709 | — | 3.455 | 5.560 | — | 3.000 |
| 2) Equip., moyens techn. et spécialisés: | 14.427 | 9.700 | 21.364 | 11.296 | 8.099 | 8.135 |
| 3) Moyens de communication | — | 2.300 | 25.422 | 13.562 | 10.062 | 9.400 |
| a) Gestion de configuration (radios MoU avec BE) Scorpionisation Véh trucks & PSCV etc. & CLRV update | — | 2.300 | 6.000 | 6.000 | 2.000 | 4.000 |
| b) Equipements de communication AL | — | — | 19.422 | 7.562 | 8.062 | 5.400 |
| c) Divers | — | — | — | — | — | — |
| 4) VEHICULES | 78.674 | 96.562 | 47.294 | 12.675 | 14.427 | 8.713 |
| a) Véhicules tactiques | 77.881 | 96.332 | 40.050 | 7.035 | 8.587 | 5.673 |
| b) Véhicules logistiques | 29 | 229 | 6.344 | 3.040 | 3.840 | 40 |
| c) Remorques et conteneurs | 763 | — | 900 | 2.600 | 2.000 | 3.000 |
| 5) Bataillon avec BEL | — | 60.455 | 191.518 | 275.879 | 359.268 | 416.435 |
| F) Nouveaux projets | — | — | 20.000 | 87.118 | 160.495 | 240.997 |
| G) Support Ukraine | 90.926 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 | 80.000 |
| **Total des dépenses** | **314.716** | **385.307** | **703.782** | **698.715** | **780.280** | **921.815** |

# 3. FONDS POUR LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL

## 1. Base légale

Articles 111 et 112 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel.

## 2. Objet

Le Fonds est destiné à financer :

a) les dépenses en relation avec l'acquisition de biens immeubles du patrimoine architectural ;
b) les dépenses d'investissement à réaliser par l'État dans l'intérêt de la conservation des biens immeubles du patrimoine architectural appartenant à l'État ; dans des cas exceptionnels, pour des raisons dûment motivées et expressément arrêtées par le ministre, l'État peut procéder en tant que maître d'ouvrage à la conservation des biens du patrimoine architectural dont il n'est pas propriétaire ;
c) les dépenses d'investissement et d'acquisition à réaliser par l'État dans l'intérêt de la conservation de biens mobiliers appartenant au patrimoine industriel et religieux, ce dernier devant meubler les édifices religieux ;
d) les subventions en capital allouées par l'État conformément aux articles 34 à 36 à toute personne morale ou physique qui procède comme propriétaire ou maître d'ouvrage à la conservation des biens immeubles classés ou pour lesquels une procédure de classement a été entamée ou encore des biens immeubles faisant partie d'un secteur protégé d'intérêt national ;
e) les subventions en capital alloués par l'État à toute personne morale ou physique qui procède comme propriétaire ou maître d'ouvrage à la conservation des biens immeubles qui bénéficient d'une protection communale. On entend par mesure de protection communale le fait de faire figurer un bien immeuble en tant que bâtiment à conserver dans un secteur protégé d'intérêt communal par le plan d'aménagement général d'une commune, ceci en vertu des dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et de ses règlements grand-ducaux d'exécution

## 3. Recettes et dépenses

Le Fonds pour le patrimoine architectural est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

Note :
Les moins-values pour retards et aléas de chantier au niveau des dépenses d'investissement ont été estimées à 7 millions d'euros par an.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 24.597 | 26.062 | 25.484 | 20.362 | 15.052 | 9.063 |
| Recettes | 15.500 | 20.450 | 15.000 | 15.500 | 16.000 | 16.500 |
| Dépenses | 14.035 | 29.027 | 28.122 | 25.310 | 26.489 | 27.581 |
| Moins-values | — | 8.000 | 8.000 | 4.500 | 4.500 | 4.500 |
| Dépenses ajustées | 14.035 | 21.027 | 20.122 | 20.810 | 21.989 | 23.081 |
| Avoir au 31.12 | 26.062 | 25.484 | 20.362 | 15.052 | 9.063 | 2.482 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 15.500 | 20.450 | 15.000 | 15.500 | 16.000 | 16.500 |
| **Total des recettes** | **15.500** | **20.450** | **15.000** | **15.500** | **16.000** | **16.500** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Châteaux et résidences | 1.214 | 4.099 | 4.094 | 2.496 | 3.288 | 1.335 |
| 1) Château de Schoenfels | 1.039 | 350 | 900 | 1.000 | 1.963 | — |
| 2) Château Renaissance Beaufort | 78 | 3.566 | 3.103 | 1.496 | 1.325 | 1.335 |
| 3) autres | 97 | 183 | 90 | — | — | — |
| B) Patrimoine féodal et fortifié | 3.162 | 6.080 | 6.786 | 5.904 | 5.516 | 7.356 |
| 1) Château de Bourscheid | 54 | 498 | 502 | 361 | 428 | 442 |
| 2) Château de Vianden | 711 | 1.046 | 2.090 | 3.242 | 2.690 | 4.401 |
| 3) Château de Bourglinster | 320 | 646 | 98 | 77 | 181 | 285 |
| 4) Château de Koerich | 323 | 435 | 515 | 303 | 203 | 203 |
| 5) Vieux Château de Beaufort | 781 | 414 | 638 | 540 | 594 | 605 |
| 6) Château de Larochette | 331 | 897 | 834 | 602 | 312 | 330 |
| 7) autres | 643 | 2.143 | 2.108 | 779 | 1.109 | 1.090 |
| C) Patrimoine industriel | 2.520 | 5.064 | 4.926 | 4.645 | 4.107 | 4.807 |
| 1) Ardoisières Haut-Martelange | 473 | 2.303 | 2.137 | 1.585 | 1.740 | 2.090 |
| 2) Fond-de-Gras | 1.648 | 1.176 | 1.336 | 520 | 335 | 550 |
| 3) Matériel ferroviaire historique | 31 | 457 | 263 | 597 | 392 | 482 |
| 4) Centre national pour le patrimoine ferroviaire | 81 | 117 | — | — | — | 150 |
| 5) Minière Dhoil Rodange | 174 | 874 | 565 | 1.558 | 1.510 | 1.405 |
| 6) autres | 113 | 136 | 625 | 385 | 130 | 130 |
| D) Patrimoine paysager | 349 | 1.337 | 1.580 | 365 | 415 | 265 |
| E) Patrimoine religieux | 648 | 2.030 | 993 | 865 | 1.015 | 1.230 |
| 1) Chapelle St. Eloi Dudelange | — | 255 | 250 | 250 | 400 | 500 |
| 2) Diverses églises: travaux d'études | 622 | 1.380 | 428 | 300 | 300 | 400 |
| 3) Marienthal | 2 | 381 | 300 | 300 | 300 | 320 |
| 4) autres | 24 | 15 | 15 | 15 | 15 | 10 |
| F) Patrimoine rural et urbain | 262 | 977 | 887 | 1.077 | 987 | 410 |
| G) Sites archéologiques | 42 | 640 | 1.157 | 1.459 | 2.161 | 2.328 |
| 1) Crypte archéologique Plateau du Saint-Esprit | 40 | 459 | 1.000 | 1.298 | 1.400 | 1.567 |
| 2) Site romain Dalheim | 2 | 81 | 100 | 150 | 750 | 750 |
| 3) autres | — | 100 | 57 | 11 | 11 | 11 |
| H) Subventions | 5.839 | 8.800 | 7.700 | 8.500 | 9.000 | 9.850 |
| **Total des dépenses** | **14.035** | **29.027** | **28.122** | **25.310** | **26.489** | **27.581** |

# 4. FONDS DE REEQUILIBRAGE BUDGETAIRE

## 1. Base légale

Article 40 de la loi du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2020, modifiant la loi du 27 juillet 1938 portant création d'un fonds de réserve pour la crise. Par cette loi, le fonds de crise est remplacé par le fonds de rééquilibrage budgétaire.

## 2. Objet

D'après l'article 1er de la loi, le fonds a exclusivement pour but de constituer une réserve budgétaire pour faire face à d'éventuels chocs économiques ou budgétaires.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires et par le produit de ses placements, en tenant compte d'une éventuelle réalisation de soldes budgétaires excédentaires. Le ministre ayant le Budget dans ses attributions est autorisé à disposer des sommes constituant le fonds de rééquilibrage budgétaire aux fins exclusives de réduire un solde budgétaire déficitaire.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 21.715 | 21.715 | 21.715 | 21.715 | 21.715 | 21.715 |
| Recettes | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses | — | — | — | — | — | — |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | — | — | — | — | — | — |
| Avoir au 31.12 | 21.715 | 21.715 | 21.715 | 21.715 | 21.715 | 21.715 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | — | — | — | — | — | — |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dépenses | — | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | — | — | — | — | — | — |

# 5. FONDS DE PENSION

## 1. Base légale

Loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois (art 62).

## 2. Objet

Le Fonds de pension, géré par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'Etat, a pour objet de rassembler les recettes et les dépenses relatives aux pensions des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics dont le personnel tombe dans le champ d'application du régime de pension spécial des fonctionnaires de l'Etat.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 62. - Le Fonds de pension est alimenté :

a) par la retenue pour pension opérée conformément à l'article 61;
b) par des dotations à charge des établissements publics dans la mesure où les lois instituant ces établissements leur posent une participation aux pensions de leurs agents;
c) par des dotations du budget de l'Etat destinées à assurer l'équilibre entre les recettes et les dépenses du fonds.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 12.031 | 36.721 | 36.836 | 38.558 | 38.733 | 38.915 |
| Recettes | 1.317.080 | 1.330.699 | 1.388.789 | 1.450.110 | 1.549.577 | 1.620.313 |
| Dépenses | 1.292.390 | 1.330.584 | 1.387.067 | 1.449.935 | 1.549.396 | 1.620.114 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 1.292.390 | 1.330.584 | 1.387.067 | 1.449.935 | 1.549.396 | 1.620.114 |
| Avoir au 31.12 | 36.721 | 36.836 | 38.558 | 38.733 | 38.915 | 39.113 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 904.347 | 926.545 | 957.214 | 1.003.133 | 1.090.998 | 1.153.481 |
| B) Autres recettes | 412.733 | 404.155 | 431.575 | 446.977 | 458.580 | 466.833 |
| 1) Programme des recettes au niveau de l'Administration centrale | 358.769 | 349.647 | 374.593 | 387.003 | 396.957 | 401.069 |
| a) Recettes au niveau de la Fonction publique | 340.278 | 330.854 | 353.847 | 365.373 | 374.024 | 377.135 |
| – Etat (ministères, administrations,...) | 232.197 | 230.140 | 256.613 | 267.229 | 284.868 | 297.078 |
| – Suppléments Etat | 117 | 116 | 129 | 135 | 144 | 150 |
| – Assurance rétroactive (régime transitoire) | 92.122 | 85.000 | 80.000 | 80.000 | 70.000 | 60.000 |
| – Pensions partielles (régime transitoire) | 9.988 | 9.899 | 11.038 | 11.495 | 12.253 | 12.779 |
| – Assurance volontaire | 2.627 | 2.500 | 2.500 | 2.800 | 2.800 | 3.000 |
| – Forfait d'éducation | 3.227 | 3.198 | 3.566 | 3.714 | 3.959 | 4.129 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| b) Recettes au niveau des institutions de l'Etat ..... | 2.249 | 2.229 | 2.486 | 2.588 | 2.759 | 2.878 |
| – Chambre des Députés..... | 1.526 | 1.512 | 1.686 | 1.756 | 1.872 | 1.952 |
| – Conseil d'Etat ..... | 150 | 148 | 165 | 172 | 184 | 191 |
| – Médiateur ..... | 140 | 139 | 155 | 162 | 172 | 180 |
| – Ombudsman fir Kanner an Jugendlecher..... | 179 | 178 | 198 | 206 | 220 | 229 |
| – Cour des comptes ..... | 254 | 252 | 281 | 292 | 312 | 325 |
| c) Recettes d'autres organismes de l'Administration centrale ..... | 16.241 | 16.564 | 18.261 | 19.042 | 20.173 | 21.057 |
| – Commission de Surveillance du Secteur Financier..... | 9.511 | 9.426 | 10.511 | 10.946 | 11.668 | 12.168 |
| – Commissariat aux assurances ..... | 533 | 528 | 589 | 613 | 653 | 682 |
| – Commission Nationale pour la Protection des Données ..... | 309 | 307 | 342 | 356 | 379 | 396 |
| – Institut Luxembourgeois de Régulation..... | 703 | 697 | 777 | 809 | 863 | 899 |
| – Fonds National de Solidarité..... | — | 411 | 458 | 477 | 508 | 530 |
| – Office National du Remembrement..... | 119 | 118 | 131 | 137 | 146 | 152 |
| – Corps grand-ducal d'incendie et de secours ..... | 3.000 | 2.973 | 3.315 | 3.453 | 3.681 | 3.838 |
| – Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel ..... | 95 | 94 | 105 | 110 | 117 | 122 |
| – Fonds National de Soutien à la Production Audiovisuelle ..... | 31 | 30 | 34 | 35 | 38 | 39 |
| – Autorité de la concurrence du grand Duché de Luxembourg..... | 164 | 162 | 181 | 189 | 201 | 210 |
| – Caisse pour l'avenir des enfants ..... | 16 | 17 | 18 | 18 | 20 | 21 |
| – CAE-cotisations sur congé parental des fonctionnaires (2023= exercices 2016-2022) .. | 1.761 | 1.800 | 1.800 | 1.900 | 1.900 | 2.000 |
| 2) Programme des recettes hors du périmètre de l'Administration centrale ..... | 53.965 | 54.508 | 56.982 | 59.974 | 61.622 | 65.764 |
| a) Recettes au niveau de la Sécurité sociale ..... | 32.246 | 33.000 | 33.000 | 35.000 | 35.000 | 38.000 |
| – Caisse Nationale de Santé..... | 685 | 701 | 701 | 743 | 743 | 807 |
| – Centre Commun de Sécurité Sociale..... | 158 | 162 | 162 | 171 | 171 | 186 |
| – Association d'assurance accident ..... | 28 | 29 | 29 | 31 | 31 | 33 |
| – Caisse Nationale d'Assurance Pension..... | 31.304 | 32.035 | 32.035 | 33.977 | 33.977 | 36.889 |
| – Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires communaux..... | 72 | 73 | 73 | 78 | 78 | 84 |
| b) Recettes d'autres organismes..... | 21.718 | 21.508 | 23.982 | 24.974 | 26.622 | 27.764 |
| – Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat..... | 8.910 | 8.831 | 9.847 | 10.254 | 10.931 | 11.399 |
| – POST (avec suppl.empl./ouvr.) ..... | 12.808 | 12.677 | 14.135 | 14.720 | 15.692 | 16.364 |
| – Avance de rente complémentaire de l'Association d'assurance accident ..... | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **1.317.080** | **1.330.699** | **1.388.789** | **1.450.110** | **1.549.577** | **1.620.313** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Programme des dépenses au niveau de l'Administration centrale..... | 1.141.823 | 1.175.745 | 1.227.038 | 1.281.146 | 1.368.988 | 1.431.480 |
| 1) Dépenses au niveau de la Fonction publique..... | 1.117.510 | 1.150.720 | 1.200.916 | 1.253.913 | 1.339.879 | 1.401.043 |
| a) Etat (ministères, administrations,…) ..... | 1.097.447 | 1.129.561 | 1.179.110 | 1.231.325 | 1.316.084 | 1.376.162 |
| b) Suppléments Etat..... | 1.124 | 1.157 | 1.208 | 1.261 | 1.348 | 1.410 |
| c) Participation charges régime spécial..... | 447 | 700 | 700 | 800 | 900 | 1.100 |
| d) Assurance rétroactive (régime transitoire)..... | 5.276 | 5.700 | 5.700 | 5.700 | 5.700 | 5.800 |
| e) Pensions partielles (régime transitoire)..... | 9.988 | 10.280 | 10.731 | 11.206 | 11.978 | 12.524 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| f) Forfait d'éducation | 3.227 | 3.321 | 3.467 | 3.621 | 3.870 | 4.047 |
| 2) Dépenses au niveau des institutions de l'Etat | 10.151 | 10.448 | 10.907 | 11.344 | 12.125 | 12.678 |
| a) Chambre des Députés | 6.361 | 6.548 | 6.835 | 7.138 | 7.629 | 7.977 |
| b) Conseil d'Etat | 780 | 803 | 838 | 875 | 936 | 978 |
| c) Médiateur | 412 | 424 | 443 | 462 | 494 | 517 |
| d) Cour des comptes | 2.597 | 2.673 | 2.791 | 2.869 | 3.066 | 3.206 |
| 3) Dépenses d'autres organismes de l'Administration centrale | 14.162 | 14.577 | 15.216 | 15.889 | 16.984 | 17.759 |
| a) Commission de Surveillance du Secteur Financier | 5.940 | 6.114 | 6.382 | 6.665 | 7.124 | 7.449 |
| b) Commissariat aux assurances | 623 | 641 | 669 | 698 | 747 | 781 |
| c) Commission Nationale pour la Protection des Données | 334 | 344 | 359 | 375 | 400 | 419 |
| d) Institut Luxembourgeois de Régulation | 1.345 | 1.384 | 1.445 | 1.509 | 1.613 | 1.687 |
| e) Fonds National de Solidarité | 1.861 | 1.915 | 1.999 | 2.088 | 2.231 | 2.333 |
| f) Office National du Remembrement | 1.342 | 1.381 | 1.441 | 1.505 | 1.609 | 1.682 |
| g) Corps grand-ducal d'incendie et de secours | 2.557 | 2.632 | 2.747 | 2.869 | 3.066 | 3.206 |
| h) Autorité de la concurrence du grand Duché de Luxembourg | 36 | 37 | 38 | 40 | 43 | 45 |
| i) Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel | 109 | 112 | 117 | 122 | 131 | 137 |
| j) Caisse pour l'avenir des enfants | 16 | 17 | 18 | 18 | 20 | 20 |
| B) Programme des dépenses hors du périmètre de l'Administration centrale | 150.567 | 154.840 | 160.029 | 168.789 | 180.408 | 188.634 |
| 1) Dépense au niveau de la Sécurité sociale | 32.251 | 33.195 | 33.048 | 36.185 | 38.676 | 40.433 |
| a) Caisse Nationale de Santé | 685 | 705 | 736 | 768 | 821 | 859 |
| b) Centre Commun de Sécurité Sociale | 158 | 163 | 170 | 177 | 189 | 189 |
| c) Association d'assurance accident | 28 | 29 | 30 | 32 | 34 | 35 |
| d) Caisse Nationale d'Assurance Pension | 31.309 | 32.225 | 32.035 | 35.128 | 37.546 | 39.260 |
| e) Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires communaux | 72 | 74 | 77 | 80 | 86 | 90 |
| 2) Dépenses d'autres organismes | 118.315 | 121.645 | 126.981 | 132.604 | 141.732 | 148.202 |
| a) Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat | 9.373 | 9.647 | 10.070 | 10.516 | 11.240 | 11.753 |
| b) POST (avec suppl.empl./ouvr.) | 108.943 | 111.998 | 116.910 | 122.088 | 130.492 | 136.448 |
| **Total des dépenses** | **1.292.390** | **1.330.584** | **1.387.067** | **1.449.935** | **1.549.396** | **1.620.114** |

# 6. FONDS POUR LA REFORME COMMUNALE

## 1. Base légale

Article 21 de la loi du 23 décembre 1972 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1973.

## 2. Objet

Art. 21. (2) - Le fonds est destiné au financement des opérations réalisées, dans le cadre de l'aménagement du territoire, en vue de la réforme administrative et du regroupement des communes, notamment de la fusion des communes.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 21. (3) - Le Ministre des Affaires intérieures est autorisé à ordonnancer au profit du fonds spécial les sommes restant disponibles à la clôture de l'exercice 1972 sur le crédit de l'article 37.0.43.000 du budget des dépenses de cet exercice.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 25.327 | 29.327 | 27.827 | 30.468 | 34.468 | 38.468 |
| Recettes | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| Dépenses | — | 5.500 | 1.360 | — | — | 5.500 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | — | 5.500 | 1.360 | — | — | 5.500 |
| Avoir au 31.12 | 29.327 | 27.827 | 30.468 | 34.468 | 38.468 | 36.968 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires: | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| 1) Alimentation normale | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| **Total des recettes** | **4.000** | **4.000** | **4.000** | **4.000** | **4.000** | **4.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dépenses | — | 5.500 | 1.360 | — | — | 5.500 |
| **Total des dépenses** | — | **5.500** | **1.360** | — | — | **5.500** |

# 7. FONDS DE DOTATION GLOBALE DES COMMUNES

## 1. Base légale

Loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (FDGC)

## 2. Objet

Le fonds a pour objet de recevoir et de permettre la répartition de la dotation à allouer aux communes sur la base de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (FDGC).

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par :

1. une partie du produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette et de traitement et salaires,
2. une partie du produit de la taxe sur la valeur ajoutée,
3. une partie du produit de la taxe sur les véhicules routiers,
4. une partie de l'impôt commercial communal,
5. un montant forfaitaire.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Recettes | 3.134.537 | 3.219.190 | 3.358.957 | 3.521.471 | 3.724.203 | 3.936.941 |
| Dépenses | 3.134.536 | 3.219.190 | 3.358.957 | 3.521.471 | 3.724.203 | 3.936.941 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 3.134.536 | 3.219.190 | 3.358.957 | 3.521.471 | 3.724.203 | 3.936.941 |
| Avoir au 31.12 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 3.134.537 | 3.219.190 | 3.358.957 | 3.521.471 | 3.724.203 | 3.936.941 |
| 1) Participation dans le produit de la taxe sur la valeur ajoutée | 541.095 | 543.910 | 585.105 | 611.915 | 652.800 | 689.390 |
| 2) Participation dans le produit de la taxe sur les véhicules automoteurs | 13.767 | 13.600 | 13.600 | 13.600 | 13.600 | 13.600 |
| 3) Produit de la taxe de consommation sur l'alcool | 57.348 | 59.400 | 59.400 | 59.400 | 59.400 | 59.400 |
| 4) Dotation complémentaire | 1.201.099 | 1.217.280 | 1.301.852 | 1.394.556 | 1.506.403 | 1.631.551 |
| 5) Part de l'impôt commercial communal | 1.321.228 | 1.383.000 | 1.399.000 | 1.442.000 | 1.492.000 | 1.543.000 |
| 6) Compensation unique statut CDA | — | 2.000 | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **3.134.537** | **3.219.190** | **3.358.957** | **3.521.471** | **3.724.203** | **3.936.941** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dotation en faveur des communes | 3.134.536 | 3.219.190 | 3.358.957 | 3.521.471 | 3.724.203 | 3.936.941 |
| 1) provenant de la part de l'impôt commercial communal | 1.321.228 | 1.383.000 | 1.301.852 | 1.394.556 | 1.506.403 | 1.631.551 |
| 2) provenant d'autres recettes | 1.813.308 | 1.836.190 | 2.057.105 | 2.126.915 | 2.217.800 | 2.305.390 |
| B) Remboursement à la Trésorerie de l'excédent d'alimentation versé | — | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **3.134.536** | **3.219.190** | **3.358.957** | **3.521.471** | **3.724.203** | **3.936.941** |

# 8. FONDS SPECIAL DE LA PECHE

## 1. Base légale

Loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures.

## 2. Objet

Art. 7. (1) Les montants de la taxe piscicole sont versés sur un fonds spécial qui sert :

1. au repeuplement des eaux de la première catégorie;
2. au repeuplement des eaux intérieures qui sont polluées accidentellement, si le pollueur est inconnu;
3. à l'allocation de primes d'encouragement aux propriétaires riverains, qui ont effectué, dans l'intérêt piscicole, des travaux d'aménagement sur leurs propriétés riveraines;
4. à l'indemnisation des propriétaires riverains des cours d'eau déclarés zones de frayère;
5. à l'établissement d'études scientifiques ayant comme but l'amélioration du milieu aquatique;
6. au financement de mesures et d'aménagements visant à améliorer le milieu aquatique;
7. à la construction, l'extension, l'équipement et la modernisation d'installations utilisées pour la pêche dans les cours d'eau;
8. à la sensibilisation, à la formation et à l'information des pêcheurs et du public en matière de pêche et de protection du milieu aquatique.

## 3. Recettes et dépenses

1. La perception annuelle d'un droit d'adjudication de cinq pour cent sur le prix de la location des lots de pêche adjugés au profit de l'Etat, conformément à l'article 41.(1) de la loi portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures.
2. Le produit de la taxe piscicole perçue sur les permis de pêche délivrés en exécution des articles 5 et 6 de la loi portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures.
3. Une dotation supplémentaire servant à couvrir les frais relatifs à la gestion et à l'entretien de la pisciculture de l'Etat.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 216 | — | — | — | — | — |
| Recettes | 126 | — | — | — | — | — |
| Dépenses | 188 | — | — | — | — | — |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 188 | — | — | — | — | — |
| Avoir au 31.12 | 154 | — | — | — | — | — |

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 126 | — | — | — | — | — |
| 1) Taxe piscicole | 43 | — | — | — | — | — |
| 2) Dotation supplémentaire | 83 | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **126** | — | — | — | — | — |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Déversements de poissons | 85 | — | — | — | — | — |
| 1) Déversements de poissons dans la Sûre moyenne | 39 | — | — | — | — | — |
| 2) Déversements de poissons dans le Lac principal | 10 | — | — | — | — | — |
| 3) Déversements de poissons dans le Lac à Bavigne | 10 | — | — | — | — | — |
| 4) Déversements de poissons (Lac: Pont-Misère) | 25 | — | — | — | — | — |
| B) Projets divers | — | — | — | — | — | — |
| C) Entretien et gestion de la pisciculture à Lintgen | 104 | — | — | — | — | — |
| D) Exécution plans de déversement de poissons - recouvrement frais | — | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **188** | — | — | — | — | — |

# 9. FONDS POUR LA GESTION DE L'EAU

## 1. Base légale

Art. 62 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Art. 31 de la loi budgétaire pour 2020 (engagement des études préparatoires aux projets)

## 2. Objet

Art. 63 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau : Le fonds prend en charge, dans les limites prévues aux articles 65, 66 et 71 (notamment tels que respectivement remplacés (art. 65 et 71) et modifié (art. 66) par la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau), les dépenses occasionnées pour la réalisation des études et l'exécution des travaux visés. Ces dépenses font l'objet d'une programmation pluriannuelle arrêtée par le Gouvernement.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 64 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau : Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles, par les taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées, par des emprunts ou par d'autres fonds publics.

Art. 65 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau : Projets éligibles et taux d'intervention du Fonds pour la gestion de l'eau.

Ces projets concernent :

1. la sauvegarde de la qualité des eaux souterraines et superficielles;
2. l'assainissement et l'épuration des eaux usées;
3. la protection et la restauration des cours d'eau dans un état proche de la nature;
4. la réduction des risques d'inondation;
5. l'utilisation durable de l'eau, fondée sur la protection à long terme des ressources en eau disponibles.

Note :

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 32,5% pour les années 2025 à 2029

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 253.560 | 222.859 | 167.393 | 115.507 | 68.435 | 29.904 |
| Recettes | 42.384 | 22.135 | 29.180 | 37.173 | 45.173 | 54.673 |
| Dépenses | 73.084 | 114.965 | 120.098 | 124.807 | 124.006 | 124.551 |
| Moins-values | — | 37.364 | 39.032 | 40.562 | 40.302 | 40.479 |
| Dépenses ajustées | 73.084 | 77.601 | 81.066 | 84.244 | 83.704 | 84.072 |
| Avoir au 31.12 | 222.859 | 167.393 | 115.507 | 68.435 | 29.904 | 505 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 33.333 | 12.260 | 17.621 | 25.621 | 33.621 | 43.121 |
| 1) Alimentation normale | 33.333 | 12.260 | 17.621 | 25.621 | 33.621 | 43.121 |
| B) Produit des taxes instaurées par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau | 8.845 | 9.000 | 11.379 | 11.379 | 11.379 | 11.379 |
| C) Remboursement d'un paiement échoué par la Trésorerie de l'Etat | 206 | — | — | — | — | — |
| D) Produit de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des lots de pêche | — | 45 | 44 | 55 | 55 | 55 |
| E) Produit de la vente des permis de pêche dans les eaux frontalières | — | 66 | 67 | 60 | 60 | 60 |
| F) Versement au fonds pour la gestion de l'eau de la part de l'Etat pour les frais d'entretien et de gestion de la pisciculture de l'Etat | — | 83 | 69 | 58 | 58 | 58 |
| G) Versement au fonds pour la gestion de l'eau des montants disponibles au 31 décembre 2024 à l'actuel fonds spécial portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures | — | 154 | — | — | — | — |
| H) Versement au fonds pour la gestion de l'eau des montants disponibles au 31 décembre 2024 à l'actuel fonds spécial portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune | — | 527 | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **42.384** | **22.135** | **29.180** | **37.173** | **45.173** | **54.673** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Projets d'intérêt national | 1.163 | 3.000 | 3.000 | 3.500 | 3.000 | 2.500 |
| 1) Projets divers | 1.163 | 3.000 | 3.000 | 3.500 | 3.000 | 2.500 |
| B) Travaux effectués sur les cours d'eau frontaliers présentant un intérêt transfrontalier | — | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| 1) Autres ouvrages | — | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| C) Etudes de faisabilité, de calculs de charges polluantes, de calculs hydrologiques et de validation des données, des missions de gestion de projet | 1.631 | 2.400 | 2.500 | 2.200 | 2.200 | 2.200 |
| 1) Divers | 1.631 | 2.400 | 2.500 | 2.200 | 2.200 | 2.200 |
| D) Assainissement des eaux usées | 45.835 | 62.007 | 66.992 | 70.531 | 73.780 | 73.025 |
| 1) Projets faisant l'objet de lois, projets de loi, avant-projets de loi en préparation, en réalisation | 8.850 | 25.407 | 28.092 | 28.031 | 26.500 | 23.000 |
| a) Heiderscheidergrund, y compris assainissement du Lac de la Haute-Sûre, réseau de collecteur | 2.658 | 1.000 | 1.000 | 781 | — | — |
| b) Assainissement de la Vallée de l'Attert - phase 1 | — | 1.000 | 92 | — | — | — |
| c) Assainissement de la Vallée de l'Attert - phase 2 + surcoût phase 1 | 2.078 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| d) STEP internationale à Perl, y compris réseau d'assainissement du bassin tributaire de la STEP Perl - phase1 | 510 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| e) Collecteurs et bassins d'orage dans le bassin tributaire de la STEP Perl - phase 2 | 196 | 500 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | — |
| f) STEP Wasserbillig-Mertert-Grevenmacher-Stadtbredimus y inclus bassin tributaire | 644 | 2.000 | 2.000 | 3.000 | 2.000 | — |
| g) Agrandissement-modernisation STEP Uebersyren | 2.764 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| h) Extension STEP Beggen à 450.000 EH - phase 1 | — | 2.407 | — | — | — | — |
| i) Extension STEP Beggen à 450.000 EH - phase 2 | — | 9.000 | 9.500 | 10.000 | 10.000 | 15.000 |
| j) Beggen, collecteur Bonnevoie-Beggen | — | — | 4.000 | 3.000 | 3.000 | — |
| k) STEP Bleesbruck | — | — | 1.000 | 500 | 500 | — |
| l) Extension STEP Bettembourg à 180.000 EH | — | 500 | 500 | 750 | 1.000 | 1.000 |
| 2) Projets obligatoires aux termes des directives 91/271/CEE, 2000/60/CE, (UE) 2004/3019, énumérés par la loi budgétaire 2009, en réalisation | 296 | 1.600 | 2.100 | 4.100 | 3.880 | 1.519 |
| a) Raccordement Differdange et Oberkorn à la STEP Pétange | 271 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| b) Agrandissement, modernisation STEP à Mersch/Beringen | — | — | 500 | 2.500 | 2.500 | 519 |
| c) Assainissement des communes de Mondorf et Burmerange - STEP et réseau de collecteurs | — | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| d) Assainissement de la commune de Wincrange - Construction d'une STEP à Boevange, y compris bassin d'orage et collecteurs | 25 | 100 | 100 | 100 | 100 | — |
| e) Assainissement de la Vallée de l'Our moyenne: Construction de collecteurs et bassin d'orage | — | 100 | 100 | 100 | 100 | — |
| f) Assainissement de la Vallée de l'Eisch - STEP Dondelange, bassins d'orage et collecteurs | — | 100 | 100 | 100 | 100 | — |
| g) Construction d'une STEP à Wiltz, y compris bassin d'orage | — | 300 | 300 | 300 | 80 | — |
| 3) Autres projets en réalisation ou réalisés | 12.961 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.500 |
| a) STEPS < 2.000 EH | 3.394 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.500 |
| b) STEPS >2.000 EH | 9.566 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 | 9.000 |
| 4) Autres projets obligatoires aux termes des directives 91/271/CEE, 2000/60/CE, (UE) 2004/3019 | 8.592 | 9.500 | 8.500 | 7.900 | 7.900 | 7.506 |
| a) Travaux sur le bassin tributaire de la STEP de Mersch/Beringen | 670 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| b) Travaux sur la bassin tributaire de la STEP de Beggen | 479 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| c) Assainissement collecteur principal Colmar-Ettelbruck | 616 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| d) Agrandissement STEP SIACH | 4.690 | 3.000 | 2.000 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| e) Travaux d'aménagement de bassins de rétention, modernisation du réseau de collecteurs du bassin tributaire du SIDEST Uebersyren | 164 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| f) Travaux sur le bassin tributaire de la STEP de Bettembourg | 1.336 | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 | 1.400 |
| g) Travaux sur le bassin tributaire de la STEP de Schifflange | 638 | 100 | 100 | — | — | — |
| h) Construction d'une STEP à Troisvierges, y compris bassin d'orage | — | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 606 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5) Autres projets | 15.136 | 13.500 | 16.300 | 18.500 | 23.500 | 28.500 |
| a) Assainissement de la commune de Wincrange - STEP Sassel - Schimpach - Brachtenbach, y compris bassins d'orage et collecteurs | 336 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| b) STEP Schifflange agrandissement, raccordement Belval, Reckange et Dippach | 310 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 |
| c) Adaptation du forfait de l'AGE suite à la surchauffe des prix dans le domaine de la construction - STEPS + Ouvrages annexes | 300 | 3.500 | 5.000 | 5.000 | 6.000 | 6.000 |
| d) Installation/installations de stockage et de traitement des boues | — | 500 | 1.800 | 4.000 | 8.000 | 12.000 |
| e) Autres projets | 14.190 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 7.000 |
| E) Gestion des eaux pluviales | 6.765 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| 1) Subventions d'investissement aux communes | 3.975 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| 2) Subventions d'investissements aux entreprises | 2.377 | 1.600 | 1.600 | 1.600 | 1.600 | 1.600 |
| 3) Subventions d'investissements aux ménages | 412 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| F) Zones de protection | 1.535 | 4.650 | 4.775 | 4.775 | 4.525 | 4.525 |
| 1) Dossiers de délimitation et autres études ZPS | 8 | 500 | 500 | 500 | 250 | 250 |
| 2) Animateurs eau potable 75 % | 559 | 750 | 875 | 875 | 875 | 875 |
| 3) PM Lac de la Haute-Sûre 75 % | — | 700 | 700 | 700 | 700 | 700 |
| 4) PM captages eaux souterraines | 968 | 2.700 | 2.700 | 2.700 | 2.700 | 2.700 |
| G) Infrastructures intercommunales pour la distribution d'eau | 3.400 | 10.000 | 7.150 | 7.150 | 7.000 | 8.000 |
| 1) Réservoir d'eau et station hydrophore Fridhaff | — | 1.500 | — | — | — | — |
| 2) Fischbach - Projet Filano | — | — | — | — | — | — |
| 3) Forage Schlammstrachen avec installation de déminéralisation à Remerschen | 2.159 | 500 | 650 | 650 | — | — |
| 4) Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable des communes de Mersch et de Lintgen | — | 2.000 | 2.000 | 2.000 | — | — |
| 5) Autres projets | 1.241 | 6.000 | 4.500 | 4.500 | 7.000 | 8.000 |
| H) Renaturation des cours d'eau | 8.326 | 17.100 | 19.500 | 19.600 | 14.700 | 15.500 |
| 1) Réaménagement du Diddelengerbaach dans le cadre du projet "Neischmelz" | — | — | 2.000 | 3.500 | 3.500 | 3.500 |
| 2) Revalorisation écologique de la vallée de la Pétrusse | 2.545 | 4.500 | 3.000 | 2.500 | 800 | — |
| 3) Renaturation du cours d'eau Alzette à Steinsel | 44 | 1.600 | 1.500 | 600 | 400 | — |
| 4) Renaturation de la Wiltz dans le cadre du projet "Wunne mat der Wooltz" | — | 5.000 | 7.000 | 7.000 | 4.000 | 6.000 |
| 5) Autres projets | 5.737 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 |
| I) Protection contre les inondations | 2.528 | 4.200 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 3.500 |
| 1) Exécution de mesures anti-crues sur le cours d'eau « Moselle » à Remich | 140 | 1.000 | 650 | 400 | 500 | — |
| 2) Mesures anti-crues sur le cours d'eau Syre | — | 1.000 | 650 | 450 | — | — |
| 3) Réaménagement de la Gander | 591 | 200 | 200 | — | — | — |
| 4) Autres projets | 1.797 | 2.000 | 2.000 | 2.650 | 3.000 | 3.500 |
| J) Travaux de recherche et projets pilotes | 1.903 | 5.000 | 6.000 | 6.750 | 8.500 | 8.500 |
| 1) 4e phase de traitement / élimination micropolluants | 1.477 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 3.000 | 3.000 |
| 2) Installation d'hygiénisation | — | 800 | 1.500 | 2.000 | 2.500 | 2.500 |
| 3) Bassins de filtration | — | 800 | 1.500 | 2.000 | 2.500 | 2.500 |
| 4) Autres projets | 426 | 1.400 | 1.000 | 750 | 500 | 500 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| K) Participation de l'Etat au financement d'installations d'utilisation rationnelle des eaux dans les maisons d'habitation de particuliers | — | 360 | 480 | 600 | 600 | 600 |
| 1) Subventions d'investissements aux ménages | — | 360 | 480 | 600 | 600 | 600 |
| L) Pêche eaux intérieures | — | 176 | 131 | 131 | 131 | 131 |
| 1) Déversemements de poissons | — | 71 | 53 | 53 | 53 | 53 |
| a) Déversements de poissons dans la Sûre moyenne | — | 33 | 30 | 30 | 30 | 30 |
| b) Déversements de poissons dans le Lac principal | — | 7 | 10 | 10 | 9 | 9 |
| c) Déversements de poissons dans le Lac à Bavigne | — | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| d) Déversements de poissons (Lac: Pont-Misère) | — | 25 | 6 | 6 | 7 | 7 |
| 2) Projets divers liés à la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| 3) Entretien et gestion de la pisciculture à Lintgen | — | 75 | 58 | 58 | 58 | 58 |
| 4) Exécution plans de déversement de poissons - recouvrement frais | — | 20 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| M) Pêche eaux frontalières | — | 67 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| 1) Déversemements de poissons | — | 44 | 42 | 42 | 42 | 42 |
| a) Déversements de poissons dans la Moselle | — | — | 7 | 7 | 7 | 7 |
| b) Déversements de poissons dans la Sûre frontalière | — | 29 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| c) Déversements de poissons dans l'Our | — | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| 2) Projets en relation avec la promotion de la pêche et projets approuvés par la "Grenzfischereikommission" | — | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 |
| **Total des dépenses** | **73.084** | **114.965** | **120.098** | **124.807** | **124.006** | **124.551** |

# 10. FONDS SPECIAL DES EAUX FRONTALIERES

## 1. Base légale

Loi du 21 novembre 1984 portant approbation de la convention entre le Grand-Duché, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975.

## 2. Objet

Art. 3. La délivrance d'un permis de pêche prévu dans la Convention peut être assujettie au paiement à charge du titulaire d'une taxe.

Les montants de cette taxe sont versés sur un fonds spécial qui sert exclusivement aux fins prévues par l'article 8 de la Convention.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 8. de la Convention: Les parties contractantes s'engagent à affecter les recettes provenant de la délivrance des permis de pêche et du paiement de dommages-intérêts et de dédommagements exclusivement à la promotion de la pêche et plus particulièrement au repeuplement des eaux frontalières.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 498 | — | — | — | — | — |
| Recettes | 68 | — | — | — | — | — |
| Dépenses | 38 | — | — | — | — | — |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 38 | — | — | — | — | — |
| Avoir au 31.12 | 527 | — | — | — | — | — |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 68 | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **68** | — | — | — | — | — |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Déversements de poissons | 23 | — | — | — | — | — |
| 1) Déversement de poissons dans la Moselle | — | — | — | — | — | — |
| 2) Déversement de poissons dans la Sûre frontalière | 18 | — | — | — | — | — |
| 3) Déversement de poissons dans l'Our | 5 | — | — | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| B) Projets en relation avec la promotion de la pêche et projets approuvés par la "Grenzfischereikommission" | 16 | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **38** | — | — | — | — | — |

# 11. FONDS D'EQUIPEMENT SPORTIF NATIONAL

## 1. Base légale

Article 14 de la loi budgétaire du 24 mars 1967.

Loi du 8 novembre 2002 autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif.

Loi du 19 décembre 2008 autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif.

Loi du 11 février 2014 autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif.

Loi du 18 juillet 2018 autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif.

Loi du 21 juillet 2023 autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives.

## 2. Objet

Réalisation d'un programme d'équipement sportif national qui fait l'objet de lois spéciales.

## 3. Recettes et dépenses

Le Fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 63.157 | 52.852 | 14.414 | 15.250 | 14.101 | 13.879 |
| Recettes | 5.490 | 5.000 | 9.516 | 20.000 | 20.000 | 25.000 |
| Dépenses | 15.795 | 73.438 | 45.080 | 41.149 | 40.222 | 28.482 |
| Moins-values | — | 30.000 | 36.400 | 20.000 | 20.000 | 20.000 |
| Dépenses ajustées | 15.795 | 43.438 | 8.680 | 21.149 | 20.222 | 8.482 |
| Avoir au 31.12 | 52.852 | 14.414 | 15.250 | 14.101 | 13.879 | 30.398 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 5.490 | 5.000 | 9.516 | 20.000 | 20.000 | 25.000 |
| **Total des recettes** | **5.490** | **5.000** | **9.516** | **20.000** | **20.000** | **25.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) 8è programme quinquennal | — | — | — | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1) Vélodrome (Mondorf-les-Bains) | — | — | — | — | — | — |
| B) 9è programme quinquennal | — | 34 | — | — | — | — |
| 1) soldes résiduels du 9ème programme quinquennal | — | 34 | — | — | — | — |
| C) 10ème programme quinquennal | 8.287 | 3.006 | — | — | — | — |
| 1) Piscine scolaire (Luxembourg-Cents) | 3.500 | — | — | — | — | — |
| 2) Hall multisports (Luxembourg-Cents) | 3.500 | — | — | — | — | — |
| 3) Hall des sports (Luxembourg-Clausen) | — | — | — | — | — | — |
| 4) Hall Omnisports (Brouch - Helperknapp) | 717 | — | — | — | — | — |
| 5) Nouvelle structure scolaire&Hall sports (Medernach) | 570 | — | — | — | — | — |
| 6) autres projets du 10ème programme (< 10ME) | — | 3.006 | — | — | — | — |
| D) 11ème programme quinquennal | 4.140 | 18.683 | 7.187 | 5.010 | 4.510 | 2.184 |
| 1) Hall multisports (Dalheim) | — | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 500 | — |
| 2) Vélodrome + Centre sportif (Mondorf-les-Bains) | — | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 3) Hall omnisports (Bertrange) | — | 720 | — | — | — | — |
| 4) Hall omnisports (Hersperange) | 1.650 | 804 | — | — | — | — |
| 5) Hall multisports, tennis (Mondorf-les-Bains) | — | — | — | — | — | — |
| 6) Hall multisports (Sanem) | — | — | — | — | — | — |
| 7) Piscine (Mondorf-les-Bains) | — | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 8) Centre sportif Hall multisports + Piscine (Mamer) | — | 1.000 | 57 | — | — | — |
| 9) Complexe sportif Hall omnisports + piscine (Mersch) | — | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 174 |
| 10) Extension Piscine (Crauthem) | 360 | 750 | — | — | — | — |
| 11) Construction d'un hall omnisports dans le nouveau campus scolaire et sportif (Eschdorf 11/32) | 385 | 100 | 70 | 10 | 10 | 10 |
| 12) Hall sportif & salles de motricité (Esch/Alzette 11/14) | 1.745 | 310 | — | — | — | — |
| 13) autres projets du 11 prog. (< 10M€) | — | 10.000 | 2.060 | — | — | — |
| E) 12ème programme quinquennal | — | 25.091 | 25.091 | 25.091 | 25.091 | 17.589 |
| 1) Centre sportif comprenant une piscine, un hall athlétique et un hall omnisports (Steinfort 12/01) | — | 3.397 | 3.397 | 3.397 | 3.397 | 2.398 |
| 2) Centre sportif (Dudelange 12/02) | — | 1.488 | 1.488 | 1.488 | 1.488 | 1.051 |
| 3) Hall des sports (Bettembourg 12/03) | — | 807 | 807 | 807 | 807 | 570 |
| 4) Hall des sports (Differdange 12/04) | — | 1.102 | 1.102 | 1.102 | 1.102 | 778 |
| 5) Hall des sports - nouveau Gymnase (Esch-sur-Alzette 12/05) | — | 591 | 591 | 591 | 591 | 417 |
| 6) Hall des sports (Hesperange 12/06) | — | 857 | 857 | 857 | 857 | 605 |
| 7) Hall des sports (Kayl 12/07) | — | 574 | 574 | 574 | 574 | 405 |
| 8) Hall des sports (Mondercange 12/08) | — | 566 | 566 | 566 | 566 | 400 |
| 9) Hall des sports (Pétange 12/09) | — | 435 | 435 | 435 | 435 | 307 |
| 10) Hall multisports (Bettembourg 12/10) | — | 1.517 | 1.517 | 1.517 | 1.517 | 1.071 |
| 11) Hall multisports (Contern 12/11) | — | 935 | 935 | 935 | 935 | 660 |
| 12) Hall omnisports (Differdange 12/13) | — | 1.792 | 1.792 | 1.792 | 1.792 | 1.265 |
| 13) Hall omnisports (Esch-sur-Alzette 12/14) | — | 2.529 | 2.529 | 2.529 | 2.529 | 1.785 |
| 14) Hall de tennis (Niederanven 12/15) | — | 280 | 280 | 280 | 280 | 198 |
| 15) Piscine (Pétange 12/17) | — | 5.043 | 5.043 | 5.043 | 5.043 | 3.560 |
| 16) Piscine (Troisvierges 12/18) | — | 334 | 334 | 334 | 334 | 236 |
| 17) Vestiaire (Bourscheid 12/19) | — | 346 | 346 | 346 | 346 | 244 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 18) Vestiaire (Niederanven 12/20) | — | 387 | 387 | 387 | 387 | 273 |
| 19) Vestiaire (Pétange 12/21) | — | 441 | 441 | 441 | 441 | 189 |
| 20) Vestiaire (Schieren 12/22) | — | 258 | 258 | 258 | 258 | 182 |
| 21) Vestiaire (Wormeldange 12/23) | — | 216 | 216 | 216 | 216 | 153 |
| 22) Terrain de football avec vestiaires (Strassen 12/24) | — | 881 | 881 | 881 | 881 | 622 |
| 23) Salle de motricité et Airtramp (Parc Hosingen 12/27) | — | 313 | 313 | 313 | 313 | 221 |
| 24) Autres projets du 12e programme | — | — | — | — | — | — |
| F) Mise en conformité et modernisation | 3.197 | 5.029 | 5.370 | 5.733 | 6.121 | 6.536 |
| G) Solde des programmes quinquennaux précédents (du 8è au 11è + SIGI) | — | 21.438 | 7.275 | 5.158 | 4.500 | 2.174 |
| H) Mise en place banque de données S.I.G.I. | 171 | 158 | 158 | 158 | — | — |
| **Total des dépenses** | **15.795** | **73.438** | **45.080** | **41.149** | **40.222** | **28.482** |

# 12. FONDS POUR LES INVESTISSEMENTS SOCIO-FAMILIAUX

## 1. Base légale

Article 50 de la loi du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999, modifié par l'article 50 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 et par l'article 36 de la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014.

## 2. Objet

Financement des infrastructures socio-familiales des services gérés par les organismes conventionnés et/ou dûment agréés par le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ou la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité conformément aux dispositions de la loi réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Par dérogation à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 18 décembre 1975 portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments publics, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a également comme attributions en régie propre la supervision de l'étude et de l'exécution des projets d'entretien courant, de petites transformations ou rénovations et de mise en sécurité des bâtiments publics gérés par ce Ministère ou celui de l'Égalité des genres et de la Diversité, ou loués par l'État pour le compte des deux ministères précités mêmes, ou pour le compte d'un organisme conventionné et/ou agréé par l'un des deux ministères précités et financés par le fonds.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles. Les dépenses à charge du fonds peuvent viser soit des subsides accordés pour des investissements opérés par des tiers soit la prise en charge directe, totale ou partielle, d'investissements réalisés par ces mêmes tiers. En cas de préfinancement par le tiers des subsides accordés par l'État, le fonds peut supporter la charge des intérêts d'un emprunt contracté par le tiers aux fins dudit préfinancement.

Note:
Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 20% pour 2025, 35% pour 2026 et 45% pour 2027 - 2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 132.566 | 125.350 | 111.207 | 115.272 | 102.798 | 87.595 |
| Recettes | 50.000 | 35.000 | 60.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| Dépenses | 57.216 | 61.428 | 86.054 | 140.862 | 145.824 | 170.109 |
| Moins-values | — | 12.286 | 30.119 | 63.388 | 65.621 | 76.549 |
| Dépenses ajustées | 57.216 | 49.142 | 55.935 | 77.474 | 80.203 | 93.560 |
| Avoir au 31.12 | 125.350 | 111.207 | 115.272 | 102.798 | 87.595 | 59.035 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 50.000 | 35.000 | 60.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| B) Recettes propres | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **50.000** | **35.000** | **60.000** | **65.000** | **65.000** | **65.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Ministère de la Famille et de l'Intégration. Construction, extension, modernisation, aménagement, équipement, études, analyses et plans dans l'intérêt des: | 56.634 | 60.028 | 83.410 | 138.412 | 143.294 | 168.709 |
| 1) infrastructures pour adultes : | 4.845 | 5.017 | 8.402 | 9.420 | 10.967 | 9.020 |
| a) Centres d'accueil | 3.630 | 847 | 1.250 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| b) Structures de jour | 749 | 150 | 632 | 1.400 | 2.947 | 1.000 |
| c) Divers ( frais d'équipement, imprévus...) | 466 | 4.020 | 6.520 | 6.520 | 6.520 | 6.520 |
| 2) infrastructures pour adultes (sites SERVIOR) : | — | 305 | 725 | 625 | 1.453 | 5.413 |
| a) Structures d'hébergement "Solidarité" site SERVIOR - PARTIE TRAVAUX RENOVATION, CONSTRUCTION ET TRANSFORMATION | — | — | — | — | 1.250 | 5.209 |
| b) Structures d'hébergement "Solidarité" site SERVIOR - PARTIE TRAVAUX COURT, MOYEN ET LONG TERME | — | 305 | 725 | 625 | 183 | 183 |
| c) Divers ( frais d'équipement, imprévus...) | — | — | — | — | 20 | 20 |
| 3) ONIS | 206 | 2.050 | 3.805 | 9.805 | 5.505 | 5.505 |
| a) Structure d'encadrement | — | 50 | 1.300 | 7.300 | 3.000 | 3.000 |
| b) Divers (frais d'équipement, imprévus...) | 206 | 2.000 | 2.505 | 2.505 | 2.505 | 2.505 |
| 4) infrastructures pour immigrés et refugiés : | — | — | — | — | — | — |
| a) Divers ( frais d'équipement, imprévus...) | — | — | — | — | — | — |
| 5) personnes handicapées : | 20.827 | 25.204 | 35.236 | 53.739 | 47.902 | 51.704 |
| a) Structures d'hébergement | 11.735 | 6.222 | 11.219 | 13.393 | 12.202 | 14.565 |
| b) Ateliers protégés et Services formation | 3.140 | 6.280 | 8.897 | 15.050 | 15.950 | 17.889 |
| c) Services d'activités de jour | 1.446 | 1.692 | 870 | 4.146 | 500 | — |
| d) Services d'assistance à domicile et Service d'Information, de consultation et de rencontre | 61 | 1.209 | — | 1.900 | — | — |
| e) Divers ( frais d'équipement, imprévus...) | 4.445 | 9.800 | 14.250 | 19.250 | 19.250 | 19.250 |
| 6) infrastructures pour le troisième âge | 19.443 | 16.952 | 28.242 | 52.823 | 53.101 | 57.901 |
| a) Structures d'hébergement | 18.160 | 12.967 | 18.605 | 39.153 | 39.305 | 45.435 |
| b) Centres de jour | 999 | 1.501 | 1.247 | 450 | 1.066 | 867 |
| c) Clubs Aktiv+ | 225 | 129 | 1.790 | 1.620 | 1.130 | — |
| d) Services | — | 55 | — | — | — | — |
| e) Divers ( frais d'équipement, imprévus...) | 59 | 2.300 | 6.600 | 11.600 | 11.600 | 11.600 |
| 7) infrastructures pour le troisième âge ( sites SERVIOR) : | 11.313 | 10.500 | 7.000 | 12.000 | 24.365 | 39.165 |
| a) Structures d'hébergement Maisons de soins - PARTIE TRAVAUX RENOVATION, CONSTRUCTION ET TRANSFORMATION | 7.472 | 8.000 | 5.050 | 10.050 | 22.750 | 37.550 |
| b) Structures d'hébergement Maisons de soins - PARTIE TRAVAUX COURT, MOYEN ET LONG TERME | 3.640 | 2.450 | 1.750 | 1.750 | 1.415 | 1.415 |
| c) Divers ( frais d'équipement, imprévus...) | 200 | 50 | 200 | 200 | 200 | 200 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| B) Ministère de l'Egalité entre les femmes et les hommes | 582 | 1.400 | 2.644 | 2.450 | 2.530 | 1.400 |
| 1) Centres d'accueil | 90 | 600 | 1.494 | 1.050 | 1.130 | — |
| 2) Services | — | — | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 3) Divers ( frais d'équipement, imprévus…) | 492 | 800 | 1.050 | 1.300 | 1.300 | 1.300 |
| C) Mise en conformité (loi ITM et accessibilité) | — | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **57.216** | **61.428** | **86.054** | **140.862** | **145.824** | **170.109** |

# 13. FONDS POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES HOSPITALIERES

## 1. Base légale

Loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (Art. 8, Art. 15, Art. 18).

## 2. Objet

Art.8 (1)(…)1. des projets de modernisation, d'extension ou de mise en conformité avec des normes de sécurité ou d'hygiène de structures hospitalières existantes;

2. des projets de construction nouvelle en remplacement de structures existantes ou résultant de synergies ou de coopérations entre plusieurs établissements hospitaliers existants (…) ;

3. des projets de réaménagement ou de transformation de structures existantes (…).

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est (...) alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

Les dépenses imputables au fonds font l'objet d'une programmation pluriannuelle par le gouvernement.

Note:

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 25% en 2025 et à 35% de 2026 à 2029 pour les projets sous A), entre 40% et 70% pour les projets sous B) et à 90% pour les projets sous C).

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 198.365 | 180.618 | 160.715 | 92.714 | 61.118 | 69.393 |
| Recettes | 50.000 | 55.000 | 65.000 | 120.000 | 220.000 | 240.000 |
| Dépenses | 67.746 | 123.846 | 275.187 | 316.715 | 407.738 | 390.962 |
| Moins-values | — | 48.943 | 142.186 | 165.119 | 196.013 | 174.547 |
| Dépenses ajustées | 67.746 | 74.903 | 133.001 | 151.596 | 211.725 | 216.416 |
| Avoir au 31.12 | 180.618 | 160.715 | 92.714 | 61.118 | 69.393 | 92.977 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations normales | 50.000 | 55.000 | 65.000 | 120.000 | 220.000 | 240.000 |
| B) Divers (remboursements) | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **50.000** | **55.000** | **65.000** | **120.000** | **220.000** | **240.000** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Projets en cours | 67.363 | 89.262 | 170.932 | 156.233 | 209.601 | 206.767 |
| 1) Projets | 66.574 | 88.062 | 169.432 | 154.733 | 207.601 | 204.767 |
| a) CHL - Centre Mère-Enfant, y compris création hôp. de jour et 4 chambres suppl. | 658 | — | — | — | — | — |
| b) CHL: Mise en sécurité (cond.d'eau froide, prot.incendie) | 89 | — | — | — | — | — |
| c) CHL - Clinique pédiatrique: extension et mise en conformité | 1.246 | 1.020 | 1.020 | 2.040 | 1.360 | 1.360 |
| d) CHL Bâtiment Centre: Travaux d'adapation service d'urgences (CT Scan) et radiologie (bi-plan) | 489 | — | — | — | — | — |
| e) CHL - Mises en sécurité: Renforcement alim.électrique, tableaux Bender, Renita, portes coupe-feu | 3.252 | 3.229 | — | — | — | — |
| f) CHL - Nouveau Bâtiment Centre | 23.452 | 34.953 | 136.573 | 107.623 | 139.641 | 53.407 |
| g) CHL - Surélévation Annexe 2 Pédopsychiatrie et récupération lits virage amb. /fin chantier mars 2024 | 7.280 | 3.010 | — | — | — | — |
| h) CHL - Bâtiment Centre - Réfection toiture OP | — | 777 | — | — | — | — |
| i) CHL Kannerklinik: Adaptation infrastructurelle de 8 lits de pédiatrie spécialisée | 18 | — | — | — | — | — |
| j) CHL Modernisation Réseau WiFi | 1.447 | — | — | — | — | — |
| k) HRS - MSG 2 - Modernisation Palliativ | — | 1.200 | 760 | 400 | — | — |
| l) HRS - MSK 15 - Renforcement de la production de la froid pour les salles OP | — | 950 | — | — | — | — |
| m) HRS - NSK 1-4 (après vote de la loi de financement fin 2026) | — | — | — | — | — | — |
| n) HRS - Relocalisation CSM HK et ZK | 2.861 | 5.040 | — | — | — | — |
| o) CHdN - Agrandissement du service d'urgence | 2.379 | 12.000 | 2.560 | — | — | — |
| p) HRS: HK - Ext. Psychiatrie juvénile 15 à 30 lits + avenant 2020 | 263 | — | — | — | — | — |
| q) CHdN - Mise en sécurité des installations techniques | 1.621 | 3.200 | 1.260 | — | — | — |
| r) CHdN - Wiltz 2e IRM | 1.714 | 316 | — | — | — | — |
| s) CHdN: Garage SAMU | 303 | — | — | — | — | — |
| t) CHDN Ettelbruck: 2e mammographe avec aménagement | 618 | — | — | — | — | — |
| u) CHEM - Südspidol | 11.639 | 8.000 | 16.000 | 40.000 | 64.000 | 150.000 |
| v) CHEM - Modernisation réseau Wifi 3 sites | 109 | 1.600 | 1.000 | — | — | — |
| w) CHEM - Niederkorn: Modernisation Toiture | — | 1.000 | 160 | — | — | — |
| x) CHEM - Esch Neubau SAMU Gebäude | — | 2.400 | 320 | — | — | — |
| y) CHEM - Esch ZNA, lits-portes et pédiatrie (UPLPS) | — | 3.360 | 3.360 | 480 | — | — |
| z) CHEM - Urgences - Régularisation et adaption des plans autorisés | — | 240 | — | — | — | — |
| aa) CHEM - Esch Psychiatrie fermée Mise en conformité | 25 | 40 | — | — | — | — |
| ab) CHEM - Esch - Réaménagement des sols du niveau 5 du service soins intensifs et anesthésie | — | 627 | — | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ac) CHEM Niederkorn mise en conformité (y compris filtres à eau) | 4 | — | — | — | — | — |
| ad) CHEM - Niederkorn - mise en conformité unité des soins psychiatriques | — | 1.440 | 240 | — | — | — |
| ae) HRS - Modernisation de l'infrastructure de télécommunication: | 15 | 80 | — | — | — | — |
| af) HRS - Modernisation du réseau informatique | 10 | 80 | — | — | — | — |
| ag) Zithaklinik nouveau projet / loi 2015 | 317 | 600 | 2.400 | 4.000 | 2.600 | — |
| ah) Centre thermal et de santé Mondorf (part Santé) | — | 785 | 980 | 189 | — | — |
| ai) CHNP - Bâtiment 81-83 (après vote de la loi de financement mi-2026) | — | — | — | — | — | — |
| aj) CHNP - Bâtiment 24 Lannenhaff - Mise en conformité | — | 40 | 2.099 | — | — | — |
| ak) CHNP - Centre thérapeutique Putscheid | 58 | 291 | — | — | — | — |
| al) CHNP - Réaménagement et rénovation du bâtiment 8 | — | 234 | — | — | — | — |
| am) CHNP - Ancien Bâtiment CMCM: surfaces pour antennes d'hôp. de jour - achat et travaux | 6.684 | 1.193 | 700 | — | — | — |
| an) HIS - Mise en conformité et sécurité | 23 | 358 | — | — | — | — |
| 2) Int. et autres frais financiers | 789 | 1.200 | 1.500 | 1.500 | 2.000 | 2.000 |
| B) Projets en cours de Planification | 383 | 22.491 | 57.348 | 113.322 | 139.177 | 127.195 |
| 1) HIS - Nouvelle construction 40 lits rééd gériatrique | 193 | 296 | 101 | 100 | 1.005 | 4.995 |
| 2) CHNP - Bâtiment 11 - Administration | 101 | 320 | 320 | 6.244 | 6.244 | — |
| 3) CHL - Bâtiment Centre - Neurochirugie et RdC-Maladies neurodégénératives | — | 182 | 728 | — | — | — |
| 4) HRS - Nouvelles constructions Kirchberg NSK 1-4 | — | 8.000 | 9.600 | 16.000 | 56.000 | 56.000 |
| 5) HRS - MSK 10 - Relocalisation et extension de la Néonatologie | — | 2.791 | 4.947 | 1.425 | — | — |
| 6) HRS - MSK 11 - Liegendkrankenvorfahrt | — | 800 | 4.000 | 4.000 | 800 | — |
| 7) HRS - MSK 13 Entbindungsstation Extension et modernisation | — | 320 | 948 | 948 | — | — |
| 8) HRS - MSG 1 - Modernisation Zytostatika | — | 1.000 | 4.000 | 2.152 | — | — |
| 9) CHEM - Esch Dialyse et autodialyse | — | 800 | 4.800 | 2.113 | — | — |
| 10) CHEM - Esch 3 zusätzliche Dialyseplätze (Vorabmassnahme) | — | 640 | 120 | — | — | — |
| 11) CHEM - Niederkorn: Modernisation Endoscopie et Policlinique | — | 400 | 3.600 | 800 | — | — |
| 12) CHEM - Esch: Extension du service de réanimation (E4 et E5) | — | 800 | 6.000 | 4.080 | — | — |
| 13) CHNP - Rehaklinik Bâtiments 81 - 83 (Casernes) | 90 | 1.200 | 1.200 | 50.000 | 55.000 | 55.000 |
| 14) CHEM - Esch : Mise en conformité Centre National d'Oxygénothérapie (Caisso Hyperbare) | — | 400 | 219 | — | — | — |
| 15) CHNP - Rehaklinik Bâtiments 84 (Orangerie) | — | — | — | — | — | — |
| 16) CHNP - Rehaklinik Bâtiment 85 (Building) | — | 640 | 800 | 800 | 800 | 1.200 |
| 17) CHNP - Vorabmassnahmen Nei Reha (mesures prélim.) | — | — | 6.000 | 6.488 | — | — |
| 18) CHNP - bât 24 - Lannenhaff (réaménagement) | — | — | — | — | — | — |
| 19) CHNP - Bâtiment 17 & 31 | — | 200 | 200 | 4.760 | 4.040 | — |
| 20) CHNP - CTU Bâtiments 37-39 Mise en conformité et extension | — | 80 | 80 | 3.400 | 3.482 | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 21) CHNP - bât 90 - Energiezentrale | — | 11 | 1.006 | 2.012 | 1.006 | — |
| 22) CHNP - Bâtiment 89 - Transformateur | — | 811 | 1.617 | — | — | — |
| 23) CHdN - Ettelbruck: Mise en conformité des chambres | — | — | — | — | — | — |
| 24) CHdN - Wiltz: Centre Schlasskéier | — | 800 | 1.200 | 4.000 | 8.000 | 10.000 |
| 25) CHdN - Modernisation Gebäudeleittechnik | — | 1.600 | 3.862 | — | — | — |
| 26) CHdN - Modernisation et adaptation Endoscopie Ettelbruck | — | — | 400 | 400 | — | — |
| 27) CHdN - AEMP Container (Stérilisation) | — | — | — | — | — | — |
| 28) CHdN - Agrandissement Réanimation | — | 400 | 1.600 | 3.600 | 2.800 | — |
| C) Projets sollicités | — | 12.093 | 46.906 | 47.160 | 58.960 | 57.000 |
| 1) CHEM - Renouvellement du système de contrôle d'accès | — | 741 | 2.000 | 400 | — | — |
| 2) CHEM - 3 sites Energiedossier | — | 400 | 4.000 | 4.000 | 3.200 | — |
| 3) CHEM - RENITA | — | — | 800 | — | — | — |
| 4) CHEM - Sicherung OP Esch + Niederkorn | — | 400 | 2.400 | 1.600 | 400 | — |
| 5) CHEM - Esch Batiment Mineur: Sanierung Schieferboden | — | — | 960 | — | — | — |
| 6) CHEM - Niederkorn: Modulbaucontainer OP + Polikliniken | — | 800 | 16.000 | 12.000 | 3.200 | — |
| 7) CHEM - Niederkorn PV Anlage und Energiepass | — | — | — | — | — | — |
| 8) CHEM - Esch: Mise en Conformité Prévention Incendie Esch Buggi | — | — | — | — | — | — |
| 9) CHEM - Niederkorn: Betriebsgenemigungsmassnahmen | — | 400 | 450 | — | — | — |
| 10) CHEM - Infrastructure critique | — | — | — | — | — | — |
| 11) CHEM - Medizinisches Versorgungszentrum Dudelange | — | — | — | — | — | — |
| 12) CHNP - CT Manternach: Mise en conformité et extension | — | 528 | 800 | — | — | — |
| 13) CHNP - Rénovation Building, Orangerie | — | 936 | 1.600 | — | — | — |
| 14) CHNP - bât 13 - Edmond Dune | — | — | — | — | — | — |
| 15) CHNP - bât 21 - Villa Via | — | — | — | — | — | — |
| 16) CHNP - bât 8 - bureaux et réunion niveau +2 | — | — | — | 1.152 | — | — |
| 17) CHNP - bât 93 - "Travaux" - Ersatzbau, Müllsammelplatz | — | — | 1.028 | 2.056 | 1.028 | — |
| 18) Rehazenter - Modernisation et extension | — | 200 | 600 | 4.000 | 20.000 | 20.000 |
| 19) Rehazenter - Installation d'un hôpital de jour | — | 680 | 200 | — | — | — |
| 20) HRS - MSK 1-9 Modernisations Site Kirchberg, exclu MSK 3 | — | 280 | 1.000 | 2.500 | 5.000 | 5.000 |
| 21) HRS - MSK 3 Extension Psychiatrie juvénile | — | 828 | 3.200 | 3.520 | 1.652 | — |
| 22) HRS - Covid - Infrastructure | — | — | — | — | — | — |
| 23) HRS - Nouvelles constructions site Gare (NSG 1, 2, 3) / Frais études | — | 200 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 24) HRS - MSG 4 Addictologie | — | 80 | 400 | 800 | — | — |
| 25) HRS - Circuit du médicament | — | 3.040 | 320 | 160 | — | — |
| 26) HRS - Zithaklinik - NSHV | — | 1.000 | — | — | — | — |
| 27) CHL - Nouvelle Kannerklinik (attente dossier d'intention) / Frais études | — | — | 1.600 | 3.200 | 4.800 | 6.400 |
| 28) CHL - Antenne Grevenmacher | — | — | — | — | — | — |
| 29) CHL - Adaptation infrastructure RX Kannerklinik | — | — | 1.728 | 1.152 | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 30) CHL - Austausch Schwesternruf in der CE (syst. Appel infirmier) | — | — | — | — | — | — |
| 31) CHL - Modernisation Clinique d'eich 30 Lits Ortho OP/Radio | — | — | — | — | — | — |
| 32) CHL - Clinique d'eich - 50 lits moyen sejours | — | — | — | — | — | — |
| 33) CHL - Renouvellement et adaptation des urgences radiologiques du site d'Eich avec IRM | — | — | 2.000 | 1.600 | — | — |
| 34) INCCI - Ajout de 3 lits de surveillance à l'hdj et d'un lit de soins normaux | — | — | 400 | — | — | — |
| 35) CHdN - Psychiatrie juvénile | — | — | 40 | 200 | 400 | 1.200 |
| 36) CHdN - Agrandissement Réanimation | — | — | — | — | — | — |
| 37) CHdN - Remplacement infrastructure WIFI | — | — | 800 | — | — | — |
| 38) CHdN - Modernisation et adaptation Endoscopie Wiltz | — | — | 400 | 400 | — | — |
| 39) CHdN - Apotheken- und Zentrallager | — | — | — | — | — | — |
| 40) CHdN - Clinique Monothématique en gériatrie aigue et rééducation gériatrique (Wiltz) | — | — | — | — | — | — |
| 41) CHdN - Création de surface de réserve (Ettelbruck BT1.2) | — | — | 200 | 2.000 | 2.720 | — |
| 42) CHdN - Centre ambulatoire Ettelbruck (anc. AEMP) | — | — | — | 40 | 360 | — |
| 43) CHdN - Ettelbruck : Mise en conformité des chambres | — | — | — | 2.400 | 2.400 | 2.400 |
| 44) CHdN - Unité de retraitement des dispositifs médicaux (AEMP Container) (Stérilisation) | — | — | 480 | 480 | — | — |
| 45) Omega 90 - Centre de soins palliatifs | — | 80 | 500 | 500 | 1.800 | — |
| 46) Omega 90 - Extension Terrasse HO | — | — | — | — | — | — |
| 47) Mesures d'adaptation des établissements hosp. classés infrastructures critiques | — | 1.500 | — | — | — | — |
| 48) CNAL - Construction d'un hall logistique | — | — | 1.000 | 1.000 | 10.000 | 20.000 |
| **Total des dépenses** | **67.746** | **123.846** | **275.187** | **316.715** | **407.738** | **390.962** |

# 14. FONDS D'ASSAINISSEMENT EN MATIERE DE SURENDETTEMENT

## 1. Base légale

Loi du 8 janvier 2013 concernant le surendettement (art 29).

## 2. Objet

Art. 29. - L'octroi de prêts de consolidation de dettes dans le cadre d'un règlement conventionnel ou du redressement judiciaire des dettes.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par des dotations annuelles du budget de l'Etat, des dons et des remboursements des prêts de consolidation, y compris les intérêts créditeurs (art. 30).

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 395 | 374 | 359 | 344 | 329 | 314 |
| Recettes | 6 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| Dépenses | 27 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 27 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| Avoir au 31.12 | 374 | 359 | 344 | 329 | 314 | 300 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | — | * | * | * | * | * |
| B) Remboursements | 6 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| **Total des recettes** | **6** | **10** | **10** | **10** | **10** | **10** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dépenses | 27 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| **Total des dépenses** | **27** | **25** | **25** | **25** | **25** | **25** |

# 15. FONDS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

## 1. Base légale

Loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement.

## 2. Objet

Aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 31 mai 1999 le fonds a pour objet :

1. la prévention et la lutte contre la pollution de l'atmosphère, le bruit et le changement climatique;
2. la prévention et la gestion des déchets;
3. la protection de la nature et des ressources naturelles;
4. l'assainissement et la réhabilitation de sites de décharge de déchets et de sites contaminés;
5. l'utilisation rationnelle de l'énergie et la promotion des énergies nouvelles et renouvelables;
6. la mise en oeuvre des objectifs de la convention des Nations Unies sur la diversité biologique et de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds prend en charge, dans les limites prévues aux articles 65, 66 et 71 (notamment tels que respectivement remplacés (art.65 et 71) et modifié (art. 66) par la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau), les dépenses occasionnées pour la réalisation des études et l'exécution des travaux visés.

Note:

Un taux d'ajustement de 20% a été appliqué aux dépenses de l'année 2025 et de 30% aux années 2026 à 2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 89.937 | 112.094 | 104.604 | 81.286 | 54.879 | 31.567 |
| Recettes | 54.544 | 54.533 | 35.600 | 36.600 | 37.600 | 38.600 |
| Dépenses | 32.388 | 77.528 | 84.169 | 90.010 | 87.017 | 88.673 |
| Moins-values | — | 15.506 | 25.251 | 27.003 | 26.105 | 26.602 |
| Dépenses ajustées | 32.388 | 62.022 | 58.918 | 63.007 | 60.912 | 62.071 |
| Avoir au 31.12 | 112.094 | 104.604 | 81.286 | 54.879 | 31.567 | 8.096 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 54.544 | 54.533 | 35.600 | 36.600 | 37.600 | 38.600 |
| 1) Alimentation normale | 44.933 | 44.933 | 26.000 | 27.000 | 28.000 | 29.000 |
| 2) Recettes redevance écopoints | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 |
| 3) Recettes diverses | 11 | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **54.544** | **54.533** | **35.600** | **36.600** | **37.600** | **38.600** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Air, bruit, climat et énergie | — | — | — | — | — | — |
| B) Déchets | 11.789 | 22.250 | 27.400 | 29.823 | 24.650 | 25.248 |
| 1) SuperDrecksKescht | 9.513 | 11.100 | 11.600 | 11.700 | 12.000 | 12.300 |
| 2) Minett-Kompost | 135 | 1.500 | 6.000 | 7.000 | 1.500 | 1.538 |
| 3) Centres de ressources | — | 5.800 | 5.800 | 6.800 | 6.800 | 6.975 |
| 4) Autres projets | 1.248 | 1.650 | 1.650 | 1.700 | 1.700 | 1.745 |
| 5) Gestion des déchets de verdure | 794 | 1.300 | 1.350 | 1.350 | 1.350 | 1.350 |
| 6) Economie circulaire | 100 | 900 | 1.000 | 1.273 | 1.300 | 1.340 |
| C) Nature | 19.399 | 41.569 | 42.946 | 46.439 | 48.327 | 48.795 |
| 1) Travaux et aménagements | 1.464 | 4.750 | 4.750 | 4.750 | 4.750 | 4.750 |
| 2) Acquisition de terrains | 1.017 | 2.750 | 3.000 | 3.000 | 3.250 | 3.250 |
| 3) Plans de gestion & mise en oeuvre | 6.503 | 17.000 | 17.300 | 20.000 | 21.000 | 21.000 |
| 4) Mise en oeuvre - Participation de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes réalisés dans le cadre d'une convention | — | 1.000 | 1.000 | 1.300 | 1.300 | 1.300 |
| 5) Monitoring et suivi scientifique | 968 | 550 | 600 | 600 | 600 | 700 |
| 6) Cartographie | — | 1.800 | 1.800 | 1.800 | 1.500 | 1.500 |
| 7) Comités de pilotage | 868 | 1.348 | 1.399 | 1.430 | 1.475 | 1.600 |
| 8) Dossiers de classement | 138 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 9) Etudes | 672 | 1.516 | 1.800 | 1.800 | 2.000 | 2.000 |
| 10) Surveillance de la Biodiversité par le LIST et autres institutions compétentes | — | 405 | 417 | 429 | 442 | 465 |
| 11) Biodiversité internationale | 1.569 | 1.800 | 1.800 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 12) Naturpakt | 5.976 | 7.800 | 8.230 | 8.480 | 9.110 | 9.330 |
| 13) Centre de soins pour la faune sauvage | 225 | 550 | 550 | 550 | 600 | 600 |
| D) Mesures compensatoires écopoints | 1.043 | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 | 9.600 |
| E) Divers (thématiques visées par le projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'Environnement) | 157 | 4.109 | 4.223 | 4.148 | 4.440 | 5.030 |
| 1) Plan national pour un développement durable | 34 | 2.305 | 2.582 | 2.505 | 2.693 | 2.743 |
| 2) Lutte contre le bruit | — | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 3) Protection des sols | — | 877 | 860 | 861 | 865 | 1.065 |
| 4) Utilisation durable des substances chimiques | 90 | 355 | 356 | 357 | 357 | 557 |
| 5) Lutte contre la pollution de l'atmosphère | — | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| 6) Travaux de recherche visant à améliorer les connaissances techniques et scientifiques y inclus les projets pilote illustrant l'applicabilité de nouvelles technologies | 32 | 397 | 250 | 250 | 350 | 490 |
| **Total des dépenses** | **32.388** | **77.528** | **84.169** | **90.010** | **87.017** | **88.673** |

# 16. FONDS CLIMAT ET ENERGIE

## 1. Base légale

La loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat constitue la base légale du fonds climat et énergie. Le fonds a ainsi repris les avoirs dont disposait le fonds climat et énergie créé par l'article 22 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

## 2. Objet

Aux termes de l'article 13, paragraphe 3, de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat, le fonds a pour objet de contribuer au financement des mesures nationales qui sont mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique et pour promouvoir les énergies renouvelables. Il a également pour objet de contribuer au financement des mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. Enfin, il contribue au financement des mécanismes de flexibilité créés par le protocole de Kyoto et par l'Accord de Paris, ainsi que ceux prévus par la législation communautaire en la matière.

Le fonds intervient dans les domaines suivants :

1. projets, programmes, activités, rapports et autres mesures visant la réduction des émissions;
2. mesures d'adaptation aux changements climatiques;
3. frais de fonctionnement d'un programme de réduction des émissions par une subvention forfaitaire annuelle, une subvention variable annuelle ainsi que les frais des conseillers climat dans le cadre d'un tel programme, selon les critères, modalités et montants maxima fixés par la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes;
4. financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement;
5. financement de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique dans les pays en développement et au Luxembourg;
6. échange de droits d'émission et projets communs concernant la réduction des émissions dans le cadre d'un accord avec un ou plusieurs pays respectivement une ou plusieurs entités privées;
7. activités de projet de mise en œuvre conjointe (MOC) réalisées dans les pays membres de l'OCDE et les pays à économie de transition, y compris l'achat et la vente de droits d'émission;
8. activités de projet de mécanisme de développement propre (MDP) dans des pays en développement, l'achat et la vente de droits d'émission ;
9. mécanisme de réduction des émissions prévu par l'Accord de Paris ;
10. participation à des fonds multilatéraux gérés par des organismes internationaux ou régionaux qui ont pour mission notamment d'appuyer financièrement lesdits activités et projets communs;
11. mécanisme de compensation tel que prévu par l'article 7 de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
12. mesures de coopération prévues par la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE et par la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables;
13. projets, programmes, activités, rapports et autres mesures visant la promotion de la construction et de l'habitat durables;
14. projets, actions et mesures visant la finance durable; et
15. la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO2.

### 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par:

1. des dotations budgétaires annuelles;
2. des dotations spécifiques à charge du budget de l'État;
3. le produit de la vente de crédits d'émissions SEQE;
4. des dons;
5. une partie du droit d'accise autonome additionnel dénommé Taxe CO2;
6. une partie du produit de la taxe sur les véhicules routiers fixée au budget;
7. les contributions forfaitaires et les pénalités sous le mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique;
8. les recettes de la mise aux enchères des quotas pour l'aviation.

Le fonds intervient:

1. soit par le financement ou le cofinancement des domaines visés sous les points 1 à 5 et 7 à 14, sous la forme:
   a) d'investissements;
   b) d'études ou de conseils portant sur les modalités d'investissement;
   c) d'études ou de conseils portant sur la faisabilité et l'éligibilité d'activités de projet, y compris des projets pilotes;
   d) d'études portant sur les potentiels de réduction des émissions et d'énergies renouvelables; ou
   e) de participations financières directes.
2. soit par l'achat ou la vente de crédits d'émission de gaz à effet de serre ou par leur transfert statistique entre pays.

La limite de quarante pour cent prévue à l'article 46, dernier alinéa de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, ne s'applique pas aux interventions du fonds.

Note:
Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées au niveau des dépenses hors mécanismes de compensation à 30% pour 2025, à 37,61% pour 2026, à 35,33% pour 2027 et à 30% à partir de 2028.

### 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 688.641 | 520.831 | 281.309 | 171.178 | 73.867 | 22.781 |
| Recettes | 300.210 | 213.757 | 280.557 | 314.057 | 352.557 | 396.057 |
| Dépenses | 468.020 | 575.755 | 553.840 | 570.525 | 523.060 | 540.845 |
| Moins-values | — | 122.477 | 163.152 | 159.157 | 119.418 | 123.254 |
| Dépenses ajustées | 468.020 | 453.279 | 390.688 | 411.368 | 403.642 | 417.592 |
| Avoir au 31.12 | 520.831 | 281.309 | 171.178 | 73.867 | 22.781 | 1.246 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 147.932 | 157.257 | 160.057 | 168.557 | 177.057 | 185.557 |
| 1) Taxe véhicules automoteurs | 27.200 | 27.200 | 27.200 | 27.200 | 27.200 | 27.200 |
| 2) Ventes de quota d'émissions | 1.000 | 5.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| 3) Alimentation du FCE pour la prise en charge de la compensation des émissions de CO2 des voyages de service des agents de l'Etat à l'étranger par avion | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 4) Taxe CO2 | 119.632 | 124.957 | 122.757 | 131.257 | 139.757 | 148.257 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| a) Dotation équivalant à l'ancienne contribution changement climatique | 59.632 | 54.957 | 52.757 | 51.257 | 49.757 | 48.257 |
| b) Dotation équivalant à une partie du produit de la nouvelle taxe CO2 | 60.000 | 70.000 | 70.000 | 80.000 | 90.000 | 100.000 |
| B) Recettes diverses | 279 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| C) Alimentation supplémentaire FCE | 152.000 | 56.000 | 120.000 | 145.000 | 175.000 | 210.000 |
| **Total des recettes** | **300.210** | **213.757** | **280.557** | **314.057** | **352.557** | **396.057** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Mesures nationales | 150.112 | 245.055 | 280.530 | 289.165 | 225.280 | 236.725 |
| 1) Projets, programmes, activités rapports et autres mesures visant la réduction des émissions | 10.851 | 11.955 | 19.810 | 21.515 | 22.970 | 23.875 |
| a) conseils, études et expertises | 101 | 250 | 500 | 750 | 750 | 750 |
| b) conventions visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre | 7.344 | 5.000 | 5.500 | 5.500 | 6.000 | 6.000 |
| c) initiatives dans le cadre de la mobilité durable | — | 250 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.500 |
| d) campagnes / mesures de sensibilisation à la cause climatique | 803 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| e) Klimabonus Bësch | 987 | 1.700 | 2.000 | 2.350 | 2.700 | 3.000 |
| f) Klimabonus Mouer a Wiss | — | 105 | 210 | 315 | 420 | 525 |
| g) contributions - partenaires nationaux | — | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| h) renforcement des capacités publiques de recherche, développement et innovation (RDI) | — | 1.000 | 3.000 | 3.500 | 3.500 | 3.500 |
| i) pacte climat pour entreprises | — | 1.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| j) pacte climat pour syndicats intercommunaux industriels | — | 500 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| k) nouvelles mesures suite à la mise à jour du PNEC : études et projets pilote | — | 500 | 1.000 | 1.500 | 2.000 | 2.000 |
| l) compensation financière granulés de bois "Pellets" | 1.616 | 50 | — | — | — | — |
| 2) Dépenses du FCE pour la prise en charge de la compensation des émissions de CO2 des voyages de service des agents de l'Etat à l'étranger par avion | — | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 3) Mesures d'adaptation aux changements climatiques | 766 | 8.500 | 9.250 | 11.000 | 11.750 | 13.500 |
| 4) Pacte climat (frais d'un programme de réduction des émissions) | 10.716 | 14.200 | 14.200 | 14.500 | 14.500 | 14.500 |
| 5) Projets d'énergies renouvelabes et d'efficacité énergétique - volet national | 17.045 | 24.500 | 30.550 | 38.000 | 41.000 | 43.000 |
| a) projets communaux | 8.903 | 10.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| b) participations aux frais d'acquisition des installations de panneaux photovoltaiques | 1.835 | 6.000 | 8.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| c) autres projets d'énergie renouvelable / efficacité énergétique | 1.512 | 5.000 | 6.000 | 7.000 | 9.000 | 10.000 |
| d) projets pilotes d'énergie renouvelable / efficacité énergétique (nouvelles technologies) | — | 500 | 750 | 6.000 | 7.000 | 8.000 |
| e) prime d'encouragement pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse | 4.795 | 3.000 | 800 | — | — | — |
| 6) Projets, programmes, activités rapports et autres mesures - construction et habitat durable | 48.092 | 121.000 | 151.000 | 153.000 | 83.000 | 89.000 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| a) matériaux et modes de construction durables : études, analyses, développement d'outils ..... | 388 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| b) mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie..... | 47.704 | 120.000 | 150.000 | 152.000 | 82.000 | 88.000 |
| 7) Promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO2 ..... | 62.641 | 64.800 | 55.620 | 51.050 | 51.960 | 52.750 |
| a) vélos / Pedelec / vélos cargo..... | 6.346 | 3.000 | 500 | — | — | — |
| b) voitures électriques ..... | 53.781 | 57.000 | 44.000 | 40.000 | 40.000 | 40.000 |
| c) quadricycles / motocycles / cyclomoteurs..... | 72 | 800 | 800 | 300 | 300 | 300 |
| d) bornes électriques / infrastructures de charge dans les résidences..... | 2.443 | 4.000 | 10.320 | 10.750 | 11.660 | 12.450 |
| B) Mesures internationales..... | 92.366 | 161.200 | 150.810 | 157.860 | 168.780 | 169.620 |
| 1) FCI Financement climatique international ..... | 39.829 | 74.500 | 66.000 | 59.500 | 60.000 | 72.500 |
| a) conseils, études et expertises ..... | 193 | 800 | 800 | 600 | 600 | 800 |
| b) projets multilatéraux ..... | 25.975 | 46.000 | 39.000 | 35.000 | 35.000 | 42.000 |
| c) projets bilatéraux..... | 9.897 | 20.000 | 20.000 | 18.000 | 18.500 | 23.000 |
| d) projets ONG ..... | 2.943 | 6.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| e) contributions..... | 40 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| f) droits de l'homme / égalité du genre dans le changement climatique..... | 781 | 1.500 | 1.000 | 700 | 700 | 1.500 |
| 2) Contributions - Institutions et organismes internationaux ..... | — | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 3) Projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique - volet international ..... | 117 | 2.300 | 2.500 | 2.500 | 2.500 | 2.500 |
| 4) Mesures de coopération ..... | 52.420 | 84.000 | 81.910 | 95.460 | 105.880 | 94.220 |
| a) Coopération avec pays de l'UE - Transferts statistiques ..... | 12.420 | 24.000 | 26.910 | 23.460 | 35.880 | 26.220 |
| b) mécanismes de financement de l'UE en matière d'énergies renouvelables ..... | 40.000 | 60.000 | 55.000 | 72.000 | 70.000 | 68.000 |
| C) Mécanismes de compensation ..... | 225.000 | 167.500 | 120.000 | 120.000 | 125.000 | 130.000 |
| D) Projets, actions et mesures visant la finance durable ..... | 543 | 2.000 | 2.500 | 3.500 | 4.000 | 4.500 |
| **Total des dépenses** | **468.020** | **575.755** | **553.840** | **570.525** | **523.060** | **540.845** |

# 17. FONDS SPECIAL D'INDEMNISATION DES DEGATS CAUSES PAR LE GIBIER

## 1. Base légale

Loi du 25 mai 2011 relative à la chasse.

## 2. Objet

Art.45. Indemnisation des dommages causés par les espèces cerf et sanglier sur un fonds chassable.

## 3. Recettes et dépenses

Aux termes de l'article 85 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, les avoirs éventuels du fonds spécial de la chasse, institué par la loi du 20 juillet 1925, et du fonds cynégétique, institué par la loi du 30 mai 1984, sont transférés au fonds spécial d'indemnisation des dégâts de gibier.

Art. 45. En cas de dommage causé par les espèces cerf et sanglier sur un fonds chassable, la part incombant au locataire de chasse est finalement supportée de l'ordre de neuf dixièmes par lui-même et pour un dixième par le syndicat de chasse sur les fonds duquel le dommage a été constaté.

A l'issue de l'année cynégétique, les sommes avancées par le locataire de chasse lui sont remboursées par un fonds spécial, dénommé fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Ce fonds est alimenté par un droit supplémentaire perçu sur le permis de chasser tel que détaillé à l'article 67. Un règlement grand-ducal fixe la quote-part maximale annuelle à rembourser, ainsi que les modalités et la procédure de fonctionnement du fonds spécial. Le droit au remboursement des fonds avancés par l'adjudicataire du droit de chasse se prescrit par cinq ans à compter du 31 mars de l'année cynégétique à laquelle se rapporte le montant à rembourser.

La part à supporter par le syndicat est prélevée sur le produit du droit spécial de 15% perçu annuellement sur le prix de location prévu à l'article 42. En cas d'insuffisance de fonds dans la caisse syndicale, le solde est supporté par le locataire de chasse.

Art. 67. Le permis annuel et le permis d'invité sont chacun soumis à un droit d'enregistrement et un droit supplémentaire au profit du fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier, tel que défini à l'article 45.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 420 | 432 | 432 | 432 | 432 | 432 |
| Recettes | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| Dépenses | 438 | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 438 | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| Avoir au 31.12 | 432 | 432 | 432 | 432 | 432 | 432 |

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires: | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| B) Recettes diverses | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **450** | **450** | **450** | **450** | **450** | **450** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dépenses | 438 | 450 | 450 | 450 | 450 | 450 |
| **Total des dépenses** | **438** | **450** | **450** | **450** | **450** | **450** |

# 18. FONDS POUR L'EMPLOI

## 1. Base légale

Loi modifiée du 30 juin 1976 portant création d'un Fonds pour l'emploi ;

Loi modifiée du 31 juillet 2006 portant institution d'un Code du travail.

## 2. Objet

Le Fonds pour l'emploi est destiné à couvrir les dépenses résultantes :

1. de l'octroi des indemnités de chômage ;
2. de la prise en charge de diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes ;
3. de la prise en charge de diverses mesures en faveur de l'emploi des adultes ;
4. de la promotion de la formation pratique en entreprise ainsi que de l'insertion et de la réinsertion professionnelles des demandeurs d'emploi, inscrites à la section spéciale.

## 3. Recettes et dépenses

Le Fonds pour l'emploi est alimenté par les ressources ci-après :

1. par des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur le revenu des communes et de l'impôt sur la fortune ;
2. par un droit d'accise autonome additionnel prélevé sur les huiles minérales légères et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules circulant sur la voie publique et utilisés comme carburant, dénommé contribution sociale ;
3. par des dotations budgétaires ;
4. par des remboursements.

Note :
Un taux d'ajustement de 5% a été appliqué aux dépenses des années 2026-2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 585.812 | 496.734 | 534.456 | 496.050 | 458.672 | 444.769 |
| Recettes | 996.233 | 1.257.622 | 1.177.879 | 1.235.053 | 1.303.557 | 1.378.602 |
| Dépenses | 1.085.311 | 1.219.900 | 1.280.300 | 1.339.400 | 1.386.800 | 1.441.200 |
| Moins-values | — | — | 64.015 | 66.970 | 69.340 | 72.060 |
| Dépenses ajustées | 1.085.311 | 1.219.900 | 1.216.285 | 1.272.430 | 1.317.460 | 1.369.140 |
| Avoir au 31.12 | 496.734 | 534.456 | 496.050 | 458.672 | 444.769 | 454.231 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentation normale | 902.589 | 1.174.772 | 1.090.629 | 1.143.303 | 1.207.107 | 1.276.452 |
| 1) Impôts de solidarité | 762.367 | 1.038.857 | 954.636 | 1.006.608 | 1.069.600 | 1.138.024 |
| a) Impôt sur le revenu des collectivités | 193.046 | 307.632 | 258.172 | 266.452 | 276.237 | 286.022 |
| b) Impôt sur le revenu des personnes physiques | 538.730 | 697.755 | 662.586 | 705.259 | 757.241 | 814.655 |
| c) Impôt sur le revenu des communes | 30.592 | 33.469 | 33.878 | 34.898 | 36.122 | 37.347 |
| 2) Contribution sociale sur carburants | 115.980 | 113.915 | 113.113 | 112.935 | 112.756 | 112.578 |
| 3) Impôt sur la fortune | 24.242 | 22.000 | 22.880 | 23.760 | 24.750 | 25.850 |
| B) Remboursements | 80.311 | 81.850 | 86.250 | 90.750 | 95.450 | 101.150 |
| 1) Remboursement – Comptable extraordinaire – Chômage complet | 739 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| 2) Remboursements d'indemnités de chômage indûment payées | 369 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| 3) Remboursements d'indemnités de chômage de l'étranger | 296 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 4) Remboursements – Soldes faillites | 2.912 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 5) Remboursement de la CNAP – Indemnité professionnelle d'attente | 29.350 | 29.700 | 33.100 | 36.800 | 40.800 | 45.500 |
| 6) Remboursements – Fonds social européen | 84 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 7) Participation des entreprises aux CRE (Contrat de réinsertion emploi) | 1.290 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 8) Participation au coût de la préretraite (CNAP) | 43.214 | 44.400 | 45.400 | 46.200 | 46.900 | 47.900 |
| 9) Remboursements – Initiatives sociales en faveur de l'emploi / Centres de formation | 823 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 10) Remboursements – Administration des contributions directes et Centre commun de la sécurité sociale | 343 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 11) Divers | 892 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 |
| C) Alimentations budgétaires | 13.333 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 1) Dotation normale | 13.333 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| **Total des recettes** | **996.233** | **1.257.622** | **1.177.879** | **1.235.053** | **1.303.557** | **1.378.602** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dépenses générales | 1.084.572 | 1.219.850 | 1.280.250 | 1.339.350 | 1.386.750 | 1.441.150 |
| 1) Indemnités de chômage | 515.334 | 556.700 | 570.400 | 576.100 | 570.000 | 563.800 |
| a) Chômage complet | 425.061 | 473.100 | 484.300 | 487.700 | 479.300 | 471.000 |
| b) Remboursement du chômage des frontaliers (Règlement européen 883/2004) | 59.180 | 48.400 | 50.800 | 53.100 | 55.400 | 57.700 |
| c) Chômage partiel structurel | 7.357 | 8.300 | 8.200 | 8.100 | 8.100 | 7.900 |
| d) Chômage partiel conjoncturel | 13.319 | 15.600 | 15.600 | 15.400 | 15.200 | 15.000 |
| e) Chômage involontaire dû aux intempéries / Chômage accidentel involontaire / Chômage technique involontaire | 10.418 | 11.300 | 11.500 | 11.800 | 12.000 | 12.200 |
| 2) Actions pour combattre le chômage des jeunes | 14.060 | 15.000 | 15.300 | 15.700 | 15.400 | 15.400 |
| a) Dépenses sans cofinancement communautaire | 14.060 | 15.000 | 15.300 | 15.700 | 15.400 | 15.400 |
| – CAE (Contrat appui emploi) | 10.004 | 10.700 | 10.900 | 11.200 | 11.000 | 11.000 |
| – CIE (Contrat d'initiation à l'emploi) | 4.055 | 4.300 | 4.400 | 4.500 | 4.400 | 4.400 |
| 3) Actions en faveur de l'emploi | 525.366 | 607.050 | 650.950 | 701.050 | 753.350 | 812.750 |
| a) Dépenses sans cofinancement communautaire | 418.533 | 485.350 | 524.150 | 568.350 | 616.850 | 670.450 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| – CRE (Contrat de réinsertion emploi) | 3.870 | 4.200 | 4.300 | 4.300 | 4.200 | 4.100 |
| – Stage de professionnalisation | 602 | 700 | 700 | 700 | 700 | 700 |
| – Garantie des créances du salarié en cas de faillite de l'employeur | 18.407 | 24.400 | 22.400 | 22.800 | 22.100 | 21.400 |
| – Aide à la mobilité géographique | 28 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| – Aide temporaire au réemploi | 7.807 | 8.200 | 8.100 | 8.300 | 8.300 | 8.200 |
| – Aide à l'embauche de chômeurs âgés | 16.633 | 18.700 | 19.200 | 19.800 | 20.400 | 21.000 |
| – Aide à la création d'un emploi d'insertion pour chômeurs de longue durée | 25.465 | 30.200 | 32.300 | 33.000 | 33.600 | 34.200 |
| – Préretraite | 100.785 | 115.900 | 118.100 | 120.600 | 122.900 | 125.000 |
| – Pool des assistants à la direction dans l'enseignement secondaire / Assistants pédagogiques | 8.917 | 10.300 | 10.500 | 10.700 | 10.900 | 11.100 |
| – Travaux extraordinaires d'intérêt général | 277 | 350 | 350 | 350 | 350 | 350 |
| – Détachement de main-d'oeuvre / Prêt temporaire de main-d'œuvre | 4.827 | 5.500 | 5.600 | 4.200 | 4.000 | 3.900 |
| – Indemnité compensatoire pour salariés reclassés | 169.153 | 196.200 | 223.900 | 256.000 | 292.200 | 332.800 |
| – Indemnité compensatoire pour salariés handicapés | 954 | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 | 1.100 |
| – Indemnité professionnelle d'attente | 57.952 | 65.700 | 73.000 | 81.500 | 90.500 | 100.700 |
| – Participation aux frais de salaire pour salariés reclassés | 948 | 1.400 | 1.800 | 2.100 | 2.300 | 2.500 |
| – Mesures de réhabilitation, de reconversion et de formation professionnelle continue dans le cadre du reclassement professionnel | 171 | 200 | 300 | 300 | 400 | 400 |
| – Indemnité forfaitaire remboursée à l'employeur dans le cadre du reclassement professionnel | 1.166 | 1.600 | 1.700 | 1.700 | 1.800 | 1.900 |
| – Examens médicaux des salariés dans le cadre du reclassement professionnel | 181 | 200 | 250 | 300 | 400 | 400 |
| – Assistance à l'inclusion dans l'emploi | 2 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| – Frais d'avocat | 388 | 400 | 450 | 500 | 600 | 600 |
| b) Dépenses sans cofinancement communautaire (Initiatives sociales en faveur de l'emploi) | 105.847 | 120.500 | 125.400 | 131.100 | 134.700 | 140.300 |
| – CIGR et CIGL | 50.516 | 57.500 | 60.700 | 63.500 | 65.200 | 67.900 |
| – Proactif | 25.106 | 27.900 | 28.600 | 30.000 | 30.800 | 32.100 |
| – Forum pour l'emploi | 20.838 | 23.900 | 24.600 | 25.700 | 26.400 | 27.500 |
| – COLABOR | 4.544 | 5.100 | 5.300 | 5.500 | 5.700 | 5.900 |
| – SOLINA Aarbechtshëllef | 3.119 | 3.900 | 4.000 | 4.100 | 4.300 | 4.400 |
| – Défi-Job | 689 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.100 |
| – Actions locales (Communes) | 1.036 | 1.200 | 1.200 | 1.300 | 1.300 | 1.400 |
| c) Dépenses avec cofinancement communautaire (FSE) | 986 | 1.200 | 1.400 | 1.600 | 1.800 | 2.000 |
| 4) Section spéciale (Formation) | 29.813 | 41.100 | 43.600 | 46.500 | 48.000 | 49.200 |
| a) Aide à la promotion de l'apprentissage | 11.871 | 18.800 | 19.100 | 19.500 | 19.900 | 20.200 |
| b) Complément – Apprentissage pour adultes | 7.182 | 7.500 | 7.800 | 8.100 | 8.400 | 8.700 |
| c) COSP – Centre d'orientation socio-professionnelle | 5.363 | 6.200 | 6.400 | 6.700 | 7.000 | 7.200 |
| d) NAXI - Femmes en détresse | 1.154 | 1.300 | 1.300 | 1.400 | 1.500 | 1.500 |
| e) Initiativ Rem Schaffen | 317 | 400 | 400 | 400 | 400 | 500 |
| f) ZARABINA | 2.135 | 2.300 | 2.400 | 2.500 | 2.600 | 2.700 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| g) Fondation EPI | 205 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| h) Aide à la formation professionnelle | 914 | 1.300 | 1.900 | 2.200 | 2.500 | 2.800 |
| i) Indemnité de formation | 273 | 500 | 500 | 500 | 500 | 400 |
| j) Skillsplang | — | — | 1.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| k) Autres actions de formation | 399 | 2.500 | 2.500 | 2.900 | 2.900 | 2.900 |
| B) Remboursements - Comptables extraordinaires | 739 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| **Total des dépenses** | **1.085.311** | **1.219.900** | **1.280.300** | **1.339.400** | **1.386.800** | **1.441.200** |

# 19. FONDS D'ORIENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'AGRICULTURE

## 1. Base légale

Loi d'orientation agricole du 23 avril 1965 (art. 20).

Loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (art. 55).

Loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales (art. 72).

Loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

## 2. Objet

Les aides prévues dans la présente loi, telles qu'elles sont spécifiées par règlement grand-ducal, sont imputables au Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (...).

## 3. Recettes et dépenses

Dépenses : Voir sous "Objet"

Note :
Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 15% pour 2025 à 2027 et 10% à partir de 2028.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 34.955 | 14.105 | 8.362 | 5.798 | 5.851 | 5.768 |
| Recettes | 136.412 | 171.685 | 163.475 | 166.247 | 162.458 | 149.978 |
| Dépenses | 157.262 | 208.739 | 195.340 | 195.523 | 180.602 | 166.926 |
| Moins-values | — | 31.311 | 29.301 | 29.328 | 18.060 | 16.693 |
| Dépenses ajustées | 157.262 | 177.428 | 166.039 | 166.195 | 162.541 | 150.233 |
| Avoir au 31.12 | 14.105 | 8.362 | 5.798 | 5.851 | 5.768 | 5.513 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 119.000 | 125.000 | 122.000 | 124.500 | 120.500 | 108.500 |
| B) CE contribution FEAGA | 11.827 | 31.581 | 31.581 | 31.581 | 31.581 | 31.581 |
| C) CE contribution Feader | 5.585 | 15.104 | 9.894 | 10.166 | 10.377 | 9.896 |
| D) CE contribution EURI | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **136.412** | **171.685** | **163.475** | **166.247** | **162.458** | **149.978** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Financement 100% UE | 34.810 | 34.044 | 34.240 | 34.382 | 34.529 | 34.530 |
| 1) Paiement de Base (loi 2016) | 17 | — | — | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2) Verdissement / Greening (loi 2016) | 8 | — | — | — | — | — |
| 3) Prime jeunes producteurs (loi 2016) | * | — | — | — | — | — |
| 4) Prime légumineuse (loi 2016) | — | — | — | — | — | — |
| 5) Aide de base au revenu pour un développement durable (loi 2022) | 14.795 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 | 15.000 |
| 6) Aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable (loi 2022) | 3.753 | 3.900 | 3.900 | 3.900 | 3.900 | 3.900 |
| 7) Aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs (loi 2022) | 730 | 850 | 850 | 850 | 850 | 850 |
| 8) Aide à l'élevage aux vaches allaitantes (loi 2022) | 5.544 | 3.150 | 3.150 | 3.150 | 3.150 | 3.150 |
| 9) Aide aux cultures maraîchères et à l'arboriculture (loi 2022) | 479 | 480 | 480 | 480 | 480 | 480 |
| 10) Aide couplée aux légumineuses (loi 2022) | 257 | 260 | 260 | 260 | 260 | 260 |
| 11) Programmes annuels pour le climat, l'environnement et le bien-être animal (loi 2022) | 7.559 | 8.600 | 8.600 | 8.600 | 8.600 | 8.600 |
| 12) Mesures de marché | 1.669 | 1.804 | 2.000 | 2.142 | 2.289 | 2.290 |
| B) Financement partiel UE | 50.013 | 58.125 | 59.795 | 59.800 | 57.650 | 54.980 |
| 1) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2016) | — | — | — | — | — | — |
| 2) Installation des jeunes agriculteurs (loi 2016) | 350 | 400 | 200 | — | — | — |
| 3) Zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (loi 2016) | 8 | — | — | — | — | — |
| 4) Agro-environnement, biodiversité, climat et agriculture biologique (loi 2016) | 4.110 | 3.475 | 1.395 | — | — | — |
| a) Agro-environnement, biodiversité, climat et agriculture biologique (loi 2016) | 3.616 | 3.057 | 1.227 | — | — | — |
| b) Agro-environnement, biodiversité, climat et agriculture biologique (loi 2016) mesure PNEC | 494 | 418 | 168 | — | — | — |
| 5) Leader (loi 2016) | 1.009 | 700 | — | — | — | — |
| a) Leader (loi 2016) | 1.003 | 696 | — | — | — | — |
| b) Leader (loi 2016) mesure PNEC | 6 | 4 | — | — | — | — |
| 6) Investissements (loi 2022) | 564 | 7.000 | 10.000 | 10.000 | 9.000 | 7.000 |
| a) Investissements (loi 2022) | 508 | 6.305 | 9.007 | 9.007 | 8.106 | 6.305 |
| b) Investissements (loi 2022) mesure PNEC | 56 | 695 | 993 | 993 | 894 | 695 |
| 7) Installation des jeunes agriculteurs (loi 2022) | 1.370 | 2.000 | 1.800 | 1.800 | 550 | 550 |
| 8) Autres aides à la surface (loi 2022) | 41.367 | 43.050 | 43.800 | 45.300 | 45.400 | 45.430 |
| a) Autres aides à la surface (loi 2022) | 36.391 | 37.871 | 38.531 | 39.850 | 39.938 | 39.965 |
| b) Autres aides à la surface (loi 2022) mesure PNEC | 4.976 | 5.179 | 5.269 | 5.450 | 5.462 | 5.465 |
| 9) Leader (loi 2022) | 1.235 | 1.500 | 2.600 | 2.700 | 2.700 | 2.000 |
| a) Leader (loi 2022) | 1.227 | 1.491 | 2.584 | 2.684 | 2.684 | 1.988 |
| b) Leader (loi 2022) mesure PNEC | 8 | 9 | 16 | 16 | 16 | 12 |
| C) Financement national | 72.439 | 116.570 | 101.305 | 101.341 | 88.423 | 77.415 |
| 1) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2008) | 23 | — | — | — | — | — |
| a) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2008) | 20 | — | — | — | — | — |
| b) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2008) mesure PNEC | 4 | — | — | — | — | — |
| 2) Rénovation et développement des villages (loi 2008) | — | 20 | 11 | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2016) | 13.620 | 22.000 | 5.685 | — | — | — |
| a) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2016) | 12.268 | 19.815 | 5.121 | — | — | — |
| b) Aides aux investissements dans les exploitations agricoles (loi 2016) mesure PNEC | 1.352 | 2.185 | 565 | — | — | — |
| 4) Installation des jeunes agriculteurs (loi 2016) | — | 25 | 25 | — | — | — |
| 5) Investissements non productifs (loi 2016) | — | 70 | 70 | 70 | 70 | — |
| 6) Charges d'acquisition et de location de biens à usage agricole (loi 2016) | 157 | — | 250 | 250 | 250 | — |
| 7) Frais d'entraide au remplacement sur l'exploitation (loi 2016) | 36 | — | 500 | 500 | 500 | — |
| 8) Gestion des risques (loi 2016) | 1.255 | — | — | — | — | — |
| 9) Compensation des dommages causés par des phénomènes climatiques (loi 2016) | — | 250 | 250 | 250 | 250 | — |
| 10) Aides aux investissements en vue de la réhabilitation du potentiel de production endommagé par des calamités naturelles (loi 2016) | 55 | 500 | 500 | 500 | 500 | — |
| 11) Aides au secteur de l'élevage et aides liées aux animaux trouvés morts (loi 2016) | 2.197 | — | — | — | — | — |
| 12) Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles (loi 2016) | 3.364 | 7.500 | — | — | — | — |
| 13) Développement et amélioration des infrastructures agricoles (loi 2016) | 4.879 | 3.000 | 500 | — | — | — |
| 14) Transfert de connaissances, actions d'information et services de conseil (loi 2016) | 590 | 100 | — | — | — | — |
| a) Transfert de connaissances, actions d'information et services de conseil (loi 2016) | 456 | 77 | — | — | — | — |
| b) Transfert de connaissances, actions d'information et services de conseil (loi 2016) mesure PNEC | 134 | 23 | — | — | — | — |
| 15) Recherche et groupes opérationnels du Partenariat européen d'innovation (loi 2016) | 646 | — | — | — | — | — |
| 16) Agro-environnement, biodiversité, climat et agriculture biologique (loi 2016) | 86 | 166 | 100 | — | — | — |
| a) Agro-environnement, biodiversité, climat et agriculture biologique (loi 2016) | 76 | 146 | 88 | — | — | — |
| b) Agro-environnement, biodiversité, climat et agriculture biologique (loi 2016) mesure PNEC | 10 | 20 | 12 | — | — | — |
| 17) Régime d'encouragement à la restructuration et à la reconversion des vignobles (loi 2016) | 72 | — | — | — | — | — |
| 18) Dispositions sociales (loi 2016) | 1.089 | — | — | — | — | — |
| 19) Elaboration des plans de développement communal (loi 2016) | — | 16 | 8 | — | — | — |
| 20) Développement d'activités non agricoles en milieu rural (loi 2016) | — | — | — | — | — | — |
| 21) Activités récréatives et touristiques en milieu rural (loi 2016) | 30 | 220 | 240 | 100 | — | — |
| 22) Services de base pour la population locale (loi 2016) | 33 | 300 | 450 | 700 | 300 | — |
| 23) Conservation et mise en valeur du patrimoine culturel et naturel des villages (loi 2016) | 287 | 500 | 1.100 | 1.500 | 500 | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 24) Leader (loi 2016) | 251 | — | — | — | — | — |
| a) Leader (loi 2016) | 248 | — | — | — | — | — |
| b) Leader (loi 2016) mesure PNEC | 3 | — | — | — | — | — |
| 25) Programmes annuels pour le climat, l'environnement et le bien-être animal (loi 2022) | 2.933 | 3.500 | 3.200 | 3.515 | 3.515 | 3.515 |
| 26) Investissements (loi 2022) | 11.113 | 28.360 | 27.860 | 27.860 | 20.860 | 18.350 |
| a) Investissements (loi 2022) | 10.010 | 25.544 | 25.094 | 25.094 | 18.789 | 16.528 |
| b) Investissements (loi 2022) mesure PNEC | 1.104 | 2.816 | 2.766 | 2.766 | 2.071 | 1.822 |
| 27) Développement de microentreprises (loi 2022) | 27 | 90 | 90 | 90 | 90 | — |
| 28) Impôts indirects payés à l'occasion d'opérations portant sur des biens à usage agricole (loi 2022) | 719 | 450 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| 29) Entraide (loi 2022) | 500 | 550 | 550 | 550 | 550 | 550 |
| 30) Autres aides liées à la production (loi 2022) | 7.124 | 11.660 | 12.238 | 12.317 | 12.398 | 12.481 |
| 31) Infrastructures agricoles (loi 2022) | 216 | 3.500 | 5.500 | 6.000 | 5.000 | 4.000 |
| 32) Autres aides à la surface (loi 2022) | 12.886 | 15.201 | 11.301 | 18.501 | 19.101 | 19.601 |
| a) Autres aides à la surface (loi 2022) | 11.335 | 13.372 | 9.941 | 16.275 | 16.803 | 17.243 |
| b) Autres aides à la surface (loi 2022) mesure PNEC | 1.550 | 1.829 | 1.360 | 2.226 | 2.298 | 2.358 |
| 33) Transfert de connaissances, recherche et innovation (loi 2022) | 1.628 | 7.355 | 7.707 | 8.010 | 8.113 | 8.166 |
| a) Transfert de connaissances, recherche et innovation (loi 2022) | 1.260 | 5.690 | 5.962 | 6.197 | 6.276 | 6.317 |
| b) Transfert de connaissances, recherche et innovation (loi 2022) mesure PNEC | 369 | 1.665 | 1.745 | 1.814 | 1.837 | 1.849 |
| 34) Groupements de producteurs (loi 2022) | — | 1.088 | 1.405 | 1.548 | 1.690 | 1.758 |
| 35) Dispositions fiscales et sociales (loi 2022) | 6.210 | 6.300 | 6.300 | 6.300 | 6.300 | 6.300 |
| 36) Développement villageois (loi 2022) | 5 | 3.330 | 4.530 | 4.830 | 4.470 | 1.720 |
| 37) Leader (loi 2022) | 407 | 520 | 535 | 550 | 565 | 575 |
| a) Leader (loi 2022) | 405 | 517 | 532 | 547 | 562 | 571 |
| b) Leader (loi 2022) mesure PNEC | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 4 |
| 38) Modernisation exploitations agricoles serres | — | — | 10.000 | 7.000 | 3.000 | — |
| **Total des dépenses** | **157.262** | **208.739** | **195.340** | **195.523** | **180.602** | **166.926** |

# 20. FONDS DES ROUTES

**1. Base légale**

Loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes (art. 16 et 17) modifiée entre autres par la :

- - Loi du 29 août 1972- Loi du 26 mars 1998
- - Loi du 21 décembre 1998
- - Loi du 6 juin 2002
- - Loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006 (art. 50.)
- - Loi du 29 mai 2009

**2. Objet**

Art. 16. Les dépenses occasionnées par la réalisation du programme général d'établissement d'une grande voirie de communication prévu à l'article 6, alinéa 1er, ainsi que celles relatives à la remise en état de cette même voirie et les frais de maintenance et d'entretien du centre de contrôle du trafic sont imputables au Fonds des routes.

Peuvent également être imputées à charge du Fonds des routes les dépenses relatives à des travaux :

- de construction, de reconstruction, de remplacement, de réhabilitation et d'assainissements, ainsi que d'entretien des ouvrages d'art et hydrauliques de l'Etat,
- de construction de routes nationales et de chemins repris,
- de redressement et d'aménagement de la chaussée, d'amélioration et de réfection des revêtements des routes nationales et des chemins repris,
- - de construction et de réfection de toute piste cyclable faisant partie du réseau national de pistes cyclables mis en place par la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables,
- d'aménagement de couloirs pour bus avec dispositifs de signalisation,
- d'aménagement de plates-formes intermodales et de gares routières.

La Ministre de Mobilité et des Travaux publics ordonnance les montants versés au Fonds des routes.

**3. Recettes et dépenses**

Art. 16. - Le Fonds des routes est alimenté :

a) par des dotations budgétaires;
b) par des recettes d'emprunts;
c) par le produit de la vente d'immeubles acquis dans le cadre du programme précité et rendus disponibles après l'établissement de la grande voirie;
d) par les remboursements effectués par la République fédérale d'Allemagne conformément à l'article 7 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne concernant la jonction des autoroutes et la construction d'un pont frontalier sur la Moselle dans la région de Perl et de Schengen signée à Luxembourg, le 18 avril 1994, et approuvée par la loi du 18 août 1995.

Les sommes dont question sub b), c) et d) sont portées directement en recette au Fonds des routes.

Note :
Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 10% pour 2025, à 23,37% pour 2026, à 40,8% pour 2027, à 42,97% pour 2028 et à 36,01% pour 2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 788 | 72.533 | 128.228 | 150.000 | 150.000 | 150.000 |
| Recettes | 410.795 | 395.000 | 403.280 | 398.677 | 416.617 | 435.364 |
| Dépenses | 339.050 | 377.005 | 497.885 | 673.465 | 730.477 | 680.375 |
| Moins-values | — | 37.701 | 116.376 | 274.789 | 313.860 | 245.010 |
| Dépenses ajustées | 339.050 | 339.305 | 381.509 | 398.676 | 416.617 | 435.365 |
| Avoir au 31.12 | 72.533 | 128.228 | 150.000 | 150.000 | 150.000 | 150.000 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentation normale | 410.000 | 395.000 | 403.280 | 398.677 | 416.617 | 435.364 |
| B) Alimentation supplémentaire | — | — | — | — | — | — |
| C) Recettes d'emprunts | — | — | — | — | — | — |
| D) Recettes diverses | 795 | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **410.795** | **395.000** | **403.280** | **398.677** | **416.617** | **435.364** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Investissements TTC, dont | 339.050 | 377.005 | 497.885 | 673.465 | 730.477 | 680.375 |
| 1) Nouveaux investissements, dont | 240.624 | 265.605 | 385.135 | 557.315 | 614.727 | 567.425 |
| a) Projets de grande envergure (loi de financement), dont | 138.872 | 134.300 | 183.830 | 209.080 | 207.597 | 196.970 |
| – Pont Adolphe, pont provisoire | 303 | 500 | 1.000 | 500 | — | — |
| – Pont Adolphe (OA 750) réhabilitation | 264 | 500 | — | — | — | — |
| – OA1498/OA1499 - PC8 Liaison cyclable entre Esch/Alzette et Belval | 7.090 | 1.800 | 100 | — | — | — |
| – Mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre | — | 2.100 | 4.000 | 4.600 | 7.800 | 7.800 |
| – Liaison avec la Sarre: Section I | — | — | — | — | — | — |
| – Liaison avec la Sarre: Section II | — | — | — | — | — | — |
| – Liaison avec la Sarre: Diverses sections | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Liaison avec la Sarre: Sections I et II - emprises et études | 60 | 10 | 10 | 10 | 10 | — |
| – Liaison avec la Sarre: Bypass Hellange | 41 | 100 | 1.000 | 50 | 50 | 50 |
| – Route du Nord: Luxembourg-Mersch | 128 | 200 | 1.000 | 1.000 | 117 | 100 |
| – Route du Nord: Luxembourg-Mersch - emprises et études | — | 250 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Contournement Bascharage (y compris travaux préparatifs et viabilisation) | 1.528 | 3.000 | 10.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 |
| – Echangeur de Burange | — | 30 | — | — | — | — |
| – Mise à deux fois deux voies de la B7 entre les échangeurs de Schieren et Ettelbrück | 400 | 750 | 16.000 | 20.000 | 25.000 | 5.000 |
| – Aménagement boulevard Raiffeisen et boulevard Kockelscheuer | 1.526 | 2.000 | 2.000 | 900 | — | — |
| – Emprises pour l'aménagement boulevard Raiffeisen et boulevard Kockelscheuer | — | — | — | — | — | — |
| – Nouvelle N3: module Nord y compris passage inférieur Rond-point Glueck | 3.074 | 5.500 | 4.000 | 10.000 | 15.000 | 10.000 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| – Emprises pour la nouvelle N3: module Nord y compris passage inférieur Rond-point Glueck. | 117 | — | — | — | — | — |
| – Gare Howald et rue des Scillas | 33.882 | 20.000 | 10.000 | 5.000 | — | — |
| – Emprises pour Gare Howald et rue des Scillas | 528 | — | — | — | — | — |
| – Helfenterbrück - sécurisation | 8 | 400 | 100 | — | — | — |
| – Gasperich - Croix de Bettembourg - frontière française | 31.885 | 35.000 | 50.000 | 45.000 | 50.000 | 60.000 |
| – Echangeur Pontpierre | 13.920 | 15.000 | 15.000 | 13.000 | 2.000 | 2.000 |
| – Liaison Micheville (phase 1) | — | 50 | 50 | — | — | — |
| – Liaison Micheville (phase 2) | — | 50 | 50 | — | — | — |
| – Liaison Micheville (phase 3) | 6.425 | 6.000 | 3.500 | 1.000 | 500 | — |
| – Liaison Micheville, emprises | — | — | — | — | — | — |
| – Sécurisation N7 entre Fridhaff et Weiswampach | 5.067 | 7.000 | 18.000 | 30.000 | 30.000 | 30.000 |
| – Transversale Clervaux | 10.533 | 5.000 | 6.000 | 6.000 | 100 | — |
| – Contournement Hosingen | 14.657 | 18.000 | 30.000 | 30.000 | 35.000 | 40.000 |
| – N7 Gare d'Ettelbruck | 7.350 | 11.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| – Contournement Junglinster | 84 | 50 | — | — | — | — |
| b) Projets avec motion (>30 millions d'euros), dont | 49.476 | 36.485 | 51.985 | 138.330 | 182.530 | 192.830 |
| – Contournement d'Olm et de Kehlen | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Couloir Bus A7 entre Waldhaff et Kirchberg | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Pôle d'échange Frisange sur A13 (OA7001/7002) | 184 | 3.000 | 4.500 | 11.000 | 12.000 | 6.000 |
| – Parkhouse aire de Wasserrbillig | — | 20 | 20 | 100 | 2.000 | 5.000 |
| – Park House Hoehenhof et voirie connexe | 49 | 20 | 50 | 150 | 500 | 500 |
| – Hoehenhof: Parkhouse P&R auxiliaire | — | 500 | 1.500 | 5.000 | 20.000 | 20.000 |
| – OA 1037 - Helfenterbrück | — | 500 | 500 | 500 | 1.000 | 5.000 |
| – OA 1047 Viaduc Hamm et OA 1049 Viaduc Itzig sur A1 | — | 250 | 500 | 1.000 | 6.000 | 6.000 |
| – OA 1122 - A7 Viaduc Schieren | — | 10 | 200 | 600 | 700 | 1.500 |
| – OA 1131 - A1 Viaduc de la Syre | — | 10 | 10 | 200 | 600 | 700 |
| – OA 1176 Viaduc Kaltgesbreck et OA 1177 Viaduc Neudorf sur A1 | — | — | — | — | 50 | 50 |
| – OA1219 Tunnel Markusberg, assainissement zone de gonflement | 216 | 1.000 | 2.000 | 2.500 | 4.000 | 10.000 |
| – Boulevard de Hollerich (A4/N4 - Pont Buchler) | 415 | 350 | 1.000 | 11.000 | 11.000 | 5.000 |
| – Contournement Nord de Strassen (N6, direction échangeur de Bridel) | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Contournement de Cessange (N5-A4 et raccordement zone d'activités Eco-Cluster) | 50 | 100 | 200 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| – Boulevard de Cessange (A4-N4) | — | 200 | 200 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| – A1: Nouvel Echangeur Zone logistique Contern | 6 | 250 | 500 | 4.000 | 5.000 | 5.000 |
| – Bâtiment P&R Cloche d'Or | 10.492 | 2.000 | 1.500 | 300 | — | — |
| – Echangeur Hesperange et raccord rue des Scillas | — | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| – Quartier Midfield - tunnel enjambant l'autoroute A3 | — | 50 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| – Croix de Cessange: fluidification à court terme | 50 | 200 | 200 | 6.500 | 4.500 | 4.000 |
| – Croix de Cessange: sécurisation à long terme | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| – Covoiturage sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU) sur l'autoroute A6 entre la frontière belge et l'échangeur de Mamer (phase 1) | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Aménagement d'un couloir multimodal sur l'A4 entre la jonction Lankelz et l'échangeur Foetz | 2.294 | 1.580 | 1.600 | 15.000 | 20.000 | 20.000 |
| – A4 : Autoroute multimodale entre Foetz et Leudelange | — | 1.000 | 2.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| – Echangeur Leudelange-Sud (y inclus passage à Gibier) | 66 | 500 | 5.500 | 20.000 | 25.000 | 30.000 |
| – Echangeur Leudelange-Nord | 739 | 500 | 6.500 | 20.000 | 25.000 | 25.000 |
| – A1: Réaménagement échangeur Senningerberg | 6.847 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 6.000 | 2.000 |
| – Mise à 2*2 voies de N1 entre Senningerberg et aéroport | 3.778 | 3.000 | 7.000 | 7.000 | 6.000 | 1.400 |
| – A1: Réaménagement échangeur Cargo-Center | — | 300 | 500 | 4.000 | 8.000 | 10.000 |
| – Plateforme multimodale Hoehenhof et voirie connexe | 1.871 | 350 | 200 | 150 | 150 | 150 |
| – Contournement Heinerscheid | — | 25 | 25 | 50 | 50 | 50 |
| – Voie de délestage à Echternach (N10/E29/N11) | 3.375 | 4.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| – Contournement Troisvierges | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – N7/N17/CR356 Contournement de proximité Diekirch - Nordstad 2035 | — | 10 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| – N7 Déplacement de la N7 entre Erpeldange-s-Sûre et Diekirch - Nordstad 2035 | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – B7 Pôle d'échange à Erpeldange-sur-Sûre - Nordstad 2035 | 144 | 10 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| – B7/N15/CR349 Contournement de proximité Ettelbruck - Nordstad 2035 | 18 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| – B7 Mise à 2x2 voies de la B7 entre Ettelbruck et Fridhaff - Nordstad 2035 | — | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| – Contournement Alzingen | 86 | 500 | 2.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| – Boulevard de Merl (N6-Bourmicht-N5) | 10 | 200 | 300 | 400 | 1.000 | 2.000 |
| – Bus à haut niveau de service (BHNS) dans la région Sud (Dudelange - Rodange) | 142 | 200 | 1.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| – N7 Apaisement du trafic et promotion de la mobilité douce sur la N7 Walferdange-Lintgen | — | 500 | 1.000 | 1.500 | 2.000 | 2.000 |
| – OA265 Réhabilitation/ Reconstruction de l'OA sur CFL à Bettembourg (N13) | 18.643 | 9.000 | 1.600 | 200 | — | — |
| – N31 Aménagement du contournement de Pétange (Avenue de l'Europe) | — | 100 | 200 | 500 | 500 | 1.000 |
| – N32 Nouvelle Liaison N31-N32 Scheierhaff | — | 70 | 200 | 200 | 1.000 | 10.000 |
| c) Projets situés entre 15 et 30 millions d'euros (total) | 28.444 | 41.855 | 55.350 | 79.530 | 103.080 | 91.430 |
| d) Autres projets (total) | 23.831 | 52.465 | 93.470 | 129.875 | 121.020 | 85.695 |
| e) Emprises (total) | — | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 2) Entretien constructif, investissements récurrents et améliorations, dont | 97.516 | 111.400 | 112.750 | 116.150 | 115.750 | 112.950 |
| a) Projets de grande envergure (loi de financement), dont | 450 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| – CITA | 450 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| b) Projets avec motion (>30 millions d'euros), dont | — | — | — | — | — | — |
| c) Projets situés entre 15 et 30 millions d'euros (total) | — | — | — | — | — | — |
| d) Autres travaux (total) | 97.066 | 110.900 | 112.250 | 115.650 | 115.250 | 112.450 |
| 3) Projets achevés, abandonnés, etc… enlevés de la liste (total) | 911 | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **339.050** | **377.005** | **497.885** | **673.465** | **730.477** | **680.375** |

# 21. FONDS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS

## 1. Base légale

Loi du 25 juin 1960 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1960 (art. 10).

Loi du 2 janvier 1963 autorisant l'exécution d'un programme extraordinaire d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de trois cents millions de francs pour l'exécution d'une première série de travaux (art.3).

Loi du 23 décembre 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1968 (art. 13).

## 2. Objet

Art. 10 - Ce fonds est destiné à recevoir les sommes inscrites au budget en vue de réaliser un programme de constructions qui fera l'objet d'une loi spéciale.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 3 - Ce fonds est alimenté par :

- des emprunts ;
- des prélèvements sur d'autres recettes extraordinaires et sur les recettes ordinaires.

Note(s) :

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 15% pour l'exercice 2025, à 25 % pour l'exercice 2026 et à 30% pour l'exercice 2027 à 2029.

Les projets marqués d'un astérisque (*) sont des projets à venir dont les coûts, estimés sommairement, seront à préciser ultérieurement.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 137.334 | 132.816 | 129.490 | 141.736 | 152.975 | 133.679 |
| Recettes | 76.901 | 90.000 | 120.000 | 170.000 | 190.000 | 190.000 |
| Dépenses | 81.418 | 109.796 | 143.671 | 226.801 | 298.994 | 311.727 |
| Moins-values | — | 16.469 | 35.918 | 68.040 | 89.698 | 93.518 |
| Dépenses ajustées | 81.418 | 93.327 | 107.753 | 158.761 | 209.296 | 218.209 |
| Avoir au 31.12 | 132.816 | 129.490 | 141.736 | 152.975 | 133.679 | 105.470 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentation normale | 70.000 | 90.000 | 120.000 | 170.000 | 190.000 | 190.000 |
| B) Alimentation supplémentaire | — | — | — | — | — | — |
| C) Recettes diverses | 6.901 | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **76.901** | **90.000** | **120.000** | **170.000** | **190.000** | **190.000** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Projets en réalisation | 61.944 | 83.850 | 101.366 | 130.379 | 131.316 | 97.942 |
| 1) Loi spéciale | 33.007 | 42.566 | 56.841 | 82.603 | 90.168 | 75.348 |
| a) Caserne Herrenberg - hall logistique | 319 | 313 | 52 | — | — | — |
| b) Bibliothèque Nationale Bricherhaff | 63 | 76 | — | — | — | — |
| c) Centre pénitentiaire à Uerschterhaff | 4.265 | 6.252 | 2.605 | 1.062 | — | — |
| d) Administration des services de secours à Luxbg-Gasperich - terrain d'entrainement | 493 | 497 | — | — | — | — |
| e) Caserne Herrenberg - réaménagement et extension | 23.463 | 26.050 | 26.050 | 27.925 | 28.900 | 23.920 |
| f) Réaménagement et remplacement de l'ensemble des infrastructures du champ de tir au Bleesdall | 982 | 1.042 | 5.210 | 11.170 | 11.560 | 11.960 |
| g) Réaménagement et remplacement de l'ensemble des infrastructures du camp militaire à Waldhof | 905 | 1.042 | 4.168 | 16.755 | 17.340 | 17.940 |
| h) Auberge de jeunesse et structure administrative multifonctionnelle au pôle d'échange multimodal à Ettelbruck - construction et équipement | 1.625 | 5.210 | 10.420 | 16.755 | 23.120 | 11.960 |
| i) Ancienne Bibliothèque nationale - rénovation et transformation | 893 | 2.084 | 8.336 | 8.936 | 9.248 | 9.568 |
| j) Projets en cours d'achèvem.,abandonnés; préfin. | — | — | — | — | — | — |
| 2) Loi budgétaire | 28.938 | 41.284 | 44.525 | 47.776 | 41.148 | 22.594 |
| a) Centre Marienthal – travaux d'infrastructures | 100 | 52 | 208 | 112 | — | — |
| b) Administration des ponts et chaussées à Mersch - dépôt | 150 | 521 | 1.563 | 3.351 | 2.890 | 110 |
| c) Palais de Justice à Diekirch – réaménagement | 3 | 104 | 31 | — | — | — |
| d) Château à Schoenfels - aménagement des bureaux de l'Administration de la nature et des forêts (2e phase) | 5 | 313 | 521 | 293 | — | — |
| e) Centre mosellan Ehnen - réaménagement et extension | 1.535 | 3.647 | 3.647 | 1.676 | 925 | 380 |
| f) Château Senningen - centre national de crise | 198 | 886 | 630 | — | — | — |
| g) Centre pénitentiaire à Schrassig - rénovations diverses | 885 | 782 | 521 | 559 | 289 | 299 |
| h) Défijob à Givenich | 10 | 1.563 | 1.355 | 795 | — | — |
| i) Palais de la Cour de justice de l'Union européenne - mesures de sécurité | 3.352 | 2.084 | 827 | — | — | — |
| j) Ministère des Finances - transformation des 3e et 4e étages | 287 | 208 | 56 | — | — | — |
| k) Centre d'accueil à Burfelt | 2.295 | 3.126 | 1.563 | 726 | 53 | — |
| l) Auberge de jeunesse à Vianden | 2.077 | 4.168 | 4.168 | 2.793 | 1.734 | 15 |
| m) Administration des ponts et chaussées à Banzelt | 626 | 782 | 271 | — | — | — |
| n) Chambre des députés - sécurisation des bâtiments | 4.266 | 4.168 | 2.084 | 5.585 | 2.890 | 458 |
| o) Centre pénitentiaire à Givenich - nouvelle étable | 714 | 1.563 | 1.563 | 1.111 | — | — |
| p) Nogemerhaff - construction agricole | 663 | 417 | 143 | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| q) Police Syrdall à Niederanven - nouvelle construction | 3.211 | 1.563 | 208 | 59 | — | — |
| r) Tour A au Kirchberg - aménagement pour les besoins du Ministère de la Fonction publique | 3.936 | 990 | — | — | — | — |
| s) Centre Marienthal - réfection des murs d'enceinte | 40 | 73 | 156 | 559 | 1.734 | 1.794 |
| t) Police et bâtiment administratif à Wiltz - nouvelle construction | 3.193 | 7.294 | 7.294 | 7.819 | 5.202 | 1.598 |
| u) Centre Hollenfels - rénovation et extension | 969 | 1.563 | 5.210 | 8.936 | 9.248 | 8.372 |
| v) Les Rotondes - 2e phase | 6 | 1.250 | 4.168 | 6.702 | 10.404 | 8.372 |
| w) Philharmonie - extension du foyer et de l'accueil | 419 | 4.168 | 8.336 | 6.702 | 5.780 | 1.196 |
| x) Projets en cours d'achèvem.,abandonnés; préfin. | — | — | — | — | — | — |
| B) Projets en élaboration | 14.934 | 17.610 | 17.610 | 46.579 | 81.845 | 112.424 |
| 1) Projets | 14.934 | 17.610 | 17.610 | 46.579 | 81.845 | 112.424 |
| a) Bâtiment Robert Schuman - transformation/nouvelle construction (*) | — | 104 | 521 | 1.117 | 1.734 | 1.794 |
| b) Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig – déconstruction et nouvelle construction | 612 | 1.042 | 1.042 | 1.117 | 1.156 | 1.196 |
| c) Police et bâtiment administratif à Esch/Raemerich (*) | 143 | 729 | 1.042 | 1.676 | 5.780 | 11.960 |
| d) Laboratoire pour l'ASTA | 814 | 1.563 | 2.084 | 5.585 | 11.560 | 17.940 |
| e) Cité policière Grand-Duc Henri - 2e phase | 1.957 | 1.042 | 1.563 | 8.936 | 13.872 | 14.352 |
| f) Infrastructures logistiques et cyber au Herrenberg (*) | — | 52 | 313 | 559 | 1.156 | 2.392 |
| g) Villa Louvigny - rénovation | 821 | 1.042 | 1.563 | 8.936 | 13.872 | 14.352 |
| h) Bâtiment administratif pour l'E.S.M. (European Stability Mecanism) et l'Etat à Luxembourg-Kirchberg | 10.550 | 11.462 | 8.336 | 16.755 | 28.900 | 35.880 |
| i) Centre national des collections publiques à Dudelange | 5 | 52 | 104 | 223 | 347 | 598 |
| j) Police et bâtiment administratif à Redange | 33 | 521 | 1.042 | 1.676 | 3.468 | 11.960 |
| C) lois budgétaires (en élaboration) | 1.893 | 8.284 | 24.279 | 42.807 | 77.047 | 83.899 |
| 1) Loi budgétaire | 1.893 | 8.284 | 24.279 | 42.807 | 77.047 | 83.899 |
| a) Château de Senningen - mise en sécurité du site et aménagements extérieurs | 178 | 156 | 365 | 1.117 | 6.936 | 7.176 |
| b) Administration de la nature et des forêts à Dudelange | 149 | 1.042 | 3.126 | 4.468 | 5.780 | 7.176 |
| c) Administration du cadastre et de la topographie à Luxembourg - rénovation et extension | 300 | 521 | 417 | 5.585 | 11.560 | 11.960 |
| d) Administration des ponts et chaussées à Grevenmacher - dépôt Potaschbierg - déconstruction et nouvelle construction | 112 | 261 | 1.303 | 3.351 | 4.624 | 4.784 |
| e) Bâtiment au Verlorenkost, Luxembourg - rénovation pour le Service de la Protection du gouvernement | 117 | 1.042 | 5.210 | 5.585 | 5.780 | 5.980 |
| f) Château de Senningen - nouvelle construction pour le Centre de communications du Gouvernement (Bâtiment Permanence) (*) | 444 | 156 | 521 | 1.117 | 9.248 | 9.568 |
| g) Centre de formation Uerschterhaff à Sanem (*) | — | 521 | 1.042 | 2.234 | 3.468 | 3.588 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| h) Installation de panneaux phovoltaïques et travaux d'infrastructures Smart-grid au Herrenberg (*) | — | 104 | 2.084 | 3.351 | 3.468 | 3.588 |
| i) Police Lëtzebuerg à Esch-sur-Alzette - nouvelle construction | 32 | 313 | 1.042 | 3.351 | 4.046 | 2.990 |
| j) Pavillon Parc 3 Eechelen | — | 313 | 521 | 1.117 | 3.468 | 4.186 |
| k) Viabilisation terrain à Esch/Raemerich | — | 104 | 521 | 1.117 | 1.156 | 1.196 |
| l) Ancien laboratoire national - rénovation pour INPA | 511 | 2.605 | 5.210 | 6.702 | 6.936 | 7.176 |
| m) Place de la Constitution | — | 104 | 261 | 838 | 1.156 | 1.196 |
| n) Stand de tir Schmittenhaff - mise en conformité | 27 | 521 | 1.563 | 1.087 | — | — |
| o) Centre national de littérature à Mersch - extension | — | — | 52 | 112 | 173 | 179 |
| p) Bâtiment administratif Kirchberg – aménagement intérieur | 4 | 313 | 521 | 559 | 2.312 | 5.980 |
| q) Château de Senningen - transformation du château et du centre de conférences | 18 | 208 | 521 | 1.117 | 6.936 | 7.176 |
| D) Autres projets | — | 52 | 156 | 335 | 1.040 | 1.914 |
| 1) loi budgétaire | — | 52 | 156 | 335 | 1.040 | 1.914 |
| a) Bâtiment administratif et piscine à Grevenmacher | — | — | — | — | 58 | 60 |
| b) Bâtiment Royal Arsenal à Luxembourg - rénovation | — | — | — | — | 58 | 60 |
| c) Bireler Haff, Section canine de l'administration des douanes et accises – transformation | — | — | — | — | — | — |
| d) Centre polyvalent de la petite enfance CPE1 et CPE2 au Kirchberg (*), nouvelle construction | — | 52 | 156 | 335 | 925 | 1.794 |
| E) Nouveaux projets | 2.647 | — | 261 | 6.702 | 7.745 | 15.548 |
| 1) Divers | 2.645 | — | — | — | — | — |
| 2) Maison de l'emploi et des compétences, rue de Hollerich | 1 | — | 104 | 894 | 1.387 | 2.392 |
| 3) Cité des contributions directes à Luxembourg-Kirchberg | — | — | 104 | 5.585 | 5.780 | 11.960 |
| 4) Bâtiment administratif à Mersch | — | — | 52 | 223 | 578 | 1.196 |
| **Total des dépenses** | **81.418** | **109.796** | **143.671** | **226.801** | **298.994** | **311.727** |

# 22. FONDS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS SCOLAIRES

## 1. Base légale

Loi du 25 juin 1960 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1960 (art. 10).

Loi du 2 janvier 1963 autorisant l'exécution d'un programme extraordinaire d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de trois cents millions de francs pour l'exécution d'une première série de travaux (art. 3).

Loi du 23 décembre 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1968 (art. 13).

## 2. Objet

Art. 10 - Ce fonds est destiné à recevoir les sommes inscrites au budget en vue de réaliser un programme de constructions qui fera l'objet d'une loi spéciale.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 3. - Ce fonds est alimenté par :

- des emprunts ;
- des prélèvements sur d'autres recettes extraordinaires et sur les recettes ordinaires.

Note(s) :

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 15% pour l'exercice 2025, à 25% pour 2026 et à 30% pour les exercices 2027 à 2029.

Les projets marqués d'un astérisque (*) sont des projets à venir dont les coûts, estimés sommairement, seront à préciser ultérieurement.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 64.250 | 62.645 | 77.349 | 98.770 | 116.065 | 114.849 |
| Recettes | 60.000 | 70.000 | 90.000 | 140.000 | 170.000 | 170.000 |
| Dépenses | 61.604 | 65.055 | 91.439 | 175.292 | 244.594 | 308.297 |
| Moins-values | — | 9.758 | 22.860 | 52.588 | 73.378 | 92.489 |
| Dépenses ajustées | 61.604 | 55.297 | 68.579 | 122.705 | 171.216 | 215.808 |
| Avoir au 31.12 | 62.645 | 77.349 | 98.770 | 116.065 | 114.849 | 69.041 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentation normale | 60.000 | 70.000 | 90.000 | 140.000 | 170.000 | 170.000 |
| B) Alimentation supplémentaire | — | — | — | — | — | — |
| C) Recettes diverses | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **60.000** | **70.000** | **90.000** | **140.000** | **170.000** | **170.000** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Projets en cours de réalisation | 49.144 | 42.808 | 43.649 | 85.039 | 123.422 | 145.912 |
| 1) Projets | 47.687 | 38.536 | 39.603 | 80.571 | 110.008 | 129.168 |
| a) LT Nic Biever Dudelange | — | 521 | 539 | — | — | — |
| b) Lycée à Junglinster | 1.337 | 1.042 | 562 | — | — | — |
| c) Lycée technique agricole à Gilsdorf | 4.522 | 3.126 | 1.080 | 373 | — | — |
| d) Lycée Clervaux | 101 | 266 | — | — | — | — |
| e) Ecole internationale à Differdange | 761 | 938 | 702 | — | — | — |
| f) Lycée technique pour professions de santé et hall des sports Logopédie à Strassen | 29.334 | 18.756 | 5.400 | 3.351 | 188 | — |
| g) Lycée Michel Rodange - rénovation et extension | 1.077 | 653 | — | — | — | — |
| h) Ecole internationale Mersch Anne Beffort - rénovation et extension | 4.096 | 3.126 | 1.080 | 890 | — | — |
| i) Nordstad-Lycée | 709 | 2.084 | 5.400 | 16.755 | 34.680 | 35.880 |
| j) Neie Bouneweger Lycée Luxembourg | 3.404 | 5.210 | 16.200 | 33.510 | 34.680 | 35.880 |
| k) Ecole européenne à Junglinster (école primaire) | 416 | 1.250 | 5.400 | 16.755 | 17.340 | 21.528 |
| l) Lycée Michel Lucius à Luxembourg-Kirchberg | 1.930 | 1.563 | 3.240 | 8.936 | 23.120 | 35.880 |
| m) Divers en cours d'achèvem.,abandonnés; préfin. | — | — | — | — | — | — |
| 2) Loi budgétaire | 1.456 | 4.272 | 4.045 | 4.468 | 13.414 | 16.744 |
| a) Lycée classique à Echternach - transformation de l'aile de la gendarmerie en salles de classe et nouveau hall des sports (phases 1+2) | 635 | 2.084 | 579 | — | — | — |
| b) Lycée technique du Centre - nouvelle construction sports et réfectoire | 171 | 104 | 226 | — | — | — |
| c) Lycée technique Mathias Adam à Lamadelaine - extension administration | 8 | 1.042 | 2.160 | 1.117 | 120 | — |
| d) Réaménagement du Campus Geesseknäppchen (phase 1) (part études et travaux préparatoires) (*) | 225 | 521 | 540 | 1.117 | 1.734 | 4.784 |
| e) Château de Walferdange - rénovation et assainissement | 418 | 521 | 540 | 2.234 | 11.560 | 11.960 |
| B) Projets en élaboration | 12.177 | 22.247 | 47.790 | 90.254 | 121.057 | 162.265 |
| 1) Projets | 6.744 | 7.659 | 14.256 | 43.284 | 69.071 | 109.494 |
| a) Nouveau Lycée technique du Centre (*) | 3.434 | 2.084 | 2.160 | 4.468 | 11.560 | 23.920 |
| b) Ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck - transformation et extension | 1.423 | 1.563 | 5.400 | 22.340 | 23.120 | 23.920 |
| c) Ecole fondamentale Michel Lucius à Luxembourg-Kirchberg (*) | — | 52 | 108 | 670 | 925 | 1.196 |
| d) Ecole internationale à Mondorf-les-Bains (*) | 487 | 1.042 | 2.160 | 5.585 | 13.872 | 21.528 |
| e) Lycée à Clervaux - extension | 718 | 1.042 | 1.620 | 3.351 | 5.780 | 11.960 |
| f) Lycée technique à Ettelbruck - rénovation | — | 261 | 540 | 559 | 1.156 | 1.196 |
| g) Ecole nationale pour adultes et Université populaire (SFA) à Luxembourg-Kirchberg (*) | — | 52 | 108 | 670 | 925 | 1.196 |
| h) Sportlycée Luxembourg à Mamer(*) | 683 | 1.563 | 2.160 | 5.585 | 11.560 | 23.920 |
| i) Infrastructures sportives à Diekirch | — | — | — | 56 | 116 | 598 |
| j) Ecole européenne agréée Campus Geesseknäppchen (*) (coût total dont 40% VDL) | — | — | — | — | 58 | 60 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2) Loi budgétaire | 5.433 | 14.588 | 33.534 | 46.970 | 51.986 | 52.772 |
| a) Internat de l'Ecole hôtelière à Diekirch | 165 | 521 | 1.620 | 5.585 | 5.780 | 5.980 |
| b) Lycée Guillaume Kroll à Esch-sur-Alzette - assainissement énergétique et modernisation technique des ateliers | 72 | 104 | 270 | 1.676 | 2.312 | 2.392 |
| c) Lycée Guillaume Kroll à Esch-sur-Alzette - extension | 175 | 521 | 1.620 | 6.702 | 6.936 | 7.176 |
| d) Centre national de formation professionnelle continue à Ettelbruck - extension | 123 | — | — | — | — | — |
| e) Lycée Nic Biever à Dudelange - extension de l'annexe Alliance | 157 | 2.084 | 6.480 | 2.234 | 347 | 88 |
| f) Internat Michel Lucius à Luxembourg-Kirchberg | 235 | 156 | 324 | 559 | 925 | 1.196 |
| g) Site de l'Université du Luxembourg au Kirchberg - démolition, travaux préparatoires et infrastructures | 4 | 52 | 54 | 56 | 58 | 60 |
| h) Infrastructures sportives et scolaires à Bonnevoie | 3.669 | 9.378 | 12.960 | 7.819 | 949 | — |
| i) Lycée des arts et métiers à Luxembourg - assainissement énergétique et mise en conformité | 309 | 1.250 | 8.640 | 10.612 | 10.404 | 10.764 |
| j) Lycée de garçons à Luxembourg - extension et réaménagement | 99 | 208 | 216 | 1.117 | 4.624 | 4.784 |
| k) Ecole internationale Gaston Thorn à Cessange | 424 | 156 | 810 | 8.936 | 13.872 | 14.352 |
| l) Ancien séminaire à Luxembourg-Limpertsberg – réaménagement et assainissement | — | 156 | 540 | 1.676 | 5.780 | 5.980 |
| C) Autres projets | 284 | — | — | — | 116 | 120 |
| 1) Projets | 284 | — | — | — | 116 | 120 |
| a) Lycée technique du Centre - rénovation et extension | — | — | — | — | — | — |
| b) Nouvelle Ecole de commerce et de gestion à Luxembourg-Kirchberg (*) | — | — | — | — | 58 | 60 |
| c) Université du Luxembourg, FDEF et Institut Max-Planck à Luxembourg-Kirchberg (*) | — | — | — | — | 58 | 60 |
| d) Campus à Walferdange - réaménagement et assainissement | — | — | — | — | — | — |
| e) Divers | 284 | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **61.604** | **65.055** | **91.439** | **175.292** | **244.594** | **308.297** |

# 23. FONDS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS SANITAIRES ET SOCIAUX

## 1. Base légale

Loi du 25 juin 1960 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1960 (art. 10).

Loi du 2 janvier 1963 autorisant l'exécution d'un programme extraordinaire d'investissements publics administratifs, scolaires et sanitaires et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de trois cents millions de francs pour l'exécution d'une première série de travaux (art. 3).

Loi du 23 décembre 1967 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1968 (art. 13).

Loi du 29 décembre 1970 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1970 (art. 20).

## 2. Objet

Art. 20 - Seront financées :

- les constructions sanitaires autorisées ou à autoriser par une loi spéciale ;
- la construction de maisons de retraite prévue par la loi du 18 février 1950 autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction de maisons de retraite ;
- les constructions à caractère social à autoriser par une loi spéciale.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 3 - Ce fonds est alimenté par :

- des emprunts ;
- des prélèvements sur d'autres recettes extraordinaires et sur les recettes ordinaires.

Note(s) :

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 15% pour l'exercice 2025, à 25% pour l'exercice 2026 et à 30% pour les exercices 2027 à 2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 90.947 | 87.420 | 91.806 | 96.019 | 77.148 | 59.463 |
| Recettes | 40.000 | 50.000 | 60.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 |
| Dépenses | 43.527 | 53.663 | 74.384 | 98.386 | 96.693 | 102.719 |
| Moins-values | — | 8.049 | 18.596 | 29.516 | 29.008 | 30.816 |
| Dépenses ajustées | 43.527 | 45.614 | 55.788 | 68.870 | 67.685 | 71.903 |
| Avoir au 31.12 | 87.420 | 91.806 | 96.019 | 77.148 | 59.463 | 37.560 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentation normale | 40.000 | 50.000 | 60.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| B) recettes diverses | — | — | — | — | — | — |
| C) alimentation supplémentaire | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **40.000** | **50.000** | **60.000** | **50.000** | **50.000** | **50.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Projets en cours de réalisation | 41.229 | 48.088 | 56.456 | 70.766 | 67.492 | 67.744 |
| 1) Projets | 32.525 | 39.909 | 49.734 | 61.221 | 54.910 | 55.605 |
| a) Assainissement du barrage de Rosport | 67 | 313 | 54 | — | — | — |
| b) Maison de soins Bascharage | 12.836 | 12.504 | 4.320 | 345 | — | — |
| c) Domaine thermal Mondorf, rénovation et mise en conformité | 2.917 | 3.126 | 10.800 | 22.340 | 34.680 | 41.860 |
| d) Infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes - Pétange | 15.998 | 20.840 | 27.000 | 30.159 | 11.560 | 4.775 |
| e) Fondation Kräizbierg à Dudelange - extension et rénovation des bâtiments | 707 | 3.126 | 7.560 | 8.378 | 8.670 | 8.970 |
| 2) Loi budgétaire | 8.705 | 8.180 | 6.722 | 9.545 | 12.582 | 12.139 |
| a) Réhabilitation du pré-barrage du Pont-Misère | 1 | 104 | 324 | 1.676 | 1.734 | 957 |
| b) Réhabilitation du pré-barrage de Bavigne | — | 104 | 324 | 1.955 | 2.023 | 957 |
| c) Diverses structures d'urgences pour les besoins du Ministère des Affaires étrangères et européennes | 77 | 52 | 54 | 56 | 58 | 60 |
| d) Ligue HMC Capellen - nouvelle construction | 1.228 | 1.042 | 2.160 | 3.351 | 3.468 | 2.392 |
| e) Centre pour réfugiés Heliar à Weilerbach - rénovation et assainissement | 3.517 | 1.407 | 1.404 | 112 | 98 | — |
| f) Maison pour jeunes adultes à Petange (*) | 47 | 313 | 540 | 1.117 | 3.468 | 5.980 |
| g) Foyer pour refugiés et route d'accès à Bascharage | 39 | 417 | 305 | — | — | — |
| h) Nouveau foyer ONA au Kirchberg | 1.120 | 1.042 | 44 | — | — | — |
| i) Centre maternel sur le site « Pro Familia » à Dudelange, transformation | 1.065 | 2.605 | 1.080 | 442 | — | — |
| j) ONA - Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Hesperange - nouvelle construction | 1.599 | 1.042 | 162 | — | — | — |
| k) Descente de poissons au droit de la centrale hydro-électrique à Rosport | 12 | 52 | 324 | 838 | 1.734 | 1.794 |
| l) Projets en cours d'achèvem., abandonnés ou préfin. | — | — | — | — | — | — |
| B) Projets en élaboration | 832 | 5.575 | 16.200 | 22.761 | 16.485 | 17.633 |
| 1) Projets | — | — | — | — | — | — |
| 2) Loi budgétaire | 832 | 5.575 | 16.200 | 22.761 | 16.485 | 17.633 |
| a) Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse (A.I.T.I.A.), rue du Stade à Schifflange | 74 | 156 | 756 | 2.234 | 3.468 | 3.588 |
| b) Structure pour demandeurs de protection internationale à Wiltz/Batzendell | 46 | 1.042 | 3.240 | 4.468 | 4.624 | 2.392 |
| c) ONA - Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Rodange - nouvelle construction | 145 | 2.084 | 1.620 | 141 | — | — |
| d) A.I.T.I.A. à Schifflange - construction de structures pour enfants et mineurs en détresse, rue Denis Netgen à Schifflange | 74 | 261 | 540 | 838 | 1.734 | 7.176 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| e) A.I.T.I.A. à Soleuvre - construction de structures pour enfants et mineurs en détresse | 347 | 1.042 | 3.780 | 5.027 | 2.312 | 1.764 |
| f) Domaine thermal à Mondorf-les-Bains – château d'eau, puits de captage et traitement d'eau | 8 | 313 | 1.620 | 1.676 | 879 | — |
| g) ONA - Foyer d'accueil pour demandeurs de protection internationale à Bollendorf-Pont - déconstruction de l'Hôtel André et nouvelle construction | 119 | 521 | 4.320 | 7.819 | 2.312 | 918 |
| h) Centre pénitentiaire à Schrassig - unité de psychiatrie spéciale judiciaire | 19 | 156 | 324 | 559 | 1.156 | 1.794 |
| C) Autres projets | — | — | — | — | — | — |
| D) Nouveaux projets | 1.465 | — | 1.728 | 4.859 | 12.716 | 17.342 |
| 1) Structure d'accueil d'urgence pour adolescents à Capellen | — | — | 108 | 168 | 1.156 | 1.794 |
| 2) Internat socio-familial pour enfants de l'enseignement fondamental - Rollingergrund | 5 | — | 324 | 1.117 | 3.468 | 5.980 |
| 3) Foyer Eisleker Heem à Lullange - extension | — | — | 216 | 3.351 | 5.780 | 5.980 |
| 4) Ferme à Frisange - rénovation et extension pour le Centre socio-éducatif de l'Etat | — | — | 1.080 | 223 | 2.312 | 3.588 |
| 5) Divers | 1.460 | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **43.527** | **53.663** | **74.384** | **98.386** | **96.693** | **102.719** |

# 24. FONDS POUR LA LOI DE GARANTIE

## 1. Base légale

Loi du 20 décembre 1996 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1997 modifiée par la loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2001 ainsi que la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004 (art.36).

## 2. Objet

Art. 43. - Le fonds pour la loi de garantie est destiné à financer les dépenses stipulées dans les contrats de location-vente conclus conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatives de tels immeubles, ainsi que les dépenses résultant de la location d'immeubles destinés à accueillir des institutions et organismes internationaux, y compris les charges locatives et frais annexes afférents, et pour lesquels le Gouvernement dispose d'une option d'achat.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 43. - Le fonds pour la loi de garantie est alimenté par des dotations budgétaires ainsi que par le produit des loyers versés par les institutions occupant les immeubles mentionnés à l'alinéa premier ainsi que les immeubles réalisés sur base de la loi du 13 avril 1970, conformément aux stipulations des contrats de sous-location conclus par ces institutions avec l'Etat.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 103.550 | 136.709 | 154.109 | 181.009 | 215.509 | 250.009 |
| Recettes | 66.894 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| Dépenses | 33.735 | 47.600 | 38.100 | 30.500 | 30.500 | 32.620 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 33.735 | 47.600 | 38.100 | 30.500 | 30.500 | 32.620 |
| Avoir au 31.12 | 136.709 | 154.109 | 181.009 | 215.509 | 250.009 | 282.389 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires : | 66.894 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| 1) alimentation normale | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 | 65.000 |
| 2) alimentation supplémentaire | 1.894 | — | — | — | — | — |
| B) Loyers | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **66.894** | **65.000** | **65.000** | **65.000** | **65.000** | **65.000** |

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Location-vente : | 33.596 | 47.600 | 38.100 | 30.500 | 30.500 | 30.500 |
| 1) Campus scolaire Geesseknepppchen | — | — | — | — | — | — |
| 2) Centre national sportif et culturel à Luxembourg-Kirchberg | 3.064 | — | — | — | — | — |
| 3) Centre de recherche public Henri Tudor | 1.003 | 1.100 | 1.100 | — | — | — |
| 4) Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean | 6.156 | 6.500 | 6.500 | — | — | — |
| 5) Cité judiciaire au plateau du Saint Esprit | 9.015 | 9.500 | — | — | — | — |
| 6) Nouvelle aérogare du Findel | — | 9.500 | 9.500 | 9.500 | 9.500 | 9.500 |
| 7) Parking Findel | — | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 |
| 8) Deuxième Ecole Européenne/CPE | 14.358 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 | 16.000 |
| B) Projets en voie de construction | — | — | — | — | — | 2.120 |
| C) Autres projets : Location-vente | 139 | — | — | — | — | — |
| 1) 4ième extension du Palais de Justice CE à Lux.-Kirchberg | 12 | — | — | — | — | — |
| 2) Annexes A, B et C du Palais de Justice de la CJCE, mise à niveau | 49 | — | — | — | — | — |
| 3) 5ième extension du Palais de Justice CE à Lux.-Kirchberg | 67 | — | — | — | — | — |
| 4) Bâtiment Jean Monnet II | 10 | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **33.735** | **47.600** | **38.100** | **30.500** | **30.500** | **32.620** |

# 25. FONDS POUR L'ENTRETIEN ET LA RENOVATION DES PROPRIETES IMMOBILIERES DE L'ETAT

## 1. Base légale

Loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2007 (art.40).

## 2. Objet

Art. 40 - Objet et champ d'application du fonds :

II. - Le fonds a pour objet :

a) l'entretien, la maintenance et la remise en état des immeubles bâtis de l'Etat ;

b) la rénovation, la transformation et la mise en conformité de ces immeubles.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 40 - Alimentation du fonds :

IV. - Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires.

Note :

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 10% pour 2025 et à 15% pour 2026 à 2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 192.394 | 85.868 | 69.895 | 55.991 | 48.170 | 36.077 |
| Recettes | — | 90.000 | 90.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 |
| Dépenses | 106.526 | 117.748 | 122.240 | 126.849 | 131.874 | 137.222 |
| Moins-values | — | 11.775 | 18.336 | 19.027 | 19.781 | 20.583 |
| Dépenses ajustées | 106.526 | 105.973 | 103.904 | 107.822 | 112.093 | 116.639 |
| Avoir au 31.12 | 85.868 | 69.895 | 55.991 | 48.170 | 36.077 | 19.438 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | — | 90.000 | 90.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 |
| 1) Alimentations normale | — | 90.000 | 90.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 |
| **Total des recettes** | — | **90.000** | **90.000** | **100.000** | **100.000** | **100.000** |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Projets | 106.526 | 117.748 | 122.240 | 126.849 | 131.874 | 137.222 |
| 1) Ministère d'Etat | 3.103 | 3.479 | 3.611 | 3.745 | 3.891 | 4.046 |
| a) dont Entretien | 1.999 | 2.083 | 2.162 | 2.242 | 2.329 | 2.422 |
| b) dont Rénovation | 1.104 | 1.396 | 1.449 | 1.503 | 1.562 | 1.624 |
| 2) Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur | 11.622 | 9.911 | 10.288 | 10.669 | 11.085 | 11.528 |
| a) dont Entretien | 3.867 | 4.029 | 4.182 | 4.337 | 4.506 | 4.686 |
| b) dont Rénovation | 7.756 | 5.882 | 6.106 | 6.332 | 6.579 | 6.842 |
| 3) Ministère des Affaires intérieures | 7.833 | 8.690 | 9.021 | 9.355 | 9.720 | 10.109 |
| a) dont Entretien | 4.311 | 4.492 | 4.663 | 4.836 | 5.025 | 5.226 |
| b) dont Rénovation | 3.522 | 4.198 | 4.358 | 4.519 | 4.695 | 4.883 |
| 4) Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | 1.241 | 1.269 | 1.318 | 1.367 | 1.420 | 1.476 |
| a) dont Entretien | 825 | 860 | 893 | 926 | 962 | 1.000 |
| b) dont Rénovation | 416 | 409 | 425 | 441 | 458 | 476 |
| 5) Ministère de la Culture | 6.978 | 7.912 | 8.213 | 8.517 | 8.849 | 9.203 |
| a) dont Entretien | 3.870 | 4.581 | 4.755 | 4.931 | 5.123 | 5.328 |
| b) dont Rénovation | 3.108 | 3.331 | 3.458 | 3.586 | 3.726 | 3.875 |
| 6) Ministère de la Digitalisation | 317 | 330 | 342 | 354 | 368 | 383 |
| a) dont Entretien | 207 | 216 | 224 | 232 | 241 | 251 |
| b) dont Rénovation | 109 | 114 | 118 | 122 | 127 | 132 |
| 7) Ministère de l'Economie | 213 | 222 | 230 | 239 | 248 | 257 |
| a) dont Entretien | 138 | 144 | 149 | 155 | 161 | 167 |
| b) dont Rénovation | 74 | 78 | 81 | 84 | 87 | 90 |
| 8) Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | 27.941 | 32.952 | 34.204 | 35.469 | 36.852 | 38.326 |
| a) dont Entretien | 18.331 | 19.560 | 20.303 | 21.054 | 21.875 | 22.750 |
| b) dont Rénovation | 9.610 | 13.392 | 13.901 | 14.415 | 14.977 | 15.576 |
| 9) Ministère de l'Egalité des genres et de la Diversité | 240 | 250 | 259 | 268 | 278 | 289 |
| a) dont Entretien | 212 | 221 | 229 | 237 | 246 | 256 |
| b) dont Rénovation | 27 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 |
| 10) Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | 1.105 | 1.127 | 1.170 | 1.214 | 1.262 | 1.313 |
| a) dont Entretien | 813 | 847 | 879 | 912 | 948 | 986 |
| b) dont Rénovation | 292 | 280 | 291 | 302 | 314 | 327 |
| 11) Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | 8.074 | 8.647 | 8.975 | 9.307 | 9.670 | 10.057 |
| a) dont Entretien | 1.603 | 1.670 | 1.733 | 1.797 | 1.867 | 1.942 |
| b) dont Rénovation | 6.471 | 6.977 | 7.242 | 7.510 | 7.803 | 8.115 |
| 12) Ministère des Finances | 6.828 | 5.373 | 5.578 | 5.785 | 6.010 | 6.251 |
| a) dont Entretien | 2.566 | 2.674 | 2.776 | 2.879 | 2.991 | 3.111 |
| b) dont Rénovation | 4.262 | 2.699 | 2.802 | 2.906 | 3.019 | 3.140 |
| 13) Ministère de la Fonction publique | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 |
| a) dont Entretien | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 |
| b) dont Rénovation | — | — | — | — | — | — |
| 14) Ministère de la Justice | 9.667 | 9.586 | 9.951 | 10.320 | 10.722 | 11.151 |
| a) dont Entretien | 6.837 | 7.124 | 7.395 | 7.669 | 7.968 | 8.287 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| b) dont Rénovation | 2.830 | 2.462 | 2.556 | 2.651 | 2.754 | 2.864 |
| 15) Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire | 19 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 |
| a) dont Entretien | 16 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| b) dont Rénovation | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| 16) Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | 5.226 | 6.086 | 6.317 | 6.550 | 6.805 | 7.077 |
| a) dont Entretien | 2.774 | 3.003 | 3.117 | 3.232 | 3.358 | 3.492 |
| b) dont Rénovation | 2.452 | 3.083 | 3.200 | 3.318 | 3.447 | 3.585 |
| 17) Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | 560 | 584 | 606 | 628 | 653 | 680 |
| a) dont Entretien | 204 | 213 | 221 | 229 | 238 | 248 |
| b) dont Rénovation | 356 | 371 | 385 | 399 | 415 | 432 |
| 18) Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | 1.791 | 1.866 | 1.937 | 2.009 | 2.087 | 2.170 |
| a) dont Entretien | 1.096 | 1.142 | 1.185 | 1.229 | 1.277 | 1.328 |
| b) dont Rénovation | 695 | 724 | 752 | 780 | 810 | 842 |
| 19) Ministère des Sports | 2.331 | 5.723 | 5.940 | 6.160 | 6.400 | 6.656 |
| a) dont Entretien | 1.075 | 1.140 | 1.183 | 1.227 | 1.275 | 1.326 |
| b) dont Rénovation | 1.256 | 4.583 | 4.757 | 4.933 | 5.125 | 5.330 |
| 20) Ministère du Travail | 323 | 988 | 1.025 | 1.062 | 1.104 | 1.148 |
| a) dont Entretien | 287 | 299 | 310 | 321 | 334 | 347 |
| b) dont Rénovation | 35 | 689 | 715 | 741 | 770 | 801 |
| 21) Divers Ministères et services | 10.146 | 12.014 | 12.471 | 12.932 | 13.436 | 13.973 |
| a) dont Entretien | 8.686 | 9.411 | 9.769 | 10.130 | 10.525 | 10.946 |
| b) dont Rénovation | 1.460 | 2.603 | 2.702 | 2.802 | 2.911 | 3.027 |
| 22) Mise sur support informatique du patrimoine de l'Etat | 164 | 170 | 208 | 216 | 224 | 232 |
| 23) Energie-Pass | 115 | 120 | 125 | 130 | 135 | 140 |
| 24) Intempéries 7/21 | 603 | 100 | — | — | — | — |
| 25) Refugiés | 57 | — | — | — | — | — |
| 26) Monitoring énergétique | — | 100 | 150 | 200 | 250 | 300 |
| 27) Panneaux photovoltaïques | 1 | 200 | 250 | 300 | 350 | 400 |
| **Total des dépenses** | **106.526** | **117.748** | **122.240** | **126.849** | **131.874** | **137.222** |

# 26. FONDS POUR LA PROMOTION TOURISTIQUE

## 1. Base légale

Loi du 1er août 2018 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique et loi 16 mai 2023 autorisant le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

## 2. Objet

La loi du 16 mai 2023 précitée prévoit des aides en capital destinées à encourager les investissements ayant pour but le développement de l'infrastructure touristique nationale.

Sont visés les investissements

1. de création, d'aménagement, de modernisation et d'équipement ;
   a) d'infrastructures récréatives présentant un attrait touristique ;
   b) de structures d'accueil ou d'information touristiques ;
   c) d'hébergements touristiques répondant à un intérêt économique général et des infrastructures de restauration ou de débit de boissons connexes ;
2. d'aménagement et d'équipement de sites touristiques ;
3. d'équipement de lieux publics à grande fréquentation touristique ;
4. de conservation et de mise en valeur touristique des patrimoines naturel, historique et culturel matériels ;
5. de développement et d'acquisitions d'outils numériques dédiés au tourisme ;
6. d'élaboration d'études, de concepts et de stratégies touristiques.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires.

Loi du 1er août 2018 et loi du 16 mai 2023 : Les participations ou dépenses engagées dans le cadre de ces lois sont à charge du fonds.

Note :

Les moins-values pour retards et aléas de chantier ont été estimées à 10% pour 2025 – 2027, à 15% pour 2028 et 20% pour 2029.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 16.570 | 13.046 | 7.714 | 6.798 | 10.249 | 6.721 |
| Recettes | 10.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 10.000 | 15.000 |
| Dépenses | 13.524 | 17.035 | 17.685 | 19.610 | 16.610 | 20.410 |
| Moins-values | — | 1.704 | 1.769 | 3.062 | 3.082 | 4.082 |
| Dépenses ajustées | 13.524 | 15.332 | 15.917 | 16.548 | 13.528 | 16.328 |
| Avoir au 31.12 | 13.046 | 7.714 | 6.798 | 10.249 | 6.721 | 5.393 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 10.000 | 10.000 | 15.000 | 20.000 | 10.000 | 15.000 |
| **Total des recettes** | **10.000** | **10.000** | **15.000** | **20.000** | **10.000** | **15.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Aides à l'hôtellerie | — | — | — | — | — | — |
| B) Infrastructures récréatives | 3.613 | 5.800 | 8.000 | 11.000 | 8.000 | 12.000 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 3.152 | 4.800 | 6.000 | 9.000 | 6.000 | 10.000 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 461 | 1.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| C) Accueil touristique | 66 | 850 | 1.000 | 800 | 800 | 800 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 15 | 700 | 700 | 500 | 500 | 500 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 51 | 150 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| D) Hébergement touristique | 1.769 | 2.600 | 2.600 | 4.000 | 4.000 | 4.000 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 998 | 1.500 | 1.500 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 577 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| 3) Aides à des personnes privées | 194 | 100 | 100 | — | — | — |
| E) Aménagement de sites touristiques | 760 | 550 | 550 | 650 | 650 | 550 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 742 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 18 | 50 | 50 | 150 | 150 | 50 |
| F) Equipement de lieux publics à grande fréquentation touristique | 722 | 310 | 310 | 310 | 310 | 310 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 720 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 2 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| G) Conservation et mise en valeur du patrimoine | 6.331 | 6.200 | 4.500 | 2.000 | 2.100 | 2.000 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 6.253 | 6.000 | 4.000 | 1.500 | 1.500 | 1.500 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 78 | 200 | 500 | 500 | 600 | 500 |
| H) Développement et acquisition d'outils numériques | 240 | 600 | 600 | 600 | 600 | 600 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 18 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 222 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| I) Réalisation d'études, de concepts et de stratégies touristiques | 23 | 125 | 125 | 250 | 150 | 150 |
| 1) Aides aux communes, syndicats de communes et parcs naturels | 6 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 2) Aides aux asbl, fondations et GIE | 17 | 25 | 25 | 150 | 50 | 50 |
| **Total des dépenses** | **13.524** | **17.035** | **17.685** | **19.610** | **16.610** | **20.410** |

# 27. FONDS DU RAIL

## 1. Base légale

Loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire.

## 2. Objet

Les projets de remise en état, de modernisation et d'extension du réseau ou de suppression de lignes sont repris dans un programme d'investissement quinquennal établi par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics avec le concours du gestionnaire de l'infrastructure.

## 3. Recettes et dépenses

Les dépenses occasionnées par la réalisation du programme d'investissement, y compris les acquisitions immobilières requises à cet effet, sont imputées sur le fonds du rail.

Le fonds du rail est alimenté :

1. par des dotations budgétaires;
2. par des emprunts;
3. par des redevances d'utilisation de l'infrastructure;
4. par le produit de la vente d'immeubles et de terrains appartenant au domaine foncier du réseau et rendus disponibles après la réalisation du programme d'investissement;
5. par les subventions de l'Union Européenne allouées à des projets inscrits au programme d'investissement.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 37.669 | 17.495 | 13.288 | 13.193 | 14.523 | 11.962 |
| Recettes | 598.589 | 680.485 | 742.726 | 809.477 | 874.912 | 937.959 |
| Dépenses | 618.762 | 684.693 | 742.821 | 808.147 | 877.473 | 939.229 |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 618.762 | 684.693 | 742.821 | 808.147 | 877.473 | 939.229 |
| Avoir au 31.12 | 17.495 | 13.288 | 13.193 | 14.523 | 11.962 | 10.693 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires: | 491.730 | 551.782 | 626.712 | 683.362 | 738.767 | 790.735 |
| 1) Alimentation budgétaire normale investissement | 240.000 | 280.000 | 340.000 | 375.000 | 405.000 | 440.000 |
| 2) Alimentation budgétaire normale gestion de l'infrastructure | 233.052 | 254.782 | 268.712 | 288.362 | 312.767 | 329.735 |
| 3) Alimentation budgétaire redevance d'utlisation du réseau ferroviaire | 18.679 | 17.000 | 18.000 | 20.000 | 21.000 | 21.000 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| B) Alimentation supplémentaire à demander | — | 20.000 | — | — | — | — |
| C) Subvention U.E. | 2.790 | 3.800 | 1.000 | 500 | — | — |
| D) Restitutions | 75.825 | 89.704 | 106.414 | 117.015 | 127.544 | 138.624 |
| 1) Restitution TVA (investissement) | 39.867 | 54.813 | 63.101 | 71.334 | 78.523 | 85.454 |
| 2) Restitution TVA (gestion de l'infrastructure) | 35.958 | 34.891 | 43.313 | 45.681 | 49.022 | 53.170 |
| E) Remboursement d'avances sur la gestion courante | 182 | 2.000 | — | — | — | — |
| F) Remboursement d'avances sur investissement | 15.000 | 4.000 | — | — | — | — |
| G) Redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire | — | — | — | — | — | — |
| H) Ventes, loyers, etc | 13.061 | 9.200 | 8.600 | 8.600 | 8.600 | 8.600 |
| **Total des recettes** | **598.589** | **680.485** | **742.726** | **809.477** | **874.912** | **937.959** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Gestion de l'infrastructure | 266.146 | 296.125 | 312.365 | 335.351 | 364.098 | 383.925 |
| B) Gestion centre routier sécurisé | 1.797 | 1.969 | 2.028 | 2.032 | 1.840 | 1.865 |
| C) Investissement | 350.678 | 386.396 | 428.226 | 470.511 | 511.283 | 553.187 |
| 1) Nouveaux investissements | 211.661 | 201.267 | 234.376 | 325.084 | 371.131 | 405.178 |
| a) Projets de grande envergure (loi de financement) | 171.518 | 113.263 | 96.529 | 107.335 | 54.882 | 95.922 |
| – Nouvelle gare ferroviaire à Belval-Université et Park and Ride | 75 | — | — | — | — | — |
| – Mise à double voie de la ligne Pétange-Luxembourg | 6.098 | 4.844 | 7.892 | 6.071 | 1.336 | — |
| – Création d'un faisceau de remisage en Gare de Luxembourg | 11.488 | 7.265 | 3.035 | 2.428 | — | — |
| – Mise à double voie du tronçon entre Hamm et Sandweiler | 85 | 121 | — | — | — | — |
| – Aménagement d'un réseau radio mobile numérique (partie infrastructure) | 55 | 120 | — | — | — | — |
| – Construction d'un viaduc à Pulvermühle (phase 1 - partie A) | 379 | 121 | — | — | — | — |
| – Reconstruction du passage supérieur à la hauteur de la rue d'Alsace | — | 182 | — | — | — | — |
| – Gare périphérique Howald (Phase 1) | 12.427 | 7.871 | 6.071 | 4.250 | 607 | — |
| – Modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen. Phase 1: Renouvellement des postes directeurs | 59 | 34 | — | — | — | — |
| – Modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen. Phase 2: Réélectrification de la ligne | — | 70 | — | — | — | — |
| – Nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg | 50.653 | 35.116 | 32.176 | 40.676 | 24.284 | 21.856 |
| – Pôle d'échange Ettelbrück | 3.052 | 4.238 | 4.857 | 8.499 | 10.928 | 23.070 |
| – Nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange (Phase 2) | 35 | — | — | — | — | — |
| – Gare de Rodange. Aménagement d'un bâtiment P&R | 1.744 | 2.422 | 1.214 | — | — | — |
| – Aménagement des quais V et VI dans la Gare de Luxembourg | 7.932 | 6.660 | 4.857 | 5.464 | — | — |
| – Gare de Rodange. Modernisation et mise en conformité des infrastructures voyageurs | 9.694 | 3.633 | 1.821 | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| – Gare de Mersch. Modernisation et mise en conformité des infrastructures voyageurs | 4.290 | 3.027 | 607 | — | — | — |
| – Aménagement P&R et modernisation Gare de Wasserbillig | 7.028 | 2.422 | 1.821 | 2.307 | 3.157 | 24.284 |
| – Gare périphérique Howald (Phase 2) | 21.448 | 22.402 | 16.999 | 7.285 | 1.214 | — |
| – Ligne du Nord. Renouvellement des installations de sécurité | 25.342 | 5.449 | 4.250 | — | — | — |
| – Gare de Bettembourg. Aménagement d'un nouveau poste directeur | 9.634 | 7.265 | 10.928 | 30.355 | 13.356 | 26.712 |
| b) Projets avec motion (> 30 millions d'euros) | 17.531 | 21.554 | 62.895 | 133.805 | 252.067 | 271.677 |
| – Gare de Luxembourg. Réaménagement de la tête Ouest | — | 605 | 971 | 10.928 | 21.856 | 21.856 |
| – Construction centre de formation | 823 | 2.664 | 16.392 | 21.248 | 9.714 | 2.914 |
| – Construction bâtiment pour équipes et ateliers | 185 | 484 | 1.457 | 11.535 | 16.392 | 10.928 |
| – Pôle d'échange multimodal Hollerich. Travaux préparatoires | — | 242 | 3.035 | 5.100 | — | — |
| – Pôle d'échange multimodal Hollerich | 3.567 | 1.816 | 3.035 | 12.142 | 24.284 | 30.355 |
| – Réaménagement arrêt Schieren et suppression passages à niveau | — | — | — | — | — | 6.071 |
| – Aménagement P&R Troisvierges | 9.452 | 3.027 | 1.578 | 1.457 | — | — |
| – Déplacement arrêt de Mertert | 18 | 61 | 668 | 668 | 1.032 | 13.356 |
| – Gare de Bettembourg. Modernisation du secteur fret | 1.212 | 3.027 | 2.428 | 7.892 | 97.136 | 97.136 |
| – Gare de Bettembourg. Modernisation et mise en conformité des infrastructures voyageurs | 479 | 1.211 | 2.428 | 12.142 | 24.284 | 30.355 |
| – Gare de Bettembourg. Aménagement d'un P&R | — | — | — | — | — | — |
| – Nouveaux atelier et magasin au centre logistique | 492 | 3.633 | 14.570 | 24.891 | 12.749 | 6.435 |
| – Modernisation des infrastructures Dudelange-Usines | — | 242 | 911 | 911 | 911 | 911 |
| – Suppression passage à niveau 103a à Dudelange | 217 | 182 | 607 | 607 | 4.857 | 4.857 |
| – Centre routier sécurisé. Phase 1 | 319 | 605 | 9.714 | 12.142 | 11.535 | 5.828 |
| – Nouvelle Gare Metzerschmelz | — | 121 | 243 | 607 | 607 | 607 |
| – Centre de remisage et de maintenance Sud | 240 | 1.816 | 2.428 | 4.250 | 12.142 | 18.213 |
| – Centre national du patrimoine ferroviaire à Pétange | 405 | 242 | 607 | 607 | 1.821 | 2.428 |
| – Gare de Rodange. Réaménagement de la tête ouest | 122 | 605 | 1.214 | 6.071 | 12.142 | 18.213 |
| – Aménagement P&R Bascharage-Sanem | — | 969 | 607 | 607 | 607 | 1.214 |
| c) Projets situés entre 15 et 30 millions d'euros (total) | 6.325 | 21.644 | 28.898 | 50.328 | 46.322 | 28.594 |
| d) Autres projets (total) | 16.286 | 44.806 | 46.054 | 33.616 | 17.861 | 8.985 |
| 2) Entretien constructif | 70.408 | 120.218 | 125.542 | 79.670 | 67.655 | 49.300 |
| a) Projets de grande envergure (loi de financement) | 351 | — | 1.214 | 1.214 | — | — |
| – Ligne du Nord. Renouvellement complet de différents tronçons de voie | 351 | — | 1.214 | 1.214 | — | — |
| b) Projets avec motion (> 30 million d'euros) | — | 1.090 | 4.250 | 4.493 | 2.186 | — |
| – Port de Mertert. Renouvellement des installations de voie | — | 1.090 | 4.250 | 4.493 | 2.186 | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| c) Projets situés entre 15 et 30 millions d'euros (total) | 11.322 | 25.429 | 14.631 | 13.903 | 25.741 | 15.266 |
| d) Autres projets (total) | 58.735 | 93.699 | 105.447 | 60.060 | 39.729 | 34.034 |
| 3) Réseau tertiaire | 277 | 3.663 | 2.398 | 3.491 | 2.155 | 450 |
| 4) Nouveaux projets immobiliers | — | 3.027 | 4.250 | 2.428 | 10.928 | 38.854 |
| 5) Etudes | 50.455 | 58.221 | 61.660 | 59.838 | 59.414 | 59.405 |
| a) Etudes CFL | 50.451 | 58.208 | 61.647 | 59.825 | 59.401 | 59.401 |
| b) Etudes du Ministère | 4 | 13 | 13 | 13 | 13 | 4 |
| 6) Correction décomptes provisoire-définitif investissement | 17.877 | — | — | — | — | — |
| D) Autres | 142 | 202 | 202 | 252 | 252 | 252 |
| 1) Institut luxembourgeois de régulation (ILR) | 140 | 200 | 200 | 250 | 250 | 250 |
| 2) Divers | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| **Total des dépenses** | **618.762** | **684.693** | **742.821** | **808.147** | **877.473** | **939.229** |

# 28. FONDS DES RACCORDEMENTS FERROVIAIRES INTERNATIONAUX

## 1. Base légale

Loi du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire.

## 2. Objet

La participation à la réalisation de projets ferroviaires situés en-dehors du territoire national lorsque ces projets contribuent au maintien et au développement des raccordements ferroviaires du Grand-Duché de Luxembourg avec ses pays voisins et à l'insertion du réseau ferroviaire national dans les réseaux de transport transeuropéens.

## 3. Recettes et dépenses

Les dépenses engendrées par ces participations sont à charge du fonds des raccordements ferroviaires internationaux.

Le fonds est alimenté :

1. par des dotations budgétaires;
2. par des emprunts;
3. par les subventions de l'Union Européenne allouées au Grand-Duché de Luxembourg en vue de promouvoir la réalisation des raccordements ferroviaires;
4. par les rémunérations des participations de l'Etat dans des entités étrangères ou internationales qui sont, le cas échéant, chargées de la réalisation des projets ferroviaires.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 40.329 | 43.205 | 26.467 | 26.467 | 26.467 | 26.467 |
| Recettes | 10.000 | 7.500 | — | — | — | — |
| Dépenses | 7.125 | 24.238 | — | — | — | — |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 7.125 | 24.238 | — | — | — | — |
| Avoir au 31.12 | 43.205 | 26.467 | 26.467 | 26.467 | 26.467 | 26.467 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 10.000 | 7.500 | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **10.000** | **7.500** | — | — | — | — |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Rodange-Virton/Arlon | — | — | — | — | — | — |
| B) Bettembourg-Thionville-Metz | 7.125 | 24.238 | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **7.125** | **24.238** | — | — | — | — |

# 29. FONDS DE L'INNOVATION

## 1. Base légale

Loi modifiée du 5 juin 2009 ayant pour objet:

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;
3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation.

## 2. Objet

Art. 27 - Objet et champ d'application du fonds:

(1) Le fonds a pour objet de prendre à sa charge les dépenses occasionnées par:

a. la mise en application des régimes et mesures d'aide faisant l'objet des titres I et II de la loi du 17 mai 2017 ayant pour objet 1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
b. la participation nationale à des programmes ou projets de coopération internationale en matière de recherche-développement-innovation;
c. l'exécution des missions de l'Agence désignée au titre II de la loi du 17 mai 2017 ayant pour objet 1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation.

## 3. Recettes et dépenses

Art. 28 - (1): Le fonds est alimenté par:

a. des dotations budgétaires de l'Etat;
b. des recettes d'emprunts à contracter par l'Etat;
c. des dons et legs, en espèces et en nature;
d. les remboursements à l'Etat des montants d'aides versées, augmentés des intérêts légaux, effectués sur base des dispositions de la loi du 17 mai 2017 ayant pour objet 1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;
e. de tout autre revenu en rapport avec l'exécution de sa mission.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 11.846 | 15.324 | 7.195 | 18.038 | 19.930 | 18.760 |
| Recettes | 137.223 | 143.559 | 247.410 | 204.746 | 201.500 | 201.500 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses | 133.745 | 189.611 | 288.496 | 253.566 | 253.339 | 251.882 |
| Moins-values | — | 37.922 | 51.929 | 50.713 | 50.668 | 50.376 |
| Dépenses ajustées | 133.745 | 151.688 | 236.567 | 202.853 | 202.671 | 201.506 |
| Avoir au 31.12 | 15.324 | 7.195 | 18.038 | 19.930 | 18.760 | 18.754 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 137.223 | 143.559 | 247.410 | 204.746 | 201.500 | 201.500 |
| 1) Remboursements | 24 | — | — | — | — | — |
| 2) Alimentation normale (Economie) | 135.000 | 140.000 | 240.000 | 197.000 | 198.000 | 198.000 |
| 3) Alimentation normale (Défense) | 1.500 | 2.500 | 6.350 | 6.350 | 3.500 | 3.500 |
| 4) Alimentation normale ( 5G- SMC) | 699 | 699 | 700 | 1.396 | * | * |
| 5) Alimentation normale (UE) | — | 360 | 360 | — | — | — |
| **Total des recettes** | **137.223** | **143.559** | **247.410** | **204.746** | **201.500** | **201.500** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dotation Luxinnovation GIE | 10.224 | 10.823 | 11.123 | 11.123 | 11.907 | 12.708 |
| 1) Contrat de performance 6 | 10.224 | 10.593 | 10.593 | 10.593 | 11.377 | 12.178 |
| 2) ESNA | — | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| 3) Talent Attraction | — | — | 300 | 300 | 300 | 300 |
| 4) Start up Luxembourg | — | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| B) Aides d'état | 37.395 | 81.663 | 94.937 | 90.537 | 87.284 | 92.195 |
| 1) Recherche & Développement (Art. 3-5 loi 2017) | 28.971 | 63.902 | 76.657 | 70.605 | 68.286 | 72.800 |
| 2) Innovation de procédé et d'organisation (Art. 9 loi 2017) | 2.602 | 4.367 | 4.526 | 4.296 | 3.722 | 3.600 |
| 3) Etudes de faisabilité technique ( Art. 6 loi 2017) | 654 | 1.855 | 1.023 | 2.064 | 1.350 | 1.350 |
| 4) Aides aux jeunes entreprises innovantes (Art. 8 loi 2017) | 3.344 | 4.060 | 5.727 | 7.765 | 7.875 | 7.875 |
| 5) Développement et soutien aux infrastructures et Pôles d'innovation (Art. 10-12 loi 2017) | — | 1.675 | 1.649 | 2.346 | 2.520 | 3.150 |
| 6) Mesures de Minimis (Art. 15 loi 2009 + loi 2019) | 1.801 | 4.703 | 3.479 | 2.070 | 2.160 | 2.070 |
| 7) Aides à l'innovation en faveur des PME (Art. 7 loi 2017) | 23 | 1.100 | 1.875 | 1.391 | 1.372 | 1.350 |
| C) Autres emplois | 1.325 | 3.559 | 13.706 | 14.577 | 13.118 | 12.878 |
| 1) NCCL | — | 2.051 | 584 | 1.459 | — | — |
| 2) Promotion des start-ups | 1.317 | 500 | 1.115 | 1.110 | 1.110 | 870 |
| 3) Contribution nationale au budget Euréka | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| 4) Etude de promotion de l'innovation | — | 1.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 2.000 |
| 5) Dotation Fonds de la Défense SNCI | — | — | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 |
| D) HPC | 12.610 | 12.000 | 57.200 | 17.200 | 15.200 | 15.200 |
| 1) Meluxina - Luxprovide | 12.610 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| 2) Meluxina AI - Luxprovide (CAPEX) | — | — | 40.000 | — | — | — |
| 3) Meluxina AI - Luxprovide (OPEX) | — | — | 3.200 | 3.200 | 3.200 | 3.200 |
| 4) AI Factory | — | — | 2.000 | 2.000 | — | — |
| 5) Meluxina II | — | — | — | — | — | — |
| E) IPCEI | — | 1.566 | 2.530 | 2.530 | 2.530 | 1.000 |
| F) Space | 72.191 | 80.000 | 109.000 | 117.600 | 123.300 | 117.900 |
| 1) ESA (remboursement 2023-2024 déduit) | 38.191 | 45.000 | 62.000 | 64.000 | 68.000 | 70.000 |
| 2) Luximpulse | 32.000 | 32.000 | 41.000 | 47.600 | 49.300 | 41.900 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3) ESRIC ..... | 2.000 | 2.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| 4) Recherche publique ..... | — | 1.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| **Total des dépenses** | **133.745** | **189.611** | **288.496** | **253.566** | **253.339** | **251.882** |

# 30. FONDS POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, DES INFRASTRUCTURES SOCIO-FAMILIALES ET DES INFRASTRUCTURES DES ADMINISTRATIONS DEPENDANT DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

## 1. Base légale

Article 35 de la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2014, modifié par l'article 47 de la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016 et par l'article 32 de la loi du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2020.

## 2. Objet

Le Fonds est destiné au financement de la construction, de l'extension, de la modernisation, de l'aménagement, de l'équipement, des études et des plans dans l'intérêt des infrastructures des établissements d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et des infrastructures communales hébergeant des conservatoires, écoles de musique ou cours de musique.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par des dotations budgétaires annuelles.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 107.206 | 87.038 | 19.375 | 17.821 | 13.763 | 7.694 |
| Recettes | 70.000 | 90.000 | 140.000 | 140.000 | 100.000 | 100.000 |
| Dépenses | 90.168 | 170.928 | 176.943 | 160.065 | 136.863 | 129.502 |
| Moins-values | — | 13.265 | 35.389 | 16.006 | 30.794 | 25.900 |
| Dépenses ajustées | 90.168 | 157.663 | 141.554 | 144.058 | 106.069 | 103.602 |
| Avoir au 31.12 | 87.038 | 19.375 | 17.821 | 13.763 | 7.694 | 4.092 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Dotations budgétaires | 70.000 | 90.000 | 140.000 | 140.000 | 100.000 | 100.000 |
| B) Autres recettes | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **70.000** | **90.000** | **140.000** | **140.000** | **100.000** | **100.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Enfance et jeunesse | 50.702 | 125.819 | 79.919 | 77.260 | 82.775 | 86.137 |
| 1) aide à l'enfance | 18.274 | 62.860 | 40.902 | 48.510 | 56.219 | 59.505 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2) maisons relais..... | 30.572 | 59.534 | 35.117 | 23.540 | 23.230 | 19.757 |
| 3) jeunesse ..... | 1.856 | 3.424 | 3.900 | 5.211 | 3.326 | 6.875 |
| B) Etablissements d'enseignement privé (Construction, extension, modernisation, aménagement, équipement, études, analyses et plans)..... | 31.787 | 16.215 | 48.861 | 56.282 | 33.329 | 13.220 |
| C) Enseignement musical..... | 7.538 | 4.766 | 378 | 1.612 | 8.119 | 6.665 |
| D) Infrastructures étatiques dépendant du MENJE ..... | 142 | 24.128 | 47.784 | 24.910 | 12.640 | 23.480 |
| **Total des dépenses** | **90.168** | **170.928** | **176.943** | **160.065** | **136.863** | **129.502** |

# 31. FONDS SOCIAL CULTUREL

## 1. Base légale

Article 14 de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative

1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle
2. à la promotion de la création artistique

## 2. Objet

Le fonds prend en charge les mesures sociales prévues au profit des artistes professionnels indépendants tels que définis à l'article 2 et des intermittents du spectacle tels que définis à l'article 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2014 susvisée.

## 3. Recettes et dépenses

Recettes :

Le fonds social culturel est alimenté par des dotations budgétaires annuelles de l'Etat.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 1 | * | * | * | * | * |
| Recettes | 5.145 | — | — | — | — | — |
| Dépenses | 5.146 | — | — | — | — | — |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | 5.146 | — | — | — | — | — |
| Avoir au 31.12 | * | * | * | * | * | * |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | 5.145 | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | **5.145** | — | — | — | — | — |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Dépenses | 5.146 | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | **5.146** | — | — | — | — | — |

# 32. FONDS SPECIAL POUR LE LOGEMENT ABORDABLE

## 1. Base légale

Loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial pour le logement abordable.

## 2. Objet

Le fonds a pour mission de contribuer à l'augmentation de l'offre de logements abordables par la participation financière à :

3. la réalisation de logements abordables au sens de la loi du 7 août 2023 relative au logement abordable ;
4. la constitution par l'Etat d'une réserve foncière à des fins de développement de logement ;
5. la revalorisation, l'assainissement et la viabilisation d'anciens sites industriels en vue de la création de logements ;
6. l'amélioration de la qualité du logement et de l'habitat de manière à ce qu'ils répondent aux objectifs du développement durable ;
7. les projets de logement déclarés d'intérêt général par le Gouvernement en conseil.

Le fonds a en outre la mission de contribuer financièrement aux efforts des communes en vue de la réalisation des objectifs du Pacte logement conformément à la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0.

## 3. Recettes et dépenses

Le fonds est alimenté par :

1. des dotations budgétaires annuelles,
2. les remboursements effectués à l'Etat des contributions financières indûment ou trop perçues par les promoteurs conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,
3. les remboursements effectués à l'État des participations financières indûment ou trop perçues par les communes conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0,
4. les remboursements du Fonds du Logement tels que visés aux articles 19, 22 et 23 de la loi modifiée du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement ».

Afin de tenir compte des aléas de chantier ou d'éventuels retards dans l'avancement des projets de logements abordables, il a été appliqué une décote sur les dépenses prévisionnelles, dont le pourcentage varie selon la catégorie des projets et selon l'année budgétaire considérées.

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 68.570 | 71.524 | 16.497 | 30.565 | 32.053 | 30.704 |
| Recettes | 227.000 | 313.000 | 355.000 | 375.000 | 310.000 | 315.000 |
| Dépenses | 224.045 | 516.109 | 481.681 | 542.307 | 475.937 | 485.669 |
| Moins-values | — | 148.082 | 140.749 | 168.796 | 164.588 | 166.060 |
| Dépenses ajustées | 224.045 | 368.028 | 340.932 | 373.511 | 311.349 | 319.609 |
| Avoir au 31.12 | 71.524 | 16.497 | 30.565 | 32.053 | 30.704 | 26.095 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Dotation du Fonds spécial | 227.000 | 313.000 | 355.000 | 375.000 | 310.000 | 315.000 |
| 1) Dotation Fonds spécial - volet "Aides à la pierre et Acquisitions Etat" | 222.000 | 308.000 | 350.000 | 325.000 | 280.000 | 290.000 |
| 2) Dotation Fonds spécial - volet "Pacte Logement 2.0" | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 50.000 | 30.000 | 25.000 |
| **Total des recettes** | **227.000** | **313.000** | **355.000** | **375.000** | **310.000** | **315.000** |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Volet "Aides à la pierre et Acquisitions Etat" | 206.100 | 491.909 | 457.481 | 438.107 | 438.737 | 440.469 |
| 1) Participation au financement de projets de logements réalisés par les établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat | 63.833 | 117.126 | 137.287 | 119.636 | 98.925 | 97.323 |
| a) Projets de grande envergure (>100 logements) | 41.217 | 79.250 | 97.887 | 80.189 | 58.249 | 63.064 |
| – FdL - Biwer, An der Schmëtt, 146 logts | 4.310 | 10.480 | 25.116 | 7.481 | 637 | 312 |
| – FdL - Dudelange, Neischmelz, 1.466 logts | 11.323 | 15.630 | 24.605 | 39.148 | 29.151 | 22.625 |
| – FdL - Echternach, Cité Manertchen, 214 logts | — | 1.000 | 1.507 | 919 | 1.025 | 1.304 |
| – FdL - Esch/Alzette, Nonnewisen, 285 logts | 8.466 | 1.100 | 4.589 | 6.393 | 2.603 | 98 |
| – FdL - Mamer, Wëltgebond, 138 logts | 5.380 | 10.000 | 6.266 | 6.198 | 3.817 | 1.317 |
| – FdL - Sanem, Belvaux, Ernshof, Rue de l'Usine, 123 logts | — | 140 | 193 | * | 280 | 229 |
| – FdL - Wiltz, Haargarten, 250 lgts | 587 | 1.900 | 363 | 1.086 | 2.860 | 8.882 |
| – FdL - Wiltz, Wunnen mat der Wooltz, 833 logts | 11.151 | 39.000 | 35.248 | 18.964 | 17.876 | 28.298 |
| b) Projets de moyenne envergure (entre 50 et 99 logts) | 4.063 | 2.102 | 2.363 | 3.581 | 7.047 | 10.764 |
| c) Projets de moins de 49 logements | 18.553 | 35.774 | 37.037 | 35.867 | 33.629 | 23.495 |
| 2) Participation au financement de projets de logement réalisés par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché | 15.859 | 38.771 | 48.301 | 83.555 | 92.363 | 93.300 |
| a) Projets de grande envergure (>100 logements) | 9.612 | 25.500 | 33.303 | 60.202 | 64.002 | 65.100 |
| – SNHBM - Contern, An de Sténg, 136 logts | 2.002 | 2.000 | 3.500 | 300 | 100 | 100 |
| – SNHBM - Diekirch, Cité Militaire, 124 lgts | — | 500 | 1.500 | 10.000 | 15.000 | 5.000 |
| – SNHBM - Kehlen, Elmen, 900 logements | 4.394 | 8.000 | 8.000 | 10.000 | 15.000 | 5.000 |
| – SNHBM - Luxembourg, Bld Konrad Adenauer, 294 logts | 2.535 | 500 | — | — | — | 5.000 |
| – SNHBM - Luxembourg, Bld Pierre Dupong, 184 logts | — | — | 100 | 1.000 | 5.000 | 2.500 |
| – SNHBM - Luxembourg, Centre de Merl, 112 lgts | — | — | 1 | 100 | 1.000 | 1.000 |
| – SNHBM - Luxembourg, Itzegerknupp, 484 logts | — | 6.000 | 12.000 | 10.000 | 5.000 | 5.000 |
| – SNHBM - Luxembourg, Kirchberg Kiem, 544 logts | 9 | — | — | 20.000 | 5.000 | 5.000 |
| – SNHBM - Luxembourg, Kirchberg JFK Sud, 175 logts | — | 8.000 | 7.000 | 6.500 | 6.500 | 6.500 |
| – SNHBM - Luxembourg, Limpertsberg, Roude Bierg, 100 logts | — | — | — | — | 1 | — |
| – SNHBM - Luxembourg, Rue des Ligures, 320 logts | — | — | 1 | 1.000 | 5.000 | 5.000 |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| – SNHBM - Mersch, Quartier de l'Alzette, ancien site CEPAL, 320 logts | — | — | 1 | 100 | 5.000 | 5.000 |
| – SNHBM - Sanem, Geessewee, 185 logts | 672 | 500 | 1.200 | 1.200 | 1.200 | — |
| – SNHBM - Pétange, Prënzebierg, 200 logts | — | — | — | — | 1 | 5.000 |
| – SNHBM - Roeser, Berchem, Hierschterbierg, 264 logts | — | — | — | 1 | 100 | 5.000 |
| – SNHBM - Schuttrange, Uebersyren, 250 logts | — | — | — | 1 | 100 | 10.000 |
| b) Projets de moyenne envergure (entre 50 et 99 logts) | 1.306 | 3.300 | 4.920 | 5.511 | 7.010 | 7.600 |
| c) Projets de moins de 49 logts | 4.940 | 9.971 | 10.078 | 17.842 | 21.351 | 20.600 |
| 3) Participation au financement de projets de logements réalisés par les communes et syndicats de communes | 24.481 | 32.417 | 53.159 | 67.845 | 76.449 | 82.298 |
| a) Projets de grande envergure (>100 logements) | 4.653 | 3.250 | 3.250 | 4.000 | 4.500 | 5.000 |
| – AC Esch/Alzette - Rout Lëns, 321 logts | 4.653 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 | 3.000 |
| – AC Esch/Alzette - Esch/Alzette, Nonnewisen, 164 logts | — | 250 | 250 | 1.000 | 1.500 | 2.000 |
| b) Projets de moyenne envergure (entre 50 et 99 logts) | — | 100 | 200 | 1.160 | 1.660 | 2.160 |
| c) Projets de moins de 49 logts | 19.828 | 29.067 | 49.709 | 62.685 | 70.289 | 75.138 |
| 4) Participation au financement de projets de logements réalisés par des asbl, fondations et du Kierchefong | 34.309 | 38.725 | 51.287 | 64.340 | 67.770 | 69.631 |
| a) Projets de moyenne envergure (entre 50 et 99 logts) | 94 | 1.500 | 2.300 | 2.050 | 2.010 | 1.501 |
| – Croix-Rouge - Vianden, Scheuerhof, 52 lgts | 94 | — | 300 | 50 | 10 | 1 |
| – Oeuvres Paroissiale St Martin Dudelange - Mersch, Route d'Arlon, 85 logts | — | 1.500 | 2.000 | 2.000 | 2.000 | 1.500 |
| b) Projets de moins de 49 logts | 34.215 | 37.225 | 48.987 | 62.290 | 65.760 | 68.130 |
| 5) Participation au financement de projets de logements réalisés par les sociétés de droit privé | 1.035 | 2.025 | 5.539 | 6.989 | 7.489 | 7.175 |
| a) Projets de grande envergure (>100 logements) | 626 | 1.460 | 2.000 | 2.000 | 3.000 | 3.000 |
| – CFL Immo - Esch/Alzette, Rue Berwart, 110 logts étudiants | — | 200 | — | — | — | — |
| – Kampoos Sàrl - Sanem, 1b rue de Belvaux (lot 6) Belval, 175 logts étud. | — | 630 | 1.000 | 1.000 | 1.000 | 1.000 |
| – Patrizia ERP Unival II Sàrl - Sanem, Belval, 204 logts étudiants | 626 | 630 | 1.000 | 1.000 | 2.000 | 2.000 |
| b) Projets de moyenne envergure (entre 50 et 99 logts) | 205 | 206 | 1.206 | 2.206 | 2.206 | 2.206 |
| c) Projets de moins de 49 logts | 203 | 359 | 2.333 | 2.783 | 2.283 | 1.969 |
| 6) Acquisition par l'Etat d'immeubles destinés à l'habitat | 66.583 | 262.845 | 161.908 | 95.742 | 95.742 | 90.742 |
| B) Volet "Pacte logement 2.0" | 17.945 | 24.200 | 24.200 | 104.200 | 37.200 | 45.200 |
| **Total des dépenses** | **224.045** | **516.109** | **481.681** | **542.307** | **475.937** | **485.669** |

# 33. FONDS DE RELANCE ET DE SOLIDARITE EN FAVEUR DES ENTREPRISES

## 1. Base légale

Loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2. la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;
3. la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique.

Loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts des entreprises.

Loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance.

## 2. Objet

Les dépenses du fonds spécial liquident l'aide initiale du Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises, l'aide "coûts non couverts" ainsi que la nouvelle aide de relance.

## 3. Recettes et dépenses

Art.11 - Le Fonds est alimenté par :

1. des dotations budgétaires de l'État ;
2. des dons.

Dépenses voir sous « Objet »

## 4. Evolution prévisionnelle de la situation financière du fonds

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Mouvements du fonds** | | | | | | |
| Avoir au 01.01 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| Recettes | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses | — | — | — | — | — | — |
| Moins-values | — | — | — | — | — | — |
| Dépenses ajustées | — | — | — | — | — | — |
| Avoir au 31.12 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 | 80 |
| **II. Programme des recettes** | | | | | | |
| A) Alimentations budgétaires | — | — | — | — | — | — |

Unité : Milliers d'euros

| Libellé | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| B) Autres recettes ..... | — | — | — | — | — | — |
| **Total des recettes** | — | — | — | — | — | — |
| **III. Programme des dépenses** | | | | | | |
| A) Loi modifiée du 27 juillet 2020 visant la mise en place d'un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises .... | — | — | — | — | — | — |
| B) Loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'Etat aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... | — | — | — | — | — | — |
| C) Loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance en faveur de certaines entreprises ..... | — | — | — | — | — | — |
| **Total des dépenses** | — | — | — | — | — | — |

# Annexe 3

**Emprunts, prêts et lignes de crédit bénéficiant de la garantie financière de l'État**

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **AGORA s.à r.l & Cie** | Loi du 01 août 2001 (art. 2) | Garantie du capital et des intérêts des emprunts contractés par AGORA | 50 000 000,00 | **0,00** |
| **BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT** | Lettre du Ministre du Trésor et du Budget du 6 juin 2002 | Garantie du capital, des intérêts et des frais de prêts accordés par la BCEE après approbation par le Ministère du Logement | 7 500 000,00 | **1 346 590,04** |
| **BANQUE CENTRALE DU LUXEMBOURG** | Loi du 23 décembre 2022 | Garantie du capital et des intérêts de prêts accordés par la BCL dans le cadre du RST du FMI | 308 291 584,72 | **0,00** |
| **BEI - FONDS DE GARANTIE EUROPÉEN COVID-19** | Loi du 20 juin 2020 | Garantie envers le Fonds de garantie européen (EGF) COVID-19 mis en place par la BEI | 45 000 000,00 | **24 837 065,00** |
| **CENTRE EUROPÉEN DES CONSOMMATEURS** | | Ligne de crédit auprès de la BCEE | 220 000,00 | **0,00** |
| **CENTRE DE MUSIQUES AMPLIFIÉES (ROCKHAL)** | Loi du 26 mai 2004 | Ligne de crédit en compte courant | 500 000,00 | **0,00** |
| **CENTRE HOSPITALIER DE LUXEMBOURG** | Loi du 10 septembre 1975 | Lignes de crédit et Prêts bancaires | non déterminé | **55 530 316,80** |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **CENTRE HOSPITALIER NEURO-PSYCHIATRIQUE** | Loi du 17 avril 1998, modifiée par la loi du 29 avril 2005 | Lignes de crédit auprès de ING | | 21 335 818,88 |
| | | Lignes de crédit auprès de BCEE | | 21 677 993,57 |
| | | Prêts auprès de BCEE | | 9 663 231,06 |
| | | Prêts auprès de BIL | | 2 614 000,00 |
| | | Prêt auprès de BGL | | 239 273,29 |
| | | Lignes de crédit et Prêts bancaires | non déterminé | **7 714 458,53** |
| **CENTRE THERMAL ET DE SANTÉ MONDORF-LES-BAINS** | Loi du 18 décembre 1987 | Lignes de crédit auprès de BIL, BCEE et ING | | 7 678 023,86 |
| | | Prêts auprès de BCEE | | 36 434,67 |
| | | Ligne de crédit en compte courant auprès de ING et BCEE | | 0,00 |
| | | Ligne de crédit | | **31 629,87** |
| | | Ligne de crédit en compte courant BGL BNP PARIBAS | 200 000,00 | 31 629,87 |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **CHEMINS DE FER LUXEMBOURGEOIS (CFL)** | Loi du 28 mars 1997 modifiée par la loi du 21 décembre 2004 (loi budgétaire 2005) | Lignes de crédit et Prêts bancaires | 500 000 000,00 | **314 775 000,00** |
| | | Prêt BCEE et BIL | | 30 775 000,00 |
| | | Prêts EUROFIMA | | 154 000 000,00 |
| | | Prêt Raiffeisen (garantie rémunérée 0,15%/trim) | | 50 000 000,00 |
| | | Prêt BEI (garantie rémunérée 0,15%/trim) | | 80 000 000,00 |
| **COMMISSION EUROPÉENNE - PROGRAMME SURE** | Loi du 20 juin 2020 | Garantie envers l'instrument européen de soutien temporaire SURE | 105 000 000,00 | **76 856 750,00** |
| **COMMISSION EUROPÉENNE - EXCEPTIONAL MFA TO UKRAINE** | Guarantee Agreement du 21 octobre 2022 | Garantie envers la Commission Européenne | 11 415 367,00 | **11 415 367,00** |
| **CORPS GRAND-DUCAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (CGDIS)** | Loi du 27 mars 2018 | Garantie locative | - | **22 500,00** |
| | | Garantie locative auprès de ING | | |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **DEXIA - GARANTIE 2011 / 2013** [1)] | Loi budgétaire 2012 (art. 47) | Le montant de la garantie correspond à 3% du montant de l'ensemble des financements levés ainsi qu'aux obligations ou titres émis par le groupe bancaire DEXIA jusqu'au 31 décembre 2021 et ayant un terme de dix ans au plus | 2 700 000 000,00 | **380 866 674,08** |
| **DIVERSES BANQUES DE LA PLACE** | Loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures | Prêts bancaires accordés aux étudiants pour lesquels l'État garantit le capital, les intérêts et frais accessoires | non déterminé | **741 596 471,30** |
| **EFSF** | Loi du 22 septembre 2011 | La garantie est accordée à l'EFSF dans le cadre des mesures de stabilisation de la zone euro, la part du Luxembourg dans le montant total garanti est de 0,2687% | 2 000 000 000,00 | **498 914 540,48** |
| **FONDS BELVAL** | | Prêts bancaires | | **9 101 336,52** |
| **(Garantie limitée à 25 ans à partir du 25 juillet 2002)** | Loi du 18 décembre 2009 | Centre sportif | 114 320 000,00 | 591 541,69 |
| | Loi du 28 juillet 2011 | Aménagements urbains et espaces de parcage | 58 000 000,00 | 827 459,48 |
| | Loi du 15 mai 2012 | Bâtiment Laboratoires ailes nord et sud | 136 250 000,00 | 392 450,06 |
| | Loi du 4 août 2014 | Équipement des bâtiments de la Cité des Sciences | 140 000 000,00 | 315 588,95 |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| | Pas de loi spéciale | Études préliminaires 2e phase Université | 12 000 000,00 | 3 706 514,05 |
| | Pas de loi spéciale | Études préliminaires HORS Université | 5 762 000,00 | 2 298 130,45 |
| | Pas de loi spéciale | Réaménagement Bâtiment administratif | 8 000 000,00 | 785 050,36 |
| | Loi du 28 août 2020 | Archives nationales du Luxembourg | 77 270 000,00 | 184 601,48 |
| **FONDS DE COMPENSATION** | Convention de garantie du 12 décembre 2014 | | 1 000 000,00 | **0,00** |
| **FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS LUXEMBOURG** | Loi du 6 avril 2022 | Garantie rémunérée des lignes de crédit du FGDL auprès de différentes banques | 1 000 000 000,00 | **1 000 000 000,00** |
| | | Garantie rémunérée des lignes de crédit que le FGDL a contracté auprès de BCEE, BIL, BGL, BdL et ING | | |
| **FONDS DU KIRCHBERG** | Loi du 07 août 1961 (art, 3) modifiée par les lois du 26 août 1965 et du 28 août 1968 | Ligne de crédit en compte courant BCEE | 9 915 740,99 | **0,00** |
| **FONDS D'INSOLVABILITE EN ASSURANCE AUTOMOBILE - FIAA** | Loi du 29 mars 2024 | Ligne de crédit en compte courant | 300 000 000,00 | **0,00** |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **FONDS DU LOGEMENT** | Loi du 25 février 1979 (art, 57) modifiée par les lois du 21 décembre 1990, du | Lignes de crédit en compte courant | 250 000 000,00 | **113 410 559,00** |
| | 20 décembre 1991 et du 24 avril 2017 | Ligne de crédit en compte courant BCEE | | 40 023 016,94 |
| | | Ligne de crédit en compte courant RAIFFEISEN | | 53 245 650,93 |
| | | Ligne de crédit en compte courant ING | | 20 141 891,13 |
| **FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ** | Loi du 30 juillet 1960 | Ligne de crédit en compte courant | 10 000 000,00 | **0,00** |
| **FMI - NAB (New Arrangements to Borrow) (SDR)** | Loi budgétaire 2021 (art. 55/1) | | 1 156 228 750,97 | **1 156 228 750,97** |
| **FMI - BBA (Prêt bilatéral)** | Loi budgétaire 2021 (art. 55/2) | | 887 000 000,00 | **887 000 000,00** |
| **FMI - VTA (SDR)** | Loi budgétaire 2022 (art. 45) | | 621 032 039,44 | **533 601 339,69** |
| **KLIMAAGENCE** | Loi modifiée du 5 août 1993 | Ligne de crédit en compte courant BCEE | 200 000,00 | **0,00** |
| **LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTÉ** | Loi modifiée du 7 août 2012 | Ligne de crédit en compte courant RAIFFEISEN | 3 000 000,00 | **0,00** |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **LUXAIRPORT S.A.** | Loi du 26 juillet 2002 (art, 5.) | | | **53 973 541,65** |
| | | Garantie pour les parties consolidées du prêt - Aérogare (BIL) | 225 000 000,00 | 33 459 313,56 |
| | | Garantie pour les parties consolidées du prêt - Parking (BCEE) | 105 000 000,00 | 15 815 539,10 |
| | | Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Findel avec LuxEnergie S.A., et Airport-Energy S.A. | 12 500 000,00 | 4 589 289,72 |
| | | Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Cargolux avec LuxEnergie S.A., et Airport-Energy S.A. | 3 300 000,00 | 109 399,27 |
| **LUXEMBOURG INSTITUTE OF SCIENCE AND TECHNOLOGY (LIST)** | Loi du 3 décembre 2014 | Ligne de crédit en compte courant BCEE | 3 718 402,87 | **0,00** |
| **MINISTÈRE DE LA CULTURE** | Loi du 25 février 2022 | Garantie les contrats de prêt à usage de biens culturels à des fins d'exposition, d'expertise, de recherche ou de restauration | non déterminé | **20 984 251,48** |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **MINISTÈRE DU LOGEMENT -** Service des aides au logement | Loi du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement | | non déterminé | **non disponible** |
| **MUSÉE D'ART MODERNE GRAND-DUC JEAN** | Loi du 28 avril 1998 | Ligne de crédit en compte courant BCEE | 500 000,00 | **0,00** |
| **OFFICE DU DUCROIRE** | | Garantie envers divers engagements pris par l'Office du Ducroire | | **1 372 070 000,00** |
| | Loi du 15 décembre 2020 modifiant la loi modifiée du 4 décembre 2019 | Engagements avec garantie de l'État | 1 946 945 748,60 | 1 276 780 000,00 |
| OFFICE DU DUCROIRE - COVID-19 (engagements pour compte de l'État) | | Engagements pris par l'ODL pour compte de l'État | 366 929 651,60 | 95 290 000,00 |
| **PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE (COVID-19)** | Loi du 18 avril 2020 | Garantie envers les prêts (85% du montant accordé) accordés aux entreprises dans le cadre du programme de stabilisation de l'économie luxembourgeoise à la suite de la crise Covid-19 | 2 500 000 000,00 | **164 411 525,00** |
| **PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE (UKRAINE)** | Loi du 15 juillet 2022 | Garantie envers les prêts (90% du montant accordé) accordés aux entreprises dans le cadre de l'accord tripartite conclu pour faire face aux conséquences économiques à la suite de l'agression de la Russie en Ukraine | 500 000 000,00 | **214 055 464,00** |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **RADIO 100,7** | Loi du 27 juillet 1991 | | | **28 865,65** |
| | | Prêts bancaires auprès de Raiffeisen | 220 000,00 | 28 865,65 |
| | | Ligne de crédit en compte courant BCEE | 49 578,70 | 0,00 |
| **REHAZENTER** | Loi du 19 décembre 2003 | Prêt bancaire auprès de BIL | non déterminé | **1 339 853,92** |
| **SERVIOR** | Loi du 23 décembre 1998 | Prêts bancaires et lignes de crédit | | **10 598 816,00** |
| | | Résidence Seniors Liewensbam | 5 854 000,00 | 1 887 592,00 |
| | | MS Schlassbléck | 4 188 986,00 | 2 598 034,00 |
| | | MS Bei der Sauer | 7 073 283,00 | 4 628 317,00 |
| | | Projet MS Differdange - ligne de crédit | | 1 279,00 |
| | | Projet MS Rumelange - ligne de crédit | | 1 483 594,00 |
| **SNCI** [2)] | | Divers engagements pris par la SNCI | | **3 978 515,74** |
| | Loi du 02 août 1977 (art, 13) modifiée par les lois du 29 novembre 1983 et du 22 décembre 1993 | Bons d'Épargne à capital croissant | non déterminé | 461 159,74 |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **WDP Luxembourg S.A. (S.O.L.E.I.L. S.A.)** | Lettre du Ministre du Trésor et du Budget du 16 septembre 2005 | Garantie de la participation par SNCI dans le capital de LUXTRUST S.A. | 3 511 939,00 | 3 517 356,00 |
| | Lettre du Ministre du Trésor et du Budget du 19 juin 2006 | Garantie pour les prêts accordés par SNCI pour financer la construction de logements pour les étudiants inscrits à l'Université du Luxembourg | 20 000 000,00 | 0,00 |
| | | Prêts bancaires | | **14 071 770,44** |
| | Lettre de garantie à première demande du 28 juillet 2017 (prêt BCEE) | Crédit contracté par WDP auprès de la BCEE | 0,00 | 0,00 |
| | Lettre de garantie à première demande du 27 avril 2018 (prêt BCEE) | Crédit contracté par WDP auprès de la BCEE | 5 580 000,00 | 3 347 999,97 |
| | Lettre de garantie à première demande du 20 juin 2019 (prêt BCEE) | Crédit contracté par WDP auprès de la BCEE | 6 525 000,00 | 4 349 999,97 |
| | Lettre de garantie à première demande du 29 avril 2021 (prêt BCEE) | Crédit contracté par WDP auprès de la BCEE | 0,00 | 0,00 |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| | Lettre de garantie à première demande du 10 mai 2022 (prêt BCEE) | Crédit contracté par WDP auprès de la BCEE | 7 200 000,00 | 6 373 770,50 |
| **SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU PARC DES EXPOSITIONS DE LUXEMBOURG S.A.** | Loi du 1er mars 1973 modifiée par les lois du 4 décembre 1990 et du 9 juillet 2004 | | 6 445 231,64 | **0,00** |
| **SUDCAL S.A.** | Loi du 7 décembre 2007 | Prêts bancaires | 18 000 000,00 | **6 073 339,35** |
| | | Prêt BCEE | | 2 998 336,67 |
| | | Prêt BCEE | | 2 273 779,42 |
| | | Prêt BCEE | | 104 533,32 |
| | | Prêt BCEE | | 696 689,94 |
| **INTERNATIONAL CLIMATE FINANCE ACCELERATOR (ICFA)** | Grant Agreements entre l'État Luxembourgeois et ICFA asbl (4 décembre 2018 et 1er décembre 2021) | L'État garantit pour montant maximal de 200,000 EUR par contrepartie des prêts contractés par | 2 800 000,00 | **1 115 174,00** |

Situation au 31/12/2024 (tous les chiffres en euros)

| Garanties financières directes et indirectes accordées par l'État | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Société bénéficiaire de la garantie** | **Base légale de la garantie** | **Champ d'application de la garantie** | **Montant maximal autorisé** | **Montant en circulation au 31/12/2024** |
| **RP du Luxembourg auprès de l'UE** | | Garantie locative | | **5 600,00** |
| | | | **16 269 447 304,53** | **7 675 956 066,50** |

1) La garantie de ces prêts est donnée dans le cadre de l'article 13 de la loi du 2/8/1977 portant création de la SNCI.
2) Le groupe bancaire DEXIA au sens du règlement grand-ducal en question comporte les sociétés Dexia SA de droit belge, Dexia Banque Internationale à Luxembourg SA, Dexia Banque Belgique SA et Dexia Crédit Local de France SA ainsi que leurs véhicules d'émission.

# Annexe 4

**La situation financière des services de l'État à gestion séparée (SEGS)**

| Dénomination | Solde fin année 2024 |
|---|---|
| Agence pour le développement de l'emploi | 5 809 164,14 euros |
| Archives nationales de Luxembourg | 2 057 620,58 euros |
| Atert Lycée Réiden | 193 148,81 euros |
| Athénée de Luxembourg | 416 752,92 euros |
| Bibliothèque nationale du Luxembourg | 2 934 331,57 euros |
| Bouneweger Lycée | 491 877,62 euros |
| Bureau de gestion des avoirs | 68 338,79 euros |
| Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives | 41 594,52 euros |
| Centre pour le développement des compétences relatives à la vue | 130 084,64 euros |
| Centre de gestion informatique de l'éducation | 5 238 978,51 euros |
| Centre national de l'audiovisuel | 1 480 679,22 euros |
| Centre national de littérature | 380 542,24 euros |
| Centre des technologies de l'information de l'État | 154 755 057,48 euros |
| Commissariat aux affaires maritimes | 865 950,37 euros |
| École de commerce et de gestion - School of business and management | 348 825,94 euros |
| École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg | 1 757 486,35 euros |
| École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette | 63 820,06 euros |
| École internationale Gaston Thorn | 1 283 847,15 euros |
| École internationale Mersch Anne Beffort | 656 401,60 euros |
| École internationale de Mondorf-les-Bains | 688 367,35 euros |
| École nationale pour adultes | 291 981,59 euros |
| École nationale de Santé du Luxembourg | 886 938,73 euros |
| Eis Schoul - École primaire de recherche basée sur la pédagogie inclusive | 165 237,54 euros |
| Institut national de l'activité physique et des sports | 805 773,20 euros |
| Institut national des langues Luxembourg | 7 707 078,69 euros |
| Institut national des sports | 910 667,57 euros |
| Lënster Lycée International School | 300 699,39 euros |
| Lycée Aline Mayrisch | 142 231,30 euros |
| Lycée des Arts et Métiers | 1 287 366,52 euros |
| Lycée Bel-Val | 529 351,53 euros |
| Lycée Classique de Diekirch | 759 772,42 euros |
| Lycée Classique d'Echternach | 582 424,37 euros |
| Lycée Edward Steichen Clervaux | 825 064,85 euros |
| Lycée Ermesinde | 781 612,73 euros |
| Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette | 153 757,61 euros |
| Lycée de Garçons de Luxembourg | 77 866,95 euros |
| Lycée Guillaume Kroll | 811 906,49 euros |
| Lycée Hubert Clément | 284 485,31 euros |
| Lycée Josy Barthel Mamer | 276 897,36 euros |
| Lycée Mathias Adam | 890 429,41 euros |
| Lycée / International School Michel Lucius | 384 429,49 euros |
| Lycée Michel Rodange | 111 081,44 euros |
| Lycée Nic-Biever | 417 736,69 euros |
| Lycée du Nord | 884 594,45 euros |
| Lycée Robert Schuman | 250 711,54 euros |
| Lycée Technique Agricole | 1 339 762,51 euros |
| Lycée Technique du Centre | 747 474,32 euros |
| Lycée Technique d'Ettelbruck | 888 956,35 euros |
| Lycée Technique de Lallange | 416 330,78 euros |

| Dénomination | Solde fin année 2024 |
|---|---|
| Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales | 61 868,88 euros |
| Maacher Lycée | 187 485,83 euros |
| Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art | 444 346,32 euros |
| Musée national d'histoire naturelle | 865 904,30 euros |
| Nordstad-Lycée | 201 733,91 euros |
| Restopolis | 8 211 007,23 euros |
| Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques | 1 928 521,07 euros |
| Service de la formation des adultes | 1 735 661,47 euros |
| Service de la formation professionnelle | 8 567 829,24 euros |
| Service national de la jeunesse | 1 045 140,29 euros |
| Sportlycée | 250 495,43 euros |
| **Total des soldes des SEGS (60 entités)** | **227 075 484,96 euros** |

# Annexe 5

**Le passage du solde administratif au solde d'après le SEC2010**

Cette annexe a pour objet d'expliquer les différentes opérations qui sont imposées par l'encadrement européen des politiques budgétaires en vue d'aboutir aux prévisions des Administrations publiques pour l'exercice 2026.

## 1. Le cadre de référence

D'après le Protocole sur la procédure des déficits excessifs, annexé au Traité sur l'Union européenne, le déficit - ou excédent – public est défini comme étant le besoin – ou la capacité – de financement de l'ensemble du secteur des Administrations publiques.

La notion de déficit public se réfère donc à un ensemble plus vaste que celui qui est délimité par le budget de l'État, tel qu'il est établi, d'après les règles de la comptabilité publique, au niveau des différents États membres de l'Union européenne.

Le terme de déficit public se réfère en effet aux règles de la comptabilité européenne et regroupe dès lors en plus des ministères, Administrations et autres services de l'État également les Administrations locales et les Administrations de sécurité sociale.

Le cadre de référence applicable est donné par le Système européen des comptes.

## 2. Le passage du solde administratif du budget de l'État au solde de l'Administration centrale, d'après le SEC2010

Tout en tenant compte des modifications structurelles opérées au projet de budget 2019 dans un souci de rapprochement des deux systèmes de comptabilisation (suivant la loi sur la comptabilité de l'État et suivant le SEC2010, le projet de budget de l'État tel qu'il est arrêté annuellement se différencie toujours sur un certain nombre de points du budget de l'Administration centrale qui est établi conformément aux règles du SEC2010).

Ces différences tiennent tout d'abord au fait que l'Administration centrale constitue un ensemble plus vaste que le périmètre du budget de l'État et comprend, en plus des recettes et des dépenses du budget de l'État également, les recettes et les dépenses des fonds spéciaux de l'État ainsi que celles des organismes qui sont contrôlés ou financés majoritairement par l'État (établissements publics, fondations, services de l'État à gestion séparée, etc.).

*2.a. Délimitations du secteur de l'Administration centrale*

D'après le SEC, le sous-secteur de l'Administration centrale (S.1311) comprend, à côté des organes de l'État (Chef de l'État, Parlement, Justice, ministères et Administrations gouvernementales) couverts par le budget de l'État, d'une part les institutions de l'État, les fonds spéciaux et les services de l'État à gestion séparée (SEGS), et d'autre part un certain nombre d'organismes ayant une personnalité juridique distincte de celle de l'État.

Ce sous-secteur se compose donc des organismes suivants :

Les ministères, Administrations et services de l'État qui sont renseignés dans le budget de l'État tel qu'il est établi conformément à la législation sur la comptabilité de l'État

1. Les fonds spéciaux :

- Fonds climat et énergie ;
- Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux ;
- Fonds d'assainissement en matière de surendettement ;
- Fonds d'équipement sportif national ;
- Fonds d'investissements publics administratifs ;
- Fonds d'investissements publics scolaires ;
- Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture ;
- Fonds de dotation globale des communes ;
- Fonds de l'innovation ;
- Fonds de la coopération au développement ;
- Fonds de pension ;
- Fonds de rééquilibrage budgétaire ;
- Fonds d'équipement militaire ;
- Fonds des routes ;
- Fonds du rail ;
- Fonds pour l'emploi ;
- Fonds pour la gestion de l'eau ;
- Fonds pour la loi de garantie ;
- Fonds pour la promotion touristique ;
- Fonds pour la protection de l'environnement ;
- Fonds pour la réforme communale ;
- Fonds pour le financement des infrastructures des établissements d'enseignement, des infrastructures socio-familiales et des infrastructures des administrations dépendant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières ;
- Fonds pour le patrimoine architectural ;
- Fonds pour l'entretien et la rénovation des propriétés immobilières de l'État ;
- Fonds pour les investissements socio-familiaux ;
- Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier ;
- Fonds spécial pour le logement abordable.

2. Les établissements publics, associations sans but lucratif, fondations et groupements d'intérêt économique (GIE) :

- Agence luxembourgeoise des médicaments et produits de la santé (ALPMS) ;
- Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement ;
- Agence nationale de stockage de produits pétroliers ;
- Autorité de la concurrence ;
- Autorité Luxembourgeoise Indépendante de l'Audiovisuel (ALIA) ;
- GIE - Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance (ANEC) ;
- GIE - Centre de la Communication Accessible à Tous ;
- GIE - InCert ;
- GIE - Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg (IPIL) ;
- GIE - Klima-Agence ;
- GIE - Luxembourg Business Registers ;

- Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain ;
- Centrale Nationale d'Achat et de Logistique (CNAL) ;
- Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster ;
- Centre de Coordination des Projets d'Établissement ;
- Centre de Musiques Amplifiées ;
- Centre National de Prévention des Addictions ;
- Centre National Sportif et Culturel ;
- Centre pour l'égalité de traitement (CET) ;
- Commissariat aux Assurances ;
- Commission de Surveillance du Secteur Financier ;
- Commission nationale pour la protection des données ;
- Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ;
- Établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest ;
- European Financial Stability Facility ;
- Espace culturel des Rotondes ;
- Fonds culturel national ;
- Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg ;
- Fonds de garantie des dépôts ;
- Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité ;
- Fonds de résolution ;
- Fonds d'Insolvabilité en Assurance Automobile (FIAA) ;
- Fonds National de la Recherche ;
- Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (Film Fund) ;
- Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg ;
- GIE - Centre de la Communication Accessible à Tous ;
  GIE - Centre de ressources des technologies et de l'innovation pour le bâtiment ;
- GIE - Commission des normes comptables ;
- GIE - MyConnectivity ;
- GIE - Luxinnovation ;
- GIE - Plateforme Nationale d'Échange de Données ;
- GIE - Statec Research Asbl ;
- GIE - Luxembourg Convention Bureau ;
- GIE - Luxembourg European Research & Administration Support (LERAS) ;
- GIE - Luxembourg Convention Bureau ;
- GIE - Luxembourg for Shopping (Letzshop) ;
- GIE - Luxembourg For Tourism ;
- GIE - Luxembourg House of Cybersecurity ;
- GIE - Luxembourg @ Expo 2025 Osaka ;
- GIE - Luxembourg Ticket ;
- GIE - Terra Matters ;
- Institut Luxembourgeois de Régulation ;
- Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue ;
- Kultur | lx – Arts Council Luxembourg ;
- Laboratoire national de santé ;
- Luxembourg Institute of Health (LIH) ;
- Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ;
- Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) ;
- Luxembourg Media & Digital Design Center;
- Luxembourg Space Agency ;
- Luxtram ;
- Média de service public 100,7 ;
- Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean ;
- Nordstad Entwécklungsgesellschaft ;
- Office national du Remembrement ;
- Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ;
- Réseau Téléinformatique de l'Éducation Nationale et de la Recherche (Fondation Restena) ;
- Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ;
- Société Nationale de Crédit et d'Investissement ;
- Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois : Unité « Exploitation et Gestion de l'Infrastructure » et CFL Immo ;
- Théâtre National du Luxembourg ;
- Trois C-L- Maison pour la Danse ;
- Université du Luxembourg ;
- Zentrum fir politesch Bildung.

3. Les institutions de l'État :

- Chambre des Députés ;
- Médiateur ;
- Cour des comptes ;
- Conseil d'État.

4. Les services de l'État à gestion séparée :

- Agence pour le développement de l'emploi ;
- Archives nationales ;
- Atert Lycée Réiden ;
- Athénée de Luxembourg ;
- Autorité nationale de sécurité ;
- Bibliothèque nationale ;
- Bouneweger Lycée ;
- Bureau de gestion des avoirs ;
- Centre de gestion informatique de l'éducation ;
- Centre des technologies de l'information de l'État ;
- Centre national de l'audiovisuel ;
- Centre national de littérature ;
- Centre pour le développement des apprentissages ;
- Centre pour le développement des compétences langagières, auditives et communicatives ;
- Centre pour le développement des compétences relatives à la vue ;
- Commissariat aux affaires maritimes ;
- École de commerce et de gestion - School of Business and Management ;
- École d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg ;
- École internationale Mersch Anne Beffort;
- École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette ;
- École internationale Gaston Thorn ;
- École internationale Mondorf-les-Bains ;
- École nationale pour adultes ;
- École nationale de Santé du Luxembourg ;
- Eis Schoul - École primaire de recherche basée sur la pédagogie inclusive ;
- Institut de formation de l'Éducation nationale ;
- Institut national des langues ;
- Institut national de l'activité physique et des sports ;
- Institut national des sports ;
- Lënster Lycée International School ;
- Lycée Aline Mayrisch ;
- Lycée Bel-Val ;
- Lycée classique de Diekirch ;
- Lycée classique d'Echternach ;
- Lycée de garçons Esch-sur-Alzette ;
- Lycée de garçons de Luxembourg ;
- Lycée des Arts et Métiers ;
- Lycée Edward Steichen Clervaux ;
- Lycée Ermesinde ;
- Lycée Guillaume Kroll ;
- Lycée Hubert Clément ;
- Lycée Josy Barthel Mamer ;
- Lycée Mathias Adam ;
- Lycée / International School Michel Lucius ;
- Lycée Michel Rodange ;
- Lycée Nic-Biever ;
- Lycée du Nord ;
- Lycée Robert Schuman ;
- Lycée Technique Agricole ;
- Lycée Technique du Centre ;
- Lycée Technique d'Ettelbruck ;
- Lycée Technique de Lallange ;
- Lycée Technique pour professions Éducatives et Sociales ;
- Maacher Lycée ;
- Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art ;
- Musée national d'histoire naturelle ;
- Nordstad-Lycée ;
- Restopolis ;
- Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ;
- Service de la formation des adultes ;
- Service de la formation professionnelle ;
- Service national de la jeunesse ;
- Sportlycée.

*2.b. Les prévisions de l'Administration centrale pour la période 2025-2029*

Le tableau suivant présente globalement l'ensemble des opérations qui sont effectuées pour passer des « dépenses et recettes budgétaires » du budget de l'État suivant la législation sur la comptabilité de l'État « aux dépenses et aux recettes » de l'Administration centrale, au sens du Système européen des comptes SEC 2010.

| **Tableau 1** (en millions d'euros) | 2025* | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses budgétaires (1)** | 29 164 | 43 353 | 45 218 | 45 895 | 48 157 |
| dont : | | | | | |
| Dépenses budgétaires pour opérations financières et compte de tiers (2) | -1 649 | -13 274 | -13 589 | -12 403 | -12 976 |
| **Dépenses budgétaires hors opérations financières et hors compte de tiers (3)** | 27 514 | 30 078 | 31 628 | 33 492 | 35 181 |
| +/- compensation entre recettes et dépenses budgétaires (4) | - 29 | - 26 | - 27 | - 28 | - 29 |
| +/- autres reclassements au niveau des dépenses budgétaires (5) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 27 486 | 30 052 | 31 601 | 33 464 | 35 152 |
| Transferts à l'intérieur de l'Administration centrale (6) | -8 880 | -9 893 | -10 549 | -11 288 | -12 135 |
| dont : | | | | | |
| - dotations aux institutions de l'État | - 83 | - 86 | - 92 | - 95 | - 98 |
| - dotations aux fonds spéciaux | -6 945 | -7 859 | -8 400 | -8 969 | -9 567 |
| - dotations aux services de l'État à gestion séparée | - 358 | - 396 | - 408 | - 423 | - 434 |
| - dotations aux établissements publics, fondations | -1 494 | -1 553 | -1 649 | -1 802 | -2 036 |
| Dépenses des entités de l'Administration centrale (7) | 12 740 | 13 149 | 13 571 | 14 286 | 15 027 |
| dont : | | | | | |
| + dépenses des institutions de l'État | 84 | 89 | 92 | 95 | 98 |
| + dépenses des fonds spéciaux suivant le SEC | 8 832 | 9 093 | 9 445 | 9 947 | 10 317 |
| + dépenses des Services de l'État à gestion séparée | 436 | 465 | 477 | 493 | 509 |
| + dépenses des établissements publics/fondations faisant partie du secteur de l'Administration centrale | 3 389 | 3 502 | 3 557 | 3 751 | 4 103 |
| Dépenses ajustées (8) | 31 346 | 33 308 | 34 623 | 36 462 | 38 043 |
| + autres corrections aux dépenses suivant le SEC (9) | - 506 | - 724 | - 615 | - 793 | - 599 |
| **Dépenses de l'Administration centrale (10)** | 30 840 | 32 585 | 34 008 | 35 669 | 37 445 |
| **Recettes budgétaires (11)** | 28 317 | 41 641 | 43 183 | 43 487 | 45 588 |
| dont : | | | | | |
| Recettes budgétaires pour opérations financières et compte de tiers (12) | -2 750 | -14 622 | -14 978 | -13 801 | -14 340 |
| **Recettes budgétaires hors opérations financières et hors compte de tiers (13)** | 25 567 | 27 019 | 28 206 | 29 686 | 31 248 |
| +/- compensation entre recettes et dépenses budgétaires (14) | - 29 | - 26 | - 27 | - 28 | - 29 |
| +/- autres reclassements au niveau des recettes budgétaires (15) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 25 538 | 26 993 | 28 178 | 29 658 | 31 218 |

| **Tableau 1** (en millions d'euros) | 2025* | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Transferts à l'intérieur de l'Administration centrale (16) | - 1 | - 1 | - 1 | - 1 | - 1 |
| dont : | | | | | |
| - recettes provenant des établissements publics/fondations faisant partie du secteur de l'Administration centrale et comptabilisé dans le budget des recettes | - 1 | - 1 | - 1 | - 1 | - 1 |
| Recettes propres des entités de l'Administration centrale (17) | 2 849 | 2 964 | 3 118 | 3 181 | 3 367 |
| dont : | | | | | |
| + recettes propres des institutions de l'État | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| + recettes des fonds spéciaux suivant le SEC | 1 451 | 1 497 | 1 561 | 1 646 | 1 707 |
| + recettes propres des Services de l'État à gestion séparée | 59 | 62 | 65 | 68 | 72 |
| + recettes propres des établissements publics/fondations faisant partie des Administrations publiques | 1 339 | 1 405 | 1 493 | 1 467 | 1 588 |
| Recettes ajustées (18) | 28 386 | 29 956 | 31 296 | 32 838 | 34 584 |
| + autres corrections aux recettes suivant le SEC (19) | 1 249 | 1 139 | 1 214 | 1 330 | 1 325 |
| **Recettes de l'Administration centrale (20)** | 29 634 | 31 095 | 32 510 | 34 168 | 35 909 |

**Note**: *Structure 2025.

** Exécution probable d'après les prévisions actualisées des départements ministériels et des Administrations fiscales.

## *2.c. Le passage des dépenses budgétaires aux dépenses de l'Administration centrale*

### 2.c.i. Des dépenses budgétaires aux dépenses budgétaires hors opérations financières et hors compte de tiers (1) à (3)

Suite au rapprochement des systèmes de comptabilisations suivant la loi sur la comptabilité Loi99 et le système européen SEC2010, un chapitre spécial « opérations financières » a été créé lors du projet de budget 2019. De même, un nouveau chapitre « compte de tiers » a été introduit lors du projet de budget 2026. Comme les recettes et dépenses pour opérations financières et pour compte de tiers ne sont pas prises en compte suivant le SEC2010, il convient de retrancher ces opérations dans une première phase.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dépenses budgétaires (1)** | 29 164 | 43 353 | 45 218 | 45 895 | 48 157 |
| dont : | | | | | |
| Dépenses budgétaires pour opérations financières et compte de tiers (2) | -1 649 | -13 274 | -13 589 | -12 403 | -12 976 |
| **Dépenses budgétaires hors opérations financières et hors compte de tiers (3)** | 27 514 | 30 078 | 31 628 | 33 492 | 35 181 |

### 2.c.ii. Compensation entre recettes et dépenses budgétaires (4)

D'après les règles du système européen de comptes SEC, les remboursements de dépenses qui figurent dans le budget des recettes de l'État conformément aux règles établies par la législation sur la comptabilité de l'État, sont à enregistrer non pas en tant que recettes dans les comptes de l'État mais en tant que diminution de dépenses.

Cette règle s'applique également aux remboursements de recettes qui sont à porter en augmentation des dépenses auxquelles elles se rapportent et qui ne sont dès lors pas à enregistrer dans la comptabilité européenne comme une charge de l'Administration centrale.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| +/- compensation entre recettes et dépenses budgétaires (4) | -29 | -26 | -27 | -28 | -29 |

### 2.c.iii. Autres reclassements au niveau budgétaire (5)

Le système européen des comptes SEC a imposé encore une multitude d'autres opérations de reclassement qui ont figuré dans la ligne 5 du tableau 1 ci-avant.

En tenant compte de la modernisation effectuée au niveau de la comptabilisation publique, aucun reclassement est nécessaire dans le présent projet de programmation financière pluriannuel. De ce fait, la ligne est à 0.

### 2.c.iv. Neutralisation des transferts à l'intérieur de l'Administration centrale (6)

Conformément aux règles du système européen des comptes SEC2010, les moyens financiers qui sont versés à charge du budget de l'État au profit des institutions de l'État, des fonds spéciaux de l'État et de certains établissements publics et fondations ainsi que des services de l'État à gestion séparée ne sont pas considérés comme des charges de l'État. Ces versements sont considérés comme des transferts internes et sont dès lors à retrancher du total des dépenses de l'État.

En revanche, les dépenses de ces mêmes entités sont considérées comme des charges de l'Administration centrale et sont dès lors ajoutées aux dépenses figurant au budget de l'État. Il en résulte que ce sont les dépenses effectives de ces entités qui sont prises en compte au niveau de l'Administration centrale et non pas les versements de l'État au profit de ces organismes.

Le tableau ci-après reprend le détail de ces opérations :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Transferts à l'intérieur de l'Administration centrale (6) | -8 880 | -9 893 | -10 549 | -11 288 | -12 135 |
| dont : | | | | | |
| - dotations aux institutions de l'État | -83 | -86 | -92 | -95 | -98 |
| - dotations aux fonds spéciaux | -6 945 | -7 859 | -8 400 | -8 969 | -9 567 |
| - dotations aux services de l'État à gestion séparée | -358 | -396 | -408 | -423 | -434 |
| - dotations aux établissements publics, fondations | -1 494 | -1 553 | -1 649 | -1 802 | -2 036 |

### 2.c.v. Dépenses des entités de l'Administration centrale (7)

Rappelons qu'au niveau du budget de l'État, tel qu'il est établi d'après la législation sur la comptabilité de l'État, les dépenses de ces organismes ne sont pas enregistrées dans les charges. Seuls les versements au profit de ces entités sont pris en compte.

Or, d'après les règles du SEC, les transferts vers d'autres entités faisant partie de l'Administration centrale ne sont pas pris en compte alors que les dépenses de ces entités sont au contraire comptabilisées en tant que charge.

À cet égard, il importe de relever plus particulièrement que les dotations qui sont allouées directement à certains fonds spéciaux ne sont pas considérées comme recette du point de vue SEC. Notons au passage que le SEC ne tient pas non plus compte des ressources financières en provenance des fonds de réserves.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses des entités de l'Administration centrale (7) | 12 740 | 13 149 | 13 571 | 14 286 | 15 027 |
| dont : | | | | | |
| + dépenses des institutions de l'État | 84 | 89 | 92 | 95 | 98 |
| + dépenses des fonds spéciaux suivant le SEC | 8 832 | 9 093 | 9 445 | 9 947 | 10 317 |
| + dépenses des Services de l'État à gestion séparée | 436 | 465 | 477 | 493 | 509 |
| + dépenses des établissements publics/fondations faisant partie du secteur de l'Administration centrale | 3 389 | 3 502 | 3 557 | 3 751 | 4 103 |

## 2.c.vi. Autres adaptations (9)

Les chiffres du SEC2010 comprennent finalement certaines "autres adaptations" au niveau du budget des dépenses.

Le montant total de ces adaptations, qui figure à la ligne 9 du tableau 1 ci-avant, évolue comme suit au titre de la période 2025 à 2029.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| + autres corrections aux dépenses suivant le SEC (9) | - 506 | - 724 | - 615 | - 793 | - 599 |

Ces « autres adaptations » sont en partie constituées par la prise en compte des dépenses en matière de Recherche et Développement. Le nouveau Système européen des comptes (SEC 2010) fait évoluer le traitement des dépenses de Recherche et Développement (R&D) en comptabilité nationale. Il reconnait à la Recherche et Développement les caractéristiques d'un actif fixe qui ne disparait pas dans le processus de production. En d'autres mots les dépenses de R&D de l'économie ne sont plus comptabilisées comme des consommations, mais comme une formation de capital fixe (FBCF).

De ce fait, les dépenses de R&D sont comptabilisées au niveau des investissements mais aussi en contrepartie au niveau des recettes à savoir dans la catégorie « Production pour usage final propre ». L'effet sur le solde est donc nul.

Parmi ces « autres adaptations » figurent également, l'application d'éventuelles plus- ou moins-values aux crédits budgétaires établis suivant la loi de 1999, le partage entre les primes brutes d'assurance et les primes nettes ainsi que le reclassement des recettes provenant des ventes de biens d'investissements en tant que dépenses négatives et enfin, la prise en compte des services d'intermédiation financière, des corrections au niveau du prix de base.

## 2.c.vii. Dépenses de l'Administration centrale (10)

L'exécution de l'ensemble des opérations aboutit finalement aux dépenses de l'Administration centrale qui sont inscrites à la ligne 10 du tableau 1 ci-avant.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépenses de l'Administration centrale (10) | 30 840 | 32 585 | 34 008 | 35 669 | 37 445 |

*2.d. Le passage des recettes budgétaires aux recettes de l'Administration centrale*

Le total des recettes de l'Administration centrale se compose à l'instar des dépenses de l'Administration centrale, des recettes qui figurent au budget de l'État et des recettes des autres organismes (fonds spéciaux, établissements publics, services de l'État à gestion séparée) qui font partie du périmètre de l'Administration centrale. Comme c'est également le cas pour le volet des dépenses, de nombreuses opérations de reclassement doivent être réalisées par tous les États membres de l'Union européenne pour consolider les recettes de ces entités publiques dans la comptabilité de l'Administration centrale.

## 2.d.i. Des recettes budgétaires aux recettes budgétaires hors opérations financières et hors compte de tiers (11) à (13)

Conformément aux règles du SEC les recettes d'emprunts ainsi que les recettes provenant de la cession de participations sont considérées comme des opérations financières et ne figurent dès lors pas dans les recettes de l'Administration centrale. Comme c'est le cas pour les dépenses, un chapitre « opérations financières » a été créé dans le projet de budget 2019 afin d'identifier immédiatement les opérations financières à ne pas considérer dans le solde de l'Administration centrale. De même, un nouveau chapitre « compte de tiers » a été introduit lors du projet de budget 2026.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes budgétaires (11)** | 28 317 | 41 641 | 43 183 | 43 487 | 45 588 |
| dont : | | | | | |
| Recettes budgétaires pour opérations financières et compte de tiers (12) | -2 750 | -14 622 | -14 978 | -13 801 | -14 340 |
| **Recettes budgétaires hors opérations financières et hors compte de tiers (13)** | 25 567 | 27 019 | 28 206 | 29 686 | 31 248 |

## 2.d.ii. Compensation entre recettes et dépenses budgétaires (14)

Le SEC retient que les recettes qui représentent en fait des remboursements de dépenses sont à comptabiliser en diminution des dépenses et que les dépenses qui représentent des remboursements de recettes sont à comptabiliser en diminution des recettes. Du point de vue du solde, ces opérations n'ont pas d'effet.

Ces opérations se retrouvent au niveau de la ligne 14 du tableau 1 ci-avant :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| +/- compensation entre recettes et dépenses budgétaires (14) | -29 | -26 | -27 | -28 | -29 |

## 2.d.iii. Autres reclassements au niveau budgétaire (15)

Ces reclassements sont identiques aux reclassements qui ont été effectués au niveau des dépenses et sont inscrites dans la ligne 15 du tableau 1 ci-avant.

## 2.d.iv. Neutralisation des transferts à l'intérieur de l'Administration centrale (16)

Conformément aux règles du système européen des comptes SEC2010, les moyens financiers qui sont versés au profit du budget de l'État à charge des institutions de l'État, des fonds spéciaux de l'État et de certains établissements publics et fondations ainsi que des services de l'État à gestion séparée ne sont pas considérés comme des recettes de l'État. Ces versements sont considérés comme des transferts internes et sont dès lors à retrancher du total des recettes de l'État.

Le tableau ci-après reprend le détail de ces opérations :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Transferts à l'intérieur de l'Administration centrale (16) | -1 | -1 | -1 | -1 | -1 |
| dont : | | | | | |
| - recettes provenant des établissements publics/fondations faisant partie du secteur de l'Administration centrale et comptabilisé dans le budget des recettes | -1 | -1 | -1 | -1 | -1 |

## 2.d.v. Recettes des entités de l'Administration centrale (17)

Les Institutions de l'État de même que les fonds spéciaux et les services de l'État à gestion séparée bénéficient annuellement de dotations financières à charge du budget de l'État. Ces dotations sont inscrites au budget de l'État, tel qu'il est établi d'après les règles de la législation sur la comptabilité de l'État.

Le système européen des comptes considère toutefois, dans une optique de consolidation des comptes, ces dotations comme des transferts internes. Ces dotations ne sont donc pas comptabilisées dans les comptes de l'Administration centrale. Ces versements n'apparaissent dès lors pas non plus dans les recettes des bénéficiaires précités.

À noter également que le produit des emprunts qui sont alloués directement à certains fonds spéciaux n'est pas pris en compte du point de vue SEC. Ceci vaut également pour l'amortissement de ces emprunts.

D'un autre côté, il y a lieu de noter que les recettes qui sont encaissées directement par ces organismes sont prises en compte au niveau des recettes de l'Administration centrale.

Ces opérations se retrouvent dans la ligne 17 du tableau 1 :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Recettes propres des entités de l'Administration centrale (17) | 2 849 | 2 964 | 3 118 | 3 181 | 3 367 |
| dont : | | | | | |
| + recettes propres des institutions de l'État | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| + recettes des fonds spéciaux suivant le SEC | 1 451 | 1 497 | 1 561 | 1 646 | 1 707 |
| + recettes propres des Services de l'État à gestion séparée | 59 | 62 | 65 | 68 | 72 |
| + recettes propres des établissements publics/fondations faisant partie des Administrations publiques | 1 339 | 1 405 | 1 493 | 1 467 | 1 588 |

La rubrique libellée "Recettes propres des fonds spéciaux" comprend l'intégralité des recettes qui sont enregistrées directement dans la comptabilité des fonds et qui ne transitent donc pas par le budget de l'État, ceci conformément à la législation relative à ces fonds spéciaux. Un des objectifs du rapprochement était de réduire ces recettes propres en les intégrant dans le budget des recettes et en les transférant en tant que dotations budgétaires aux fonds spéciaux en question. Comme le montre le tableau ci-avant, un nombre conséquent de recettes subsistent encore et il peut être envisagé de réduire encore plus ce montant lors de prochains budgets.

Ces recettes comprennent notamment :
- Des remboursements de dépenses ;
- La retenue pour pension destinée au fonds des pensions ;
- La restitution de TVA destinée au profit du fonds du rail ;
- La redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, (intégré dans les recettes budgétaires à partir de 2019) ;
- Les subventions de l'Union Européenne ;
- Les recettes de location et de ventes au niveau du fonds pour la loi de garantie.

La majeure partie subsistante dans les recettes propres des fonds spéciaux est constituée en fait par la comptabilisation fictive auprès du fonds des pensions de cotisations sociales fictives (1,2 - 1,4 milliards d'euros) prescrites par le SEC2010. Ces cotisations sociales fictives sont compensées côté dépenses par des prestations sociales fictives équivalentes. L'impact de cette technique de comptabilisation prescrite par le SEC2010 est donc nul sur le solde. Parmi les recettes propres restantes il faut considérer les recettes d'une partie de la TVA récupérés par le fonds du rail (+/- 70 millions d'euros), les subventions de l'Union européenne dans le domaine agraire.

### 2.d.vi. Les autres corrections au niveau des recettes (19)

Les « autres » corrections sont principalement des corrections au niveau du mode de comptabilisation d'un certain nombre de recettes fiscales, voir un certain nombre d'autres ajustements au niveau des recettes, suivant les règles du SEC, comme c'est le cas en particulier pour la prise en compte des opérations sur R&D dans la catégorie « production pour usage final propre ».

La différence entre ces deux modes de comptabilisation est enregistrée dans la ligne 19 du tableau 1.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| + autres corrections aux recettes suivant le SEC (19) | 1 249 | 1 139 | 1 214 | 1 330 | 1 325 |

Cette différence d'approche au niveau de la comptabilisation des recettes peut avoir des effets très importants sur le solde de l'Administration centrale.

En ce qui concerne le mode de comptabilisation d'un certain nombre de recettes fiscales, le SEC prescrit que les recettes fiscales sont à comptabiliser suivant le principe de la caisse transactionnalisée, alors que les recettes qui sont comptabilisées au budget de l'État sont enregistrées en fonction de leur date de perception.

À cet égard, il convient de relever que le SEC distingue 3 différentes possibilités d'enregistrement des recettes :
- L'enregistrement au titre de la période pendant laquelle ont eu lieu les activités, opérations ou autres faits donnant naissance à l'obligation fiscale ;
- L'enregistrement pendant la période où la créance fiscale est établie ;
- L'enregistrement pendant la période où les paiements ont eu lieu.

L'enregistrement au titre de la période pendant laquelle ont eu lieu les activités, opérations ou autres faits donnant naissance à l'obligation fiscale doit être effectué pour les recettes principales suivantes :
- Droits d'accises ;
- Droits d'enregistrement ;
- Droits d'hypothèques ;
- Taxe sur les assurances ;

- Taxe d'abonnement ;
- Impôt retenu sur les traitements et salaires ;
- Droits de timbre.

L'enregistrement pendant la période où la créance fiscale est établie doit être effectué notamment pour les recettes principales suivantes :

- Taxe sur les véhicules automoteurs (part payée par les entreprises) ;
- Impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette ;
- Impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- Impôt retenu sur les revenus des capitaux ;
- Impôt sur les tantièmes ;
- Impôt sur le revenu des collectivités ;
- Impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités ;
- Taxe sur les véhicules automoteurs (part payée par les ménages).
- Taxe sur la valeur ajoutée

Pour bien comprendre l'incidence de cette approche différente en matière de comptabilisation des recettes il y a lieu de rappeler que le compte général de l'État enregistre les recettes en fonction de leur date de perception et d'enregistrement dans les caisses de l'État.

Les recettes qui figurent donc au compte de l'État de l'exercice 2024 sont celles qui ont été encaissées du 1er janvier au 31 décembre. Tel est le cas pour les principales recettes fiscales. Pour les autres recettes et notamment pour les recettes d'exploitation, la date limite du 31 décembre est prolongée jusqu'à la fin de la période budgétaire complémentaire, c'est-à-dire jusqu'à fin février de l'année suivante.

Comme la comptabilisation des recettes est donc différente selon qu'on se situe dans le cadre des règles du SEC ou des règles de la loi sur la comptabilité de l'État, des différences plus ou moins importantes peuvent apparaître. Il faut quand même insister sur le fait, que le « stock global » des encaissements sur plusieurs années reste le même, ce n'est que la répartition sur les différents exercices qui diffère.

Un certain nombre d'autres ajustements au niveau des recettes, suivant les règles du SEC, figurent également dans cette ligne comme c'est le cas en particulier pour la prise en compte des opérations sur R&D dans la catégorie « production pour usage final propre ». Cet ajustement est évalué à plus de 400 à 500 millions d'euros et se retrouve aussi côté dépenses. De ce fait, il n'y a aucun impact sur le solde.

### 2.d.vii. Le total des recettes de l'Administration centrale (20)

Une fois que l'ensemble de ces opérations ont été effectuées, le total des recettes de l'Administration centrale qui sont renseignées dans la ligne 20 du tableau 1 ci-avant, se présente comme suit :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Recettes de l'Administration centrale (20) | 29 634 | 31 095 | 32 510 | 34 168 | 35 909 |

## 3. Le passage du solde administratif budgétaire des communes au solde des Administrations locales selon le SEC 2010

### *3.a. Délimitations du secteur des Administrations locales*

Le sous-secteur des Administrations locales (S.1313) rassemble toutes les Administrations publiques dont la compétence s'étend seulement sur une subdivision locale du territoire. Ce sous-secteur comprend au Luxembourg les entités suivantes en 2025 :

- 100 communes (à partir du 1er septembre 2023 compte tenu des fusions intervenues) y compris les services municipaux produisant des biens ou services marchands mais ne disposant pas de la personnalité juridique ;
- 56 syndicats de communes non marchands[1] en activité dont 2 organismes publics transfrontaliers ;
- 30 offices sociaux ;
- Fonds des dépenses communales.

Ce secteur se compose d'un éventail très large d'organismes qui disposent à part du Fonds des dépenses communales, par ailleurs d'une autonomie de gestion pour ce qui est du domaine administratif et financier. Les établissements publics placés sous la surveillance des communes et les 8 syndicats de communes marchands en activité sont classés selon le SEC 2010 dans le secteur des sociétés non financières sous contrôle public (S.11001). Les hôpitaux publics sont classés dans le secteur des Administrations de sécurité sociale (S.1314). À cela s'ajoutent les 2 organismes publics transfrontaliers qui sont gérés par un membre étranger et sont donc classés selon le SEC 2010 dans le secteur des États membres de l'Union européenne (S.211).

La loi communale modifiée du 13 décembre 1988 prévoit que le budget communal est voté par le conseil communal avant le début de l'exercice financier. Les budgets des syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes sont normalement arrêtés préalablement afin de permettre aux communes de tenir compte au niveau de leur budget de leurs participations au financement des entités en question. La loi communale précitée prévoit par ailleurs la production d'un plan pluriannuel de financement (PPF) appelé à servir de base à l'établissement de prévisions consolidées précises au sujet de l'évolution des finances publiques communales, à présenter pour le 15 février, ainsi qu'une mise à jour, à présenter pour le 31 juillet.

Dans ce contexte, il importe de noter qu'il avait été prévu que les prévisions au sujet de l'évolution de la situation financière du secteur des Administrations locales pourraient être améliorées par la prise en compte des plans pluriannuels de financement (PPF) grâce à une adaptation des tableaux récapitulatifs transmis au ministère de l'Intérieur et visant à permettre leur intégration dans la programmation financière pluriannuelle des Administrations publiques.

Cette adaptation et surtout sa traduction sous support électronique nécessite toutefois des adaptations du programme de traitement actuel des données; or les opérations précitées se sont avérées plus complexes de sorte que les prévisions pluriannuelles pour le secteur des Administrations locales ont été établies, comme par le passé, sur base d'une projection des données globales ventilées par codes SEC ainsi que sur base des paramètres actualisés en matière de revenus des communes,

[1] Par des délibérations concordantes, deux ou plusieurs communes peuvent s'associer en vue de réaliser pour leur compte des œuvres ou des services revêtant un intérêt communal. Les syndicats de communes sont des établissements publics investis de la personnalité juridique. Les recettes de ces syndicats de communes comprennent notamment : la contribution des communes associées, le revenu des biens meubles et immeubles de l'association, les sommes reçues en échange d'un service rendu, les transferts de l'État et des communes et les produits des dons ou legs.

dont essentiellement les impôts figurant au budget de l'État (Impôt commercial communal (ICC), Fonds de dotation globale des communes (FDGC) regroupant la participation des communes à différents impôts de l'État). La prise en compte des données adaptées des PPF est toutefois prévue à partir de l'établissement de la prochaine loi de programmation financière pluriannuelle.

Ceci étant, d'après les chiffres qui sont actuellement disponibles au STATEC, l'évolution des recettes et des dépenses du secteur des Administrations locales se présente comme suit pour la période 2021 à 2025 :

| **Tableau 2** (en millions d'euros) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **A. Dépenses** | | | | | |
| **1) Dépenses budgétaires des communes** | **3 699,8** | **4 205,5** | **4 787,0** | **5 060,9** | **6 689,0** |
| 2) Opérations financières, autres flux, opérations sur fonds de réserve et variations de provisions | -239,3 | -207,0 | -219,1 | -156,3 | -154,7 |
| 3) Compensation entre recettes et dépenses budgétaires | -127,4 | -157,1 | -183,3 | -179,5 | -182,4 |
| 4) Dépenses des syndicats de communes, des organismes publics transfrontaliers et des offices sociaux classés dans le secteur des Administrations locales (S 1313) | 481,2 | 536,3 | 593,1 | 563,4 | 844,7 |
| 5) Dépenses du Fonds des dépenses communales | 10,8 | 11,3 | 12,5 | 13,3 | 19,2 |
| 6) Consolidation du secteur des Administrations locales (S 1313) | -351,4 | -387,7 | -422,4 | -462,2 | -497,3 |
| 7) Ajustements au niveau des dépenses budgétaires surestimées | 0,0 | -1,1 | 0,0 | -47,1 | -1 536,3 |
| 8) Dépenses budgétaires ajustées | 3 473,8 | 4 000,1 | 4 568,0 | 4 792,5 | 5 182,1 |
| 9) Autres adaptations | -57,5 | -109,1 | -93,0 | -74,4 | -213,4 |
| **10) Dépenses des Administrations locales (S 1313)** | **3 416,3** | **3 891,0** | **4 475,0** | **4 718,1** | **4 968,8** |
| **B Recettes** | | | | | |
| **11) Recettes budgétaires des communes** | **3 769,3** | **4 110,9** | **4 779,9** | **5 318,2** | **6 099,9** |
| 12) Opérations financières, autres flux, opérations sur fonds de réserve et variations de provisions | - 183,4 | - 263,9 | - 462,3 | - 429,0 | - 698,0 |
| 13) Compensation entre recettes et dépenses budgétaires | - 127,4 | - 157,1 | - 183,3 | - 179,5 | - 182,4 |
| 14) Recettes des syndicats de communes, des organismes publics transfrontaliers et des offices sociaux classés dans le secteur des Administrations locales (S 1313) | 516,2 | 555,3 | 633,0 | 619,4 | 757,0 |
| 15) Recettes du Fonds des dépenses communales | 11,4 | 11,5 | 13,5 | 14,0 | 20,7 |
| 16) Consolidation du secteur des Administrations locales (S 1313) | - 361,3 | - 394,5 | - 414,3 | - 457,5 | - 509,9 |
| 17) Ajustements au niveau des recettes budgétaires surestimées | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 18) Recettes budgétaires ajustées | 3 624,8 | 3 862,2 | 4 366,5 | 4 885,6 | 5 487,3 |
| 19) Autres adaptations | - 146,8 | - 130,1 | - 161,5 | - 104,2 | - 647,7 |
| **20) Recettes des Administrations locales (S 1313)** | **3 478,0** | **3 732,1** | **4 205,1** | **4 781,4** | **4 839,7** |
| **C Solde** | | | | | |
| **21) Solde des Administrations locales (20)-(10)** | **61,7** | **- 158,9** | **- 269,9** | **63,3** | **- 129,1** |

*3.b. Le passage des dépenses budgétaires des communes aux dépenses consolidées des Administrations locales*

Les règles du système européen des comptes SEC 2010 s'appliquent à l'ensemble des 3 secteurs des Administrations publiques.

Il en résulte que les données financières et budgétaires des communes, des syndicats de communes, des organismes publics transfrontaliers et des offices sociaux doivent également être adaptées afin de pouvoir assurer leur conformité avec les principes du SEC 2010.

L'ensemble de ces opérations qui s'imposent à l'égard des chiffres budgétaires des Administrations locales est résumé au tableau 2 ci-avant.

3.b.i. Neutralisation des opérations financières et compte de tiers, des autres flux, des opérations sur fonds de réserve et des variations de provisions (2)

Les octrois de crédits, les remboursements de crédits accordés et les prises de participations sont considérées comme des opérations financières au sens du SEC 2010. Les pertes de change représentent des changements de la valeur des actifs et des passifs et sont considérées comme des autres flux au sens du SEC 2010. Les dotations aux fonds de réserve de même que les dotations aux provisions ne sont pas considérées comme des dépenses au sens du SEC 2010. Ces opérations ne sont dès lors pas prises en considération au niveau des dépenses des Administrations locales.

3.b.ii. Reclassement de certaines recettes en tant que dépenses négatives et de certaines dépenses en tant que recettes négatives (3 et 13)

Le SEC 2010 prescrit que les recettes qui représentent en fait des remboursements de dépenses doivent être comptabilisées en diminution des dépenses. De même, le SEC 2010 prescrit que les dépenses représentant en fait des remboursements de recettes doivent être comptabilisées en diminution des recettes. Du point de vue du solde, ces opérations n'ont pas d'effet.

3.b.iii. Dépenses des autres entités du secteur des Administrations locales (4)

Il importe de prendre en compte également les dépenses au sens du SEC 2010 des syndicats de communes, des organismes publics transfrontaliers et des offices sociaux classés dans le secteur des Administrations locales.

3.b.iv. Dépenses du Fonds des dépenses communales (5)

Afin de pouvoir disposer du total des dépenses des Administrations locales, il importe de prendre en compte également les dépenses qui sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds des dépenses communales.

3.b.v. Ajustements au niveau des dépenses budgétaires surestimées (7)

Cette rubrique concerne uniquement l'exercice 2022 qui comprend des comptes pas encore transmis au ministre de l'Intérieur.

L'inscription de cette ligne permet de tenir compte du fait que globalement les dépenses qui sont effectuées par les entités du secteur des Administrations locales restent en dessous des montants qui figurent dans les budgets votés. Afin de pouvoir dès lors rapprocher dans toute la mesure du possible

les prévisions budgétaires des résultats effectifs, une moins-value globale est inscrite annuellement au titre des prévisions budgétaires des Administrations locales. Le montant de cette moins-value prévisionnelle est déterminé sur la base de l'expérience qui se dégage essentiellement de l'analyse des comptes du passé.

3.b.vi. Autres adaptations au niveau des dépenses (9)

Conformément aux règles du SEC 2010, certaines autres adaptations de nature très diverse doivent encore être opérées au niveau des dépenses qui figurent dans le budget des entités du secteur des Administrations locales.

Ces adaptations font l'objet du tableau ci-après pour ce qui est des exercices 2021 à 2025 :

| En millions d'euros | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Partage des primes brutes d'assurance en primes nettes et service d'assurance et prise en compte des suppléments de primes | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,5 |
| Prise en compte de cotisations sociales imputées | 3,6 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,9 |
| Reclassement des recettes provenant de ventes de terrains et d'infrastructures en tant que dépenses négatives | -31,8 | -66,5 | -84,9 | -46,7 | -89,2 |
| Reclassement des recettes provenant des ventes de biens d'investissements en tant que dépenses négatives | -22,2 | -42,5 | -25,8 | -68,6 | -156,0 |
| Prise en compte des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) | 9,0 | 13,9 | 36,5 | 58,7 | 58,7 |
| Correction de la taxe sur la valeur ajoutée en relation avec les services marchands des Administrations locales (S 1313) | -9,8 | -9,7 | -9,3 | -8,6 | -11,5 |
| Corrections de consolidation entre les transferts reçus par l'Administration centrale (S 1311) des Administrations locales (S 1313) et des transferts effectués des Administrations locales (S 1313) vers l'Administration centrale (S 1311) | -0,1 | 2,5 | -2,1 | -3,4 | -9,4 |
| Correction au niveau du prix de base | -6,5 | -10,7 | -11,5 | -10,0 | -10,4 |
| Total | -57,5 | -109,1 | -93,0 | -74,4 | -213,4 |

*3.c. Le passage des recettes budgétaires des communes aux dépenses consolidées des Administrations locales*

Ces opérations sont commentées plus amplement ci-après.

3.c.i. Neutralisation des opérations financières et compte de tiers, des autres flux, des opérations sur fonds de réserve et des variations de provisions (12)

Les recettes d'emprunts, les remboursements de crédits octroyés et les ventes de participations sont considérés comme des opérations financières. Les gains de change représentent des changements de la valeur des actifs et des passifs et sont considérées comme des autres flux au sens du SEC 2010. Les prélèvements sur fonds de réserve de même que les reprises sur provisions ne sont pas considérées comme des recettes au sens du SEC 2010. Ces opérations ne sont dès lors pas à considérer comme une recette des Administrations locales au sens du SEC 2010.

### 3.c.ii. Compensation entre recettes et dépenses budgétaires (13 et 3)

Le SEC 2010 prescrit que les recettes qui représentent en fait un remboursement de dépenses doivent être comptabilisées en diminution des dépenses. De même, le SEC 2010 prescrit que les dépenses représentant en fait des remboursements de recettes doivent être comptabilisées en diminution des recettes. Du point de vue du solde, ces opérations n'ont pas d'effet.

### 3.c.iii. Recettes des autres entités du secteur des Administrations locales (14)

Il importe de prendre en compte également les recettes au sens du SEC 2010 des syndicats de communes, des organismes publics transfrontaliers et des offices sociaux classés dans le secteur des Administrations locales.

### 3.c.iv. Recettes du Fonds des dépenses communales (15)

Afin d'obtenir le total des recettes des Administrations locales, il y a lieu de prendre en compte également les recettes qui sont encaissées directement par le Fonds des dépenses communales.

### 3.c.v. Autres adaptations au niveau des recettes (19)

Conformément aux règles du SEC 2010, certaines autres adaptations de nature très diverse doivent encore être opérées au niveau des recettes qui figurent dans le budget des entités du secteur des Administrations locales.

Ces adaptations font l'objet du tableau ci-après pour ce qui est des exercices 2021 à 2025 :

| En millions d'euros | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Partage des primes brutes d'assurance en primes nettes et service d'assurance et prise en compte des suppléments de primes | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,5 |
| Prise en compte de cotisations sociales imputées | 3,6 | 3,7 | 3,7 | 3,7 | 3,9 |
| Reclassement des recettes provenant de ventes de terrains et d'infrastructures en tant que dépenses négatives | -31,8 | -66,5 | -84,9 | -46,7 | -89,2 |
| Reclassement des recettes provenant des ventes de biens d'investissements en tant que dépenses négatives | -22,2 | -42,5 | -25,8 | -68,6 | -156,0 |
| Prise en compte des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) | 9,0 | 13,9 | 36,5 | 58,7 | 58,7 |
| Correction de la taxe sur la valeur ajoutée en relation avec les services marchands des Administrations locales (S.1313) | -9,8 | -9,7 | -9,3 | -8,6 | -11,5 |
| Corrections de consolidation entre les transferts émis par l'Administration centrale (S.1311) vers les Administrations locales (S.1313) et les transferts reçus par les Administrations locales (S.1313) de l'Administration centrale (S.1311) | -71,3 | -16,8 | -94,9 | -111,6 | -442,4 |
| Enregistrement des impôts sur la base des droits constatés (caisse ajustée) et corrections de consolidation entre les recettes d'impôts des communes enregistrés dans le budget pour ordre de l'État et les recettes d'impôts enregistrés dans les budgets des communes | -18,7 | -2,3 | 23,8 | 77,9 | -1,9 |
| Enregistrement sur la base des droits constatés des baux emphytéotiques | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| Correction au niveau du prix de base | -6,5 | -10,7 | -11,5 | -10,0 | -10,4 |
| Total | -146,8 | -130,1 | -161,5 | -104,2 | -647,7 |

## 4. Le passage du solde administratif comptable et budgétaire des institutions de sécurité sociale (ISS) au solde de la Sécurité sociale selon le SEC 2010

### *4.a. Délimitation du secteur de la Sécurité sociale (S.1314)*

D'après le SEC2010, le secteur de la Sécurité sociale réunit toutes les unités institutionnelles dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales et qui répondent aux deux critères suivants :

- certains groupes de la population sont tenus de participer au régime ou de verser des cotisations en vertu des dispositions légales ou réglementaires ;
- indépendamment du rôle qu'elles remplissent en tant qu'organismes de tutelle ou en tant qu'employeurs, les Administrations publiques sont responsables de la gestion de ces unités pour ce qui concerne la fixation ou l'approbation des cotisations et des prestations.

Il convient de noter à cet égard qu'il n'existe habituellement aucun lien direct entre le montant des cotisations sociales versées par un individu et les risques auxquels il est exposé.

Au Luxembourg, le système de protection sociale est basé sur le principe de la gestion tripartite. Le rôle de l'État est prépondérant en matière de financement, de gestion et d'organisation. Un élément caractéristique du système de protection sociale au Luxembourg est l'harmonisation des mécanismes de financement pour toutes les prestations, organisée autour des deux grands principes de l'autonomie administrative et financière et de la gestion des institutions par les partenaires sociaux.

Le système de protection sociale combine trois types de solidarité : la solidarité professionnelle, la solidarité interprofessionnelle et la solidarité nationale. Les institutions qui composent le système de protection sociale du Luxembourg peuvent être regroupées en différents types d'organismes en fonction de la nature du risque ou du besoin couvert :

- les organismes de l'assurance maladie-maternité ;
- les organismes de l'assurance dépendance ;
- les organismes de l'assurance pension ;
- les organismes de l'assurance accident ;
- l'organisme versant les prestations familiales.

Selon la définition de l'article 396 du Code de la sécurité sociale (CSS), les institutions de sécurité sociale sont les entités suivantes :

- la Caisse nationale de santé (CNS) ;
- la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics (CMFEP) ;
- la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux (CMFEC) ;
- l'entraide médicale des C.F.L. (EmCFL) ;
- la Mutualité des employeurs (MdE) ;
- la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) ;
- le Fonds de compensation (FDC) ;
- l'Association d'assurance accident (AAA) ;
- la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) ;
- le Centre commun de la Sécurité sociale (CCSS) ;
- la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux (CPFEC).

Ne sont pas reprises dans les comptes de la Sécurité sociale, la Caisse médico-complémentaire mutualiste et les sociétés de secours mutuels qui sont considérées comme faisant partie du secteur des entreprises d'assurance.

Le Fonds national de solidarité (FNS) (inclusion sociale) n'est pas une institution de sécurité sociale et fait partie du secteur de l'Administration centrale (S.1311). Toutefois le FNS tombe sous le champ d'application du règlement grand-ducal relatif à la comptabilité des ISS. Dans le cadre de cette note, le FNS ne fait pas partie des données de base. En effet, il est intégré dans les données de l'Administration centrale.

En plus, pour passer du solde administratif des ISS au solde du S.1314, il faut prendre en compte les entités suivantes :

- La crèche et la cantine des ISS, en tant qu'entités non autonomes, bien que non définies comme ISS elles-mêmes ;
- Les hôpitaux publics ;
- La Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés Communaux (CPFEC) ;
- La SICAV-FIS du Fonds de Compensation de l'assurance pension.

### *4.b. Les prévisions des recettes et dépenses de la Sécurité sociale pour la période 2025-2029*

Le tableau suivant présente globalement l'ensemble des opérations qui sont effectuées pour passer des dépenses et des recettes comptables et budgétaires des ISS aux dépenses et aux recettes du secteur de la Sécurité sociale au sens du système européen des comptes SEC 2010.

| **Tableau 3** (en millions d'euros) | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| **A Dépenses** | | | | | |
| **1) Dépenses courantes des institutions de sécurité sociale** | **16 605,2** | **17 489,9** | **18 795,3** | **19 822,7** | **21 074,4** |
| 2) Opérations non-financières non comprises dans les dépenses courantes des institutions de sécurité sociale | 153,6 | 128,7 | 163,1 | 193,5 | 206,9 |
| 3) Ajustements pour dépenses non considérées par le SEC 2010 | -21,9 | - 21,0 | - 22,7 | - 22,6 | - 22,4 |
| 4) Compensation entre recettes et dépenses budgétaires | -27,4 | - 41,5 | - 42,8 | - 44,0 | - 45,3 |
| 5) Autres entités classées dans le secteur des Administrations de sécurité sociale | 1 949,0 | 2 150,6 | 2 348,4 | 2 484,1 | 2 621,8 |
| 6) Dépenses budgétaires ajustées | 18 658,5 | 19 706,6 | 21 241,4 | 22 433,6 | 23 835,5 |
| 7) Autres adaptations | -1 239,3 | -1 299,3 | -1 425,1 | -1 446,4 | -1 513,2 |
| **8) Dépenses des Administrations de sécurité sociale (S1314)** | **17 419,2** | **18 407,3** | **19 816,3** | **20 987,2** | **22 322,2** |
| **B Recettes** | | | | | |
| **9) Recettes courantes des institutions de sécurité sociale** | **17 683,9** | **18 990,0** | **19 965,8** | **20 877,6** | **21 851,6** |
| 10) Opérations non-financières non comprises dans les recettes courantes des institutions de sécurité sociale | 91,9 | 91,8 | 94,4 | 95,4 | 96,6 |
| 11) Ajustements pour recettes non considérées par le SEC 2010 | -1 091,3 | -1 131,0 | -1 167,6 | -1 199,0 | -1 223,8 |
| 12) Compensation entre recettes et dépenses budgétaires | -27,4 | - 41,5 | - 42,8 | - 44,0 | - 45,3 |
| 13) Autres entités classées dans le secteur des Administrations de sécurité sociale | 2 571,8 | 2 793,7 | 3 006,5 | 3 154,6 | 3 301,0 |
| 14) Recettes budgétaires ajustées | 19 228,8 | 20 703,0 | 21 856,3 | 22 884,6 | 23 980,1 |
| 15) Autres adaptations | -1 176,3 | -1 299,3 | -1 425,1 | -1 446,4 | -1 513,2 |
| **16) Recettes des Administrations de sécurité sociale (S1314)** | **18 052,4** | **19 403,7** | **20 431,2** | **21 438,2** | **22 466,9** |
| **C Solde** | | | | | |
| **17) Solde des Administrations de sécurité sociale (S1314) (16)-(8)** | **633,3** | **996,4** | **615,0** | **451,0** | **144,7** |

**Note :** Données provisoires pour 2025.

*4.c. Le passage des dépenses comptables et budgétaires des institutions de sécurité sociale aux dépenses de la Sécurité sociale selon le SEC 2010*

À l'instar des deux autres sous-secteurs des Administrations publiques (S.13), il y a lieu d'effectuer un certain nombre d'opérations comptables pour passer au solde Maastricht de la Sécurité sociale.

4.c.i. Opérations non-financières non comprises dans les dépenses courantes des institutions de sécurité sociale (2)

Selon les règles du SEC 2010, certaines opérations non-financières doivent être considérées :

- Le forfait d'éducation : Le forfait d'éducation est une prestation du Fonds national de solidarité et est ainsi classé dans le secteur de l'Administration centrale (S.1311). Pour les bénéficiaires du forfait qui touchent aussi une pension (personnelle ou de survie), le forfait est versé ensemble avec la pension par la caisse de pension compétente (p.ex. CNAP). Le FNS rembourse alors la caisse de pension. Au niveau de la CNAP, ni la recette de la part du FNS, ni le paiement aux bénéficiaires ne sont comptabilisées. Suivant les règles du SEC 2010, la dépense payée par la CNAP doit être considérée comme une prestation des Administrations de sécurité sociale, qu'il faut donc ajouter aux dépenses comptabilisées, de même que le remboursement par le FNS doit être ajouté aux recettes comptabilisées.

- Le Centre commun de sécurité sociale : Le CCSS ne dispose pas de compte de pertes et profits mais uniquement d'un bilan, alors que les dépenses effectuées par le CCSS ainsi que les transferts de la part des autres ISS pour couvrir ces dépenses sont aussi à considérer dans les comptes du S.1314.

- Les investissements (formation brute de capital fixe) des ISS ne sont pas comptabilisés dans les dépenses courantes des ISS (classe 6 du plan comptable), alors qu'ils constituent, des dépenses au sens du SEC 2010.

- Les acquisitions moins les cessions d'actifs non produits : ces acquisitions moins cessions, par exemple les dépenses pour l'acquisition de terrains, sont également prises en compte sous cette rubrique.

Ces dépenses constituent donc des dépenses au sens du SEC 2010.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allocation d'éducation (forfait d'éducation) payée par la CNAP | 24,4 | 24,2 | 24,0 | 23,8 | 23,6 |
| Dépenses du Centre Commun de Sécurité Sociale | 67,5 | 67,6 | 70,4 | 71,6 | 73,0 |
| Formation brute de capital fixe | 61,7 | 36,9 | 68,7 | 98,1 | 110,3 |
| Acquisitions moins cessions d'actifs non produits | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2) Opérations non-financières non comprises dans les dépenses courantes des institutions de sécurité sociale | 153,6 | 128,7 | 163,1 | 193,5 | 206,9 |

### 4.c.ii. Ajustements pour dépenses non considérées par le SEC 2010 (3)

La ligne 3 du tableau 3 ci-avant présente trois ajustements qui s'imposent à l'égard des chiffres des ISS :

- Certaines moins-values sur actifs comprises dans les dépenses des ISS ne sont pas considérées comme des dépenses au sens du SEC 2010 et doivent donc être déduites.
- Etant donné que le SEC 2010 prend en compte les dépenses d'investissement (cf. supra), les dotations aux amortissements comprises dans les dépenses courantes des ISS doivent être déduites.
- Les dotations aux provisions immobilières ne sont pas prises en compte dans le calcul du solde de la Sécurité sociale selon le SEC2010 et doivent donc également être déduites.

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Elimination de moins-values sur actifs | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Elimination des dotations aux amortissements | - 21,7 | - 21,0 | - 22,7 | - 22,6 | - 22,4 |
| Elimination des dotations aux provisions | - 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3) Ajustement pour dépenses non considérées par le SEC 2010 | - 21,9 | - 21,0 | - 22,7 | - 22,6 | - 22,4 |

### 4.c.iii. Compensation entre recettes et dépenses budgétaires (4)

Le SEC 2010 prescrit que les recettes qui représentent en fait des remboursements de dépenses doivent être comptabilisées en diminution des dépenses. De même, les dépenses qui représentent en fait des remboursements de recettes doivent être comptabilisées en diminution des recettes. Ces opérations n'affectent pas le solde de la Sécurité sociale.

### 4.c.iv. Autres entités classées dans le secteur de la Sécurité sociale (5)

Pour passer du solde administratif des ISS au solde de la Sécurité sociale selon le SEC 2010, les dépenses des entités suivantes doivent être prises en compte :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Hôpitaux publics | 1 628,3 | 1 795,2 | 1 973,1 | 2 088,2 | 2 204,8 |
| Fonds de Compensation SICAV-FIS. | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 |
| Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés Communaux (CPFEC) | 280,9 | 315,3 | 335,3 | 355,9 | 377,0 |
| Cantine, Crèche | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 5) Autres entités classées dans le secteur des Administrations de sécurité sociale | 1 949,0 | 2 150,6 | 2 348,4 | 2 484,1 | 2 621,8 |

4.c.v. Autres adaptations (7)

Le respect des règles du SEC 2010 impose certaines autres adaptations concernant le budget des dépenses. Il s'agit en l'occurrence des opérations suivantes :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| – Reclassement du Fonds National de Solidarité dans le secteur de l'Administration centrale (S.1311) | -24,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Partage des primes brutes d'assurance en primes nettes et service d'assurance et prise en compte des suppléments de primes | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Prise en compte de cotisations sociales imputées | 29,8 | 30,1 | 30,7 | 31,5 | 32,2 |
| – Reclassement d'injections de capital dans des sociétés publiques de transactions financières en transferts en capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Corrections de consolidation entre les transferts reçus par l'Administration centrale (S.1311) des Administrations de sécurité sociale (S.1314) et des transferts effectués par les Administrations de sécurité sociale (S.1314) vers l'Administration centrale (S.1311) | 4,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Corrections de consolidation entre les transferts reçus par les Administrations locales (S.1313) des Administrations de sécurité sociale (S.1314) et des transferts effectués par les Administrations de sécurité sociale (S.1314) vers les Administrations locales (S.1313) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Comptabilisation des dépenses des Administrations de sécurité sociale sur la base des droits constatés | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Consolidation interne au niveau des Administrations de sécurité sociale | -1 286,7 | -1 329,4 | -1 455,8 | -1 477,9 | -1 545,5 |
| – Prise en compte des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) | 37,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 7) Autres adaptations | -1 239,3 | -1 299,3 | -1 425,1 | -1 446,4 | -1 513,2 |

*4.d. Le passage des recettes comptables et budgétaires des institutions de sécurité sociale aux dépenses de la Sécurité sociale selon le SEC 2010*

4.d.i. Opérations non-financières non comprises dans les recettes courantes des institutions de sécurité sociale (10)

Conformément aux règles du SEC 2010, il s'avère nécessaire d'ajouter aux recettes courantes des institutions de sécurité sociale les opérations non-financières suivantes :

- Le forfait d'éducation (même remarque que pour la ligne 2)
- Les recettes du CCSS (même remarque que pour la ligne 2)

Le total de ces opérations se résume comme suit :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Allocation d'éducation (forfait d'éducation) payée par la CNAP | 24,4 | 24,2 | 24,0 | 23,8 | 23,6 |
| Recettes du Centre Commun de Sécurité Sociale | 67,5 | 67,6 | 70,4 | 71,6 | 73,0 |
| 10) Opérations non-financières non comprises dans les recettes courantes des institutions de sécurité sociale | 91,9 | 91,8 | 94,4 | 95,4 | 96,6 |

## 4.d.ii. Ajustements pour recettes non considérées par le SEC 2010 (11)

A l'instar des moins-values sur actifs, des dotations aux amortissements et des dotations aux provisions comprises dans les dépenses des ISS qui ne sont pas à considérer comme des dépenses au sens du SEC 2010, les plus-values sur actifs, d'éventuels prélèvements sur réserves et les reprises sur provisions immobilières comptabilisées dans les recettes courantes des ISS sont à retrancher.

Ces opérations se retrouvent dans la ligne 11 du tableau 3 :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Elimination de l'écart de réévaluation sur le Fonds de Compensation SICAV-FIS compris dans les recettes du Fonds de Compensation établissement public | -1 090,6 | -1 130,9 | -1 167,6 | -1 198,9 | -1 223,6 |
| Elimination de plus-values sur autres actifs | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Elimination des prélèvements aux provisions | - 0,8 | - 0,2 | - 0,1 | - 0,1 | - 0,2 |
| Elimination des prélèvements sur réserves | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 11) Ajustements pour recettes non considérées par le SEC 2010 | -1 091,3 | -1 131,0 | -1 167,6 | -1 199,0 | -1 223,8 |

## 4.d.iii. Compensation entre recettes et dépenses budgétaires (12)

Le SEC 2010 prescrit que les recettes qui représentent en fait des remboursements de dépenses doivent être comptabilisées en diminution des dépenses. De même, les dépenses qui représentent en fait des remboursements de recettes doivent être comptabilisées en diminution des recettes. Du point de vue du solde, ces opérations n'ont pas d'effet.

## 4.d.iv. Autres entités classées dans le secteur de la Sécurité sociale (13)

Pour passer du solde administratif des ISS au solde de la Sécurité sociale selon le SEC 2010, les recettes des entités suivantes doivent être prises en compte :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| Hôpitaux publics | 1 628,3 | 1 795,2 | 1 973,1 | 2 088,2 | 2 204,8 |
| Fonds de Compensation SICAV-FIS | 653,9 | 676,1 | 696,4 | 713,8 | 727,8 |
| Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés Communaux (CPFEC) | 289,7 | 322,4 | 337,1 | 352,6 | 368,4 |
| Cantine, Crèche | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 13) Autres entités classées dans le secteur de la Sécurité sociale | 2 571,8 | 2 793,7 | 3 006,5 | 3 154,6 | 3 301,0 |

## 4.d.v. Autres adaptations (15)

Comme c'est le cas pour les 2 autres sous-secteurs des Administrations publiques, il peut s'avérer que certaines adaptations ponctuelles supplémentaires doivent encore être opérées au niveau des recettes de la Sécurité sociale.

Ces opérations sont notamment les suivantes :

| En millions d'euros | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---|---|---|---|---|
| – Reclassement du Fonds National de Solidarité dans le secteur de l'Administration centrale (S.1311) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Partage des primes brutes d'assurance en primes nettes et service d'assurance et prise en compte des suppléments de primes | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Prise en compte de cotisations sociales imputées | 29,8 | 30,1 | 30,7 | 31,5 | 32,2 |
| – Corrections de consolidation entre les transferts reçus par les Administrations de sécurité sociale (S.1314) de l'Administration centrale (S.1311) et des transferts effectués par l'Administration centrale (S.1311) vers les Administrations de sécurité sociale (S.1314) | 30,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Corrections de consolidation entre les transferts reçus par les Administrations de sécurité sociale (S.1314) des Administrations locales (S.1313) et des transferts effectués par les Administrations locales (S.1313) vers les Administrations de sécurité sociale (S.1314) | 1,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Comptabilisation des recettes des Administrations de sécurité sociale sur la base des droits constatés | -0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| – Consolidation interne au niveau des Administrations de sécurité sociale | -1 275,3 | -1 329,4 | -1 455,8 | -1 477,9 | -1 545,5 |
| – Prise en compte des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) | 37,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 15) Autres adaptations | -1 176,3 | -1 299,3 | -1 425,1 | -1 446,4 | -1 513,2 |

# Annexe 6

**Le passage des soldes nominaux aux soldes structurels**

Avant la réforme de la gouvernance européenne entrée en vigueur en 2024, la trajectoire budgétaire à suivre reposait sur un objectif à moyen terme fondé sur le solde structurel. Bien que ce dernier ne constitue plus la pierre angulaire du cadre européen, il demeure la référence dans le cadre national en attendant une éventuelle modification de la loi.

Il convient de souligner que le solde structurel conserve un rôle clé dans la détermination de la trajectoire budgétaire à respecter au niveau européen, telle qu'établie dans le Plan budgétaire et structurel à moyen terme, couvrant une période de cinq ans.

Le solde structurel a pour finalité de déterminer le solde des Administrations publiques en 1) l'absence de toute répercussion liée au cycle économique et en 2) l'absence des mesures ponctuelles et temporaires.

En vue de déterminer le solde structurel, il importe donc d'évaluer l'incidence de la conjoncture sur les soldes budgétaires. L'écart de production est l'indicateur économique qui est utilisé dans ce contexte. Ensuite, il faut isoler l'impact des mesures ponctuelles et temporaires et ce tant au niveau des recettes que des dépenses publiques.

La formule de base pour passer du solde nominal au solde structurel s'écrit dès lors de la manière suivante :

**Solde structurel = solde nominal – 0,462 x (écart de production) +/- mesures ponctuelles/temporaires**

L'écart de production (en anglais : *« output gap »*) mesure la différence entre l'état réel de l'économie (PIB réel) et un état théorique (PIB potentiel) dans lequel une économie utiliserait au mieux ses facteurs de production (travail et capital, sans tensions sur les prix et les salaires).

La formule pour déterminer l'écart de production s'écrit de la manière suivante :

**Écart de production = (niveau réel du PIB - niveau potentiel du PIB) / (niveau potentiel du PIB)**

La difficulté majeure de la méthodologie sous-jacente est que le niveau du PIB potentiel et, par conséquent, l'écart de production sont deux variables non observables qui doivent être estimées à partir de méthodes statistiques et économétriques.

Afin de corriger le solde nominal des variations conjoncturelles, la formule de calcul pour le solde structurel reprise ci-dessus estime la réaction du solde nominal au cycle économique représenté par l'écart de production. Cette réactivité est prise en compte par la semi-élasticité du solde nominal par rapport aux variations du PIB.

Plus précisément, elle mesure le changement du solde nominal en points de pourcentage du PIB suite à une augmentation du PIB à hauteur de 1,0%. La semi-élasticité du solde nominal correspond à la différence entre la semi-élasticité des recettes et celle des dépenses. Ces semi-élasticités sont calculées en pondérant les élasticités des différentes catégories de recettes par leur poids dans les recettes totales. En ce qui concerne les dépenses, le poids des prestations de chômage dans les dépenses totales est utilisé.

Conformément à la méthodologie applicable à l'échelle européenne, la semi-élasticité dans le cas du Luxembourg est de 0,462 depuis le 1er janvier 2019.

Compte tenu de la volatilité de la croissance économique dans un petit pays comme le Luxembourg, tant au niveau des prévisions pour le futur que pour les données observées pour le passé, l'estimation de la croissance potentielle et de l'écart de production se caractérise par un degré d'incertitude très élevé. Pour ces raisons, il pourrait être utile de ne pas se focaliser sur une seule méthode pour leur estimation.

La Commission européenne laisse en effet aux États membres le choix de la méthode de calcul du solde structurel, mais vérifie le respect des règles européennes en utilisant la méthodologie commune développée par la Commission européenne dans le cadre du groupe de travail technique « *Output gap working group* ».

C'est pourquoi la méthodologie européenne commune est appliquée aux prévisions macroéconomiques du STATEC afin de se rapprocher autant que possible des calculs de la Commission européenne.

Le calcul ci-après tient également compte de la « closure rule » selon laquelle l'écart de production se ferme en T+5. Or, étant donné que la Commission européenne étend son horizon temporel à l'occasion des prévisions d'automne de chaque année, ce même horizon est appliqué pour le calcul de l'écart de production dans le contexte de la programmation budgétaire sur le plan national. En pratique, cela veut dire que l'écart de production est supposé se fermer en 2030.

Les résultats suivants ont été obtenus et utilisés pour le calcul du solde structurel :

| | | | **2025** | **2026** | **2027** | **2028** | **2029** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PIB réel* | En mia | PR | 64,188 | 65,479 | 66,990 | 68,515 | 70,078 |
| | En % | | 1,0% | 2,0% | 2,3% | 2,3% | 2,3% |
| PIB potentiel | En mia | PP | 66,432 | 67,248 | 68,200 | 69,335 | 70,495 |
| | En % | | 1% | 1% | 1% | 2% | 2% |
| Écart de production | En % du PIB potentiel | $\mathrm{EC} = \frac{\mathrm{PR} - \mathrm{PP}}{\mathrm{PP}}$ | -3,4% | -2,6% | -1,8% | -1,2% | -0,6% |
| Solde nominal | En mia | SN | -0,7 | -0,4 | -0,7 | -0,9 | -1,3 |
| | En % du PIB nominal | | -0,8% | -0,4% | -0,7% | -0,9% | -1,1% |
| Solde structurel | En % | $\mathrm{SN} - 0{,}462 * \mathrm{EC}$ | 0,8% | 0,8% | 0,1% | -0,3% | -0,9% |

* Déduit mécaniquement à partir des niveaux de PIB potentiel et de l'écart de production afin d'assurer le respect de la « *closure rule* ». Les niveaux ainsi dérivés et les taux de croissance sous-jacents diffèrent donc des prévisions macroéconomiques du STATEC sous-tendant le présent projet de loi.

# Annexe 7

**Comparaison entre les prévisions de la Commission européenne et celles du STATEC, servant pour établir le budget de l'État 2026**

## 1. Remarques préliminaires

Les prévisions du STATEC figurant au Volume I, Chapitre A du projet de budget 2026 sont basées sur les hypothèses internationales de l'institut *Oxford Economics* (OE) d'avril 2025.

Les données observées servant de base aux prévisions correspondent aux comptes nationaux annuels, où la dernière année observée est 2024. Les deux premiers trimestres de 2025 sont issus des comptes nationaux trimestriels. Pour les années 2025 et 2026, la prochaine actualisation des prévisions sera élaborée pour la Note de Conjoncture 2 - 2025, prévue en décembre 2025. À noter cependant que la prochaine prévision d'inflation est programmée pour début novembre 2025. Les prévisions de la Commission européenne datent de mai 2025, et une mise à jour est attendue au cours du mois de novembre.

## 2. Hypothèses internationales

Les observations et prévisions de croissance du Produit intérieur brut (PIB) en volume de la zone euro pour 2024 et 2025 sont quasiment identiques, s'établissant entre 0,8% et 0,9%. Pour 2026, la Commission européenne prévoit 1,4% de croissance, contre 1,0% pour OE. Cette divergence pourrait s'expliquer par des hypothèses distinctes concernant l'incidence des droits de douane américains sur les produits exportés de la zone euro.

## 3. Prévisions pour le Luxembourg

Un écart significatif subsiste entre les prévisions de croissance du PIB en volume national pour les années 2024 et 2025, telles que publiées respectivement par le STATEC et par la Commission européenne. Cette divergence résulte principalement du fait que les projections de la Commission ne tiennent pas compte des comptes nationaux actualisés de septembre 2025, ni des données trimestrielles des premier et deuxième trimestres de l'année 2025. Pour l'exercice 2024, le STATEC observe une croissance de 0,4%, contre une progression de 1,0% retenue par la Commission européenne (sur base des estimations antérieures des comptes nationaux trimestriels). La différence s'explique donc entièrement par l'intégration, dans les observations nationales, d'informations plus récentes et complètes. Concernant l'année 2025, le STATEC prévoit une croissance de 1,0%, tandis que la Commission européenne table sur une progression de 1,7%. L'écart observé s'explique surtout par la non-prise en compte par la Commission des chiffres disponibles au moment de la publication des résultats du premier trimestre 2025 (elle avait clôturé sa prévision avant), qui indiquaient un acquis de croissance bien moins favorable pour 2025. Pour l'année 2026, les deux institutions convergent vers une prévision identique, estimant la croissance du PIB à 2,0%.

Les prévisions concernant l'évolution du marché du travail présentent un degré d'alignement plus élevé entre le STATEC et la Commission européenne. Bien que les observations soient quasiment identiques pour 2024, une légère divergence apparaît en 2025, où la Commission européenne anticipe une croissance de l'emploi total de 1,3%, contre 1,0% selon le STATEC. En 2026, cette divergence persiste, avec une prévision de 1,7% formulée par la Commission, contre 1,5% selon l'institut national. Ces écarts pourraient être expliqués par la trajectoire de croissance économique plus dynamique dans les prévisions de la Commission. S'agissant des prévisions de taux de chômage, les différences entre

les deux institutions sont négligeables, de l'ordre de 0,1 point de pourcentage, et ne modifient pas substantiellement l'appréciation générale de la situation du marché du travail.

Les projections concernant l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) demeurent très proches entre le STATEC et la Commission européenne jusqu'en 2025. Toutefois, une divergence plus marquée apparaît pour l'année 2026. En effet, la Commission européenne anticipe une inflation de 1,8%, tandis que le STATEC prévoit une hausse plus modérée de 1,4%. Cet écart pourrait être expliqué par le recul attendu des prix du pétrole et par la prise en compte du côté STATEC des mesures récemment annoncées sur les tarifs de l'électricité, qui entraînent une baisse significative de la facture énergétique des ménages.

**Tableau :** Comparaison entre les prévisions de la Commission européenne (COM) et celles du STATEC

| | 2024 | | 2025 | | 2026 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | COM | STATEC | COM | STATEC | COM | STATEC |
| | *Évolution en % (ou spécifié différemment)* | | | | | |
| *Environnement international* | | | | | | |
| PIB zone euro (vol.) | 0,9 | 0,8 | 0,9 | 0,8 | 1,4 | 1,0 |
| Prix PIB zone euro | 2,9 | 2,9 | 2,5 | 2,3 | 2,0 | 2,1 |
| *Principaux agrégats macroéconomiques (Luxembourg)* | | | | | | |
| PIB valeur (mia EUR) | 6,3 | 5,0 | 4,2 | 4,0 | 4,9 | 5,2 |
| RNB (mia EUR) | 2,9 | 8,7 | 0,5 | 1,5 | 1,4 | 3,7 |
| PIB potentiel (vol.) | 1,1 | 1,8 | 1,2 | 1,8 | 1,3 | 1,9 |
| Ecart de production (en % du PIB pot.) | -3,6 | -3,3 | -3,1 | -4,0 | -2,5 | -3,9 |
| PIB (en vol.) | 1,0 | 0,4 | 1,7 | 1,0 | 2,0 | 2,0 |
| Emploi total intérieur | 1,1 | 1,0 | 1,3 | 1,0 | 1,7 | 1,5 |
| Taux de chômage (% de la pop. active, déf. BIT) | 6,4 | 6,3 | 6,6 | 6,5 | 6,4 | 6,4 |
| Indice des prix à la consommation (IPCH) | 2,3 | 2,3 | 2,1 | 2,2 | 1,8 | 1,4 |
| Coût salarial nominal moyen | 2,2 | 3,5 | 3,8 | 3,3 | 3,3 | 2,3 |

Source : STATEC (prévisions finalisées le 5 septembre pour l'exposé introductif du Budget de l'Etat 2026) et Commission européenne (prévisions de printemps publiées le 19 mai 2025). Les prévisions du STATEC pour la zone euro sont reprises de l'institut *Oxford Economics* (16 avril 2025).

# Annexe 8

**Indications sur les dépenses fiscales et leur impact sur les recettes**

La présente annexe établit un inventaire de certaines dispositions fiscales qui ont un effet sur les recettes de l'État. De manière générale, de telles dispositions peuvent être qualifiées de dépenses fiscales si elles suscitent un transfert de ressources publiques par la réduction d'obligations fiscales par rapport à un système de référence, plutôt que via des dépenses directes. La présentation des dépenses fiscales permet d'accentuer la transparence budgétaire et d'établir des liens plus étroits entre les dépenses fiscales et les dépenses directes.

Le cadre législatif à considérer dans le cadre de l'élaboration de la présente annexe n'a pas changé depuis la publication de l'annexe 8 du projet de loi n°8445 relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027.

## 1. Définition d'un cadre de référence fiscal

Le cadre législatif en vigueur[1] ne définit pas les dépenses fiscales et n'indique pas non plus de méthode de calcul pour l'estimation de leur impact sur les recettes. Par conséquent, pour les besoins de rédaction de la présente annexe, une approche spécifique, et similaire à celle des années passées, a été développée. Elle repose à la fois sur le droit communautaire en matière fiscale et s'inspire des pratiques utilisées dans d'autres États membres comme la France, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas ou dans les organisations internationales comme l'OCDE ou le FMI.

L'approche utilisée pour l'estimation des dépenses fiscales de 2026 repose sur les éléments suivants :

En premier lieu, il est possible de se référer à une définition retenue au niveau international de la dépense fiscale - il s'agit d'une déviation par rapport à un système fiscal de référence ayant un impact sur les recettes publiques. Une dépense fiscale suscitera donc une moindre recette découlant d'encouragements fiscaux provenant d'une dérogation au système général d'un impôt déterminé en faveur de certains contribuables ou de certaines activités économiques, sociales, culturelles, etc. et pourrait être remplacée par une dépense directe.

En deuxième lieu, il est entendu qu'il n'existe pas de définition unique d'un cadre de référence fiscal applicable à tous les États en la matière. Au contraire, la majorité des États retiennent comme système de référence l'ensemble des éléments constituant leur système fiscal, ce qui mène à une multitude de systèmes de référence fiscaux et rend par conséquent la comparaison des informations fournies des États membres dans le cadre de cet exercice très difficile.

Finalement, pour l'identification du cadre de référence fiscale, les principes suivants ont été utilisés pour développer l'approche :

*En matière d'impôts directs sur les personnes physiques et morales* :

a) toutes les dispositions faisant partie du système fiscal dont peuvent bénéficier tous les contribuables font partie du système fiscal de référence ; c'est-à-dire les allègements fiscaux, d'éventuels crédits d'impôts applicables à tous les contribuables, les frais d'obtention, les cotisations et prélèvements sociaux à caractère obligatoire font ainsi partie du système fiscal de référence (Allemagne, Canada, États-Unis, France ou Pays-Bas partagent cette approche) ;

[1] Cf. Directive 2011/85/UE du Conseil du 8 novembre 2011 sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres et la loi du 12 juillet 2014 sur la gouvernance et la coordination des finances publiques.

b) les dispositions en vue d'éviter une double imposition fiscale sont rangées parmi les éléments structurels du système fiscal de référence (Canada et Royaume-Uni partagent cette approche) ;

c) l'ensemble des mesures favorisant l'emploi, censées générer des recettes supplémentaires par le biais de la création d'emploi, sont également considérées comme faisant partie du système fiscal de référence (approche partagée par l'Allemagne et les Pays- Bas). Il y a lieu de préciser que seules les dépenses quantifiées sont indiquées.

Le tableau ci-après classe les dépenses fiscales au niveau des impôts directs en différentes catégories : celles prenant la forme d'abattement ou de déduction, celles relevant d'exemption ou d'exonération ainsi que celles consistant en crédits d'impôt réduisant la charge fiscale à payer. Après une analyse des dépenses fiscales existantes et une revue des nouvelles dispositions fiscales mises en vigueur depuis la dernière publication de la présente annexe – ou entrant en vigueur à partir de l'année d'imposition 2026 – le tableau a été complété en ajoutant le crédit d'impôt start-up (cf. numéro 24). Etant donné que ces dispositions ne font pas partie du système fiscal dont peuvent bénéficier tous les contribuables et ne s'appliquent que dans des situations particulières, elles sont à considérer comme des dépenses fiscales à indiquer au tableau ci-après.

Au niveau des abattements/déductions prévus par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), il s'avère utile de donner les précisions suivantes :

1. L'abattement extra-professionnel est un abattement tarifaire accordé aux conjoints ou partenaires imposables collectivement, réalisant tous les deux des revenus d'une activité professionnelle, qui s'élève à 4 500 euros par année d'imposition.

2. La L.I.R. prévoit un abattement spécifique pour des bénéfices de cession, à savoir :

   a) pour le revenu provenant de l'aliénation à titre onéreux d'immeubles plus de deux ans après leur acquisition ou leur constitution; ainsi que

   b) pour le revenu provenant de l'aliénation à titre onéreux d'une participation importante dans un organisme à caractère collectif plus de six mois après leur acquisition.

   La somme des revenus visés sous a) et b) est diminuée d'un abattement de 50 000 euros sans qu'il puisse en résulter une perte. L'abattement est porté à 100 000 euros pour des époux ou des partenaires imposés collectivement.

3. Un abattement spécifique dans le cadre de l'aliénation d'un immeuble bâti acquis par voie de succession en ligne directe peut être accordé aux contribuables à hauteur de 75 000 euros.

4. Le contribuable peut obtenir un abattement de revenu pour charges extraordinaires qui sont inévitables et qui réduisent de façon considérable sa faculté contributive. Certaines charges extraordinaires sont en revanche déductibles forfaitairement notamment l'abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfant.

5. La L.I.R. prévoit également un abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires en raison des enfants ne vivant pas dans le ménage du contribuable. Depuis l'année d'imposition 2025, le montant maximum de l'abattement s'élève à 5 424 euros.

6. Les arrérages de rentes et de charges permanentes dues en vertu d'une obligation particulière, notamment d'un contrat régulier en bonne et due forme, d'une disposition légale ou d'une décision de justice, sont en principe déductibles au titre de dépenses spéciales. De plus, dans le chef du débiteur de la rente, les arrérages versés au conjoint divorcé sont susceptibles d'être déduits en tant que dépenses spéciales à concurrence d'un montant annuel de 24 000 euros par ex- conjoint.

7. Les cotisations et primes d'assurance qualifiées de dépenses spéciales sont en principe déductibles. Il s'agit des primes versées à des compagnies privées agréées à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile ou des cotisations versées à des sociétés de secours mutuels reconnues dont le but est de fournir aux sociétaires ou aux membres de leurs familles des secours en cas de maladie, d'accidents, d'incapacité de travail, d'infirmité, de chômage, de vieillesse ou de décès. En outre, les intérêts débiteurs liés à un crédit personnel qui ne sont pas en rapport avec des revenus exemptés et qui ne constituent ni des dépenses d'exploitation, ni des frais d'obtention, sont également déductibles au titre de dépenses spéciales.

   Le plafond des intérêts débiteurs liés à un crédit personnel et des primes et cotisations versées à des compagnies privées d'assurances est limité à 672 euros par an par personne faisant partie du ménage fiscal.

8. Les cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continuée, volontaire ou facultative et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale luxembourgeois ou d'un régime légal étranger, visé par un instrument bi- ou multilatéral de sécurité sociale sont en principe pleinement déductibles en tant que dépenses spéciales.

9. Début de l'année d'imposition 2024, les intérêts débiteurs en relation avec un prêt bancaire pour financer l'acquisition d'une habitation personnelle sont déductibles dans les limites et jusqu'à concurrence du plafond annuel comme suit :

   - intégralement pour l'année de la fixation de la valeur locative et la première année qui suit l'année de la fixation de la valeur locative ;
   - 4 000 euros pour la deuxième année qui suit l'année de la fixation de la valeur locative et les trois années suivantes ;
   - 3 000 euros pour les cinq années subséquentes ;
   - 2 000 euros pour les années suivantes.

10. Les contribuables peuvent déduire, sous réserve de certaines conditions, les cotisations versées dans le cadre d'un contrat d'épargne-logement. Pour les contribuables jusqu'à l'âge de 40 ans accomplis, le montant de 672 euros est porté à 1 344 euros par an par personne faisant partie du ménage fiscal.

11. Certains dons et libéralités sont déductibles fiscalement en tant que dépenses spéciales dans le chef des donateurs. Il s'agit notamment des dons en espèces versés à des organismes reconnus d'utilité publique et des dons en espèces et en nature au Fonds culturel national, dans les limites prévues par les dispositions de la L.I.R.

12. Les contribuables ont la possibilité, sous réserve de certaines conditions, de souscrire à titre individuel un contrat de prévoyance-vieillesse (troisième pilier de l'assurance-pension) afin de constituer un complément de revenu au moment du départ à la retraite. Ces plans de prévoyance-vieillesse sont financés entièrement par le contribuable contrairement aux plans de pension complémentaires mis en place par les employeurs (cf. numéro 13). La déduction fiscale annuelle maximale des versements est de 3 200 euros.

13. Certains employeurs luxembourgeois choisissent de mettre en place un régime complémentaire de pension (deuxième pilier de l'assurance-pension) au profit de leurs salariés. Les cotisations personnelles des salariés au plan de pension complémentaire mis en place par l'employeur sont déductibles jusqu'à concurrence de 1 200 euros par an au titre de dépenses spéciales.

Au niveau des exemptions/exonération, il est important de signaler les dépenses fiscales suivantes :

14. Depuis l'année d'imposition 2021, les salariés peuvent se voir allouer une prime, dénommée « prime participative », que leur employeur établit en fonction de son résultat positif, et qui est exemptée, sous certaines conditions, à hauteur de 50% considérée comme revenu d'une occupation salariée.

15. Depuis l'année d'imposition 2025, les salariés peuvent se voir allouer une prime, dite « prime jeune salarié », destinée à soutenir les jeunes salariés en début de carrière. L'octroi de cette prime est laissé à la discrétion de l'employeur et est corrélé à la rémunération. Exemptée à 75%, elle diminue au fur et à mesure que le salaire augmente et n'est plus octroyée au-delà d'un montant de 100 000 euros.

16. Les employeurs peuvent également allouer à leurs salariés des primes dites « locatives » (« prime locative ») à des fins de location d'un logement occupé à titre de résidence principale. Elles sont exemptées à 25% et versées mensuellement par l'employeur au salarié si différentes conditions sont remplies.

17. Depuis l'année d'imposition 2025, le régime fiscal des impatriés a été modernisé afin de répondre aux besoins spécifiques des employeurs et des impatriés. Le nouveau modèle est basé sur un système forfaitaire caractérisé par une exemption fiscale de 50% du montant brut de la rémunération annuelle totale tout en plafonnant le montant de la rémunération annuelle pouvant profiter de cette exemption à 400 000 euros.

18. Le régime fiscal de la propriété intellectuelle prévoit des conditions et des limites dans lesquelles un contribuable peut bénéficier d'une exonération partielle de 80% du revenu net éligible dégagé par un actif éligible.

Finalement, la catégorie des dépenses fiscales qui réduisent la charge fiscale englobe les dépenses fiscales suivantes :

19. Depuis l'année d'imposition 2024, et à la suite de l'introduction du crédit d'impôt $CO_2$ (voir point 20 ci-dessous), le montant des crédits d'impôt pour salariés (CIS), pour pensionnés (CIP) et pour indépendants (CII) s'élève à 600 euros par an pour un salaire brut, une pension ou rente brute ou un bénéfice net se situant entre 11 266 euros et 40 000 euros[2]. À partir de 80 000 euros, ils sont réduits à zéro.

20. Le crédit d'impôt $CO_2$ (CI-CO2) pour salariés, pour pensionnés et pour indépendants vise à atténuer l'impact de la taxe $CO_2$ pour des personnes ayant des revenus faibles ou moyens. En raison de l'augmentation de la taxe $C0_2$ à partir du 1er janvier 2026, il est proposé par le projet de budget 2026 d'augmenter le montant du CI-CO2 de 192 euros par an à 216 euros par an pour un salaire brut ou un bénéfice net se situant entre 936 et 40 000 euros, et pour une pension se situant entre 300 et 40 000 euros. À partir de 80 000 euros, ils sont réduits à zéro.

21. Le crédit d'impôt salaire social minimum (CISSM) est réservé aux salariés qui réalisent un salaire proche du salaire social minimum. À partir de l'année d'imposition 2025, les montants du CISSM ont été augmentés de telle sorte qu'un travailleur au salaire social minimum non qualifié appartenant à la classe d'impôt 1 n'a plus de charges d'impôt en fin de compte.

22. Le crédit d'impôt monoparental (CIM) est accordé sur demande aux contribuables résidents et non résidents assimilés, rangés en classe d'impôt 1a. Ils doivent avoir dans leur ménage fiscal au moins un enfant qui déclenche la modération d'impôt pour enfant, sous quelque forme que ce soit. Depuis l'année d'imposition 2025, le montant du CIM s'élève à 3 504 euros par an, pour autant que les revenus imposables ajustés soient inférieurs à 60 000 euros.

23. À partir de l'année d'imposition 2024, un crédit d'impôt heures supplémentaires (CIHS) d'un montant maximal de 700 euros peut être octroyé à des salariés autres que les fonctionnaires,

[2] À noter qu'entre 936 euros et 11 265 euros, les crédits d'impôt augmentent de 300 euros à 600 euros.

les employés de l'État et les stagiaires fonctionnaires, qui ont leur résidence dans un État avec lequel le Luxembourg a conclu une convention contre la double imposition et qui perçoivent des rémunérations brutes provenant d'heures supplémentaires effectivement prestées au Luxembourg pour lesquelles le droit d'imposition est attribué au Luxembourg, et qui sont intégralement exemptes au Luxembourg, mais qui peuvent être soumises le cas échéant dans leur État de résidence à une imposition.

24. Le projet de loi n°8526 propose d'introduire à partir de l'année d'imposition 2026 un nouveau crédit d'impôt, dénommé « crédit d'impôt start-up », destiné à inciter les personnes physiques à investir dans de jeunes entreprises innovantes. Le montant du crédit d'impôt est limité à 20 pour cent du montant d'investissement et ne peut excéder un montant maximum de 100 000 euros au titre d'une année d'imposition.

25. La bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs est allouée sur demande à joindre à la déclaration d'impôt avec à l'appui un certificat de l'administration de l'emploi en cas d'embauchage de chômeurs.

*En matière d'impôts indirects :*

Concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)[3], le cadre de référence est constitué par le droit communautaire européen. En effet, afin de déterminer quels taux de TVA pourraient être considérés comme des dépenses fiscales, il y a lieu de prendre en compte la structure des taux définie par le droit commun européen applicable en la matière. Alors que les dispositions européennes permettent d'instaurer un taux normal ne pouvant être inférieur à 15%, un maximum de deux taux réduits fixés à un pourcentage de la base d'imposition ne pouvant être inférieur à 5%, un taux réduit inférieur au seuil minimal de 5%, ainsi qu'une exonération avec droit à déduction de la TVA payée au stade antérieur, le champ d'application matériel des taux de TVA de 3% et de 14% mis en œuvre par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée dévie, pour un certain nombre de transactions imposables relevant de ces taux, du cadre de référence établi par la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de TVA. C'est ainsi que les opérations imposables soumises respectivement aux taux de TVA de 3% et 14% sont susceptibles d'être considérées comme dépenses fiscales.

Il ne suffit néanmoins pas que les taux de TVA applicables à certaines opérations imposables soient distincts de la norme fiscale, il faut en outre que cette application se fasse :

- soit au profit d'un secteur économique ou d'une activité culturelle spécifique ;
- soit au profit d'un nombre restreint de consommateurs.

Le taux de TVA super-réduit de 3% applicable sur :

- les produits alimentaires destinés à la consommation animale ;
- les chaussures et vêtements pour enfants ;
- les opérations de restauration consistant dans la fourniture d'aliments et de boissons non alcooliques consommés sur place ;
- l'hébergement dans les lieux qu'un assujetti réserve au logement passager de personnes et les locations de camps de vacances ou de terrains aménagés pour camper ; et
- certains services du secteur financier ;

constitue donc une dépense fiscale.

De plus, l'application du taux super-réduit de 3% pour la construction, la création et la rénovation d'un logement constitue également une dépense fiscale. Le taux de 3% est applicable à condition que le logement soit affecté à des fins d'habitation principale, soit directement dans le chef du propriétaire (pour les constructions, créations et les rénovations), soit indirectement dans le chef d'un tiers (pour

[3] Cf. numéro 1 du tableau section Impôts indirects

les rénovations uniquement). Par logement, on entend tout immeuble ou partie d'immeuble représentant une unité distincte (p.ex. appartement) susceptible d'être habitée à titre principal, y compris garage, cave et parties communes intérieures qui en sont les accessoires. La faveur fiscale résultant de l'application directe du taux super-réduit de 3% ou du remboursement jusqu'au taux de 3% ne peut excéder 50 000 euros par logement créé ou / et rénové.

De même, le taux de TVA intermédiaire de 14%[4] applicable sur :

- les vins de raisins frais titrant 13° ou moins d'alcool, à l'exception des vins enrichis en alcool, des vins mousseux et des vins dits de liqueur ;
- les assurances ; et
- certains services du secteur financier ;

constitue également une dépense fiscale.

Concernant les droits d'enregistrement et de transcription[5], il est à mentionner qu'il n'existe pas de directive européenne dans ce domaine, les dépenses fiscales se définissent comme dérogation par rapport à la taxation normale prévue par la législation nationale.

Il s'agit, en effet, du crédit d'impôt en matière de logement communément désigné par *Bëllegen Akt*. Le taux normal pour les acquisitions à titre onéreux d'une propriété immobilière (maison, appartement, terrain à bâtir) s'élève à 7%, dont 6% pour les droits d'enregistrement et 1% pour les droits de transcription. Afin de diminuer les frais accessoires à l'acquisition d'un logement, le Gouvernement a introduit en 2002 un crédit d'impôt sur les droits d'enregistrement et de transcription (*Bëllegen Akt*) pour toutes les personnes désireuses d'acquérir un immeuble (et certaines dépendances bâties) à des fins d'habitation personnelle. Au vu de l'évolution de l'activité sur les marchés immobiliers et fonciers résidentiels, la loi du 3 juillet 2025 modifiant la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation a maintenu le crédit d'impôt *Bëllegen Akt* à 40 000 euros par acquéreur au-delà de l'échéance initialement prévu du 30 juin 2025. Pour un couple, ce montant est doublé dès lors que le crédit d'impôt s'applique à chaque acquéreur individuellement. Le crédit d'impôt peut être utilisé au fur et à mesure, pour d'autres acquisitions utilisées à des fins d'habitation personnelle, jusqu'à épuisement.

## 2. Estimation de l'impact sur les recettes

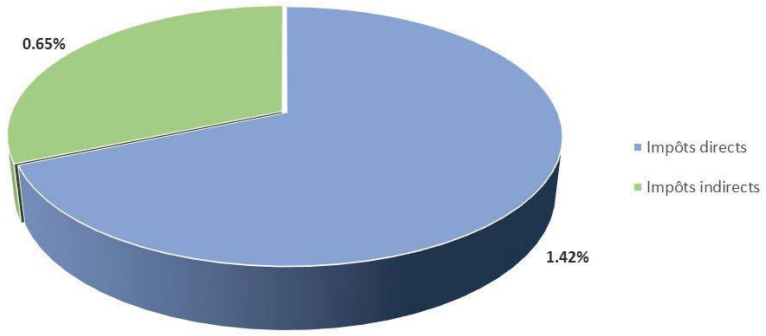
L'impact des dépenses fiscales estimé pour l'année 2026 prend en compte les mesures discrétionnaires votées et envisagées sous forme de projet de loi depuis la dernière actualisation du tableau suivant ainsi que de l'évolution du contexte macroéconomique.

La méthodologie utilisée pour la quantification se base sur une approche statique, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte des éventuels effets comportementaux induits par une variation des prix consécutive à la suppression de la dépense fiscale, en raison de l'absence de données empiriques et d'outils analytiques adaptés. Une telle approche, en supposant que toutes choses restent égales par ailleurs, peut mener à une surestimation de l'impact. L'analyse se limite aux effets directs sur les recettes de l'État, sans intégrer les effets indirects positifs que ces dépenses fiscales pourraient générer (comme encourager l'investissement ou la consommation).

Sur base des considérations mentionnées ci-avant, les dépenses fiscales en matière des impôts directs et indirects pour l'année 2026 ont un impact estimé de 2,07% du PIB. Les moindres recettes engendrées par les dépenses fiscales s'élèvent donc à 1 949 millions d'euros en 2026 (cf. graphique 1).

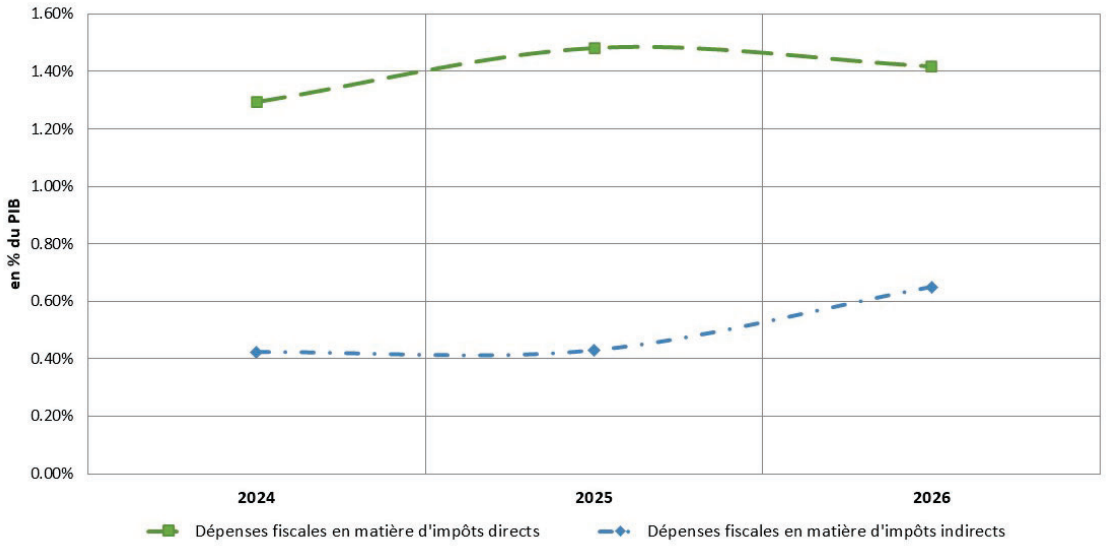
[4] Cf. numéro 2 du tableau section Impôts indirects
[5] Cf. numéro 3 du tableau section Impôts indirects

**Graphique 1 :** Impact des dépenses fiscales sur les recettes de l'État en 2026 (en % du PIB)




Après avoir fortement augmenté en 2025 à la suite du *Entlaaschtungs-Pak*, les dépenses fiscales en matière d'impôts directs baissent, passant de 1,48% du PIB en 2025 à 1,42% du PIB en 2026. Cette diminution du ratio résulte d'un taux de croissance des dépenses fiscales en termes absolus inférieur à celui du PIB. En ce qui concerne les dépenses fiscales en matière d'impôts indirects, elles connaissent une hausse substantielle entre 2025 (0,43% du PIB) et 2026 (0,65% du PIB) en raison de la pérennisation du crédit d'impôt *Bëllegen Akt* à 40 000 euros.

**Graphique 2 :** Évolution de l'impact des dépenses fiscales sur les recettes de l'État entre 2024 et 2026

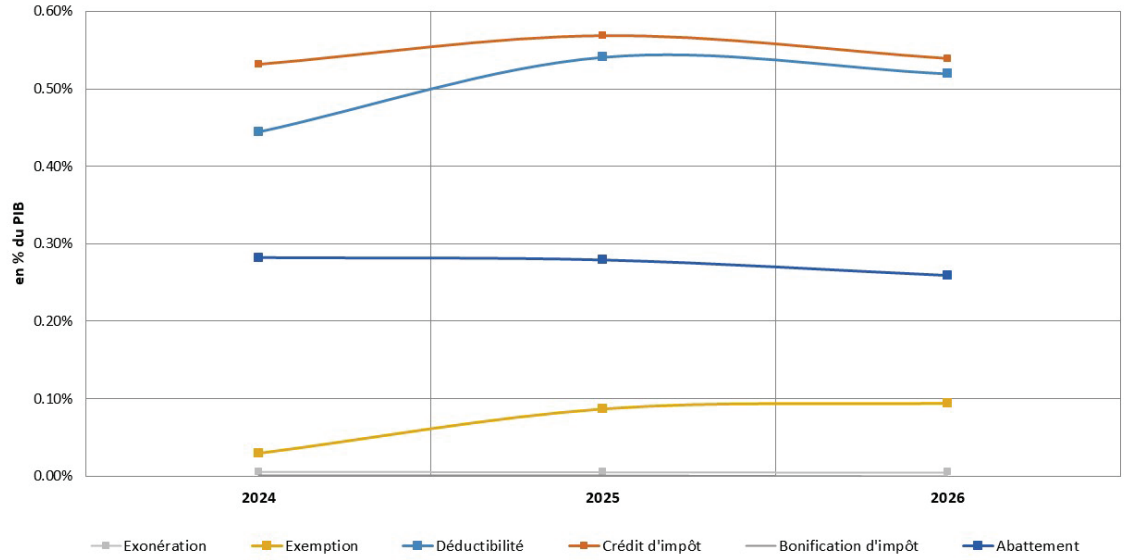



En se focalisant plus en détail sur les dépenses fiscales en matière d'impôts directs, on observe sur le graphique 3[6] que deux catégories de dépenses fiscales affectent majoritairement les recettes fiscales de l'État. Ce sont d'abord les crédits d'impôts (0,54% du PIB pour 2026), ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où le législateur a substantiellement réformé les crédits d'impôt dans le passé et a également introduit un nouveau crédit d'impôt start-up. Les déductibilités fiscales (0,52% du PIB pour 2026) représentent la deuxième catégorie de dépenses fiscales ayant un impact considérable sur les recettes fiscales de l'État. Ceci s'explique notamment par l'augmentation de la déductibilité des intérêts débiteurs en relation avec un prêt bancaire pour financer l'acquisition d'une habitation personnelle. Les autres dépenses fiscales en matière d'impôts directs, à savoir les catégories des

[6] Il est à noter que la dernière prévision du STATEC concernant le PIB nominal de 2026 a été utilisée pour calculer le rapport des dépenses fiscales en % du PIB.

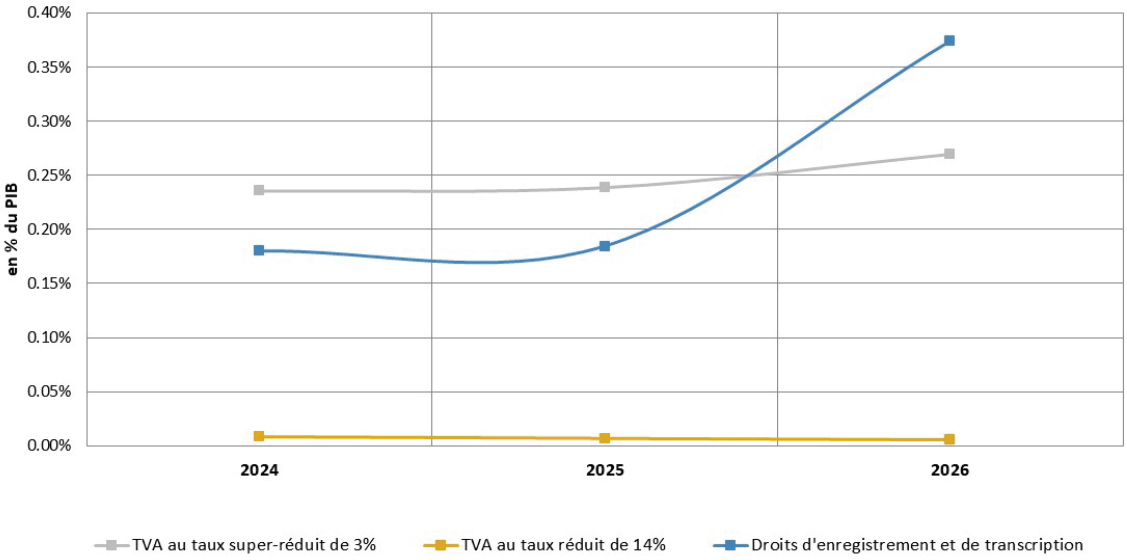
abattements, des exemptions, des exonérations et des bonifications d'impôt restent stables sur la période considérée.

**Graphique 3 :** Évolution des différentes catégories de dépenses fiscales en matière des impôts directs




Au niveau des impôts indirects, il y a trois catégories à différencier, à savoir la TVA au taux super-réduit de 3%, la TVA au taux réduit de 14% ainsi que les crédits d'impôts en matière des droits d'enregistrement et de transcription. Le graphique 4 montre que la dépense fiscale « Droits d'enregistrement et de transcription » impacte dorénavant le plus les recettes de l'État en matière d'impôts indirects (0,37% du PIB en 2026). Ceci s'explique par la pérennisation du crédit d'impôt *Bëllegen Akt* à 40 000 euros. La catégorie « TVA au taux super-réduit de 3% » (0,27% du PIB en 2026) est la deuxième dépense fiscale la plus importante en matière des impôts indirects suivie par la TVA au taux réduit de 14%, qui n'a qu'un impact très faible sur les recettes fiscales (0,01% du PIB en 2026).

**Graphique 4 :** Évolution des différentes catégories de dépenses fiscales en matière des impôts indirects



Les dépenses fiscales en lien avec le logement, qui fait partie des priorités du Gouvernement, constituent 42% du total des dépenses fiscales en 2026.

Le tableau suivant reprend la liste des dépenses fiscales identifiées selon les principes mentionnés et selon une catégorisation impôts directs/impôts indirects.

**Dépenses fiscales**
**Estimation pour 2026 en millions d'euros**

| N° | Impôts directs | | Prévisions 2026 |
|---|---|---|---|
| *1* | *Abattement* | extra-professionnel | 138 |
| *2* | *Abattement* | en raison d'un bénéfice de cession sur un immeuble ou une participation importante | 14 |
| *3* | *Abattement* | sur les plus-values de cession d'un immeuble bâti acquis par voie de succession en ligne directe | 5 |
| *4* | *Abattement* | pour charges extraordinaires (y compris abattement forfaitaire pour frais de domesticité, etc.) | 71 |
| *5* | *Abattement* | pour charges extraordinaires en raison des enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable | 16 |
| *6* | *Déductibilité* | des arrérages de rentes et de charges permanentes dues en vertu d'une obligation particulière et payés au conjoint divorcé | 4 |
| *7* | *Déductibilité* | des cotisations d'assurances et des intérêts débiteurs | 107 |
| *8* | *Déductibilité* | des cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continue, volontaire ou facultative, et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale | 8 |
| *9* | *Déductibilité* | Intérêts débiteurs en relation avec un prêt bancaire pour financer l'acquisition d'une habitation personnelle | 233 |
| *10* | *Déductibilité* | des cotisations d'épargne-logement<br>*dont 47% des contribuables ont moins de 40 ans*<br>*dont 53% des contribuables ont plus de 40 ans* | 38<br>*18*<br>*20* |
| *11* | *Déductibilité* | des libéralités et dons | 31 |
| *12* | *Déductibilité* | des versements au titre d'un contrat individuel de prévoyance-vieillesse (3e pilier) | 60 |
| *13* | *Déductibilité* | des cotisations personnelles dans un régime complémentaire de pension (2e pilier) | 9 |
| *14* | *Exemption* | de la prime participative allouée à certains salariés par leur employeur | 32 |
| *15* | *Exemption* | de la prime jeune salarié | 8 |
| *16* | *Exemption* | de la prime locative | 30 |
| *17* | *Exemption* | régime impatriés | 19 |
| *18* | *Exonération* | à hauteur de 80% des revenus perçus de certains droits de propriété intellectuelle | 5 |
| *19* | *Crédit d'impôt* | pour salariés, pour pensionnés et pour indépendants | 270 |
| *20* | *Crédit d'impôt* | CO2 | 100 |
| *21* | *Crédit d'impôt* | salaire social minimum | 99 |
| *22* | *Crédit d'impôt* | monoparental | 23 |
| *23* | *Crédit d'impôt* | heures supplémentaires | 9 |
| *24* | *Crédit d'impôt* | Start-up | 7,5 |
| *25* | *Bonification d'impôt* | en cas d'embauchage de chômeurs | 1 |

| N° | Impôts indirects | | Prévisions 2026 |
|---|---|---|---|
| *1* | *TVA au taux super-réduit de 3%* | *Produits alimentaires destinés à la consommation animale* | 1 |
| | | *Chaussures et vêtements pour enfants âgés de moins de 14 ans* | 2 |
| | | *Services de restaurant et de restauration, à l'exclusion desdits services portant sur des boissons alcooliques* | 50 |
| | | *Hébergement dans les lieux qu'un assujetti réserve au logement passager de personnes et locations de camps de vacances ou de terrains aménagés pour camper* | 6 |
| | | *Secteur financier* | 2 |
| | | *Affectation d'un logement à des fins d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement ayant fait l'objet de certains travaux de création et de rénovation ou dans le chef d'une personne autre que le propriétaire du logement ayant fait l'objet de certains travaux de rénovation** | 193 |
| *2* | *TVA au taux réduit de 14%* | *Vins de raisins frais titrant 13° ou moins d'alcool, à l'exception de vins enrichis en alcool, des vins mousseux et de vins dits de liqueur* | 4 |
| | | *Assurances* | 1 |
| | | *Secteur financier* | 0 |
| *3* | *Droits d'enregistrement et de transcription* | *Crédit d'impôt logement (Bëllegen Akt)*** | 353 |

**Note** : * : Calculé par rapport au taux de référence national de 17%
** : Calculé par rapport à une application du taux normal de 7%

# Annexe 9

## Glossaire

**Actifs financiers :**
Les actifs financiers (AF.) sont des actifs économiques qui se présentent sous la forme de moyens de paiement ou de créances financières ou qui sont assimilables par nature à des créances financières. Les moyens de paiement comprennent l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts transférables. Une créance financière donne à son propriétaire – le créancier – le droit de recevoir sans contre-prestation un ou plusieurs paiements d'une autre unité institutionnelle – le débiteur – qui a contracté l'engagement de contrepartie.

Comme exemple d'actifs économiques assimilables par nature à des créances financières, on peut citer les actions et autres participations ou les produits financiers dérivés.

**Actifs non financiers :**
Les actifs non financiers sont les biens corporels ou incorporels qui appartiennent, individuellement ou collectivement, à des unités institutionnelles et dont la détention ou l'utilisation au cours d'une période déterminée peut procurer des avantages économiques à leurs propriétaires ; ils comprennent les actifs corporels produits et non produits, ainsi que la majeure partie des actifs incorporels pour lesquels aucun passif correspondant n'est enregistré.

**Actifs non produits :**
Les actifs non-produits sont les actifs non financiers qui ne sont pas issus du processus de production ; ils comprennent à la fois des actifs corporels et incorporels ainsi que les coûts de transfert de propriété et d'améliorations majeures de ces actifs.

**Administration centrale :**
Le sous-secteur de l'Administration centrale (S.1311) comprend, à côté des organes de l'État (Chef de l'État, Parlement, Justice, Ministères et administrations gouvernementales) couvertes par le Budget/Compte de l'État et les fonds spéciaux, également certains établissements publics et autres entités juridiques qui relèvent directement de la compétence de l'État.

**Administrations locales :**
Le sous-secteur des administrations locales (S.1313) rassemble, toutes les administrations publiques dont la compétence s'étend seulement sur une subdivision locale du territoire économique. Au Luxembourg, les administrations locales comprennent les communes, les offices sociaux, ainsi que les syndicats de communes à l'exception des syndicats produisant des biens ou services marchands.

**Administrations publiques :**
Le secteur des administrations publiques (S.13) comprend toutes les unités institutionnelles qui sont des autres producteurs non marchands dont la production est destinée à la consommation individuelle et collective et dont la majeure partie des ressources provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs, et/ou toutes les unités institutionnelles dont l'activité principale consiste à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. Le secteur des administrations publiques est composé des sous-secteurs de l'Administration centrale, des administrations locales et des administrations de Sécurité sociale.

**Administrations de Sécurité sociale :**
Le sous-secteur des administrations de Sécurité sociale (S.1314) réunit toutes les unités institutionnelles centrales et locales dont l'activité principale consiste à fournir des prestations sociales. Au Luxembourg, l'ensemble du sous-secteur des administrations de Sécurité sociale est constitué de 19 organismes de protection sociale.

**Ajustement pour la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension :**
L'ajustement pour la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension est égal à :
la valeur totale des cotisations sociales effectives à payer aux régimes privés de pension avec constitution de réserves
**+** (plus) la valeur totale des suppléments de cotisation à payer sur les revenus de la propriété attribués aux assurés (c'est-à-dire aux titulaires de droits à pension)
**-** (moins) la valeur de la rémunération du service associé
**-** (moins) la valeur totale des pensions payées comme prestations d'assurance sociale par les régimes privés de pension avec constitution de réserves.
Cet ajustement a pour but d'éviter que le solde des cotisations de pension sur les pensions reçues (c'est à dire des « transferts » à payer moins les « transferts » à recevoir) n'entre dans l'épargne des ménages.

**Comptabilité sur la base des droits constatés :**
La comptabilité sur la base des droits constatés enregistre les flux au moment où la valeur économique est créée, transformée, échangée, transférée ou s'éteint. Cela signifie que les flux qui impliquent un transfert de propriété sont enregistrés au moment où ce transfert a lieu, les services sont comptabilisés au moment où ils sont fournis, la production est entrée au moment où un produit est créé et la consommation intermédiaire est enregistrée au moment où les matières premières ou les fournitures sont utilisées.

**Comptabilité sur une base de caisse :**
La comptabilité sur une base de caisse n'enregistre que les paiements/recettes en espèces, au moment où ils ont effectivement lieu.

**Consolidation :**
La consolidation est un type particulier de compensation des flux et des stocks ; elle implique l'annulation des opérations ou des relations débiteur/créancier qui ont lieu entre deux agents appartenant au même secteur ou au même sous-secteur institutionnel.

**Consommation intermédiaire :**
La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et des services consommés en entrée d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe ; les biens et les services peuvent être soit transformés, soit détruits par le processus de production.

**Correction de la taxe sur la valeur ajoutée en relation avec les services marchands :**
Certaines unités de production des administrations publiques sont assujetties à la TVA (distribution d'électricité, gaz, eau etc.). Au niveau des comptes des administrations publiques, les recettes sont enregistrées y compris TVA et la TVA due à l'Administration de l'enregistrement est enregistrée en dépenses.

Au niveau de la comptabilité nationale, les comptes de ces unités sont enregistrés hors TVA déductible. Un effet sur le solde comptable peut apparaître lorsqu'il existe un décalage temporel entre l'enregistrement de la TVA en recette et en dépense.

**Correction au niveau du prix de base :**
Les recettes de la production marchande des administrations publiques sont enregistrées dans leurs comptes au prix du marché (prix de vente). La comptabilité nationale enregistre la production par branche et par secteur au prix de base, c'est à dire y compris subventions sur les produits et hors impôts sur les produits. Le solde des administrations publiques n'est pas affecté par cette convention d'évaluation.

**Cotisations sociales :**
Les cotisations sociales sont des paiements effectifs ou imputés à des régimes d'assurance sociale afin de garantir le droit à des prestations d'assurance sociale.

**Cotisations sociales fictives :**
Les cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122) représentent la contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, ex-salariés et autres ayants droit (diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés), sans qu'il y ait, à cet effet, recours à une société d'assurance ou à un fonds de pension autonome ou constitution d'un fonds spécifique ou d'une réserve distincte. Il s'agit donc de prestations qui ne passent pas par le système de Sécurité sociale.

Les cotisations fictives constituent une partie des charges salariales de l'employeur et sont incluses dans la rémunération des salariés au niveau des emplois du compte d'exploitation. Les cotisations fictives apparaissent par ailleurs en ressources du compte de distribution secondaire du revenu. Comme les cotisations sociales imputées apparaissent en emplois et en ressources des comptes des administrations publiques, le solde n'est pas affecté. Des cotisations imputées sont calculées pour les pensions des fonctionnaires, la gratuité médicale des membres de l'armée, les suppléments de pension alloués aux ouvriers communaux.

**Critères de convergence :**
Critères que les pays doivent respecter pour être sélectionnés pour participer à l'UEM. Chaque pays doit faire la démonstration que son économie et sa gestion financière sont saines de façon durable au travers de cinq critères fixés par le Traité de Maastricht :

- le rapport entre déficit public et produit intérieur brut doit être inférieur à 3% ;
- le rapport entre dette publique et produit intérieur brut doit être inférieur à 60% ;
- le taux d'inflation ne doit pas dépasser de plus de 2% celui des 3 pays les plus stables en matière de prix ;
- les marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen doivent être respectées sans connaître de tensions graves pendant au moins les 2 dernières années.

**Déficit budgétaire :**
Le déficit budgétaire correspond au solde négatif du budget de l'État. Le déficit budgétaire est habituellement indiqué en pourcentage du PIB afin de le rendre comparable.

**Déficit public :**
Le déficit public désigne le solde budgétaire cumulé des administrations centrales, des administrations locales et des administrations de Sécurité sociale d'un État membre. Cet agrégat fait l'objet d'une surveillance stricte : aux termes du Traité de Maastricht (article 104 TCE) et du PSC, il ne peut excéder 3% du PIB.

**Dette publique (brute) :**
Ensemble des engagements financiers des administrations publiques.

La définition de la dette brute correspondant au Traité de Maastricht diffère de celle des engagements financiers bruts des administrations publiques fondée sur le système de comptabilité nationale (SCN), sur deux points essentiellement. En premier lieu, la dette brute au sens du Traité de Maastricht n'inclut pas les crédits commerciaux et avances, ni les actions et les réserves techniques d'assurance, suivant la nomenclature du SCN. En second lieu, les méthodes d'évaluation des obligations émises par les administrations publiques sont différentes. Ces obligations doivent en effet être évaluées à leur valeur nominale selon la définition de Maastricht, mais à la valeur du marché ou à leur prix d'émission augmenté des intérêts courus selon les règles du SCN.

Pour la dette publique, telle qu'elle est définie dans le Traité de Maastricht et aux fins de sa mise en œuvre, on se référera au *Règlement du Conseil de l'UE No. 3605/93, décembre 1993.*

**Formation brute de capital :**
La formation brute de capital est mesurée par la valeur du total de la formation brute de capital fixe, des variations des stocks, et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

**Impôts courants sur le revenu, le patrimoine etc. :**
La plupart des impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. consistent en impôts sur les revenus des ménages ou sur les profits des sociétés ; en font également partie les impôts sur le patrimoine qui sont payés de façon régulière, à chaque exercice fiscal (par opposition aux impôts en capital qui sont levés de façon ponctuelle).

**Impôts sur la production – autres :**
Les autres impôts sur la production comprennent les impôts, autres que ceux engendrés directement par l'exercice même d'une activité de production ; ils comprennent essentiellement les impôts courants sur le travail ou le capital employé dans l'entreprise, comme les impôts sur les salaires ou les impôts courants sur les véhicules ou les bâtiments.

**Impôts sur la production et les importations :**
Les impôts sur la production et les importations se composent des impôts sur les produits payables sur les biens et sur les services quand ils sont produits, livrés, vendus, transférés ou mis autrement à disposition par leurs producteurs plus les impôts et les droits sur les importations qui doivent être acquittés lorsque des biens entrent sur le territoire économique en franchissant la frontière ou lorsque des services sont fournis à des unités résidentes par des unités non-résidentes. Ils incluent également les autres impôts sur la production, qui comprennent principalement les impôts sur la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments ou d'autres actifs utilisés dans le cadre de la production, et les impôts sur la main d'œuvre employée ou sur la rémunération du travail versée.

**Opération financière :**
Les opérations financières recouvrent toutes les opérations entre unités institutionnelles et entre les unités institutionnelles et le reste du monde impliquant un transfert de propriété d'actifs financiers, y compris la création et la liquidation de créances financières.

**Pacte de stabilité et de croissance :**
Constitué d'une résolution du Conseil européen et de deux règlements du Conseil de l'Union européenne, adoptés lors du sommet européen d'Amsterdam en juin 1997, il complète le dispositif de l'article 104 du TCE en prévoyant un mécanisme de surveillance des "critères de Maastricht" et de sanction en cas de déficit public excessif.

**PIB aux prix du marché :**
Le PIB aux prix du marché est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix du marché, plus les impôts sur les importations, diminués des subventions.

**PIB dans l'optique de la production :**
Dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de tous les producteurs résidents aux prix de base plus tous les impôts sur les produits diminués des subventions.

**PIB dans l'optique des dépenses :**
Dans l'optique des dépenses, le PIB se définit comme étant égal au total des dépenses finales aux prix d'acquisition (y compris la valeur f.a.b. des exportations de biens et services) moins le total des importations des biens et des services valorisés franco à bord (f.a.b.).

**PIB dans l'optique du revenu :**
Dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la rémunération des salariés, plus les impôts, moins les subventions, sur la production et les importations, plus le revenu mixte brut, plus l'excédent d'exploitation brut.

**Politique budgétaire :**
Volet de la politique économique qui se définit par son moyen, le budget de l'État. Le budget agit sur le niveau de la demande, qu'il s'agisse de l'importance de la nature des dépenses, des recettes et du déficit ou de l'excédent. Il influe également sur l'offre et les circuits de financement. L'importance et la nature de la politique budgétaire font l'objet de controverses. Pour les économies d'inspiration keynésienne, elle constitue un instrument privilégié alors que les économistes libéraux privilégient la politique monétaire et préconisent une intervention faible de l'État par une compression des recettes fiscales, des dépenses et du déficit.

**Prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature :**
Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature se composent de toutes les prestations sociales, à l'exception des transferts sociaux en nature. En d'autres termes, elles comprennent (a) toutes les prestations sociales en espèces - prestations d'assurance sociale et prestations d'assistance sociale - fournies par les administrations publiques, y compris les administrations de Sécurité sociale, et par les ISBLSM et (b) toutes les prestations d'assurance sociale fournies dans le cadre de régimes privés d'assurance sociale, avec et sans constitution de réserves, qu'elles soient en espèces ou en nature.

**Prestations sociales en nature :**
Les prestations sociales en nature se composent de (a) les remboursements de Sécurité sociale, (b) les autres prestations de Sécurité sociale en nature, (c) les prestations d'assistance sociale en nature ; en d'autres termes, elles sont égales aux transferts sociaux en nature à l'exception des transferts de biens et de services non marchands individuels.

**Production marchande :**
La production marchande est celle qui est vendue à des prix économiquement significatifs ou écoulée autrement sur le marché ou bien qui est destinée à être vendue ou écoulée sur le marché.

**Production non marchande :**
La production non marchande est constituée de biens et de services individuels ou collectifs produits par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ou par les administrations publiques, et qui sont fournis gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs, à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble. Ce type de production représente l'une des trois grandes catégories de production du SCN, les deux autres étant la production marchande et la production pour usage final propre.

**Production pour usage final propre :**
La production pour usage final propre est constituée des biens et services qui sont retenus par les propriétaires des entreprises dans lesquelles ils sont produits, et qui sont destinés à un usage final propre à ces propriétaires.

**Rémunération des salariés :**
La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

**Revenu de la propriété :**
Le revenu de la propriété est le revenu que doit recevoir le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de la fourniture de fonds ou de la mise à disposition d'un actif corporel non produit à une autre unité institutionnelle. Ce poste englobe les intérêts, les revenus distribués des sociétés, (c'est à dire les dividendes, et les prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés), les bénéfices réinvestis d'investissement direct étranger, les revenus de la propriété attribués aux assurés et les loyers.

**Revenu National Brut (RNB) :**
Le revenu national brut (RNB) est égal au PIB, diminué des impôts (moins les subventions) sur la production et les importations, de la rémunération des salariés, et des revenus de la propriété à verser au reste du monde, et augmenté des rubriques correspondantes à recevoir du reste du monde (en d'autres termes, le PIB moins les revenus primaires à verser aux unités non-résidentes plus les revenus primaires à recevoir des unités non-résidentes). Une mesure alternative du RNB au prix du marché est la valeur agrégée des soldes bruts des revenus primaires de l'ensemble des secteurs ; il faut noter que le RNB est identique au produit national brut (PNB), terme généralement utilisé auparavant dans les comptes nationaux.

**SEC 2010 :**
Le système européen des comptes constitue la version européenne du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008 qui est le cadre de référence mondial pour la compilation des comptes nationaux. Il met à jour le SEC 1995, tout comme le SCN 2008 qui constitue la version actualisée du SCN de 1993.

**Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) :**
Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) sont une mesure indirecte de la valeur de services d'intermédiation financière fournis pour lesquels les intermédiaires ne recourent pas à une facturation explicite.

Les services d'intermédiation financière produits par les banques et fournis à leurs clients ne sont (en majeure partie) pas facturés directement mais financés par la marge d'intérêts.

Le système de comptabilité nationale prévoit donc de mesurer ces services d'intermédiation financière par la différence entre un intérêt de référence et les intérêts reçus ou payés par les clients. En effet l'on suppose que le service est payé par le déposant est égal à la différence entre le taux d'intérêt de référence (taux d'intérêt pur) qu'il devrait recevoir sur ses dépôts et le taux d'intérêts effectivement reçu. Pour l'emprunteur, le service d'intermédiation payé correspond à la différence entre le taux d'intérêt payé et l'intérêt de référence.

En pratique, au niveau des comptes des administrations publiques, les intérêts reçus du secteur bancaire sont donc majorés de la valeur du service d'intermédiation financière et les intérêts dus au secteur bancaire sont réduits du service y incorporé. La contrepartie de cette correction augmentant les ressources (augmentation des intérêts créditeurs) et diminuant les emplois (diminution des intérêts débiteurs) est une augmentation de la consommation intermédiaire (en emploi du compte de production). Le solde des comptes des administrations publiques n'est pas affecté par cette opération.

**Solde nominal** :
Le solde nominal est défini comme étant le besoin (-) ou la capacité (+) de financement.

**Solde structurel :**
Le solde structurel est le solde nominal corrigé des variations conjoncturelles, et déduction faite des mesures ponctuelles et temporaires.

**Subventions :**
Les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que les administrations publiques, y compris les administrations publiques non-résidentes, font à des entreprises sur la base du niveau de leurs activités de production ou des quantités ou des valeurs des biens et des services qu'elles produisent, vendent ou importent.

**Subventions imputées :**
Les administrations publiques peuvent comprendre des unités de production marchandes non constituées en unités légales distinctes (sociétés ou établissements publics) et ne présentant pas une comptabilité complète. Rappelons qu'une unité d'activité est définie comme marchande si les recettes provenant de la vente des biens et services produits couvre au moins 50% des coûts (consommation intermédiaire, coût salarial, impôts nets liés à la production, consommation de capital fixe). Dans le cas du Luxembourg il s'agit de l'exploitation des forêts domaniales et communales, l'exploitation d'immeubles de rapport, la production et distribution d'énergie électrique, la distribution de gaz et d'eau, de l'aéroport de Luxembourg etc.

Si les recettes d'exploitation de ces unités couvrent plus de 50% des coûts et moins de 100%, le système de comptabilité national prévoit l'imputation d'une subvention sur les produits égale au déficit de cette unité. Comme cette subvention apparait en ressources en emplois des comptes des administrations publiques, leur solde n'est pas affecté.

**Subventions sur la production – autres :**
Les autres subventions sur la production comprennent les subventions, à l'exclusion des subventions sur les produits, que les entreprises résidentes peuvent recevoir du fait de leurs activités de production (par exemple, les subventions sur les salaires ou la main-d'œuvre ou les subventions destinées à réduire la pollution).

**Transferts courants – autres :**
Les autres transferts courants comprennent les primes et les indemnités nettes d'assurance-dommages, les transferts courants entre différents types de services des administrations publiques,

généralement situés à des niveaux différents d'administration, ainsi qu'entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques étrangères et d'autres transferts courants, comme ceux qui se produisent entre ménages.

Transferts courants entre administrations publiques :
Les transferts courants entre administrations publiques comprennent des transferts courants entre différents services ou entre différents sous-secteurs des administrations publiques ; ils comprennent les transferts courants entre niveaux administratifs différents, comme il s'en produit fréquemment entre les administrations centrales et les administrations d'états fédérés ou les administrations locales, et entre les administrations publiques générales et les administrations de Sécurité sociale.

**Transferts en capital :**
Les transferts en capital sont des opérations, effectuées en espèces ou en nature, dans lesquelles la propriété d'un actif (autre que des espèces ou des stocks) est transférée d'une unité institutionnelle à une autre ou dans lesquelles des espèces sont transférées pour permettre au bénéficiaire d'acquérir un autre actif ou dans lesquelles les fonds rapportés par la cession d'un actif sont transférés.

**Transferts sociaux en nature :**
Les transferts sociaux en nature consistent en des biens et des services individuels fournis en tant que transferts en nature aux ménages individuels par les administrations publiques (y compris les administrations de Sécurité sociale) et par les ISBLSM, que ces biens et ces services aient été achetés sur le marché ou qu'ils aient été produits sur une base non marchande par les administrations publiques et les ISBLSM. Les postes inclus sont (a) les remboursements de Sécurité sociale, (b) les autres prestations de Sécurité sociale en nature, (c) les prestations d'assistance sociale en nature et (d) les transferts de biens et services non marchands individuels.

_____